

Revue d'Économie, de  
Gestion et de  
Développement  
N°1 Vol 1





**REVUE D'ECONOMIE,  
DE GESTION ET DE  
DÉVELOPPEMENT**

**REGD**

# Numéro 1 Volume 1

Nouvelle série, Numéro 1,  
Volume 1, juillet – décembre 2025



*Ouvrage publié avec le concours de la Revue  
Française d'Économie et de Gestion*

LES ÉDITIONS DU NET  
126, rue du Landy 93400 St Ouen

© Les Éditions du Net, 2026  
ISBN : 978-2-312-15852-5

# Note éditoriale

Chers auteurs, chercheurs et contributeurs,

C'est avec un immense plaisir que la Faculté d'Économie et Développement de l'Université Catholique du Congo vous présente le premier volume et le premier numéro de la Revue d'Économie, de Gestion et Développement (REGD). Cette revue scientifique, à comité de lecture et évaluée par des pairs (*blind peer review*), est publiée en libre accès afin de favoriser une diffusion ouverte et universelle des connaissances.

La REGD se veut une plateforme académique de référence, dédiée à la publication d'articles originaux dans les domaines des sciences économiques, de gestion et du développement. Elle a pour objectif d'encourager la recherche théorique et empirique, de stimuler le débat scientifique et de contribuer à l'avancement des connaissances dans des disciplines essentielles à la compréhension des dynamiques économiques et sociales.

Cette revue s'adresse à tous ceux qui souhaitent partager, confronter et enrichir leurs réflexions : chercheurs, universitaires, praticiens et étudiants. Les thématiques abordées incluent, sans s'y limiter :

- Sciences économiques et politiques publiques
- Sciences de gestion et management stratégique
- Sciences et techniques du développement durable et inclusif

La REGD offre un espace privilégié d'analyse et de réflexion sur les enjeux économiques, managériaux et sociaux, tant en République Démocratique du Congo qu'à l'échelle internationale. Elle valorise les travaux combinant rigueur scientifique, originalité et pertinence pratique, conformément aux standards internationaux de publication académique.

## **Objectifs de la REGD**

La revue a pour ambition de :

1. Fournir un espace d'échanges et de débats intellectuels rigoureux, stimulant la réflexion critique sur les problématiques économiques, managériales et de développement.

2. Promouvoir des contributions novatrices, théoriques ou empiriques, en mettant en avant la diversité des approches méthodologiques.

3. Encourager l'internationalisation de la recherche, en diffusant des articles à impact académique et pratique au-delà des frontières nationales.

4. Mettre en lumière la réflexivité, l'innovation méthodologique et l'ancrage théorique des recherches.

5. Renforcer la culture du débat et de l'échange intellectuel, offrant une plateforme où chercheurs, praticiens et étudiants peuvent dialoguer et confronter leurs analyses.

Ainsi, la REGD se positionne comme un carrefour intellectuel multidisciplinaire, reliant économie, gestion et développement durable, tout en favorisant la production de résultats originaux et significatifs.

## **Thématiques et types de contributions**

La REGD accueille des contributions originales sur des thématiques variées, telles que :

- Politiques économiques et impact sur le développement
- Questions monétaires, fiscales et financières
- Gestion des ressources naturelles et développement durable

- Entrepreneuriat et innovation dans les pays en développement
- Gouvernance et gestion publique
- Stratégies financières et investissement
- Management stratégique, ressources humaines, audit et contrôle
- Marketing, systèmes d'information et management public ou social
- Intelligence artificielle, transformation digitale et innovation technologique
- Sociologie des organisations, comportement organisationnel et management de projet
- Soutenabilité, écologie des organisations et méthodologies qualitatives ou épistémologies critiques

Les articles peuvent adopter une approche théorique, empirique ou méthodologique, tout en privilégiant les contributions offrant des solutions pratiques aux enjeux contemporains et enrichissant le débat académique par des analyses originales et rigoureuses.

## **Types d'articles acceptés**

- Articles empiriques, basés sur des données quantitatives, qualitatives ou mixtes
- Études de cas approfondies, détaillant des organisations, projets ou politiques spécifiques
- Revues systématiques et synthèses critiques de la littérature existante
- Articles méthodologiques, présentant de nouvelles méthodes d'analyse ou de recherche

Chaque contribution est soumise à un processus rigoureux de double évaluation anonyme, garantissant la qualité scientifique et l'originalité des publications.

## **Critères de soumission**

Les auteurs sont invités à respecter les critères suivants :

- **Originalité** : les articles doivent être inédits et ne pas être soumis simultanément à d'autres revues
- **Format** : documents Word, accompagnés d'un résumé de 100 à 200 mots et de mots-clés pertinents
- **Longueur** : maximum 8 000 mots, références bibliographiques incluses
- **Normes éditoriales** : respect des standards académiques de rigueur, citation et style scientifique

## **Avantages de publier dans la REGD**

- Attribution d'un Digital Object Identifier (DOI) pour tous les articles publiés
- Indexation internationale et forte visibilité dans les bases de données académiques
- Attestation de publication délivrée à chaque auteur
- Processus d'évaluation par les pairs, garantissant excellence et fiabilité scientifique

La REGD est une revue apolitique, attachée à la rigueur scientifique, à la diversité des approches et au respect des principes éthiques de la recherche. Elle encourage la collaboration interdisciplinaire et

internationale, tout en soutenant la production de résultats originaux et pertinents pour la pratique et la théorie.

Nous aspirons à faire de la REGD une référence académique incontournable, en Afrique et à l'international, contribuant à la diffusion des savoirs et à l'avancement des sciences économiques et du développement.

Pour toute question ou information complémentaire, le comité éditorial est à votre disposition : [contact@revue-regd.com](mailto:contact@revue-regd.com) | [soumission@revueregdc.com](mailto:soumission@revueregdc.com)

Nous remercions sincèrement tous les auteurs, chercheurs et contributeurs pour leur engagement dans cette initiative, visant à promouvoir la recherche de qualité et le partage des connaissances au service d'un développement durable et inclusif.

## **Le comité éditorial**

Revue d'Économie, de Gestion et de Développement

<p>Directrice de Rédaction Prof. Sœur Claudine DUMBI SUKA Doyenne de la Faculté d'Économie et Développement, Université Catholique du Congo</p>
---

<p>Secrétaire de Rédaction Prof. Dr. Joseph MOTO KOSARADE</p>
---

# Comité de rédaction

Claudine DUMBI SUKA, Joseph MOTO KOSARADE Grégoire NGALAMULUME , Augustin BABOLOMA, Charles KUTU, Dieu Merci ZUMBU, Adelar KASASHI, Guillaume IYENDA , Kevin KAZADI, Maria TUABU, Philippe MATSUNDI, Joseph BANDI et Judith Fanny SANGWA

## Comité scientifique

1. Brahim Boudarbat, Université de Montréal
2. Achraf Mohamed NAFZAOUI, ENCG Kenitra, Université Ibn Tofail – Maroc
3. Adelar KASESHI MULENGE, Université Catholique du Congo
4. Alphonse NKONGOLO MULAMI, Université de Mbuji-Mayi,
5. Augustin BABOLOMA, Université Catholique du Congo
6. Aymar NYENYEZI BISOKA, Université de Mons
7. Charles KUTU MONDONGA, Université Catholique du Congo
8. Claude SUMATA, Université Pédagogique Nationale
9. Claudine DUMBI SUKA, Université Catholique du Congo
10. Claudine TSHIMANGA, Université Catholique du Congo
11. Driss HELMI, Université Mohammed I, Oujda, Maroc
12. Faten NASFI SALEM, Institut supérieur de Gestion de Gabès de Tunis
13. François KABUYA KALALA, Université de Kinshasa
14. Ginette CARVALHO, Université Cheikh Anta Diop

15. GNANHO Marc, Institut Supérieur du Commerce et d'Administration des Entreprises en Guinée
16. Grégoire NGALAMULUME, Université Catholique du Congo
17. Guillaume IYENDA, Université Catholique du Congo
18. Hamza EL KEZAZY, Université Sultan Moulay Slimane, Maroc
19. Jean Pierre LOPAKA, Université Catholique du Congo
20. Jean-Marc Kilolo Malambwe, Commission Économique pour l'Afrique
21. Jephthe NSUMBU, Université Catholique du Congo
22. Joseph MOTO KOSARADE, Université Catholique du Congo
23. Juliette ALENDIA , Université Raddoud/ Hollande
24. Kevin KAZADI, Université Catholique du Congo
25. Mabi LUKUSA, Université Protestante au Congo
26. Miche DE WOLF, Université Catholique de Louvain
27. Mohamed Amine BOUBNAD, Académie de Bordeaux
28. Mouna Hilmi, Université Mohamed V
29. Mounya CHAHBOUNE, Université Sultan Moulay Smile
30. Nabil OUARSAFI, Université Hassan 1er
31. Nicole yolande EBAMA, Université Denis SASSOU N'GUESSO
32. Philippe BATIFOULIER, Université Paris Nord 7
33. Ridouan HAMMOUCH, ISPITS – OUJDA/Maroc
34. Rian BOUAZZAOUI, ISPITS – OUJDA/Maroc
35. Romain PHAMBU MASANGA TEDIKA, Université Président Joseph KASA-VUBU
36. Roger NTOTO MVUBU, Université de Kinshasa
37. Roméo CIMINELLO, Université Pontificale Grégorienne de Rome
38. Simon Pierre ONANA, Université de Yahoundé
39. William MBUYAMBA, Université Catholique du Congo
40. Yassine HILMI, ENCG El Jadida, Université Chouaib Doukkali – Maroc

# Sommaire

Déterminants de l'inflation en République Démocratique  
du Congo de 1990 à 2023..... 17

SUMATA MOTUKULA Claude

MOTO KOSARADE Joseph

NGOMBA KAYEMBE Jordy

La contribution de l'église catholique au développement  
de la R.D. Congo. Atouts, limites et pistes d'actions..... 67

NGALAMULUME TSHIEBUE Grégoire,

Conséquences du conflit homme-animal sur l'agriculture  
dans la province du Kwilu..... 105

MUNTU MUBANGA Yannick.

BILOSO MOYENÉ Apollinaire.

Économie comportementale et décision d'investir : vers  
une lecture affectio-rationnelle du choix de l'investisseur  
..... 135

Maria ELGHEZAOUI

Youssef ELBOUBKRI

Impact de l'exploitation minière sur l'environnement et la vie sociale en RDC : "Cas du Territoire de Walikale dans la Province du Nord Kivu" ..... 179

MOTO KOSARADE Joseph

Claudine DUMBI SUKA

KUTU MONDONGA Charles

Résilience et transformation numérique des entreprises informelles en Afrique : une analyse comparative Ghana Tanzanie ..... 229

SALLA DOMINIQUE Sébastienne

DONTSI

Impact du marketing créatif sur la promotion de l'entrepreneuriat social : une transition vers une mode durable et circulaire ..... 253

Mounya CHAHBOUNE

Salma HADDAD

Effet de la politique monétaire sur la croissance économique en rdc (1992-2023) : une analyse var ..... 295

BOLA MBELE Chadrack

Changement structurel et croissance économique dans les pays de la sadc : une analyse par la cointegration ..... 331

KARIM OMONGA Mulamba

Relation entre taux de change, inflation et croissance économique en République Démocratique du Congo de 1990 à 2023 ..... 369

RISASI EMMANUEL

Mondialisation financière et transformation structurelle  
des économies de la communauté des États de l'Afrique de  
l'Ouest : les institutions sont-elles importantes?..... 401

EKOUMADALON Komlagan Martin

Dr BATAKA Hodabalo

Prof. TCHALIM Tom-Irazou

De-dollarization in the democratic republic of congo: a 25-  
year retrospective and a 25-year prospective on usage,  
market depth, and monetary credibility..... 451

Randy Kambana Moïse

Gaël Ngongo Makelele

Regards sur l'éducation entrepreneuriale en République  
Démocratique du Congo..... 499

Lopaka Jean-Pierre,

MUZOLA NZEZA Justice

AIWA SIRIKA Lagrâce

Faillites bancaires en RDC (1960–2025) paradoxes  
prudentiels, dollarisation et leçons d'une instabilité  
persistante..... 531

Randy Kambana Moïse

Défis et opportunités des PME congolaises face à la  
transformation digitale du commerce extérieur : Cas du  
SEGUCE RDC ..... 583

MOTO KOSARADE Joseph

Davidn TSHIBANGU MPOYI

Faim, insécurité alimentaire et pauvreté chronique à  
Kinshasa ..... 613

Guillaume IYENDA

Dynamique économique en République Démocratique du  
Congo de 1990 à 2023: exploration des interrelations entre  
croissance économique, inflation et chômage..... 645

Joseph BANDI

Stéphane NGOLU

Maria TUABU .....

François KANDOLO .....

Les régimes de change expliquent-ils les écarts à la loi du  
prix unique ? : une application à l'indice Big-Mac ..... 681

BABOLOMA Augustin .....

# **Déterminants de l'inflation en République Démocratique du Congo de 1990 à 2023**

*“DETERMINANTS OF INFLATION IN THE  
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO  
FROM 1990 TO 2023”*

Par

SUMATA MOTUKULA Claude

Professeur à l'Université Catholique du Congo

Claussum05@yahoo.fr

MOTO KOSARADE Joseph

Professeur à l'Université Catholique du Congo

Josephmoto10@gmail.com

NGOMBA KAYEMBE Jordy

Maitrise en Économie Quantitative et gestion informa-  
tique

Chercheur indépendant

jordykayembe2025@gmail.com

# Résumé

Cette étude analyse les déterminants de l'inflation en République Démocratique du Congo sur la période 1990-2023, en utilisant le modèle ARDL pour capturer les dynamiques à court et à long terme. L'objectif principal est d'identifier les facteurs macroéconomiques influençant l'inflation afin de proposer des leviers de politique économique adaptés.

Les résultats montrent que l'inflation en RDC est principalement influencée par le taux de change et les recettes publiques. À court terme, ces deux variables présentent un effet significatif, traduisant une forte sensibilité de l'inflation aux chocs monétaires et budgétaires. À long terme, le taux de change demeure le principal facteur, confirmant l'impact de la dépréciation monétaire sur les prix des biens importés.

D'autres variables telles que le PIB, la masse monétaire, les dépenses publiques, le taux directeur, la balance commerciale et les prix des matières premières n'ont pas montré d'effet significatif sur la période étudiée. Ces résultats soulignent l'urgence de stabiliser le taux de change et d'assurer une discipline budgétaire rigoureuse.

L'étude propose plusieurs recommandations pour une RDC émergente à l'horizon 2030 : renforcer les réserves de change, réguler les marchés parallèles, orienter les excédents commerciaux vers l'investissement local, améliorer

l'affectation des recettes publiques et promouvoir une gouvernance économique stable et coordonnée.

**Mots clés :** Politique monétaire, Inflation, Taux de change, Masse monétaire, Finances publiques, cadre macroéconomique.

# Abstract

This study highlights the main determinants of inflation in the Democratic Republic of Congo (DRC) from 1990 to 2023, using the ARDL model to distinguish short-term and long-term effects. The analysis confirms that inflation is driven by complex interactions between internal and external factors, with different impacts over time.

In the short term, inflation is highly sensitive to external shocks (exchange rate, oil prices) and policy impulses (policy interest rate, public spending), while real economic growth acts as a delayed stabilizer. The presence of a negative and significant error correction term indicates a strong cointegration among variables, ensuring rapid convergence to equilibrium after temporary disturbances.

In the long term, the estimates reveal deep and economically consistent effects. GDP has a positive and significant impact on inflation ( $\beta = 14.456$ ;  $p = 0.009$ ), reflecting demand-driven pressures during sustained growth. The trade balance also shows a strong positive effect ( $\beta = 27.804$ ;  $p < 0.001$ ), which may indicate liquidity injections during export booms or, depending on sign convention, inflationary effects of persistent trade deficits. The policy interest rate is positively associated with inflation ( $\beta = 3.754$ ;  $p < 0.001$ ), suggesting structural co-movement rather than direct causality. Conversely, oil prices have a negative and significant effect ( $\beta = -2.668$ ;  $p = 0.0011$ ), a counterintuitive result possibly explained by long-term adjustments

such as exchange rate appreciation, stabilization policies, or energy substitution.

These findings lead to three major policy recommendations:

1. Stabilize the exchange rate and strengthen hedging instruments to limit imported inflation.
2. Coordinate monetary and fiscal policies, considering transmission lags and structural effects.
3. Diversify the economy and manage commodity price shocks to reduce external vulnerability and indirect price pressures.

Overall, inflation in this context results from a combination of external shocks, economic policies, and structural dynamics.

The robustness of the error correction mechanism confirms that, despite short-term fluctuations, the economy quickly returns to its long-term equilibrium path, validating the ARDL/ECM approach for understanding and forecasting inflationary pressures. Effective inflation control requires strong coordination between monetary and fiscal policies and structural transformation of the Congolese economy to achieve the country's emergence goals by 2030.

**Keywords :** Monetary policy, inflation, exchange rate, money supply, public finance, macroeconomic framework

# Introduction

Notre étude se concentre sur les variables telles que le taux d'intérêt directeur, la masse monétaire, les recettes et dépenses publiques, le taux de change, le PIB, le prix du pétrole, le cobalt et le cuivre.

Le bilan socioéconomique de la RDC 64 ans après son indépendance, semble mitigée si l'on considère l'irrégularité de la croissance économique mais aussi les retombées sociales sur la population. Les causes de ces phénomènes catastrophiques peuvent être cernées à qu'une des politiques économiques mises en œuvre. Nous citons la spirale de la Zaïrianisation, suivie de la rétrocession et de la radicalisation, ce qui n'a pas su favoriser le développement et le maintien d'une classe d'entrepreneurs locaux dynamiques. De même, l'occurrence de différentes guerres dans la décennie 90 et les obstacles en 1993 et 2003 ont perturbé de manière drastique l'évolution de l'environnement macroéconomique, comme l'on peut s'en rendre compte par le maintien de l'hyper-récession (-13.5% en 1993), l'hyperinflation (9796,9% en 1994) et l'hyper dépréciation de la monnaie locale (13204.35% en 1993).

Le cadre macroéconomique durant ses trente dernières années a subi des fluctuations énormissime démontrant sa fragilité face aux chocs externes notamment par la crise financière, la Covid-19 ou encore la guerre russo-ukrainienne, mais aussi des conflits internes comme la guerre à

l'Est du pays, la rébellion etc. déstabilisant ainsi les activités économiques de la RDC.

Partant des toutes ses analyses, nous nous posons la question de savoir :

- Quels sont les déterminants de l'inflation en République Démocratique du Congo ?

Plus spécifiquement, l'interrogation suivante se révèle pertinente :

- Comment les décisions des autorités monétaires et budgétaire, ainsi que d'autres variables macroéconomiques et les facteurs externes affectent elles les niveaux de l'inflation en RDC entre 1990 et 2023 ?

Nous formulons l'hypothèse suivante : Les décisions de la politique monétaire incluent les variations du taux d'intérêt et de la politique budgétaire comme le niveau du déficit budgétaire, ainsi que d'autres variables macroéconomiques (telles que le taux de change, et le PIB et des facteurs externe comme les fluctuations des prix des matières premières et du pétrole ont un impact significatif sur le taux d'inflation en RDC entre 1990 et 2023.

Dans cette recherche, l'objectif est de connaître les variables déclencheur de l'inflation en République Démocratique du Congo en s'appuyant sur les données en série chronologique couvrant la période 1990-2023.

Sur ce, nous adoptons le modèle ARDL, un modèle permettant de capturer les dynamiques court et long terme des variables exogènes sur la variable endogène.

Cet article est subdivisé en trois sections :

1. Revue de la littérature ;
2. Méthodologie ;
3. Résultats ;
4. Conclusion

## **1. Revue de la littérature**

### **1.1. Revue empirique**

Les années 90, la RDC a connu des bourrasques inflationnistes en raison de la dépréciation de sa monnaie locale. Des variables telles que la croissance économique, les éléments de politique monétaire et l'instabilité du taux de change ont influencé le niveau l'inflation à travers des chocs dans les secteurs *far*, entraînant des augmentations flamboyantes des prix.

Par illustration de tout ce qui dit au-dessus, le pays a vécu une inflation galopante avec un taux de plus de 1000 % à l'année 1994, en raison de plusieurs facteurs monétaires occasionnant la dépréciation de la monnaie rendant fragile cadre macroéconomique en touchant le 4 secteurs de l'économie de la RDC.

Plusieurs études antérieures se sont penchées sur l'impact de la politique monétaire, du secteur minier, de la production locale et des conflits armés sur l'inflation en RDC, certaines utilisant des modèles économétriques pour analyser ces relations. John Maynard qui souligne que l'inflation peut résulter d'une demande agrégée trop forte par rapport à l'offre, selon lui, lorsque la demande globale dépasse la capacité de production d'une économie, les prix augmentent (Keynes, J.M. (1936), cette approche est particulièrement pertinente pour la RDC, où les périodes de crise économique, de conflits armés et de perturbations dans le secteur minier et agricole ont souvent conduit à des situations où la demande excédait les capacités de production, entraînant une augmentation de prix.

Le monétariste Friedman (1968), souligne que l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire. Selon lui, l'augmentation de la masse monétaire dans une économie, si elle n'est pas accompagnée d'une augmentation

proportionnelle de la production, conduit à une hausse des prix, mais aussi il propose une règle selon laquelle la croissance de la masse monétaire devrait être contrôlée pour correspondre à la croissance de la production économique.

Robert Lucas (1972) de son côté, souligne l'importance des anticipations rationnelles, en affirmant que les agents économiques ajustent leurs anticipations en fonction des informations disponibles. Pour Lucas, les tentatives de stimuler l'économie par une augmentation de la masse monétaire peuvent être inefficaces si les gens anticipent l'inflation.

Olivier Blanchard (2007), met la pression sur l'importance des anticipations inflationnistes dans la détermination de l'inflation. Il s'appuie sur la théorie des anticipations adaptatives et rationnelles, selon laquelle les agents économiques ajustent leurs comportements en fonction de leurs attentes concernant l'inflation future.

Moto Kosarade et Sumata (2020), dans leur étude intitulée « Évaluation de la politique budgétaire en République Démocratique du Congo », montrent que de 1960 à 2020, les finances publiques congolaises ont connu d'importantes perturbations d'origine politique, sécuritaire et institutionnelle. Selon eux, l'instabilité politique et les crises récurrentes ont fragilisé les activités économiques, réduisant ainsi l'assiette fiscale et augmentant les charges publiques.

Ils soulignent également que la mauvaise gouvernance, la corruption, l'incivisme fiscal et certaines décisions budgétaires irrationnelles ont limité l'efficacité de la politique budgétaire et, par conséquent, la capacité de l'État à contrôler les déséquilibres macroéconomiques, dont l'inflation.

Moto Kosarade (2021), dans son étude intitulée « Évaluation des effets de la politique monétaire sur le secteur réel en République Démocratique du Congo : une analyse empirique par la modélisation vectorielle autorégressive

(VAR) », s'est intéressé à l'efficacité de la politique monétaire menée par la Banque Centrale du Congo (BCC). À travers une approche empirique fondée sur la modélisation VAR, l'auteur a évalué les effets de plusieurs variables monétaires notamment le taux directeur, le taux de change nominal et la masse monétaire sur la croissance du produit intérieur brut (PIB réel).

Les résultats obtenus indiquent que ces variables monétaires retardées d'une période n'exercent pas d'effet significatif sur l'activité réelle. En d'autres termes, l'économie congolaise semble faiblement réactive aux instruments de la politique monétaire. Les tests de causalité de Granger confirment cette faiblesse, en montrant que ni le taux directeur, ni le taux de change, ni la croissance de la masse monétaire ne causent la croissance du PIB réel.

Ces résultats traduisent une inefficacité relative du canal monétaire dans la transmission des impulsions de politique économique en RDC, conséquence d'une dollarisation élevée, d'une faible crédibilité institutionnelle et d'un manque d'indépendance de la Banque Centrale vis-à-vis du pouvoir politique. L'auteur recommande ainsi un recentrage de la politique monétaire, une lutte active contre la dollarisation et une restauration de la confiance du public dans la monnaie nationale.

M.BELONGIA ET IRELAND, analyse de l'inflation comme une taxe supplémentaire dans une économie, car elle pénalise les consommateurs et perturbe le climat des affaires et provoque une distorsion dans la prise de décisions de ménages. Inversement, la déflation défavorise les producteurs ou les firmes dans la mesure où les investissements vont décroître, en raison de la perte des profits ou des bénéfices attendus.

La RDC a traversé des périodes de crise politique et économique qui ont eu un impact direct sur l'évolution de

l'inflation. Selon les travaux de certains auteurs, comme celui de Kapessa (2015), les conflits armés, l'instabilité politique et la corruption ont perturbé les chaînes d'approvisionnement, augmentant ainsi les coûts de production et, par conséquent, les prix des biens et services. D'autre part, MUNGANGA (2021), dans son travail nous fait savoir que la dépendance de la RDC aux importations, notamment les biens de premières nécessités, rend l'économie vulnérable aux chocs externes, les variations des prix internationaux des matières premières et des taux de change entraînent des répercussions considérables sur l'inflation local.

MAVUNGU (2018), démontre avec élégance dans son travail que l'économie congolaise par sa structure se penche plus à l'informalité et un manque d'industrialisation robuste contribue aux fluctuations de l'inflation. La faiblesse des infrastructures, la mauvaise gouvernance et l'absence de diversification économique aggravent les pressions inflationnistes a dit l'auteur dans son travail.

Ces auteurs cités ci-dessus, nous ont éclairé dans ce sujet à travers leurs façons de considérer l'inflation dans une économie, leurs pertinences dans le développement économique d'un pays, ces écrits présentent une véritable richesse pour une bonne compréhension de ce sujet très pertinent.

Notre travail se focalise sur plusieurs points : Premièrement, appréhender comment les décisions des autorités monétaires (telles que par exemple l'augmentation du taux d'intérêt directeur, l'émission monétaire) et des autorités budgétaires (comme par exemple les dépenses publiques) impactent rapidement les niveaux d'inflation permet d'identifier les leviers d'action pour stabiliser l'économie.

Deuxièmement, notre pays a connu des périodes d'instabilité politique dans les années 90 avec la guerre à l'Est et

l'entrée de l'AFDL en 1997, mais aussi de crises économiques dans les années 2000 marqué par la rupture avec les institutions internationales notamment le Bretton Woods. Faire une étude expérimentale sur l'inflation dans ce contexte met en lumière les interactions complexes entre les choix politiques, la gestion économique et l'inflation.

## 2. Cadre méthodologique

Pour vérifier les déterminants de l'inflation en RDC, le modèle autorégressif à retards distribués, ARDL en sigle semble être le plus approprié. En effet, ce type de modèle, qui se classe parmi les modèles dynamiques, permet de prendre en compte les effets temporels dans l'analyse d'une variable.

Dans l'usage d'un modèle dynamique, une variable ( $Y_t$ ) s'explique à la fois par :

– Ses valeurs propres passées. Ce type de modèle est désigné sous le terme de « modèle autorégressif » (AR) et il s'écrit comme suit :

$Y_t = a_0 + a_1 Y_{t-1} + \dots + a_p Y_{t-p} + \varepsilon_t$	(1)
---	-----

Avec  $\varepsilon_t \sim iid(0, \sigma)$  : terme d'erreur

– Des valeurs des variables indépendantes  $X_t$  ainsi que leurs valeurs décalées dans le temps ( $X_{t-i}$ ). S'agissent ici des modèles à retard échelonnés (DL) qui ont précisément la forme de :

$Y_t = \beta + b_0 X_t + \dots + b_q X_{t-q} + z_t$	(2)
---	-----

Ces deux types des modèles précédents ont comme appellation « Modèles autorégressifs à retards échelonnés ou répartis ». Ci-dessous leurs formes :

$Y_t = \varphi + a_1 Y_{t-1} + \dots + a_p Y_{t-p} + b_0 X_t + \dots + b_q X_{t-q} + e_t$	(3)
---	-----

Dans le cadre de notre travail, nous cherchons à connaître les effets court et long terme des variables exogènes sur l'inflation, en d'autres termes connaître les déterminants de l'inflation. Ainsi, nous nous proposons d'estimer un modèle ARDL de la fonction suivante :

$\text{INFL} = f(\text{pib}, \text{blc}, \text{tdr}, \text{mm}, \text{txch}, \text{dpe}, \text{cdp}, \text{cob})$	(4)
---	-----

Afin d'estimer le vecteur composé des coefficients de la droite ARDL, il importe d'appliquer la méthode des moindres carrés ordinaires notée MCO qui consiste à minimiser la somme de carré des erreurs. La représentation ARDL de la fonction (13) sera :

$\Delta \text{INFL}_t = \alpha_0 + \alpha_1 \text{INFL}_{t-1} + \beta_1 \text{PIB}_{t-1} + \beta_2 \text{BLC}_{t-1} + \beta_3 \text{TDR}_{t-1} + \beta_4 \text{TXCH}_{t-1} + \beta_5 \text{DPE}_{t-1} + \beta_6 \text{CDP}_{t-1} + \beta_7 \text{COB}_{t-1} + \beta_8 \text{CUV}_{t-1} + \varepsilon_t$	(5)
---	-----

Comme pour tout modèle dynamique, nous pouvons utiliser les critères d'information suivants : Akaike information criterion (AIC), Schwarz information criterion (SIC) et Hanna-Quin criterion pour déterminer les décalages optimaux (Reg) du modèle ARDL.

Dans le cas de notre travail, nous avons optés pour le critère schwarz information criterion (SIC), parce que l'utilisation de ce critère dans cette étude assure un équilibre strict entre la qualité de l'ajustement du modèle et sa simplicité, tout en garantissant la stabilité et la fiabilité des relations estimées entre les variables macroéconomiques.

L'écriture d'un modèle ARDL, comme mentionné dans la relation (1), nécessite l'existence d'un lien des variables cointégrées, ce qui est essentiel pour estimer avec

clarté les coefficients à court et à long terme de celles-ci. La littérature en économétrie présente divers tests de cointégration, parmi lesquels figurent : Engle et Granger, Johansen, ainsi Pesaran et shin.

Il est important de souligner que le test de cointégration d'Engle et Granger n'est valide que pour deux variables intégrées d'ordre identique (d'ordre d'intégration 1), ce qui limite son efficacité dans des contextes multivariés, et même si le test de Johansen surmonte cette restriction par le moyen d'une modélisation VECM (vectorielle autorégressive à correction d'erreur), et exigent aussi la cointégration du même ordre de toutes les variables.

Lorsque plusieurs variables présentent des ordres d'intégration différents (I (0) et I (1)), il est recommandé d'utiliser le test de cointégration de Pesaran et al. (2001).

Si l'on opte pour l'application du test de cointégration entre les variables dans modèle ARDL, on évoque alors de l'approche « ARDL approach to cointegrating ».

Deux étapes doivent être suivies pour la mise en œuvre du test de cointégration de Pesaran, :

(i) Connaitre le décalage optimal au préalable (AIC, SIC, BIC)

(ii) L'usage du test de Fisher pour vérifier les hypothèses

$H_0 : b_1 = \dots = b_5 = 0$	Présence d'une relation de cointégration
$H_1 : b_1 \neq \dots \neq b_5 \neq 0$	Absence d'une relation de cointégration

Ses étapes du test consistent à confronter les valeurs de Fisher obtenues avec les valeurs critiques simulées, comme proposée par Pesaran et al., pour différents cas et seuils.

On distingue deux ensembles de valeurs critiques :

- La borne supérieure qui correspond aux valeurs pour lesquelles les variables sont d'ordre 1 ;
- La borne inférieure qui concerne les variables intégrées d'ordre 0.

Les conclusions à tirer sont les suivantes :

- Si la valeur de Fisher dépasse la limite supérieure, cela suggère qu'il y a une cointégration ;
- Si la valeur de Fisher est en dessous de la limite inférieure, cela indique qu'il n'y a pas de cointégration ;
- Si la valeur de Fisher se trouve entre ces deux limites, aucune conclusion ne peut être tirée.

Par conséquent, nous allons confirmer l'existence ou non de la cointégration entre les variables.

Par ailleurs, notons que le modèle ARDL n'est applicable que pour des variables intégrées d'ordre inférieure ou égale à 1.

### **3. Analyse des données et discussion des Résultats**

Les informations que nous analysons sont de nature annuelle et proviennent des bases des données ou rapports de la Banque centrale du Congo, de la Banque mondiale, du London Metal Exchange. Ces données s'étendent sur une période allant de 1990 à 2023.

En faisant l'analyse descriptive, nous remarquons que la variable la plus volatile en terme d'écart type est l'inflation. Avec un écart type très grand de 1939,215 comparé à sa moyenne qui est de 705% ce qui traduit une instabilité constatée des prix, avec des pics d'instabilités ponctuels mais aussi de l'hyperinflation sur la période de l'étude, car la variable présente des variations erratiques, sujettes à de fortes fluctuations, une dispersion considérable par rapport

à sa moyenne, symptomatiques d'une absence de la stabilité macroéconomique rendant la prévisions économiques complexe, mais aussi décourageant l'investissement étranger.

Concernant la variable la moins volatile, la balance commerciale a un écart type de 3,842 et ne moyenne de 1,44%. Cet écart type assez faible indique que les fluctuations du solde commerciale sont restées modérées, bien que la RDC a subi des chocs externes d'exportation c'est-à-dire les variations des prix du cuivre ou encore du cobalt, mais ses politiques économiques n'ont pas engendré de déséquilibres externes extrêmes sur le long terme, cela s'explique par une forte dépendance aux exportations minières.

La masse monétaire et le taux de change ont une volatilité significative mais élevée par leur unité de mesure. Cela veut dire que, pour la masse monétaire, une variable qui est mesurée en unités très grandes en francs congolais d'où un petit mouvement en pourcentage donne un écart considérable en valeur absolue. Le taux de change et la masse monétaire sont des variables qui fluctuent dans le temps avec une évolution naturelle, pas seulement avec des chocs de volatilité.

### **3.1. La corrélation**

Concernant la corrélation, l'inflation a une corrélation positive modérée avec plusieurs variables tels que la balance commerciale, le taux directeur, la masse monétaire, le taux de change, les recettes publiques.

Le taux de change a une forte corrélation avec la masse monétaire de 0,78%, ce qui signifie que plus il y a augmentation de la masse monétaire, plus la monnaie nationale se déprécie dans le temps. Nous constatons aussi qu'il y a une corrélation significative entre l'inflation et le taux directeur de 0,58%, ce qui signifie que le taux directeur répond à l'inflation déjà existante en RDC. La croissance économique et

l'inflation ont une corrélation significative mais négative, c'est-à-dire l'évolution inverse entre les deux variables. Lorsque l'inflation fluctue à la hausse, la croissance économique baisse, et inversement. Mais il est important de notifier que corrélation ne veut pas dire causalité.

D'autres variables sont corrélées positivement et négativement avec l'inflation mais pas assez robuste, car elles ne dépassent pas le degré d'association de 0,50%.

### 3.2. La stationnarité des séries

Avant de traiter une série chronologique, il est important de l'examiner attentivement les caractéristiques stochastiques, si ces caractéristiques c'est-à-dire son espérance et variance lorsque les caractéristiques d'une série chronologique évoluent au fil du temps, celle-ci est qualifiée de non stationnaire. En revanche, dans le cas d'un processus stochastique invariant, la série est alors stationnaire (stationnaire si elle ne comporte ni tendance ni saisonnalité).

**Tableau 1. Test de stationnarité des séries**

	Prob 5 %		
Variables	ADF	Ordre d'intégration	Décision
<b>INFL</b>	0	I(0)	Stationnaire a la première en niveau
<b>PIB</b>	0	I(1)	Stationnaire a la première différence
<b>BLC</b>	0	I(1)	Stationnaire a la première différence
<b>TDR</b>	0,0283	I(0)	Stationnaire a la première en niveau

<b>TXCH</b>	0,0002	I(0)	Stationnaire a la première en niveau
<b>DPE</b>	0,0283	I(0)	Stationnaire a la première en niveau
<b>CDP</b>	0,0001	I(1)	Stationnaire a la première différence
<b>COB</b>	0	I(1)	Stationnaire a la première différence

Source : Assemblage de l'auteur à partir des analyses sur Eviews 12

Hormis les variables inflation, taux directeur, taux de change, recettes de l'Etat, dépenses de l'Etat, toutes les variables sont stationnaires à la première différence. Nous sommes donc en présence d'un assemblage des variables intégrés d'ordre zéro et un.

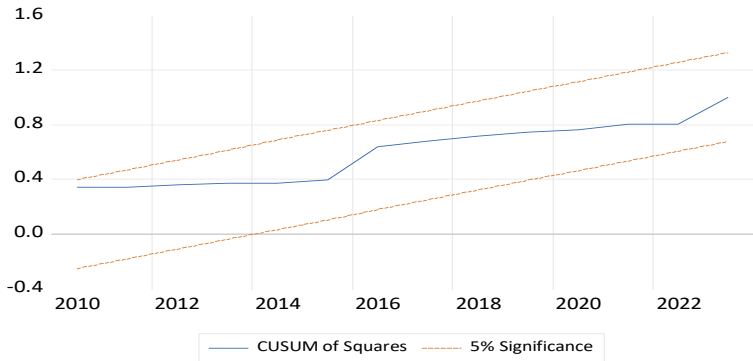
En matière de cointégration, ça rend le test de cointégration aux bornes devient opportun (Pesaran, 2001)

#### ❖ *Test de stabilité du modèle*

Le test de CUSUM of squares permet de savoir si le modèle est stable ou non, et voici les résultats au préalable de notre modèle estimé.

La courbe demeure à l'intérieur des bandes de confiance à 5%, ce qui atteste de la stabilité structurelle du modèle ARDL et que les coefficients ne varient pas significativement dans le temps.

### Graphique 1. Test de stabilité



Source : Auteur, Eviews 12

L'absence de rupture structurelle suggère que le modèle ARDL est robuste pour l'ensemble de la période. Toutefois, ce test ne permet pas de détecter des changements de régime plus subtils, ce qui invite à compléter l'analyse par des tests de rupture (Chow, Bai-Perron) pour confirmer la stabilité en sous-périodes.

### 3.3. Optimalité du décalage et estimation du modèle ARDL

Nous avons opté au critère d'information de Schwarz (SIC) permettant de capter le modèle ARDL le plus adapté, qui donne des résultats statistiquement significatifs tout en minimisant le nombre de paramètres. Voici les résultats de l'estimation du modèle ARDL optimal sélectionné :

**Tableau 2. Modèle ARDL**

Variable endogene : INFL				
Variables	Coefficient	Ecart-type	t-Statistic	Prob
PIB (-2)	13,15564	2,232757	5,892105	0,0001
BALANCE COMMERCIALE	14,26074	2,532053	5,632088	0,0001
BALANCE COMMERCIALE(-1)	13,78528	2,621744	5,258058	0,0001
TAUX DIRECTEUR	4,015105	0,177740	22,58980	0,0000
TAUX DIRECTEUR (-1)	-1,045745	0,215304	-4,857060	0,0003
TAUX DIRECTEUR (-2)	0,817050	0,213121	3,833737	0,0021
TAUX DE CHANGE	9,60 <sup>E</sup> -05	1,10 <sup>E</sup> -06	87,16798	0,0000
TAUX DE CHANGE (-1)	0,000252	1,17 <sup>E</sup> -06	215,3534	0,0000
DEPENSES	7,35 <sup>E</sup> -06	1,61 <sup>E</sup> -06	4,562190	0,0005
DEPENSES (-1)	-7,09 <sup>E</sup> -06	1,79 <sup>E</sup> -06	-3,962137	0,0016
PETROLE (-2)	-1,808204	0,392308	-4,609146	0,0005
C	-10,45038	34,55600	-0,302419	0,7665
		Prob(F-static)		0
R-carré	0,9999	Durbin – Watson stat		2,045227

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 12)

En visualisant le tableau, bien que le  $R^2$  soit très élevé (99 %), ce résultat traduit avant tout un ajustement statistique du modèle aux données. Il ne doit pas être interprété comme une preuve absolue de validité économique. La robustesse du modèle repose également sur les tests de diagnostic (absence d'autocorrélation, hétéroscédasticité, normalité des résidus) et sur la cohérence économique des coefficients estimés.

Le test de F-statistic qui permet de savoir si le modèle est globalement bon, nous confirme en effet une significativité globale du modèle avec une valeur de 0 inférieure au seuil de 0,05%.

D'autres variables telles que : l'inflation décalée et le cours du cobalt, dans le modèle ne sont pas significatives parce que leurs p-value sont supérieure au seuil de 0,05%.

Les résultats montrent que le PIB retardé de deux périodes exerce un effet positif et significatif sur l'inflation ( $\beta = 13,16$  ;  $p < 0,001$ ). Cela suggère qu'une croissance économique passée contribue à accentuer les pressions inflationnistes, probablement par une augmentation de la demande globale. De même, la balance commerciale, tant à la période courante ( $\beta = 14,26$ ) qu'au premier retard ( $\beta = 13,79$ ), est positivement associée à l'inflation. Cette relation peut indiquer que les améliorations de la balance commerciale, souvent liées à des exportations accrues, stimulent la liquidité et la demande intérieure, ce qui alimente la hausse des prix.

Le taux directeur présente un profil dynamique intéressant : il est fortement positif à la période courante ( $\beta = 4,02$  ;  $p < 0,001$ ), négatif au premier retard ( $\beta = -1,05$ ) et à nouveau positif au second retard ( $\beta = 0,82$ ). Cette alternance traduit probablement une réaction de la politique monétaire face à l'inflation, où une hausse initiale du taux accompagne une inflation élevée, suivie d'un effet correctif, avant

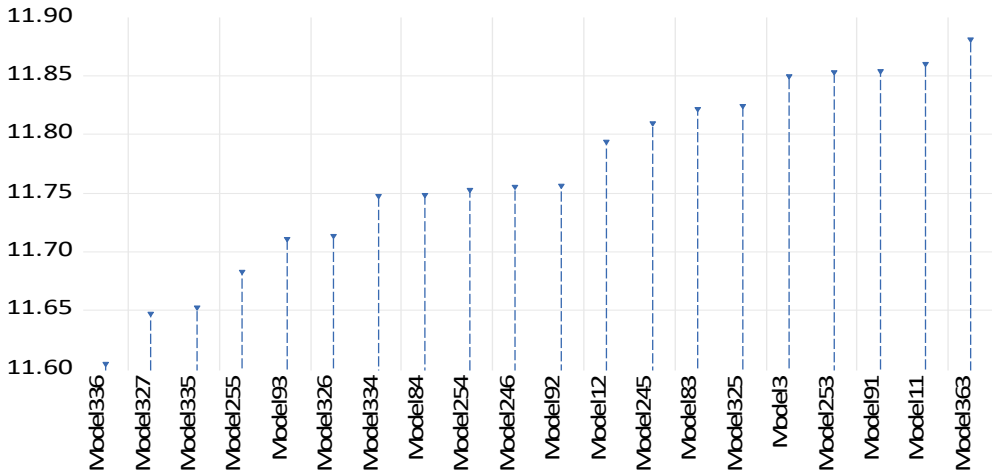
un retour à la tendance haussière. Le taux de change, quant à lui, exerce un effet positif massif et très significatif, tant à la période courante qu'au premier retard. Une dépréciation de la monnaie nationale se traduit donc par une inflation importée, confirmant la sensibilité des prix intérieurs aux fluctuations du marché des changes.

Les dépenses publiques ont un effet contrasté : elles augmentent l'inflation à la période courante ( $\beta = 7,35 \times 10^{-6}$ ) mais la réduisent au premier retard ( $\beta = -7,09 \times 10^{-6}$ ), ce qui suggère un impact temporaire suivi d'un ajustement. Enfin, le prix du pétrole, avec deux périodes de retard, présente un effet négatif ( $\beta = -1,81$  ;  $p < 0,001$ ), résultat contre-intuitif qui mérite une analyse approfondie, peut-être liée à des effets indirects ou à la structure des importations.

Le Durbin-Watson ( $DW = 2,045$ ) indique une absence d'autocorrélation des résidus, renforçant la fiabilité des tests de significativité. Toutefois, la magnitude des t-statistics et la cohérence économique de certains signes invitent à compléter l'analyse par des tests de stationnarité, de cointégration et de stabilité.

Graphique 2. Valeurs graphiques SIC

Schwarz Criteria (top 20 models)



- Model336: ARDL(1, 2, 1, 1, 2, 1, 2, 0)
- Model327: ARDL(1, 2, 1, 1, 2, 2, 2, 0)
- Model335: ARDL(1, 2, 1, 1, 2, 1, 2, 1)
- Model255: ARDL(1, 2, 1, 2, 2, 1, 2, 0)
- Model98: ARDL(1, 2, 2, 1, 2, 1, 2, 0)
- Model326: ARDL(1, 2, 1, 1, 2, 2, 2, 1)
- Model334: ARDL(1, 2, 1, 1, 2, 1, 2, 2)
- Model84: ARDL(1, 2, 2, 1, 2, 2, 2, 0)
- Model254: ARDL(1, 2, 1, 2, 2, 1, 2, 1)
- Model246: ARDL(1, 2, 1, 2, 2, 2, 2, 0)
- Model92: ARDL(1, 2, 2, 1, 2, 1, 2, 1)
- Model12: ARDL(1, 2, 2, 2, 2, 1, 2, 0)
- Model245: ARDL(1, 2, 1, 2, 2, 2, 2, 1)
- Model83: ARDL(1, 2, 2, 1, 2, 2, 2, 1)
- Model325: ARDL(1, 2, 1, 1, 2, 2, 2, 2)
- Model3: ARDL(1, 2, 2, 2, 2, 2, 2, 0)
- Model253: ARDL(1, 2, 1, 2, 2, 1, 2, 2)
- Model91: ARDL(1, 2, 2, 1, 2, 1, 2, 2)
- Model11: ARDL(1, 2, 2, 2, 2, 1, 2, 1)
- Model363: ARDL(1, 2, 1, 1, 1, 1, 2, 0)

Comme on peut l'observer, le modèle ARDL (1,2,1,2,1,1,0,2) se relève être le plus performant par rapport aux 19 autres car chaque retard de ARDL est associé à une variable spécifique selon leur relation.

### 3.3.1. Test de diagnostic du modèle

Une fois que le modèle a été estimé, il est impératif d'effectuer une validation approfondie via des diagnostics. Ainsi, nous procéderons aux tests suivants :

Test d'autocorrélation avec le LM test (Multiplicateur de Lagrange), test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan, test de normalité de Jarque-Bera et test de spécification du modèle de Ramsey.

**Tableau 3. Tests diagnostiques ARDL estimé**

Hypothèse du Test	Tests	Valeurs	Probabilité
<b>Autocorrélation</b>	LM Test	0,71	0,51
<b>Spécification</b>	Ramsey	0,46	0,64
<b>Hétéroscédasticité</b>	Breush pagan Godfrey	2,083	0,09
<b>Normalité</b>	Jarque-Bera	0,57	0,75

Source : Nos estimations sur Eviews 12

A travers ce tableau à diagnostiquer le modèle ARDL estimé, l'on confirme l'absence d'autocorrélation des erreurs étant donné que la probabilité est supérieure au seuil de 0,05%, ce qui suggère que les erreurs à un moment donné ne dépendent pas des erreurs à un autre moment. Il y a absence d'hétéroscédasticité puisque la probabilité est supérieure à 0,05, dans ce cas il y a homoscedasticité, ce qui signifie tout simplement que les erreurs restent uniformes et il y a aucun changement par rapport aux prévisions. Les erreurs suivent une distribution normale avec une

probabilité supérieure à 0,05, ce qui indique que les erreurs sont faibles et que la majorité d'entre elles se situent autour de 0. Concernant le test de Ramsey avec une probabilité supérieure à 0.05%, nous rejetons l'hypothèse alternative et acceptons l'hypothèse nulle ce qui confirme que le modèle est correctement spécifié.

Pour l'ensemble de ces tests, l'hypothèse nulle est donc acceptée, ce qui permet de valider notre modèle sur le plan statistique. Le modèle ARDL estimé est globalement satisfaisant et fournit une explication à 99 % les déterminants de l'inflation en RDC, de 1990 à 2023.

### **3.4. Test de cointégration aux bornes de Pesaran**

Pour interpréter les résultats, si la valeur obtenue du test F est inférieure à la limite inférieure, cela indique qu'il n'y a pas de relation à long terme. En revanche, si la valeur calculée dépasse la limite supérieure, cela signifie qu'une relation à long terme existe entre les variables.

Si la valeur se situe entre les deux limites, nous nous retrouvons dans une situation d'incertitude. Dans le cas où les variables sont cointégrées, il sera alors nécessaire d'estimer la relation d'équilibre à long terme ; sinon, nous resterons dans une dynamique court terme.

- Si Fisher est supérieure aux bornes supérieures : cointégration existe ;
- Si Fisher est inférieure aux bornes inférieures : non existence de cointégration ;
- Si Fisher borne inférieure < Fisher < borne supérieure : pas de conclusion.

**Tableau 4. Résultats du test de cointégration de Pesaran**

Variables	10 variables	
<b>F-stat calculée</b>	3979,987	
<b>Seuil critique</b>	Borne <	Borne >
<b>10%</b>	1,92	2,89
<b>5%</b>	2,17	3,21
<b>2,5%</b>	2,43	3,51
<b>1%</b>	2,73	3,0

Source : Nos estimations sur Eviews 12

Les résultats du test de cointégration de Pesaran confirment l'existence d'une relation de cointégration ou d'une relation de long terme entre l'inflation et toutes les variables explicatives sous étude car F statistique est supérieure à celle de la borne supérieure, ce qui permet d'évaluer les effets sur le long terme.

Celle-ci explique tout simplement que, malgré des fluctuations à CT, les variables sont cointégrées structurellement et évoluent ensemble à LT.

### **3.4.1. Coefficients de Long terme et dynamique de court terme**

#### *a. Coefficients de court terme (CT)*

Dans le modèle ECM, le modèle à correction d'erreur, seules les variables ayant été introduites avec au moins un retard dans l'ARDL sont prises en compte à CT. Car cette dernière s'appuie sur la dynamique des variations avec un décalage de 0 ne changeant pas au fil du temps à ce stade et sont donc automatiquement exclues du modèle à court terme, mais peuvent apparaître dans la relation à long terme (grâce au terme cointégration).

**Tableau 5. Résultats d'estimation des coefficients de CT**

<b>Variable dépendante : INFL</b>			
<b>Variabes</b>	<b>Coefficients</b>	<b>t-stat</b>	<b>prob</b>
<b>PIB(-2)</b>	-1,551492	-0	0
<b>TAUX DIRECTEUR</b>	4,015105	24,30956	0
<b>TAUX DIRECTEUR(-1)</b>	-0,817050	- 4,334675	0
<b>TAUX DE CHANGE</b>	9,60 <sup>E</sup> -05	90,45030	0
<b>DEPENSES</b>	7,35 <sup>E</sup> -06	4,586055	0,0005
<b>COURS DU PETROLE (-1)</b>	1,808204	0,319834	0,0001
<b>CointEq(-1)*</b>	-1,008717	- 240,5471	0

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 12)

Comme indiqué dans le tableau 5 ci-dessus, le coefficient d'ajustement, noté CointEq (-1) est statistiquement significatif au niveau de 1%, avec une valeur négative de -1,008717

Ce coefficient est inférieur à zéro, ce qui atteste d'un mécanisme de correction d'erreur bien établi. Cela signifie que lorsqu'un déséquilibre survient entre les variables à court terme, il est corrigé à hauteur de 100% vers l'équilibre à chaque période. Ce taux d'ajustement est très élevé, ce qui indique une vitesse de convergence rapide vers la relation d'équilibre à long terme.

Ainsi, la significativité et la valeur du coefficient d'ajustement confirment l'existence d'une cointégration entre les variables du modèle, c'est-à-dire une relation

stable à long terme entre l'inflation et ses principaux déterminants macroéconomiques.

Sur ce, l'on note ce qui suit : La politique monétaire apparaît avec un profil d'impulsion puis de correction. Le taux directeur exerce un effet positif immédiat sur l'inflation ( $\beta = 4,02$  ;  $t = 24,31$  et  $p = 0$ ), traduisant le fait qu'une hausse du taux accompagne souvent des épisodes d'inflation élevée (politique réactive à la conjoncture). Au premier retard, l'effet devient désinflationniste ( $\beta = -0,82$  ;  $t = -4,33$  ; et  $p = 0$ ), indiquant que le resserrement monétaire met un certain temps à freiner les pressions de prix. Au bilan très court terme, l'association nette demeure positive, mais tempérée par la correction qui se manifeste avec délai.

Le taux de change joue pleinement le canal d'inflation importée. La dépréciation de la monnaie (hausse du taux de change) se transmet rapidement aux prix intérieurs ( $\beta = 9,60 \times 10^{-5}$  ;  $t = 90,45$  ;  $p = 0$ ), ce qui est cohérent avec une dépendance aux importations de biens essentiels ou d'intrants. L'ampleur du coefficient paraît petite en niveau, mais les statistiques  $t$  très élevées signalent un effet robuste : même de faibles variations du change peuvent, à l'échelle macro, alimenter sensiblement l'inflation.

Du côté budgétaire, les dépenses publiques ont un effet expansif à court terme ( $\beta = 7,35 \times 10^{-6}$  ;  $t = 4,59$  ;  $p = 0,0005$ ). Cela traduit un surcroît de demande qui se répercute sur les prix.

L'impact quantitatif est de faible magnitude (coefficient à l'ordre de  $10^{-6}$ ), mais statistiquement significatif, ce qui suggère qu'une impulsion budgétaire, même modeste, peut accroître temporairement la pression inflationniste.

Le prix du pétrole, pris avec un retard d'une période, affiche un effet positif sur l'inflation ( $\beta = 1,81$  ;  $p = 0,0001$ ), en ligne avec un choc de coûts (énergie, transport) qui se diffuse aux prix avec décalage. À noter qu'un  $t$ -stat reportée

très faible (0,32) n'est pas cohérent avec une p-value quasi nulle ; cela ressemble à un artefact d'affichage ou à un copier-coller incomplet. Sur la base de la p-value, l'effet peut être considéré comme significatif et économiquement attendu.

Enfin, le PIB retardé de deux périodes présente un coefficient négatif (-1,55) avec une p-value à 0, indiquant un effet désinflationniste de la croissance passée : par le canal de l'offre (capacités, productivité) et/ou une meilleure allocation des ressources, l'activité réelle contribue à modérer les pressions de prix après un certain délai. Là encore, le t-stat "- 0" mentionné dans l'extrait semble non valide ; l'interprétation s'appuie sur la probabilité reportée et la cohérence économique du signe.

Au total, l'inflation à court terme apparaît très sensible aux conditions externes (taux de change, pétrole) et à la conjoncture de politique (taux directeur), tandis que les impulsions budgétaires renforcent temporairement la pression de demande et que la croissance réelle agit comme frein avec retard. La présence d'un terme de correction d'erreur négatif et puissant garantit que, malgré ces chocs transitoires, l'économie revient rapidement vers sa relation d'équilibre de long terme, ce qui confirme la pertinence de la spécification ARDL/ECM pour décrire la dynamique de l'inflation.

#### *b. Coefficients de Long terme (LT)*

Le tableau 6 montre que les coefficients ou les élasticités estimés à long terme du modèle ARDL, démontrant l'impact structurel des variables macroéconomiques sur le comportement de l'inflation en RDC entre 1990 et 2023.

**Tableau 6. Résultats d'estimation des coefficients de LT**

<b>Variable dépendante : DINFL</b>			
<b>Variable</b>	<b>Coefficient</b>	<b>t-stat</b>	<b>Prob</b>
<b>PIB</b>	14,45596	3,064720	0,0090
<b>BALANCE COMMERCIALE</b>	27,80366	4,539876	0,0000
<b>TAUX DIRECTEUR</b>	3,753689	21,14655	0,0000
<b>COURS DU PETROLE</b>	-2,667516	-4,155370	0,0011

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 12)

Contrairement aux résultats à CT, où l'effet immédiat de certaines variables peut sembler limité ou contextuel, les estimations à long terme mettent en évidence des effets profonds, durables et conformes aux mécanismes économiques attendus.

Les résultats indiquent que le PIB exerce un effet positif et significatif sur la dynamique de l'inflation à long terme ( $\beta = 14,456$  ;  $t = 3,065$  ;  $p = 0,009$ ).

Autrement dit, une hausse du PIB est associée, toutes choses égales par ailleurs, à une augmentation durable de l'inflation. Cette relation suggère un mécanisme de demande : en phase de croissance, la demande globale s'intensifie plus vite que les capacités d'offre, ce qui alimente les pressions sur les prix. Selon l'échelle de mesure du PIB, l'ampleur du coefficient reflète la sensibilité de DINFL aux variations de l'activité réelle.

La balance commerciale présente également un impact positif et fortement significatif ( $\beta = 27,804$  ;  $t = 4,540$  ;  $p < 0,001$ ). Si la balance est mesurée de façon qu'un surplus soit indiqué par des valeurs positives, ce résultat signifie qu'une amélioration du solde externe s'accompagne d'une inflation plus élevée à long terme typiquement dans les périodes

d'essor des exportations, qui injectent liquidité et revenus dans l'économie, stimulant la demande.

À l'inverse, si la variable est codée de sorte qu'un déficit correspond à des valeurs positives, l'interprétation devient : déficit commercial durable = inflation plus élevée (via la dépendance aux importations et la dépréciation). Il est donc utile de vérifier la convention de signe adoptée pour la balance commerciale afin de préciser l'histoire économique sous-jacente.

Le taux directeur est positivement relié à l'inflation à long terme ( $\beta = 3,754$  ;  $t = 21,147$  ;  $p < 0,001$ ). Ce résultat est souvent lu comme une relation d'équilibre endogène : les régimes d'inflation structurellement plus élevée coïncident avec des taux d'intérêt durablement plus hauts, non pas parce que le taux « cause » l'inflation, mais parce que la politique monétaire réagit et se positionne dans un environnement d'inflation forte (c'est une association, pas une causalité unidirectionnelle). En pratique, cela souligne que l'inflation et le niveau du taux directeur Co-évoluent à l'équilibre de long terme.

À l'inverse, le cours du pétrole affiche un coefficient négatif et significatif ( $\beta = -2,668$  ;  $t = -4,155$  ;  $p = 0,0011$ ), indiquant qu'une hausse durable du prix du pétrole est associée à une baisse de l'inflation à long terme. Ce signe peut paraître contre-intuitif si l'on s'attend à un choc de coûts inflationniste ; il peut toutefois refléter des effets compensateurs à l'horizon long : améliorations des termes de l'échange (si d'autres matières premières exportées progressent simultanément), appréciation ou stabilisation du taux de change, ajustements de politique (subventions/prix administrés), ou substitution énergétique. Il peut également signaler une multicollinéarité ou une spécification où le canal de coûts de court terme est absorbé par d'autres

variables, alors que l'effet net de long terme devient désinflationniste.

Cela mérite une robustesse (échantillons alternatifs, inclusion d'autres prix de commodités, tests de rupture).

### **3.5. La causalité entre les variables**

Quand les variables non stationnaires ne sont pas cointégrées ou ont des ordres d'intégration différents, le test classique de causalité de Granger perd son efficacité.

Dans une telle situation, on utilise le test de causalité selon Toda-Yamamoto qui par son interprétation stipule qu'il y a causalité au sens de Granger lorsque la probabilité de la variable exogène est inférieure au seuil de 0,05% permettant à prédire les valeurs futures de la variable endogène.

En quelques mots, le test de Granger nécessite que les séries soient stationnaires mais Toda Yamamoto contourne cette exigence. Sur ce, après estimation, voici les résultats de la causalité selon Toda-Yamamoto entre les variables :

Il y a deux catégories de causalités à savoir dans un travail en utilisant ce test :

- Des causalités bidirectionnelles ;
- Des causalités unidirectionnelles.

**Tableau 8. Résultats Tests causalité de Toda Yamamoto**

<b>Variabes</b>	<b>Chi<sup>2</sup></b>	<b>Df</b>	<b>P va- lue</b>
<b>Taux de change cause la croissance économique</b>	9.336560	2	0.009
<b>Taux de change cause l'inflation</b>	1527.515	2	0
<b>Inflation cause le taux de change</b>	599.89	2	0
<b>Croissance économique cause le taux directeur</b>	6.40	2	0.04
<b>Balance commerciale cause le dépenses</b>	10.1	2	0.006
<b>Taux directeur cause le inflation</b>	27.05	2	0
<b>Taux directeur cause le balance commerciale</b>	7.56	2	0.02
<b>Taux directeur cause le taux de change</b>	68.17	2	0
<b>Taux de change cause le dépenses</b>	5.98	2	0.05
<b>Dépenses cause le crois- sance économique</b>	5.69	2	0.05
<b>Dépenses cause le ba- lance commerciale</b>	8.40	2	0.01
<b>Dépenses cause le taux directeur</b>	7.93	2	0.01
<b>Cours du petrole cause la balance commerciale</b>	8.13	2	0.01
<b>Inflation cause le taux directeur</b>	11.07	2	0.003

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 12)

Le taux directeur joue un rôle majeur dans la régulation des prix et des variables externes. Il influence l'inflation ( $\chi^2 = 27,05$  ;  $p < 0,001$ ), le taux de change ( $\chi^2 = 68,17$  ;  $p < 0,001$ ) et la balance commerciale ( $\chi^2 = 7,56$  ;  $p = 0,02$ ). Cela confirme l'existence d'un canal de transmission monétaire efficace. En parallèle, la banque centrale réagit aux fondamentaux : l'inflation ( $\chi^2 = 11,07$  ;  $p = 0,003$ ) et la croissance économique ( $\chi^2 = 6,40$  ;  $p = 0,04$ ) causent le taux directeur, ce qui reflète une logique proche de la règle de Taylor.

La balance commerciale est fortement influencée par les cours du pétrole ( $\chi^2 = 8,13$  ;  $p = 0,01$ ), ce qui souligne la dépendance de l'économie aux chocs externes et aux termes de l'échange. Cette vulnérabilité appelle des mécanismes de stabilisation, comme des fonds de lissage ou une diversification des exportations.

Les dépenses publiques ont un effet significatif sur la croissance économique ( $\chi^2 = 5,69$  ;  $p = 0,05$ ), confirmant un impact keynésien à court terme. Elles influencent également la balance commerciale ( $\chi^2 = 8,40$  ;  $p = 0,01$ ) et le taux directeur ( $\chi^2 = 7,93$  ;  $p = 0,01$ ), ce qui montre que la politique budgétaire interagit avec la politique monétaire et le secteur externe.

De plus, la balance commerciale cause les dépenses ( $\chi^2 = 10,1$  ;  $p = 0,006$ ), traduisant une contrainte budgétaire liée aux recettes extérieures.

Ces résultats suggèrent la nécessité d'une coordination étroite entre politiques monétaire et budgétaire. La maîtrise de l'inflation et la stabilisation du taux de change sont prioritaires pour éviter des spirales prix-change. La politique budgétaire doit cibler des dépenses productives afin de soutenir la croissance sans aggraver les déséquilibres externes. Enfin, la dépendance aux cours du pétrole impose des stratégies de diversification et des instruments de couverture pour renforcer la résilience macroéconomique.

# Conclusion

Cette étude met en lumière les principaux déterminants de l'inflation en République Démocratique du Congo sur la période 1990-2023, en s'appuyant sur le modèle ARDL pour distinguer les effets à court et à long terme.

L'analyse confirme que l'inflation est déterminée par des interactions complexes entre facteurs internes et externes, avec des effets différenciés à court et à long terme.

À court terme, l'inflation est très sensible aux chocs externes (taux de change, prix du pétrole) et aux impulsions de politique économique (taux directeur, dépenses publiques), tandis que la croissance réelle agit comme un frein avec retard.

La présence d'un terme de correction d'erreur négatif et significatif atteste d'une relation de cointégration entre les variables, garantissant une convergence rapide vers l'équilibre après des perturbations transitoires. À long terme, les estimations révèlent des effets profonds et conformes aux mécanismes économiques attendus.

Le PIB exerce un impact positif et significatif sur l'inflation ( $\beta = 14,456$  ;  $p = 0,009$ ), traduisant un mécanisme de demande où la croissance soutenue intensifie les pressions sur les prix.

La balance commerciale présente également un effet positif marqué ( $\beta = 27,804$  ;  $p < 0,001$ ), ce qui peut refléter l'injection de liquidité et de revenus dans l'économie lors des périodes d'essor des exportations, ou, selon la convention de signe, l'effet inflationniste d'un déficit commercial durable.

Le taux directeur est positivement associé à l'inflation ( $\beta = 3,754$  ;  $p < 0,001$ ), soulignant une co-évolution structurelle entre régimes d'inflation élevée et niveaux durables de taux d'intérêt, plus qu'une causalité directe. À l'inverse, le cours du pétrole affiche un effet négatif et significatif ( $\beta = -2,668$  ;  $p = 0,0011$ ), résultat contre-intuitif qui peut s'expliquer par des ajustements compensateurs à long terme (appréciation du change, politiques de stabilisation, substitution énergétique) ou par des interactions complexes entre variables.

Ces résultats impliquent trois recommandations majeures :

1. Stabiliser le taux de change et renforcer les instruments de couverture pour limiter l'inflation importée.

2. Coordonner les politiques monétaire et budgétaire, en tenant compte des délais de transmission et des effets structurels.

3. Diversifier l'économie et gérer les chocs de matières premières, afin de réduire la vulnérabilité externe et les effets indirects sur les prix.

En somme, l'inflation dans ce contexte est le produit d'une combinaison de chocs externes, de politiques économiques et de dynamiques structurelles. La robustesse du mécanisme de correction d'erreur confirme que, malgré ces fluctuations, l'économie converge rapidement vers une trajectoire d'équilibre à long terme, ce qui valide l'usage d'un modèle ARDL/ECM pour la compréhension et la prévision des pressions inflationnistes.

En somme, la maîtrise de l'inflation passe par une coordination efficace des politiques monétaire et budgétaire, ainsi qu'une transformation structurelle de l'économie congolaise en vue d'atteindre les objectifs d'émergence à l'horizon 2030.

## Références bibliographiques

1. BERNIER, B. (2007). *Initiation à la macroéconomie* (9<sup>e</sup> éd.). Paris, p. 306.
2. BIKALI, J., BATOUMEN, M., FOUSSOUO, A. (2016). *Déterminants de l'inflation dans la zone CEMAC : rôle de la monnaie*. BEAC Working Paper 05.
3. Blanchard, O. (2017). *Macroeconomics* (7<sup>e</sup> éd.). Pearson Education.
4. Bourbonnais, R., Terraza, M. (2013). *Analyse des séries temporelles*. Dunod, Paris.
5. CHRISTOPHE, C. (2016). *Politique économique*. Édition Dunod.
6. Epaulard, A. (2017). *Introduction à la macroéconomie*. Éditions La Découverte, Paris.
7. FISCHER, F., LUNDGREN, C., & JAHJAH, S. (2013). Vers une politique monétaire plus efficace : le cas de la République Démocratique du Congo. IMF Working Paper 226.
8. JALLADEAU, J. (1998). *Introduction à la macroéconomie* (2<sup>e</sup> éd.). De Boeck & Larcier s.a, Paris.
9. JONAS, K. (2018). Modélisation ARDL, Test de cointégration à long terme et méthode de Toda-Yamamoto : éléments de théorie et pratiques sur logiciels. HAL open science.
10. KAYEMBE, J. (2024). Évolution des prix domestiques et de l'activité économique en République Démocratique du Congo (RDC) de 1990 à 2023 : étude descriptive, analyse de corrélation, causalité et mesures économiques adoptées. HAL open science.

11. Keynes, J.M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest, and Money*. Londres : Macmillan.
12. Kintambu Mafuku, E.G. (2004). *Principes d'économétrie* (4e éd.). Presses de l'Université Kongo, 285p.
13. Lucas, R.E. (1972). *Expectations and the Neutrality of Money*. *Journal of Economic Theory*, 4(2), 103-124.
14. MANKIWI, N.G. (2014). *Principles of Economics* (7e éd.). Cengage Learning.
15. Moto Kosarade, J., & Sumata, C. (2022). *Évaluation de la politique budgétaire en République Démocratique du Congo*. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, Volume 3, Numéro 7, pp. 382-407.
16. Moto Kosarade, J., & Sumata, C. (2022). *Impact des politiques budgétaire et monétaire sur la croissance économique en RDC de 1960 à 2020*. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, Volume 3, Numéro 6, pp. 711-734.
17. NACHEGA, J. (2005). *Fiscal Dominance and Inflation in the Democratic Republic of Congo*. IMF Working Paper 221.
18. *Rapports annuels de la Banque Centrale du Congo (1990-2023)*.
19. Sumata, C.M. (2001). *L'économie parallèle de la RDC : taux de change et dynamique de l'hyperinflation du Congo*. Paris : L'Harmattan.
20. WILLIAM, G. (2006). *Économétrie* (5e éd.). Librairie Eyrolles.

# **Annexes**

## Estimation du modèle ARDL

Dependent Variable: INFLATION

Method: ARDL

Date: 01/13/26 Time: 15:57

Sample (adjusted): 1993 2023

Included observations: 31 after adjustments

Maximum dependent lags: 1 (Automatic selection)

Model selection method: Schwarz criterion (SIC)

Dynamic regressors (2 lags, automatic): DPIB DBALANCE COMMERCIAL

ALE TAUX DE CHANGE TAUX DIRECTEUR DEPENSES

DCOURS DU PETROLE DCOURS DU COBALT

Fixed regressors: C

Number of models evaluated: 2187

Selected Model: ARDL(1, 2, 1, 1, 2, 1, 2, 0)

No d.f. adjustment for standard errors & covariance

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
INFLATION(-1)	-0.008717	0.004517	-1.929727	0.0758
DPIB	-1.551492	3.277272	-0.473410	0.6438
DPIB(-1)	2.977824	2.244145	1.326930	0.2074
DPIB(-2)	13.15564	2.232757	5.892105	0.0001
DBALANCE COMMERCIALE	14.26074	2.532053	5.632088	0.0001
DBALANCE COMMERCIALE(-1)	13.78528	2.621744	5.258058	0.0002
TAUX DE CHANGE	9.60E-05	1.10E-06	87.16798	0.0000
TAUX DE CHANGE(-1)	0.000252	1.17E-06	215.3534	0.0000
TAUX DIRECTEUR	4.015105	0.177740	22.58980	0.0000
TAUX DIRECTEUR(-1)	-1.045745	0.215304	-4.857060	0.0003
TAUX DIRECTEUR(-2)	0.817050	0.213121	3.833737	0.0021
DEPENSES	7.35E-06	1.61E-06	4.562190	0.0005
DEPENSES(-1)	-7.09E-06	1.79E-06	-3.962137	0.0016
DCOURS DU PETROLE	-0.219474	0.345490	-0.635253	0.5363
DCOURS DU PETROLE(-1)	-0.663092	0.338057	-1.961479	0.0716
DCOURS DU PETROLE(-2)	-1.808204	0.392308	-4.609146	0.0005
DCOURS DU COBALT	0.000136	0.000393	0.345672	0.7351
C	-61.74781	11.55034	-5.345973	0.0001
R-squared	0.999752	Mean dependent var	552.5845	
Adjusted R-squared	0.999429	S.D. dependent var	1908.846	
S.E. of regression	45.62137	Akaike info criterion	10.77088	
Sum squared resid	27057.02	Schwarz criterion	11.60352	
Log likelihood	-148.9487	Hannan-Quinn criter.	11.04230	
F-statistic	3088.661	Durbin-Watson stat	2.045227	
Prob(F-statistic)	0.000000			

## Absence de Multicolinéarité

Variance Inflation Factors

Date: 01/13/26 Time: 16:00

Sample: 1990 2023

Included observations: 31

Variable	Coefficient Variance	Uncentered VIF	Centered VIF
INFLATION(-1)	2.04E-05	2.985820	2.681255
DPIB	10.74051	4.209660	4.064846
DPIB(-1)	5.036189	2.025307	1.975245
DPIB(-2)	4.985205	1.967792	1.937605
DBALANCE_COM...	6.411290	3.492227	3.489224
DBALANCE_COM...	6.873542	3.744015	3.740796
TAUX_DE_CHANGE	1.21E-12	1.977546	1.912027
TAUX_DE_CHANGE...	1.37E-12	2.237312	2.156129
TAUX_DIRECTEUR	0.031591	5.340321	3.053321
TAUX_DIRECTEUR...	0.046356	8.770912	4.866822
TAUX_DIRECTEUR...	0.045421	9.070002	4.787025
DEPENSES	2.59E-12	5.926648	3.864818
DEPENSES(-1)	3.20E-12	5.660915	3.776510
DCOURS_DU_PE...	0.119363	1.513365	1.495296
DCOURS_DU_PE...	0.114282	1.411236	1.384204
DCOURS_DU_PE...	0.153905	1.763867	1.750210
DCOURS_DU_CO...	1.55E-07	1.714796	1.708453
C	133.4104	4.738415	NA

**Résultat à long terme**

Levels Equation  
Case 2: Restricted Constant and No Trend

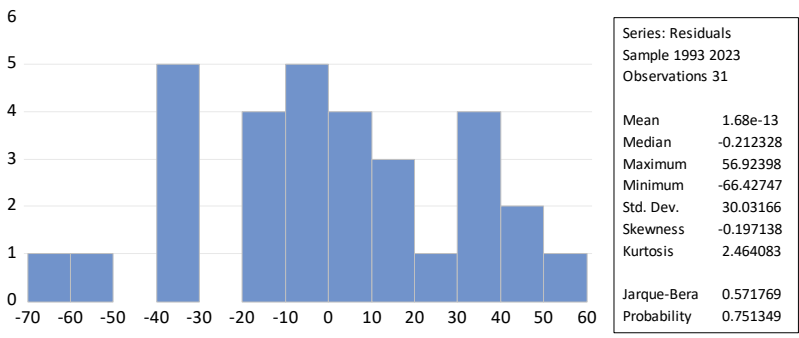
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DPIB	14.45596	4.716881	3.064729	0.0090
DBALANCE_COMME...	27.80366	4.539876	6.124321	0.0000
TAUX_DE_CHANGE	0.000345	1.96E-06	176.2157	0.0000
TAUX_DIRECTEUR	3.753689	0.177508	21.14655	0.0000
DÉPENSES	2.57E-07	1.35E-06	0.191069	0.8514
DCOURS_DU_PETR...	-2.667516	0.641944	-4.155370	0.0011
DCOURS_DU_COBALT	0.000135	0.000390	0.345759	0.7351
C	-61.21421	11.39682	-5.371165	0.0001

## Résultat à court terme

ARDL Error Correction Regression  
 Dependent Variable: D(INFLATION)  
 Selected Model: ARDL(1, 2, 1, 1, 2, 1, 2, 0)  
 Case 2: Restricted Constant and No Trend  
 Date: 01/13/26 Time: 16:03  
 Sample: 1990 2023  
 Included observations: 31

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(DPIB)	-1.551492	2.008541	-0.772447	0.4537
D(DPIB(-1))	-13.15564	1.703150	-7.724299	0.0000
D(DBALANCE_COM...)	14.26074	1.293154	11.02787	0.0000
D(TAUX_DE_CHANGE)	9.60E-05	1.06E-06	90.45030	0.0000
D(TAUX_DIRECTEUR)	4.015105	0.165166	24.30956	0.0000
D(TAUX_DIRECTEUR...)	-0.817050	0.188492	-4.334675	0.0008
D(DEPENSES)	7.35E-06	1.60E-06	4.586055	0.0005
D(DCOURS_DU_PE...)	-0.219474	0.290623	-0.755183	0.4636
D(DCOURS_DU_PE...)	1.808204	0.319834	5.653566	0.0001
CointEq(-1)*	-1.008717	0.004193	-240.5471	0.0000
R-squared	0.999772	Mean dependent var	-95.67097	
Adjusted R-squared	0.999674	S.D. dependent var	1988.959	
S.E. of regression	35.89470	Akaike info criterion	10.25475	
Sum squared resid	27057.02	Schwarz criterion	10.71733	
Log likelihood	-148.9487	Hannan-Quinn criter.	10.40554	
Durbin-Watson stat	2.045227			

### Histogramme de normalité des résidus



## Autocorrélation des erreurs

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:  
 Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags

F-statistic	0.714330	Prob. F(2,11)	0.5109
Obs*R-squared	3.563414	Prob. Chi-Square(2)	0.1684

## Hétéroscédasticité

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey  
 Null hypothesis: Homoskedasticity

F-statistic	2.083760	Prob. F(17,13)	0.0924
Obs*R-squared	22.67767	Prob. Chi-Square(17)	0.1600
Scaled explained SS	2.919426	Prob. Chi-Square(17)	0.9999

## Base des données

Année	PIB (%)	INFL (%)	BLC (%)	TDR (%)	TXCH (Fc)	DPE (Mds Fc)	PETROLE	COBALT
1990	-6,6	233,2	1,42	88	1 710,8	848,37	22	24 607,8
1991	-7,5	3 641,9	0,86	96	63 464	29 613,959	19	31 752
1992	-10,5	2 989,6	0,86	135	1 828 000	804 310,487	18	69 457,5
1993	-13,5	4 651,7	1,1	157	37 710 000	14 066 669,48	16	59 535
1994	-3,9	9 796,9	2,8	145	3 275,71	374,795	16	45 423
1995	0,7	370,3	4,7	125	15 350,38	2 112,183	17	57 991,5
1996	-1,1	693	-0,3	156	110 773,5	16 622,082	20	55 125
1997	-5,4	13,7	3,7	13	108 909,09	46 655,419	19	52 920
1998	-1,7	134,8	-3	22	245 000	888,1	12	48 730,5
1999	-4,3	483,7	6	120	4,5	5 487,8	17	38 587,5

<b>Année</b>	<b>PIB (%)</b>	<b>INFL (%)</b>	<b>BLC (%)</b>	<b>TDR (%)</b>	<b>TXCH (Fc)</b>	<b>DPE (Mds Fc)</b>	<b>PETROLE</b>	<b>COBALT</b>
<b>2000</b>	-6,9	511,2	-4,1	120	50	23 078 358	28	39 249
<b>2001</b>	-2,1	135,1	-1	140	311,6	67 441,10	24	27 121,5
<b>2002</b>	3,5	15,8	2	24	382,14	130 225,5	25	14 994
<b>2003</b>	5,8	4,4	-6	8	372,52	232 520	29	23 593,5
<b>2004</b>	6,7	9,2	-3,8	7	444,1	335 230,2	38	54 022,5
<b>2005</b>	7,8	21,3	-6,4	28,8	431,28	524 969,70	55	35 059,5
<b>2006</b>	5,6	18,2	-4,5	40	503,43	703 876,20	65	37 926
<b>2007</b>	6,3	9,96	-1,9	22,5	500,67	849 060,00	95	64 827
<b>2008</b>	6,2	27,57	-5,7	40	606,89	1 287 711,00	43	70 780,5
<b>2009</b>	2,8	53,4	-9,3	70	904,31	2 059 445,30	62	38 808
<b>2010</b>	7,2	9,8	-8,5	22	912,07	2 141 579,00	111	45 864
<b>2011</b>	6,9	15,4	-6,1	20	898,12	2 996 550,00	112	38 587,5
<b>2012</b>	7,2	2,72	-6,7	4	914,99	3 371 740,00	112	30 649,5
<b>2013</b>	8,5	1,08	-4,5	2	926,43	4 171 958,10	109	28 665

Année	PIB (%)	INFL (%)	BLC (%)	TDR (%)	TXCH (Fc)	DPE (Mds Fc)	PETROLE	COBALT
2014	9,5	1,26	-5	2	925,11	448 576,80	99	32 413,5
2015	6,9	1,6	-3,8	2	927,51	4 622 203,60	54	29 767,5
2016	2,4	23,6	-8	7	1 201,13	4 087 659,00	45	25 798,5
2017	3,7	54,71	-3,7	20	1 590,46	5 329 984,90	55	57 713,4
2018	5,8	7,23	-4,8	14	1 632,76	8 077 574,80	72	82 933,8
2019	4,4	4,59	-3,5	9	1 669,59	7 976 924,60	64	38 745,7
2020	1,7	15,7	-1,2	18,5	1 969,50	7 814 106,30	57	34 843,7
2021	6,2	5,3	0,2	7,5	1 999,97	11 864 996,9 0	71	50 019,6
2022	8,9	13,1	-2,7	8,25	2 016,91	19 135 862,3 0	99	70 299,8
2023	8,6	23,8	-2,7	25	2 668,95	21 243 086,8	82	36 160,8

## **Légende des acronymes :**

- PIB : Produit Intérieur Brut
- INFL : Inflation
- BLC : Balance Commerciale
- TDR : Taux Directeur
- TXCH : Taux de Change
- DPE : Dépenses publiques
- PETROLE : Cours du pétrole (USD/baril)
- COBALT : Cours du cobalt (USD/tonne)

**Source :** Banque Centrale du Congo, Banque Mondiale, London Metal Exchange



**La contribution de l'église  
catholique au développement de la  
R.D. Congo. Atouts, limites et  
pistes d'actions.**

*THE CONTRIBUTION OF THE CATHOLIC  
CHURCH TO THE DEVELOPMENT OF THE  
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE  
CONGO: ASSETS, LIMITATIONS, AND  
ACTION PATHWAYS.*

Par

NGALAMULUME TSHIEBUE Grégoire,

Professeur

Université catholique du Congo (UCC)

Faculté d'Economie et Développement (FED)

Kinshasa-RD Congo

gregoire.ngalamulume@ucc.ac.cd

# Résumé

Cet article examine la contribution de l'Église catholique en République démocratique du Congo au développement du pays, en soulignant ses forces, ses limites et les défis à relever, ainsi que des pistes pour renforcer son impact socioéconomique, notamment auprès des populations vulnérables, dans le cadre de la pastorale de charité. L'originalité de l'étude repose sur une approche systémique et intégrée, considérant l'Église non seulement comme un acteur spirituel, mais aussi comme une institution de développement intervenant dans l'éducation, la santé, la gouvernance locale et la cohésion sociale, malgré une perception parfois défavorable de l'opinion publique pour des raisons politiques.

La recherche combine revue de littérature, analyse de documents institutionnels, entretiens avec acteurs clés et exploitation de données secondaires, complétée par une observation analytique du contexte socioéconomique et institutionnel congolais, enrichie par l'expérience de l'auteur en tant que chrétien et enseignant-chercheur. L'Église, fortement ancrée sur le territoire et légitime auprès de ses fidèles, joue un rôle majeur dans le développement et les services sociaux, mais reste limitée par des contraintes financières, institutionnelles et de coordination. L'article recommande de renforcer les synergies entre l'État, l'Église et les partenaires pour accroître l'efficacité et la durabilité des actions.

**Mots clés** : église catholique, développement, théologie, pastorale de charité, RDC.

## **Abstract**

This article examines the contribution of the Catholic Church in the Democratic Republic of Congo to the country's development, highlighting its strengths, limitations, and the challenges it faces, as well as suggesting ways to enhance its socioeconomic impact, particularly for vulnerable populations, within the framework of charitable pastoral work. The originality of the study lies in a systemic and integrated approach, viewing the Church not only as a spiritual actor but also as a development institution active in education, health, local governance, and social cohesion, despite a sometimes unfavorable public perception for political reasons.

The research combines a literature review, analysis of institutional documents, interviews with key stakeholders, and the use of secondary data, complemented by an analytical observation of the Congolese socio-economic and institutional context, enriched by the author's experience as a Christian and university researcher. Strongly rooted locally and legitimate among its faithful, the Church plays a major role in development and social services but remains constrained by financial, institutional, and coordination challenges. The article recommends strengthening synergies between the State, the Church, and development partners to

improve the effectiveness and sustainability of interventions.

**Keywords :** Catholic Church; development; theology; pastoral ministry of charity; Democratic Republic of the Congo.

# Introduction

L'Église catholique apparaît véritablement en République Démocratique du Congo au cours du 19<sup>e</sup> siècle, sous l'instigation des missionnaires belges ; bien que les premières initiatives soient signalées déjà au début du 16<sup>e</sup> siècle. Depuis lors, elle n'a cessé de grandir, de s'étendre, de se développer, devenant une institution puissante et influente, jouant le rôle d'acteur majeur dans le développement socio-économico-politique du pays.

Accompagnant la mission civilisatrice du colonisateur de l'époque, l'église a associé à sa mission d'évangélisation, de salut des âmes pour Dieu, celle de facilitation et d'amélioration des conditions vitales des populations ; ce qui lui a valu une légitimité incontestable dans un contexte de précarité et de vulnérabilité élevés et de pauvreté de masse.

L'Église catholique s'est ainsi imposée par son action sur le terrain aux côtés des populations meurtries, devenant l'un des partenaires privilégiés de l'Etat dans les domaines de l'éducation et de la santé, par exemple (BBC News Afrique, 2023). Dans ce que Jean-Philippe Peemans (1997) qualifie « d'espace social vide » à cause de l'absence de l'Etat dans la fourniture de services essentiels à la population, elle a réussi à combler le déficit de la présence étatique dans les milieux les plus reculés et à compenser la quasi absence de services publics dans les villages, groupements, communautés, secteurs, territoires, grâce à son réseau dense

et fourni de centres de santé et d'hôpitaux de qualité, de centres sociaux et d'écoles de grande renommée, d'où sont sortis de nombreux leaders congolais qui y ont été formés.

L'influence de l'église catholique dans la société congolaise est attestée par le nombre important de ses fidèles et par son action dans les sphères sociales et politiques. En effet, même si la RDC est un État constitutionnellement laïc, la religion y est toutefois omniprésente tant dans la société que dans la vie publique. Ainsi, selon les estimations du Vatican (cité par BBC News Afrique, 2023), le pays compterait environ 49% de chrétiens catholiques, 35% de protestants et de fidèles affiliés aux Eglises de réveil, 10% de kimbanguistes, environ 10% de musulmans ; même si ces chiffres peuvent être considérés comme discutables.

Il y a lieu de relever que l'histoire de l'Église catholique peut être considérée comme indissociable de celle du pays. Beaucoup d'actions ont été réalisées, avec des résultats divers. Elles ont souvent été jugées ou appréciées suivant les perceptions multiples. Il y a eu donc, des réussites sûrement, mais aussi des limites et des défis majeurs.

Dans une perspective historico-systémique, ce texte essaie d'analyser l'action et la contribution de l'église catholique rdcongolaise au développement du pays. Cette analyse vise à identifier les principales forces de cette contribution, ses limites majeures ainsi que les défis importants à relever pour l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de l'action de l'Église catholique auprès des opprimés, dans le cadre de la pastorale de charité. L'analyse des documents de base, les entretiens avec les acteurs clés ainsi que l'observation des réalités sur le terrain constituent le socle des outils méthodologiques utilisés dans la préparation et la rédaction de ce texte. Notre riche expérience de chrétien et d'enseignant-chercheur dans une université catholique est également mise à contribution.

## **1. La mission de l'Église entre théologie et pastorale: une complémentarité naturelle.**

Notons au départ que la théologie renvoie à l'étude des questions religieuses fondée sur les textes sacrés, les dogmes et la tradition alors que la pastorale s'attache à l'accompagnement et à l'encadrement des fidèles chrétiens. Dans ce sens, le rôle de l'Église catholique dans le développement du pays peut directement être relié à la mission et au mandat reçus du Seigneur Jésus-Christ, que l'on peut retrouver dans Jean 20, 21: « Comme le Père m'a envoyé, moi aussi je vous envoie »; ou même dans Marc 16, 15: « Allez par tout le monde, et prêchez la bonne nouvelle à toute la création ».

Le mandat originel de l'église est donc de prêcher la bonne nouvelle du salut et de témoigner Christ jusqu'aux coins et recoins de la terre. Il est dès lors utile et nécessaire que cette mission par le témoignage s'accompagne à la fois des paroles et des actes pour pouvoir bien l'asseoir.

Les actes nécessaires proposés dans la parole de Dieu consistent entre autres à enseigner, à baptiser, à promouvoir la paix, la cohésion sociale et la réconciliation, visiter les malades, les prisonniers, assister les orphelins et les veuves, fournir à manger à ceux qui ont faim, à boire à ceux qui ont soif, des vêtements à ceux qui sont nus, chasser les esprits mauvais, libérer les captifs ainsi que ceux qui sont sous diverses infirmités.

La vie chrétienne s'accompagne donc des œuvres. L'on peut ainsi dire que la foi est source d'inspiration pour l'action. C'est sur cette base que se fonde la raison sociale conduisant l'église de manière générale, et en particulier, l'église catholique dans sa mission de promotion du développement et d'autres œuvres sociales.

Ceci s'apparente à ce que Friedrich Schleiermacher (1768-1834) (cité par Moog, 2017) a qualifié de « théologie pastorale »: une théologie à visée professionnelle à différencier de la théologie systématique, qu'il faudrait avoir acquise, et qui en serait comme le versant appliqué, à usage professionnel.

Comme l'affirmait le théologien Joseph Ratzinger (2001), devenu Pape Benoît XVI en 2005 dans une conférence sur « la nouvelle évangélisation » donnée en 2000 à l'occasion du Jubilé des catéchistes, il s'observe « un processus progressif de déchristianisation et de perte des valeurs humaines essentielles, et ceci est préoccupant ». Comme on le voit, la perte des valeurs humaines est une préoccupation, voire un danger non seulement pour les chrétiens, mais bien pour l'ensemble de l'humanité. L'on peut donc comprendre que dans le cadre de la mission de l'Église pour le salut du monde, il est impérieux que le christianisme reste en phase avec la société, et que la communauté trouve plus dans l'évangélisation permanente de l'Église l'évangile, c'est à dire une réponse convaincante à la question : comment vivre ? »

Pour le missiologue Atido (2009), les trois principales missions de l'église dans le monde sont: la mission prophétique, la mission sacerdotale et la mission pastorale. Dans le cadre de la mission prophétique, l'église en tant que corps est préoccupée par le bien-être holistique de toute la société où elle se situe car elle est sel et lumière du monde. Ici, l'église développe des visions, des stratégies et des solidarités pour faire face aux problèmes de la société. En rapport avec cette mission prophétique de l'église, il y a lieu de prendre en compte des questions de justice, de paix et de sauvegarde de la création, renvoyant au concept biblique de « shalom », impliquant la lutte contre les injustices, les marginalités (sociales et spatiales), et les discriminations liées au sexe, au rang social, à la tribu ainsi que la promotion de

la cohésion et de l'harmonie entre les peuples et la promotion humaine.

Quant à la mission sacerdotale, il s'agit d'une mise en avant de la prière sous toutes ses formes (requête, supplication, intercession...), alors que pour la mission pastorale, il est question d'un ministère venant en aide spirituelle, psychologique et matérielle auprès de ceux qui sont dans les besoins comme les orphelins, les veuves, les nécessiteux, les prisonniers, en développant la culture de solidarité et d'entraide pour soulager des personnes vivant en contexte de crise.

A ces trois missions avancées par Atido, Tshilenga (1999) ajoute deux missions: celle de réformation en rapport avec le changement des structures et des systèmes, ainsi que la mission de transformation, liée au changement de culture et de situation.

Comme on le voit, l'Église doit être capable d'apporter une forme d'espérance au monde qui est une forme de réponse à la question : « comment vivre ? ».

Dès lors, théologie et pastorale marcheraient de pair, en complémentarité et non en contradiction, pour garantir cette espérance à l'humanité. Il s'agit donc, en marge de la prédication de la parole de Dieu, d'apporter des solutions idoines aux problèmes et préoccupations que vivent au quotidien les fidèles et croyants, pour asseoir la mission de l'Église dans ce mandat originel. Ceci rejoint les propos du Pape François qui affirmait qu'« une Église sans charité ne saurait exister. ».

## **2. L'Église catholique du Congo, un acteur incontournable du développement de la nation: quels acquis?**

L'Église catholique peut être considérée à ce jour comme un acteur majeur du développement du pays. Son action s'avère multidimensionnelle et peut être retracée dans divers secteurs de la vie nationale. Nous allons ainsi circonscrire l'action de l'Église dans les volets éducatif, sanitaire, économique, politique, des droits humains et de l'action sociale.

### **2.1. L'église catholique et la politique en RDC.**

Sur le plan politique, l'Église catholique a joué et continue à jouer un rôle indéniable dans la gouvernance politique du pays depuis l'indépendance. De Malula à Ambongo, chaque Cardinal a eu à imprimer sa marque dans la vie politique, en activant le rôle de contre-pouvoir, de lutte pour l'instauration ou la préservation de la démocratie, de dénonciation des anti-valeurs comme la corruption, la mauvaise gouvernance et les abus des autorités. Cette « imixtion » dans la sphère politique est diversement commentée, selon que l'on participe à la gestion du pouvoir ou que l'on est de l'opposition.

Notons au départ que pour l'église catholique, la vie politique est considérée comme le lieu propre de sanctification pour les fidèles laïcs. Ainsi, le premier synode pour l'Afrique a appelé à l'émergence de saints politiciens (Mbuka, 2010). Même si la loi de l'Eglise interdit aux clercs de remplir les charges publiques qui comportent une participation à l'exercice du pouvoir civil (cf. CIC, c. 285 § 3), elle reconnaît, cependant, que les membres de la hiérarchie de l'Eglise et ceux des Instituts de vie consacrée participent à la vie politique, non seulement au titre de citoyen par le respect des justes et opportunes options politiques et

l'obéissance aux lois du pays, mais également au titre de leur état de religieux et de pasteur, par le service et ministère qui leur est spécifique : la prière, le témoignage, la charge pastorale et la charité chrétienne (Mbuka, 2010).

En RDC toutefois, nous constatons que les membres de l'Eglise catholique, aussi bien du côté des fidèles laïcs que du côté des clercs et consacrés, voire de la hiérarchie, participent d'une façon ou d'une autre à la vie politique.

En effet, des exemples sont légions. Du côté des laïcs, il y a lieu d'observer que depuis l'accession de notre pays à l'Indépendance, de nombreux fidèles catholiques ont occupé des fonctions dans la politique sous diverses formes, jusqu'à présider aux commandes de ce pays. Ainsi, le premier président du Congo indépendant et l'un des pères de l'indépendance, Joseph KASA VUBU, est issu des milieux catholiques. De nombreux fidèles, notamment des laïcs catholiques, ont participé à la vie politique congolaise et occupé des fonctions importantes dans ce pays depuis l'Indépendance, revendiquant ou clamant ouvertement leur identité et leur foi catholiques.

S'agissant des membres du clergé et des Instituts de vie consacrée, certains d'entre eux ont contribué de façon indéniable et joué un rôle capital dans le mouvement vers l'Indépendance politique. Feu Cardinal Joseph Albert Malula, alors prêtre, a toujours été cité en exemple. En effet, il a apporté une contribution significative à la publication du « Manifeste Conscience africaine du 30 juin 1956 », événement qui a joué un rôle non négligeable dans la chronologie de la prise de conscience politique des Congolais. Après l'indépendance, quelques prêtres et dignitaires catholiques ont participé activement aux travaux de la Conférence Nationale Souveraine du 7 août 1991 au 06 décembre 1992 (Mbuka, 2010). Ce Forum a été d'ailleurs conduit par un prélat catholique, Feu Mgr Laurent Monsengwo qui en était

élu Président. Ce dernier a assuré immédiatement après ce Forum, la présidence du Haut Conseil de la République, une forme de parlement de la transition qui en était issue.

Durant la longue période de transition, et même après la mise en place des Institutions démocratiques après les élections générales de 2006, plusieurs dignitaires catholiques ont tout de même participé à la vie politique active, en marquant leur présence dans les Institutions du pays. C'est le cas des Institutions d'appui à la démocratie comme la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), le Conseil National Supérieur de l'Audiovisuel (CNSA), etc. Un prêtre a même été candidat président de la République en 2006.

Dans ce registre politique, notons que de façon récurrente, la hiérarchie catholique à travers la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) a toujours pris position de façon collective, face aux divers événements survenant dans le pays. Ainsi, l'Église catholique passe pour l'une des rares, voire la seule Institution officielle à avoir pu présenter quelque opposition de façon constante au pouvoir dans notre pays. Ainsi, les différents gouvernements qui se sont succédés ont fait face à cette opposition larvée, voire manifeste et assumée, par la hiérarchie de l'Église catholique. De Mobutu à Tshisekedi, chaque président a eu à expérimenter l'opposition de l'Église catholique face aux déviances et dérives de son pouvoir. Cela a été le cas de la grave crise qu'il y a eu entre l'Église catholique, et l'Etat congolais au temps du président Mobutu. A cause des mesures de zaïrianisation et de nationalisation conduisant à la nationalisation de certains patrimoines de l'Église : écoles, universités, hôpitaux, etc. L'église s'était fermement opposée et cette crise a conduit à l'exil du Feu Cardinal Joseph Malula, alors archevêque de Kinshasa (Mbuka, 2010). Un fait capital à relever dans ces relations tumultueuses entre

l'église et l'Etat est la « marche dite de l'espérance du 16 février 1992 » réclamant la réouverture de la CNS, avec l'Église catholique en tête de mobilisation des forces vives de la Nation. Plusieurs morts ont été déplorées. Il y a également l'assassinat en 1996 de Mgr Christophe Munzehirwa Mwene Ngabo, archevêque de Bukavu pour s'être opposé et avoir dénoncé les injustices et l'ingérence étrangère dans les affaires du pays. Les célèbres diatribes verbales du genre « Que les médiocres dégagent » ou encore « la vérité des urnes » de Feu Cardinal Laurent Monsengwo à l'endroit du pouvoir de Joseph Kabila, illustrent cette nature conflictogène des relations entre l'église catholique et l'Etat en RDC. Nous ne pouvons passer sous silence les marches organisées par le Comité Laïc de Coordination (CLC) en 2016 avec la bénédiction de la hiérarchie de l'église catholique pour réclamer les élections et la fin de mandat du Président Kabila. Ces marches qui mobilisaient les forces vives et les partisans de l'opposition, particulièrement ceux proches du Leader de l'opposition Etienne Tshisekedi avaient été toujours sérieusement réprimées jusque dans les lieux de culte (cathédrales, paroisses, couvents, etc.). Plusieurs dérives dont la profanation des lieux de cultes, les violations des droits de l'homme, les assassinats, les tortures et enlèvements, etc. avaient été déplorées. C'est le cas des assassinats célèbres et largement médiatisés de Rossy Mukendi et de Thérèse Kapangala.

Actuellement, les relations demeurent tendues entre l'Église catholique et l'Etat. Le Cardinal Fridolin Ambongo a fait l'objet de plusieurs menaces tant des partisans du Président Tshisekedi que des services de l'Etat. Il en est de même de Mgr Donatien Nshole, Secrétaire Général de la CENCO. Leurs prises de parole et leurs positions sont souvent jugées d'« extrémistes » et trop proches de l'opposition par le camp du pouvoir. L'on entend parler de « politiciens en soutanes » pour fustiger cette posture. En

effet, au cours de l'histoire, plusieurs autres responsables de l'Église catholique ont été menacés d'emprisonnement, voire même jetés en prison pour des opinions politiques, mais jamais la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) ne s'est dérobée à son devoir prophétique par un silence complice.

Mentionnons dans ce registre divers messages et homélies des prêtres, évêques et archevêques tenus dans leurs paroisses ou sur la place publique, abordant divers sujets de la vie de la Nation et avec une incidence socio-politique certaine. Dans la plupart des cas, ces messages et homélies dénoncent des dérives dictatoriales et des antivaleurs, dont notamment: la corruption, la mauvaise gouvernance, le détournement des deniers publics, les injustices, le népotisme, le clientélisme, le tribalisme, la violation des lois dont la constitution, les tracasseries administratives, policières et fiscales, le silence complice de l'Etat dans la faible fourniture de services publics (eau, électricité, hygiène, assainissement), dans les conflits fonciers, dans le déficit d'urbanisation de nos villes et cités, etc. C'est dans cette catégorie qu'il faut ranger les diverses déclarations et lettres pastorales publiées par la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) sur la vie socio-économico-politique de la RDC depuis les années 1970.

## **2.2. Rôle de l'Église catholique dans le développement de la RDC**

Depuis la période coloniale jusqu'à ce jour, l'Église catholique a joué et continue à jouer un rôle majeur dans le développement du pays. Par développement, nous entendons un processus d'évolution, de changement et de transformation positive des structures socio-économico-politiques et culturelles en vue d'une amélioration maîtrisée des conditions de vie des populations d'une entité (Ngalamulume, 2016). Cela implique que ces populations

deviennent capables de satisfaire par eux-mêmes, leurs besoins fondamentaux : physiologiques, de sécurité, sociaux, de personnalité. Les différents aspects (mentalités, modes de vie et de pensée, revenu, techniques de production, habitat, infrastructures...) et secteurs de la vie nationale (économie, politique, socio-culturel, environnement...) doivent ainsi évoluer simultanément dans une dynamique cohérente et une interaction harmonieuse. Comme processus, le développement est ainsi la résultante des luttes et des négociations entre acteurs aux intérêts parfois divergents et contradictoires. Il résulte des interactions positives entre les diverses variables et composantes de la nation dans son ensemble : démographiques, physiques, socio-culturelles, environnementales, économiques, politiques, technologiques, institutionnelles.

Notons alors que l'église catholique est une institution très présente dans le pays, avec des paroisses et des communautés ecclésiales de base (CEB) effectives et opérationnelles dans les coins même parmi les plus reculés du territoire, où même certaines institutions publiques ont du mal à être perceptibles. Les structures de l'église jouent dans ces conditions un rôle de premier plan dans l'accompagnement des masses populaires et rurales, dans la réalisation de leurs aspirations profondes et la satisfaction de leurs besoins fondamentaux.

En effet, comme le souligne Norbert Yamba Yamba (cité par Kyungu, 2004), les associations philanthropiques (particulièrement confessionnelles catholique et protestante) dont la raison d'être était la promotion sociale, culturelle et matérielle de la population, ont précédé en 1885 la création de l'Etat Indépendant du Congo. Ainsi, les églises créèrent des organisations et des sociétés non seulement à des fins d'évangélisation mais aussi afin d'améliorer la vie sociale de leurs fidèles. A ce titre, elles ajoutèrent à leur

ministère pastoral, la réalisation des œuvres sociales et de développement, et ce afin de pallier l'absence et/ou la défaillance de l'Etat (Ngalamulume, 2011). Elles sont ainsi à la base de la création de plusieurs associations d'objets divers à différents niveaux : celui de la base dans les communautés ecclésiales, les paroisses, les villages, etc. et même au niveau un peu supérieur comme celui des ONG. L'accession du pays à l'indépendance n'a pas sensiblement perturbé les dynamiques organisationnelles présentes sur le terrain au cours des premières années.

Dans le contexte de crise socio-économique aiguë que traversait le pays, entraînant de nombreuses distorsions dans le circuit des biens et des services, la faible performance des services publics, les conditions de vie de la population se sont sensiblement détériorées. Celle-ci accède désormais très difficilement aux biens et services essentiels (scolarisation des enfants, soins de santé, nourriture, logement, etc.). Dans ce contexte d'absence, de déliquescence ou d'effacement de l'Etat qui n'arrive pas (ou plus) à s'acquitter de ses tâches traditionnelles, de nouvelles dynamiques émergent et/ou se consolident pour tenter de combler ce vide. Comme le mentionne Jean-Philippe Peemans (2004), la visibilité de l'impact local de la crise et du retrait forcé des Etats, a entraîné une réaction et des initiatives surtout au niveau local d'un ensemble d'acteurs nouveaux (Églises, ONG locales et étrangères) qui n'avaient jusque-là qu'un rôle marginal, ou anciens (associations locales, initiatives informelles des populations) mais qui étaient considérés jusque-là comme des « objets des politiques de modernisation » par les acteurs dominants et non pas comme les acteurs avec qui les autorités devaient dialoguer.

Concrètement, les structures de développement du milieu rural d'avant 1960 dans les milieux de l'église qui ont contribué au freinage de l'exode rural et au progrès de

l'agriculture de l'époque (ponts et routes bien entretenus, écoles et centres de formation de qualité, soins sanitaires bien suivis ou dispensaires bien fournis, approvisionnement régulier en produits manufacturés, services postaux assurés, etc.) se sont détériorées avec les troubles et la crise économique que le pays a connus (République du Zaïre, Département de l'Agriculture, 1989). Seules les organisations confessionnelles (catholique, protestante, etc.) ont poursuivi leur action sur le terrain avec des résultats bien palpables. Ces organisations s'occupent de la promotion rurale en entretenant les routes et les ponts pour désenclaver les zones rurales, en assurant les soins sanitaires (dispensaires, maternités et hôpitaux), en éduquant les jeunes et les adultes (écoles, foyers de jeunes, éducation sanitaire, alphabétisation et centres de formations diverses), en améliorant l'habitat, en installant les points d'eau, en approvisionnant le milieu rural en biens manufacturés de première nécessité, en assurant la formation des agents du développement et l'animation des Associations paysannes au sens du développement.

Dans le cadre de l'église catholique, plusieurs structures ont été mises en place pour concrétiser l'action sociale de l'église. C'est le cas du Bureau Médico-Social (BMS) créé dans les années 1950 pour approvisionner en médicaments, matériels de dispensaire et superviser les formations médicales au niveau des diocèses ainsi que la planification familiale naturelle ; de l'Association Congolaise des Compagnons Bâisseurs (ACCB) dans les années 1950 en vue de la construction des écoles, des maisons d'habitation, des centres de santé, des dispensaires, des sources d'eau potable; des mouvements et associations de la jeunesse agricole et rurale (Jeunesse Agricole et Rurale Catholique JARC ou tout simplement JAC, Jeunesse Agricole Catholique Féminine JACF) à partir de 1960 pour animer et sensibiliser les jeunes à aimer le monde rural et à s'occuper de

l'agriculture; des Bureaux Diocésains de Développement (BDD) qui virent le jour à partir de 1970 dans chaque diocèse pour soutenir le vaste mouvement de développement communautaire (Ngalamulume, 2013). Les BDD sont des « services mis à la disposition des populations pour les aider aussi bien dans l'acquisition des outils intellectuels que dans la promotion de leur développement socioéconomique » (Mbuka, 2010). Ils sont à la base de la création des centres d'apprentissage (coupe et couture, mécanique, maçonnerie, menuiserie, soins infirmiers, etc.) et des écoles techniques, agricoles et agro-vétérinaires, de chimie alimentaire et d'industrie de la pêche visant au développement socio-économique des entités. Notons que c'est grâce, en grande partie, aux Eglises et en particulier à l'église catholique, que les conditions de vie de nos populations s'améliorent dans nos villages et autres coins reculés, par l'approvisionnement en services essentiels (infrastructures et moyens de communication (routes, ponts, écoles, hôpitaux et centres de santé, centres sociaux, etc.).

Ainsi, grâce au Mouvement d'Action Catholique (MAC), l'église lança des actions de développement de grande ampleur à partir de 1968, et ce vent donna naissance aux structures comme la Promotion du Paysan (PROPA), la Promotion de la Femme Rurale (PROFER), le Centre d'Animation Rurale (CAR), etc. dans certains diocèses, qui jouèrent un rôle indéniable dans la conscientisation non seulement des fidèles catholiques, mais aussi des masses rurales aux problèmes de développement.

Sur le plan économique, chaque diocèse participe activement à la vie économique du pays, en tant qu'agent économique majeur. Il contribue à la mise en place des AGR (activités génératrices des revenus) comme l'élevage (avec des fermes bovines, caprines et porcines, la volaille), l'agriculture avec l'exploitation de cultures vivrières (manioc,

maïs, arachide, soja, etc.) et pérennes (café, cacao, palmier à huile, hévéa, etc.) ou même d'autres matières premières. Certains diocèses et certaines paroisses ont réussi à mettre en place, seuls ou en partenariat avec d'autres institutions, des sociétés de transport ou commerciales, voire de petites unités de transformations agro-alimentaires diverses : fruits, légumes, animaux (Mbuka, 2010) ou encore des centres d'accueil à travers le pays (Kinshasa, Goma par exemple).

A ce titre, certains diocèses apparaissent comme des agents économiques importants dans leurs milieux grâce au volume à la fois d'emplois créés (personnel permanent et temporaire jouissant de bonnes conditions de travail), d'infrastructures et d'institutions en gestion directe. L'on peut ainsi imaginer la circulation financière et les flux monétaires tant internes qu'externes générés par les transactions financières missionnaires. Il y a là, à ne pas douter, un apport énorme de l'Eglise catholique au budget de l'Etat (Mbuka, 2010).

Dans le domaine financier, l'Eglise catholique dispose de deux institutions financières stables, fiables et crédibles à travers le pays. Il s'agit des Institutions de Micro-Finance (IMF) IFOD (Institution Financière pour les Œuvres de Développement) et PROCFIN. IFOD a été initiée par la CENCO pour participer et favoriser le développement socio-économique de la population congolaise et agréée en juin 2015. Elle œuvre à Kinshasa et à Lubumbashi alors que l'IMF Procfin SA tire son origine de la Congrégation des Missionnaires de Scheut à travers la Procure des missions Sainte Anne. Agréée comme société de microfinance en RDC en juillet 2018, ProcFin a pour mission de répondre aux besoins des personnes à faible revenu, encourager la culture de l'épargne et octroyer des crédits pour des activités génératrices de revenu en vue de propulser l'inclusion financière. En plus de ses trois agences dans la Ville de

Kinshasa (Procure Sainte Anne/Gombe, Victoire et Bondeko (Limete), PROCFIN a une agence à Kananga dans la province du Kasai Central. Notons que IFOD en partenariat avec les CARITAS diocésaines assurent la paie des enseignants de l'Enseignement Primaire et Secondaire dans les territoires et villages du pays dépourvus de banque. C'est dire que leur présence dans les coins enclavés et reculés est reconnue par tous les acteurs.

Mentionnons que la coordination de l'ensemble des actions sociales de l'Église catholique est désormais assurée par la CARITAS-DEVELOPPEMENT. Celle-ci a pour objectif fondamental d'assurer la matérialisation de la mission pastorale de l'église auprès des communautés humaines, fidèles et non-fidèles, grâce à la promotion intégrale de la personne humaine, conformément à la doctrine sociale de l'Église, aux options fondamentales et aux directives de la CENCO, afin notamment de mener la communauté et chacun de ses membres à l'accroissement de la justice et de la paix, de la charité et de la solidarité (CENCO RDC, 2025).

S'inspirant des valeurs de l'Évangile et de l'enseignement de l'Église Catholique, Caritas répond aux catastrophes, promeut le développement humain intégral et plaide contre la pauvreté et les conflits. Caritas est organisée au niveau local (Paroisse), diocésain, national, régional et international (Secours catholique, 2025).

Caritas regroupe ainsi les institutions suivantes:

- Caritas-Congo : Service-Promotion Solidarité et Partage (SPSP) qui s'occupe des actions d'urgence et des secours lors des catastrophes naturelles ou humaines (conflits, guerres) ou envers les personnes démunies;
- Service-Promotion du Développement (SPD), anciennement : Bureau pour le Développement;
- Service-Promotion de la Santé (SPS), anciennement Bureau des Œuvres Médicales.

Dans le secteur de l'éducation, l'église catholique a joué et continue à abattre un travail de titan. Comme nous l'avons signalé plus haut, l'Église catholique compte un réseau d'écoles primaires, secondaires, techniques et professionnelles dense et diversifié. La Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) annonce que l'Église catholique gère près de vingt mille écoles (primaires, maternelles, secondaires) qui accueillent plus de 4 millions d'élèves encadrés par plus de 160 000 enseignants. Ces chiffres n'incluent pas le niveau supérieur et universitaire (CENCO, 2023). Toutefois, les frais payés dans certaines de ces écoles sont jugés exorbitants mais sont justifiés par la qualité de la formation y retrouvée.

Au niveau supérieur et universitaire, au-delà des grands séminaires au niveau des provinces ecclésiastiques ou des diocèses, plusieurs structures universitaires voient le jour, assurant une éducation de qualité. N'oublions pas que la première Université congolaise, l'Université Lovanium créée en 1956 a été catholique avant sa nationalisation au début des années 1970. L'église catholique a pu récupérer la Faculté de Théologie pour poursuivre sa mission de formation; celle-ci évoluera pour donner naissance aux Facultés Catholiques de Kinshasa, qui généreront plus tard la célèbre Université Catholique du Congo. À côté de celle-ci, plusieurs autres universités d'obédience catholique ont vu le jour dans les différents diocèses pour assurer la formation de la jeunesse congolaise.

Dans le domaine de la santé, l'action de l'église est également palpable. Des dispensaires, maternités, centres de santé, pharmacies, hôpitaux sont disséminés sur l'ensemble du territoire national et permettent une prise en charge correcte et suffisante des populations, même les plus démunies. Ces structures desservent tous les milieux dont les plus reculés. Selon la CENCO, citée par Radiookapi (2023), l'Église catholique couvre plus de 45 % de services

de santé en termes d'hôpitaux, des centres de santé et dispensaires. Un protocole d'accord existe entre le ministère de la santé et l'Église catholique permettant la mise en œuvre des interventions sanitaires, de même que la gestion des structures médicales d'utilité publique. Plusieurs programmes sont ainsi concernés: prévention et lutte contre les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA, prévention et lutte contre les maladies endémiques comme la maladie du sommeil, la lèpre, etc. Pour cela, des relations de partenariat se mettent en place avec des partenaires locaux et étrangers.

Les interventions dans le domaine médical s'accompagnent généralement des œuvres sociales avec notamment les orphelinats, les hospices des vieillards et d'autres centres d'accueil des personnes vulnérables.

L'action sociale de l'église se manifeste au moment des urgences par la solidarité, le secours et le partage. Qu'il s'agisse des catastrophes humaines (conflits armés, tribaux et ethniques) ou naturels (tremblements de terre, éruptions volcaniques, inondations, coulées de boues, pluies diluviennes, tempêtes, cataclysmes naturels, etc.), des refoulés, retournés et déplacés, des victimes de violences sexuelles, etc. La solidarité, l'accueil et le secours de l'église ont toujours été organisés.

Dans le domaine de la communication et des médias, bon nombre de diocèses disposent d'une chaîne Radio, et certains ont en plus une chaîne de Télévision qui représentent des outils puissants en matière d'information, de sensibilisation, de formation, d'information, d'animation et d'éveil des consciences. Ils représentent des instruments de diffusion des valeurs chrétiennes.

En matière de promotion et de protection des droits humains, la CENCO dispose d'une Commission Justice &

Paix opérationnelle dans tous les diocèses. Cette Commission est active et dynamique dans l'éveil des consciences pour une citoyenneté responsable, dans la préparation des populations aux élections, dans la conscientisation sur la gouvernance participative, la décentralisation ainsi que la promotion et la protection des droits de l'homme.

Il y a lieu de noter que L'État congolais et la CENCO ont signé samedi 2 juillet 2022 à Kinshasa, des accords sur les cinq points d'entente qui définissent le statut juridique de l'Église dans les domaines de la santé, des finances, de la pastorale et du social. Avec ces accords spécifiques, l'Accord-cadre signé entre le Saint Siège et la RDC le 20 mai 2016 sur les matières d'intérêts communs peut désormais être mis en œuvre. Pour mémoire, cet accord avait été signé entre Mgr Paul Richard Gallagher, secrétaire pour les Rapports avec les États, et le ministre des Affaires étrangères congolais de l'époque, Raymond Tshibanda. "Prenant acte de l'indépendance et de l'autonomie respectives de l'Église et de l'État, cet accord fixe le cadre juridique des rapports réciproques et, en particulier, sanctionne la position juridique de l'Église catholique dans le domaine civil et sa liberté dans l'activité apostolique et dans la régulation des matières propres" (Vatican News, 2025). Mentionnons que l'intérêt de l'Église dans ses relations avec les autorités civiles, devrait essentiellement être orienté vers la collaboration pour le développement humain intégral de toute la personne, sans distinction ethnique, tribale, sexuelle, religieuse ou politique, et surtout les plus pauvres et les plus vulnérables.

Pour résumer ce point, indiquons que les principales forces et les atouts de l'action de l'église catholique en RDC se comptent à différents niveaux, notamment : (i) au niveau de la couverture territoriale, avec la présence des paroisses et autres structures même dans les zones isolées, reculées et enclavées où l'État est absent ; (ii) en matière de crédibilité

sociale, dont une caution morale et une confiance populaire importantes dans de nombreuses zones ; (iii) des ressources humaines de qualité, particulièrement le personnel (religieux et laïcs) bien formé et engagé ; (iv), des réseaux internationaux garantissant un accès à des financements, à l'expertise et aux partenariats.

### **3. Les principaux défis et les limites de l'action de l'Église catholique en RD Congo.**

L'action de l'Église catholique dans les différentes dimensions du développement durable du pays que nous avons présentée ci-haut, renferme tout de même certaines limites et des défis majeurs qu'il sied d'identifier. Cela permettra de proposer des pistes d'actions en vue d'une meilleure réorientation de l'intervention de l'église catholique pour plus d'efficacité, d'efficience et d'impact. Ces défis se comptent dans les différents aspects de cette intervention.

#### **3.1. Limites et défis de l'action de l'église catholique dans les domaines économique et du développement**

Plusieurs facteurs limitent l'action de l'église dans sa mission de satisfaction des besoins fondamentaux des communautés et des fidèles. Il s'agit principalement de l'insuffisance des ressources et moyens d'actions pour mener des actions de grande envergure auprès de l'ensemble des communautés. Notons à ce niveau que comme nous l'avons relevé plus haut, les défis du développement sont immenses et divers dans un pays-continent comme le nôtre, où tout ou presque est prioritaire. Les problèmes et les besoins se comptent dans tous les domaines de la vie socio-économique, nécessitant des interventions complexes, rigoureuses et sérieuses. Qu'il s'agisse des infrastructures de base: routes, ponts, écoles, structures de santé,

infrastructures énergétiques, habitat, centres de formation, centres d'accueil et de divertissement, etc. Les besoins réels existent dans toutes les entités, nécessitant des moyens colossaux qui ne sont pas toujours à la disposition de l'église. Faute de moyens suffisants, l'intervention de l'église peut paraître à certains endroits comme du saupoudrage.

Dans ce domaine, il y a lieu de relever qu'au cours des années antérieures, la quasi-totalité des actions menées par l'église catholique ont été financées au Nord, soit par les familles et les communautés de départ des missionnaires expatriés, soit par les ONG ou encore par les pouvoirs publics et les agences de coopération (Ngalamulume, 2013). Mais, avec la crise persistante des vocations et de la foi au Nord, les communautés, les paroisses et les monastères se vident, les fidèles désertant davantage les activités (Ngalamulume, 2011). Les mouvements de débaptisation prennent de l'ampleur dans certains pays comme en Allemagne, avec des chrétiens catholiques qui renoncent à leur foi et vont auprès de leurs administrations se désinscrire des registres de l'église, contribuant à la réduction des subventions de l'Etat à l'église, vu le nombre en chute libre de fidèles. La relève des anciens religieux (prêtres, religieuses) déjà âgés devient difficile à assurer, d'où ces couvents sont actuellement peuplés des religieux d'origine africaine. Par ailleurs, le regard du public face à l'église a sensiblement évolué, ce qui rend difficile les cotisations et en conséquence, le financement des actions sur terrain par les communautés religieuses (Ngalamulume, 2011).

Pour faire face à ce défi, l'église mise davantage sur les fonds en provenance de la coopération au développement. Pour cela, CARITAS DEVELOPPEMENT tant au niveau national que diocésain, opère désormais comme une vraie machine de mobilisation des ressources pour les interventions de l'église dans ses domaines de prédilection: actions humanitaires (urgence, secours et solidarité), actions

de développement (santé, éducation, agriculture et sécurité alimentaire, eau potable, infrastructures, finance, etc.), et actions de paix (gestion et transformation des conflits, cohabitation pacifique, cohésion sociale, etc.). CARITAS agit sur les marchés d'appels d'offres à travers des projets et développe des partenariats avec des institutions tant publiques (Ministères, Provinces, Services, etc.) que privées (Agences de coopération au développement (bilatérales et multilatérales), ONG nationales et internationales, etc.).

L'autre facteur à mettre en exergue dans cette dimension est le déficit de gouvernance. En effet, beaucoup de ressources mobilisées pour la réalisation de certains projets n'ont pas été gérées conformément aux normes. Il a été déploré dans certains cas, des formes de mauvaise gestion, d'opacité dans la tenue des comptes, de déficit de rapportage et de redevabilité, dans certaines paroisses, conduisant à des dénonciations publiques, voire à l'arrêt des projets. Le cas emblématique reste celui du partenariat entre l'église catholique et le gouvernement de la RDC en 2022 où l'IGF a dénoncé en juin 2025, certaines irrégularités. En effet, cet accord visait à financer des projets sociaux et économiques dans les 48 Diocèses du pays, avec pour objectif d'améliorer les conditions de vie des populations locales. L'Etat s'était engagé à verser un million de dollars américains par Diocèse. Cependant, pour la CENCO, seuls deux versements de 300.000 USD ont été effectués en 2022 et 2023, soit un total de 600.000 USD par Diocèse et ces fonds ont permis de réaliser plusieurs projets sociaux dans 47 des 48 diocèses du pays. Pour l'IGF, la CENCO a bénéficié de 28,5 millions USD et serait mise en cause pour une mauvaise gestion portant sur 2,29 millions USD, notamment au sein du Secrétariat général et dans plusieurs diocèses (Okapinews, 2025). Même si tout n'est pas clair dans ce dossier, cette dénonciation publique écume dans une certaine

mesure, l'image de marque de la CENCO auprès de l'opinion publique.

### **3.2. Limites et défis de l'action de l'église catholique dans les domaines politique et socioculturel**

A cette étape, il y a lieu de déplorer que malgré la présence sociologique imposante et institutionnelle massive, voire puissante de l'église catholique, sans oublier l'engouement religieux populaire manifeste à tous égards, cela n'a pas empêché le pays de sombrer dans une crise globale profonde et multisectorielle, touchant tous les aspects de la vie nationale, y compris les valeurs morales (Mugaruka, 2010).

Même si son action reste à saluer, reconnaissons tout de même que l'église catholique seule n'a pas réussi à empêcher l'instauration de la dictature et ses corollaires de mauvaise gouvernance, d'injustices sociales, de corruption, de concussion, de détournements des deniers publics, de mégestion, de clientélisme, etc. La mauvaise répartition des richesses nationales avec leur accaparement par des élites politiques et leurs partisans, les inégalités sociales, les conflits armés, interethniques et intercommunautaires, les guerres, les comportements anti-sociaux et immoraux, les risques de balkanisation du pays, etc. ont proliféré dans le pays malgré l'importante affluence des masses populaires dans les églises dont celle catholique et l'engouement observable pour le culte, pour le rite et la prière (Mugaruka, 2010). Les tueries, les assassinats, les massacres, les viols, les pillages et les violations des droits de l'homme à grande échelle sont perpétrés à longueur des journées par des Congolais, dont plusieurs se réclament chrétiens catholiques. Ces « chrétiens catholiques » dirigeants du pays à différents niveaux, gestionnaires et mandataires des entreprises et des services publics, ou simples citoyens donnent l'impression

de n'avoir jamais été dans une église. Ils font pire que des païens et des personnes sans foi.

Aussi, malgré les différentes prises de position de la hiérarchie de l'Église catholique sur la situation socio-politico-économique du pays dans le cadre de sa mission prophétique, nous avons l'impression que les choses ne bougent pas assez et que nous assistons à un éternel recommencement. Les vellétés dictatoriales et tyranniques semblent avoir la peau dure; la mauvaise gouvernance s'enracine dans les pratiques et les habitudes malgré les dénonciations, l'impunité s'alourdit alors que la misère, la pauvreté, la vulnérabilité et la précarité s'accroissent au niveau des couches sociales.

Et pourtant, nombre de dirigeants politiques sont passés par des écoles conventionnées catholiques où ils ont été formés, à différents niveaux : du primaire à l'enseignement supérieur et universitaire. Les valeurs acquises durant leur formation semblent avoir été jetées dans les oubliettes; d'où, la prolifération des antivaleurs, de l'immoralité, des injustices; etc. Ce qui est plus grave est que des chrétiens catholiques assumés et pratiquants se comptent aujourd'hui parmi les leaders politiques et sociaux responsables intellectuels ou matériels de divers crimes commis à travers le pays (crimes de guerre, crimes de génocide, crimes contre l'humanité); ils se retrouvent parmi les exécutants de ces sales besognes. Il est même étonnant de constater qu'en maints endroits, lors des pillages, les fidèles s'en prennent aux infrastructures socio-économiques et aux biens de leurs Églises ! Des actes altruistes et des gestes d'une foi héroïque n'ont certes pas manqué çà et là, mais ils sont restés sans impact sur la situation globalement inhumaine et anti-évangélique qui a prévalu dans le pays (Mugaruka, 2010).

Sur le plan purement politique, les différentes interventions de l'Église dans la sphère politique passent très mal

aux yeux des dirigeants politiques. A plusieurs reprises, les Pères de l'Église, notamment les évêques et les membres du clergé sont taxés de « politiciens en soutane », par les politiciens qui jugent d'un très mauvais oeil « l'immixtion » des religieux dans le jeu politique. C'est le cas de l'Initiative actuelle portant sur le Pacte social pour la paix en RDC et dans les grands lacs portée par la CENCO en partenariat avec l'Église du Christ au Congo (ECC) qui est très mal perçue dans les milieux du pouvoir et de ses partisans. Le camp du pouvoir de tous les temps considère l'Église catholique comme jouant le jeu de l'opposition. Or, pour l'Église, il s'agit juste d'un contre-pouvoir et jamais d'être contre le pouvoir. Il s'agit de la mise en oeuvre de la mission prophétique décrite plus haut, consistant à s'assurer que la volonté du peuple est respectée; ce qui demeure sa seule finalité: le bien-être intégral du peuple de Dieu.

Nous pouvons noter que le déficit de résultats palpables de l'église catholique de manière spécifique et de l'église en général dans les domaines socioculturel et politique en RDC serait lié à l'absence d'encadrement et d'accompagnement religieux et spirituels organisés pour les cadres dirigeants du pays. En effet, les Eglises ont, en général, développé la pastorale des masses, avec une présence accrue et un contact direct avec les couches populaires, isolant du coup les élites dont elles sont presque absentes des milieux de vie et de travail de ces cadres politiques, des leaders et des décideurs sociaux et économiques. Leurs interlocuteurs habituels, ce sont les masses populaires, à la fois principales victimes et complices passifs des oppresseurs qui, souvent, échappent à l'influence directe des Eglises et des ecclésiastiques. Et comme les Eglises appellent à la conversion et non à la révolte ou à la révolution, leur message n'atteint pas les destinataires les plus concernés, à savoir les responsables et les acteurs socio-politiques (Mugaruka, 2010).

Aussi, la nature plus ou moins caritative et parfois paternaliste de certaines actions sociales de l'Église ne favorise pas toujours l'émergence et le renforcement d'une capacité solide de résilience, du sens d'innovation et de créativité, d'inventivité, d'autonomie et de responsabilité de la part de bénéficiaires. Bien que positives et, dans bien de cas, nécessaires, certaines de ces œuvres contribuent néanmoins souvent à promouvoir l'assistancialisme, à créer et à entretenir une mentalité d'assisté perpétuel et de mendiant professionnel, des attitudes contraires au développement et au renforcement de la culture et de la mentalité du développement.

Enfin, mettons en exergue le fait que dans certains cas, l'Église catholique elle-même n'échappe pas à l'influence négative des antivaleurs du milieu socio-politique et culturel où elle évolue et qu'elle dénonce et condamne. Le tribalisme, les injustices sociales, les divisions, le clientélisme, etc. y sont parfois présents et décriés; ce qui amoindrit la puissance de son action et de son intervention auprès d'autres couches sociales.

Globalement, les limites, risques et critiques avancées contre l'action de l'église catholique comprennent généralement : (i) la complicité historique, dans le sens où le rôle de l'église a parfois été perçu comme complice de la colonisation et de certaines politiques publiques problématiques ; (ii) la politisation et la dépendance avec des tensions souvent vives chaque fois que l'Église rentre dans l'arène politique, perdant sa posture de neutralité et d'église au milieu du village ; (iii) la dépendance financière, avec des projets et interventions souvent financés de l'extérieur et donc, un déficit de durabilité ; (iv) la gouvernance interne à cause des problèmes de transparence, de rapportage et de reddition de comptes dans certaines structures.

## **4. Pistes pour le renforcement de l'efficacité et de l'impact de l'intervention de l'église catholique dans le développement de la RDC**

Comme nous l'avons vu tout au long de ce texte, l'Église catholique a joué et continue de jouer un rôle important pour le développement de ce pays. Toutefois, l'action de l'Église renferme des limites qu'il importe de dépasser. Dans ce sens, nous proposons quelques pistes permettant de relever les défis limitant l'action de l'église.

### **4.1. Une prise de conscience par l'église catholique des enjeux réels de sa mission et des limites de son action de développement du pays.**

L'Église catholique devrait par devant tout reconnaître ses limites et ses faiblesses. En effet, en son propre sein, la justice n'est pas toujours respectée et certains fidèles et membres du clergé, les travailleurs, les voisins, etc. sont victimes des injustices et des discriminations pourtant condamnées par elle. Elle devrait ainsi se remettre en question sur certaines de ses pratiques et son style de vie; ce qui contribuerait à améliorer et renforcer son image de marque et son témoignage. Aussi, la trop grande dépendance aux financements extérieurs reste également une limite majeure. Dans ce cadre, l'Église devrait renforcer son autonomie par l'amélioration des mécanismes de gestion de ses ressources dont celles financières; et promouvoir une bonne dimension d'auto-prise en charge, grâce à la mobilisation de ses fidèles. Même si plusieurs sont pauvres, leur effectif important ainsi que la qualité de cet effectif avec la présence de certains dignitaires gestionnaires peut aider à améliorer cette vision. Un effort continué d'autofinancement avec le renforcement et la diversification des Activités Génératrices des Revenus (AGR) est nécessaire si l'Église ne veut pas demeurer éternellement mendicante. Des initiatives du

genre « Lubila lua Kabinda » où la province ecclésiastique du Kasai avait envisagé mobiliser les fidèles avec une contribution d'un dollar par an par fidèle peuvent être capitalisées, ou des projets de partenariat avec les sociétés de communication suggérés autrefois.

#### **4.2. Le renforcement de la combinaison de l'évangélisation à l'éducation civique des fidèles**

A ce jour, l'Église catholique n'a pas suffisamment réussi à former les laïcs dans la cité, au sens chrétien de la politique et de l'économie, ce qui a conduit à croire que la foi n'a rien à faire avec la politique (Mbuka, 2010). Il s'avère nécessaire donc, de comprendre et d'inscrire le devoir et la nécessité pour l'Église d'assurer, au sein de sa mission évangélisatrice elle-même, l'éducation civique des chrétiens. Pour l'Église catholique en RDC, le lieu propre de cette éducation civique des fidèles, ce sont les CEVB (Mugaruka, 2010). En effet, la pastorale des CEVB est justement conçue de manière à assurer la promotion de la participation et de la responsabilité des fidèles laïcs dans la vie et la mission évangélisatrice de l'Église (Okitundu, 1994). Or, le temporel constitue le champ propre de leur ministère et de leur apostolat. C'est donc au sein des CEVB qu'on éduquera les laïcs à la mise en œuvre de cette responsabilité qui leur incombe (Okitundu, 1994).

La CEVB est un des lieux privilégiés du témoignage de cette solidarité réelle et intime avec l'ensemble des hommes et de l'histoire dans sa dimension concrète et le vécu quotidien.

Cette éducation civique devrait mettre l'accent sur l'amour du travail et surtout du travail bien fait en bannissant la paresse, l'oisiveté, le moindre effort, le parasitisme, la fatalité; la promotion de la conscience professionnelle, de la loyauté et de la fidélité aux valeurs, de la ponctualité ainsi que l'engagement citoyen pour le bien commun qui

demeure un devoir chrétien: « la meilleure façon d'aimer, c'est servir ».

Pour être efficace et conforme aux exigences de la mission évangélisatrice qui incombe à tous les fidèles conformément aux écritures saintes (Matthieu 28, 19-20; Marc 16: 15-18), l'église devrait assurer à la fois une formation spirituelle et civique appropriée et adéquate. Les fidèles de l'église devraient allier une compétence technique et professionnelle éprouvée, à une profonde motivation spirituelle, un travail en collaboration et en dialogue avec d'autres ainsi que des valeurs éthiques et morales irréprochables.

L'homme, le fidèle et chrétien dont son bien-être intégral, devrait être au coeur de l'action et donc, de la mission prophétique de l'Eglise.

# Conclusion

L'Église catholique demeure un acteur majeur du développement de la RDC comme nous l'avons vu. Elle joue un rôle de premier plan, même si son action connaît des limites et défis qu'il importe de dépasser et relever.

Pour cela, l'église devrait se remettre en question sur ses propres limites qui salissent son image à l'extérieur, pour lui permettre de poursuivre sans désespérer sa mission, tout en la renforçant, et cela, de manière holistique.

La réussite de cette mission dépend de l'engagement de l'église dans la formation des fidèles et leaders éclairés et renouvelés, dans la transformation holistique et la conversion des leaders politiques et sociaux. Cela passe par le changement de vision et de la manière d'appréhender les réalités religieuses et sociales, pour s'inscrire dans une dynamique de promotion intégrale de l'homme, de sa libération de toutes les chaînes d'oppression matérielles et spirituelles, de renforcement de sa résilience et d'une vraie transformation sociétale. Ainsi pour maximiser son impact et sa visibilité, l'église catholique devrait rationaliser son style de gouvernance, diversifier ses sources de financements, professionnaliser ses services et s'inscrire davantage dans une dynamique partenariale avec des synergies innovatrices et transparentes avec l'État et la société civile. Enfin, il devient indispensable d'adopter une posture de plaidoyer informé et suffisamment neutre pour renforcer la capacité de l'église catholique à contribuer à la paix, à la justice sociale et à un développement durable et inclusif.

# Références bibliographiques

1. Atido, G. (2009), *Le mandat de l'Eglise à l'engagement social et ses implications pour le contexte de la République démocratique du Congo*, [https : //www.GlobalMissiology.org](https://www.GlobalMissiology.org).
2. BBC News Afrique. (2023), [https : //www.bbc.com/Élections en RDC 2023: pourquoi l'église est-elle si influente ? – BBC News Afrique](https://www.bbc.com/Élections en RDC 2023: pourquoi l'église est-elle si influente ? – BBC News Afrique).
3. CENCO RDC. (2025), [https : //www.cencordc.org/index.php/home-style-2/commissions/commissions-episcopales..](https://www.cencordc.org/index.php/home-style-2/commissions/commissions-episcopales..)
4. Kyungu Mwepu, N., A. (2004), *Maîtrise du mouvement associatif, défi pour le meilleur fonctionnement d'une ONGD. Étude menée au COCEV/CRONGD, Mémoire de licence, ISDR-T, Kananga*.
5. Mbuka, C. (2010), *Le rôle des Eglises dans l'histoire de la République Démocratique du Congo, en particulier, le rôle de l'Eglise catholique, Évêque de Boma*, [https://www.dioceseboma.org/upload\\_kcfinder/files/CDM C-ROLE%20DE%20L%27EGLISE%20EN%20RDC%2028-07-2010%281%29.pdf](https://www.dioceseboma.org/upload_kcfinder/files/CDM C-ROLE%20DE%20L%27EGLISE%20EN%20RDC%2028-07-2010%281%29.pdf)
6. Moleka, P. (2024), *La mission de l'Eglise face aux défis sociopolitiques en RD Congo*, <https://africarxiv.ubuntunet.net/server/api/core/bitstreams/b9658a41-17c2-4fb8-b53f-a9bb3ef2acc1/content>.
7. Moog, F. (2017), *La théologie peut-elle servir à l'engagement pastoral ?* Conférence inaugurale donnée le 14 octobre 2017 à l'IST à l'occasion du 20e anniversaire. <https://itfp.fr/wp-content/uploads/2019/03/Moog.pdf>.

8. Mugaruka, M.R. (2010), Le rôle sociétal des églises et, en particulier, de l'église catholique en République Démocratique du Congo. Cinquante ans apres l' accession du pays a l indépendance, [https://view.officeapps.live.com/op/view.aspx?src=https%3A%2F%2Fwww.umoya.org%2Fimages%2Fstories%2Fdocuments%2Feurac%2FROLE\\_SOCIETAL\\_DE\\_LEGLISE.doc&wdOrigin=BROWSELINK](https://view.officeapps.live.com/op/view.aspx?src=https%3A%2F%2Fwww.umoya.org%2Fimages%2Fstories%2Fdocuments%2Feurac%2FROLE_SOCIETAL_DE_LEGLISE.doc&wdOrigin=BROWSELINK).
9. Ngalamulume Tshiebue, G. (2011), Projets de développement agricole, dynamiques paysannes et sécurité alimentaire. Essai d'analyse transversale et systémique de la rencontre entre les Actions globales et les Initiatives locales au Kasai occidental/RD Congo, Presses Universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve.
10. Ngalamulume Tshiebue, G. (2013), « République Démocratique du Congo : le défi de la structuration paysanne à l'échelle nationale », CETRI, *Etat des résistances dans le Sud – Les mouvements paysans*, Vol. XX (2013), n°4, p.79-86.
11. Ngalamulume Tshiebue, G. (2016), *Le développement rural en RD Congo : quelles réalités possibles ?* Academia-L'Harmattan, Louvain-la-Neuve.
12. Okapi News. (2025), <https://Okapinews.net>. Scandale financier en RDC : 25 millions USD introuvables dans des fonds destinés à des organisations religieuses sont l'ECC et la CENCO ! – Okapinews.net
13. Okitundu, R. (1994), Les petites organisations communautaires comme espace de développement local – Cas de la Communauté de Base au Zaïre, CIACO, Louvain-la-Neuve.
14. Peemans, J-P. (1997), Crise de la modernisation et pratiques populaires au Zaïre et en Afrique, L'Harmattan, Paris.
15. Peemans, J-P. (2004), « Quelques remarques introductives », in S. Charlier et al (éd.), *Une solidarité en actes. Gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve, 17-52 pp.

16. Ratzinger, J.C. (2001), « La nouvelle évangélisation », in *DC 2240* (2001). <https://fr.zenit.org/2005/04/19/la-nouvelle-evangelisation-selon-le-card-ratzinger-nouveau-pape-benoit-xvi/>
17. République du Zaïre, Département de l'Agriculture. (1989), *Les principales politiques agricoles du Zaïre. Rapport provisoire*, Kinshasa.
18. Secours Catholique (2025), [https:// www.secours-catholique.org](https://www.secours-catholique.org)
19. Tshilenga, (1999), *Collective sin in Africa. A missiological approach to the African crisis*, PhD Thesis in missiology, University of Pretoria.
20. Vatican News (2025), <https://www.vaticannews.va>. RD Congo: signature d'accords historiques entre l'Église et l'État – Vatican News.



# **Conséquences du conflit homme- animal sur l'agriculture dans la province du Kwilu.**

## *CONSEQUENCES OF THE HUMAN- ANIMAL CONFLICT ON AGRICULTURE IN THE PROVINCE OF KWILU.*

Par

MUNTU MUBANGA Yannick.

Doctorant et Assistant Scientifique.

Université Catholique de l'Archidiocèse de Kinshasa  
Omnia Omnibus/ RDC

yannickmuntu@gmail.com

BILOSO MOYENÉ Apollinaire.

Professeur Ordinaire

Université de Kinshasa/RDC

apollobiloso@gmail.com

# Résumé

Ce travail s'intéresse à répertorier les données et les analyser sur l'efficacité des dispositifs et stratégies mis en place pour éviter, atténuer ou réparer le conflit homme-animal. Le conflit-homme animal constitue la principale menace actuelle pour la sécurité alimentaire de la population du Kwilu, la conservation de certaines races des animaux et un frein pour l'essor du développement, en compromettant la performance des cultures, les rendements et les revenus. La méthodologie combine une approche hypothético-déductive (expliquer le conflit), focus groupes (construire un échantillonnage de 50 coopératives agricoles), observations (porter un regard sur le comportement des coopératives face au conflit), documentation et enquêtes.

A l'issue de cette enquête, les coopératives agricoles enquêtées confirment à 66% cultivaient dans la province du Kwilu des superficies comprises dans la fourchette de 0,2 à 2 ha qui constituera la principale justification de l'improductivité agricole. Il est recommandé aux coopératives à clôturer certains espaces, c'est le système d'assurance contre les attaques, la création des éventails et à la sensibilisation aux enjeux de protection et le zonage qui consiste à partager de l'espace.

**Mots-clés** : Agriculture, Environnement, Conflit Homme-Animal, biodiversité et Kwilu.

## **Abstract.**

This work focuses on compiling and analyzing data on the effectiveness of mechanisms and strategies implemented to prevent, mitigate, or resolve human-wildlife conflict. Human-wildlife conflict constitutes the main current threat to food security for the population of Kwilu, the conservation of certain animal breeds, and incomes. The methodology combines a hypothetico-deductive approach (explaining the conflict), focus groups (constructing a sample of 50 agricultural cooperatives), observations (examining the cooperatives' behavior in the face of conflict), documentation, and surveys. Following this survey, 66% of the agricultural cooperatives surveyed confirmed that they cultivated areas ranging from 0.2 to 2 hectares in Kwilu province, which constitutes the main justification for agricultural unproductivity. Cooperatives are advised to fence off certain areas, this is the insurance system against attacks, the creation of fan zones and awareness of protection issues and zoning which consists of sharing space.

**Keywords** : agriculture, environment, human-animal conflict, biodiversity and kwilu

# Introduction

## 1. Contexte.

En 1700, seuls 5% de terres de biosphère étaient accaparés par des activités humaines intensives (agricultures, villes), 45% étaient dans un état semi-naturel et 50% totalement sauvages. En 2000, 55% de la biosphère étaient accaparés par des activités humaines intensives, 20 % étaient dans un état semi-naturel et 25% sauvages. (Laurent et Le Cacheux, 2025)

La biodiversité désigne la diversité biologique, c'est-à-dire la diversité des formes du vivant et se définit à trois niveaux : la diversité des espèces, la diversité génétique et diversité écosystèmes. (Wilson, 1988)

Il existe entre 1,5 et 1,75 million d'espèces identifiées et nommées, mais peut-être dix fois plus ou cent fois plus (on ne connaît que 5% des océans et mers qui forment 95% de la biosphère et 70% de la surface du globe et on estime mal la richesse des espèces microbiennes : 700 types de bactéries dans la seule bouche des humains).

L'agriculture est apparue à partir de 9.000 avant Jésus-Christ avec la mise en terre de semence ou graine par l'homme indépendamment dans plusieurs foyers d'origines, dont les mieux connus à ce jour se trouvent au Moyen Orient, en Chine, en Mésopotamie ainsi qu'en Nouvelle-Guinée. C'est ce qu'on a appelé la révolution néolithique. A partir de ces foyers, l'agriculture s'est diffusée en moins de

9.000 ans sur la plus grande partie de la terre. Néanmoins, au XIX<sup>ème</sup> siècle, 20% de l'humanité avait encore un mode de vie chasseur-cueilleur. (Wikipédia)

Étymologiquement, agriculture vient de la combinaison de deux mots latins : Ager qui signifie champ ou fond de terre, et Cultura qui veut dire culture ou cultiver. Cette combinaison donne donc la culture des champs et se réfère aux travaux qui transforment le milieu naturel pour la production des végétaux et animaux utiles à l'homme. (Gaël *et al.*, 2007)

L'agriculture est un terme polysémique dans l'usage de tant de chercheurs. Il est difficile de donner à ce terme un sens unique. En effet, nous allons épinglez quelques définitions de certains auteurs. L'agriculture dans son acception large désigne l'ensemble des travaux transformant le milieu naturel pour la production<sup>5</sup> des végétaux et des animaux utiles à l'homme. En plus donc de la culture des végétaux, sont également prises en compte les activités d'élevage, de pêche et de chasse

Henry M. cite par Malassi et Ghessi (1988), désigne l'agriculture comme la culture de champs. Par conséquent, le concept agriculture signifie à l'extension de la production des biens au milieu rural : culture de manioc, la culture des autres fruits, l'élevage des animaux, la production laitière, la production du bois et du thé. L'auteur note que le concept d'agriculture désigne plus particulièrement l'ensemble des plantes sur les terrains qui ont été travaillé.

L'agriculture est l'ensemble des activités économiques ayant principalement pour objet la culture des terres, et d'une manière générale l'ensemble des travaux transformant le milieu naturel pour la production de végétaux utiles à l'homme. (Idem, 1988). L'agriculture est à la base de l'alimentation humaine.

Du point de vue économique, l'agriculture représente un secteur d'activité, une activité génératrice de revenu à partir de l'exploitation des terres, de la culture des animaux, etc. A ce titre, elle contribue à la formation du revenu national et emploie de la main d'œuvre.

C'est ainsi que pour plus de précision, nous avons recouru à la définition restreinte selon laquelle l'agriculture est l'activité économique de base de communauté rurale ayant pour objectif la transformation et la mise en valeur de la terre en vue d'obtenir des produits végétaux utiles à l'homme, en particulier les produits destinés à l'alimentation en vue de l'autosuffisance alimentaire et de la sécurité alimentaire.

L'État de la biodiversité détermine lui-même la qualité des services rendus par les écosystèmes, dont 60% seraient dégradés. (Nation Unies, 2025)

**Tableau n° 1 : Vie sur terre et les espèces menacées.**

	<b>Nombre estimé d'espèces en 2010</b>	<b>Nombre d'espèces évaluées en 2010</b>	<b>Nombre d'espèces menacées en 1996</b>	<b>Nombre d'espèces menacées en 2010</b>	<b>Nombre d'espèces menacées en 2010 en % des espèces évaluées</b>
<b>Vertébrés</b>					
<b>Mammifères</b>	5.491	5.491	1.096	1.131	21
<b>Oiseaux</b>	10.027	10.027	1.107	1.240	12
<b>Reptiles</b>	9.205	2.806	253	594	21
<b>Amphibiens</b>	6.638	6.296	124	1.898	30
<b>Poissons</b>	318	8.848	734	1.851	21
<b>Sous-total</b>	63.161	33.468	3.314	6.714	20

	<b>Nombre estimé d'espèces en 2010</b>	<b>Nombre d'espèces évaluées en 2010</b>	<b>Nombre d'espèces menacées en 1996</b>	<b>Nombre d'espèces menacées en 2010</b>	<b>Nombre d'espèces menacées en 2010 en % des espèces évaluées</b>
<b>Invertébrés</b>					
<b>Insectes</b>	1.000.000	3.269	537	733	22
<b>Sous-total</b>	1.305.250	9.526	1.891	2.904	30
<b>Plantes</b>					
<b>Sous-total</b>	307.674	12.914	5.328	8.724	68
<b>Fungis</b>					
<b>Sous-total</b>	51.623	18	...	9	50
<b>TOTAL</b>	1.727.708	55.9926	10.533	18.351	33

**Source :** « Liste Rouge » de l'international Union for conservation of Nature (IUCN)

Ces différents services déterminent à leur tour l'ensemble de nos capacités au sens d'Amartya SEN : notre santé (capacité d'accès à une alimentation adéquate, capacité d'échapper aux maladies évitables, capacité d'accès à l'eau potable, évolution dans une atmosphère saine, capacité d'accès à une source d'énergie protégée de la chaleur et du froid), notre sécurité (capacité d'habiter dans un environnement sain et propre, capacité d'atténuer la vulnérabilité aux chocs et stress écologique), les éléments essentiels pour une vie agréable (capacité d'accès aux ressources procurant des revenus et conduisant au bien-être) et enfin de bonnes relations sociales (capacité d'extérioriser les valeurs culturelles et spirituelles liées aux écosystèmes, capacité d'observer, d'étudier et de découvrir les valeurs cachées des écosystèmes).

La faune sauvage constitue une menace directe pour la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et le bien-être de bons nombres de ménages vivant proche des aires protégées en Afrique. Lorsque certaines espèces animales ravagent par exemple les vastes étendus des champs des pays, il s'ensuit souvent des représailles contre ces bêtes. En République Démocratique du Congo, nombre des cas de conflit homme-faune sauvage sont couramment documentés dans le Katanga démembré, au Kongo-Central dans la forêt de Mayombe, dans l'Ex province de l'Équateur, en Ituri et dans d'autres zones forestières du pays. Comment prévenir ces conflits homme-animal dans les zones forestières de la RDC ? Quelles sont les mesures qui doivent être prises pour freiner ou endiguer ce phénomène ?

Cette étude s'intéresse aux conséquences du conflit homme-animal sur l'agriculture dans la province du Kwilu en RDC pour bien cerner l'efficacité des dispositifs et stratégies mis en place pour contribuer à l'atténuation des conflits homme-animal sur l'agriculture, prévenir les

conflits les plus récurrents remédier aux débattues dans la zone d'étude.

L'importance et la gravité des conflits varient en fonction de différents critères ayant une dimension spatiale. Les densités humaines et animales, la distance entre les établissements humains et animaux, la distance entre les établissements humains et les zones occupées par les animaux tout comme l'existence de ressources ou de portions d'espace convoitées par les deux parties (points d'eau, forêts...) Les dynamiques paysagères et les formes d'occupation du sol ont également leur importance : certaines cultures comme le maïs, le manioc, l'arachide...

Cependant, nous faisons référence à la combinaison de facteur aussi divers que : l'état de l'environnement (disponibilité des ressources pour humains et animaux), le type d'espèce rencontrée (les oiseaux ne provoquant pas les mêmes problèmes que les mammifères), les activités humaines pratiquées (le conflit est en général plus vivace lorsque la dimension spatiale est important), la façon dont sont perçus les animaux ainsi que les formes d'intervention pour faciliter la cohabitation. Cette situation est une pratique régulière dans nos provinces.

En effet, la politique de conservation ne peut se concevoir et se réaliser efficacement que si la population locale est apte à participer raisonnablement dans ce sens, malheureusement, tout laisse présager une participation insuffisante de la population, surtout lorsqu'elles sont victimes des espaces animaux sauvage dans le ravage des leurs cultures agricoles en plus du fait que les infrastructures socio-économiques sont quasi-inexistantes.

Pourtant les politiques de conservation sont censées être non seulement des actions de protection physique du territoire mais devraient aussi viser d'améliorer les conditions naturelles favorables à la survie des populations

locales. Malheureusement, dans les terres où les hommes cohabitent avec les animaux sauvages, différents types de conflits peuvent survenir, le conflit homme-animal, étant l'un d'entre eux, un problème de conservation continue qui semble augmenter dans les endroits où les aires de répartition de la faune chevauchent l'habitation humaine, et une telle situation est une bataille pour l'espace, la nourriture, l'eau et plus encore, créant un combat entre les deux parties.

Les animaux sont protagoniste à part entière avec des stratégies qui leur sont propres dans leur manière d'occuper l'espace et de se jouer avec une fréquence et une intensive variable, d'une part, des frontières imposées par les groupes humains et, d'autre part, des représentations à leur égard.

A ce point, cette étude vise à répertorier les données et les analyser sur l'efficacité des dispositifs et stratégies mis en place pour contribuer à l'atténuation des conflits, prévenir les conflits les plus récurrents remédier aux débattues dans la zone. Pour ce faire, nous analyserons sur les coopératives agricoles de la province du Kwilu enfin d'en tirer des enseignements et de proposer certaines stratégies pertinentes et conforme à la réalité.

## **2. Conflit homme-animal de quoi s'agit-il ?**

**Johansson T.** (2009), pense que les conflits naissent généralement de deux types de transgression. Dans un premier temps, lorsque l'animal sort de la place réelle (une aire protégée, une réserve, un enclos) ou symboliquement (une espèce X doit *normalement* se retrouver dans tel ou tel type d'espace) que la société lui a assigné. Dans un second temps, lorsque l'homme envahit ou s'aventure dans les espaces occupés par les animaux sauvages, surtout que certaines espèces les défendent farouchement contre divers types d'intrus (d'où l'utilisation du terme *territoire*).

Signalons par ailleurs que, ce conflit peut également émerger en dehors de ces transgressions. Les animaux peuvent être pourchassés, abattus, déplacés, contrôlés ou faire l'objet de réclamations sans avoir véritablement commis de forfait, mais en raison des menaces potentielles qu'ils représentent.

Nous pensons que le conflit homme-animal survient lorsque les besoins vitaux de la faune interfèrent avec ceux des populations humaines, en générant des conséquences négatives à la fois pour les communautés et les animaux sauvages.

Les conflits entre les humains et les animaux sauvages existent depuis l'aube de l'humanité, dès lors que les hommes et les animaux devaient se partager l'habitat disponible et les ressources naturelles nécessaires à leur besoin d'existence.

### **3. Milieu, matériel et méthodes.**

#### **3.1. Milieu d'étude.**

La province du Kwilu occupe une superficie de près de 16.820 Km<sup>2</sup>. Géographiquement, la province du Kwilu est entre 5° 02' 01'' de longitude Sud, de 18° 50' 01'' de latitude Est. La Kwilu, à l'instar de celle du Kwango et du Mai-Ndombe, est issue du démembrement de l'ancienne province du Bandundu qui en son sein une faune de Salonga. Elle est bornée au Nord par le Sud de la province du Mai-Ndombe, à l'Est par l'Ouest de la province du Kasai, au Sud par le Nord de la province du Kwango et à l'Ouest par le Nord-Est de la province du Kwango, et de la ville province de Kinshasa et le Sud de la province du Mai-Ndombe. Elle est traversée par la route nationale N°1. Elle est aussi parmi

les provinces de pays auxquelles la voie ferrée n'a pas traversée. Cette province est subdivisée en Cinq territoires, eux-mêmes divisés en 49 secteurs et 8 cités au total : Territoire de Bulungu, Territoire de Masi-Manimba, Territoire de Bagata, Territoire de Idiofa, Territoire de Gungu

Cependant, la province du Kwilu est couvert par un ensemble de vastes plateaux coupés par un réseau de vallées dans lesquelles coulent des rivières. De nombreux villages se sont installés le long de leurs berges.

Parmi les importantes, nous citons la Loandji, la Loange, la Lubwe et la Kamtsha.

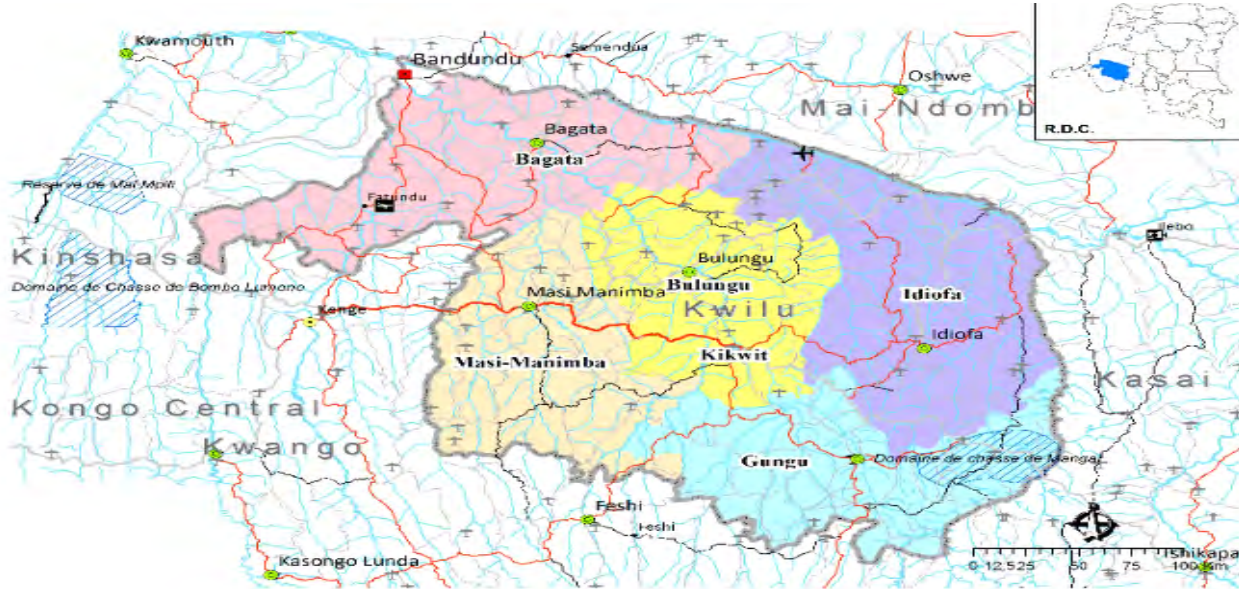
La rivière Loange à un courant rapide, peu profonde, dont les bancs de sable nombreux changent constamment de place. Les rives en sont boisées. Son cours, entre les villages Muhete et Kapita, est parsemé de lacs. Le plus important d'entre eux est le lac Mutshi. Ramassé en forme d'étoile. Le Lupemba, en revanche, mesure plusieurs kilomètres de long et, par endroits, plus de 200 mètres de large.

Plus de la moitié du territoire de Gungu et la partie sud du territoire d'Idiofa s'étendent sur d'immenses savanes planes. Certaines vallées sont longées, par endroits, de galeries forestières généralement de faible importance, leur épaisseur ne dépasse pas 1 ou 2 Km. (Siitele gize a Sumbula, 1986). Mais il y a des forêts denses dans le territoire d'Idiofa et l'extrême Nord-Est de celui de Gungu et plus particulièrement dans le secteur de Gudi.

La province du Kwilu est agricole avec une population rurale de 87 % qui fait d'elle le grenier de Kinshasa en matière d'approvisionnement en produits vivrières, notamment le maïs, l'huile de palme, le manioc, etc. nous n'avons pas de chiffre plus récent concernant la population de cette province. Plus de 70 % des chefs d'unité de production ont entre 50 et 80 ans, la moyenne étant de 60 ans. Les hommes

sont faiblement polygames, ceci est peut-être dû à la forte influence de la religion chrétienne sur la province où catholicisme et protestantisme sont très pratiqués. Le maintien des enfants adultes au sein de l'exploitation gonfle la famille, certains d'entre eux vont néanmoins travailler à l'extérieur de la province en attendant de pouvoir accéder aux terres occupées par leurs pères. La Kwilu semble vivre dans un système gérontocratique.

Figure n° 1 : Territoires enquêtés dans la province du Kwilu.



## **3.2. Matériels.**

### *3.2.1. Conservation ancienne ou répressive.*

La population de la province du Kwilu vivait en harmonie avec la nature. L'exploitation forestière ne s'inscrivait que dans le contexte strict des activités de l'économie d'auto subsistance. La population se livrant à des activités de pêche et de cueillette ne se souciant que de leurs besoins alimentaires ou utilitaires n'utilisait pas le matériel de destruction des ressources biologiques. L'organisation foncière précoloniale se fondait sur le registre religieux lié au culte des ancêtres. (Biloso *et al.*, 2019).

Sur le registre politique où les chefs de clan détiennent le pouvoir de commandement et le registre tenure subordonné à la forêt, patrimoine indivisible et inaliénable. Le savoir culturel interdisait, par ailleurs, l'abatage de certaines essences utiles pour la production de certains produits non ligneux, en l'occurrence les arbres.

Les communautés de la province du Kwilu qui s'estimaient, à ce sujet, dessaisies de leur propriété ancestrale n'avaient aucune incitation naturelle à participer à la protection de l'environnement ou au respect des limites des concessions.

### *3.2.2. Conservation communautaire.*

#### ***3.2.2.1. Conservation communautaire au niveau international.***

Nous notons de plus en plus une évolution majeure des obligations internationales destinées aux Etats-Unis sur la participation des communautés à la gestion des forêts, en particulier et des ressources naturelles en général.

La déclaration de Rio de Janeiro de 1992 insiste sur la participation des communautés tandis que le sommet de Johannesburg en 2002 tout en revenant sur l'élément de la lutte contre la pauvreté, réitère davantage la nécessité de la participation des ONGD, des entreprises et des principaux groupes sociaux pour faire du développement durable.

### ***3.2.2.2. Conservation communautaire au niveau national.***

La considération de propriété tire, pour la plupart sa base philosophique de l'idéologie foncière en vigueur. A l'époque coloniale, les forêts étaient réparties en 3 catégories : les forêts domaniales, les forêts indigènes et les forêts privées.

Les forêts domaniales représentent des forêts sans maîtres c'est-à-dire les terres qui ne sont ni habitées, ni cultivées, ni occupées.

Après l'indépendance, l'évolution de cette thématique retrace la loi Bakajika qui dispose : le sol et le sous-sol appartiennent à l'État, vient alors le nouveau code forestier en son Article 7 qui stipule que les forêts constituent la propriété de l'État. Toutefois, l'Article 22 du nouveau code forestier dit qu'une communauté locale peut, à sa demande, obtenir à titre de concession forestière une partie ou la totalité des forêts protégées parmi les forêts régulièrement possédées en vertu de la coutume.

### ***3.2.3. Acteurs de la gestion de conservation.***

La gestion des ressources forestières est attribuée au Ministère de l'Environnement ayant les forêts dans ses attributions. Cependant, la question environnementale est traversable et touche presque tous les ministères, les acteurs de la société civile, les institutions provinciales et les entités

décentralisées, les chercheurs et la communauté internationale.

En effet, les différents services cadastraux se côtoient et opèrent indépendamment et sans collaboration, les uns des autres.

#### *3.2.4. Contraintes à la conservation de l'environnement.*

Dans le Kwilu, une province nouvellement décentralisée dont la gouvernance est décriée par plusieurs institutions, la faiblesse de l'État dans la gestion du secteur environnemental se manifeste à travers les aspects suivants :

- Insuffisance d'expert national capable,
- Manque d'infrastructure,
- Faible participation des communautés de base dans la mise en œuvre de politiques environnementales,
- Manque de financement surtout du budget de l'État.

### **3.3. Méthodologie.**

La méthodologie utilisée s'inscrit dans une grande étude portant sur le conflit homme-animal. Pour ce faire, une combinaison des approches ont été nécessaire. Les observations, la méthode hypothético-déductive et le focus groupes ont servi pour la conduite de cette étude. La documentation, les enquêtes auprès des coopératives et les entretiens avec les personnes ressources sont parmi les techniques utilisées et ayant permis de bien appréhender la problématique étudiée.

Les observations ont permis de porter un regard sur le comportement des coopératives face aux conflit homme-animal. La méthode hypothético-déductive a permis d'expliquer ce conflit face à la productivité agricole. Le focus groups a permis de procéder au regroupement des

informations issus d'un groupe 50 coopératives agricoles pour la véracité d'une certaine information. (Biloso, 2010).

Les focus groups organisées auprès des membres de 50 coopératives agricoles choisies de manière aléatoires dans la province du Kwilu ont permis de collecter les données primaires essentielles pour répondre aux objectifs assignés à la présente étude.

Les analyses des tendances pour mesurer le conflit homme-animal dans la zone d'étude se justifie par le fait que les membres desdites coopératives agricoles ne disposent pas des moyens pour mettre fin de manière systématique à ce conflit. C'est ainsi qu'ils fondent leur perception.

### 3.3.1. Présentation des données de base.

Il convient de rappeler que notre échantillon était constitué de 50 Coopératives agricoles (Arachide, Banane, Manioc, Maïs et Riz), elle a été menée dans cinq territoires (Bulungu, Masi-Manimba, Bagata, Idiofa et Gungu) de la province du Kwilu répartis sur cinq cités. Dans chaque territoire, 10 Coopératives ont été enquêtées. Il s'est agi d'une enquête sur les différents espaces de la production agricole des coopératives agricoles dans la Kwilu.

**Tableau n° 2 : Cultures principales pratiquées par les Coopératives agricoles.**

Cultures	Fréquence	%
Arachide	8	16
Bananier	4	8
Maïs	12	24
Manioc	19	38
Riz	7	14
Total	50	100

**Source** : Tableau élaboré par nous sur base des données obtenues par nos enquêtes.

Il ressort de nos investigations que la culture de manioc et du maïs sont les spéculations les plus pratiquées dans la province du Kwilu avec respectivement 38% et 24%. Les deux cultures représentent 62% pour l'ensemble des membres des comparatives enquêtées. La culture d'arachide est la troisième culture 16% de nos enquêtés suivi de la culture du riz et du bananier avec 14% et 8% respectives.

**Tableau n° 3 : Surface emblavée en m<sup>2</sup>.**

	Surface	Fré- quence	%	Valid %	Cumu- lative %
Valid	2.000 –	20	40	40	40
	10.000	13	26	26	66
	10.000 –	2	4	4	70
	20.000	3	6	6	76
	20.000 –	5	10	10	86
	30.000	7	14	14	100
	30.000 –				
	40.000				
	40.000 –				
	50.000				
	50.000 –				
60.000					
	Total	50	100	100	

**Source** : Tableau élaboré par nous sur base des données obtenues par nos enquêtes.

Il en ressort que pendant la période de l'enquête, la quasi-totalité des coopératives exploitaient des espaces ne dépassant pas 2 ha. En effet, 66% des enquêtés cultivaient

des superficies comprises dans la fourchette de 0,2 à 2 ha. Seuls 34% se retrouvent dans la classe supérieure pouvant aller jusqu'à 6 ha.

*3.3.2. Manifestation des conflits Homme-Animal dans la province du Kwilu.*

Les conflits homme-animal peuvent avoir des manifestations directes ou indirectes. Parmi les manifestations directes, on peut noter les décès et blessures d'humains. Les accidents sont causés par la divagation des bêtes etc. Quant aux conflits indirects, on peut citer la destruction de récoltes, les attaques d'animaux domestiques, la transmission de maladies aux animaux domestiques et/ou aux humains. Par rapport à la destruction de récoltes, le tableau ci-après met en exergue les principaux dévastateurs des cultures.

**Tableau n° 4 : Dégâts causés par les animaux sauvages.**

		Fré- quence	%	Valid %	Cumu- lative %
Va- lid	Acteurs de ravage	34	68	68	68
	Présumer non ravager	16	32	32	100
	Total	50	100	100	

**Source :** Tableau élaboré par nous sur base des données obtenues par nos enquêtes.

Selon les données reprises dans notre tableau, les animaux sauvages (Hippopotames, Sangliers, singes, l'hyène...) ont dévasté les champs de 68% de nos interviewers soit 35 champs de cultures divers contre 32% seulement, qui en ont échappé.

**Tableau n° 5 : Dégât causés par les Oiseaux.**

		Fré- quence	%	Valid %	Cumu- lative %
Va- lid	Acteurs de ravage	11	22	22	22
	Présumer non rava- ger	39	78	78	100
	Total	50	100	100	

**Source :** Tableau élaboré par nous sur base des données obtenues par nos enquêtes.

Les oiseaux ont dévasté les champs de 11 coopératives, soit 22% de l'échantillon d'étude tandis que 39 coopératives enquêtés soit 78% ne les déclarent pas destructeurs des cultures. Comme le renseigne le tableau suivant, les oiseaux s'attaquent essentiellement aux cultures de riz et d'arachide.

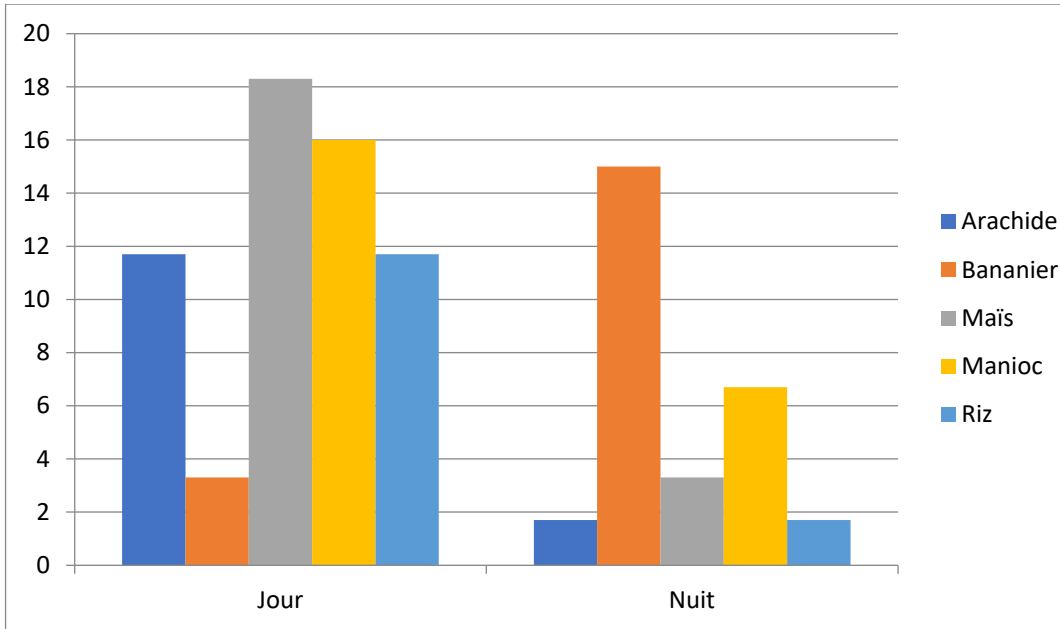
L'identification de principaux ravages a poussé également à connaître le moment de la journée où la destruction a lieu dans différents champs visités. Si à l'occasion du passage des enquêteurs, il apparaissait difficile de répondre à ce questionnement, c'est l'expérience des guides qui a été prise en compte.

**Tableau n° 6 : Moment de ravage.**

Culture principale		Jour	Nuit	Total
Arachide	Count	6	1	7
	%	12	2	14
Bananier	Count	2	7	9
	%	4	14	18
Maïs	Count	9	2	11
	%	18	4	22
Manioc	Count	14	2	16
	%	28	4	32
Riz	Count	6	1	7
	%	12	2	14
Total	Count	37	13	50
	%	74	26	100

**Source :** Tableau élaboré par nous sur base des données obtenues par nos enquêtes.

Au regard des données de ce tableau, la majorité de ravage a lieu pendant la journée. En effet, seuls 26% de l'échantillon de la coopérative agricole, soit 13 coopératives agricoles déclarent que leur culture a été ravagée la nuit.

**Graphique n° 1 : Moment de ravage.**

**Source :** Graphique élaboré par nous sur base des données du tableau n° 6.

L'analyse de manifestation d'interaction négative entre homme cultivateur et animal sauvage dans la province du Kwilu incite à s'interroger sur les causes et les conséquences de ces conflits.

#### **4. Discussion des résultats.**

A ce stade de cette étude, les résultats obtenus sont en réalité des constats. Leur interprétation par le chercheur s'avère indispensable, pour donner un sens. Il s'agit ici de fournir une explication scientifique aux résultats en vue de les comprendre.

L'idéal serait d'étendre cette interprétation à l'ensemble des résultats obtenus dans cette étude. En effet, à

propos des cultures principales pratiquées, les coopératives agricoles enquêtées, elles ressortent que les espaces utilisés par les coopératives agricoles ne dépassent pas 2 ha. Cela constitue le principal problème pour la productivité agricole. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que les animaux attaquent les cultures, ils détruisent les moyens de subsistance de la province du Kwilu. Les animaux sauvages peuvent en effet détruire les rendements de toute une année de récolte en une seule visite.

À l'issue de traitement différentiel, les dégâts causés par les animaux sauvages (Hippopotames, Sangliers, singes, l'hyène...) ont dévasté les champs de 68% de nos interviewés et les oiseaux ont dévasté les champs de 11 coopératives. Ces résultats seraient le fait que le conflit homme-animal est de plus en plus inéluctable et retient l'attention des pouvoirs publics de la RDC, d'ores et déjà nous aperçoivent sur l'agriculture dans la province du Kwilu, nous pouvons relever la réduction des surfaces emblavées qui aggrave le niveau de pauvreté, l'abandon de certains champs qui renforce la colère des animaux et une mauvaise perception des activités agricoles.

Après avoir connu les causes et conséquences des conflits, il est actuellement temps de mettre en œuvre certaines stratégies pour éviter, atténuer ou réparer le conflit homme-animal.

## **5. Stratégies.**

Nous devons savoir que l'agriculture dans la province du Kwilu est donc dérisoire en rapport avec d'immenses terres arables dont dispose cette province qui séduit de plus en plus les investisseurs et les commerçants. Il faut savoir que depuis plusieurs années, l'agriculture Kwiloise est toujours restée en subsistance qui impacte négativement la vie

sociale et économique de cette population (pauvreté, chômage, précarité, etc.).

Pour éviter cette situation, les coopératives agricoles ont mis en place des stratégies variantes en fonction de leur activité agricole, d'un côté nous avons les stratégies préventives qui consistent à clôturer certains espaces, le système d'assurance contre les attaques et la création des éventails en forme humaine pour faire fourir les animaux.

De l'autre côté, nous avons une stratégie éducative qui sensibilise aux enjeux de protection et le zonage qui consiste à partager de l'espace, l'idée que les animaux sauvages transgressent les frontières qui leur sont imposées est unanime.

De même, les stratégies proposées n'ont pas la même acception en fonction des cultivateurs rencontrés, celle-ci dépendant de nombreux critères mais le plus important est le financement (les méthodes qu'on va utiliser, sont très coûteuses).

# Conclusion

Il est, reconnaissons-le, difficile de conclure une étude dont le contenu suscite une complexité variable en termes d'analyse qu'est la thématique du Conflit Homme-Animal et ses corollaires dans une économie rurale.

Les résultats de cette étude permettent de comprendre l'environnement dans lequel évoluent les coopératives agricoles (agriculteurs) qui sont le premier maillon de la production des produits agricoles de la province du Kwilu. En effet, les Coopératives agricoles assistent à un conflit avec les animaux sauvages qui ne leur facilitent pas la tâche. Malgré ce conflit, les Coopératives agricoles continuent leur production agricole malgré pénible soit-elle pour nourrir des millions de Congolais dans la province du Kwilu jusqu'à Kinshasa.

Dès lors, le paradigme dominant repose sur une trilogie de piliers prenant en considération le développement économique, social et la sauvegarde de l'environnement. Pour ce faire il y a nécessité d'une véritable volonté politique pour atteindre tous ces objectifs et surtout la restructuration du secteur agricole en RDC en général et dans le Kwilu en particulier.

# Références bibliographiques

1. BILOSO A. *et al.*, Pratique agricole innovante : l'acceptabilité du palmier « Tanera » et la création des plantations collectives par les organisations paysannes de Mateko en RDC. *Tropicultura* 2295-8010, Vol., 37 (2019) Numéro 4, 1306, 2019.
2. BILOSO, A. (2010), Valorisation des produits forestiers non ligneux des plateaux de Batéké en périphérie de Kinshasa en RDC, Ed., Universitaires Européennes, Sarrebruck, ISBN 978-613-1-50137.
3. Gaël R., *et al.*, (2007), *L'agriculture à 700 ans... devant elle*, Paris, Ed. ADN Europe-premier trimestre.
4. <https://fr.wikipedia.org> consulté le 15 Juillet 2025 à 16 h 30'.
5. IUCN, (2013), « Liste Rouge » de l'international Union for conservation of Nature.
6. Johansson, T. (2009), *The spatial dimension of human-wildlife conflicts-discoveries of new animal geography*, in donert K., Ari Y., attard M., o'reilly G. et Schmeinck D., geographical diversity. Proceedings of the HERODOT Conférence in Ayvalik.
7. Laurent, E. et Le Cacheux, J. (2025), *Économie de l'environnement et économie écologie : les nouveaux chemins de la prospérité*, Armand colin, paris.
8. Malassis L. et Ghessi, (1988), *Initiation à l'économie agroalimentaire*, Paris, Ed. Hatier.
9. Nations Unies, (2005), Millenium Ecosystem Assessment.

10. Siitele gize a Sumbula, (1986), *Histoire de la révolte Pende de 1931*, Thèse de doctorat en Histoire, Université de Lubumbashi, T. 1.
11. Wilson, (1988), biodiversity, washington D,C, National Academy press.



# **Économie comportementale et décision d'investir : vers une lecture affectio-rationnelle du choix de l'investisseur**

*BEHAVIORAL ECONOMICS AND  
INVESTMENT DECISIONS : TOWARDS AN  
AFFECTIVE-RATIONAL INTERPRETATION  
OF INVESTOR CHOICE*

Par

Maria ELGHEZAOU

Professeure habilitée (PH) à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Marrakech, Université Cadi Ayyad (UCA)

Laboratoire d'Innovation, Recherche en Economie Quantitative et du Développement Durable (LIREQ-2D)

m.elghezaoui@uca.ac.ma

Youssef ELBOUBKRI

**Doctorant à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Marrakech (FSJES), Université Cadi Ayyad (UCA)**

**Laboratoire d'Innovation, Recherche en Economie Quantitative et du Développement Durable (LIREQ-2D)**  
y.elboubkri.ced@uca.ac.ma

# Résumé

Cet article vise à analyser pourquoi les modèles classiques de la théorie économique peinent à rendre compte de l'acte d'investir, qui est une décision humaine façonnée par l'expérience, le jugement et le contexte. Il cherche à déterminer la part explicative des facteurs rationnels (objectifs) et des dimensions subjectives dans le choix d'investissement, particulièrement en environnement incertain.

L'étude repose sur une enquête quantitative menée auprès de 200 investisseurs de la région Marrakech-Safi. Cette approche empirique permet de confronter l'influence des facteurs objectifs et subjectifs sur le passage à l'acte d'investir. L'analyse met en reliefs que les facteurs « objectifs » (issus de la rationalité par la rentabilité, la demande, le financement et le taux d'intérêt) expliquent partiellement les choix. En revanche, les dimensions plus « subjectives » (perception du risque, satisfaction ou intuition) influencent fortement le passage à l'acte d'investir. Ces constats invitent à repenser la décision d'investir en la replaçant dans le champ de l'économie comportementale. Cette relecture affectio-rationnelle, où l'émotion et la rationalité procédurale deviennent des clés essentielles, constitue l'apport majeur de cette étude.

**Mots-clés** : Décision d'investissement ; économie comportementale ; rationalité procédurale ; émotion.

## Abstract

This article aims to analyze why traditional economic theory models struggle to account for the act of investing, which is a human decision shaped by experience, judgment, and context. It seeks to determine the explanatory role of rational (objective) factors and subjective dimensions in investment choices, particularly in uncertain environments.

The study is based on a quantitative survey of 200 investors in the Marrakech-Safi region. This empirical approach makes it possible to compare the influence of objective and subjective factors on the decision to invest. The analysis highlights that “objective” factors (based on rationality through profitability, demand, financing, and interest rates) partially explain the choices. On the other hand, more “subjective” dimensions (perception of risk, satisfaction, or intuition) strongly influence the decision to invest. These findings invite us to rethink the decision to invest by placing it within the field of behavioral economics. This affective-rational reinterpretation, in which emotion and procedural rationality become essential keys, is the major contribution of this study.

**Keywords :** Investment decision ; behavioural economics ; procedural rationality ; emotion.

# Introduction

Quel que soit l'univers de la décision, l'investissement reste toujours un acte par lequel l'investisseur espère accroître ses bénéfices attendus ou son bien-être. Cependant, sur le plan réel la diversité des facteurs rend cet acte difficile à entreprendre.

Par ailleurs, il n'est pas aisé d'établir des développements empiriques rigoureux pour soutenir les appréhensions théoriques. Ce qui nous renvoie à rejoindre Jensen (2009) : « il est vrai que la littérature contient peu d'études systématiques de la manière dont les décisions d'investissement sont réellement prises en pratique ».

Cette observation fait notre point de départ. De ce fait, notre recherche empirique a suivi deux phases pour valider le modèle conceptuel. La première phase de notre recherche est intensive et non directive. Elle vise à nous familiariser avec le sujet et nous permettre de constituer le questionnaire (MAZOUZ, 2003).

La deuxième phase, concerne le lancement de l'enquête effectuée auprès des investisseurs de la région Marrakech-Safi. Ainsi, ce présent travail a un double objectif, d'abord tester la corrélation entre théorie et pratique. Ensuite, nous allons essayer de dégager ce que font les investisseurs réellement en matière de décision d'investissement.

A ce propos, nous tenterons de tester les deux hypothèses suivantes :

**Hypothèse H1** : la décision d'investir est essentiellement déterminé par les éléments objectifs communs dans le temps et dans l'espace quelque soit l'investissement envisagé.

**Hypothèse H2** : la décision d'investir varie selon des variables subjectives liées à la personnalité du décideur et à sa propre perception. On voudrait essayer de répondre par l'affirmative à l'une et l'autre de ces questions.

Par cela, nous essayerons de comprendre la nature de cette décision : est-elle intuitive subjective basée sur la conjecture ou fondée sur l'utilisation des méthodes scientifiques ? ou les deux (la décision dépend des éléments subjectifs et objectifs).

Il s'agit dans ce sens de construire une représentation réaliste de la décision d'investir qui vise tout à la fois les déterminants objectifs de l'action, les motivations subjectives de la décision et les modalités concrètes mises en œuvre dans la prise de décision (Bejean, Midy, & Peyron, 2001).

## **1. Méthodologie de recherche : spécifications et résultats**

Les méthodologies de recherche existantes sur les comportements d'investissement sont classées selon leur approche. Le choix d'une technique est conditionné par le niveau de précision souhaité et la capacité de capter la réalité, chaque technique ayant ses avantages et ses limites (Clark, *et al.*, 2021). Dans le domaine qui nous intéresse ici, on considère qu'une approche basée sur un échantillon par observation en coupe instantané permet de disposer d'une image des pratiques et principalement de tester nos hypothèses de départ. Ceci nous permettra de confirmer ou d'infirmier que les dimensions « variables objectives » et

« variables subjectives », mises en évidence par la littérature, pour justifier les difficultés de l'investisseur dans le développement et la réalisation d'un investissement, étaient reconnues comme pertinentes sur les plan pratique (Benayad, 2023). La méthodologie de recherche consiste à déterminer l'échantillon de l'étude, les sources des données et le choix de la méthode d'estimation économétrique des modèles (Wooldridge, 2016).

### **1.1. Aperçu général de la méthode de recherche**

Mener une recherche sur les investisseurs au Maroc, constitue un défi majeur en raison de l'accès limité à des données fiables. Conscients que la qualité de la recherche dépend de celle des informations disponibles, nous avons choisi nos variables à partir de la littérature et des éléments collectés lors de la phase exploratoire menée auprès des investisseurs (Ouédraogo, 2006). Le choix des variables est fait à partir de la revue de la littérature enrichie par les informations recueillies dans la phase de familiarisation avec le sujet d'étude (Ben Boubaker et Souissi, 2004).

Mais malgré notre effort notre recherche n'a pas échappé à cette réalité. En effet, la recherche d'informations fiables et valides, en qualité et en quantité, qui nous a posé un sérieux problème en matière de collecte de données empiriques pour notre présent travail.

Pour surmonter ce manque de données, nous avons privilégié une approche basée sur l'échantillonnage de terrain, garantissant l'homogénéité/hétérogénéité du champ d'étude et renforçant notre raisonnement hypothético-déductif. Compte tenu de la nature subjective de la recherche (nécessitant des données quantitatives et qualitatives spécifiques), nous avons opté pour une enquête ciblée plutôt que d'utiliser une base de données existante.

### **1.1.1. Opérationnalisation des variables**

- Sous modèle 1 : les variables de situation (Tableau 1 en annexe)
- Sous modèle 2 : les variables objectives (Tableau 2 en annexe)
- Sous modèle 3 : les variables subjectives (Tableau 3 en annexe)

Après l'opérationnalisation des variables (Whittaker, 1990), nous allons décrire les techniques statistiques utilisées pour l'analyse multivariée dans le point suivant.

### **1.2. Présentation et analyse des résultats**

Avant d'entamer notre analyse de résultats des pratiques décisionnelles de 200 investisseurs, pour renforcer la rigueur économétrique de notre étude, nous avons mis en place des tests de robustesse, représente une étape cruciale pour mettre en évidence que les conclusions obtenues à partir de notre modèle ne dépendent ni d'un choix particulier de spécification, ni de problèmes économétriques susceptibles de biaiser les estimations, ces résultats sont présentés dans les tableaux 12, 13 et 14 en annexes, les résultats ont témoigné la robustesse de notre modèle adopté à cette étude (Benayad et Aasri, 2023).

#### *1.2.1. Résultats de l'analyse de régression linéaire*

Dans ce paragraphe, nous présenterons les résultats de l'analyse de la régression linéaire multiple sur nos trois sous modèle. Ainsi, en ayant l'objectif d'établir la relation d'implication existante (généralement de nature stochastique et non strictes puisqu'il s'agit dans notre étude d'une réalité sociale) entre la variable endogène et les variables exogènes.

Le choix de la méthode d'estimation économétrique est influencé par la présence de la variable endogène retardée parmi les variables explicatives (Sevestre (2002) et Joumady (2002)). Nous avons choisi la méthode d'estimation des moindres carrés ordinaires (OLS-Ordinary Least Squares). En effet, la méthode est la plus appropriée pour au moins quatre raisons :

- L'estimateur des MCO n'est pas biaisé lorsque toutes les variables explicatives sont exogènes
- Dans l'équation  $Y = f(X)$  Y est une variable quantitative et X est souvent une variable quantitative.
- Le modèle cherche à établir une relation linéaire entre X et Y
- La variable X est contrôlée (sans erreur de mesure).

### *1.2.2. Les déterminants : Les investisseurs agissent d'une manière individuelle*

#### *❖ Les modèles d'analyse :*

Pour chaque sous-modèle, nous présentons d'abord une régression générale incluant toutes les variables explicatives, puis une régression restreinte ne retenant que les modalités les plus significatives. L'analyse portera principalement sur la comparaison des trois sous-modèles. Notons enfin que les signes des coefficients varient très peu d'un modèle à l'autre, ce qui confirme la robustesse des résultats malgré l'absence de variables de contrôle (Lin *et al.*, 2024).

D'après les résultats figurés dans le tableau 4 en annexes, le modèle global est jugé bon au seuil de 5%, d'après le test de Fisher (F), malgré la faiblesse du coefficient de détermination ajusté.

Concordance : Les moyennes des paramètres sont proches des valeurs théoriques, ce qui était attendu, car la

méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) est non biaisée lorsque le modèle ajusté correspond au modèle théorique.

Colinéarité Potentielle : Les valeurs proches de zéro et la faible variation des coefficients entre les différents sous-modèles suggèrent une possible colinéarité (multicolinéarité) entre certaines variables explicatives.

Ce modèle restreint nous a permis d'éliminer les items de qualités peu satisfaisantes. Le test de Fisher indique que le modèle est globalement significatif au seuil de 5%  $\text{Prob} > F = 0.0000$ . En effet, la statistique de Fisher (F) est significative alors que deux valeurs de student (t) ne le sont pas (tableau 5).

Même si nous n'avons pris que les variables les plus significatives, nos résultats montrent que ce groupe admet une faible valeur explicative avec  $R\text{-squared} = 0.1576$ . Malgré cette faiblesse l'analyse de la contribution des variables significatives reste possible. En se basant sur la valeur des coefficients (a) qui sont respectivement de (.5499677), (-1.501897), (-1.247609) (.7200248), (2.61152), (1.502879). Ces coefficients montrent la capacité explicative de chaque variable (tableau 6).

❖ *Contribution des variables significatives à la décision d'investir.*

La variable capacité de la production a un signe positif dans sa modalité « capacité égale à la demande du marché », donc lorsque l'investisseur est capable de produire selon la demande du marché ceci affecte sa décision d'investir.

Concernant, la forme juridique de l'entreprise ses coefficients ne sont pas significatifs par conséquent quelque soit la forme de l'entreprise, elle n'a pas d'influence sur la décision d'investir.

Le secteur d'activité de l'entreprise a une influence qui diffère selon les modalités (sous-secteur). Les entreprises qui appartiennent au secteur des banques et finances ont plus de chance que les investisseurs des autres secteurs de se lancer dans un projet d'investissement suivie du secteur commerce puis le secteur de l'hôtellerie.

Les résultats du premier sous-modèle montrent que les variables de situation ont un impact limité : la nature de l'entreprise ne génère pas de différences significatives dans la décision d'investir. Ce premier constat confirme globalement nos propos.

Toutefois, la variable « nature du marché », son effet négatif et son exclusion du modèle restreint apparaissent surprenants. Cela pourrait s'expliquer par l'écart entre la croissance perçue par l'investisseur et la croissance réelle du marché, perception qui peut varier dans le temps et nécessiter une mesure sur une période plus longue (mois, année).

#### ❖ *Le deuxième sous modèle : Les variables objectives*

En se basant sur la démarche adoptée par (Naboulet et Raspiller, 2006), nous allons vérifier la « cohérence » entre l'opinion exprimée sur l'effet d'un déterminant sur la décision d'investir (montant) et le comportement d'investissement simultanément envisagé, toutes choses égales par ailleurs. Dans ce sens pour une cohérence parfaite au niveau d'un déterminant, le schéma « logique » attendu est :  $a(TP \ll \text{très important} \gg) \geq a(I \ll \text{important} \gg) \geq a(MI \ll \text{moyennement important} \gg) \geq 0 \geq a(PI \ll \text{peu important} \gg) \geq a(PTI \ll \text{pas du tout important} \gg)$

Par ailleurs, Il paraît nécessaire, pour tenir compte du caractère subjectif des opinions collectées, d'adopter un schéma de cohérence défini de façon plus large. Sachant

que  $a(\text{TP})$  désigne l'estimation de l'effet de la modalité « très important » sur la dépense d'investissement et ainsi de suite pour le reste des paramètres. Le jugement de cohérence portant sur chaque modalité est fait par rapport, d'une part, au référent implicite « sans effet » et d'autres parts aux autres modalités adjacentes.

Ainsi, même si  $a(\text{TP})$  est significativement positif, les réponses « très stimulant » apparaissent liées à un niveau d'investissement supérieur à celui associé à « sans effet », on ne pourra parler de cohérence que si en même temps on a l'inégalité  $a(\text{TP}) \geq a(\text{I})$ . Il s'agit donc là d'une cohérence locale, dans le sens où elle est relative aux modalités adjacentes qui sont pertinentes.

Néanmoins, la nature imparfaite des opinions collectées justifié un assouplissement dans les interprétations pour ne pas barder les données. Par souci de clarté, les résultats sont rassemblés dans le tableau 7 en annexes.

❖ *Contribution des variables significatives à la décision d'investir (tableaux 8)*

Cohérence Respectée : La majorité des coefficients des modalités (Très Important, Important, Moyennement Important, Pas du Tout Important) respectent la hiérarchie attendue au sens large :  $a(\text{PTI}) \leq a(\text{MI}) \leq 0 \leq a(\text{I}) \leq a(\text{TI})$ .

Les coefficients sont cohérents à la fois dans leur signe (par rapport à "sans effet") et leur hiérarchisation par rapport aux modalités adjacentes.

– Soit 4 coefficients cohérents des modalités choisies, dont au moins deux sont significativement différents de 0.

– Soit seulement 3 coefficients cohérents des modalités choisies mais tous les trois significativement différents de 0.

L'exemple du déterminant perspectives de profit, la modalité « important » a un effet positif sur le montant prévu par rapport à la modalité « sans effet » (coefficient relatif de 0,398). Nous avons considéré que la cohérence est jugée forte si trois des cinq modalités présentent des coefficients significatifs et respectent la hiérarchie attendue. Seule la modalité « pas du tout important » s'avère incohérente.

Nous avons souligné le rôle prépondérant de la cohérence des modalités adjacentes de chaque déterminant, pourtant, il nous apparaît difficile de juger de la pertinence globale de l'impact d'un facteur uniquement en fonction du nombre de ses coefficients cohérents.

Ceci nous ramène, par conséquent, à vérifier nos hypothèses de départ en analysant plus globalement la relation déterminant / décision, pour identifier ceux qui traduisent une relation économiquement claire. Les cas qui ont le plus de sens, sur un plan économique, et se démarquent par un niveau minimum de cohérence et de significativité des coefficients estimés. Ces résultats sont étudiés et commentés, déterminant par déterminant, dans ce qui suit (Naboulet et Raspiller, 2006).

Hypothèse H1 : la décision d'investir est essentiellement déterminé par les éléments objectives communs dans le temps et dans l'espace quelque soit l'investissement envisagé.

H1.1. : l'univers affecte positivement le montant investi.

**Résultat : Non confirmée.** Pour ce qui est des modalités de la variable univers contribuent négativement au montant investi. Elles sont significatives à un niveau de confiance de 5% ( $P < .05$ ).

H1.2. Sur la base de la théorie traditionnelle de l'investissement, l'investisseur décide toujours dans un univers de

certitude grâce aux méthodes faisant appel au facteur d'actualisation.

**Résultat : Non confirmée.** Quant aux deux variables (méthodes et calcul) contribuent favorablement au montant prévu, cette relation n'est pas significative. Leurs modalités n'apparaissent pas dans le modèle le plus pertinent et la faible différenciation entre certaines modalités ("très important" et "peu important" pour le calcul) ne permet pas de soutenir cette hypothèse.

H1.3. Les perspectives de profits favorisent plus la décision d'investir

**Résultat : Fortement confirmée.** Les profits espérés sont le déterminant le plus influent. Par exemple, la modalité "important" a un effet positif sur le montant prévu par rapport à la modalité "sans effet". Les coefficients pour les modalités positives sont significativement différents de 0 et élevés. Une incohérence est relevée pour les modalités "pas du tout important" et "très important" (valeurs négatives), potentiellement due à un effet de simultanéité.

H1.4. Une capacité de demande prévue favorise plus le montant engagé

**Résultat : Ambiguë / Non confirmée clairement.** La demande apparaît comme un déterminant d'importance mineure pour l'investissement global. Bien que la hiérarchie entre les modalités respecte le schéma logique et que les coefficients aient une valeur élevée, nos estimations ne permettent pas de conclure à une relation nette positive, la demande ayant plutôt un rôle négatif et limitatif.

Généralement, nous avons vu ci-dessus que les incidences des variables réelles, comme la demande apparaissent à travers la détermination d'un niveau de profitabilité soit nettement positif soit nettement négatif. Pourtant, si on veut résoudre ce problème d'ambiguïté sur la variable

demande, peut-être il faut élargir nos données en s'appuyant sur la décision d'investir par destination économique.

H1.5. Le savoir technologique favorise plus la décision d'investir

**Résultat : Confirmée.** Les facteurs techniques sont un déterminant important, caractérisé par une cohérence quasi-parfaite entre les opinions exprimées et les dépenses d'investissement. Un coefficient négatif est cependant observé pour la modalité "important", ce qui est interprété comme la technologie étant perçue en termes d'opportunités à saisir plutôt que de contraintes.

H1.6. Les Facteurs de financement favorisent la décision

**Résultat : Non confirmée comme un facteur favorable.** Les facteurs de financement ont une incidence mineure et agissent principalement comme des contraintes restrictives. Un réel effet négatif apparaît lorsque leur importance est jugée faible ("peu important" ou "pas du tout important"), confirmant leur rôle limitatif et non d'incitation.

H1.7. La présence de concurrence influence défavorablement la décision d'investir

**Résultat : Confirmée.** En examinant les modalités de cette variable on constate une incohérence par rapport à la logique suivie. Mais avec le coefficient de la modalité « important » qui apparaît négatif, nous concluons que la concurrence influence défavorablement la décision d'investissement. Ce qui confirme notre hypothèse.

H1.8. Le niveau du taux d'intérêt influence la décision d'investir

**Résultat : Non confirmée, la relation attendue est systématiquement infirmée.** Le niveau des taux d'intérêt

présente une absence globale de pertinence, avec des coefficients significativement négatifs pour la modalité "important" et, à l'inverse, des coefficients significativement positifs pour la modalité "pas du tout important". Ce résultat, bien que surprenant, est en accord avec certains travaux empiriques.

Ces résultats peuvent contribuer à la suppression du taux de l'intérêt comme déterminant de la décision d'investir. Toutefois, l'absence totale d'effet pour les taux d'intérêt est sans doute exagérée. Cette conclusion révèle en fait toute la complexité des effets possibles d'une telle variable et souligne la nécessité d'approfondir l'analyse.

H1.9. Le facteur « d'endettement » incite les investisseurs à décider :

**Résultat : Partiellement confirmée, avec des nuances.** La relation qui peut exister entre le niveau d'endettement et les perspectives de profit peut être très importante dans l'incitation à investir. Dans ce sens, si un investisseur juge le niveau de son endettement « très important », une conséquence directe de ce jugement réside dans le fait que celui-ci ne s'engagera pas dans un projet quelconque si les perspectives de profit sont mauvaises. Néanmoins, la présence d'un coefficient positif pour les modalités « peu important » et « pas du tout important » laisse à penser que les facteurs d'endettement sont interprétés ici en termes d'opportunités à saisir. Ces facteurs sont alors perçus de manière favorable et non plus de manière contraignante. Par conséquent, la décision d'investissement peut être affectée par les systèmes de financement discriminatoire envisagés par les pays dans le but de stimuler les investissements.

H1.10. l'information environnementale a un impact sur la prise de décision d'investissement de l'investisseur individuel.

Les coefficients de la variable information respectent la hiérarchie définie auparavant « au sens large » :  $a(\text{PTI}) \leq a(\text{MI}) \leq 0 \leq a(\text{I}) \leq a(\text{TI})$  mais inversement. C'est-à-dire que  $a(\text{TI}) \leq a(\text{I}) \leq a(\text{MI}) \leq a(\text{PTI})$ . Ceci signifie la positivité de la relation entre l'information et la décision d'investir mais sans aucune importance. En effet, la modalité « pas du tout importante » a le coefficient le plus important. De ce fait, notre hypothèse n'est pas confirmée.

H1.11. Une performance environnementale faible affecte négativement le montant investi dans l'entreprise.

**Résultat : Confirmée.** L'incertitude environnementale perçue est en relation négative et significative avec le taux d'investissement, confirmant que des efforts en recherche et développement peuvent réduire ce niveau d'incertitude et favoriser l'investissement.

Les tableaux 9, 10 et 11 (en Annexes) récapitulent les résultats obtenus sur le troisième sous modèle restreint. Les coefficients estimés indiquent quel est l'effet sur le montant de la décision d'investir. Un coefficient négatif traduit une diminution du montant à investir, un coefficient positif accroît ce montant. L'intensité de la liaison entre les variables exogènes et la variable endogène s'apprécie au travers  $R \text{ carré} = 0.3005$  et  $\text{Prob} > F = 0.0000$ .

❖ *Contribution des variables significatives à la décision d'investir.*

Hypothèse H2 : la décision d'investir varie selon des variables subjectives liés à la personnalité du décideur et à sa propre perception

H.2.1. L'âge détermine la décision d'investir

**Résultat : Non confirmée (relation complexe).** L'âge a un effet positif sur la décision d'investir (coefficient positif), similaire pour les hommes et les femmes, suggérant que les anticipations de revenus futurs sont un moteur majeur.

Cependant, une autre analyse montre une relation négative, indiquant que l'intention d'investir diminue avec l'âge, possiblement en raison de la mortalité élevée des dirigeants de petites entreprises. Concernant le niveau d'instruction, la relation négative suggère que les plus instruits investissent moins, par prudence.

H.2.2. Le genre et origine sociale du décideur influence la décision d'investir

**Résultat : Confirmée.** La variable "genre" est significative ( $p < .05$ ) avec un coefficient positif, confirmant son influence. L'analyse indique que les femmes, toutes choses égales par ailleurs, investissent moins que les hommes, en raison de différences culturelles et de rôles sociaux.

H2.3. Les comportements individuels se rapprochent, l'investissement s'accroît,

**Résultat : Non confirmée (relation négative).** La majorité des répondants (58%) a exprimé un refus de coopérer. Dans les modèles, le coefficient de la modalité "coopération" apparaît avec un signe (-), indiquant un effet négatif sur la propension à investir. Ceci suggère une préférence pour des relations de force ou dominé-dominant plutôt qu'une collaboration, limitant l'expansion des investissements.

H2.4. L'intuition influence positivement le montant d'investissement prévu.

**Résultat : Infirmée.** Bien que l'intuition soit la source la plus citée, le coefficient est négatif dans les modèles (global et restreint). L'intuition influence donc négativement la décision d'investir et ne constitue pas une règle de décision favorable. La culture d'entreprise a également un effet négatif.

H.2.4. L'émotion est une règle de recherche pour la décision d'investir

**Résultat : Confirmée.** Pour mesurer la relation entre émotion et décision d'investir, chaque événement a été rattaché à une thématique reposant sur un lien sémantique et/ou fonctionnel plausible. Ces liens, établis consciemment ou non par les enquêtés, révèlent des dimensions perceptives permettant une pré-classification thématique des situations empiriques. Les résultats du modèle global montrent des coefficients positifs pour les modalités « rationnel » et « affectif », avec une légère supériorité de la modalité « affectif », confirmant ainsi le rôle de l'émotion dans la décision d'investir.

Pour mesurer l'aversion au risque, l'analyse du jugement individuel indique un coefficient négatif pour la modalité « prudent » et positif pour « aventureux », ce qui suggère une faible aversion au risque de la part des investisseurs de notre échantillon.

Malgré des corrélations relativement faibles (variables de situation : 0,2473 ; variables subjectives : 0,3005 ; variables objectives : 0,6218), les trois sous-modèles confirment la complémentarité entre l'environnement des affaires/ressources (objectives), la psychologie de l'investisseur (subjectives), et les variables de situation, avec une influence décroissante dans cet ordre.

## **2. Vers une approche affectio-rationnelle de la décision d'investir**

Nous avons présenté en section précédente les résultats des différentes analyses statistiques. Ils confirment de nombreuses hypothèses émises mais ils nuancent ou même contredisent d'autres de ces hypothèses. C'est à cette section que revient la responsabilité de discuter de ces résultats, de leur donner un sens et surtout de dégager des perspectives théoriques pour une compréhension beaucoup plus

approfondie des déterminants de la décision d'investir (Gangemi *et al.*, 2025). Dans cette optique, les conclusions résultant de nos analyses statistiques, de même que les enseignements tirés d'autres recherches, devront constituer les principaux leviers sur lesquels s'articuleront nos commentaires.

## **2.1. Les études de terrain sur la décision d'investir encore rares**

Les synthèses de la recherche expriment des inquiétudes quant à l'état des travaux, dont les limites découlent de la diversité des approches, des niveaux d'analyse et des méthodes (MAZOUZ, 2003). La majorité des études résumant le comportement d'investissement de manière réductrice, leur caractère normatif masquant une vision globale (Purnamasari et Adriza, 2024). Les études empiriques, abondantes mais limitées par un manque de consensus, mettent en évidence les déterminants objectifs, mais restent faibles sur les facteurs subjectifs. Le travail pionnier de Bower (1970), suivi par Burgelman (1983a, 1983b, 1984) et King et Fullerton (1984), a situé la décision en fonction de facteurs personnels, historiques et organisationnels. L'approche historique de Mandou (2009) a dégagé le caractère ambigu et évolutif de la décision, constatant l'instabilité de la fonction du calcul économique sur plus de 100 ans, et concluant qu'il serait naïf de croire que le calcul soit l'unique déterminant.

Les modèles sont souvent descriptifs et sans analyse. Miller et O'Leary (1997) ont tenté de saisir le caractère intégré de la décision (passage de projets isolés à un ensemble complémentaire), bien que l'impact partagé des décisions sur l'entreprise reste une limite. À l'opposé, l'étude d'Engel, Fixari et Pallez (1984) a souligné le rôle primordial de la direction financière, un constat confirmé par Segelod (1995) et d'autres travaux anglo-saxons et suédois. Tous ces

travaux basés sur les données individuelles révèlent que les investissements sont fondus sur quatre critères (rentabilité, financement, stratégie, coordination), le calcul étant souvent ex-post. Les critiques majeures adressées à ces études portent sur le manque de précision dans le choix des variables et le privilège accordé aux déterminants objectifs (environnement, outils de calcul comme VAN/TRI) au détriment des caractéristiques individuelles des décideurs. Ces limites ont conduit à l'émergence d'approches processuelles (Romelaer et Desreumaux, 2001) et à la distinction de quatre facteurs déterminants par Papadakis et Mintzberg (contextuels, organisationnels, individuels, caractéristiques de la décision). Ces contributions tracent la voie vers une décision d'investir pluridisciplinaire (Wang, 2024).

Pour préciser cette nature pluridisciplinaire de la décision d'investir, il convient maintenant de considérer nos résultats dans le point suivant.

## **2.2. La complexité de la décision d'investir : sa nature et ses déterminants.**

En revenant à la question de départ : qu'est ce qui détermine la décision d'investir ? Notre objectif était de comprendre cette décision, ce qui suppose une compréhension de sa nature et de ses déterminants. De l'examen de la littérature, épistémologiquement, trois principales écoles de pensée s'affrontent : le courant standard logique, le courant positiviste et le courant comportementaliste (Simon, 1978). Ces trois courants dichotomiques en termes d'approche d'analyse engendrent des paradigmes de recherche différents (Baile, 2005).

Nous avons alors le souci d'établir un parallèle entre la complexité de l'univers et l'obéissance de l'investisseur à une psychologie plus élaborée. Il s'agit de tracer un pont entre le modèle rationnel de décision et son alternatif en

introduisant d'autres éléments issus de la psychologie de l'investisseur et qui peut fortement orienter son attention.

Nous avons tenté dans un premier temps de définir préalablement les concepts d'analyse, équivalent à une mise en commun d'une plate-forme théorique qui nous a permis de contribuer à l'avancement des travaux de recherche sur notre sujet. Cette contribution commence par la critique générale des propositions avancées :

En effet, à travers ce constat on a pu soulever quelques remarques à deux niveaux essentiels :

❖ *Les spécificités informationnelles.*

Au niveau informationnel, le recours aux modes alternatifs de décision (intuition comme règle de décision et émotion comme règle de recherche) est justifié par une faible structuration des informations disponibles et par une quasi impossibilité de leur traitement par les outils analytiques existants (Kahneman et Tversky, 2013). Par ailleurs, l'investisseur rationnel (l'homo economicus) se dévoile, et on commence à s'accorder sur l'aspect limité et analytiquement inutilisable de la structure informationnelle dont se sert le l'investisseur. Ce qui exprime clairement une tendance positiviste accompagnée d'une approche qualitative profonde, du global au particulier et de l'analytique au synthétique. La « multidimensionnalité » au niveau de l'analyse est donc justifiée par les lacunes des techniques descriptives classiques (MAZOUZ, 2003).

C'est dans cette phase amont de la décision que l'information reste la moins structurée et par conséquent, les compétences des investisseurs deviennent décisives.

❖ *Les spécificités liées au contexte.*

La décision d'investissement est une décision complexe à long terme qui échappe aux prévisions simples. Les

processus de décision différent selon le contexte (certitude routinière, risque, ou ignorance/crise).

Il s'agit d'une analyse procédurale constructiviste qui affirme le rôle déterminant de l'investisseur dans la création de sa réalité à partir de ses interprétations. Sa capacité à donner un sens à tout ce qui apparaît comme nouveau, non programmé ou contrariant ses objectifs. Là encore, les compétences des investisseurs deviennent décisives.

D'où notre idée forte : lorsque l'univers de l'investisseur devient plus complexe, il doit sonder son psychique. Par conséquent, tout processus de décision non routinier repose sur une construction psychique et cognitive individuelle qui se traduit par la compétence économique. L'analyse des contextes conclut qu'une approche par la compétence économique a un grand impact sur la performance.

❖ *Suite à ces conclusions qu'avons-nous apprises ?*

La décision de l'investissement est très complexe et ne peut pas se baser uniquement sur l'analyse (Khemakhem et Turki, 2007). L'examen de nos postulats révèle une démarche plutôt co-activationnelle qui n'est ni strictement volontariste ni strictement déterministe. En effet, la décision, vue comme système extrêmement complexe, traduit, d'une façon ou d'une autre, la conception qu'ont les investisseurs de leurs environnements. Il s'agit là, d'une conception constructiviste de la décision, nourrie d'une vision socio-cognitive et psychologique des processus de prise et mise en œuvre d'une décision d'investissement.

Par ailleurs, il n'y a pas lieu d'opposer les différents paradigmes ; ils sont complémentaires. L'économie comportementale nous informe qu'il est intuitivement fait appel à une complémentarité de jugement conscient rationnel et de jugement émotionnel. Les travaux de Kahneman ont mis en

évidence cette double nature cognitive dans les procédures de décision.

Nous avons tenté de construire une typologie des manières dont les investisseurs prennent leur décision. La pré-définition des concepts permet une validation externe des apports théoriques et une limitation de la place d'un modèle de décision.

L'ensemble de ces illustrations théoriques ont pu départager la théorie économique. Il serait illusoire de repenser la décision sur un seul volet. La variété des éléments subjectifs ne justifie pas l'abandon de l'argument de la défense de l'intérêt personnel, mais rend le décideur plus sophistiqué. Ainsi, l'investisseur n'est ni rationnel, ni affectif, ni altruiste, ni égoïste par nature, mais un fin calculateur utilisant ses sentiments et émotions (Damasio, 1994).

Nous rejoignons le modèle de Grandori (1984) qui abandonne les dichotomies rationalité/irrationalité et propose un ensemble hiérarchisé de stratégies mutuellement exclusives et contingentes, utilisables selon le niveau d'incertitude et les conflits d'intérêt. À cette typologie rigoureusement construite, nous ajoutons l'intuition (comme règle de recherche basée sur l'expérience) et l'émotion (comme règle de choix affective).

Généralement, chaque type de comportement émotionnel et chaque processus interne d'un tel agent peuvent se servir de l'état émotionnel de cet agent ainsi que de son état mental. Nous avons appris donc l'influence des caractéristiques individuelles et psychologiques des investisseurs sur la manière de décider et de diminuer ainsi le caractère dépersonnalisé des recherches sur la décision d'investir.

Ainsi, notre étude nous a permis de tirer les implications pratiques et les recommandations, notamment pour le décideur public et les acteurs de la politique

d'investissement. Les implications pratiques qui en découlent soulignent la nécessité, pour les décideurs publics et les acteurs de la politique d'investissement, d'adopter des dispositifs d'accompagnement plus intégrés, combinant les incitations économiques, la stabilité institutionnelle et les actions ciblées sur la perception du risque et la confiance des investisseurs. Une telle approche permettrait de favoriser des décisions d'investissement plus cohérentes, mieux adaptées aux profils des agents et aux réalités de l'environnement économique.

# Conclusion

Par l'issue de la présente étude, un constat s'impose : la décision d'investir ne se limite pas à une équation économique. On comprend, à la lumière de cette recherche, que la décision d'investir ne suit pas toujours le chemin que les modèles économiques lui tracent. Sur le terrain, les investisseurs ne raisonnent pas seulement en termes de rentabilité ou de coût du capital. Ils composent avec ce qu'ils ressentent du marché, leur passé professionnel, leurs doutes et parfois leur instinct. Les choix se font souvent dans un climat d'incertitude, où la confiance, l'expérience et le contexte immédiat comptent autant que les calculs.

Cette dimension humaine, trop souvent mise à l'écart des analyses économiques, apparaît ici essentielle. Les émotions, la satisfaction ou la confiance jouent un rôle réel dans le passage à l'acte d'investissement, au même titre que les indicateurs financiers. Cela rappelle que l'économie, dans sa pratique, reste profondément liée au comportement et à la psychologie de ceux qui y participent.

Ce travail n'épuise pas le sujet ; il ouvre au contraire une voie. Comprendre comment l'investisseur arbitre entre raison et ressenti, comment il perçoit le risque ou la réussite, devient un enjeu central pour toute politique de développement de l'investissement au Maroc.

## Références bibliographiques

1. Akossou, A. Y. J., et Palm, R. (2005), « Conséquences de la sélection de variables sur l'interprétation des résultats en régression linéaire multiple », *Biotechnologie, agronomie, société et environnement*, 9(1).
2. Baile, S. (2005), « L'approche comportementale de l'évaluation des systèmes d'information : théories et taxonomie des modèles de recherche », *Actes de l'université d'été de l'IAS, Lille*.
3. Bejean, S., Midy, F., et Peyron, C. (2001), « La rationalité simonienne : lectures et enjeux », *Economies et sociétés*, 35(11-12), 1703-1733.
4. Benayad, K., & Aasri, M. R. (2023), « Behavioral biases and investment decisions of SMEs managers : empirical analysis within the Moroccan context », *International Journal of Financial Studies*, 11(4), 120.
5. Clark, T., Foster, L., Bryman, A., et Sloan, L. (2021), *Bryman's social research methods*, Oxford university press.
6. Damasio, A. R. (1994), « Descartes' error and the future of human life », *Scientific American*, 271(4), 144-144.
7. Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (2009), « Specific and general knowledge, and organizational structure ». *In Knowledge management and organisational design* (pp. 17-38). Routledge.

8. Kahneman, D., et Tversky, A. (2013), « Prospect theory : An analysis of decision under risk ». In *Handbook of the fundamentals of financial decision making*. Part I (pp. 99-127).
9. Khemakhem, H., et Turki, H. (2007), « L'information environnementale et la prise de décision d'investissement : étude empirique dans le cadre d'un marché émergent », *Comptabilité et environnement* (pp. CD-Rom).
10. Lin, L., Wu, J., Kakade, S. M., Bartlett, P. L., et Lee, J. D. (2024), « Scaling laws in linear regression: Compute, parameters, and data », *Advances in Neural Information Processing Systems*, 37, 60556-60606.
11. Mandou, C. (2009), *Procédures de choix d'investissement : Principes et applications*, De Boeck Supérieur.
12. Mazouz, B. (2003), « Décider autrement, évoluer différemment : une étude empirique sur la diversité des styles de décision et des trajectoires d'évolution des organisations », *La Revue des Sciences de Gestion : Direction et Gestion*, (199), 15.
13. Naboulet, A., et Raspiller, S. (2006), « Déterminants de la décision d'investir et destination économique des équipements », *Economie et statistique*, 395(1), 141-163.
14. Nosheen, M., Ahmad, S., et Naz, S. (2025), « Ordinary least squares (ols) methods and issues : theoretical foundations, challenges, and methodological remedies », *Pakistan Journal of Social Science Review*, 4(2), 1-9.

15. Ouédraogo, A. (2006), *Alliances stratégiques dans les pays en développement, spécificité, management et conditions de performance : une étude d'entreprises camerounaises et burkinabé*, Editions Publibook.
16. Pezet, A. (2005), « Les procédures d'investissement ou la construction du manager responsable et créateur de valeur », *In Comptabilité et Connaissances (pp. CD-Rom)*.
17. Purnamasari, P., et Adriza. (2024), « Capital budgeting techniques and financial performance : a comparison between SMEs and large listed firms », *Cogent Economics & Finance*, 12(1), 2404707.
18. Simon, H. A. (1978), « Rationality as process and as product of thought », *The American economic review*, 68(2), 1-16.
19. Souissi, L., et Ben boubaker gherib, J. (2004), « Processus de décision stratégique et performance de l'entreprise : cas des entreprises familiales tunisiennes du secteur des services », *In Conférence Internationale de Management Stratégique*.
20. Wang, W. (2024), « Investor sentiment and stock market returns: A story of night and day », *The European Journal of Finance*, 30(13), 1437-1469.
21. Whittaker, M. M., et Whittaker, J. W. (1990), « A tyrosine-derived free radical in apogalactose oxidase », *Journal of Biological Chemistry*, 265(17), 9610-9613.
22. Wooldridge, J. M. (2016), *Introductory econometrics a modern approach*, South-Western cengage learning.

# **Annexes**

**Tableau 1: Les variables de notre premier sous modèle**

Variables dépendantes	Ln inves	Montant d'investissement
Variables explicatives	Nat	Nature des entreprises
	Forme	Forme juridique
	Sect	Secteur d'activité
	Marché	Nature du marché
	Zone position	Zone d'activité
	Croissance	Niveau de croissance
	Capacité concurrentielle	Position par rapport aux concurrents

**Tableau 2 : Les variables de notre deuxième sous modèle**

Variables dépendantes	Ln inves	Montant d'investissement
-----------------------	----------	--------------------------

Variables explicatives	Univers	Univers de la décision
	Méthodes	Méthodes utilisées
	Calcul	Calcul de rentabilité
	Auto	Autofinancement
	Finan	Nature de financement
	Niv-conc	Niveau de concurrence
	Techno	Niveau de technologie
	Endet	Endettement
	Incert	Incertitude
	Risq	Risque
	Intérêt	Taux d'intérêt
	Dem	Demande locale
	Perspect	Perspective de profit
	Informat	Niveau informationnel

**Tableau 3: Les variables de notre troisième sous modèle**

Variables dépendantes	Ln invest	Montant d'investissement
Variables explicatives	Age	Age de l'investisseur
	Sexe	Son genre
	Décision	Origine de sa décision
	Origine	Origine sociale de l'investisseur
	Affirm	Le rôle de la satisfaction
	Satisf	Niveau de satisfaction
	Culture	Culture de l'entreprise
	Affirma5	Le rôle de l'intuition
	Jugement	L'aversion au risque
	Nature1	Le rôle de l'émotion
	Nature2	La nature sociale

❖ *Les variables de la situation de l'entreprise**Modèle élargi***Tableau 4 : Paramètres de régression des variables de la situation de l'entreprise (Modèle élargi)**

Source	SS	df	MS
<b>Model</b>	180.671247	33	5.47488628
<b>Residual</b>	549.912409	166	3.31272536
<b>Total</b>	730.583657	199	3.67127466
<b>R-squared = 0.2473</b>		F(33, 166) = 1.65	
<b>Adj R-squared = 0.0977</b>		<b>Prob &gt; F = 0.0216</b>	
<b>Root MSE = 1.8201</b>		Number of obs = 200	



<b>Capacité de la production</b>	capacité égale à la demande	.5499677	.2856299	1.93	0.056	- .0134077	1.113343
<b>Forme juridique</b>	entreprise individuelle	- 1.501897	.4145904	-3.62	0.000	- 2.319633	-.6841599
	s.a	- 1.247609	.5291729	-2.36	0.019	- 2.291348	-.2038707
<b>Secteur d'activité</b>	Hôtellerie	.7200248	.3836459	1.88	0.062	- .0366771	1.476727
	Banque	2.61152	1.19094	2.19	0.030	.2625135	4.960526
	Commerce	1.502879	.8164534	1.84	0.067	- .1074909	3.113249
	_cons	14.14402	.1778202	79.54	0.000	13.79329	14.49475

*Modèle élargi*

lninvest = univers de certitude /information

**Tableau 7 : Paramètres de régression des variables objectives (Modèle élargi)**

Source	SS	Df	MS
<b>Model</b>	454.309737	57	7.97034627
<b>Residual</b>	276.273919	142	1.94559098
<b>Total</b>	730.583657	199	3.67127466
<b>R-squared = 0.6218</b>		F(57, 142) = 4.10	
<b>Adj R-squared = 0.4701</b>		<b>Prob &gt; F = 0.0000</b>	
<b>Root MSE = 1.3948</b>		Number of obs = 200	

*Modèle le plus significatif*

**Tableau 8 : Paramètres de régression des variables objectives (Modèle le plus significatif)**

<b>Source</b>	<b>SS</b>	<b>Df</b>	<b>MS</b>
<b>Model</b>	421.717463	25	16.8686985
<b>Residual</b>	308.866193	174	1.77509307
<b>Total</b>	730.583657	199	3.67127466
R-squared =	<b>0.5772</b>	F(25, 174) =	9.50
<b>Adj R-squared =</b>	<b>0.5165</b>	Prob > F =	0.0000
Root MSE =	<b>1.3323</b>	Number of obs = 200	

**Tableau 9 : Paramètres de régression des variables subjectives (Modèle élargi)**

Source	SS	df	MS
<b>Model</b>	261.059032	22	11.8663197
<b>Residual</b>	469.524624	177	2.65268149
<b>Total</b>	730.583657	199	3.67127466
R-squared = <b>0.3573</b>		F(22, 177) = 4.47	
<b>Adj R-squared = 0.2774</b>		<b>Prob &gt; F = 0.0000</b>	
Root MSE = <b>1.6287</b>		Number of obs = 200	

- ❖ *Le troisième sous modèle : Les variables subjectives*  
*Modèle élargi*  
*Modèle le plus significatif*

**Tableau 10 : Paramètres de régression des variables subjectives (Modèle le plus significatif)**

Source	SS	Df	MS
<b>Model</b>	219.536277	4	54.8840692
<b>Residual</b>	511.04738	195	2.62075579
<b>Total</b>	730.583657	199	3.67127466
R-squared = <b>0.3005</b>	F(4, 195) = 20.94		
<b>Adj R-squared = 0.2861</b>	<b>Prob &gt; F = 0.0000</b>		
Root MSE = <b>1.6189</b>	Number of obs = 200		

**Tableau 11 : Résultats des variables subjectives (Modèle le plus significatif)**

	<b>lninvest</b>	<b>Coef.</b>	<b>Std. Err.</b>	<b>t</b>	<b>95%</b>	<b>P&gt;t</b>	<b>Conf.Interval</b>
<b>Nature</b>	altruistes et coopérant	-1.047942	.2848828	-3.68	0.00 0	-1.609789	-.4860953
<b>Satisfaction</b>	Oui	-.7347977	.2519602	-2.92	0.00 4	-1.231715	-.2378807
<b>Origine</b>	Fès -sais	.8682949	.2995103	2.90	0.00 4	.2775994	1.45899
<b>Jugement</b>	prudent	-1.684299	.2303511	-7.31	0.00 0	-2.138599	-1.23
	_cons	15.5612	.2611725	59.58	0.00 0	15.04611	16.07628

❖ *Tests de robustesse***Tableau 12 : Robustesse par spécification des modèles (OLS)**

Variable dépendante : Décision d'investissement (INVEDS)

<b>Variables clés</b>	<b>Modèle de référence</b>	<b>Modèle alternatif</b>
<b>Autofinancement</b>	+ (5 %)	–
<b>Intérêt économique</b>	+ (5 %)	–
<b>Endettement</b>	ns	ns
<b>Incertitude</b>	ns	ns
<b>Risque (risque2)</b>	ns	ns
<b>Financement externe</b>	–	+ (10 %)
<b>Concurrence</b>	–	ns
<b>Technologie</b>	–	ns
<b>R<sup>2</sup> ajusté</b>	0.124	0.109
<b>F-statistic (p-value)</b>	< 0.01	< 0.01

**Tableau 13 : Diagnostics économétriques et forme fonctionnelle**

<b>Test</b>	<b>Indicateur</b>	<b>Résultat</b>	<b>Interprétation</b>
<b>Multicolinéarité</b>	VIF max	2.76	Absence de multicolinéarité sévère
<b>Variance-covariance</b>	Variances (diagonale)	Finies et comparables	Estimateurs stables
<b>Variance-covariance</b>	Covariances	Modérées	Pas d'instabilité structurelle
<b>Non-linéarité</b>	Polynôme (incertitude <sup>2</sup> )	Non concluant	Spécification linéaire adéquate

**Tableau 14 : Analyse discriminante (validation complémentaire)**

Groupes : Investissement faible vs élevé.

<b>Indicateurs</b>	<b>Résultats</b>
<b>Variables les plus discriminantes</b>	Autofinancement ; Intérêt économique
<b>Variables secondaires</b>	Endettement ; Incertitude
<b>Variables faiblement discriminantes</b>	Risque ; Perspectives
<b>Taux de classification (in-sample)</b>	76.5 %
<b>Taux de classification (validation croisée)</b>	69.5 %
<b>Méthode</b>	Analyse discriminante linéaire (LDA)

**Impact de l'exploitation minière  
sur l'environnement et la vie  
sociale en RDC :  
“Cas du Territoire de Walikale  
dans la Province du Nord Kivu”**

*IMPACT OF MINING EXPLOITATION ON  
THE ENVIRONMENT AND SOCIAL LIFE IN  
THE DRC: “Case of the Walikale Territory in  
the North Kivu Province”*

Par

MOTO KOSARADE Joseph

Professeur à l'Université Catholique du Congo

Membre du comité Scientifique à l'Observatoire de la  
Francophonie Economique de l'Université de Montréal et  
de l'Association Marocaine du Contrôle, de Comptabilité et  
d'Audit

[josephmoto10@gmail.com](mailto:josephmoto10@gmail.com)

Claudine DUMBI SUKA

Professeur à l'Université Catholique du Congo  
Doyenne de la Faculté d'Économie et Développement  
Membre du Comité Scientifique de l'Association  
Tiers-Monde  
claudinedumbi@gmail.com

KUTU MONDONGA Charles

Professeur à l'Université Catholique du Congo  
Membre du Comité Scientifique de l'Association  
Tiers-Monde  
charleskut@yahoo.fr

## Résumé

Cet article analyse en profondeur l'impact de l'exploitation minière sur l'environnement et la vie sociale dans le territoire de Walikale, en République Démocratique du Congo (RDC). Bien que le secteur minier représente un pilier essentiel de l'économie nationale, il engendre d'importantes conséquences écologiques et sociales, particulièrement dans les zones où domine l'exploitation artisanale. Celle-ci provoque la déforestation, la dégradation des sols, la pollution des cours d'eau et l'érosion de la biodiversité.

Elle s'accompagne également de violations récurrentes des droits humains, aggravées par l'instabilité sécuritaire liée à la compétition pour le contrôle des ressources. Malgré l'abondance du sous-sol, les communautés locales vivent dans une pauvreté structurelle, combinée à un accès limité aux services sociaux de base. L'étude examine les effets socio-économiques et sanitaires de cette exploitation, ainsi que la distribution inégale des revenus. Les résultats révèlent l'absence de conditions de travail décentes et de bénéfices communautaires tangibles. L'article recommande un renforcement de la gouvernance minière et l'adoption de pratiques durables pour améliorer la protection environnementale et le bien-être des populations.

**Mots clés :** Impact ; Exploitation minière ; Environnement ; Vie sociale ; République Démocratique du Congo (RDC) ; Territoire de Walikale ; Province du Nord Kivu.

## Abstract

This article provides an in-depth examination of the impact of mining activities on the environment and social life in the Walikale territory of the Democratic Republic of Congo (DRC). Although the mining sector is a key pillar of the national economy, it generates severe environmental and social consequences, particularly in areas dominated by artisanal extraction. Such practices cause deforestation, soil degradation, water pollution, and loss of biodiversity, while also contributing to recurrent human rights violations. These challenges are exacerbated by armed conflicts linked to competition for resource control. Despite the region's mineral wealth, local communities remain trapped in structural poverty and limited access to basic social services.

The study analyzes the socio-economic, environmental, and public health impacts of mining, as well as the inequitable distribution of benefits. Findings indicate the absence of decent working conditions and the lack of significant community development initiatives. The article calls for stronger governance, improved regulatory frameworks, and the adoption of sustainable mining practices to ensure environmental protection and enhance the well-being of local populations.

**Keywords:** Impact; Mining exploitation; Environment; Social life; Democratic Republic of Congo (DRC); Walikale territory; North Kivu Province..

# Introduction

L'exploitation minière en République Démocratique du Congo (RDC) constitue l'un des principaux moteurs de l'économie nationale, en raison de l'abondance de ressources stratégiques telles que le coltan, l'or, la cassitérite et le cuivre (Banque mondiale, 2018). Cependant, malgré ce potentiel exceptionnel, de nombreuses études montrent que les activités extractives entraînent des impacts environnementaux et sociaux majeurs, particulièrement dans les zones riches en gisements comme le territoire de Walikale, dans la province du Nord-Kivu (International Crisis Group, 2017).

Dans un contexte mondial marqué par la montée des préoccupations environnementales, plusieurs chercheurs soulignent la pression croissante exercée sur les ressources hydriques, minières et forestières, évoquant un risque de franchissement du « point de bascule écologique » si les modes actuels d'exploitation persistent (Rockström et al., 2009). Ce constat est d'autant plus préoccupant en RDC, où la surexploitation des ressources naturelles se combine à une gouvernance fragile.

Un paradoxe majeur caractérise le pays : bien qu'il soit fréquemment qualifié de « scandale géologique » en raison de l'extraordinaire richesse de son sous-sol, la population locale reste confrontée à une pauvreté structurelle profonde (Trefon, 2011). Les conflits armés récurrents, alimentés par la compétition pour le contrôle des minerais, aggravent

cette vulnérabilité et s'accompagnent d'atteintes récurrentes aux droits humains ainsi que de dégradations environnementales (Human Rights Watch, 2019).

Au Nord-Kivu, l'exploitation des minerais – notamment l'or, le coltan, la wolframite et la cassitérite – se concentre dans les territoires de Walikale, Masisi, Rutshuru, Lubero et Beni (Observatoire des ressources naturelles, 2020). Bien que la RDC ait été présentée comme un « pays solution » lors de la COP26 pour son rôle clé dans la régulation climatique mondiale, la pression exercée sur ses écosystèmes reste préoccupante.

L'exploitation minière dans le territoire de Walikale pose ainsi des enjeux multidimensionnels, touchant simultanément l'environnement, l'économie locale et le bien-être des populations. La question centrale de cette étude est formulée comme suit : **comment l'exploitation minière affecte-t-elle l'environnement et la vie socio-économique du territoire de Walikale, et quelles stratégies permettraient une gestion durable et équitable des ressources ?**

Pour y répondre, plusieurs dimensions sont examinées:

1. **Les impacts environnementaux**, notamment la déforestation, la pollution des sols et des eaux ainsi que la perte de biodiversité (Mongabay, 2020).

2. **Les conséquences socio-économiques**, marquées par la précarité des emplois, les inégalités et les violations des droits humains (OIT, 2016).

3. **Les dynamiques de conflit et d'instabilité**, largement alimentées par la lutte pour le contrôle des gisements miniers (UN Group of Experts, 2020).

4. **Les limites de la gouvernance minière**, caractérisées par un manque de transparence, des contrôles insuffisants et une corruption persistante (ITIE, 2020).

5. **Les pratiques d'exploitation durable**, indispensables pour concilier préservation de l'environnement et développement local (ONUUDI, 2021).

L'objectif général de cette étude est donc d'**analyser l'impact de l'exploitation minière sur l'environnement et le cadre socio-économique du territoire de Walikale**, en vue de formuler des recommandations pour une gestion durable et responsable des ressources. Plus précisément, il s'agit :

- (1) d'évaluer les impacts économiques sur les communautés ;
- (2) d'examiner les effets environnementaux ;
- (3) d'analyser les conséquences sociales ;
- (4) d'identifier des pratiques d'exploitation durable ;
- (5) de proposer des recommandations opérationnelles ;
- (6) d'évaluer le rôle des acteurs locaux dans la gouvernance minière.

## **I. Revue de littérature et cadre théorique (≈ 800 mots)**

### **I.1. Revue de littérature théorique**

L'étude de l'impact de l'exploitation minière sur l'environnement socio-économique en République Démocratique du Congo (RDC), et plus spécifiquement dans le territoire de Walikale, s'appuie sur une littérature abondante mobilisant des rapports institutionnels, des analyses académiques et des enquêtes de terrain. La revue de littérature s'organise autour de six axes principaux.

#### *1. Contexte de l'exploitation minière en RDC*

La RDC figure parmi les États les plus riches en ressources minérales au monde, disposant d'immenses réserves de cuivre, cobalt, or, diamant, cassitérite et coltan. Selon la Banque mondiale (2018), le secteur minier contribue de manière significative au produit intérieur brut, aux recettes publiques et aux exportations. Toutefois, cette richesse s'accompagne de défis structurels majeurs. Plusieurs auteurs, dont International Crisis Group (2017), soulignent que la mauvaise gouvernance et les conflits armés autour de l'accès aux minerais constituent les principaux obstacles au développement durable du pays. Ainsi, l'exploitation minière apparaît comme un moteur économique ambivalent : source de croissance potentielle, mais également facteur d'instabilité et de fragilisation sociale.

#### *2. Impacts environnementaux*

Les impacts environnementaux de l'exploitation minière en RDC sont largement documentés. Mongabay (2020) rapporte que l'extraction minière artisanale entraîne une déforestation massive, une pollution des cours d'eau

par les métaux lourds, ainsi qu'une dégradation irréversible des sols. Dans une étude menée par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) (2019), les chercheurs montrent que l'exploitation du coltan dans le parc national de Kahuzi-Biega a conduit à une perte significative de biodiversité et à une altération des habitats naturels. Les dommages environnementaux affectent également la disponibilité des ressources hydriques et menacent les systèmes agricoles dont dépendent les communautés locales.

### *3. Conséquences socio-économiques*

Les effets socio-économiques de l'exploitation minière en RDC sont ambivalents. L'Organisation internationale du travail (OIT) (2016) indique que les activités minières artisanales génèrent des opportunités d'emploi, mais que ces emplois sont souvent précaires, non réglementés, mal rémunérés et dangereux. Buss et al. (2018) soulignent l'existence d'importantes inégalités dans la répartition des bénéfices de l'exploitation minière, les revenus étant souvent captés par les élites locales ou les acteurs armés, au détriment des populations. Ce déséquilibre contribue à l'enracinement de la pauvreté et à la faiblesse des infrastructures sociales dans les zones minières.

### *4. Conflits et instabilité*

Plusieurs études mettent en évidence le lien entre exploitation minière et conflits armés. Human Rights Watch (2019) démontre comment divers groupes armés utilisent les ressources minières pour financer leurs opérations, renforçant ainsi un cercle vicieux d'insécurité. Ce phénomène est particulièrement visible dans les provinces de l'Est notamment au Nord-Kivu où la compétition pour le contrôle des sites miniers alimente tensions communautaires, déplacements forcés et violations systématiques des droits

humains. Ce contexte rend difficile la mise en œuvre de politiques publiques cohérentes et de mécanismes de régulation efficaces.

### *5. Réglementation et gouvernance*

L'un des défis majeurs du secteur minier congolais réside dans la gouvernance. Le rapport ITIE (2020) met en évidence de sérieuses lacunes en matière de transparence, de gestion budgétaire et de contrôle des flux financiers issus des minerais. Plusieurs auteurs, tels que Kambale et al. (2021), appellent à des réformes structurelles visant à renforcer les institutions, améliorer la traçabilité des produits miniers et instaurer une gouvernance participative incluant les communautés locales. Sans amélioration de la gouvernance, la transition vers une exploitation durable demeure illusoire.

### *6. Pratiques d'exploitation durable*

Face à l'ampleur des défis, diverses organisations internationales plaident pour l'adoption de pratiques d'exploitation durable. L'ONUDI (2021) propose la réhabilitation des sites miniers, l'utilisation de technologies moins polluantes, et l'intégration des communautés dans la gestion des ressources. De telles approches permettraient de réduire les impacts environnementaux tout en améliorant les conditions socio-économiques locales. Toutefois, les obstacles liés à l'insécurité et à la faiblesse institutionnelle freinent leur mise en œuvre.

## **I.2. Revue de littérature empirique**

La littérature empirique centrée sur le territoire de Walikale met en lumière des réalités locales précises, souvent absentes des analyses globales du secteur minier. Elle

révèle des impacts concrets sur le quotidien des populations et sur les écosystèmes.

### *1. Études de cas locales*

Une étude de l'Université de Goma (2019) portant sur l'exploitation artisanale de l'or a montré que, malgré la génération de revenus, les tensions entre mineurs et agriculteurs sont fréquentes. L'expansion des sites miniers et la pollution des terres arables entraînent un recul des activités agricoles. Une autre étude menée par le Réseau des ONG de l'Environnement (2020) révèle des niveaux anormaux de métaux lourds dans les rivières, affectant la faune, la flore et la santé humaine.

### *2. Enquêtes quantitatives*

L'Institut National de la Statistique (INS) (2021) a mené une enquête montrant que 60 % des ménages vivant près des mines dépendent de l'activité minière, mais plus de 70 % déclarent souffrir de maladies liées à la pollution. Une étude de l'Université de Kinshasa (2022) indique que les ménages des zones minières ont des revenus légèrement plus élevés, mais des dépenses de santé bien plus importantes.

### *3. Santé publique et bien-être*

Médecins Sans Frontières (2020) note une augmentation des maladies respiratoires, dermatologiques et digestives dans les zones minières. L'OMS (2021) confirme une corrélation entre exposition aux métaux lourds et maladies chroniques, notamment chez les enfants.

#### *4. Conflits et cohésion sociale*

L'International Crisis Group (2019) observe que l'exploitation minière exacerbe les tensions entre groupes ethniques, autorités traditionnelles et acteurs armés. Une étude de l'Université de Liège (2022) souligne que le contrôle des mines constitue un levier politique majeur, accentuant les divisions sociales et la militarisation de la région.

## **II. Méthodologie de l'étude**

La présente étude, qui analyse l'impact de l'exploitation minière sur l'environnement socio-économique du territoire de Walikale, s'appuie sur une approche méthodologique mixte, combinant des méthodes quantitatives, qualitatives, documentaires et géospatiales. Cette approche mixte est recommandée par de nombreux auteurs, notamment Creswell et Plano Clark (2018), car elle permet une compréhension globale, triangulée et approfondie des réalités observées.

### **1. Type et approche de la recherche**

L'étude adopte un design mixte, intégrant des données quantitatives et qualitatives, conformément aux recommandations de Creswell (2014), qui souligne que ce type de design est particulièrement pertinent lorsque l'objectif est d'examiner des phénomènes complexes.

Cette approche est justifiée par :

- la nécessité de recueillir des données mesurables, comme l'indiquent Yin (2016) et Babbie (2017) concernant les études empiriques portant sur la perception et la santé ;
- la volonté de comprendre en profondeur les expériences et dynamiques sociales, comme le recommande Denzin et Lincoln (2011) pour l'approche qualitative ;

- l'importance de la triangulation méthodologique, un principe largement reconnu dans la recherche sociale (Flick, 2018).

L'approche est à la fois :

- descriptive, selon les principes décrits par Burns et Groove (2013) ;

- explicative, pour examiner les relations entre variables (voir Miles, Huberman & Saldaña, 2014) ;

- analytique, afin d'interpréter et contextualiser les phénomènes observés.

## **2. Population cible et échantillonnage**

### *2.1. Population cible*

La population ciblée regroupe les catégories de personnes directement ou indirectement affectées par l'exploitation minière, conformément aux principes d'échantillonnage en recherche sociale (Bryman, 2016).

### *2.2. Échantillon*

L'échantillon compte 220 participants, choisis dans une logique de représentativité, ce qui rejoint les recommandations de Creswell (2014) concernant les études mixtes.

### *2.3. Méthodes d'échantillonnage*

Deux approches ont été mobilisées :

- Échantillonnage stratifié, conformément aux techniques proposées par Trochim et Donnelly (2007) ;

- Échantillonnage raisonné, couramment utilisé dans les études qualitatives selon Patton (2015).

### **3. Méthodes de collecte des données**

#### *3.1. Questionnaires structurés (méthode quantitative)*

Les questionnaires, inspirés des modèles utilisés par l'OIT (2016) pour les études sur les conditions de travail, ont permis de collecter des données sur les perceptions de la pollution, les problèmes de santé et les impacts économiques.

Les analyses statistiques réalisées s'alignent sur les recommandations de Field (2018) pour l'analyse univariée et bivariée.

#### *3.2. Interviews semi-structurées (méthode qualitative)*

Les entretiens semi-structurés suivent la méthodologie descriptive avancée par Kvale et Brinkmann (2015).

Ils ont permis de documenter les témoignages des travailleurs miniers, leaders communautaires et acteurs de la société civile, comme l'ont également fait HRW (2019) et MSF (2020) dans leurs enquêtes de terrain.

#### *3.3. Observations directes sur le terrain*

L'observation directe est conforme aux recommandations méthodologiques de DeWalt et DeWalt (2011).

Elle a permis de valider visuellement l'état des sites miniers et des villages affectés, comme le suggère aussi Yin (2016) dans les études de cas.

#### *3.4. Groupes de discussion (Focus groups)*

Les focus groups organisés suivent les orientations méthodologiques proposées par Morgan (2019), permettant de recueillir des perceptions collectives et de dégager les dynamiques de groupe.

### 3.5. *Analyse documentaire*

L'analyse documentaire s'est appuyée sur des sources institutionnelles et scientifiques telles que :

- MSF (2020) ;
- HRW (2019) ;
- OIT (2016) ;
- ITIE (2020).

Cette approche correspond aux techniques classiques d'analyse documentaire décrites par Bowen (2009).

### 3.6. *Analyse géospatiale (SIG)*

L'utilisation des SIG suit les recommandations de Longley, Goodchild, Maguire et Rhind (2015).

Elle a permis de cartographier la déforestation, la pollution des cours d'eau et la localisation des sites miniers.

## **4. Méthodes d'analyse des données**

### 4.1. *Analyse quantitative*

Les analyses statistiques ont été effectuées conformément aux méthodes décrites par Field (2018). Des tableaux croisés, graphiques et distributions de fréquences ont été produits.

### 4.2. *Analyse qualitative*

Les données qualitatives ont été analysées selon les techniques de codage thématique proposées par Miles, Huberman et Saldaña (2014).

L'analyse de contenu s'inspire des travaux de Bardin (2013).

### 4.3. *Triangulation*

La triangulation suit le modèle défini par Denzin (2012), qui recommande de croiser :

- les données quantitatives et qualitatives ;
- les acteurs interrogés ;
- les sources documentaires ;
- les observations de terrain.

## 5. **Limites de l'étude**

Les limites rencontrées (insécurité, accès restreint, réticences des participants, manque de données actualisées) rejoignent les difficultés identifiées par plusieurs auteurs travaillant sur les zones minières en Afrique centrale (International Crisis Group, 2019).

## 6. **Considérations éthiques**

Les considérations éthiques appliquées suivent les normes décrites par l'American Psychological Association (APA, 2020), notamment la confidentialité, le consentement éclairé, le respect des participants et la neutralité du chercheur.

# III. **Analyse des données et discussions de résultats**

## 1. **Position du problème**

Walikale, l'un des principaux territoires miniers du Nord-Kivu, possède d'importantes ressources en coltan, cassitérite et or, faisant de cette région une zone stratégique pour l'économie congolaise (ITIE, 2020). Malgré cette richesse, l'exploitation minière artisanale demeure largement illégale et en contradiction avec le Code minier révisé en

2002 (Ministère des Mines, 2002). Plusieurs études montrent que les revenus générés ne profitent pas aux communautés locales, qui continuent de vivre dans une pauvreté extrême (World Bank, 2019 ; Geenen, 2016). La corruption, la fraude et la sous-évaluation des minerais entraînent une perte massive de ressources financières pour l'État (Human Rights Watch, 2020).

Bien que l'exploitation artisanale constitue une source de subsistance pour de nombreuses familles, elle s'accompagne de risques élevés : insécurité, absence de normes de sécurité, effondrements des mines et dégradation de la santé des creuseurs (Médecins Sans Frontières, 2021). Le commerce informel expose les mineurs à l'exploitation par des intermédiaires fixant des prix non compétitifs (Autesserre, 2012).

Le désordre dans l'octroi des titres miniers, associé à la faiblesse de la gouvernance et au non-respect des lois, alimente des conflits fonciers et une exploitation abusive par des acteurs puissants (International Crisis Group, 2020). Sans transparence ni organisation, cette richesse peut continuer à générer davantage de misère que de développement.



Image 1 : Carte politique de la RDC



Image 2 : Carte géographique de Walikale



Image 3 : Site Minier de Walikale



Image 4 : Exploitation artisanale de minerais

## **2. Le commerce des minerais dans la province du Nord-Kivu : dynamique, production et circuits commerciaux**

Le commerce des minerais dans la province du Nord-Kivu constitue un pilier essentiel de l'économie régionale, malgré un contexte marqué par l'insécurité, l'économie informelle et l'absence de gouvernance efficace. À l'heure actuelle, sept entités de traitement opèrent officiellement dans la province : CMM, HUAYING, METACHEM, AMR MUGOTE, BAKULIKIRA, AR GOLD et GLORYM. Ces entreprises attendent la validation complète de leurs sites miniers pour poursuivre leurs activités de manière conforme aux normes en vigueur. Il convient de rappeler qu'en 2013, lors de la collecte initiale des données, seules trois entités – HUAYING, AMR MUGOTE et CMM – fonctionnaient effectivement à Goma, ce qui illustre la lenteur du processus de formalisation et les difficultés administratives persistantes.

Les activités commerciales liées aux minerais du Nord-Kivu sont dominées par des acheteurs internationaux, principalement originaires de Chine. Certaines entités,

comme MHI, se spécialisent dans le traitement des minerais provenant du territoire de Masisi, tandis que d'autres diversifient leurs sources. Cependant, l'enquête menée sur la commercialisation des minerais de Walikale s'est heurtée à d'importantes difficultés de collecte d'informations, notamment en raison du caractère sensible de ce commerce, souvent entouré de secret, de concurrence agressive et d'activités informelles. Pour cette raison, les données les plus fiables ont porté sur la cassitérite, principale ressource exploitée à Walikale. Les informations analysées proviennent essentiellement de la CTCPM et ont été transmises au ministère provincial des Mines à Goma.

Dans le cadre des efforts internationaux visant à améliorer la traçabilité et à lutter contre les minerais de conflit, des organisations telles que le Bureau Germanique pour les Ressources naturelles (BGR) et l'Initiative Internationale pour l'Étude du Tantale (ITRI) se sont déjà implantées à Goma. Leur présence vise à accompagner la mise en œuvre des mécanismes d'étiquetage, conçus pour certifier l'origine des minerais et assurer une chaîne d'approvisionnement transparente.

#### *a. Principaux pays importateurs des minerais de Walikale*

Walikale est l'un des territoires les plus riches en ressources minérales de la région. Son sous-sol renferme de l'or, du diamant, de la cassitérite, du coltan, du wolfram, de la bauxite, de la monazite, du fer et du pyrochlore. Chacun de ces minerais est destiné à des marchés internationaux distincts, souvent adaptés aux besoins industriels des pays importateurs.

- La cassitérite est exportée vers l'Inde, la Belgique, le Rwanda, Hong Kong, la Russie, la Malaisie, le Canada,

la Thaïlande, l'Autriche, la Suisse, l'Angleterre et la République tchèque.

- Le coltan, très prisé dans l'industrie électronique, est principalement exporté vers la Chine, le Rwanda, Hong Kong et la Belgique.

- La wolframite trouve ses principaux débouchés en Belgique, en Autriche et au Vietnam.

- L'or, en raison de sa valeur élevée, est généralement expédié vers les Émirats Arabes Unis.

- Enfin, le pyrochlore est principalement exporté vers la Russie.

Les données de 2024 montrent l'importance économique considérable de ces exportations, avec un total estimé à 30 350 000 USD. La cassitérite constitue de loin le produit le plus exporté, représentant une valeur de 18 750 000 USD, suivie du coltan (3 500 000 USD). Ces résultats montrent clairement que l'économie minière du Nord-Kivu est fortement dépendante de la demande internationale.

### *b. Production et exportation des minerais de 2020 à 2024*

L'analyse des données entre 2020 et 2024 révèle des dynamiques importantes. La production de cassitérite montre une croissance régulière : elle passe de 1 007,85 tonnes en 2020 à 2 500 tonnes en 2024. Cette augmentation peut s'expliquer par l'amélioration des capacités d'extraction, l'ouverture de nouveaux sites ou l'intensification des activités artisanales. Le coltan connaît des variations annuelles, atteignant un pic de 150 tonnes en 2022 avant une légère baisse. Cette instabilité peut refléter les fluctuations du marché mondial ou les difficultés logistiques liées aux zones d'extraction.

La wolframite et le pyrochlore connaissent également une progression modérée. Leur volume d'exportation demeure faible comparé à la cassitérite, mais contribue de manière importante aux revenus provinciaux. La valeur totale des exportations culmine à 35 000 000 USD en 2024, ce qui indique une reprise progressive du secteur et une augmentation de la demande internationale.

### *c. Production de la cassitérite à Walikale*

Walikale demeure l'un des principaux producteurs de cassitérite du Nord-Kivu, représentant entre 38 % et 42 % de la production provinciale entre 2020 et 2024. Sa production connaît une augmentation notable, passant de 500 000 kg en 2020 à 900 000 kg en 2024. Cette croissance reflète non seulement la richesse du sous-sol local mais aussi la forte dépendance économique des communautés à cette ressource.

Cette augmentation s'accompagne toutefois de défis majeurs : dégradation environnementale, risques de sécurité, exploitation informelle, absence de mécanismes de régulation efficaces et faibles retombées économiques pour la population locale. Bien que Walikale contribue largement au volume provincial, les bénéfices ne se traduisent pas par une amélioration significative des conditions de vie.

### **3. Transport des minerais**

Le transport des minerais constitue une étape essentielle et complexe de la chaîne de production. Dans le territoire de Walikale, les minerais – principalement conditionnés en sacs de 50 kg – sont souvent transportés manuellement par des porteurs. Ces derniers parcourent de longues distances, parfois dans des conditions difficiles, pour acheminer les produits des sites d'exploitation jusqu'aux routes accessibles.

Une fois à proximité des axes routiers, les minerais sont chargés sur des motos, des véhicules ou, dans le passé, étaient transportés par avion via la piste de Kilambo. Cette méthode aérienne a été interdite par le ministre des Mines afin de réduire les risques de fraude et de renforcer le contrôle provincial.

Les minerais suivent ensuite divers itinéraires commerciaux :

- via Masisi pour atteindre Goma, principale plaque tournante du commerce minier ;
- via Hombo pour rejoindre Bukavu ;
- via Lubutu pour être expédiés vers Kisangani, dans la province du Maniema.

Ces circuits témoignent de la complexité géographique et logistique liée au commerce minier, mais aussi de la dépendance des communautés locales à ces activités, malgré les nombreux risques et irrégularités qui les caractérisent.



Image 5 : Conducteur de moto transportant deux Colis de Cassitérite



Image 6 : Un autre conducteur de moto transportant deux Colis de Cassitérite (100kg) sur l'axe Walikale – Hombo – Bukavu

**NB** : Il faudra renforcer la surveillance et le contrôle sur tous les axes routiers du NordKivu afin d'intercepter tous les cas de fraude qui font perdre au pays en général et à la province en particulier des revenus importants pour son développement.

Les lignes qui suivent, indiquent les quantités des minerais sortis du territoire de Walikale (à partir de Mubi) pour l'année 2021 par poste point de sortie.

**Tableau 1: Quantité de Cassitérite évacuée du territoire de Walikale pour 2024**

<b>Point de sortie</b>	<b>Quantité en Kg</b>
<b>Port de Goma</b>	300,000
<b>Aéroport de Goma</b>	150,000
<b>Route vers Kisangani</b>	200,000
<b>Route vers Bukavu</b>	100,000
<b>Autres points de sortie</b>	50,000
<b>Total</b>	800,000

**Commentaire sur le Tableau**

1. Points de Sortie : Le tableau identifie plusieurs points de sortie pour l'évacuation de la cassitérite, chacun jouant un rôle crucial dans la logistique de transport. Le port de Goma est le principal point de sortie, représentant une part significative de la quantité évacuée.

2. Quantités Évacuées : La quantité totale de cassitérite évacuée du territoire de Walikale en 2024 est de 800,000 kg. Cela reflète l'importance de la région en tant que producteur clé de ce minéral.

3. Logistique et Infrastructure : Les différents points de sortie indiquent la nécessité d'une infrastructure de transport efficace pour faciliter l'évacuation des ressources. Cela peut également souligner des défis logistiques, notamment en matière de sécurité et d'accès.

4. Implications Économiques : L'évacuation de la cassitérite est essentielle pour l'économie locale et provinciale. Les quantités évacuées peuvent avoir un impact direct sur les revenus des exploitants miniers et des communautés locales.

5. Défis Potentiels : Il est important de prendre en compte les défis liés à l'évacuation, tels que les conditions de sécurité, les infrastructures routières et portuaires, ainsi que les impacts environnementaux de l'exploitation minière.



Image 7 : Piste de Kilambo sur la RN3



Image 8 : Terminale de la piste de Kilambo sur la RN 3.

La piste de Kilambo est située sur la Route Nationale numéro 3. Lors des opérations d'atterrissage ou de décollage, d'embarquement ou de débarquement, la circulation est interrompue sur cette voie.



Image 9 : Une embarcation sur la piste de Kilambo



Image 14 : Un chargement des colis des minerais sur la piste de Kilambo

Ces différentes images prouvent l'existence des régies financières dans le territoire de Walikale, malgré la

fermeture des sites et l'interdiction d'exploiter les minerais dans ce territoire.



Image 10 : Bureau de la DGR-NK / Walikale



Image 11 : Bureau de la Police des Mines et Hydrocarbures du territoire de Walikale

Il existe bel et bien la police des mines dans le territoire de Walikale. Ce service a été approché pour un échange d'informations, mais cela n'a pas été possible à cause de l'absence du chef de poste, mais aussi par manque d'autorisation préalable de la hiérarchie à Goma et à Kinshasa, de livrer l'information aux enquêteurs.

### **III.1. Présentation des Résultats Obtenus à Partir des Différentes Méthodes**

Dans cette section, nous allons présenter les résultats obtenus à partir des différentes méthodes de collecte de données utilisées dans l'étude sur l'impact de l'exploitation minière sur l'environnement socio-économique dans le territoire de Walikale. Les résultats seront organisés par méthode de collecte et illustrés par des graphiques, tableaux et extraits d'interviews lorsque cela est pertinent.

#### *1. Résultats des Questionnaires Structurés*

L'analyse univariée permet d'examiner les variables de manière isolée, offrant ainsi une compréhension claire des perceptions et des impacts individuels au sein de la population étudiée. Les résultats montrent des préoccupations significatives concernant l'impact environnemental et socio-économique de l'exploitation minière. Échantillon : 150 habitants, 50 travailleurs miniers, 20 leaders communautaires.

**Tableau N°2: Analyse descriptive des résultats issus des questionnaires (Univariée et Bivariée)**

<b>Variables / Relations analysées</b>	<b>Résultats chiffrés</b>	<b>Observations descriptives</b>	<b>Interprétation / Signification</b>
<b>Pollution de l'eau</b>	75 % des répondants	Forte perception de dégradation des sources d'eau liées aux activités minières.	Impact environnemental majeur exposant les ménages à des maladies hydriques. Appelle des interventions urgentes en gestion de l'eau.
<b>Déforestation</b>	68 % des répondants	Constat généralisé de perte de couverture forestière.	Menace sur la biodiversité, les terres agricoles et les moyens de subsistance. Nécessite politiques de conservation.
<b>Opportunités d'emploi</b>	60 % des répondants	Les activités minières offrent des revenus mais souvent informels et précaires.	L'exploitation minière reste une source vitale d'emploi, mais insuffisante pour compenser les effets environnementaux négatifs.

<b>Problèmes de santé</b>	55 % des répondants	Problèmes respiratoires, hydriques et musculo-squelettiques rapportés.	Liés aux conditions dangereuses sur les sites miniers et à la pollution croissante.
<b>Relation : Pollution de l'eau ↔ Problèmes de santé</b>	Corrélation positive observée dans l'échantillon	Les personnes exposées à l'eau polluée signalent davantage de maladies.	Montre un lien direct entre contamination de l'eau et santé publique. Interventions prioritaires : assainissement et accès à l'eau potable.
<b>Relation : Déforestation ↔ Opportunités d'emploi</b>	Relation inverse potentielle	Les zones affectées par une forte déforestation rapportent moins d'opportunités économiques.	La déforestation compromet l'agriculture, la pêche, le commerce local : impacts négatifs sur l'économie communautaire.
<b>Relation : Opportunités d'emploi ↔ Problèmes de santé</b>	Relation positive potentielle	Les travailleurs ayant des opportunités d'emploi rapportent aussi des problèmes de santé.	Le secteur minier procure du revenu, mais au prix d'une exposition élevée aux risques sanitaires. Besoins : normes de sécurité, équipements de protection.

<b>Variables globales (synthèse)</b>	75 %, 68 %, 60 %, 55 %	Les préoccupations liées à l'environnement sont plus élevées que celles liées au socio-économique.	Confirme que les coûts environnementaux et sanitaires surpassent les bénéfices socio-économiques de l'exploitation minière.
--------------------------------------	------------------------	--	---

## ***A. Analyse Bivariée des Données***

L'analyse bivariée permet d'explorer les relations entre deux variables, ce qui peut fournir des insights précieux sur les impacts environnementaux et socio-économiques liés à l'exploitation minière. À partir des informations fournies, nous avons examiné les relations potentielles entre les variables suivantes :

1. Pollution de l'eau (75 %)
2. Déforestation (68 %)
3. Opportunités d'emploi (60 %)
4. Problèmes de santé (55 %)

### **1. Relation entre la Pollution de l'Eau et les Problèmes de Santé**

Hypothèse 1: Les personnes signalant une pollution de l'eau sont plus susceptibles de rapporter des problèmes de santé.



Analyse : Étant donné que 75 % des répondants signalent une pollution de l'eau, il était pertinent d'examiner si cette pollution est corrélée avec les 55 % d'habitants qui rapportent des problèmes de santé. Une corrélation positive entre ces deux variables à indiquer que la dégradation de la qualité de l'eau a un impact direct sur la santé des populations locales.

Le problème de qualité de l'eau à Walikale est un défi majeur, causé notamment par la rareté de l'eau potable et la contamination des sources. Cette situation conduit à des problèmes de santé et à la propagation de maladies, particulièrement en période de sécheresse ou de pannes techniques des infrastructures d'eau.

Il s'agit de ce que la majorité des personnes signalant des problèmes de santé sont également celles qui constatent une pollution de l'eau, cela pourrait justifier des interventions ciblées pour améliorer la qualité de l'eau, ce qui pourrait à son tour réduire les problèmes de santé.

## **2. Relation entre la Déforestation et les Opportunités d'Emploi**

Hypothèse : Les participants observant une déforestation pourraient être moins enclins à déclarer des opportunités d'emploi.



Analyse : Avec 68 % des participants constatant une déforestation, nous avons exploré si ces mêmes individus rapportent moins d'opportunités d'emploi (60 %). Une telle

relation nous signale que la déforestation affecte les moyens de subsistance locaux, réduisant ainsi les opportunités économiques.

La population de WALIKALE constate une déforestation qui occasionne la dégradation des ressources naturelles en ayant un impact négatif sur l'environnement et l'économie locale. Cela soulignerait la nécessité de politiques de conservation qui prennent en compte les besoins économiques des communautés. Cette déforestation est souvent liée à plusieurs facteurs, notamment la transformation des forêts en terres agricoles, la production de charbon de bois et de bois de feu, et l'abattage artisanal ou industriel pour des besoins domestiques ou commerciaux.

### 3. Impact des Opportunités d'Emploi sur les Problèmes de Santé

Hypothèse : Les travailleurs miniers qui déclarent des opportunités d'emploi sont plus susceptibles de signaler des problèmes de santé.



L'analyse des 60 % de travailleurs miniers percevant des opportunités d'emploi montre que beaucoup rapportent également des problèmes de santé, confirmant que

ces emplois, bien que générateurs de revenus, comportent des risques sanitaires importants. Cette situation souligne des conditions de travail préoccupantes et la nécessité de mesures de santé publique pour protéger les travailleurs. L'analyse bivariée met en évidence des liens entre variables environnementales et socio-économiques, permettant d'identifier des priorités d'intervention. Une approche intégrée, tenant compte à la fois des impacts environnementaux et sociaux, est indispensable pour élaborer des stratégies durables et orienter efficacement les politiques publiques.

#### **4. Résultats des Interviews Semi-Structurées**

- **Conditions de Travail** : Les travailleurs ont exprimé des préoccupations concernant la sécurité et le manque d'équipement de protection. Un participant a déclaré : "Nous travaillons dans des conditions dangereuses, mais nous n'avons pas d'autre choix."

- **Impact sur la Communauté** : Les leaders communautaires ont souligné que l'exploitation minière a entraîné des conflits au sein des communautés, notamment en raison de la compétition pour les ressources.

- **Extrait d'une interview** : *"L'exploitation minière a apporté des emplois, mais elle a aussi divisé notre communauté. Les gens se battent pour les droits d'accès aux terres."*

#### **5. Résultats des Observations sur le Terrain**

**Conditions de Vie** : Les visites sur le terrain ont révélé des conditions de vie difficiles pour les communautés proches des sites miniers. Les infrastructures (routes, écoles, services de santé) sont souvent insuffisantes.



Pratiques Minières : L'observation des sites miniers a montré des pratiques artisanales souvent non réglementées, avec des impacts environnementaux visibles, tels que des déchets miniers non traités et des zones déboisées.

## 6. Résultats des Groupes de Discussion (Focus Groups)

- **Perceptions Collectives** : Les participants ont exprimé des opinions variées sur l'exploitation minière. Certains ont souligné les bénéfices économiques, tandis que d'autres ont mis en avant les effets néfastes sur l'environnement et la santé.

- **Solutions Proposées** : Les groupes ont suggéré des solutions, telles que la mise en place de réglementations plus strictes et des programmes de sensibilisation sur les impacts environnementaux.

### **7. Résultats de l'Analyse Documentaire**

- **Données Complémentaires** : L'analyse des rapports d'ONG et des statistiques gouvernementales a révélé que l'exploitation minière contribue à environ 10 % du PIB de la RDC, mais que les bénéfices ne sont pas équitablement répartis.

- **Tendances Historiques** : Les documents analysés montrent une augmentation des conflits liés à l'exploitation minière au cours des dernières décennies, exacerbée par l'absence de régulations claires.

### **8. Résultats de l'Utilisation des SIG**

- **Cartographie des Zones Impactées** : Les cartes générées montrent une corrélation entre les zones d'exploitation minière et la déforestation, ainsi que la pollution des cours d'eau.



### ***B. Analyse des données quantitatives et qualitatives***

L'analyse des données quantitatives et qualitatives de cette étude sur l'impact de l'exploitation minière dans le territoire de Walikale révèle des résultats significatifs et nuancés.

#### **Tableau 3 : Problèmes de Santé**

Description : Un tableau récapitulatif des problèmes de santé rapportés par les habitants.

<b>Problèmes de Santé</b>	<b>Pourcentage</b>
<b>Maladies respiratoires</b>	30 %
<b>Troubles cutanés</b>	25 %
<b>Autres problèmes de santé</b>	45 %

#### **Tableau 4 : Tableau des Thèmes Émergents des Interviews**

Description : Un tableau présentant les thèmes principaux issus des interviews semi-structurées.

Thème	Exemples de Citations
<b>Conditions de travail</b>	"Nous travaillons dans des conditions dangereuses."
<b>Impact sur la communauté</b>	"L'exploitation minière a divisé notre communauté."

Le Tableau 6 présente les thèmes principaux identifiés à partir des interviews semi-structurées, offrant un aperçu des préoccupations et des perceptions des participants concernant l'exploitation minière. Deux thèmes majeurs émergent de ces discussions : les conditions de travail et l'impact sur la communauté.

- **Citation** : "Nous travaillons dans des conditions dangereuses."

Cette citation met en lumière les préoccupations des travailleurs concernant leur environnement de travail. Le terme "conditions dangereuses" suggère que les participants ressentent une menace pour leur sécurité physique, ce qui peut inclure des risques d'accidents, d'exposition à des substances toxiques, ou d'autres dangers inhérents à l'exploitation minière. Cette préoccupation souligne l'urgence d'améliorer les normes de sécurité et de santé au travail. Les conditions de travail précaires peuvent également avoir des répercussions sur la santé mentale et le bien-être des travailleurs, ce qui appelle à une attention particulière de la part des employeurs et des autorités réglementaires.

- **Citation** : "L'exploitation minière a divisé notre communauté."



[https://www.mediacongo.net/article-actualite-35343\\_1\\_unicef\\_se\\_preoccupe\\_du\\_nombre\\_important\\_d\\_enfants\\_soldats\\_en\\_rdc.html](https://www.mediacongo.net/article-actualite-35343_1_unicef_se_preoccupe_du_nombre_important_d_enfants_soldats_en_rdc.html)

Cette citation révèle que l'exploitation minière a des effets sociaux significatifs sur la communauté locale. Le terme "divisé" indique qu'il existe des tensions ou des conflits au sein de la communauté, possiblement en raison de la répartition inégale des bénéfices de l'exploitation minière, des désaccords sur les méthodes d'exploitation, ou des préoccupations environnementales. Cela suggère que l'exploitation minière ne se limite pas à des impacts économiques, mais qu'elle engendre également des fractures sociales qui peuvent affecter la cohésion communautaire et le bien-être des habitants. Il est crucial de prendre en compte ces dynamiques sociales dans la planification et la gestion des projets miniers pour éviter d'aggraver les divisions au sein de la communauté.

### 1. Discussion des résultats

L'analyse combinée des données quantitatives et qualitatives permet de dresser un tableau complet des impacts de l'exploitation minière sur l'environnement socio-économique de Walikale. Bien que l'exploitation minière puisse offrir des opportunités économiques, elle entraîne

également des défis majeurs en matière de santé, de sécurité et de durabilité environnementale. Ces résultats soulignent l'importance d'une approche équilibrée qui prenne en compte à la fois les bénéfices économiques et les impacts sociaux et environnementaux.

En somme, cette étude met en lumière la nécessité d'une réglementation plus stricte et de programmes de sensibilisation pour garantir que l'exploitation minière soit bénéfique pour les communautés locales tout en préservant l'environnement.

Les résultats obtenus à partir des différentes méthodes de collecte de données montrent que l'exploitation minière dans le territoire de Walikale a des impacts significatifs sur l'environnement et la société. Bien que l'exploitation minière puisse offrir des opportunités économiques, elle entraîne également des défis majeurs, notamment en matière de santé, de sécurité et de durabilité environnementale. Ces résultats soulignent la nécessité d'une approche équilibrée qui prenne en compte à la fois les bénéfices économiques et les impacts sociaux et environnementaux.

Après exploitation des données, nous sommes aboutis aux résultats suivants :

1. L'exploitation minière dans le territoire de Walikale a des effets néfastes sur l'environnement en provoquant une perte de biodiversité, l'érosion des sols et la contamination des eaux de surface, des eaux souterraines et des sols. Les fuites de produits chimiques des sites miniers peuvent également avoir des effets néfastes sur la santé de la population vivant sur le site minier ou aux alentours.

2. Au niveau sociale, l'exploitation minière artisanale n'a pas contribué de manière significative à la création d'emplois décents (avec tous les avantages sociaux), non plus à la réalisation des projets sociaux en faveur des

communautés et ni même à la réhabilitation des infrastructures de base (routes, ponts,...).

3. les défis soulevés, il y'a notamment :

- Le manque de renforcement des capacités;
- La faible coordination entre le niveau central et provincial voire les entités territoriales décentralisées;
- La nécessité de mettre en place une équipe d'experts devant enquêter sur la tenue ou existence des plans de gestion environnementale chez les miniers (PGES).
- La pollution;
- La vulgarisation et la sensibilisation des textes légaux et réglementaires de gestion environnementale, mais aussi du reboisement des espèces métallifères.

# Conclusion

L'exploitation minière dans le territoire de Walikale, en République Démocratique du Congo, représente un enjeu complexe, mêlant opportunités économiques et défis environnementaux et sociaux. Bien que cette activité soit essentielle pour l'économie nationale, elle engendre des conséquences néfastes qui ne peuvent être ignorées. Les résultats de cette étude révèlent un paradoxe frappant : alors que la RDC regorge de ressources naturelles, la majorité de sa population, en particulier dans des régions comme Walikale, vit dans une pauvreté extrême.

Les impacts environnementaux, tels que la déforestation, la pollution des sols et des eaux, ainsi que la perte de biodiversité, sont alarmants et menacent non seulement la santé des écosystèmes, mais aussi celle des communautés locales. De plus, les conditions de travail précaires et les violations des droits humains exacerbent les inégalités et les tensions sociales, créant un climat d'instabilité qui nuit au développement durable.

Cet article a mis en lumière le paradoxe frappant entre l'abondance des ressources naturelles et la pauvreté persistante des populations locales. Les conflits liés aux minerais, souvent exacerbés par l'absence d'une gouvernance efficace, soulignent l'urgence d'une action concertée à tous les niveaux.

Les recommandations formulées ici visent à établir un cadre de consultation et de dialogue entre les entreprises

minières, les communautés locales et l'État, afin de garantir que les voix des populations affectées soient entendues et prises en compte. Il est impératif que le gouvernement congolais renforce ses capacités à superviser les activités minières et à protéger l'environnement, tout en assurant une participation équitable des femmes et des communautés dans les processus décisionnels.

De plus, les entreprises doivent adopter des pratiques responsables et transparentes, en respectant les lois en vigueur et en s'engageant activement avec les communautés. La société civile joue également un rôle crucial en renforçant les capacités des populations locales et en les sensibilisant aux enjeux liés à l'exploitation minière.

En somme, l'avenir de la RDC dépend d'une approche équilibrée qui favorise le développement durable, la paix et la sécurité, tout en respectant les droits des communautés. Avec des efforts concertés et une volonté politique forte, il est possible de transformer les richesses minières en un véritable levier de développement pour tous. L'espoir d'un avenir meilleur est à portée de main, mais il nécessite un engagement collectif et une action immédiate.

## Références bibliographiques

1. Banque Mondiale. (2018). *Rapport sur l'économie de la République Démocratique du Congo*. Washington, D.C.: Banque Mondiale.
2. Buss, A., Dupont, M., & Kambale, J. (2018). *Inégalités et exploitation minière en RDC : Une analyse socio-économique*. *Journal des Études Africaines*, 45(2), 123-145.
3. Éditions du Secrétariat général de la CENCO. (2013). *L'exploitation minière sur l'économie et le social de Walikale*. Kinshasa.
4. Human Rights Watch. (2019). *Exploitation minière et droits humains en République Démocratique du Congo*. New York: Human Rights Watch.
5. Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). (2020). *Rapport sur la gouvernance des ressources minières en RDC*. Kinshasa: ITIE.
6. Institut de recherche pour le développement (IRD). (2019). *Impact de l'exploitation artisanale du coltan sur la biodiversité dans le parc national de Kahuzi-Biega*. Paris: IRD.
7. International Crisis Group. (2017). *Conflits et ressources en RDC : Une analyse des dynamiques de pouvoir*. Bruxelles: International Crisis Group.
8. KUYUSA ET K. SHOBA, Initiation aux méthodes de recherche en Sciences Sociale, P.U.L, 1945.

9. Médecins Sans Frontières (MSF). (2020). *Santé et exploitation minière : Étude sur les impacts sanitaires dans les communautés locales*. Genève: MSF.
10. Mongabay. (2020). *Déforestation et pollution : Les conséquences de l'exploitation minière en RDC*. Consulté sur [www.mongabay.com](http://www.mongabay.com).
11. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI). (2021). *Pratiques d'exploitation minière responsable : Vers une durabilité en RDC*. Vienne: ONUUDI.
12. Organisation internationale du travail (OIT). (2016). *Travail décent et exploitation minière en RDC : État des lieux*. Genève: OIT.
13. Organisation Mondiale de la Santé (OMS). (2021). *Pollution et santé publique : Étude sur les effets des métaux lourds en RDC*. Genève: OMS.
14. Réseau des ONG de l'Environnement. (2020). *Évaluation des impacts environnementaux de l'exploitation minière artisanale à Walikale*. Kinshasa: Réseau des ONG de l'Environnement.
15. Université de Goma. (2019). *Impact socio-économique de l'exploitation artisanale de l'or à Walikale : Étude de cas*. Goma: Université de Goma.
16. Université de Kinshasa. (2022). *Analyse des revenus des ménages dans les zones minières en RDC*. Kinshasa: Université de Kinshasa.
17. Université de Liège. (2022). *Dynamiques de pouvoir et exploitation minière : Étude sur les conflits dans le Nord-Kivu*. Liège: Université de Liège.

## **TEXTES DES LOIS**

- La constitution de la République Démocratique du Congo, du 18 février 2006 révisée
- Nouveau Code minier
- Code du travail
- Rapport ITE/RDC,

**Résilience et transformation  
numérique des entreprises  
informelles en Afrique : une  
analyse comparative Ghana  
Tanzanie**

*Resilience and digital transformation of informal businesses in Africa: a comparative analysis of Ghana and Tanzania*

Par

SALLA DOMINIQUE Sébastienne

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Ngaoundéré, Cameroun

Laboratoire de Recherches en Economie du Développement

dominiquesalla@hotmail.com

DONTSI

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Yaoundé II, Cameroun

Laboratoire de Recherches en Economie du Développement

dontsi@yahoo.com

# Résumé

Cette étude examine comment l'adoption des technologies numériques renforce la résilience des entreprises informelles au Ghana et en Tanzanie, deux pays aux trajectoires institutionnelles distinctes en matière de développement numérique. Elle s'appuie sur les données récentes de l'Informal Sector Enterprise Survey de la Banque mondiale, couvrant 2 540 entreprises urbaines. Un indice composite de résilience, combinant stabilité financière et capacité d'adaptation, est d'abord construit. Des modèles Logit et Probit sont ensuite estimés pour identifier les déterminants de l'adoption technologique et leurs effets sur la résilience.

Les résultats montrent que le mobile money constitue un facteur clé de résilience, avec des effets contextuels différenciés. L'enregistrement formel, l'usage de l'ordinateur et la taille de l'entreprise favorisent l'adoption technologique, particulièrement au Ghana, tandis que l'alphabétisation présente une corrélation négative avec certains indicateurs de résilience. L'étude souligne que les technologies numériques peuvent soutenir la modernisation économique et recommande des politiques adaptées aux contextes nationaux.

**Mots clés :** Secteur informel, Résilience, Technologies numériques, Mobile money, Transformation numérique

## Abstract

This study examines how the adoption of digital technologies enhances the resilience of informal enterprises in Ghana and Tanzania, two countries with distinct institutional trajectories in digital development. It relies on recent data from the **World Bank's Informal Sector Enterprise Survey**, covering 2,540 urban enterprises. A **composite resilience index**, combining financial stability and adaptive capacity, is first constructed. **Logit and Probit models** are then estimated to identify the determinants of technology adoption and their effects on resilience.

The results show that **mobile money** is a key factor for resilience, with context-specific effects. Formal registration, computer usage, and enterprise size positively influence technology adoption, particularly in Ghana, whereas literacy exhibits a negative correlation with certain resilience indicators. The study highlights that digital technologies can support economic modernization and recommends policies tailored to national contexts.

**Keywords :** Informal sector, Resilience, Digital technologies, Mobile money, Digital transformation

# Introduction

Le secteur informel, en employant jusqu'à 82% de la main-d'œuvre en Afrique subsaharienne continue d'occuper un rôle prépondérant dans les économies nationales dans un contexte de digitalisation croissante et d'urbanisation rapide. La pandémie de COVID-19 et les multiples chocs économiques récents, impose la question de la résilience de entreprises informelles comme un enjeu capital de développement. En parallèle, l'émergence des technologies numériques offre de nouvelles perspectives de transformation pour les entreprises du secteur informel qui a longtemps été caractérisé par sa vulnérabilité et sa faible productivité.

À travers une analyse comparative entre la Tanzanie et le Ghana, notre recherche se propose d'étudier les dynamiques d'adoption technologique ainsi que leurs impacts sur la résilience des entreprises informelles en Afrique. Tout en partageant des caractéristiques structurelles communes, la Tanzanie et le Ghana présentent des trajectoires différentes en matière de développement numérique et de politiques envers le secteur informel, qui rendent leur comparaison particulièrement instructive. En effet, le Ghana a adopté une approche plus libérale de promotion du numérique, alors que la Tanzanie a préféré une stratégie plus dirigée par l'État.

Pour mener à bien cette recherche, nous exploitons des données récentes de l'Informal Sector Enterprise Survey de la Banque Mondiale (2022-2023).

Notre question principale est: Dans quelle mesure et par quels mécanismes l'adoption des technologies numériques contribue-t-elle à renforcer la résilience et la performance des entreprises informelles au Ghana et en Tanzanie ? Cette question principale se subdivisent en trois sous-questions:

1. Quels sont les déterminants de l'adoption des technologies numériques par les entreprises informelles ?
2. Comment les technologies numériques affectent-elles la performance économique et la résilience de ces entreprises ?
3. Quelles différences observe-t-on entre la Tanzanie et le Ghana, et pourquoi ?

Notre recherche se distingue des travaux précédents sur trois aspects fondamentaux :

- Premièrement, à l'inverse des études existantes qui se concentrent pour la plupart sur des analyses mono-pays sans analyse comparative systématique, notre recherche propose une analyse comparative de deux contextes institutionnels divergents avec des données récentes ce qui nous permet d'isoler l'effet du contexte institutionnel sur les dynamiques de transformation numérique.
- Deuxièmement, nous comblons une lacune méthodologique identifiée dans la littérature. En effet, la plupart des études sur la résilience du secteur informel demeurent qualitatives ou utilisent des indicateurs unidimensionnels de performance. Nous proposons une opérationnalisation quantitative et multidimensionnelle de la résilience qui combine stabilité financière et capacité d'adaptation.
- Troisièmement, notre étude contribue au débat sur les trajectoires alternatives de développement en Afrique. A l'inverse des travaux de Nguimkeu & Okou (2021) qui postulent un effet positif de manière uniforme des technologies

numériques, nous testons l'hypothèse d'effets hétérogènes conditionnées par les caractéristiques entrepreneuriales et le contexte national.

Sur le plan théorique, en dépassant les approches fragmentées qui traitent l'adoption technologique, la résilience organisationnelle et les facteurs de résilience, notre recherche propose un cadre analytique intégré qui les relie. En montrant que les technologies numériques peuvent agir comme des « actifs stratégiques compensatoires » qui permettent aux entreprises informelles de surmonter leurs déficits structurels, nous souhaitons enrichir la théorie de la résilience organisationnelle en contexte de ressources limitées. Cette approche théorique nuance les approches déterministes institutionnalistes et technologiques

Cet article s'articule en trois principales sections : La première renvoie à une revue critique de la littérature existante sur la résilience des entreprises informelles et leur transformation numérique. La deuxième section présente de façon détaillée la méthodologie de l'étude. La troisième section quant à elle expose nos résultats empiriques ainsi que leur discussion avant de conclure avec des implications théoriques et recommandations différenciées pour chaque contexte national.

La pertinence de cette recherche se trouve dans sa contribution à la compréhension des mécanismes de modernisation du secteur informel en Afrique. L'étude s'inscrit dans le débat sur les trajectoires alternatives de développement économique en Afrique, où les technologies numériques pourraient être un levier de transformation économique alternatif ou complémentaires aux stratégies traditionnelles de formalisation.

## **1. Revue de littérature**

### **1.1. Le concept de résilience**

Appliquée aux entreprises informelles, la résilience renvoie à leur capacité à absorber les chocs, à s'adapter aux changements et à maintenir leurs fonctions essentielles face aux perturbations. Dans le contexte africain, la résilience du secteur informel va au-delà de la simple survie économique mais intègre aussi des dimensions sociales et communautaires qui maintiennent la continuité des activités.

Plusieurs dimensions de la résilience des entreprises informelles sont mises en évidence dans la littérature : la capacité à varier les sources de revenus, l'adaptation des modèles d'affaires aux contraintes externes et la stabilité du chiffre d'affaires face aux chocs. Fransen et al. (2024) suggèrent un cadre analytique qui distingue des trajectoires de résilience pour les acteurs informels qui vont du statu quo à la transformation structurelle des activités informelles.

Bien que ces travaux éclairent sur les mécanismes internes de la résilience, ils interrogent plus rarement sur le rôle des outils technologiques comme leviers d'adaptation dans le secteur informel africain.

### **1.2. La digitalisation des entreprises informelles**

La diffusion des technologies numériques dans le secteur informel en Afrique s'est accélérée durant la dernière décennie par l'usage du téléphone mobile, des services de paiements mobile et, dans une moindre mesure, d'internet et des réseaux sociaux.

Plusieurs études montrent que ces technologies permettent de réduire les coûts de transaction, d'améliorer l'accès aux marchés et de renforcer la gestion des activités qui génèrent ainsi des gains de productivité évidents. Mais Simen et al. (2024) nuancent ce constat. Pour ces auteurs, les

bénéfices de la digitalisation fluctuent de manière considérable suivant l'âge, le genre et le niveau d'éducation des entrepreneurs, ce qui révèle des inégalités dans l'accès et l'utilisation efficace des technologies numériques.

La crise de la COVID-19 a été un accélérateur dans l'adoption des technologies numériques en contraignant certaines entreprises informelles à intégrer des canaux numériques pour maintenir leurs activités alors que d'autres sont restées exclues de ces opportunités.

Ces résultats suggèrent que l'impact du numérique sur la résilience n'est pas seulement fonction des caractéristiques des entreprises mais aussi de l'environnement institutionnel dans lequel celles-ci évoluent.

### **1.3. L'impact du cadre institutionnel sur la transformation numérique**

Le contexte institutionnel détient un rôle majeur dans les trajectoires de transformation numérique des entreprises informelles. Les politiques publiques en matière d'infrastructures numériques, de régulation des services financiers mobiles et de soutien à l'innovation conditionnent fortement les taux d'adoption et les usages effectifs des technologies.

En d'Afrique subsaharienne, les pays qui ont adopté des politiques proactives d'inclusion numérique et financière présentent des niveaux d'adoption technologique plus élevés dans le secteur informel. Ainsi, le Ghana et la Tanzanie offrent deux trajectoires contrastées : le Ghana a privilégié une approche inclusive et libérale du numérique alors que la Tanzanie a une stratégie plus étatiste et réglementée.

Malgré ces avancées, la littérature comparée reste limitée notamment dans la compréhension des mécanismes par lesquels ces contextes institutionnels différents

modulent l'effet du numérique sur la résilience des entreprises informelles.

Cette limite justifie une analyse comparative approfondie qui combine une mesure de la résilience et une évaluation empirique des différences d'effets de l'adoption technologique selon le contexte national.

## **2. Méthodologie**

### **2.1. Données et échantillon**

Nous utilisons exclusivement les données de l'Informal Sector Enterprise Survey (ISES) menée par la Banque Mondiale au Ghana et en Tanzanie entre 2022-2023. L'échantillon comprend 1942 entreprises informelles au Ghana et 598 en Tanzanie sélectionnées par échantillonnage aléatoire stratifié dans les principales agglomérations urbaines de ces pays, avec une représentation équilibrée entre les secteurs du commerce, des services et de la petite production.

### **2.2. Construction des variables**

#### *2.2.1. Variables dépendantes*

Nous avons deux variables dépendantes.

La première est l'adoption technologique (modèle 1). Afin de mesurer l'adoption du mobile money pour les transactions commerciales, nous construisons une variable binaire Tech égale 1 si l'entreprise utilise le mobile money pour recevoir des paiements et 0 sinon. Cette mesure capture la digitalisation commerciale des entreprises informelles qui est la dimension au cœur de la transformation numérique dans le contexte africain.

La seconde variable dépendante est la résilience des entreprises (modèle 2). La résilience est conçue comme la capacité d'une entreprise à maintenir son activité et à s'adapter face à des chocs économiques selon la littérature. La résilience est appréhendée comme un concept multidimensionnel qui combine à la fois une capacité d'adaptation et une capacité de résistance aux chocs. Ces deux dimensions dans le contexte post-Covid-19 apparaissent nécessaires pour évaluer la résilience des entreprises informelles africaines qui sont caractérisées par une forte vulnérabilité financière mais aussi par une grande flexibilité organisationnelle. Deux indicateurs empiriques issus du questionnaire nous permettent de la mesurer : La stabilité du chiffre d'affaires captée par la variation déclarée du chiffre d'affaires par rapport à la période pré-pandémie et la capacité d'adaptation perçue comme le changement opéré dans les produits, services ou pratiques de gestion, ou la réorganisation des effectifs. Ces deux variables sont normalisées et ensuite combinées en un indice synthétique de résilience par moyenne pondérée, allant de 0 (résilience minimale) à 1 (résilience maximale).

$$résilience_i = \frac{1}{2} \times Stabilité + \frac{1}{2} \times Adaptation$$

(1)

La pondération égale des deux composantes tient à deux arguments : d'abord, on ne voit pas de consensus empirique ou théorique clair dans la littérature qui permette d'attribuer un poids supérieur à l'une ou à l'autre dimension de la résilience dans le secteur informel africain. Le second argument repose sur le fait qu'avec des données transversales et auto-déclarées, une pondération égale constitue une approche prudente et transparente dans la construction d'indices composites qui ont un objectif comparatif et non prédictif.

Afin de vérifier la robustesse, nous avons testé des spécifications alternatives de l'indice de résilience en modifiant la pondération relative des deux composantes. Les principaux résultats en ce qui concerne l'effet du mobile money restent inchangés ce qui confirme la robustesse de nos conclusions.

### 2.2.2. *Les variables explicatives:*

Pour tenir compte de l'hétérogénéité entre entreprises, nos modèles associent plusieurs variables notamment :

- les caractéristiques de l'entrepreneur : sexe, l'âge, le niveau d'éducation, l'expérience dans le secteur,
- La structure de l'entreprise avec sa taille (nombre d'employés, l'ancienneté, et le secteur d'activité,
- Le contexte opérationnel : l'accès à l'électricité et aux services numériques et la localisation géographique.

### 2.2.3. *Stratégie d'analyse*

Après les analyses descriptives, notre stratégie d'estimation se décompose en deux étapes complémentaires. Ces étapes nous permettent d'analyser à la fois les déterminants de l'adoption technologique et ses effets sur la résilience.

Pour analyser l'analyse des déterminants de l'adoption technologique, nous estimons un modèle logit multivarié pour identifier les caractéristiques qui sont associées à l'adoption de chaque technologie :

$$P(Tech_i = 1) = \text{Logit}(\beta_0 + \beta_1 \text{Entrepreneur}_i + \beta_2 \text{Entreprise}_i + \beta_3 \text{Contexte}_i + \varepsilon_i) \quad (2)$$

Où :

- $Tech_i$  est la variable binaire d'adoption technologique pour l'entreprise  $i$

– *Entrepreneur<sub>i</sub>* constitue le vecteur des caractéristiques de l'entreprise tels que la taille, le secteur, l'enregistrement, etc.

– *Contexte<sub>i</sub>* représente le vecteur des variables contextuelles tels que l'environnement institutionnel, le pays, etc.)

–  $\varepsilon_i$  est le terme d'erreur

Afin d'évaluer l'effet de l'adoption technologique sur la résilience des entreprises, nous utilisons un modèle Probit étant donné la nature binaire de la variable dépendante :

$$P(\text{Résilience}_i = 1) = \Phi(\gamma_0 + \gamma_1 \text{Techindex}_i + \gamma_2 X_i) \quad (3)$$

Où :

– *Résilience<sub>i</sub>* est la variable dépendante qui mesure la résilience de l'entreprise *i* (binaire : augmentation emploi post-COVID)

–  $\Phi$  représente la fonction de répartition de la loi normale standard.

– *Techindex<sub>i</sub>* est l'indice d'adoption technologique à l'instar du mobile money

– *X<sub>i</sub>* constitue le vecteur des variables de contrôle que sont l'alphabétisation, l'enregistrement, la taille de l'entreprise, le pays, etc.

### 3. Résultats et discussion

#### 3.1. Résultats descriptifs

**Tableau 1 : Statistiques descriptives comparées**

Pays	Taux mobile money	taux résilience	Alphabétisation	Usage ordinateur	Enregistrement	taille médiane	n
<b>Ghana</b>	0,906797 116	0,047889	0,4752 83	0,318 229	0,3424 3	3	1942
<b>Tanzanie</b>	0,511705 686	0,070234	0,6772 58	0,286 913	0,2924 73	2	598

Source : Estimation de l'auteur

Le tableau 1 présente les statistiques descriptives qui confirment le caractère micro-entrepreneurial du secteur informel dans les deux pays. Au Ghana, l'entreprise médiane<sup>1</sup> emploie trois personnes et l'adoption du mobile money est nettement plus élevée. En Tanzanie, l'entreprise médiane emploie deux personnes et les niveaux de résilience y sont légèrement plus élevés. Ces résultats indiquent des configurations institutionnelles et technologiques différentes.

---

<sup>1</sup> Nous rapportons la médiane plutôt que la moyenne du fait de la forte asymétrie de la distribution des tailles d'entreprise.

**Tableau 2 : Résultats Modèle 1 : Logit multivarié sur l'adoption du mobile money**

term	estimate	std.error	statistic	p.value
<b>(Intercept)</b>	2,091854	0,107871	19,39214	8,99E-84
<b>literacy</b>	-0,31407	0,131796	-2,38301	0,017172
<b>computer use</b>	0,481734	0,147549	3,264903	0,001095
<b>registered</b>	0,463079	0,142121	3,258352	0,001121
<b>Size l3</b>	0,062239	0,013235	4,702499	2,57E-06
<b>countryTanzania</b>	-1,95836	0,139334	-14,0551	7,17E-45

Source : Estimation de l’auteur

Le tableau 2 présente les résultats du modèle Logit multivarié sur l'adoption du mobile money. Ces résultats montrent que l'enregistrement formel, l'usage du mobile money et la taille de l'entreprise augmentent significativement la probabilité d'adopter le mobile money. *A contrario*, l'effet négatif de l'alphabétisation indique que certains entrepreneurs plus instruits développent des stratégies alternatives au paiement mobile tels que des segments d'activités qui dépendent moins des transactions numériques. L'effet pays reste très significatif et confirme un avantage structurel du Ghana en ce concerne l'écosystème numérique.

**Tableau 3 : Résultats Modèle 2 : Probit sur la résilience**

<b>term</b>	<b>estimate</b>	<b>std.error</b>	<b>statistic</b>	<b>p.value</b>
<b>(Intercept)</b>	-1,98572	0,236099	-8,41057	4,08E-17
<b>mobile money</b>	0,49242	0,237992	2,069061	0,03854
<b>countryTanzania</b>	0,259736	0,292277	0,888663	0,374184
<b>literacy</b>	-0,31737	0,095888	-3,30979	0,000934
<b>computer use</b>	0,004654	0,104013	0,04474	0,964314
<b>registered</b>	-0,04404	0,0954	-0,46161	0,644361
<b>taille de l'entreprise</b>	-4,1E-05	0,000205	-0,20185	0,840033
<b>mobile money: countryTanzania</b>	0,223424	0,315945	0,70716	0,479467

Source : Estimation de l'auteur

Le tableau 3 présente les résultats du modèle 2. Ce modèle intègre une interaction entre l'usage du mobile money et le pays.

Les estimations Probit montrent que l'usage du mobile money exerce un effet à la fois positif et significatif sur la résilience principalement au Ghana. Le lien avec la Tanzanie n'est pas statistiquement différent. Par contre, l'enregistrement formel et l'usage de l'ordinateur n'ont pas d'effet direct sur la résilience. Ce résultat suggère un mécanisme indirect qui passe par la digitalisation des transactions.

### **3.2. Discussion**

Au Ghana et en Tanzanie, le mobile money, en facilitant la continuité des transactions et la gestion des flux financiers en période d'incertitude, agit comme un levier d'ajustement opérationnel. Il joue cependant un rôle différent selon les contextes. Si au Ghana, il s'inscrit dans un environnement plus diversifié et complète d'autres outils

digitaux, en Tanzanie, il représente davantage une technologie compensatoire qui permet de pallier des contraintes d'accès aux infrastructures financières formelles.

Le résultat contre-intuitif de l'alphabétisation vient éclairer sur les vulnérabilités différentes suivant les secteurs plutôt qu'un effet individuel négatif du capital humain.

## Conclusion

Cet article avait pour but d'analyser la manière dont l'adoption des technologies numériques contribue à renforcer la résilience des entreprises en Afrique. En comparant le Ghana à la Tanzanie, il visait à comprendre sous quelles conditions et dans quelle mesure, la transformation numérique peut être un levier de résilience pour les entreprises informelles.

Les résultats empiriques montrent que dans les deux pays étudiés, l'adoption du mobile money est un déterminant significatif de la résilience des entreprises informelles. Cependant, les modalités d'impact divergent selon le contexte national. A la différence du Ghana où le mobile money s'inscrit dans une dynamique de digitalisation, en Tanzanie, il joue un rôle compensatoire en permettant aux entreprises de pallier certaines contraintes financières et infrastructurelles.

Sans pour autant exercer un effet direct sur la résilience, l'usage de l'ordinateur, l'enregistrement formel et la taille de l'entreprises apparaissent comme d'importants facilitateurs de l'adoption. Toutefois, l'effet négatif de l'alphabétisation sur certains indicateurs de la résilience expose des vulnérabilités différentes suivant les secteurs et montre la complexité des liens entre adoption technologiques, capacité d'adaptation et capital humain dans le secteur informel.

Cette étude fournit trois contributions importantes à la littérature. Premièrement, au plan méthodologique, en proposant une opérationnalisation à la fois quantitative et multidimensionnelle de la résilience, elle constitue une alternative aux mesures unidimensionnelles souvent utilisées. Deuxièmement, au plan empirique, l'importance du contexte institutionnel dans l'efficacité des technologies comme leviers de résilience et dans les trajectoires de transformation numérique est éclairé par l'analyse comparative Ghana-Tanzanie. Troisièmement, au plan théorique, les résultats de cette recherche en montrant que la résilience émane de configurations particulières nuancent les approches qui postulent des effets uniformes positifs de la digitalisation.

Certaines limites apparaissent cependant dans cette recherche. La nature transversale des données ne permet pas d'établir clairement des relations causales. La mesure de la résilience se fonde sur des indicateurs auto-déclarés, susceptibles de biais. L'analyse se limite en zones urbaines et à deux pays, ce qui réduit la généralisation des résultats obtenus. De futurs travaux pourraient utiliser des données longitudinales, intégrer des dimensions sociales comme le capital relationnel et étendre l'analyse à d'autres pays africains pour mieux comprendre les trajectoires de résilience des entreprises informel à moyen et à long terme.

## Références bibliographiques

1. Abate, A. M. (2021). La Covid-19: Une opportunité d'affaires pour le secteur informel en Afrique 1? *Revue internationale PME*, 34(3), 145-166. <https://www.erudit.org/en/journals/ipme/2021-v34-n3-4-ipme06591/1084338ar/abstract/>
2. Achieng, M. S., & Malatji, M. (2022). Digital transformation of small and medium enterprises in sub-Saharan Africa: A scoping review. *The Journal for Transdisciplinary Research in Southern Africa*, 18(1), 1257. <https://journals.co.za/doi/abs/10.4102/td.v18i1.1257>
3. Banque Mondiale (2020). Evaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne. *Rapport du bureau de l'économiste en chef de la région Afrique, Africa's Pulse*, 21. <https://www.atibt.org/wp-content/uploads/2020/04/AFRIQUE-Africas-Pulse-Analyse-de-lImpact-Economique-vFR-202004.pdf>
4. Begazo, T., Blimpo, M., & Dutz, M. (2023). *Afrique numérique : Transformation technologique pour l'emploi*. World Bank Publications. <https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=ERDREAAAQBAJ&oi=fnd&pg=PA58&dq=R%C3%A9silience+ET+transformation+ET+num%C3%A9rique+ET+entreprises+ET+informelles+ET+Afrique+&ots=PhZXuv8VpC&sig=EJ5c8xtUioj5GdzmlWjrorDrUtk>

5. Berrou, J.-P., Combarous, F., Eekhout, T., & Mellet, K. (2020). Mon mobile, mon marché. Usages du téléphone mobile et performances économiques dans le secteur informel dakarais. *Réseaux*, 219(1), 105-142. <https://doi.org/10.3917/res.219.0105>
6. Berrou, J.-P., Deguilhem, T., Girollet, D., & Piveteau, A. (2023). *Les micro et petites entreprises de l'informel sénégalais face à la Covid-19. Les usages numériques dans la crise* [PhD Thesis, LAM CNRS 5115-Sciences Po Bordeaux; Orange Innovation]. <https://hal.science/hal-04496988/>
7. Bezanga, E. V. S. (2023). Femmes entrepreneures et délaissement gouvernemental face à la Covid-19 : Résilience des cadets sociaux par l'innovation commerciale en ligne. *African Journal of Political Science*, 11(1), 81-90. <https://www.ajol.info/index.php/ajps/article/view/264262>
8. DIALLO, M., DIÉMÉ, M., & SILLA, M. (2022). Stratégies de résilience dans le secteur informel en période de pandémie : Cas de la covid-19. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 3(3). <https://www.revuefreg.fr/index.php/home/article/view/575>
9. Fransen, J., Hati, B., van Stapele, N., Kiri, S., & Nyumba, R. (2024). Resilience Pathways of Informal Settlements in Nairobi : Stasis, Decline, Adaptation, and Transformation. *The European Journal of Development Research*, 36(2), 355-380. <https://doi.org/10.1057/s41287-023-00605-w>
10. Jack, W., & Suri, T. (2014). Risk Sharing and Transactions Costs : Evidence from Kenya's Mobile Money Revolution. *American Economic Review*, 104(1), 183-223. <https://doi.org/10.1257/aer.104.1.183>
11. Li, Y., Mitra, P., Miyajima, K., Ongley, K., Ouattara, F., Ouedraogo, R., Sharma, P., & Simione, F. F. (2020). *La transformation numérique en Afrique subsaharienne*. <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/REO/AFR/2020/April/French/ch3.ashx>

12. Mbenda, S. P. M., Mbarga, A. J., & Ambiana, D. A. (2023). Chapitre 11 Ingénierie de la résilience des TPE en contexte de covid-19 au Cameroun. *LES FORMES ÉLÉMENTAIRES DU MANAGEMENT EN AFRIQUE*, 201. <https://www.torrossa.com/gs/resourceProxy?an=5654775&publisher=FZ2990#page=201>
13. Meagher, K. (2013). Unlocking the informal economy : A literature review on linkages between formal and informal economies in developing countries. *Work. ePap*, 27, 1755-1315. <https://www.wiego.org/sites/default/files/publications/files/Meagher-Informal-Economy-Lit-Review-WIEGO-WP27.pdf>
14. N'DA, E. A. E., & DOMOA, C. D. L. (2023). RESILIENCE STRATEGIQUE ET COMPÉTENCES ENTREPRENEURIALES DES FEMMES ENTREPRENEURES EN CÔTE D'IVOIRE : CAS DE LA COVID 19. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 4(10). <https://www.revuefreg.fr/index.php/home/article/view/1324>
15. Nguimkeu, P., & Okou, C. (2021). Leveraging digital technologies to boost productivity in the informal sector in Sub-Saharan Africa. *Review of Policy Research*, 38(6), 707-731. <https://doi.org/10.1111/ropr.12441>
16. OCDE (2024). *Dynamiques du développement en Afrique*. [https://www.oecd.org/fr/publications/dynamiques-du-developpement-en-afrique-2024\\_b25ee3a9-fr.html](https://www.oecd.org/fr/publications/dynamiques-du-developpement-en-afrique-2024_b25ee3a9-fr.html)
17. Simen, S. F., Banzoussi Niaka, U. N., Agbeno, Y., Beyala Mvindi, M.-L., & Paterne Nkoulou, S. (2024). Impact de la transition numérique sur l'entrepreneuriat informel des femmes commerçantes à Libreville au Gabon. *Revue Organisations & territoires*, 33(1), 134-147. <https://doi.org/10.1522/revueot.v33n1.1718>

18. Williams, T. A., & Shepherd, D. A. (2016). *Building Resilience or Providing Sustenance : Different Paths of Emergent Ventures in the Aftermath of the Haiti Earthquake* | *Academy of Management Journal*. <https://journals.aom.org/doi/abs/10.5465/amj.2015.0682>
19. Zoungrana, J.-B. (2017). *Résilience des très petites entreprises aux crises de grande ampleur dans les pays en développement : Cas du secteur informel suite aux inondations du 1er septembre 2009 à Ouagadougou au Burkina Faso* [PhD Thesis, Université Aube Nouvelle (Burkina Faso)]. <https://theses.hal.science/tel-01852566/>



# **Impact du marketing créatif sur la promotion de l'entrepreneuriat social : une transition vers une mode durable et circulaire**

*Impact of creative marketing on the promotion of social entrepreneurship: a transition towards a sustainable and circular model*

Par

Mounya CHAHBOUNE

Enseignante chercheure

Faculté Polydisciplinaire de Khouribga

Université Sultan Moulay Slimane

Laboratoire d'économie et gestion.

Maroc

cmounya@gmail.com

Salma HADDAD

Doctorante chercheure  
Faculté Polydisciplinaire de Khouribga  
Université Sultan Moulay Slimane  
Laboratoire d'économie et gestion  
Maroc  
salma.haddad@usms.ac.ma

# Résumé

Dans un contexte où la fast fashion est de plus en plus critiquée pour son impact environnemental, la transition vers un modèle circulaire s'impose comme une nécessité. Cette communication explore le rôle de la créativité marketing dans cette transition, en proposant des stratégies capables de sensibiliser, d'informer et d'inciter les consommateurs à adopter des pratiques plus durables.

Des initiatives locales se mettent en place pour encourager une mode plus éco-responsable, qui met en avant l'artisanat marocain avec des matières recyclées, qui crée des textiles en pièces uniques, ou encore des plateformes numériques de seconde main.

**Mots clés :** Entrepreneuriat durable, fast fashion, marketing créatif, mode circulaire, comportement du consommateur.

## Abstract

In a context where fast fashion is increasingly criticized for its environmental impact, the transition to a circular model is becoming a necessity. This communication explores the role of marketing creativity in this transition, proposing strategies capable of raising awareness, informing, and encouraging consumers to adopt more sustainable practices. Local initiatives are being implemented to promote more eco-friendly fashion, highlighting Moroccan craftsmanship with recycled materials, creating textiles as unique pieces, or even through digital second-hand platforms.

**Keywords:** Sustainable entrepreneurship, fast fashion, creative marketing, circular fashion, consumer behavior.

# Introduction

Dans un monde où la recherche de solutions durables est essentielle, l'entrepreneuriat social se révèle être un outil clé pour relever les défis environnementaux et sociaux. Ce modèle économique, axé sur l'impact sociétal, prend une importance croissante dans l'industrie de la mode, où les questions de surconsommation, de conditions de production et de déchets textiles sont de plus en plus préoccupantes. Afin de réussir la transition vers une mode plus durable et circulaire, il est crucial d'adopter des stratégies de communication et de promotion adaptées.

Le marketing créatif joue un rôle essentiel en sensibilisant les consommateurs, en mettant en avant des pratiques éthiques et en proposant des récits captivants pour encourager l'adoption de nouvelles formes de consommation. Grâce aux outils numériques, aux campagnes interactives et aux collaborations innovantes, les entrepreneurs sociaux parviennent à modifier les comportements des consommateurs et à renforcer leur engagement envers une mode plus responsable.

Cette étude examinera l'influence du marketing créatif sur la perception et l'adoption de la mode circulaire, tout en favorisant le développement de l'entrepreneuriat social dans ce domaine. Nous nous pencherons sur les stratégies les plus efficaces et leur impact concret sur la transition vers un modèle plus durable.

## **Problématique**

– Les innovations marketing au service de la durabilité : comment accélérer la transition de la fast fashion vers une mode circulaire ?

### **1. Contexte général**

#### **1.1. Revue de la littérature**

L'industrie de la mode est l'une des industries les plus polluantes du monde entier, ce qui a abouti à une reconnaissance croissante de la nécessité d'adopter des pratiques plus durables. Dans ce contexte, l'entrepreneuriat social joue un rôle crucial dans la transition vers une industrie de la mode circulaire. Des stratégies de marketing efficaces sont essentielles dans cette transformation car elles aident à sensibiliser les consommateurs, à influencer leur comportement et à promouvoir les marques qui adoptent une approche à long terme.

L'entrepreneuriat social combine les activités économiques en mettant l'accent sur la création d'un impact sociétal positif, comme décrit par Yunus (2010).

Dans l'industrie de la mode, il s'efforce de trouver un équilibre entre gagner de l'argent et être conscient de l'environnement et du bien-être des gens. Les entreprises sociales de la mode circulaire mettent l'accent sur des modèles comme la réévaluation des déchets textiles, du recyclage et de l'upcycling (Pal & Gander, 2018). Leur progrès est principalement motivé par une approche marketing créative et captivante.

Le marketing créatif permet aux marques impliquées dans l'entrepreneuriat social pour se distinguer et accroître la sensibilisation du public aux alternatives éthiques (Kotler

et Lee, 2011). Il contraste avec le marketing conventionnel par l'incorporation d'histoires captivantes, un style visuel attrayant et des campagnes interactives qui favorisent l'engagement et la fidélité des consommateurs (Hennessey et Amabile, 2010). La narration est une méthode puissante pour engager les consommateurs en racontant l'histoire des concepteurs de produits et des artisans qui les créent (Brown, 2009).

Les plateformes de médias sociaux telles que Instagram et Tiktok ont un impact significatif sur la promotion de la mode durable. Les influenceurs jouent un rôle crucial dans l'éducation de leurs abonnés sur la signification de la consommation de responsabilité (Benedetto et Kim, 2021).

L'influence du marketing permet aux marques éthiques d'élargir leur portée et d'établir une connexion avec les consommateurs au niveau local. Certaines entreprises mettent en œuvre des approches interactives pour promouvoir des actions plus responsables. Les applications offrent des incitations, telles que des récompenses aux consommateurs qui recyclent leurs anciens vêtements ou s'engagent dans des programmes de troc (McNeill et Moore, 2015).

Des études indiquent que les consommateurs sont plus enclins à adopter des comportements responsables lorsque les campagnes marketing mettent l'accent sur les valeurs qui leur résonnent (White et al., 2019).

Grâce à des stratégies de marketing innovantes, la mode durable devient plus attrayante et souhaitable pour les consommateurs. Malgré son potentiel, le marketing créatif rencontre des défis, tels que Greenwashing, qui peuvent avoir un impact négatif sur les marques (Delmas et Burbano, 2011).

## 1.2. Définition des mots clés

### 1.2.1. *La fast fashion*

Le terme fast fashion fait référence aux collections de vêtements à bas prix qui s'inspirent des tendances de la mode de luxe à coût élevé (Joy et al.2012). Le terme « fast fashion » a été inventé pour la première fois par le New York Times en 1989 (Gazzola et al.2020). Au cours des deux décennies qui ont suivi, le rythme de la fast fashion s'est accéléré, les vêtements deviennent de moins en moins chers et les cycles de la mode s'accroissent sans relâche. Cela a eu pour conséquence que plus de la moitié des articles de mode rapide ont été éliminés en moins de douze mois (McKinsey 2016), en raison d'un espace de rangement insuffisant (Cairns et al.2021-9) et parce qu'ils n'ont pas été conçus pour durer en premier lieu. Il n'est pas surprenant que la mode rapide ait été qualifiée de mode « jetable » (Cairn Ritch, an Bereziat, 2021, 1270). Ironiquement, le désir de tant de consommateurs ordinaires de se distinguer en imitant les consommateurs de mode de luxe de statut supérieur en achetant et en portant de la mode rapide, entraîne leur similitude les uns avec les autres, plutôt que leur individualité (Cassidy et Bennett 2015).

La fast fashion, ou mode rapide, fait référence à une tendance de marques qui fabriquent rapidement des vêtements, fréquemment et à moindre coût. Une enseigne de mode rapide peut produire jusqu'à 36 collections annuellement, comparativement aux 4 collections d'une marque de mode traditionnelle. On critique souvent la mode rapide pour ses multiples impacts sociaux et environnementaux négatifs. Parmi les limites de la fast fashion on trouve :

### ❖ *La pollution*

La pollution de l'air et de l'eau Un élément majeur de la mode rapide est l'utilisation de tissus synthétiques comme le polyester, qui sont produits en utilisant beaucoup d'énergie et proviennent de produits pétrochimiques. La pollution due au processus de production est rejetée dans l'atmosphère et les cours d'eau, ce qui s'ajoute à la pollution dans les deux. En plus de contaminer les sources d'eau, les produits chimiques toxiques utilisés dans la teinture des tissus, tels que les métaux lourds et les colorants azoïques, constituent également une menace pour la santé humaine et les écosystèmes aquatiques (Evridiki Papachristou, Michail Karypidis, Theodore Tarnanidis, Vasileios Ismyrlis. 2024. traduit).

La création de vêtements ne se limite pas à l'utilisation de matériaux de base. Il implique également l'utilisation de nombreux produits chimiques. Les tenons, les fixateurs et les agents de finition sont fréquemment utilisés pour donner aux vêtements leur apparence finale. Malheureusement, ces produits chimiques ont souvent des impacts néfastes sur l'environnement.

Les colorants couramment utilisés dans l'industrie textile posent des défis importants. Beaucoup de ces colorants sont constitués de métaux lourds et d'autres substances nocives. Cela peut polluer les rivières locales..

### ❖ *Le gaspillage*

Dans une société qui encourage la consommation constante et la nécessité de mettre à jour constamment notre garde-robe, la mode jetable reflète bien cette culture. En moyenne, 70% des vêtements stockés dans notre vestiaire ne sont pas utilisés. La majorité des vêtements que nous jetons se retrouvent dans la décharge ou incinérés. On estime

que seulement environ 20% des déchets plastiques sont collectés en Europe, avec environ la moitié de celle-ci recyclée dans des digues industrielles et des matériaux d'isolation, tandis que l'autre moitié est réutilisée, principalement exportée vers les pays en développement.

Surtout, les marques de mode hiérarchisent les préoccupations liées aux petites robes. Certes, afin de maintenir des prix raisonnables, les marques doivent fabriquer en grande quantité. Pour éviter le coût élevé du stockage des articles inutilisés, ceux-ci sont souvent incinérés, ajoutant à la quantité de déchets générés.

#### ❖ *Des conditions de travail précaire*

Selon Human Rights Watch (HRW), cette accélération du rythme de production et la course aux bas prix aggravent le risque de violation des droits du travail dans les ateliers de confection, en incitant notamment leurs fournisseurs à sous-traiter le travail de manière illicite à d'autres ateliers où les abus sont fréquents. Leur chaîne d'approvisionnement étant tentaculaire et souvent opaque, les marques ont de la difficulté à superviser les conditions de travail dans les ateliers où sont fabriqués leurs produits, et ce, malgré parfois leurs engagements à ne faire affaire qu'avec des fournisseurs garantissant des conditions de travail éthiques (Valérie Simard, 2024).

### **1.2.2. La mode circulaire**

Il s'agit d'une alternative durable à la mode traditionnelle qui repose sur un modèle linéaire « produire, consommer, jeter ». Elle vise à réduire l'empreinte écologique de l'industrie du textile en instaurant un mécanisme où les habits et accessoires sont pensés pour perdurer, être réparés, remis en circulation et recyclés.

La mode circulaire est un modèle de production qui cherche à minimiser les déchets et à maximiser la durée de vie utile des vêtements. Grâce au recyclage et à l'upcycling, nous pouvons créer de nouvelles pièces à partir de matériaux usagés. La mode circulaire encourage également la répartition et la réutilisation des vêtements, réduisant ainsi le besoin de produire de nouvelles pièces (Moda & Estilo, 2024).

Selon la FMC (Fédération de la Mode Circulaire), la circularité dans la mode est « un processus qui permet d'utiliser et de réutiliser les ressources textiles jusqu'à ce qu'elles ne soient plus utilisables. En s'appuyant sur l'upcycling, la biodégradation ou le recyclage par exemple, mais également en amont, en élaborant des pièces durables et réparables. Il aspire à ce qu'un habit ne perde pas de valeur avec le temps et tout au long de sa durée de vie. Pour atteindre cet objectif, les principes de la mode circulaire se basent sur trois aspects :

❖ *Minimiser les déchets et la pollution :*

La réduction des déchets et de la pollution est un principe clé du développement durable, et l'adoption de technologies de production plus propres et d'approches d'économie circulaire peut contribuer à atteindre cet objectif. En minimisant les déchets et la pollution, nous pouvons promouvoir des modes de production et de consommation plus durables et efficaces, conduisant à un environnement plus sain et à un avenir plus durable (Lucien Sina, 2024).

❖ *La Durabilité :*

La durabilité n'est pas un phénomène nouveau, mais elle a été introduite dès les années 1980, lorsque la commission Brundtland a souligné que les ressources devaient être

utilisées de manière plus consciente afin que les générations actuelles et futures puissent répondre à leurs besoins (CMED 1987)(Claudia E. Henninger, Claudia E./Alevizou Henninger (Panayiot), Daniella Ryding. 2024. traduit).

La durabilité dans la mode est devenue de plus en plus importante avec les entreprises mettant en œuvre des stratégies (à des degrés divers) pour contrecarrer leurs impacts environnementaux et sociaux (Henninger et al. 2015). Pourtant, à ce jour, l'industrie de la mode est classée au quatrième rang des pires « catégories de pression pour l'utilisation de matières premières primaires et de déchets (après l'alimentation, le logement et le transport) » (AEE 2023)(Claudia E. Henninger, Claudia E./Alevizou Henninger (Panayiot), Daniella Ryding. 2024. traduit).

La mode durable n'est pas seulement une tendance, mais un besoin croissant qui reflète un changement dans la façon dont nous percevons et pratiquons la production et la consommation de vêtements (Moda & Estilo. 2024).

#### ❖ *Optimiser la régénération des matériaux*

L'optimisation des matériaux est un principe central de la mode circulaire. Il s'agit de compléter le cycle en permettant la réutilisation aux matériaux utilisés dans la production pour concevoir de nouveaux articles. Cela comprend le recyclage des vêtements, la conversion des déchets en matières premières de même qualité, ainsi que la fabrication de vêtements qui, à la fin de leur cycle de vie, peuvent être décomposés pour récupérer les matériaux.

Les principes de l'économie circulaire illustrent le deuxième archétype décrit par Nancy Bocken et ses collaborateurs, soit la création de valeurs à partir de déchets. L'un des fondements de cette approche consiste à "boucler la boucle", dans le sens où les résidus de production et les composantes en fin de vie d'un produit doivent conduire à

leur réemploi dans d'autres produits, d'où l'idée de circularité qui limite le gaspillage (Luc K. Audebrand. 2018).

### **1.2.3. Le Marketing créatif**

Le marketing créatif représente l'approche qui consiste à recourir à des techniques novatrices et atypiques pour attirer l'attention de la clientèle visée, renforcer la reconnaissance de la marque et, finalement, booster les ventes. Cela ne se limite pas à la création de visuels pour les supports promotionnels ou l'élaboration de campagnes innovantes, mais implique aussi l'intégration d'une réflexion créative dans l'ensemble de la stratégie marketing.

Dans un environnement où l'attention des consommateurs est de plus en plus attirée par une large diversité de messages publicitaires et de contenus numériques, il devient essentiel pour les marques de capter et de fidéliser leur public. Face à cette véritable masse d'informations, les consommateurs recherchent des expériences authentiques et intéressantes plutôt qu'une simple exposition à des produits ou à des services. c'est dans ce contexte que le marketing créatif s'impose comme une stratégie essentielle, combinant innovation, narration et interaction pour conquérir et fidéliser les clients.

Le marketing créatif repose sur des approches interactives et différenciatrices qui transforment la communication traditionnelle en une véritable expérience. En s'appuyant sur des contenus originaux, des campagnes interactives et des outils technologiques avancés tels que la réalité augmentée, les marques parviennent à capter l'attention de leur public et à générer un engagement durable.

Les hypothèses :

- **Hypothèse 1** : Le marketing créatif a la capacité d'inciter les consommateurs à opter pour une mode plus durable.

- **Hypothèse 2** : Les marques qui mettent en œuvre des campagnes innovantes orientées vers la durabilité attirent facilement l'attention des consommateurs sensibles aux enjeux sociaux.

- **Hypothèse 3** : Les marques qui allient créativité et impact social gagnent davantage la confiance des consommateurs.

- **Hypothèse 4** : Des campagnes de sensibilisation innovantes peuvent faire évoluer la façon dont les consommateurs perçoivent la mode rapide.

Le schéma ci-dessous illustre le modèle conceptuel de l'étude, mettant en avant les liens hypothétiques entre le marketing créatif axé sur la durabilité, les réponses des consommateurs et l'adoption d'une consommation de mode plus respectueuse de l'environnement.

**Figure N°1: le modèle conceptuel de l'étude**



Source : élaboré par l'auteur

## **2. Cadre méthodologique et empirique**

### **2.1. Méthodologie terrain**

Pour évaluer comment le marketing créatif influence la promotion de l'entrepreneuriat social et la transition vers une mode durable et circulaire, nous avons utilisé une approche quantitative. Cette méthode nous a permis de mesurer les perceptions et les comportements des consommateurs envers les initiatives de mode circulaire à l'aide de données chiffrées et exploitables. Pour cela, nous avons utilisé deux principaux outils : un questionnaire en ligne et une analyse des tendances sur les réseaux sociaux et les plateformes de seconde main.

Cette étude se base sur une approche quantitative qui aide à mieux comprendre et cerner le terrain et la problématique, il s'agit d'une étude initiale, déterminant que les attitudes et les actions des consommateurs vis-à-vis des pratiques de mode circulaire peuvent être observées, identifiées et étudiées objectivement à partir de données empiriques. Cette approche se base sur le postulat que les phénomènes sociaux analysés révèlent des éléments qui peuvent être dévoilés par des méthodes quantitatives. De ce fait, l'exploitation de données quantitatives aide à repérer des évolutions globales et à construire des liens entre les éléments examinés, tout en minimisant l'impact de la subjectivité du chercheur.

Un questionnaire sera diffusé en ligne pour étudier différents aspects :

- ❖ Les habitudes d'achat (fréquence, budget, préférence entre fast fashion et mode circulaire).
- ❖ La perception de la mode circulaire (niveau de connaissance, motivations et obstacles).

❖ L'impact du marketing créatif (effet des publicités et influence des influenceurs).

L'échantillon sera diversifié et diffusé sur les réseaux sociaux et les plateformes spécialisées.

Une analyse des tendances sur les réseaux sociaux et les plateformes de seconde main sera réalisée :

❖ Les hashtags et discussions populaires (#modedurable, #slowfashion...).

❖ L'engagement des consommateurs (likes, partages, commentaires).

❖ Les tendances d'achat sur les plateformes de seconde main (Vinted, Vestiaire Collective).

Ces outils permettront d'évaluer l'impact des stratégies marketing sur le développement de la mode circulaire et de l'entrepreneuriat social.

### *2.1.1. Présentation de l'échantillon*

Cette recherche cible un groupe de 100 personnes qui vivent au Maroc. Le groupe d'étude a été formé en utilisant une méthode non aléatoire de sélection, spécifiquement un échantillonnage opportuniste, en raison des restrictions de temps et de ressources associées à la réalisation de la recherche. Les participants ont été choisis en fonction de leur accessibilité et de leur disponibilité, notamment dans des lieux physiques et virtuels fréquemment utilisés par les consommateurs marocains (réseaux sociaux, sondages en ligne, échanges directs). Les personnes sélectionnées répondent aux critères énoncés par les objectifs de la recherche et montrent des profils diversifiés en matière d'âge, de genre, de niveau d'éducation et de catégories socio-professionnelles, ce qui permet de refléter la variété des comportements observés dans le contexte marocain.

Même si ce type d'échantillonnage ne permet pas de tirer des conclusions statistiques applicables à toute la population marocaine, il s'avère utile pour une recherche exploratoire, fournissant des perspectives substantielles sur les perceptions, les comportements et les habitudes des consommateurs marocains concernant le sujet étudié.

### *2.1.2. Enquête par questionnaire*

Afin de recueillir des données primaires sur la mode circulaire et les habitudes de consommation au Maroc, une enquête sur le terrain a été menée avec les consommateurs marocains. Cette phase de recherche vise à mieux comprendre comment les gens perçoivent la mode circulaire, à analyser leurs comportements d'achat et à évaluer l'impact des tactiques de marketing sur leur processus décisionnel.

L'enquête est auto-administrée, avec une durée d'exécution moyenne estimée à 5 minutes, ce qui contribue à réduire la lassitude des participants et à augmenter le taux de réponse. Il se compose de quatre parties créées de façon progressive, passant des données générales à des aspects cognitifs et comportementaux.

- La première partie a pour objectif de collecter les caractéristiques sociodémographiques des participants, permettant ainsi de situer les résultats dans leur contexte et de repérer d'éventuelles variations de perception et d'action en fonction des profils. Cette partie comporte quatre variables clés : âge, sexe, catégorie socioprofessionnelle et lieu de résidence.

- La seconde partie porte un intérêt particulier aux connaissances, conceptions et perceptions des participants concernant la mode circulaire.

- La troisième partie examine les comportements contemporains et les ambitions à venir des consommateurs

concernant la mode circulaire. Ainsi elle établit un lien entre les comportements, les expériences préalables et les intentions de mise en œuvre de pratiques circulaires.

- La quatrième partie a pour objectif d'analyser l'importance des stratégies de marketing et de communication dans la sensibilisation et le recours à la mode circulaire.

### ***a. Objectif de l'enquête***

Le but de la recherche était de déterminer l'étendue de la compréhension de la mode circulaire chez les consommateurs marocains, évaluer leur volonté d'embrasser des pratiques de consommation durables. ainsi que pour comprendre les facteurs et les obstacles qui influencent ce changement. afin d'examiner l'influence des messages marketing et des canaux de communication sur ces comportements.

### ***b. Éthique et confidentialité***

Ce travail adhère aux normes éthiques de la recherche scientifique, la participation est volontaire, confidentielle et basée sur un accord libre et informé. Les données collectées sont confidentielles et employées uniquement pour des objectifs scientifiques, sans aucune menace pour les intervenants.

Les participants ont reçu des informations sur l'objectif de l'étude et ont assuré que leurs réponses resteraient confidentielles. Toutes les réponses ont été recueillies sans collecter d'informations personnelles.

## **2.2. Résultats**

Dans un monde où la manière durable est une préoccupation importante, ce questionnaire cherche à mieux comprendre les modèles de consommation des Marocains et leur perception de la mode circulaire.

La mode circulaire est centrée sur des pratiques telles que l'achat de vêtements d'occasion, de recyclage, de réparation ou d'échange de vêtements, ce qui conduit finalement à une industrie textile plus responsable et plus respectueuse de l'environnement.

En menant cette enquête, nous visons à découvrir les principaux obstacles et les moteurs de l'acceptation par les consommateurs de ces nouvelles pratiques, ainsi que les facteurs qui pourraient faciliter leur adoption généralisée.

Ce questionnaire a été administré à un échantillon de 100 personnes, composé d'hommes et de femmes de différentes tranches d'âge, avec un revenu mensuel variant entre 3 000 et 10 000 DH. afin d'obtenir une vision représentative des comportements et des opinions sur le sujet.

60 % des répondants sont issus de villes moyennes, ce qui permet d'examiner l'adoption de la mode circulaire en dehors des grandes métropoles.

Les résultats mettent en lumière plusieurs tendances :

→ La connaissance et la perception de la mode circulaire

**Tableau N°1: le niveau de connaissance et de perception**

Indicateurs	Modalité	Pourcentage (%)
Connaissance	Oui	50 %
Compréhension	Vêtements d'occasion / seconde main	> 65 %
Perception	Positive	> 40 %
Perception	Neutre	> 30 %
Perception	Négative	< 30 %

Source: établi par l'auteur

Les résultats indiquent que 50 % des répondants connaissent bien le concept de mode circulaire, ce qui souligne une visibilité encore limitée par rapport au modèle dominant de la mode rapide. Alors beaucoup de gens savent que les vêtements d'occasion sont une façon de réutiliser les vêtements portés par d'autres, ce qui montre que les gens ont une idée de base de la façon d'utiliser les choses encore et encore. De plus, plus de 40% des gens ont des opinions positives, et un grand nombre des personnes interrogées reste neutre, bien que la connaissance soit restreinte, la perception en général reste positive.

→ Les habitudes d'achat et niveau d'engagement dans la mode circulaire

**Tableau N°2: Les habitudes d'achat et d'engagement**

Indicateurs	Modalité	Pourcentage (%)
Achat de seconde main	Régulier	45 %
Achat de seconde main	Jamais	18 %
Intention d'achat futur	Oui	40 %
Participation à initiatives durables	Oui	20 %
Engagement comportemental	Don/ revente	70 %

Source: établi par l'auteur

Les résultats indiquent une adoption hybride des pratiques de mode circulaire. Alors que 45 % des participants se tournent souvent vers les vêtements d'occasion, 18 % n'y ont jamais recours, illustrant un mélange de comportements proactifs et réticents. D'ailleurs, 40 % manifestent une volonté d'acheter à l'avenir, alors que seulement 20 % ont pris part à des démarches durables. Toutefois, la propension élevée à donner ou vendre des vêtements (70 %) indique un

engagement potentiel qui pourrait être stimulé par des innovations marketing pour accélérer la transition vers une mode circulaire.

❖ *Les freins à l'adoption de la mode circulaire*

Malgré ces tendances encourageantes, plusieurs obstacles freinent l'adoption de la mode circulaire :

**Tableau N°3 : Les freins à l'adoption de la mode circulaire**

Freins	Pourcentage (%)
Manque d'informations	80 %
Prix trop élevé	45 %
Offre limitée	40 %
Préférence pour vêtements neufs	35 %

Source: établi par l'auteur

Les résultats soulignent divers défis structurels et perceptuels à l'acceptation de la mode circulaire. L'insuffisance d'information est le principal obstacle, car plus de 80% des participants n'ont jamais été confrontés à des campagnes de sensibilisation, mettant en évidence une lacune dans les stratégies de communication durable face à l'industrie du prêt-à-porter rapide. Aussi, le coût jugé élevé, la rareté des offres sur le marché marocain et l'attrait durable pour les vêtements neufs sont autant de facteurs à prendre en compte. Ces obstacles soulignent que le passage à une économie circulaire ne repose pas uniquement sur l'engagement des consommateurs, mais requiert aussi des innovations en marketing et en structure pour renforcer l'accessibilité, la visibilité et l'attrait des options durables.

→ Les facteurs d'encouragement et actions marketing efficaces

**Tableau N°4: Action marketing efficace**

Action marketing efficace	Pourcentage (%)
Réductions et promotions	50 %
Témoignages d'influenceurs	40 %
Explications environnementales	35 %
Labels / certifications	30 %

Source: établi par l'auteur

Les données indiquent que les moyens numériques et non officiels sont cruciaux pour la propagation de la mode circulaire, étant donné que plus de la moitié des participants ont pris connaissance de ce concept grâce aux médias sociaux et au bouche-à-oreille. Ainsi, les stratégies marketing les plus motivantes identifiées comprennent les réductions et promotions sur les articles écoresponsables, le soutien d'influenceurs impliqués, l'éclaircissement pédagogique concernant l'impact environnemental et la mise en avant de labels de durabilité. Ces résultats mettent en lumière l'importance de stratégies marketing novatrices, qui soient à la fois stimulantes et formatrices, pour renforcer la confiance des consommateurs et encourager l'adoption de comportements d'achat circulaires, ceci contribuant à accélérer la transition de la mode rapide vers une mode durable.

❖ *Propositions pour encourager la mode circulaire au Maroc*

Les répondants estiment que pour développer la mode circulaire, il est essentiel de renforcer la sensibilisation à travers des campagnes publicitaires et des initiatives éducatives, de fixer des prix raisonnables pour encourager l'achat, de soutenir les créateurs locaux et encourager les grandes marques à adopter des pratiques durables, de multiplier les plateformes de vente et d'échange de vêtements d'occasion, de faciliter le recyclage textile en implantant des points de collecte bien identifiés, ainsi que de développer des modèles économiques innovants comme la location et le surcyclage, et d'encourager les investissements et les incitations fiscales pour les acteurs du secteur.

❖ *Influence sur les valeurs et perceptions des consommateurs*

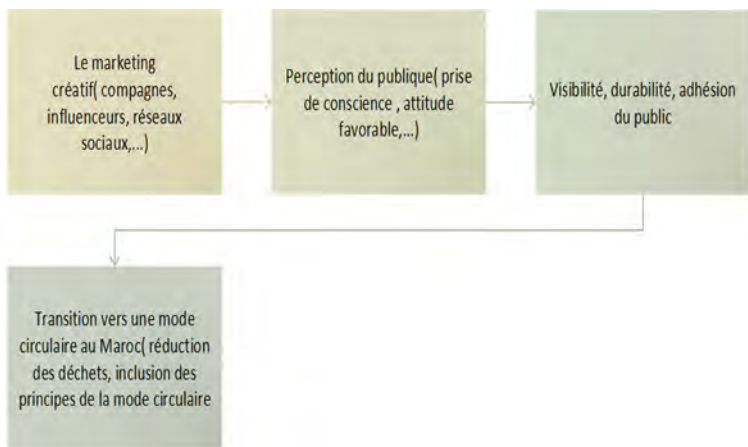
Le comportement d'achat des consommateurs est largement influencé par les perceptions et les valeurs, notamment grâce à l'image de marque, le storytelling et l'expérience vécue par le client. Tandis que quelques marques réussissent à relier innovation et responsabilité écologique, d'autres encouragent la surconsommation, parfois en ayant recours à des stratégies de greenwashing. Ces stratégies marketing ont des répercussions psychologiques et économiques significatives, susceptibles d'inciter à l'achat impulsif, d'affecter la perception de soi et de favoriser des comportements de surconsommation. Dans le cadre marocain, même si la sensibilité écologique s'évolue, la mode circulaire reste encore relativement méconnue. Cependant, les résultats indiquent que le marketing créatif est un outil efficace pour changer les perceptions, établir la confiance et encourager l'adoption de comportements de consommation plus durables.

❖ *Impact du marketing créatif sur le comportement des consommateurs*

En outre, l'entrepreneuriat social dans l'industrie de la mode, qui est actuellement sous-représentée, peut jouer un rôle crucial dans la promotion du changement écologique et social, tant qu'il reçoit plus de soutien et de reconnaissance. En utilisant des techniques de marketing innovantes, nous pouvons rendre ces initiatives plus visibles, attrayantes et alignées sur les objectifs de la jeune génération, ce qui est crucial pour promouvoir une économie circulaire, inclusive et résiliente.

Voici une représentation claire et organisée du modèle conceptuel sous forme de graphique. Il met en évidence la fonction du marketing créatif dans la valorisation de l'entrepreneuriat social en faveur d'une économie circulaire au Maroc.

**Figure N°2 : la fonction du marketing créatif dans la valorisation de l'entrepreneuriat social.**



Source: élaboré par l'auteur

Le marketing créatif a un impact majeur sur le comportement des consommateurs en transformant leur perception des produits et leurs pratiques d'achat. Parmi ses stratégies clés, on retrouve la génération d'un sentiment d'urgence, l'attribution d'exclusivité et l'exploitation de la peur de rater une opportunité (FOMO: Fear Of Missing Out).

Les stratégies de la rareté comme les quantités limitées, les préventes et les « collections éphémères » encouragent les achats impulsifs et augmentent la valeur perçue des produits.

*2.2.1. Analyse des relations entre perceptions et comportements de consommation*

**a. L'impact de la perception de la mode circulaire sur les habitudes d'achat**

**Tableau N°5: Perceptions et habitudes d'achat**

Perception	Achètent régulièrement	N'achètent jamais	Total
Positive	60%	10%	100%
Neutre	35%	25%	100%
Négative	15%	40%	100%

Source: établi par l'auteur

L'étude révèle que les femmes sont plus impliquées que les hommes dans des actions de mode durable (troc, réparations, achats éthiques). Ce constat indique que le sexe a un impact sur l'engagement concret, et que les actions

publicitaires pourraient être adaptées pour séduire davantage les groupes moins impliqués.

***b. L'influence du genre sur l'engagement dans des démarches de mode durable.***

**Tableau N°6: Genre et démarches durables**

Genre	Participé	Jamais participé	Total
Femme	25%	75%	100%
Homme	12%	88%	100%

Source: établi par l'auteur

L'analyse croisée montre que les femmes s'impliquent davantage dans les initiatives de mode durable par rapport aux hommes. Cette disparité indique une conscience de plus en plus accrue des femmes concernant les problématiques environnementales et sociales associées à la consommation durable, mettant en évidence l'importance de campagnes de sensibilisation adaptées au genre pour intensifier l'implication dans la mode circulaire.

### ***c. L'influence des canaux d'achat sur les intentions de consommation durable***

**Tableau N°7: Canaux d'achat et intentions de consommation**

Source: établi par l'auteur

Canaux d'achat	Pourcentage %
Marchés locaux / friperies	>50 %
Réseaux sociaux	20%
Autres	30%

Bien que les achats de seconde main soient principalement dominés par les circuits locaux et les friperies montrant une préférence pour les circuits de proximité, ainsi on observe l'émergence progressive des plateformes en ligne.

## **3. Discussions et recommandations**

### **3.1. Discussions**

L'étude montre que l'économie circulaire dans le secteur du textile progresse lentement au Maroc, mais qu'elle reste encore restreinte. On observe surtout un vrai décalage entre ce que les gens comprennent du concept et ce qu'ils en font concrètement. Par exemple, si la moitié des personnes interrogées connaissent déjà la mode circulaire, et que plus des deux tiers savent qu'il s'agit notamment de porter des vêtements de seconde main, beaucoup restent encore dans le flou, ce qui révèle une information incomplète et une incompréhension du concept.

Les habitudes de consommation révèlent pourtant des signes encourageants. Le fait d'acheter régulièrement des vêtements d'occasion, et la volonté de 40 % des personnes

interrogées de le faire encore davantage, montre bien que la mode circulaire a un réel avenir. Reste que l'implication dans les démarches durables officielles reste restreinte et cela prouve que l'engagement est encore largement informel et opportuniste, souvent motivé par le porte-monnaie plus que par une adhésion pleine et entière aux principes écologiques.

Les freins identifiés montrent que passer à une mode durable s'oppose à des difficultés d'ordre informatif, économique et structurel. Le manque de campagnes de sensibilisation constitue un vrai problème, car il limite la compréhension des avantages de la mode tant pour la planète que pour la société. Par ailleurs, l'idée que ces alternatives coûtent cher, couplée à une offre encore limitée en prix accessibles, ralentit l'adoption de nouvelles habitudes. Cela est d'autant plus vrai dans un contexte où l'attrait pour le neuf reste profondément ancré dans les mentalités.

En outre, le marketing créatif et la communication sont des outils essentiels qui ont un rôle crucial dans la diffusion des principes de la mode circulaire. Les réseaux sociaux et le bouche-à-oreille jouent aussi un rôle important d'influence et de découverte, alors que les stratégies combinant avantages financiers, confiance accordée aux influenceurs et informations environnementales semblent particulièrement efficaces pour encourager une consommation plus responsable. Ces facteurs démontrent que l'innovation marketing peut avoir un important impact dans l'adoption des modes de consommation responsable.

Les suggestions émises par les participants soulignent l'importance d'une approche systémique qui prend en compte à la fois les intervenants publics, les sociétés et les consommateurs. Au Maroc, l'avancement de la mode circulaire nécessite donc de renforcer les politiques de sensibilisation, d'appuyer les initiatives locales, de diversifier les

modèles économiques et d'instaurer des incitations économiques appropriées. Sous cet angle, l'influence sur les valeurs et les perceptions des consommateurs se présente comme un outil stratégique pour convertir les attitudes positives en comportements durables et pérennes.

Finalement, les données suggèrent que les tactiques de marketing innovant ont un impact positif sur les intentions à une consommation durable, même si la divergence entre ces intentions et les actions concrètes persiste (H1 partiellement validée). Les stratégies novatrices, en particulier celles diffusées à travers les médias sociaux, participent à capter l'intérêt des consommateurs attentifs aux questions sociales, mais leur déploiement reste encore insuffisant (H2 partiellement validée). Toutefois, le lien entre la créativité, l'impact social et la confiance des consommateurs est clairement démontré, validant ainsi l'Hypothèse 3. Ainsi, les résultats révèlent que des campagnes de sensibilisation novatrices ont un grand potentiel pour transformer les perceptions liées à la mode rapide, confirmant l'hypothèse 4.

### **3.2. Recommandations**

#### *❖ Promouvoir la compréhension et l'apprentissage*

Pour accroître la sensibilisation à la mode circulaire, il est crucial de lancer des campagnes informatives à travers des chaînes populaires comme la télévision, la radio et les réseaux sociaux, car 80% des répondants n'ont jamais été exposés à de telles campagnes. L'intégration des avenants d'influenceurs locaux pourrait saisir efficacement l'intérêt des jeunes consommateurs, ainsi que l'utilisation des plateformes éducatives, en particulier dans les écoles et les universités, pour conférer l'importance de la mode circulaire aux jeunes esprits.

❖ *Améliorer la convivialité et l'accessibilité des produits circulaires*

Avec plus de 50% des répondants achetant des vêtements d'occasion sur des marchés locaux ou des friperies, il serait avantageux de promouvoir la création de nouveaux points de vente physiques et virtuels. En plus des plateformes de médias sociaux populaires comme Facebook et Instagram, des plateformes en ligne spécialisées axées sur la mode circulaire pourraient servir de canaux efficaces pour faciliter les échanges.

Réduire les prix: le coût élevé est un obstacle important. Pour stimuler la demande de vêtements circulaires, la mise en œuvre de stratégies de tarification plus abordables ou offrir des promotions spéciales pourrait rendre la mode circulaire plus attrayante.

❖ *Encourager les programmes locaux de fabrication et de réutilisation*

Encouragez les créateurs de mode locaux à produire des vêtements circulaires ou recyclés en leur offrant des subventions, des réductions d'impôts ou des opportunités de formation. Cela leur permettra d'offrir des alternatives durables et de haute qualité à la mode traditionnelle.

Promouvoir le recyclage des textiles: établir des installations de recyclage textile locales et des points de collecte désignés pour encourager la réutilisation des anciens vêtements. Cela pourrait être accompagné d'une campagne éducative mettant en évidence les avantages du recyclage.

❖ *Développer des modèles économiques visuellement attrayants*

Explorez des modèles économiques alternatifs comme la location de vêtements ou la transformation des vêtements d'occasion en nouvelles créations (recyclage), comme moyens innovants de promouvoir la consommation responsable et de répondre aux consommateurs à la recherche de nouveauté.

Pour améliorer l'engagement des clients, il faut mettre en œuvre des programmes de fidélité ou des échanges, en fournissant des incitations aux personnes qui participent activement à des initiatives de recyclage ou à des programmes d'échange.

❖ *Marketing et communication efficaces*

Avec plus de 50% des répondants ayant appris la mode circulaire à travers les réseaux sociaux, les marques doivent tirer le meilleur parti de ces plateformes pour éduquer et répandre la sensibilisation. En outre, établir des collaborations avec des individus influents de la communauté locale pourrait améliorer la réputation et l'acceptation des pratiques circulaires. aussi qu' introduire des étiquettes de certification (mode durable, recyclage) pour assurer l'assurance aux consommateurs sur la qualité et l'impact environnemental des produits.

❖ *Allégements fiscaux et réglementations gouvernementales*

Promouvoir les politiques publiques: avantages fiscaux pour les entreprises qui fabriquent des produits de manière respectueuse de l'environnement ou qui mettent en œuvre des initiatives de recyclage.

# Conclusion

Le marketing créatif exerce une influence considérable sur le comportement des consommateurs. En jouant sur l'urgence, la rareté et les valeurs perçues, il façonne les décisions d'achat et modifie les habitudes des consommateurs. Mais il peut aussi avoir des effets négatifs, comme l'addiction à l'achat ou la confusion entre l'image de soi et la possession matérielle. Mieux informés, les consommateurs deviennent progressivement plus critiques à l'égard de ces stratégies, poussant les marques à adopter des pratiques plus transparentes et plus éthiques. Il appartient aux entreprises de trouver un équilibre entre créativité marketing et responsabilité sociale, afin d'assurer une relation saine et durable avec leurs clients.

Le marketing créatif, en combinant innovation, digitalisation et engagement éco responsable, permet aux marques de séduire de nouveaux consommateurs tout en renforçant la fidélité de leur clientèle. Dans un paysage digital en constante évolution, les entreprises qui adoptent des stratégies immersives et durables sauront tirer leur épingle du jeu et se démarquer durablement.

Cette recherche représente une première étape exploratoire dans l'étude de l'impact du marketing créatif sur la promotion d'une mode plus durable. Les résultats obtenus permettent d'envisager une prochaine étape de recherche, plus détaillée, pour optimiser les outils méthodologiques et

la consolidation de la recherche des mécanismes explicatifs identifiés.

# Références bibliographiques

1. Audebrand, L. K. (2018). *Le management responsable : Une approche axiologique*.
2. Cialdini, R. B. (2001). *Influence: The psychology of persuasion*. Harper Business.
3. Defalvard, H., L'Horty, Y., & Legendre, F. (Éds.). (2013). *Les nouvelles frontières de l'économie sociale et solidaire*. Presses universitaires de Louvain.
4. Godin, S. (2005). *All marketers are liars*. Portfolio.
5. Henninger, C. E., Alevizou, P., & Ryding, D. (2024). *The Palgrave handbook of sustainability in fashion*.
6. Johansen, G., & Lucas, I. (2022). *Sustainable badass: A zero-waste lifestyle guide*. Mango Media.
7. Kotler, P., & Keller, K. L. (2016). *Marketing management (15e éd.)*. Pearson.
8. Laville, E. (2009). *L'entreprise verte : Le développement durable change l'entreprise pour changer le monde*. Pearson.
9. Moda & Estilo. (2024). *Conseils extraordinaires pour créer un style vestimentaire polyvalent et co...*
10. Moda & Estilo. (2024). *L'évolution des costumes : Culture, traditions et innovations*.
11. Mosangini, G., & Tunçer, B. (2016). *Les stratégies d'entreprises en matière d'économie circulaire : Cadre conceptuel pour guider le développement de modèles d'affaires durables*. SCP/RAC – PAM/PNUE.
12. Normandin, D., Sauvé, S., & McDonald, M. (2024). *L'économie circulaire*.
13. Papachristou, E., Karypidis, M., Tarnanidis, T., & Ismyrlis, V. (2024). *Driving green marketing in fashion and retail*.

14. Paradis, S. (2014). Porter le changement: Pour le développement d'une industrie de mode locale et durable. Fabrique éthique.
15. Simard, V. (2024). Une année de détox vestimentaire.
16. Sina, L. (2024). La protection de la nature.
17. Solomon, M. R. (2018). *Consumer behavior: Buying, having, and being* (12e éd.). Pearson.

# **Annexes**

# Questionnaire : la mode circulaire et les habitudes de consommation au Maroc

Durée du questionnaire : 5 minutes

## Partie 1 : Profil du répondant

1. Quel est votre âge ?

Moins de 18 ans

18 – 24 ans

25 – 34 ans

35 – 44 ans

45 ans et plus

2. Quel est votre genre ?

Femme

Homme

Autre / Préfère ne pas répondre

3. Quel est votre niveau de revenu mensuel approximatif ?

Moins de 3000 MAD

3000 – 6000 MAD

6000 – 10 000 MAD

Plus de 10 000 MAD

4. Où habitez-vous ?

Grande ville (ex. Casablanca, Rabat, Marrakech...)

- Ville moyenne
- Zone rurale

## **Partie 2 : Perception de la mode circulaire**

5. Avez-vous déjà entendu parler de la mode circulaire?

- Oui
- Non

6. Que comprenez-vous par "mode circulaire" ? (Plusieurs réponses possibles)

- Utilisation de vêtements d'occasion ou de seconde main
- Fabrication de vêtements avec des matériaux recyclés
- Réparation et customisation des vêtements
- Autre : \_\_\_\_\_

7. Quelle est votre perception de la mode circulaire ?

- Très positive
- Plutôt positive
- Neutre
- Plutôt négative
- Très négative

8. Selon vous, quels sont les principaux freins à la mode circulaire ? (Plusieurs réponses possibles)

- Manque d'informations
- Prix trop élevé
- Manque d'options disponibles au Maroc
  - Préférence pour les vêtements neufs
  - Autre :

### **Partie 3 : Habitudes d'achat et volonté d'adopter la mode circulaire**

9. Achetez-vous des vêtements de seconde main ?

- Oui, souvent
- Parfois
- Rarement
- Jamais

10. Seriez-vous prêt(e) à acheter davantage de vêtements de seconde main ou recyclés ?

- Oui
- Non
- Peut-être

11. Avez-vous déjà participé à une initiative de mode durable ? (ex. échange de vêtements, réparation, achat éthique, etc.)

- Oui
- Non

12. Quelles actions seriez-vous prêt(e) à adopter ? (Plusieurs réponses possibles)

- Acheter plus de vêtements éthiques et durables
- Vendre ou donner mes anciens vêtements
- Participer à des ateliers de réparation ou de customisation
- Louer des vêtements au lieu d'acheter

## **Partie 4 : Impact des stratégies marketing**

13. Avez-vous déjà vu des campagnes de sensibilisation sur la mode circulaire ?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

14. Par quels canaux avez-vous découvert la mode circulaire ? (Plusieurs réponses possibles)

- Réseaux sociaux (Instagram, Facebook, TikTok...)
- Publicités en ligne
- Magasins physiques
- Bouche-à-oreille
- Autre :

15. Quels types de messages marketing vous inciteraient à consommer plus durablement ?

- Témoignages d'influenceurs engagés
- Labels et certifications de mode durable
- Réduction de prix ou promotions sur les produits éco-responsables
- Explications sur l'impact environnemental de la mode
- Autre :

16. Quelles plateformes utilisez-vous pour acheter des vêtements d'occasion ou recyclés ?

- Jumia
- Vinted (si accessible)
- Marchés locaux / Friperies
- Pages Facebook / Instagram

Autre :

17. Selon vous, comment encourager la mode circulaire au Maroc ? (Réponse ouverte)



# **Effet de la politique monétaire sur la croissance économique en rdc (1992-2023) : une analyse var**

*EFFECT OF MONETARY POLICY ON  
ECONOMIC GROWTH IN THE DRC (1992-  
2023): A VAR ANALYSIS*

Par

BOLA MBELE Chadrack

Détenteur d'un diplôme de M2 en Economie et développement de l'Université Catholique du Congo et chercheur indépendant en Macroéconomie Monétaire et en Politiques Economiques  
chadrackbola56@gmail.com

# Résumé

Cet article a pour objectif d'analyser l'effet de la politique monétaire sur la croissance économique en République Démocratique du Congo sur la période 1992-2023. À l'aide d'un modèle VAR intégrant le taux de croissance du PIB, le taux directeur, l'inflation et la masse monétaire, les résultats empiriques montrent que les instruments de la politique monétaire exercent une influence faible et statistiquement non significative sur la croissance économique. L'étude recommande une coordination entre les politiques monétaire et budgétaire et l'abandon du ciblage des agrégats monétaires au profit du ciblage de l'inflation afin d'améliorer l'efficacité de la politique monétaire.

**Mots Clés :** Croissance économique, Politique monétaire, modèle VAR, causalité de Granger Inflation

## **Abstract**

This article aims to analyze the effect of monetary policy on economic growth in the Democratic Republic of Congo over the period 1992-2023. Using a VAR model incorporating GDP growth, the policy interest rate, inflation, and money supply, the empirical results show that monetary policy instruments exert a weak and statistically insignificant influence on economic growth. The study recommends strengthening coordination between monetary and fiscal policies and shifting from monetary aggregate targeting to inflation targeting in order to enhance the effectiveness of monetary policy.

**Keywords** : Economic growth, Monetary policy, VAR model, Granger causality, Inflation

# Introduction

Nous avons observé que la politique monétaire de la République Démocratique du Congo est butée à des sérieux problèmes : une économie dédolarisée avec un degré élevé d'ouverture de son économie et une gestion du taux de change par un marché informel connu sous le nom du « Cambisme », et a fait de la stabilité des prix son adversaire. Or le pays ne produit presque pas. L'inefficacité observée du ciblage des agrégats monétaires plaide en faveur d'une transition vers un régime de ciblage d'inflation, plus adapté aux réalités structurelles de l'économie congolaise.

L'instabilité des modèles de consommation due au fait que les gens consomment beaucoup plus sur base d'un réflexe de survie à cause de la faiblesse de revenus, Un éventail étroit de financement des déficits publics qui tente le gouvernement de céder à la séduction du financement monétaire qui, mal utilisé n'est porteur que des germes inflationnistes.

La nécessité d'une monnaie ne se conçoit ni dans une économie d'autosubsistance, ni dans une économie communautaire où les besoins sont satisfaits directement par le travail d'un groupe sous le contrôle d'une autorité centralisatrice.

- La politique monétaire a-t-elle une incidence sur la croissance économique ?
- Si oui, la politique monétaire influence-t-elle significativement la croissance économique ?

La politique monétaire de la Banque Centrale du Congo (BCC) est d'assurer la stabilité monétaire qui se décline en deux sous-objectifs : la stabilité interne (inflation faible) et la stabilité externe (taux de couverture extérieure de la monnaie suffisante). Les statuts de la BCC autorisent également à la banque centrale, sans préjudice à son objectif de stabilité monétaire, d'apporter son soutien aux politiques économiques générales élaborées par le gouvernement pour encourager la croissance économique.

Pour atteindre ses objectifs, la BCC : (i) utilise son principal instrument, le taux directeur (TXDIR) ; (ii) agit sur la quantité de crédits à travers le plafonnement de taux d'intérêt des banques commerciales et (iii) manipule le coefficient de réserves obligatoires. Il est donc primordial pour la BCC de savoir si son action affecte ses principales variables d'intérêt à savoir : l'inflation, les réserves de change (ou le taux de couverture extérieur de la monnaie), et l'activité.

Le présent travail a un intérêt évident pour aborder cette problématique et le contexte de la politique monétaire en RD Congo. Il offre un aperçu de la revue de littérature des analyses empiriques à l'échelle internationale ainsi que dans le cas spécifique de la RD Congo. Sur la plan macroéconomique, ce travail propose des critiques, des suggestions qui pourraient permettre aux autorités monétaires de mener une politique monétaire efficace qui impactera de façon positive et significative sur la croissance économique Congolaise. L'objectif de cette recherche est d'analyser si la politique monétaire impacte sur la croissance économique congolaise afin de permettre aux décideurs politiques d'atteindre les objectifs fixés et quelques agrégats monétaires ainsi que l'influence qu'ont ceux-ci sur la croissance économique.

La structure de cet article se présente en trois points principaux :

1. Le premier point donne une revue empirique relative à la politique monétaire et la croissance économique ;
2. Le deuxième point aborde la méthodologie utilisée et les données mobilisées pour l'étude ;
3. Le dernier point détaille les résultats obtenus et les interprète.

## **1. Revue des études empiriques**

Plusieurs travaux scientifiques ont parlé de la politique monétaire et la croissance économique parmi lesquels nous citons Traore, Ndiaye Et Dioubate ont étudié l'impact de la politique monétaire sur la croissance économique en Guinée sur la période 1990 à 2022. La méthodologie utilisée combinait un modèle VAR, une analyse de fonctions de réponses impulsionnelles et une décomposition de variance de l'erreur de prévision. Les résultats montrent que la politique monétaire de la BCRG est procyclique c'est-à-dire, elle accentue les fluctuations économiques au lieu de les atténuer.

Kaomba Mutumba a examiné les limites des canaux de transmission de la politique monétaire en République Démocratique du Congo (RDC), dans un contexte marqué par une forte dollarisation, une faible profondeur financière et une instabilité macroéconomique. L'objectif de cette étude était d'évaluer dans quelle mesure les instruments de la Banque Centrale du Congo notamment le taux directeur, le crédit bancaire, la masse monétaire et le taux de change influencent l'inflation, la croissance, le crédit et la stabilité du franc congolais en utilisant le modèle structurel vectoriel autorégressif (SVAR), et des tests de robustesse. Les

résultats de cette analyse ont révélé une transmission très limitée via les canaux classiques :

- Le taux directeur n’a qu’un effet marginal sur l’inflation et le crédit,
- Tandis que le taux de change, fortement inertiel, influence directement l’inflation.

L’étude recommande entre autre de renforcer la crédibilité de la politique monétaire, de réduire la dollarisation financière, de développer les marchés financiers en monnaie locale et de mieux coordonner les politiques économiques pour restaurer l’efficacité monétaire en RDC.

Katunda, Bulu et Bolanda ont examiné l’impact de la politique monétaire sur la croissance économique en République Démocratique du Congo (RDC) en utilisant le modèle autorégressif à limites distribuées (ARDL). Les principaux résultats de cette étude qui couvre la période allant de 2010 à 2020 révélaient que le taux directeur a un impact négatif à court terme mais bien que restrictif, semble être un mal nécessaire pour atteindre une stabilité économique à long terme. L’inflation affecte négativement la croissance économique à la fois à court et à long terme, tandis que l’expansion de la masse monétaire est bénéfique pour la croissance. Ces résultats soulignaient aussi l’importance d’une gestion prudente de la politique monétaire pour favoriser une croissance économique durable en RDC.

Doukkali a évalué l’impact de la politique monétaire via le canal des prix des actifs financiers au Maroc. Cette observation a révélé, à travers le test de causalité (Test de Granger) qu’il y a une non-transmission de la politique monétaire par le canal des prix actifs tout d’abord à cause du système bancaire marocain qui demeure l’acteur dominant dans le financement des investissements. Une des raisons de cette observation réside dans l’importance des

anticipations des acteurs sur les marchés financiers concernant l'évolution des prix des actifs.

Aussi, au Maroc, la politique monétaire ne réagit pas de manière significative aux prix des actifs. Cela est attribuable à l'absence de contrôle sur les prix des actifs et à la difficulté de définir des niveaux de prix des actifs normaux. En plus, la banque marocaine réagit peu aux prix des actifs en raison de l'instabilité du lien entre les prix des actifs et l'inflation, et du manque d'avantage comparatif et d'inflation par rapport au secteur privé pour détecter les bulles spéculatives.

Moto et Sumata ont analysé l'impact des politiques monétaires et budgétaires sur la croissance économique en RDC, en se basant sur la méthode d'extraction de la production intérieure brute, de l'inflation, des variables monétaires et budgétaires, une causalité au Granger et une méthodologie VAR structurel.

Cette analyse a démontré que durant la période de 1974 à 2001, que d'une part, la politique budgétaire expansionniste à caractère Keynésien appliqué par le gouvernement avait échoué suite au non augmentation de la production nationale à cause du système productif limité et au tissu à travers la création des richesses. D'autre part, la politique monétaire hormis sa contribution au financement au déficit budgétaire, ne s'était focalisée sur le seul objectif d'inflation à travers l'augmentation du taux des réserves obligatoires et de nouveaux l'instruments entre autre la reprise de la liquidité.

Dans cette étude, la décomposition de la variance montrait que l'agrégat de la masse monétaire et la composante du taux de change ne sont responsables que de 10% de la variance du produit intérieur brut, expliquant ainsi la modeste efficacité de la politique monétaire sur la croissance économique malgré l'excès de liquidité existante. Aussi,

cette même décomposition de la variance avait révélé que l'efficacité relative de la politique monétaire est supérieure à celle de la politique budgétaire, ce qui pouvait être expliqué par la monétisation des déficits budgétaires pratiquée par le gouvernement. De ce fait, les politiques monétaires et budgétaires appliquées en RDC n'ont pas d'effet concret sur la croissance économique durant la période de 1974 à 2001.

Gaffard examine les objectifs et instruments de la politique monétaire à travers un *policy Mix* dans une économie confrontée à des déséquilibres de changements structurels. Il conclut que ces objectifs et instruments doivent être révisés en impliquant des indicateurs de la performance de l'économie.

ER\_Rahmany et Ben ont évalué les impulsions à court terme de la politique monétaire sur l'activité économique réelle au Maroc sur une période s'étalant du quatrième trimestre 2007 au premier trimestre 2020 (50 observations). En utilisant la méthode VAR structurel de restrictions non récursives de court terme, les résultats obtenus montrent l'importance du canal du crédit suivi, par le canal des prix des actifs représentés par la capitalisation de l'indice MASI. Les deux canaux peuvent être qualifiés de presque moyen dans la transmission des impulsions de la politique monétaire à l'activité économique en volume, quant au canal du taux d'intérêt et du taux de change, ils peuvent être qualifiés respectivement de faible à très faible voire non opérationnel pour le canal du taux de change.

## **2. Description des données et méthodologie**

### **2.1. Choix des variables**

Le choix des variables et la qualité des données sont des éléments essentiels pour garantir la validité d'une analyse.

Un choix inapproprié de variables ou des données de qualité médiocre peuvent fausser l'interprétation des résultats et mettre en péril la solidité des conclusions tirées. Dans le cadre de cette analyse, les données retenues couvrent la période de 1992 à 2023 soit un total de 30 observations ; ce nombre d'observations est conforme aux exigences économétriques en termes de robustesse et de bonne spécification du modèle. Les données utilisées proviennent de la base de données de la Banque centrale ainsi des rapports annuels de la Banque Centrale du Congo.

**Tableau n°1 : Description de la nature des variables**

<b>N°</b>	<b>Variables</b>	<b>Notation</b>	<b>Nature</b>	<b>Pertinence</b>
<b>01</b>	PIB	TXPIB	Endogène	Puisque notre travail examine l'incidence de la PM sur la variation de la production des biens et services, le taux de croissance s'avère nécessaire pour notre étude afin de mesurer la croissance économique, étant l'indicateur le plus direct de la performance économique.
<b>02</b>	Taux directeur	TXDIR	Endogène	Il est l'instrument principal de la politique monétaire
<b>03</b>	Taux d'inflation	TXINF	Endogène	Indicateur de la stabilité des prix, sa relation avec le taux directeur nous a semblé juste de le choisir comme variable de notre étude.

N°	Variables	Notation	Nature	Pertinence
				<p>En effet, l'augmentation du taux directeur contribue à la baisse de l'inflation ; à l'inverse, sa diminution contribue à la hausse de l'inflation.</p> <p>En outre, l'inflation est l'objectif final de la PM</p>
<b>04</b>	Masse monétaire	MM	Endogène	<p>En sa qualité d'objectif intermédiaire de la PM, nous avons jugé utile de compter la MM comme une variable des variables de notre travail car elle reflète les changements dans la liquidité qui affectent la consommation et l'investissement.</p>

Source: Auteur

## **2.2. Méthodologie**

Pour étudier l'impact de la politique monétaire sur la croissance économique, nous adoptons un modèle vectoriel autorégressif standard. Dans le cadre du modèle VAR standard retenu, toutes les variables sont considérées comme endogènes et interagissent simultanément au sein du système, sans distinction a priori entre variables explicatives et expliquées.

Conformément à l'approche de Sims (1980), le modèle VAR est estimé en niveau malgré la présence de variables intégrées d'ordres différents, l'objectif principal étant l'analyse dynamique et non l'estimation de relations de long terme.

La politique monétaire opère entre autres via le taux directeur (instrument principal), la variation de la masse monétaire (objectif intermédiaire), nous allons faire une analyse de causalité du taux de la masse monétaire et le taux d'inflation sur le PIB

### 3. Analyse et interprétation du résultat

Dans cette section, nous allons analyser et interpréter les résultats obtenus à l'aide de notre modèle VAR avec ses différents tests.

**Tableau n°2 : Résultats des tests de stationnarité**

Variables	A Niveau	Première différence
<b>TXPIB</b>	-2.338401 [0.1674]	-6.027148 [0.0000]
<b>TXDIR</b>	-3.769815 [0.0100]	-
<b>TXINF</b>	-3.297475 [0.0243]	-
<b>MM</b>	-1.057165 [0.7153]	-6.027148 [0.0000]

**Source** : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EViews

Le taux croissance du PIB n'est pas stationnaire à niveau parce que la probabilité associée au test de Dickey-Fuller 0,1674 est supérieure au seuil critique qui est de 0,05 mais il l'est à la première différence parce que la probabilité associée au test de Dickey-Fuller est de 0,0000 ce qui est inférieure au seuil critique de 0,05. Le taux directeur est stationnaire à niveau parce que la probabilité associée au test de Dickey-Fuller est de 0,0100 ce qui est inférieure au seuil critique de 0,05. Le taux d'inflation est stationnaire à niveau parce que la probabilité associée au test de Dickey-Fuller est de 0,0243 ce qui est inférieure au seuil critique de 0,05. La masse monétaire n'est pas stationnaire à niveau parce que la probabilité associée au test de Dickey-Fuller 0,7153

est supérieure au seuil critique qui est de 0,05. Cependant, elle est stationnaire à la première différence parce que la probabilité associée au test de Dickey-Fuller est de 0,0000 ce qui est inférieure au seuil critique de 0,05.

❖ *Détermination du décalage optimal*

Ce choix du décalage optimal est important dans la spécification et l'estimation de modèles économétriques sur séries temporelles. Le nombre optimal de retards p est déterminé par les critères d'information de Akaike (AIC), Final(FPE), Schwarz(SC) et Hannan-Quinn(HQ). Dans la mesure où nous visons le long terme dans notre étude, le décalage optimal est égal à 2 (tableau n°6). De ce fait, nous avons un modèle VAR d'ordre 2.

**Tableau n°3 : Choix du nombre de retard optimal**

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-652.9208	NA	2.81e+15	46.92291	47.11323	46.98109
1	-625.8496	44.47399	1.29e+15	46.13212	47.08369	46.42302
2	-576.4110	67.09529*	1.28e+14*	43.74364*	45.45648*	44.26727*

**Source** : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS

❖ *Estimation VAR*

Ce test a pour objectif de calculer pour chacune des innovations sa contribution à la variance de l'erreur.

**Tableau n° 4 : Résultats de l'estimation du modèle.**

Percentage of the Forecast error of	Explained by chocks in				
	TERME	TXPIB	TXDIR	TXINF	MM
<b>TXCR</b>	COURT	0.626293	-4.578546	-147.2948	-78.08206
	MOYEN	(0.21183)	(1.57837)	(45.7743)	(25.5240)
	LONG	[2.95654]	[-2.90080]	[-3.21785]	[-3.05916]
<b>TXDIR</b>	COURT	-0.009844	-0.027320	-3.178297	-2.039424
	MOYEN	(0.01507)	(0.11225)	(3.25539)	(1.81522)
	LONG	[-0.65339]	[-0.24338]	[-0.97632]	[-1.12351]
<b>TXINFL</b>	COURT	0.003674	0.014947	0.651040	0.371988
	MOYEN	(0.00295)	(0.02195)	(0.63667)	(0.35501)
	LONG	[1.24700]	[0.68087]	[1.02257]	[1.04782]
<b>M2</b>	COURT	-0.005562	-0.041923	-1.146317	-0.646036
	MOYEN	(0.00514)	(0.03831)	(1.11094)	(0.61946)
	LONG	[-1.08177]	[-1.09439]	[-1.03185]	[-1.04289]

**Source :** Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS

Les résultats issus de l'estimation du modèle indiquent que les instruments de la politique monétaire (taux directeur, inflation et masse monétaire) n'exercent pas d'effet statistiquement significatif sur la croissance économique en République Démocratique du Congo, tant à court qu'à long terme.

❖ *Test d'autocorrélation*

Ce test se base sur la règle de décision suivante : Si le p-value < 5%, alors on rejette H0 au seuil de 5% et donc les résidus sont auto-corrélés à l'ordre p.

**Tableau N° 5 : Résultats du test d'absence d'autocorrélation des erreurs**

Lag	LM-Stat	Prob.
1	27.02480	0.0412
2	19.68600	0.2347

**Source** : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS.

D'après le tableau ci-dessus, on constate que la probabilité pour lag = 2 retard (0,2347) est largement supérieure à 0,05 (seuil critique d'acceptation de l'hypothèse H0). Donc il n'y a pas d'autocorrélation des résidus à l'ordre de retard 2. Ainsi, les résultats des différents tests de diagnostic convergent vers la validité de notre modèle VAR

**Tableau n°6 : Test de normalité des résidus**

Component	Skewness	Chi-sq	Df	Prob.
1	-1.031121	4.961654	1	0.0259
2	0.658599	2.024181	1	0.1548
3	-1.253034	7.327112	1	0.0068
4	-2.297814	24.63977	1	0.0000
Joint		38.95271	4	0.0000

Component	Kurtosis	Chi-sq	Df	Prob.
1	4.219356	1.734633	1	0.1878
2	3.147773	0.025476	1	0.8732
3	6.537857	14.60251	1	0.0001
4	9.961712	56.54301	1	0.0000
Joint		72.90562	4	0.0000

Component	Jarque-Bera	Df	Prob.
1	6.696286	2	0.0351
2	2.049658	2	0.3589
3	21.92962	2	0.0000
4	81.18277	2	0.0000
Joint	111.8583	8	0.0000

**Source** : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EViews.

Les trois (03) tests statistiques de normalité, à savoir les tests de Skewness, de Kurtosis et de Jarque-Bera, montrent que les probabilités associées aux tests conjoints sont inférieures au seuil critique de 5 %. Par conséquent,

l'hypothèse nulle de normalité est rejetée, ce qui indique que les résidus ne suivent pas une distribution normale.

**Tableau n°7 : Test d'heteroscedasticite**

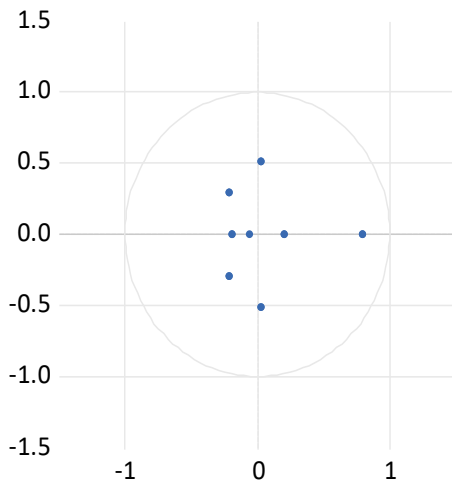
Joint test:		
Chi-sq	Df	Prob.
183.081	7	0.4221

*Source : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS.*

Nous acceptons l'hypothèse nulle. Il y a absence dans notre modèle d'hétéroscédasticité des erreurs dans la mesure où la probabilité est de 42,21%.

**Tableau n°8 : Test de Stabilité du modèle**

Inverse Roots of AR Characteristic Polynomial



**Source** : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS.

Notre Modèle est stable car toutes les racines ont un module inférieur à 1, c'est-à-dire elles sont à l'intérieur du cercle unité.

**Tableau n°9 : Résultats du test de causalité de Granger**

<b>Null hypothesis</b>	<b>F-Statistic</b>	<b>Prob.</b>	<b>Résultats</b>
<b>TXINFL does not Granger Cause TXPIB</b>	0.92982	0.4090	Does not cause
<b>TXPIB does not Granger Cause TXINFL</b>	7.05372	0.0041	Cause
<b>TXDIR does not Granger Cause TXPIB</b>	0.56286	0.5772	Does not cause
<b>TXPIB does not Granger Cause TXDIR</b>	5.89012	0.0086	Cause
<b>MM does not Granger Cause TXPIB</b>	0.94423	0.4035	Does not cause
<b>TXPIB does not Granger Cause MM</b>	5.62548	0.0103	Cause
<b>TXDIR does not Granger Cause TXINFL</b>	0.08317	0.9205	Does not cause
<b>TXPIB does not Granger Cause TXDIR</b>	11.7367	0.0003	Cause
<b>MM does not Granger Cause TXINFL</b>	41.4121	2.E-08	Does not cause
<b>TXINFL does not Granger Cause MM</b>	44.6796	1.E-08	Cause
<b>MM does not Granger Cause TXDIR</b>	9.04927	0.0013	Does not cause
<b>TXDIR does not Granger Cause MM</b>	0.02679	0.9736	Cause

Source : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS.

Il ressort de notre test de causalité les interprétations suivantes :

Les résultats du test de causalité de Granger mettent en évidence une causalité unidirectionnelle allant de la croissance économique vers les instruments de politique monétaire, suggérant que la Banque Centrale du Congo adopte un comportement réactif face à l'évolution de l'activité économique plutôt qu'un rôle moteur sur la croissance.

**Tableau n°10 : Décomposition de la Variance**

Variance Decomposition of TXCR:					
Period	S.E.	DTXDIR	MM	TXCR	TXINF
1	2.822002	0.003441 (5.18955)	34.48614 (15.3658)	65.51042 (16.3220)	0.00000 (0.0000)
2	3.773239	0.102966 (7.30359)	38.93173 (16.7528)	60.77912 (17.9792)	0.186178 (1.18622)
3	4.724875	13.32868 (10.7206)	39.14157 (17.0126)	46.77666 (17.0001)	0.753084 (2.43087)
4	5.140742	13.72327 (12.0233)	43.04858 (17.5325)	41.64079 (17.1661)	1.587361 (3.45765)
5	5.294331	13.08598 (12.0485)	44.18007 (17.5418)	41.03264 (17.3101)	1.701305 (3.81371)
6	5.397188	13.00048 (12.2640)	44.41098 (17.5676)	40.89220 (17.4367)	1.696339 (3.88069)
7	5.474974	13.07303 (12.1333)	44.70762 (17.7720)	40.48835 (17.5886)	1.731010 (3.91778)
8	5.521171	13.06119 (12.3861)	44.94433 (17.8628)	40.23190 (17.7087)	1.762585 (3.99872)
9	5.547748	13.03618 (12.3578)	45.06724 (17.8449)	40.12131 (17.7673)	1.775271 (4.07561)
10	5.564593	13.02601 (12.3530)	45.13507 (17.9083)	40.05738 (17.7864)	1.781534 (4.10209)

Variance Decomposition of TXINF:					
Period	S.E.	DTXDIR	MM	TXCR	TXINF
1	203.3687	1.290609 (6.29965)	63.65314 (11.9103)	0.489150 (2.92633)	34.56710 (10.7999)
2	211.0195	1.985940 (6.45105)	62.10081 (12.4664)	3.775089 (8.09395)	32.13816 (9.58238)
3	226.2905	11.75974 (9.36893)	56.43980 (12.5163)	3.680375 (7.66723)	28.12009 (8.24102)
4	228.9292	11.50250 (9.34593)	57.04706 (12.2406)	3.646972 (7.83527)	27.80347 (8.07373)
5	229.6416	11.49501 (9.81253)	56.84066 (12.5122)	4.032561 (8.27435)	27.63177 (8.00797)
6	230.4981	11.60904 (10.3440)	56.67091 (12.7172)	4.291148 (8.51038)	27.42889 (8.02649)
7	231.1665	11.66066 (10.2098)	56.68257 (12.8860)	4.357987 (8.98007)	27.29878 (7.95121)
8	231.4483	11.65192 (10.2829)	56.70062 (13.0354)	4.403834 (9.32148)	27.24363 (7.95035)
9	231.6043	11.64662 (10.5955)	56.69897 (13.1546)	4.444356 (9.51657)	27.21005 (7.96085)
10	231.7177	11.64775 (10.3536)	56.69646 (13.3197)	4.469955 (10.0850)	27.18583 (7.95367)

Cholesky One S.D. (d.f. adjusted)  
Cholesky ordering: DTXDIR MM TXCR TXINF  
Standard errors: Monte Carlo (100 repetitions)

**Source** : Réalisé par l’auteur à partir du logiciel EVIEWS

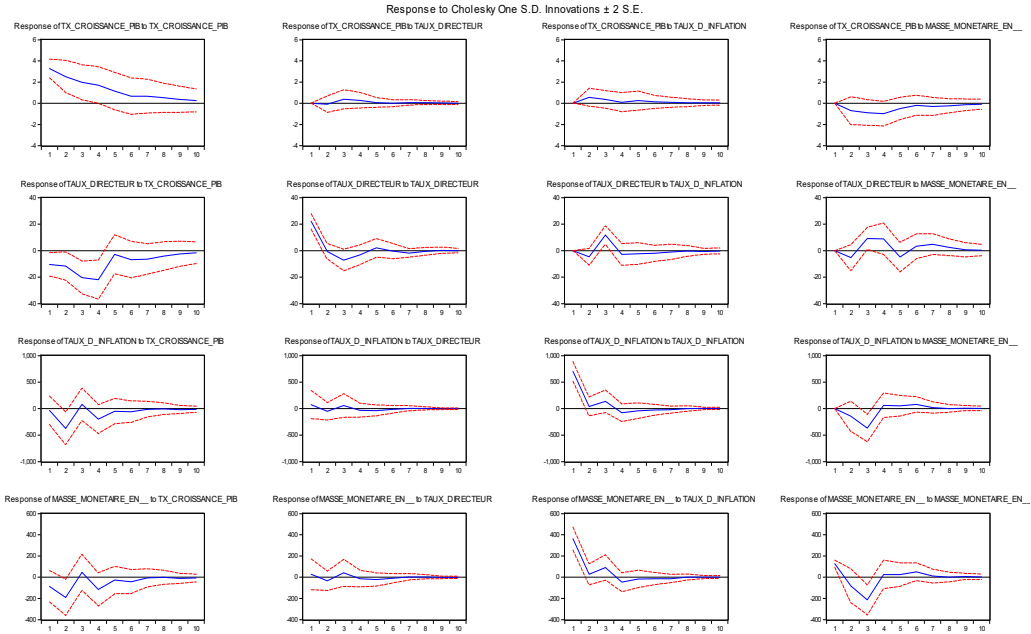
L’analyse de la décomposition de la variance révèle que certains agrégats monétaires, notamment la masse monétaire et le taux directeur, contribuent de manière non négligeable à la dynamique de la croissance à long terme. Cette contribution traduit une influence dynamique de la politique monétaire, sans pour autant remettre en cause son absence de significativité statistique, traduisant une efficacité limitée de la politique monétaire.

**Tableau n°11 : Résumé des résultats de la décomposition VAR**

<b>Variables</b>	<b>Réactions à un choc à la croissance du PIB</b>
<b>TXPIB</b>	Positive au départ puis s’amortit
<b>TXDIR</b>	Fortement négatif
<b>TXINFL</b>	Volatile et légèrement positive
<b>MM</b>	D’abord négative puis devient neutre

*Source* : Réalisé par l’auteur

## ❖ Fonctions de réponses impulsionnelles



Source : Estimation du logiciel Eviews

❖ *Interprétation des fonctions de réponse  
impulsionnelle*

Un choc positif sur la croissance du PIB provoque une hausse immédiate et significative de l'activité économique, mais son effet s'estompe progressivement. Cette auto-réponse indique que les chocs de croissance sont transitoires. La réponse du taux directeur est négative, ce qui traduit une politique monétaire accommodante indiquant ainsi une politique monétaire destinée à soutenir la reprise ou un décalage atypique du cycle (contre-intuitif à la réaction standard d'un resserrement face à une surchauffe). L'inflation réagit faiblement, avec une légère hausse temporaire non significative, indiquant une stabilité des prix. Enfin, la masse monétaire diminue légèrement dans les premières périodes avant de se stabiliser. Une possible contraction initiale de la liquidité suivie d'un ajustement du système financier. Cela reflète un ajustement monétaire graduel à la croissance.

# Conclusion

Cet article avait pour objectif d'analyser l'effet de la politique monétaire en République Démocratique du Congo et ce, grâce à un canevas historique de la politique monétaire à l'aide des données statistiques recueillies auprès de la Banque Centrale du Congo, BCC en sigle.

Nous nous sommes basé sur une étude économétrique pour l'économie Congolaise en utilisant le test de stationnarité suivie d'un test de causalité à la Granger ainsi qu'une modélisation VAR portant sur la décomposition de la variance pour la période 1992-2023 en utilisant le logiciel EVIEWS 12. Les résultats de l'analyse économétrique ont démontré que l'influence ou l'impact du taux directeur sur la croissance économique n'est pas significative à la fois à court terme et à long terme, avec des probabilités respectives de 65,339 % et de 116,110 % dépassant le seuil critique de 5 %. En outre, à court terme, cette contribution est négative, avec un coefficient de -0,009844, donc dans le court terme le taux directeur influence négativement le taux de croissance.

Le constant sur le taux d'inflation est qu'à court tout comme à long terme l'impact sur le taux de croissance n'est pas significatif, suite à des probabilités associées au test de Student supérieur au seuil critique de 5%, elles sont respectivement de 124,700% et 115,389%.

Aussi, il s'avère que la masse monétaire influence négativement le taux de croissance dans le long terme tout

comme le court terme. Aussi, cette influence n'est pas significative suite à des probabilités de 108,177% et 127,7389% qui sont au-delà du seuil critique de 5%.

De manière globale, notre modèle nous a permis de conclure que la politique monétaire, à travers ses variables, n'influence pas de manière significative le taux de croissance économique. Bien que certaines équations du modèle présentent un coefficient de détermination relativement élevé, celui-ci ne saurait remettre en cause l'absence d'effets statistiquement significatifs des instruments de politique monétaire sur la croissance économique.

Après le calcul, nous sommes parvenus à conclure que les agrégats de monnaie ont un effet non significatif sur la croissance économique. En outre, le modèle VAR vient de montrer que toutes les variables présentent un effet non significatif sur la croissance économique.

De tout ce qui précède, nous confirmons que la politique monétaire n'influence pas sur la croissance économique de façon significative en RDC, nos suggestions sont les suivantes :

1. Une bonne coordination des politiques monétaire et budgétaire ce qui corrobore avec celles données par le professeur Moto Kasarade Joseph ; changer les orientations de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo, par l'absence de subordination de la politique monétaire aux impératifs budgétaires de l'Etat. Il faut donc réduire au minimum d'une manière durable les possibilités de financement monétaire des déficits publics. Une situation budgétaire saine renforce encore l'efficacité de la politique monétaire ;

2. Le ciblage de l'inflation en lieu et place des agrégats monétaires. Oui, La politique monétaire est plus efficace lorsque les marchés sont informés et saisissent les objectifs et le rapport entre ces objectifs et les mesures prescrites. La

clarté de l'information joue aussi un rôle majeur en révélant aux marchés que les banques centrales sont responsables des résultats qu'elles obtiennent, ce qui favorise en retour une plus grande discipline dans la conception et la mise en œuvre de leur politique. La transparence joue également un rôle dans le ciblage monétaire dans la mesure où les objectifs stratégiques y compris les cibles intermédiaires, sont rendus publics. Aussi, la réussite du ciblage de l'inflation n'est pas conditionnée par l'existence d'une relation stable entre la monnaie et l'inflation ; pour prendre les meilleures mesures de politique monétaire, les autorités monétaires ne privilégient pas une variable mais utilisent toute l'information disponible.

Cette option veut que les autorités monétaires puissent prendre quelques décisions entre autres, celle de choisir le paramètre à utiliser pour mesurer l'inflation. Deux choix entre l'indice des prix à la Consommation (IPC) et le déflateur du PIB.

L'IPC aide à refléter plus exactement la notion d'inflation « intérieure », il offre de nets avantages au plan opérationnel : il est le mieux connu du public ; il est habituellement calculé mensuellement et diffusé à bref délai (et peut donc être suivi régulièrement), et il fait rarement l'objet de révisions. Les autorités doivent aussi répondre à cette autre question importante : la politique monétaire dit-elle prendre en compte toutes les fluctuations de l'inflation, ou faut-il exclure les fluctuations à court terme considérées comme exogènes.

En outre, notre recommandation corrobore avec le résultat de l'étude de Enzo Crowe et S. Mohin Khan ; ils affirment que le ciblage de l'inflation est prometteur pour les pays en développement. Il offre un certain nombre d'avantages opérationnels et oblige les responsables de la politique économique à approfondir les réformes, à accroître la

transparence et à améliorer la politique budgétaire. Il leur ouvre également la perspective d'une convergence vers les niveaux internationaux d'inflation

# Références bibliographiques

## Articles

1. DOUKKALI Q. 2024. « Évaluation de l'impact de la politique monétaire via le canal des prix des actifs financiers au Maroc », *Revue Internationale du chercheur*, 5(1) : 1089-1108.

2. ENZO CROVE et MOHIN KHAN .2000. « Régimes monétaires et Ciblage de l'inflation », *Finances & développement*, 37(30).

3. ER-RAHMANY.M et BEN ELHAJ.F.2023. « Évaluation des impulsions de la politique monétaire sur l'activité économique réelle : Cas du Maroc », *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 4(5) : 402-426.

4. GAFFARD. J. 2014. « Politique Monétaire, Stabilité Macroéconomique Et Changement Structurel »

5. KAOMBA MUTUMBA. J.B.2025. « Les limites et contraintes des canaux de transmission de la politique monétaire en République Démocratique du Congo », *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 6(4) : 630-652.

6. KATUNDA MFUMU, G., A. BULU KABUK et M. BOLANDA MENGA. 2024. « analyse de l'impact de la politique monétaire sur la croissance économique en République Démocratique du Congo : une étude économétrique 2010-2020 », *Revue Internationale des Dynamiques Sociales*,135(1).

7. MOTO KOSARADE, J et C. SUMATA MOTUKULA. 2022. « *Impact des politiques Budgétaire et Monétaire sur la croissance Economique en RDC de 1960 A 2020* », Revue Française d'Economie et de Gestion 3(6) : 711-734.

8. MOTO KOSARADE, J.2020. « Evaluation Des Effets De La Politique Monétaire Sur Le Secteur Réel en RD Congo : Une analyse empirique par la modélisation vectorielle Autorégressive (Var) », Actes de la deuxième conférence internationale sur la Francophonie économique, Rabat.

9. TRAORE. K, NDIAYE. A et M. DIOUBATE. 2025. « Impact de la politique monétaire sur la croissance économique en Guinée : Une Approche Vectorielle Autorégressive », African Scientific Journal, 03(28) : 1458 – 1476.

# **Annexe**

**Tableau n°12 : Base des données**

<b>Années</b>	<b>Taux PIB</b>	<b>Taux d'inflation</b>	<b>Taux directeur</b>	<b>Masse monétaire en %</b>
<b>1992</b>	-10,6	2989,6	55	45,7
<b>1993</b>	-16,2	4651,7	95	2482,5
<b>1994</b>	-3,9	9796,9	145	5556,2
<b>1995</b>	0,7	370,3	125	308,8
<b>1996</b>	-1,1	693	238	525,3
<b>1997</b>	-5,4	13,7	13	51,9
<b>1998</b>	-1,7	134,8	22	157,8
<b>1999</b>	-10,3	134,8	120	363,9
<b>2000</b>	-6,9	511,2	120	3,4
<b>2001</b>	-2,1	135,1	140	2,8
<b>2002</b>	2,9	15,8	24,9	2,9
<b>2003</b>	5,5	4,4	8	3,1

<b>Années</b>	<b>Taux PIB</b>	<b>Taux d'inflation</b>	<b>Taux directeur</b>	<b>Masse monétaire en %</b>
<b>2004</b>	6,7	920	14	5,0
<b>2005</b>	6,1	21,3	28,7	4,5
<b>2006</b>	5,3	18,2	40	5,9
<b>2007</b>	6,2	9,9	22,5	7,02
<b>2008</b>	6,2	27,6	40	8,4
<b>2009</b>	2,8	53,4	70	9,7
<b>2010</b>	7,1	9,8	22	10,1
<b>2011</b>	6,8	15,4	20	10,1
<b>2012</b>	7,0	2,7	4	10,7
<b>2013</b>	8,4	1,1	3	11,4
<b>2014</b>	9,4	1	2	11,8
<b>2015</b>	6,9	0,9	2	12,2
<b>2016</b>	2,3	23,6	7	14
<b>2017</b>	3,7	53,7	20	12,6

<b>Années</b>	<b>Taux PIB</b>	<b>Taux d'inflation</b>	<b>Taux directeur</b>	<b>Masse monétaire en %</b>
<b>2018</b>	5,8	7,22	14	12,4
<b>2019</b>	4,3	4,6	9	22
<b>2020</b>	1,7	15,7	18,5	31,2
<b>2021</b>	6,2	5,7	7,5	26,9
<b>2022</b>	8,9	13,1	8,2	27
<b>2023</b>	8,6	23,8	25	18,4

**Source** : Auteur, sur base des rapports annuels de la BCC



**Changement structurel et  
croissance économique dans les  
pays de la sadc : une analyse par  
la cointegration**

*GROWTH EFFECTS OF STRUCTURAL  
CHANGE IN SADC COUNTRIES: A  
COINTEGRATION ANALYSIS*

Par

KARIM OMONGA Mulamba

Faculté d'Administration des Affaires et Sciences  
Economiques

Université Protestante au Congo, RD Congo

Centre Interuniversitaire de Recherche en Economie  
Mathématique (CIREM)

karimomonga@gmail.com

(+243)819818048

# Résumé

Dans le contexte du modèle de « croissance déséquilibrée » de Baumol, une tendance récente de la littérature économique a présenté des modèles qui parviennent à concilier le changement structurel avec le « fait stylisé » de Kaldor concernant la relative constance de la croissance du PIB réel par habitant. Une autre série de la littérature va plus loin, affirmant que les transferts de dépenses vers le secteur « stagnant » de Baumol stimulent plutôt qu'ils ne freinent la croissance économique à long terme en raison de la nature accumulatrice de capital humain des principaux services « stagnants » (tels que les soins de santé et l'éducation). Le présent article teste empiriquement la relation entre le changement structurel et la croissance économique au moyen de l'analyse de cointégration portant sur un panel des pays de la SADC. Les résultats obtenus suggèrent non seulement l'existence d'une relation de long terme entre la croissance économique et ses fondamentaux à savoir les dépenses de santé et d'éducation, mais aussi une relation de court terme. Ces résultats restent robustes lorsqu'on tient compte des effets communs corrélés entre les pays.

**Mots-clés** : Croissance économique, capital humain, changement structurel, cointégration sur panel

**JEL classification** : O47, I10, I20, J24, C33, O55.

## Abstract

Against the backdrop of Baumol's model of "unbalanced growth", a recent strand of literature has presented models that manage to reconcile structural change with Kaldor's "stylized fact" of the relative constancy of per capita real GDP growth. Another strand of literature goes beyond this, arguing that the expenditure shifts toward Baumol's "stagnant sector stimulate rather than dampen long-term economic growth because of the human capital accumulating nature of major "stagnant" services (like health care and education). This paper tests the relationship between structural change and economic growth empirically by means of cointegration analysis of a panel of SADC countries. The results suggest not only a long-term relationship between economic growth and its fundamentals, namely health and education expenditures, but also a short-term relationship. These results remain robust when considering the common correlated effects across countries.

**Keywords** : Economic growth, human capital, structural change, panel cointegration, Sub-Saharan Africa

**JEL classification** : O47, I10, I20, J24, C33, O55.

# Introduction

Le modèle de Baumol, contrairement aux premiers défenseurs de l'« hypothèse de tertiarisation » comme Clark (1940) et autres qui attribuaient le passage progressif de la production du secteur agricole au secteur manufacturier, puis au secteur des services, principalement à des changements dans la demande, introduit des arguments liés à l'offre<sup>2</sup>. L'auteur tire de ce qu'il appelle la « *croissance déséquilibrée* » une proposition de base essentielle : « *Avec le temps, le coût unitaire d'un produit du secteur stagnant augmentera de façon monotone et infinie par rapport au coût d'un produit du secteur dynamique* ». Il nomme ce phénomène la maladie des coûts des services stagnants. Pour ce faire, il divise les activités économiques en deux secteurs, d'après la nature de leur structure technologique : un secteur stagnant dans lequel la productivité du travail est constante et un secteur dynamique ou progressif dans lequel le produit horaire par travailleur accroît cumulativement à un taux agrégé constant,  $\alpha$ . Les quantités physiques produites dans les deux secteurs au temps  $t$  sont données par des fonctions linéaires homogènes de degré un, à rendements constants :  $Y_{1t} = a \cdot L_{1t}$  (secteur stagnant) et  $Y_{2t} = b \cdot L_{2t} e^{\alpha t}$  (secteur dynamique).  $L_{1t}$  et  $L_{2t}$  sont les quantités respectives de travail employées dans les deux secteurs et  $a$  et  $b$  sont des constantes positives. Par hypothèse, les

---

salaires, identiques dans les deux secteurs, évolueront en accord avec la croissance de la productivité dans le secteur dynamique :  $S_t = S \cdot e^{\alpha t}$  où  $S$  est une constante qui correspond au salaire par unité de travail à la période initiale ( $t = 0$ ).

A partir de ce système à trois équations comme le montre Marvey Mara (1998), Baumol (1967) déduit différentes propositions comme : Dans le secteur stagnant (le secteur de service), le coût par unité produite  $C_{1t}$  (soit la masse salariale divisée par la quantité produite), s'accroît sans limite, alors que coût unitaire du secteur dynamique (le secteur secondaire),  $C_{2t}$ , demeure constant. La demande pour certains services, comme les soins de santé et l'éducation par exemple, est peu sensible aux variations de prix, de sorte que les consommateurs sont prêts à payer des prix plus élevés. Par conséquent, même si les deux secteurs conservent leur proportion en termes de production « réelle », une part toujours plus importante des dépenses totales sera consacrée au secteur des services. De plus, comme la croissance globale de la productivité est une moyenne pondérée des taux de croissance de la productivité sectorielle, les pondérations étant fournies par les parts nominales de la valeur ajoutée, le taux de croissance global de la productivité diminuera au fil du temps, car le secteur à faible croissance de la productivité recevra une pondération de plus en plus importante. Ainsi, même si le progrès technique (ou la croissance exogène de la productivité, respectivement) est admis pour le secteur dynamique, le modèle de croissance déséquilibrée de Baumol prédit une tendance à la stagnation de la production par habitant dans les économies développées (Hartwig, 2012).

La prédiction du modèle concernant un déclin de la croissance par habitant contredit toutefois l'un des « faits stylisés » de Kaldor. Comme on le sait, Kaldor (1957)

énumère un certain nombre de « constantes historiques remarquables révélées par des études empiriques récentes » dont l'une est la relative constance de la croissance de la production par habitant. Une littérature récente (Ngai et Pissarides, 2007 ; Acemoglu et Guerrieri, 2008, par exemple) vise à concilier le changement structurel – défini, par exemple, en termes de transferts d'emplois vers le « secteur stagnant » – avec une croissance globale équilibrée (ou constante). Un autre courant de la littérature va plus loin, affirmant que le transfert des dépenses et de l'emploi vers les services « stagnants » stimule en fait la croissance économique à long terme au lieu de la freiner. Cet argument s'appuie sur le modèle Uzawa-Lucas de croissance économique endogène. Lucas (1988), par exemple, présente un modèle dans lequel le capital physique et le capital humain entrent tous deux dans la fonction de production. Les travailleurs n'utilisent qu'une fraction de leur capital humain dans le processus de production et consacrent le reste à l'augmentation de leur capital humain par l'éducation. La croissance du capital humain dans l'économie dépend de la part du temps total consacré à l'éducation et d'un paramètre de productivité qui mesure l'efficacité de l'éducation dans l'augmentation du capital humain. La croissance à long terme ne dépend pas du progrès technologique exogène comme dans le modèle de croissance économique de Solow (1956, 1957). La croissance est plutôt endogène et dépend de la part du capital humain consacrée à l'éducation. Et dans le contexte du modèle de Baumol, Pugno (2006) soutient que les secteurs qui contribuent le plus à la formation du capital humain sont précisément les « services stagnants » de Baumol, à savoir l'éducation et les soins de santé et affirme que l'effet global du changement structurel sur la croissance de la productivité globale est susceptible d'être positif si les dépenses de services sont suffisamment productives pour former du capital humain.

Les articles évoqués jusqu'à présent sont de nature théorique. Hartwig (2012) a tenté de déterminer empiriquement, en se servant de la causalité de Granger, la relation entre les changements structurels et la croissance économique sur les 18 pays de l'OCDE. Les résultats de cette recherche ont confirmé avec ambiguïté la prédiction de Baumol selon laquelle l'emploi se déplace vers les secteurs stagnants, ce qui freine la croissance globale de la productivité.

Cette étude complète une grande partie de la littérature existante sur la relation entre les changements structurels et la croissance économique. Son objectif est d'étudier la causalité et la cointégration entre la croissance économique et les « services stagnants » de Baumol, à savoir l'éducation et les soins de santé sur données de panel.

Notre échantillon comprend les pays de la SADC (Communauté de Développement de l'Afrique Australe) et notre démarche empirique comporte plusieurs étapes. La première consiste à étudier, à l'aide des tests de racine unitaire sur données de panel, si les séries sont ou non stationnaires et, dans ce dernier cas, à déterminer leur ordre d'intégration. Ensuite, vérifier une possible cointégration entre les variables puis estimer cette relation de cointégration. Cette estimation a été réalisée en utilisant la méthode des moindres carrés dynamiques (Dynamic Ordinary Least Squares, DOLS). Finalement, afin de tenir compte à la fois de l'hétérogénéité des paramètres et de la dépendance en coupe transversale des observations, nous utilisons un autre estimateur, appelé estimateur de la moyenne de groupe avec effets communs corrélés (CCEMG). Les résultats obtenus suggèrent non seulement l'existence d'une relation de long terme entre la croissance et ses déterminants à savoir la part du PIB consacrée à la santé et la part consacrée à l'éducation mais aussi une relation de court terme. Ces résultats

restent robustes lorsqu'on tient compte des effets communs corrélés entre les pays.

La suite du présent article est organisée comme suit : la deuxième section est consacrée à la revue de la littérature. La troisième section fait une description de la méthodologie utilisée et présente les résultats empiriques et la dernière section conclut l'article.

## **1. La formation du capital humain comme thérapeutique indispensable dans le modèle de Baumol ? : brève revue de la littérature**

Le domaine de recherche sur les déterminants de la croissance économique a été remis à jour par les travaux sur la croissance endogène de Romer (1986) et de Lucas (1988) et par l'économétrie appliquée sur la croissance qui a débuté avec le test de l'hypothèse de convergence des économies (Barro, 1991 ; Baumol, 1985). Dans ces travaux sur la croissance endogène, le concept de capital humain, ou encore celui de l'éducation et de la santé, a été au centre des études les plus influentes (Lucas, 1988 ; Mankiw, Romer et Weil, 1992). Une revue de la littérature sur la relation éducation-croissance peut s'appuyer surtout sur les analyses qualitatives de cette relation. En effet, l'idée selon laquelle l'éducation contribuerait à la croissance économique constitue à la fois l'origine et l'aboutissement de la théorie du capital humain. Des auteurs comme Pugno (2006) affirment que la formation de capital humain pourrait agir comme une thérapeutique contre les conséquences stagionnistes du changement structurel identifiées par le modèle de Baumol, s'appuient sur les modèles Uzawa (1965) et Lucas (1988). Dans le modèle d'Uzawa-Lucas, la formation endogène de capital humain sous forme d'éducation remplace le progrès technologique exogène en tant que moteur de croissance à

long terme par habitant. Des études empiriques ultérieures menées par Pritchett (2024), Anadu et al (2017), Messaili et al (2020) et Bathily et Gueye (2023) ont permis de mieux mettre en perspective l'importance de l'éducation pour la croissance économique.

Il est à noter que l'évidence empirique sur les effets du capital humain sur la croissance reste souvent mitigée, et même si ce n'était pas le cas, la plupart des études ne seraient pas probablement utiles pour évaluer les effets du changement structurel sur la croissance. La raison en est que ces études modélisent et estiment des fonctions de production agrégées augmentées du capital humain. Dans le cadre d'estimation d'une fonction de production agrégée, les effets mis en évidence par le modèle de croissance déséquilibrée de Baumol – à savoir que le processus d'augmentation de certains niveaux d'inputs (tels que la santé et l'éducation) pouvant impliquer un changement structurel défavorable à la croissance économique globale – pourraient disparaître dans les estimations de la croissance de la productivité totale des facteurs. Pour ces raisons, il est donc nécessaire de s'interroger sur la pertinence des fonctions de production agrégées (Hartwig, 2012). Un autre cadre de modélisation est donc nécessaire. La section suivante appliquera la notion de cointégration pour tester la relation entre le changement structurel et la croissance économique dans un panel de pays de la SADC.

## **2. Méthodologie économétrique et résultats empiriques**

### **2.1. Données, sources et évidence descriptive**

Les données, à savoir le PIB per capita, la part du PIB consacrée à des dépenses de santé et celle consacrée à des dépenses d'éducation sont issues de la Banque Mondiale

(*World Development Indicators*, 2024) et concernent les 16 Etats membres de la SADC (*Afrique du Sud, Angola, Botswana, Comores, République démocratique du Congo, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, République-Unie de Tanzanie, Zambie, Zimbabwe*). Elles couvrent la période allant de 2000 à 2023.

Le tableau 1 fournit les statistiques descriptives donnant un résumé de nos observations en s'appuyant sur les indicateurs tels que la moyenne, l'écart-type, le minimum et le maximum.

**Tableau N°1 – Statistiques descriptives**

Variable	Panel section	Moy	Ecart-type	Min	Max	Observation
<b>Lgdperc</b>	Overall	7.49	1.14	5.67	9.88	N = 360
	Between		1.17	5.6	9.54	N = 15
	Within		0.16	6.96	7.82	T = 24
<b>Lhealthexp</b>	Overall	1.68	0.38	0.38	3.09	N = 345
	Between		0.32	1.07	2.24	N = 15
	Within		0.23	0.74	2.64	T = 23
<b>Leducexp</b>	Overall	1.43	0.65	0.04	8.52	N = 330
	Between		0.53	0.47	2.18	N = 15
	Within		0.41	0.58	7.94	T = 22

**Notes :** Calcul de l'auteur. Lgdperc (PIB per capita en log), Lhealthexp (part du PIB consacrée à des dépenses de santé en log), Leducexp (part du PIB consacrée à des dépenses d'éducation en log).

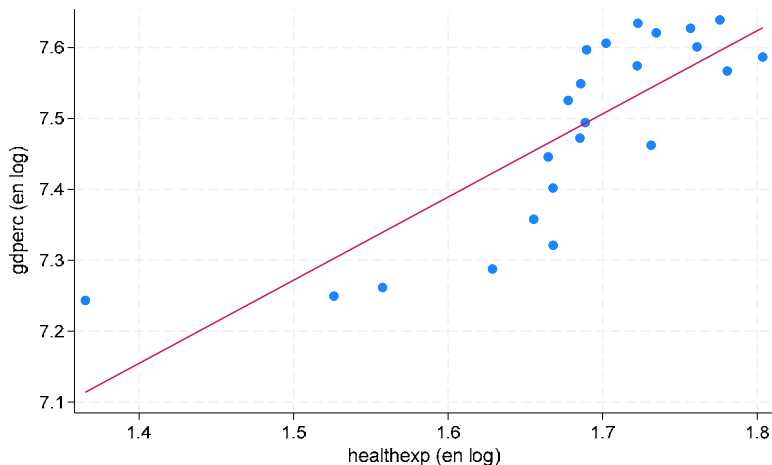
La spécification de base est la suivante :

$$\text{Lgdperc} = f(\text{Lhealthexp}, \text{Leducexp}) \quad (1)$$

La relation (1) est principalement déduite des travaux de Pugno (2006), Hartwig (2012), et renforcée par les conclusions de Cohen et Soto (2007) et Bathily et Gueye (2023). L'idée maîtresse véhiculée par ces travaux est que les dépenses de santé et d'éducation qui contribuent à la formation du capital humain sont des sources primaires et statistiquement significatives du niveau du PIB tête (croissance).

Dans un premier temps, nous examinons les relations bivariées entre le (log) du PIB per capita et chacune des variables indépendantes (part du PIB consacrée à des dépenses de santé et d'éducation, en log) pour la période 2000-2023 (Graphique 1 et graphique 2). Globalement, il y a une hétérogénéité dans la relation entre la part du PIB consacrée à des dépenses de santé et la croissance économique. Sur un échantillon de 23 observations, la droite de régression entre les deux variables donne une pente de 1.17 significative à 1%. Cela dit, outre la part du PIB consacrée à des dépenses de santé, d'autres facteurs expliquent (les 34% de la variance) les changements dans la croissance dans la région SADC.

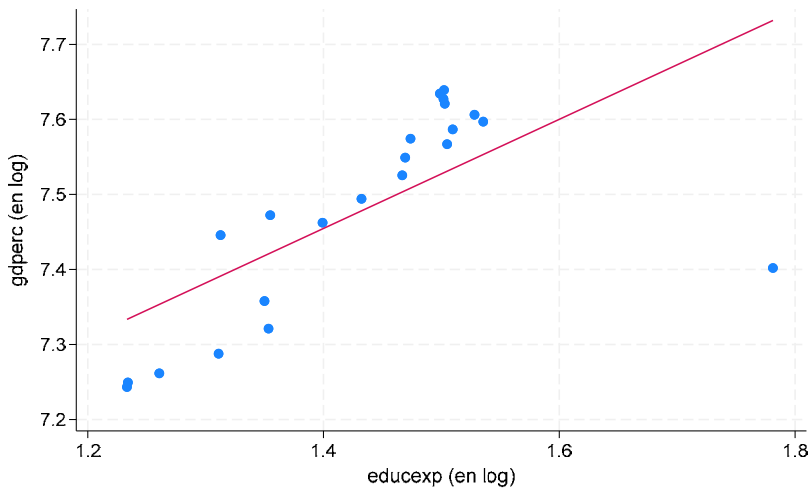
**Figure N°1 – Croissance économique et la part du PIB consacrée à des dépenses de santé (2000-2023).**



**Source :** WDI, 2024. L'équation de la droite de régression (avec correction de l'hétéroscédasticité) :  $Lgdperc = 5.51 + 1.17Lhealthexp$ ,  $N = 23$ ,  $R^2 = 0.66$

Dans le graphique 2, l'observation visuelle suggère aussi une relation positive entre le log du PIB per capita et la part du PIB consacrée à des dépenses d'éducation sur la période 2000-2023, une augmentation de 1% dans les dépenses d'éducation a entraîné une augmentation de 0.73% du PIB per capita.

**Figure N°2 – Croissance économique et la part du PIB consacrée à des dépenses d’éducation (2000-2023).**



**Source :** WDI, 2024. L’équation de la droite de régression (avec correction de l’hétéroscédasticité) :  $Lgdperc = 5.51 + 0.73Leducexp$ ,  $N = 22$ ,  $R^2 = 0.44$

### 3.2. Résultats empiriques

L’estimation du modèle (1) a été faite dans les sections précédentes en coupe transversale (2000-2023) sur les données des pays de la SADC ayant des données disponibles. Il est classique d’utiliser des données de panel. À partir des observations répétées dans le temps d’unités identiques, on tente de neutraliser d’éventuelles spécificités individuelles. Cela se fait par exemple par l’introduction d’un “effet fixe” individuel censé capter ces spécificités.

### 3.2.1. Test de la dépendance en coupe transversale

Pour tester la dépendance en coupe transversale de chaque variable, nous allons utiliser le test de Pesaran (2007). Le tableau 1 présente les résultats obtenus pour chaque cas. L'hypothèse nulle  $H_0$  est qu'il y a indépendance en coupe transversale. La statistique CD de Pesaran est basée sur la moyenne des coefficients de corrélation entre les différents pays pris deux à deux pour chaque période de temps. Sous l'hypothèse nulle, cette statistique est asymptotiquement distribuée selon une normale standard  $N(0, 1)$ . La moyenne des coefficients est indiquée par *Moy.  $\rho$*  et celle de la valeur absolue des coefficients de corrélation par *Moy.  $|\rho|$* .

Le tableau 2 indique clairement qu'il y a une forte présence de dépendance en coupe transversale pour les pays de l'échantillon considéré. Cela vient donc justifier l'utilisation des estimateurs MGECC dans l'étude.

**Tableau N°2 – Tests de la dépendance en coupe transversale de Pesaran (2007).**

	<b>Lgd perc</b>	<b>Lheal texp</b>	<b>Le-duc exp</b>	<b><math>\Delta</math>Lhealt</b>	<b><math>\Delta</math>Lhea ltexp</b>	<b><math>\Delta</math>Le duc exp</b>
<b>CD-test</b>	35.88	2.29	12.26	19.93	1.26	3.27
<b><i>p</i>-valeur</b>	0.00	0.02	0.00	0.00	0.20	0.00
<b><i>Moy. <math>\rho</math></i></b>	0.71	0.05	0.26	0.41	0.03	0.07
<b><i>Moy. <math> \rho </math></i></b>	0.73	0.34	0.53	0.41	0.19	0.20

**Notes :** CD est la statistique de test de Pesaran (2007) de dépendance en coupe transversale. Sous l'hypothèse nulle d'indépendance en coupe transversale, cette statistique  $CD \sim N(0, 1)$

### 3.2.2. Tests de racine unitaire

Les résultats des tests de racine unitaire sur l'échantillon d'étude sont présentés dans les tableaux 3 et 4. Rappelons que les tests de racine unitaire individuels sont reconnus pour leur faible puissance spécialement dans le cas de petites valeurs de T. En général, les tests de racine unitaire utilisés ont comme hypothèse nulle  $H_0$  que la variable testée possède une racine unitaire. La faible puissance du test signifie qu'on est souvent dans l'impossibilité de rejeter l'hypothèse nulle et on conclut incorrectement que la variable possède une racine unitaire. Les tests de racine unitaire de données de panel présentent l'avantage d'être plus puissants et de remédier ainsi à ce problème (Baltagi et Kao, 2000).

Dans un premier temps, le test de racine unitaire de Maddala et Wu (MW) est effectué. Ce test ne retient pas l'hypothèse alternative restrictive selon laquelle le coefficient autorégressif  $\rho_i$  est le même pour tous les individus.

La spécification du modèle à tester considérée par MW se présente comme suit :

$$\Delta y_{i,t} = \alpha_i + \beta_{it} + \rho_i y_{i,t-1} + \epsilon_{i,t}; i = 1, 2, \dots, N; t = 1, 2, \dots, T \quad (2)$$

**Tableau N°3 – Test de racine unitaire Maddala et Wu (1999) en niveau et différences premières**

<b>Constante</b>						
<b>Retard<sup>a</sup></b>	<b>Lgdperc</b>	<b>Lhealexp</b>	<b>Leducexp</b>	<b><math>\Delta^c</math>Lgdperc</b>	<b><math>\Delta</math>Lhealexp</b>	<b><math>\Delta</math>Leducexp</b>
<b>0</b>	80.69(0.000)	92.85(0.000)	112.5(0.000)	187.9(0.000)	340.84(0.000)	221.06(0.000)
<b>1</b>	49.26(0.015)	50.6(0.011)	144.4(0.000)	105.24(0.00)	159.05(0.000)	101.1 (0.000)
<b>2</b>	43.28(0.055)	67.66(0.000)	56.06(0.003)	56.56(0.002)	122.47(0.000)	71.61(0.000)
<b>Tendance linéaire</b>						
<b>Retard</b>	<b>Lgdperc</b>	<b>Lhealexp</b>	<b>Leducexp</b>	<b><math>\Delta</math>Lgdperc</b>	<b><math>\Delta</math>Lhealexp</b>	<b><math>\Delta</math>Leducexp</b>
<b>0</b>	21.34(0.877)	98.41(0.000)	33.71(0.293)	190.47(0.000)	283.62(0.000)	295.33(0.000)
<b>1</b>	22.69 (0.828)	52.33(0.007)	43.35 (0.05)	97.19(0.000)	123.46(0.000)	81.64(0.000)
<b>2</b>	17.01 (0.973)	62.98(0.000)	46.69(0.027)	63.12(0.000)	90.52(0.000)	49.40(0.014)

**Notes :** Les résultats reportés sont ceux obtenus avec la spécification avec constantes et tendances respectivement. b.  $H_0: \rho_i = 0, \forall i = 1, \dots, N$ , c.  $p$ -value entre parenthèses, un chiffre inférieur à 0.05

indique que l'hypothèse nulle de non stationnarité est rejetée au seuil de 5%.  $\Delta$  est l'opérateur de différences premières.

Comme on peut le remarquer au niveau du tableau 3, on ne peut rejeter l'hypothèse de racine unitaire dans tous les cas. Les résultats suggèrent que les variables sont non stationnaires en niveau mais stationnaires en différence première. Ainsi, on peut avancer que les séries sont I (1), et nous autorisent à réaliser les tests de cointégration sur données de panel, lorsque les variables sont toutes intégrées du même ordre.

Étant donné les résultats du tableau 2, qui démontraient la présence d'effets communs corrélés aux observations, un test de seconde génération semble plus approprié pour les variables utilisées dans cette étude. En effet, rien ne garantit a priori que l'effet de centrer les données sur la moyenne permette de purger les éventuelles dépendances inter-individuelles des variables (Hurlin et Mignon, 2005). Le test de racine unitaire qui sera utilisé est celui de Pesaran (2007), également appelé le test de CIPS (*Cross Sectionnally Augmented IPS*) de Pesaran. En plus de tenir compte de la dépendance en coupe transversale, le test de Pesaran (2007) suppose également l'hétérogénéité des paramètres. Pour ce test, l'hypothèse nulle  $H_0$  est que chaque série temporelle individuelle contient une racine unitaire. L'hypothèse alternative est qu'une partie des séries sont stationnaires. Les statistiques reportées par le tableau 3 sont la statistique du test de CIPS (ou encore statistique  $Z_{t-bar}$ ) pour les trois variables de notre modèle, ainsi que les valeurs p-value entre parenthèses. Le test est effectué, pour des retards allant de l'ordre de 0 à 3 dans le cas où une constante, propre à chaque pays, est ajoutée et lorsqu'on inclut une tendance linéaire dans le modèle.

Le test de racine unitaire de deuxième génération (CIPS de Pesaran, 2007) fournit des résultats très proches de ceux obtenus au niveau du test de première génération de Maddala et Wu du tableau 3, on peut déduire que les variables Lgdperc, Lhealthp et Leducexp sont I(1).

**Tableau N°4 – Test de racine unitaire PESARAN (2007) en niveau et différences premières**

<b>Constante</b>						
<b>Retard<sup>a</sup></b>	<b>Lgdperc</b>	<b>Lhealtexp</b>	<b>Leducexp</b>	<b>ΔLgdperc</b>	<b>ΔLhealtexp</b>	<b>ΔLeducexp</b>
<b>0</b>	-0.045(0.482)	-1.83(0.033)	1.74(0.959)	-7.95(0.000)	-11.76(0.000)	-4.2(0.00)
<b>1</b>	1.02(0.845)	-0.72(0.237)	0.45(0.673)	-4.63(0.000)	-6.06(0.000)	-0.85 (0.0)
<b>2</b>	1.82(0.966)	-0.24(0.403)	2.79(0.997)	-0.68(0.24)	-3.16(0.000)	0.88 (0.00)
<b>Tendance linéaire</b>						
<b>Retard</b>	<b>Lgdperc</b>	<b>Lhealtexp</b>	<b>Leducexp</b>	<b>ΔLgdperc</b>	<b>ΔLhealtexp</b>	<b>ΔLeducexp</b>
<b>0</b>	0.51(0.696)	-1.43(0.076)	4.89(1.000)	-7.55(0.000)	-10.53(0.000)	-4.09(0.0)
<b>1</b>	1.271(0.898)	-0.86(0.194)	2.99(0.999)	-3.04(0.001)	-4.57(0.000)	0.14 (0.00)
<b>2</b>	2.31(0.989)	0.11(0.545)	4.45(1.000)	0.29(0.613)	-2.10(0.018)	2.86(0.000)

**Notes :** Les résultats reportés sont ceux obtenus avec la spécification avec constantes et tendances respectivement. *CIPS* (Cross Sectionnally Augmented IPS) représente la statistique du test de Pesaran (2007). *CIPS\**, la statistique tronquée fournit des valeurs similaires à celles de *CIPS* b. p-value entre

parenthèses. Un chiffre inférieur à 0.05 indique que l'hypothèse nulle de non stationnarité est rejetée au seuil de 5%.  $\Delta$  est l'opérateur de différences premières.

### 3.2.3. Tests de cointégration

L'utilisation de test de cointégration sur données de panel nous permet de voir si les variables qui nous intéressent dans cette étude entretiennent une relation stable dans le long terme. Ce qui pourrait éventuellement servir de point d'appui dans la mise en place de recommandations de politique économiques de long terme. Les séries  $Lgdperc$ ,  $Lhealthexp$  et  $Leducexp$  étant intégrées d'ordre 1, la deuxième étape de notre démarche empirique consiste à tester l'existence d'une éventuelle relation de cointégration entre la croissance et ses principaux déterminants. Nous effectuons trois tests de cointégration de Pedroni (2004), de Kao (1999), et Westerlund (2005) sur l'ensemble des données de panel. Le premier test de cointégration utilisé est celui proposé par Pedroni (1999, 2004). Ce test tient compte de l'hétérogénéité des individus à travers des paramètres spécifiques pour chaque pays de l'échantillon. L'hypothèse nulle du test est l'absence de cointégration. Le rejet de cette hypothèse permet de conclure à l'existence d'une relation de cointégration entre les variables. Nous avons également utilisé le test de cointégration de Kao (1999). Il s'agit d'un test du type ADF de non stationnarité des résidus de la relation de cointégration, mais qui suppose l'homogénéité de la relation de cointégration.

Les résultats des tests de cointégration de Pedroni (1999, 2004) et de Kao (1999) sont présentés dans le tableau 5. Concernant les résultats du test de Pedroni (1999, 2004), on remarque que l'hypothèse de non-cointégration n'est pas rejetée à 5% de significativité pour les trois tests : Modified PP-t, PP-t (sauf pour le Modèle 3) et ADF-t. Tous les autres tests rejettent l'hypothèse nulle de non-cointégration. Le test de Kao nous permet également de rejeter l'hypothèse nulle d'absence de cointégration

pour les deux tests (DF-t et UDF-t au seuil de 10%). Par conséquent, nous allons considérer que les variables Lgdperc, Lhealtexp et Leducexp sont cointégrées.

**Tableau N°5 – Tests de cointégration en données de panel de Pedroni (1999, 2004), de Kao (1999) et de Westerlund (2007)**

<b>A. Test de cointégration de Pedroni</b>						
	Modèle 1		Modèle 2		Modèle 3	
	Statistique	p-value	Statistique	p-value	Statistique	p-value
<b>Mod PP- t</b>	3.56	(0.000)	2.61	(0.004)	2.36	(0.009)
<b>PP-t</b>	2.35	(0.009)	1.42	(0.08)	0.829	(0.204)
<b>ADF-t</b>	2.99	(0.01)	1.85	(0.03)	1.677	(0.047)
<b>B. Test de cointégration de Kao</b>						
	Statistique	p-value				
<b>MDF-t</b>	-0.394	(0.347)				
<b>DF-t</b>	-1.561	(0.06)				
<b>ADF-t</b>	-0.858	(0.195)				
<b>UMDF-t</b>	-0.308	(0.379)				

<b>UDF-t</b>	-1.507	(0.066)		
<b>C. Test de cointégration de Westerlund</b>				
	Modèle 1		Modèle 2	
	Statistique	p-value	Statistique	p-value
<b>Variance ratio</b>	-2.563	(0.005)	1.888	(0.02)

**Notes :** Dans les tests de cointégration de Pedroni et Kao, la détermination du nombre de retard est basée sur le critère statistique d'Akaike (Akaike Information Criterion, AIC). Les résultats reportés sont ceux obtenus en ajoutant une tendance linéaire aux équations (Modèle 1), avec constance et sans tendance (Modèle 2), sur les variables démoymonnées, c'est-à-dire les variables dont on soustrait la moyenne en coupe transversale (Modèle 3). *p*-value entre parenthèses. Un chiffre inférieur à 0.05 indique que l'hypothèse nulle d'absence de cointégration peut être rejetée au seuil retenu de 5%.

L'inconvénient des tests de Pedroni (1999, 2004) réside dans le fait qu'ils ne prennent pas en compte la dépendance interindividuelle. Aussi, contrairement à Pedroni (2004), Westerlund développe un test de cointégration basé, non sur les résidus de la relation de long terme mais, sur la validation d'un mécanisme à correction d'erreur. D'après le tableau 5, l'hypothèse de non-cointégration est rejetée aussi dans le test de

Westerlund avec un taux de significativité de 1% pour le ratio variance. A la lumière de ces résultats, nous allons émettre la conclusion raisonnable que les variables sous-étude sont cointégrées.

### 3.2.4. La dynamique de long terme

Ayant prouvé que les variables sont stationnaires en différences premières et l'existence d'une cointégration entre les variables dans les étapes précédentes. Il est possible d'estimer la relation de causalité et de cointégration à l'aide des DOLS et des CCEMG.

L'estimateur des DOLS est obtenu à partir de la régression suivante :

$$\text{Lgdperc}_{i,t} = \alpha_i + \beta_1 \text{Lhealtexp}_{i,t} + \beta_2 \text{Leducexp}_{i,t} + \sum_{j=-q}^q \beta_{i,j} \Delta \text{Lhealtexp}_{i,t+j} + \sum_{j=-q}^q \gamma_{i,j} \Delta \text{Leducexp}_{i,t+j} + u_{i,t} \quad (3)$$

avec :  $i = 1, \dots, N$  et  $t = 1, \dots, T$

On peut bien remarquer que l'équation caractéristique de l'estimateur des DOLS est une extension d'une régression standard dans laquelle on intègre les lags et les leads des variables exogènes en différence dans la relation de cointégration afin de reproduire asymptotiquement des estimateurs sans biais et d'éviter les problèmes liés à l'estimation des paramètres de nuisance. Afin d'obtenir des résidus d'estimation indépendants les uns des autres, la dynamique de la relation estimée est spécifiée en introduisant les valeurs retardées et avancées des variables explicatives en différence.

L'utilisation de l'estimateur de la moyenne de groupe MG suppose l'indépendance en coupe transversale des observations, c'est-à-dire qu'il n'existe pas de facteurs communs non-observés corrélés entre les pays. Selon De Long et Summers (1991), ne pas tenir compte de cette dépendance peut faire en sorte que les paramètres estimés soient biaisés et amener le calcul incorrect des écart-types. En effet,

dans le cas où les facteurs communs non-observés sont exclus du modèle (mais présents dans le terme d'erreur), ces derniers peuvent être corrélés avec les variables explicatives du modèle, entraînant du même coup un problème d'endogénéité. Dans le contexte de possibles chocs communs aux pays, causés par exemple par des crises économiques, l'hypothèse d'une possible dépendance entre les pays pour une même période de temps est naturelle et fort probable.

Afin de tenir compte à la fois de l'hétérogénéité des paramètres et de la dépendance en coupe transversale des observations, Pesaran (2006) proposa un estimateur, basé sur celui de l'estimateur de la moyenne de groupe MG, et appelé *estimateur de la moyenne de groupe avec effets communs corrélés* (CCEMG). Pesaran (2006) approxima les effets communs corrélés en utilisant les moyennes en coupe transversale respectives de la variable dépendante et des variables indépendantes. Notons que les travaux de Pesaran (2006) concernèrent d'abord les modèles non-dynamiques. Cependant, Chudik et Pesaran (2013) démontrèrent que l'on peut appliquer l'estimateur de la moyenne de groupe avec effets communs corrélés même dans le cas des modèles dynamiques. L'estimateur CCEMG est convergent lorsque  $N$  et  $T$  sont suffisamment larges et dans le cas où les effets communs non-observés corrélés sont  $I(1)$  ou  $I(0)$ , avec une variable dépendante et des variables indépendantes  $I(1)$  et cointégrées. Par conséquent, l'estimateur est convergent lorsque le terme d'erreur est stationnaire (Kapetanios, Pesaran et Yamagata, 2011).

Afin d'estimer la dépendance entre les données en coupe transversale, nous allons employer la

méthode de Pesaran (2006) afin de tenir compte des effets non-observés communs corrélés :

$$y_{i,t} = \sum_{j=1}^p \lambda_{i,j} y_{i,t-j} + \sum_{j=0}^q \delta'_{i,j} x_{i,t-j} + \mu_i + \phi_i \eta_t + \varepsilon_{i,t} \quad (4)$$

avec :  $i = 1, \dots, N$  et  $t = 1, \dots, T$ ,  $p$  le nombre de retards de la variable endogène,  $q$  le nombre de retards des variables explicatives  $x_{i,t}$ ,  $\mu_i$  les effets fixes individuels,  $\lambda_{i,j}$  les coefficients liés à la variable endogène retardée,  $\delta_{i,j}$  les coefficients afférents aux régresseurs. La paramétrisation de l'équation de long terme donne la spécification suivante :

$$\Delta y_{i,t} = \gamma_i y_{i,t-1} + \theta'_i x_{i,t} + \sum_{j=1}^{p-1} \lambda^*_{i,j} \Delta y_{i,t-j} + \sum_{j=0}^{q-1} \delta^*_{i,j} \Delta x_{i,t-j} + \phi_i \eta_t + \varepsilon_{i,t} \quad (5)$$

Il s'agit donc du modèle autorégressif à retards échelonnés d'ordre  $p$  dans lequel la dépendance en coupe transversale ou encore, les effets communs corrélés, sont représentés par le terme  $\phi_i \eta_t$  et le coefficient  $\phi_i$  permet de considérer l'hétérogénéité pour chacun des pays.

Le tableau 6 présente les résultats dans le cas de l'estimateur DOLS et celui de la moyenne de groupe avec effets communs corrélés (CCEMG). Les estimations obtenues dans le cas du modèle CCEMG tient compte de l'hétérogénéité des paramètres dans les équations et de la dépendance en coupe transversale des observations. Le nombre de retards et d'avances sont respectivement de 2 et 1. Le résidu de cette relation étant stationnaire (voir résultat Tableau 7). Cette relation est bien une relation d'équilibre de long terme. Aussi, nous avons effectué un test de Pesaran (2007) sur les résidus de régression pour la dépendance en coupe transversale.

**Tableau N°6 – Résultats de l’estimation de la relation de long terme par les DOLS et CCEMG**

Var. dép. Lgdperc	DOLS			CCEMG		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
Lhealtexp	-0.071***	-	0.203***	-0.034	-	0.093**
Leducexp	-	0.094***	0.201***	-	0.32**	0.342**
N	270	255	255	345	330	330
Nombre de pays	15	15	15	15	15	15
CD statistique	-	-	-	20.26 (0.000)	17.04 (0.000)	14.51 (0.000)

**Notes :** valeur  $p$  pour le test de Pesaran entre parenthèses ; \*\*\* significatif au seuil d’erreur de 1%, \*\* significatif au seuil d’erreur de 5%. Lags et leads optimaux suivant le critère HQIC (Hannan-Quinn Information Criterion, HQIC). CD est la statistique de test de Pesaran (2015) de dépendance en coupe transversale. Sous l’hypothèse nulle de dépendance faible des erreurs en coupe transversale (errors are weakly cross-sectional dependent). Le modèle CCEMG estimé avec tendance et robuste (outlier-robust means).

**Tableau N°7 – Résultat du test de racine unitaire pour le résidu de la relation de cointégration**

Variable	LLC (Adjusted t*)	Prob.
RES	0.3006	0.000

**Note :** Les résultats reportés sont ceux obtenus avec la spécification qui comporte une constante et une tendance.

Les résultats obtenus avec la méthode des DOLS confirment l’existence d’une relation de long terme entre la

croissance et ses principaux déterminants, à savoir la part du PIB consacrée à la santé et la part consacrée à l'éducation. Ces estimations ont les signes positifs et statistiquement significatifs au seuil de 1% (Modèle 2 et Modèle 3 de l'estimation DOLS). Le résultat est conservé lorsqu'on tient compte de l'hétérogénéité des paramètres dans les équations et de la dépendance en coupe transversale des observations (Modèle 2 et Modèle 3 de l'estimation CCEMG).

Comment ces résultats s'inscrivent-ils dans la controverse sur les effets du changement structurel sur la croissance ? L'hypothèse avancée par Pugno (2006), selon laquelle le transfert des dépenses vers des « services stagnants » favorise la formation de capital humain et stimule ainsi la croissance économique de manière endogène, trouve son soutien dans les données. Bien que les transferts de dépenses prévus par le modèle de Baumol se soient effectivement produits, l'effet prévu sur la croissance économique ne s'est pas produit. Seul le modèle 1 avec l'estimation DOLS fournit des éléments en faveur de la théorie stagnationniste. Finalement, seul le modèle 1 de l'estimation CCEMG ne trouve aucun effet significatif entre la part du PIB consacrée à la santé et le PIB par habitant, ce qui correspond davantage à l'hypothèse selon laquelle le changement structurel est compatible avec une croissance économique équilibrée dans l'ensemble.

Un autre aspect intéressant concerne le test de Pesaran. En effet, ce dernier, qui est appliqué aux résidus des estimations, révèle que l'hypothèse nulle d'indépendance des observations n'est pas rejetée. Comme on pouvait s'y attendre, le modèle CCEMG tient compte des effets communs corrélés entre les pays, ce qui est confirmé par les résultats du test de Pesaran.

### 3.2.5. La dynamique de court terme

Les résultats de l'estimation de l'équation à correction d'erreur ci-dessous sont présentés dans le tableau 7.

$$\Delta \text{Lgdperc}_{i,t} = \alpha_i + \sum_{i=1}^p \gamma_i \Delta \text{Lgdperc}_{t-i} + \sum_{i=0}^p \beta_i \Delta \text{Lhealtexp}_{t-i} + \sum_{i=0}^p \vartheta_i \Delta \text{Leducexp}_{t-i} + \delta_i \text{RES}_{t-1} + \varepsilon_{i,t} \quad (6)$$

La vitesse d'ajustement de la croissance économique à son niveau de long terme est donnée par le coefficient estimé de la variable  $\text{RES}_{t-1}$  et plus cette vitesse d'ajustement, appelée également force de rappel, est négative et significative, plus la croissance s'ajuste rapidement par rapport à son niveau en  $t - 1$  et moins d'éventuels chocs sont durables dans le temps. L'intérêt de cette spécification de court terme, étant donné même la nature de la croissance qui est par définition un phénomène de moyen et long terme, est dans un premier temps, de valider l'existence d'une relation de long terme entre la croissance et ses déterminants en validant le mécanisme à correction d'erreur. Et dans un deuxième temps, de mettre en évidence les différents délais d'ajustement de la croissance à ses valeurs retardées, à la part du PIB dans la santé et à la part du PIB dans l'éducation.

**Tableau N° 8 – Résultats de l'estimation du modèle à correction d'erreur<sup>3</sup>**

Var. dép. dLgdperc	CCEMG		
	(1)	(2)	(3)
dLhealtexp(-1)	0.027*	-	0.041***
dLeducexp(-1)	-	-0.028	-0.048
Res(-1)	-0.313**	-0.32***	-0.338***
N	300	300	300
Nombre de pays	15	15	15
CD statistique	-2.58 (0.001)	-1.92 (0.054)	-2.57 (0.002)

**Notes :** valeur  $p$  pour le test de Pesaran entre parenthèses ; \*\*\* significatif au seuil d'erreur de 1%, \*\* significatif au seuil d'erreur de 5%, \* significatif au seuil d'erreur de 10%. CD est la statistique de test de Pesaran (2015) de dépendance en coupe transversale. Sous l'hypothèse nulle de dépendance faible des erreurs en coupe transversale (errors are weakly cross-sectional dependent).

Les résultats de l'estimation du tableau 8 montrent que le coefficient estimé associé au terme de correction est négatif et significatif pour la méthode CCEMG, confirmant ainsi la relation d'équilibre de long terme entre la croissance et ses principaux déterminants de notre modèle. Cette vitesse d'ajustement est estimée à 0.31, 0.32 et 0.34 respectivement lorsqu'il s'agit des Modèle 1, Modèle 2 et Modèle 3. L'estimation du modèle à correction d'erreur permet également de mettre en évidence le délai d'ajustement du taux de croissance économique à ses valeurs retardées sur une période.

<sup>3</sup> La routine xtdcce2 du logiciel Stata a été utilisé.

## Conclusion

L'impact des changements structurels sur la croissance économique est contesté dans la littérature. Baumol (1967) a introduit un modèle célèbre dans lequel les changements structurels – définis comme le transfert de l'emploi et des dépenses vers des « services stagnants » tels que les soins de santé et l'éducation – entraînent une baisse de la croissance du PIB réel par habitant et, à terme une stagnation. Cela contredit toutefois l'un des « faits stylisés » de Kaldor, selon lequel le taux de croissance du PIB par habitant est relativement stable dans le temps. C'est pourquoi une série d'études récentes ont cherché à concilier le changement structurel et une croissance économique équilibrée dans l'ensemble.

Le présent article à l'instar de peu de recherches empiriques actuelles a estimé un modèle de changement structurel en appliquant une méthodologie empirique rigoureuse relativement nouvelle – la cointégration sur panel – aux données de la SADC. Les conclusions peuvent être résumées comme suit. L'hypothèse avancée par Pugno (2006), selon laquelle le transfert des dépenses vers des « services stagnants » favorise la formation de capital humain et stimule ainsi la croissance économique de manière endogène, trouve son soutien dans les données. Ce constat correspond davantage aux prévisions des modèles de croissance économique équilibrée dans l'ensemble qu'au modèle de croissance déséquilibrée de Baumol.

A y regarder de plus près, cependant, il s'avère que cette conclusion dépend fortement de la région considérée qui est la SADC. Bien que la SADC ait connu une croissance significative ces dernières années, celle-ci est souvent dominée par des économies comme l'Afrique du Sud, qui représente une grande part du PIB régional (le PIB de l'Afrique du Sud représente 60 à 70% du total de la SADC). Ce qui rend l'Afrique du Sud si particulier à cet égard semble être une question intéressante à approfondir dans le cadre de recherches futures. Une recherche sans l'Afrique dans la région pourrait-elle aboutir au même résultat ? De plus, si la disponibilité des données s'améliore, les conclusions du présent article devraient être vérifiées sur les données de l'emploi.

# Références bibliographiques

1. (2004). Panel Cointegration: Asymptotic and Finite Sample Properties of Pooled Time Series Tests with an Application to the PPP Hypothesis. *Econometric Theory*, (20):597-625. <https://doi.org/10.1017/s0266466604203073>
2. (2007). A simple Panel Unit Root Test in the presence of cross section dependence. *Journal of Applied Econometrics*, 22:265-312. <https://doi.org/10.1002/jae.951>
3. Acemoglu, D., & Guerrieri, V. (2008). Capital deepening and nonbalanced economic growth. *Journal of political Economy*, 116(3), 467-498. <https://doi.org/10.1086/589523>
4. Amadu, I., Eseokwea, N. F., & Ngambi, M. (2017). The contribution of public health investments to the economic growth of Cameroon. *International Journal of Social Sciences and Management*, 4(1), 12-21. <https://doi.org/10.4172/2151-6219.1000189>
5. Baltagi, B. H., & Kao, C. (2001). Nonstationary panels, cointegration in panels and dynamic panels: A survey. In *Nonstationary panels, panel cointegration, and dynamic panels* (pp. 7-51). Emerald Group Publishing Limited... [https://doi.org/10.1016/s0731-9053\(00\)15002-9](https://doi.org/10.1016/s0731-9053(00)15002-9)
6. Baumol, W. J. (1967). Macroeconomics of unbalanced growth: the anatomy of urban crisis. *The American economic review*, 57(3), 415-426. <https://doi.org/10.4337/9781035335152.00012>
7. Baumol, W. J., Blackman, S. A. B., & Wolff, E. N. (1985). Unbalanced growth revisited, asymptotic stagnancy and new evidence. *The American Economic Review*, 806-817. <https://doi.org/10.4337/9781035304950.00012>
8. Boubacar, B. A. T. H. I. L. Y., & Bamba, G. A. (2023). Public health expenditures and economic growth in Sub-Saharan Africa: A long-term analysis using the VAR panel method. *African Scientific Journal*, 3(18), 215-215. <https://doi.org/10.2139/ssrn.3772827>

9. Chudik, A., & Pesaran, M. H. (2015). Common correlated effects estimation of heterogeneous dynamic panel data models with weakly exogenous regressors. *Journal of econometrics*, 188(2), 393-420. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2265296>
10. Clark, C. (1940). *The Conditions of Economic Progress*. London: Macmillan. <https://doi.org/10.2307/2227608>
11. Cohen, D., & Soto, M. (2007). Growth and human capital: good data, good results. *Journal of economic growth*, 12(1), 51-76. <https://doi.org/10.1007/s10887-007-9011-5>
12. De Hoyos, R.E et V. Sarafidis (2006). Testing for cross-sectional dependence in panel-data models. *Stata Journal*, 6(4):482.
13. De Long, J.B et L.H. Summers (1991). Equipment investment and economic growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 106(2):445-502.
14. Eberhardt, M. (2011). XTCD: Stata module to investigate Variable/Residual Cross-Section Dependence. Statistical Software Components. Boston College Department of Economics, <http://ideas.repec.org/c/boc/bocode/s457237.html>
15. Eberhardt, M. et F. Teal (2010). Productivity analysis in global manufacturing production. Discussion Paper 515, Department of Economics, University of Oxford. <http://www.economics.ox.ac.uk/research/WP/pdf/paper515.pdf>.
16. Hartwig, J. (2012). Testing the growth effects of structural change. *Structural Change and Economic Dynamics*, 23(1), 11-24. <https://doi.org/10.1016/j.strueco.2011.09.001>
17. Harvey, M. C. (1998). Ecarts de productivité et "maladie des coûts". Apports et limites du modèle de croissance déséquilibrée de William J. Baumol. *Revue économique*, 437-467. <https://doi.org/10.3406/reco.1998.409986>
18. Hurlin, C., & Mignon, V. (2005). Une synthèse des tests de racine unitaire sur données de panel. *Economie & prévision*, 169170171(3), 253-294. <https://doi.org/10.3406/ecop.2005.7023>

19. Kaldor, N. (1957). A model of economic growth. *The economic journal*, 67(268), 591-624. <https://doi.org/10.2307/2227704>
20. Kao, C. (1999). Spurious regression and residual-based tests for cointegration in panel data. *Journal of Econometrics*, (90):1-44. [https://doi.org/10.1016/s0304-4076\(98\)00023-2](https://doi.org/10.1016/s0304-4076(98)00023-2)
21. Lucas, R. E. (1988). On the Mechanics of Economic Development. *Journal of Monetary Economics*, 22, 3-42. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(88\)90168-7](https://doi.org/10.1016/0304-3932(88)90168-7)
22. Mankiw, N. G., Romer, D., & Weil, D. N. (1992). A contribution to the empirics of economic growth. *The quarterly journal of economics*, 107(2), 407-437. <https://doi.org/10.3386/w3541>
23. McMillan, M. S., & Rodrik, D. (2011). Structural change and productivity growth. *NBER Working Paper*, (17143). <https://doi.org/10.3386/w17143>
24. Messaili, M. (2018). Essai d'évaluation de la contribution de la santé à la croissance économique en Algérie.
25. Ngai, L. R., & Pissarides, C. A. (2007). Structural change in a multisector model of growth. *American economic review*, 97(1), 429-443. <https://doi.org/10.1257/000282807780323460>
26. Pedroni, P. (1999). Critical values for cointegration tests in heterogeneous panels with multiple regressors. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 61(S1):653-670. <https://doi.org/10.1111/1468-0084.61.s1.14>
27. Pesaran, M.H. (2006). Estimation and inference in large heterogeneous panels with a multifactor error structure. *Econometrica*, 74:967-1012. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0262.2006.00692.x>
28. Pritchett, L. (2024). Investing in human capital in Africa: a framework for research. *International Journal of Educational Development*, 107, 103048. <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2024.103048>

29. Pugno, M. (2006). The service paradox and endogenous economic growth. *Structural Change and Economic Dynamics*, 17(1), 99-115. <https://doi.org/10.1016/j.strueco.2005.02.003>
30. Romer, P. M. (1994). The origins of endogenous growth. *Journal of Economic perspectives*, 8(1), 3-22. <https://doi.org/10.1257/jep.8.1.3>
31. Schettkat, R., & Yocarini, L. (2006). The shift to services employment: A review of the literature. *Structural change and economic dynamics*, 17(2), 127-147. <https://doi.org/10.1016/j.strueco.2005.04.002>
32. Solow, R. M. 1956. A Contribution to the Theory of Economic Growth. *Quarterly Journal of Economics*, 70 (1): 65–94. <https://doi.org/10.2307/1884513>
33. Uzawa, H. (1965). Optimum technical change in an aggregative model of economic growth. *International Economic Review*, 6, 18–31. <https://doi.org/10.2307/2525621>
34. Westerlund, J. (2007). Testing for Error Correction in Panel Data. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, (69):709-748. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0084.2007.00477.x>

**Relation entre taux de change,  
inflation et croissance économique  
en République Démocratique du  
Congo de 1990 a 2023**

*Relationship between exchange rate, inflation  
and economic growth in the Democratic Re-  
public of Congo from 1990 to 2023*

Par

RISASI EMMANUEL

Assistant à l'Université Pédagogique Nationale

emmalexrisasi@gmail.com

+243 82 716 22 24

# Résumé

Cet article se veut être un espace de discussion qui analyse empiriquement la relation entre taux de change, inflation et croissance économique en RDC pour une période allant de 1990 à 2023 en utilisant le modèle ARDL. L'objectif est d'identifier leur relation à court et long terme, en intégrant la variable d'instabilité politique. L'originalité réside dans l'intégration quantitative des variables politiques dans l'explication du comportement du taux de change en RDC et l'application d'un ARDL adapté à une période de volatilité. Les résultats révèlent qu'à long terme l'inflation, la croissance économique, les dépenses publiques et l'instabilité politique exercent un effet négatif sur le taux de change, ce qui se traduit par une dépréciation durable du franc congolais. A court terme, l'inflation, l'instabilité politique et les dépenses publiques influent négativement le taux de change, tandis que la croissance a un effet appréciable quoique temporaire. Cette étude reste limitée par la non-prise en compte de variables externes. Sur le plan théorique et empirique, elle insiste sur l'importance de la stabilité politique, la discipline budgétaire et la maîtrise de l'inflation pour la stabilité monétaire en RDC.

**Mots clés:** Taux de change, inflation, croissance économique, dépenses publiques

## Abstract

This article aims to be a discussion space that analyzes the relationship between exchange rate, inflation and economic growth in the DRC for a period from 1990 to 2023 using the ARDL model. The objective is to identify their relationship in the short and long term, integrating the variable of political instability. The originality lies in the quantitative integration of political variables in explaining the behavior of the exchange rate in the DRC and the application of the ARDL adapted to a period of volatility. The results reveal that in the long term, inflation, economic growth, public spending and political instability have a negative effect on the exchange rate, which results in a lasting depreciation of the Congolese franc. In the short term, inflation, political instability and public spending negatively influence the exchange rate, while growth has an appreciating effect, albeit temporary. This study remains limited by the failure to take external variables into account. On the theoretical and empirical levels, it emphasizes the importance of political stability, fiscal discipline and inflation control for monetary stability in the DRC.

**Keywords:** Exchange rates, inflation, economic growth, public sending

# Introduction

La relation entre taux de change, inflation et croissance économique est un thème clé de la macroéconomie, en particulier pour les économies en développement et émergentes. Ces trois variables sont fortement liées les unes aux autres et sont sources de dynamique économique d'une nation.

La mise en œuvre efficace d'une politique économique visant à contrôler l'inflation tout en favorisant une croissance économique soutenue repose largement sur une gestion rigoureuse du taux de change (DWIGHT et al, 2008). Les économistes s'accordent à souligner qu'une mauvaise gestion des taux de change peut avoir des conséquences néfastes sur la croissance économique (RODRICK, 2007). Par ailleurs, le niveau du taux de change est souvent perçu comme un indicateur clé du développement et de la stabilité économique d'un pays (MADENE et SLIMANI, 2014).

La République Démocratique du Congo (RDC), pays riche en ressources naturelles (cuivre, cobalt, pétrole, minéraux précieux), reste confrontée à des défis structurels majeurs notamment l'instabilité politique, la volatilité macroéconomique et la faiblesse institutionnelle. Ces problèmes se traduisent par une forte instabilité du taux de change, une inflation élevée et une croissance économique erratique, affectant directement les conditions de vie des citoyens ainsi que l'attractivité du pays pour les investissements étrangers.

Entre 1990 et 2000, l'économie congolaise a traversé une période critique marquée par une hyperinflation (moyenne annuelle atteignant 2800 %), une dépréciation monétaire extrême (jusqu'à 99,9 %) et une récession persistante (croissance moyenne annuelle négative à -5,7 %) (DWIGHT et al, 2008). Cette période a été qualifiée par TSHIANI (2007) comme un "triangle maléfique" combinant hyperinflation, hyper-dépréciation et hyper-récession.

À partir de 2002, avec le soutien du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM), le gouvernement congolais a mis en place des réformes économiques via le Programme Intérimaire Renforcé (PIR) et le Programme Économique du Gouvernement (PEG). Ces initiatives ont permis une réduction spectaculaire du taux d'inflation (de 9796,9 % en 1994 à 15,8 % en 2002) ainsi qu'une certaine stabilisation du franc congolais. Cependant, malgré ces progrès, le taux de change reste marqué par une volatilité persistante, témoignant des difficultés rencontrées par les autorités monétaires pour maîtriser pleinement l'inflation et assurer une croissance économique durable et inclusive.

## **1. Objectifs**

Cet article a pour objectif de vérifier empiriquement les relations entre taux de change, inflation et croissance économique en RDC afin d'identifier les principaux défis économiques auxquels le pays est confronté. Dans un environnement politique aussi instable, ce travail va analyser empiriquement le rôle que joue l'instabilité politique dans l'évolution du taux de change en RDC. En s'appuyant sur les enseignements tirés des études théoriques et empiriques existantes, cette recherche vise à apporter une contribution significative à la compréhension des dynamiques

économiques spécifiques à la RDC tout en proposant des pistes concrètes pour renforcer sa stabilité macroéconomique.

## 2. Originalité

Ce papier propose une approche macroéconomique politique qui relie le taux de change, l'inflation et la croissance économique en RDC, en intégrant la dimension politique dans l'analyse comme déterminant explicite du taux de change. Contrairement à la littérature existante, qui privilégie des canaux purement macroéconomiques, notre cadre incorpore les dynamiques politiques comme facteurs qui conditionnent directement les anticipations et les décisions des agents économiques.

Tout au long de notre analyse, nous chercherons à répondre aux questions suivantes :

- (1) l'inflation et la croissance économique ont-elles une influence sur le taux de change en RDC ?
- (2) les périodes d'instabilité politique coïncident-elles avec des épisodes de dépréciation et de grande volatilité de la monnaie nationale ?

Les hypothèses que nous émettons dans cet article sont telles que :

- (1) l'inflation a un effet néfaste sur le taux de change à court et à long terme ; la croissance quant à elle a un effet appréciable mais temporaire à court terme et un effet dépréciateur à long terme pour la monnaie nationale ;
- (2) l'instabilité politique est une cause majeure de la volatilité du taux de change en RDC

Outre l'introduction et la conclusion, ce papier est structuré en cinq points notamment (1) revue de la

littérature ; (2) méthodologie ; (3) résultats et discussions et résultats.

### **3. Revue de la littérature**

La littérature sur la relation entre le taux de change, l'inflation et la croissance économique est très abondante et bénéficie d'un vaste champ de recherche. Le but de ce point est de survoler des écrits théoriques et empiriques faisant mention à propos de la relation entre les trois variables. Il consiste à travers les avancées théoriques et empiriques à éclairer tant soit peu cette préoccupation d'importance vitale.

#### **3.1. Revue théorique**

##### *3.1.1. Relations entre taux de change et croissance économique*

Le degré d'ouverture au commerce international est un élément clé dans la relation entre le taux de change et la croissance économique. BARRO et SALA-I-MARTIN (1995) ont démontré que les économies fortement ouvertes sont plus susceptibles d'intégrer le progrès technologique et de bénéficier d'un rattrapage économique par rapport au reste du monde. Un taux de change réel bas stimule les exportations grâce à un effet de compétitivité, ce qui réduit les contraintes extérieures et permet d'importer du capital non produit localement, favorisant ainsi la croissance. À l'inverse, un taux de change réel élevé avantage le secteur traditionnel dans les pays en développement (PED). Les effets du taux de change sur la croissance via l'ouverture internationale sont plus marqués pour les économies les plus ouvertes. L'idée centrale est que les flux de capitaux stimulent la croissance dans un régime de change flottant, car un

régime rigide entraînerait une augmentation des flux spéculatifs.

EICHENGREEN (2007) souligne que maintenir un taux de change réel compétitif et prévenir une volatilité excessive sont essentiels pour la croissance économique. Il ajoute que ce n'est pas la stabilité du taux de change qui favorise la croissance, mais plutôt son niveau moyen. En cas de surévaluation significative, un rééquilibrage via une dépréciation nominale, accompagnée de politiques de modération salariale pour limiter les effets inflationnistes, est nécessaire pour encourager la croissance. Il insiste également sur le fait qu'un taux de change réel compétitif et stable renforce l'impact d'autres déterminants de la croissance, tels que l'éducation, l'épargne, l'investissement et les connaissances technologiques.

Un autre canal d'interaction entre le taux de change et la croissance est le développement du marché financier (BAILLIU cité par BENADDA, s.d). Pour qu'un pays profite d'un régime de change flexible, il doit disposer d'un marché financier suffisamment développé. Ce régime s'accompagne généralement d'une volatilité accrue du taux de change, qui peut freiner la croissance en réduisant les investissements et les échanges extérieurs. Ainsi, un pays avec un système financier développé peut mieux amortir les chocs liés au taux de change et offrir des instruments de protection contre la volatilité, ce qui favorise une croissance économique plus élevée. En revanche, les PED, avec des marchés financiers peu développés, dépendent principalement du marché intérieur pour financer leurs besoins en capitaux, ce qui limite leur capacité à tirer profit d'un régime de change flexible. Une plus grande stabilité des taux de change réduit les taux d'intérêt en diminuant la prime de risque, stimulant ainsi la production. Un meilleur accès aux marchés financiers internationaux réduit cet effet et

augmente la flexibilité optimale du taux de change. Bien que les effets du développement financier sur la croissance soient plus prononcés dans les régimes de flottement, un secteur financier sain et développé favorise la croissance économique, quel que soit le régime. Le développement financier, mesuré par sa capacité à mobiliser l'épargne, à allouer les capitaux et à gérer les risques, stimule la croissance en favorisant l'accumulation du capital et l'allocation des ressources, offrant des opportunités aux entreprises dépendantes de ces facteurs.

### *3.1.2. Relation entre taux de change et inflation*

HENRIOT (2008) a analysé l'impact du taux de change sur l'inflation et a constaté qu'une appréciation de la monnaie augmente le pouvoir d'achat international. Les prix des importations étant plus bas, une hausse du taux de change exerce un effet désinflationniste. Cet effet dépend largement du degré d'ouverture de l'économie : plus la part des importations est élevée, plus l'impact sur l'inflation est fort. La réduction des pressions inflationnistes peut passer par les produits finis importés, notamment les biens de grande consommation, ainsi que par une modération des coûts d'approvisionnement des entreprises. Les entreprises peuvent choisir de modérer leurs prix de vente pour rester compétitives ou augmenter leurs marges sur le marché intérieur tout en réduisant leurs marges à l'exportation pour compenser la perte de compétitivité due à l'appréciation du taux de change. L'effet désinflationniste d'une appréciation du taux de change est d'autant plus important que les producteurs étrangers répercutent les gains de compétitivité dans les prix des produits finis. Les biens importés, qu'ils soient des intrants ou des biens de consommation, jouent un rôle clé dans la transmission des effets du taux de change sur l'inflation. Une hausse du taux de change augmente le

coût des intrants et des biens de consommation importés, exerçant ainsi une pression inflationniste sur l'économie.

### **3.2. Revue empirique**

NANSHA (2021) s'est proposé d'étudier l'interaction entre la croissance économique, l'inflation et le taux de change dans le contexte Kenyan de 1960 à 2020. Ses résultats indiquent qu'une appréciation de 10% de la monnaie locale génère 7,38% d'inflation, tandis qu'une dépréciation de 10% entraîne une hausse inflationniste de 15,8% à court terme. Les fonctions impulsionnelles ont plutôt indiqué que le taux de change et le taux d'inflation Kenyan réagiraient positivement à des chocs endogènes et exogènes mais négativement à des innovations du secteur réel. La croissance économique par contre aurait une réponse impulsionnelle négative en cas de chocs exogènes et positifs en cas d'innovations endogènes.

HOANG THANH TUNG et al (2020) ont étudié l'impact du taux de change sur l'inflation et la croissance économique dans le contexte Vietnamien sur la période 2005-2018. Les résultats ont montré qu'il existe certains effets du taux de change sur les exportations, les importations, la masse monétaire, la production et les prix dans l'économie. En outre, les résultats ont indiqué que la persistance de l'inflation passée explique l'essentiel de la variation de l'inflation actuelle, la volatilité de la masse monétaire est la prochaine variable pouvant expliquer la variabilité de l'inflation. Les résultats révèlent également que ce sont les importations et les exportations qui sont des variables importantes qui peuvent expliquer la variabilité de la croissance économique. Et in fine, une hausse du taux de change contribue non seulement à une augmentation des exportations mais contribue également à la croissance des importations.

EL ABOUDI et EL BAKKOUCHI (2022) ont de leur part analysé d'un point de vue empirique l'impact de taux de change réel effectif et de l'inflation sur la croissance économique des pays de 2000 à 2019. Pour mener à bien leur recherche, les auteurs ont adopté une démarche empirique basée sur le modèle de régression en données de Panel. Les résultats révèlent que le taux de change effectif réel a un impact positif sur la croissance économique et confirment l'impact significatif et positif de l'inflation sur la croissance économique.

HAOUDI AMINA et AYOUB RABHI (2020) ont analysé empiriquement les effets du taux de change sur la croissance économique au Maroc dans la période allant de 1988 à 2016. Cette analyse s'est basée sur le modèle ARDL de cointégration. Les résultats obtenus ont révélé qu'une appréciation du taux de change réel peut exercer un effet négatif sur la croissance économique à court terme, par contre, les variations du taux de change sur le long terme n'ont pas d'effet escompté sur la croissance économique.

BENADDA (s.d) a étudié l'impact du taux de change sur la croissance économique en Algérie pour la période entre 1990 et 2015 en se basant sur un modèle VAR à quatre variables à savoir le taux de change effectif réel, la croissance économique, le développement financier et la masse monétaire. Les résultats indiquent qu'une baisse du taux de change effectif réel du dinar accroît la croissance économique par le biais des dépenses publiques destinées à la consommation et stimulées par la fiscalité pétrolière.

MBUYI et MATADI (2021) se sont mis à analyser d'une manière empirique les effets du change sur la croissance économique en RDC de 1990 à 2019. L'analyse était basée sur la méthode des Moindres Carrés Ordinaires, et a

montré une significativité négative de la volatilité du taux de change sur la croissance du produit intérieur brut (PIB). Ce résultat fait comprendre qu'une forte fluctuation du taux de change contribue à une détérioration de la croissance du PIB dans l'économie congolaise.

Dans leur étude intitulée « Stabilité macroéconomique en RDC : Mise en évidence du rôle du taux de change et de la croissance économique », NYAMUGIRA et KABUYA (2018) ont montré qu'il n'existe pas de lien de causalité entre le taux de change et la stabilité macroéconomique en RDC. Ils ont observé qu'une hausse du taux de change est néfaste à la stabilité macroéconomique à court terme, mais que le taux de change n'a pas d'influence significative sur cette stabilité à long terme. Les auteurs suggèrent que la RDC pourrait atténuer les effets négatifs de la volatilité du taux de change en adoptant une politique monétaire axée sur le contrôle de l'inflation.

RAULIN (2018) explore la relation entre taux de change et instabilité politique en Haïti de la période allant de 1990 à 2016. Son approche méthodologique combine l'analyse de la tendance linéaire et des techniques d'analyse descriptive des variables. Le résultat révèle que le taux de change est plus volatil en période d'instabilité politique. Il y a lieu de remarquer que l'auteur ne valide pas ce lien par des méthodes économétriques, c'est cette limite que notre étude s'attache à dépasser.

Alors que les études antérieures analysent le taux de change à travers des prismes macroéconomiques, notre approche intègre systématiquement la dimension politique comme faisant partie des déterminants du taux de change.

## 4. Méthodologie

Pour atteindre les objectifs de cet article et aboutir à des résultats satisfaisants, nous avons recouru à l'analyse économétrique. Cette étude examine les déterminants fondamentaux du taux de change à travers le modèle ARDL. Pour y arriver, nous procéderons aux étapes suivantes : (1) test de stationnarité ; (2) estimation du modèle ARDL ; (3) test de cointégration par la méthode des « Bounds Test » ; (4) estimation du modèle à correction d'erreurs ; (5) analyse des relations à court et à long terme ; (6) tests de diagnostic.

### 4.1. Description des variables

Dans le cadre de cet article, nous avons retenu cinq variables à savoir (i) le taux de change, (ii) le taux d'inflation, (iii) le taux de croissance économique, (iv) les dépenses publiques et (v) l'indice d'instabilité politique. En effet, supposer que seul le taux de change entretient des relations avec l'inflation et la croissance économique est inefficace et ne permet pas d'appréhender l'impact réel. Ce qui justifie le choix des autres variables susmentionnées.

#### 4.1.1. Définitions des variables retenues

**Taux de change :** Le taux de change est un indicateur de prix relatifs entre les pays. Il indique les prix auxquels s'échangent les monnaies sur le marché des changes. Ce prix est donné par définition, par la quantité de devises que permet d'obtenir une unité de monnaie nationale. Il est très souvent utilisé pour des comparaisons nationales. Le taux de change utilisé dans ce travail est le taux de change nominal. L'évolution de cette variable représente une appréciation ou bien une dépréciation du franc congolais. Soulignons que dans ce travail, le taux de change est perçu comme la variable dépendante. Les données de cette

variable sont également tirées de la base des données de la BCC.

**Inflation** : L'inflation désigne une augmentation durable, générale, et auto-entretenu des prix des biens et des services accompagnés par la perte du pouvoir d'achat de la monnaie. Les données de cette variable sont tirées de la BCC.

**Croissance économique** : La croissance économique désigne l'accroissement sur une courte ou longue période des quantités des biens et services produits dans un pays, mesurée année après année en général. Elle permet d'acquérir au fil du temps plus des biens et services sans travailler plus et correspond à un accroissement de la productivité moyenne de travail (BAUDIN et De LA CROIX, 2015). Le choix de cette variable se justifie du fait que la littérature économique révèle une relation entre le taux de change et la croissance économique. Les données de cette variable proviennent de la base des données de la BCC.

**Dépenses publiques** : Les dépenses publiques ou dépenses budgétaires sont des dépenses effectuées par l'Etat, les administrations de sécurité sociale, les collectivités territoriales et les administrations et organismes qui leur sont rattachées. Des recherches ont montré que les dépenses publiques excessives, qui entraînent des déficits budgétaires chroniques et l'accumulation de la dette souveraine, constituent l'une des plus sérieux obstacles au dynamisme économique. Une étude récente réalisée par FERRARA et al (2020) montre qu'une hausse des dépenses publiques entraîne une appréciation du taux de change réel et des pressions inflationnistes. Les données de cette variable sont tirées de la base des données de la BCC.

**Indice d'instabilité politique** : L'instabilité politique est un concept qui désigne un système de gouvernance perturbé par des troubles sociaux et des violences, des

changements de gouvernement d'une manière constante. Il y a lieu de souligner que des éléments comme le mécontentement économique et social, l'exclusion de groupes de la sphère politique peuvent être à la base de l'instabilité politique. Notons que l'instabilité politique fut depuis longtemps un champ de recherche qui intéresse plusieurs chercheurs en matière économique. Pris dans sa dimension économique, l'instabilité politique a suscité beaucoup d'écrits dans la littérature en rapport avec les performances économiques. Le choix de cette variable dans notre étude se justifie par le fait que la RDC est un pays où l'instabilité politique est fréquente. On y trouve par exemple des épisodes de violence armée, des contestations électorales, des tensions institutionnelles.

#### **4.2. Spécification du modèle**

La spécification ARDL (Autoregressive Distributed Lag) est une approche économétrique qui permet d'estimer les dynamiques à court terme et les relations de long terme entre une variable dépendante et un ensemble de variables explicatives. Notons que l'ARDL est particulièrement adapté lorsque les séries économiques présentent des propriétés non stationnaires en niveau mais stationnaires une fois différenciées, et lorsqu'on cherche à capturer à la fois les retards dans la dépendante et dans les variables explicatives. Il permet une estimation efficace même avec des échantillons de taille modeste et des différences d'integrated order entre les séries.

Le modèle mathématique ARDL se présente sous la forme d'une équation linéaire où la variable dépendante  $Y_t$  est expliquée par ses propres valeurs retardées ainsi que par les valeurs d'une ou plusieurs variables explicatives  $X_t$ . La forme générale du modèle ARDL est la suivante :

$$Y_t = \alpha_0 + \sum_{i=1}^p \alpha_i Y_{t-i} + \sum_{j=0}^q \beta_j X_{t-j} + \varepsilon_t$$

Où :

- $Y_t$  test la variable dépendante à l'instant  $t$  ;
- $Y_{t-1}$  représentent les  $p$  valeurs retardées de la variable dépendante ;
- $X_{t-j}$  représentent les  $q$  valeurs retardées de la (ou des) variable(s) explicative(s) ;
- $\alpha_0$  est l'ordonnée à l'origine ;
- $\alpha_i$  et  $\beta_j$  sont les coefficients à estimer ;
- $\varepsilon_t$  est le terme d'erreur aléatoire.

Le modèle ARDL peut être reparamétré en forme dite « Error Correction model » (ECM), qui permet de distinguer explicitement les effets à court terme à travers les différences des variables et à long terme via les termes retardés en niveau, notamment après la détection d'une relation de cointégration :

$$\Delta Y_t = \phi_0 + \sum_{i=1}^{p-1} \phi_i \Delta Y_{t-i} + \sum_{j=0}^{q-1} \theta_j \Delta X_{t-j} + \lambda (Y_{t-1} - \gamma X_{t-1}) + \varepsilon_t$$

Où :

- $\Delta$  est l'opérateur de différence première ;
- $(Y_{t-1} - \gamma X_{t-1})$  est le terme de cointégration représentant la relation d'équilibre à long terme

- $\lambda$  est le coefficient de la vitesse de correction des écarts vers l'équilibre.

Cette spécification permet à la fois de modéliser l'effet immédiat des changements dans X sur Y (court terme) et l'ajustement progressif vers l'équilibre à long terme.

Dans Cet article, nous cherchons à étudier la relation entre taux de change, inflation et croissance économique en RDC à partir de notre modèle élaboré.

$$\text{LnTXCH} = b_0 + b_1 \text{LnTXINFL}_t + b_2 \text{LnTXCR}_t + b_3 \text{LnDPU}_t + b_3 \text{LnIIP}_t + \varepsilon_t$$

Où :

- TXCH : est le taux de change ;
- TXINFL : est le taux d'inflation ;
- TXCR : est le taux de croissance économique ;
- DPU : est les dépenses publiques ;
- IIP : est l'indice de l'instabilité politique ;
- Ln : est le logarithme népérien, l'indice t indique le temps ;  $b_0$ ,  $b_1$ ,  $b_2$ ,  $b_3$  sont les coefficients et  $\varepsilon_t$ , le terme d'erreur.

## 5. Résultats et discussions

### 5.1. Bilan de la stationnarité

Pour s'assurer de la validité des analyses suivantes, il est important de vérifier la stationnarité des séries temporelles. Les résultats des tests de stationnarité sont détaillés dans le tableau 2 infra.

**Tableau N° 1. Résultats du Test de Stationnarité**

Variable	Valeur ADF	Valeur critique (5%)	Probabilité	Décision	Ordre d'intégration
<b>TXCH</b>	-5.787	-2.950	0.0000	Stationnaire	I (0)
<b>TXCR</b>	-6.140	-2.960	0.0000	Stationnaire après différenciation	I (1)
<b>TXINFL</b>	-3.230	-2.954	0.0267	Stationnaire	I (0)
<b>IIP</b>	-3.214	-2.950	0.0280	Stationnaire	I (0)
<b>DPU</b>	-3.750	-2.954	0.0077	Stationnaire	I (0)

Source : Nous-même à partir du logiciel Eviews 10.

Les résultats de la stationnarité montrent que les variables taux de change, taux d'inflation, indice de l'instabilité politique et les dépenses publiques sont stationnaires en niveau, seule la variable taux de croissance économique est stationnaire en différence première. Ceci, nous amène à recourir au modèle ARDL qui est mieux adapté lorsqu'il y a mélange des variables stationnaires en niveau et en première différence.

## **5.2. Résultats d'estimation du modèle ARDL**

Dans le tableau 2 ci-dessous, nous reprenons les résultats d'estimation du modèle afin de quantifier et vérifier les relations entre les variables sous études

**Tableau N° 2. Estimation du modèle**

<b>Variable</b>	<b>Coefficient</b>	<b>t-statistique</b>	<b>probabilités</b>
<b>TXCH (-1)</b>	0.51067	2.5888	0.0237
<b>TXINFL (-4)</b>	0.108794	2.75027	0.0176
<b>TXCR (-1)</b>	-29.774	-2.4173	0.0325
<b>DPU</b>	-22.946	-2.31100	0.0394
<b>DPU (-1)</b>	23.3282	2.3487	0.0368
<b>DPU (-3)</b>	-24.9097	-2.483	0.0288
<b>IIP</b>	-60.1345	-3.6774	0.0032
<b>IIP (-2)</b>	-56.46303	-3.40458	0.0052

Source : Nous-même à partir du logiciel Eviews 10.

R-carré = 0.999937 : Excellent ajustement. Le modèle capture presque toute la variabilité du taux de change. Outil fiable pour la politique économique.

Durbin-Watson = 2.33. Pas d'autocorrélation. Les chocs sont bien capturés. Pas de persistance des erreurs non modélisées.

Notons que dans cette spécification, un signe négatif (-) indique une dépréciation de la monnaie nationale (hausse du taux de change), tandis qu'un signe positif (+) traduit une appréciation (baisse du taux de change).

### **5.3. Analyse de la Régression à Correction d'Erreur (court terme)**

La régression à correction d'erreur permet une analyse de la dynamique de court terme du taux de change et de la vitesse à laquelle celui-ci s'ajuste vers l'équilibre de long terme.

**Tableau N°3. Mécanisme d'ajustement dynamique**

Composante	Coefficient	Signe	p-value	Interprétation
CointEq (-1)	-0.2537		0.181	Mécanisme de correction actif

Source : Nous-même à partir d'Eviews 10

Le coefficient de correction d'erreur (-0.2537) présente le signe attendu (négatif) confirme la validité du mécanisme d'ajustement vers l'équilibre de long terme. En dépit du fait qu'il soit statistiquement non significatif au seuil de 5%, il reste tout de même économiquement cohérent.

Le signe négatif indique que le taux de change corrige partiellement les déséquilibres accumulés à long terme. En effet, environ 25% du déséquilibre du taux de change est corrigé chaque période (très probablement chaque trimestre ou chaque année selon la fréquence des données). Par ailleurs, cela signifie que le retour à l'équilibre du taux de change est lent, ce qui traduit un ajustement progressif du franc congolais face aux chocs macroéconomiques.

Le manque de significativité statistique peut se traduire par la volatilité du taux de change ou par des facteurs structurels qui perturbent le mécanisme d'ajustement (faible profondeur du marché des changes, interventions ponctuelles de la Banque Centrale du Congo).

**Tableau N°4. Relation de court terme**

Variable	Coefficient	Std Error	t-statistique	Probabilité
<b>D(TXINFL)</b>	-4.0320	1.295	-3.1172	0.0090
<b>D(TXCR)</b>	22.8053	6.7959	-3.335	0.0057
<b>D(DPU)</b>	-22.9462	7.724126	-2.97071	0.00117
<b>D(IIP)</b>	-60.1346	9.57736	-6.27882	0.000

Source : Nous-même à partir du logiciel Eviews

Ce tableau présente les relations à court terme entre les variables sous études. Les résultats révèlent ce qui suit :

**1) Taux d'inflation :** Le taux d'inflation affiche un effet négatif sur le taux de change. Une augmentation de 1 point du taux d'inflation cause une hausse du taux de change de 4.03 unités. Ce résultat indique qu'à court terme, le taux d'inflation a un effet dépréciateur sur la monnaie congolaise.

**2) Taux de croissance économique :** Le taux de croissance économique présente un effet positif sur le taux de change. Une hausse de 1 point du taux de croissance économique entraîne une appréciation du taux de change de 22.8 unités. Ce résultat indique qu'à court terme, l'amélioration de la croissance économique tend à apprécier le franc congolais. Cet effet est cohérent avec la théorie économique qui stipule que la croissance stimule la stabilité macroéconomique et renforce la capacité du pays à soutenir sa monnaie à court terme ;

**3) Dépenses publiques :** Les dépenses publiques affichent un effet négatif et significatif à court terme. Une hausse de 1 point des dépenses publiques se traduit par une dépréciation du franc congolais de 22.9 unités, suggérant que ces dépenses génèrent des déséquilibres budgétaires ou une expansion monétaire non soutenable. Ce résultat

indique que la politique budgétaire à court terme exerce une pression sur le marché des changes surtout lorsque les dépenses sont financées par la création monétaire ou destinées à la consommation plutôt qu'à l'investissement productif. Ainsi, le budget apparaît comme un facteur immédiat de déstabilisation du taux de change ;

4) **Instabilité politique** : L'instabilité politique exerce une influence négative et forte sur le taux de change à court terme. Une hausse de 1 point de l'instabilité politique provoque une dépréciation du franc congolais de 60.13 unités. Ce résultat est conforme à la réalité économique de la RDC, où les tensions politiques, les conflits armés ou les incertitudes institutionnelles influencent directement la confiance des investisseurs, entraînant des sorties des capitaux et une pression sur la monnaie nationale. L'importance et la significativité de ce coefficient soulignent que le facteur politique demeure un déterminant clé de la volatilité du taux de change à court terme.

#### **5.4. Analyse de cointégration et relation de long terme**

Le test de Bounds examine s'il existe une relation de long terme entre les variables.

**Tableau 5. Test de Cointégration (Bounds Test)**

<b>Statis-tique</b>	<b>Va-leur</b>	<b>Criti-cal I (0) Seuil 5%</b>	<b>Criti-cal I (1) Seuil 5%</b>	<b>Conclusion</b>
<b>F-Statistique</b>	48.667	2.56	3.49	Cointégration confirmée. Relation de long terme stable

Source : Nous-même à partir d'Eviews 10.

L'existence d'une relation de long terme montre que les fondamentaux économiques expliquent durablement les mouvements du taux de change.

**Relation de Long Terme**

L'équation de long terme ci-dessous montre la relation stable entre les variables :

$$TXCH = -26.25*TXINFL - 27.47*TXCR - 58.19*DPU - 477.60*IIP + 6317.33$$

Cette équation met en évidence la relation d'équilibre entre le taux de change, l'inflation, la croissance économique, les dépenses publiques et l'instabilité politique.

Les résultats montrent que toutes les variables influencent négativement le taux de change à long terme. Ce qui suppose que toute hausse de ces variables est associée à une dépréciation du franc congolais.

1) Taux d'inflation : Le coefficient (-26.25) indique qu'une augmentation de 1 point du taux d'inflation entraîne une dépréciation du franc congolais de 26.25 unités. Ce résultat, il faut le préciser est conforme à la théorie économique selon laquelle l'inflation réduit la valeur interne de la monnaie nationale. Ce qui se traduit par une baisse de la

confiance des agents économiques et favorise la demande de devises étrangères ;

2) Taux de croissance économique : Le coefficient de croissance (-27.47) montre qu'à long terme, la croissance économique est associée à une dépréciation du taux de change. Ce signe est paradoxal, car on s'attend qu'une économie en croissance voie sa monnaie s'apprécier. En effet, une croissance économique issue des exportations minières s'accompagne très souvent d'une hausse des importations de biens intermédiaires et d'équipements, ce qui alimente la demande en devises étrangères. Par conséquent, même en période de croissance, la pression sur le marché des changes demeure élevée, entraînant une dépréciation du franc congolais ;

3) Dépenses publiques : Le coefficient négatif des dépenses publiques (-58.19) signifie qu'une augmentation de 1 point des dépenses publiques entraîne une dépréciation de la monnaie nationale de 58.19 unités. Ce résultat traduit l'effet des politiques budgétaires expansionnistes suite à des déficits budgétaires financés par la création monétaire ; ce qui augmente la masse monétaire et provoque des tensions inflationnistes. Il sied de noter qu'en l'absence d'une productivité suffisante ou d'une orientation vers des investissements structurants, les dépenses publiques tendent à détériorer la monnaie nationale à long terme ;

4) Instabilité politique : Le coefficient de l'instabilité politique (-477.60) est le plus élevé en valeur absolue, traduisant une influence majeure de la variable politique sur la dynamique du taux de change. En effet, une hausse de 1 point de l'instabilité politique se traduit par une forte dépréciation du franc congolais de 477.60 unités, en raison de la fuite des capitaux, de la baisse des investissements directs étrangers (IDE), et de la perte de confiance des acteurs économiques. Ce résultat met en évidence la sensibilité du

marché des changes congolais au contexte institutionnel et à la stabilité politique. ;

### 5.5. Tests de validation du modèle

Pour assurer la robustesse statistique du modèle économétrique estimé, une série de tests diagnostiques standards a été mise en œuvre, conformément aux pratiques économétriques.

**Tableau 6. Tests de diagnostiques du modèle ARDL**

Hypothèse du test	Test	F-statistique	Probabilité
<b>Normalité</b>	Jarque-Bera	0.65	0.72
<b>Autocorrélation</b>	Breusch-Godfrey Serial correlation LM Test	0.25	0.77
<b>Hétéroscédasticité</b>	Breusch-Pagan-Godfrey	2.017	0.11

Source : Nous-même à partir du logiciel Eviews 10.

L'analyse diagnostique complète du modèle confirme sa robustesse statistique sur les trois plans fondamentaux. Concernant la normalité des résidus, le test de Jarque-Bera valide l'hypothèse de distribution normale, garantissant la fiabilité des inférences statistiques. Pour l'autocorrélation, le test de Breush-Godfrey atteste l'absence de corrélation sérielle dans les résidus. Enfin, le test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey, ne rejette pas l'hypothèse nulle d'homoscédasticité, confirmant la stabilité de la variance des résidus. Il y a lieu de retenir que cette triple validation des erreurs établit que le modèle satisfait pleinement aux hypothèses des moindres carrés, le rendant ainsi fiable pour l'analyse économique et la prévision.

## 5.6. Discussion

Les résultats de cette étude attestent l'existence d'une relation de long terme entre le taux de change, l'inflation, la croissance économique, les dépenses publiques et l'instabilité En RDC. L'effet négatif de l'inflation sur le taux de change observé dans cette étude corrobore les résultats de MUNDELL (1963) et FRENKEL (1976), qui soulignent qu'une inflation élevée entraîne une perte de compétitivité externe et une dépréciation de la monnaie nationale. Le coefficient négatif de la croissance économique est également cohérent avec les analyses d'EDWARDS (1986), qui soutient que dans les économies structurellement dépendantes des importations, la croissance peut paradoxalement aggraver la demande de devises, conduisant ainsi à une dépréciation de la monnaie nationale à long terme. Cependant, à court terme, la croissance exerce un effet positif sur le taux de change dans cette étude, ce qui rejoint RODRICK (2008), pour qui une expansion de la production domestique peut temporairement soutenir la monnaie locale à travers l'amélioration des exportations. L'impact significatif et négatif des dépenses publiques sur le taux de change s'accorde avec les conclusions de FISCHER (1993) et BARRO (1996), qui démontrent que les déficits budgétaires financés par création monétaire accentuent les pressions inflationnistes et affaiblissent la monnaie nationale.

Enfin, le résultat le plus marquant tient à l'instabilité politique, dont l'effet est plus prononcé que les variables économiques. Ce constat est en cohérence avec les études de AISEN et VEIGA (2013) et ACEMOGLU et ROBINSON (2012) qui mettent en évidence le rôle déterminant de la stabilité institutionnelle dans la performance macroéconomique.

En substance, cette étude enrichit la littérature en démontrant empiriquement que dans le contexte Congolais,

les facteurs politiques pèsent davantage que les variables macroéconomiques classiques dans la détermination du taux de change. Cela confirme la nécessité d'une approche combinant gouvernance politique, discipline budgétaire et politiques économiques cohérentes pour assurer la stabilité monétaire à long terme.

# Conclusion

Cet article a été consacré à l'étude de la relation entre taux de change, inflation et croissance économique en RDC. L'analyse menée à l'aide du modèle ARDL a permis de mettre en évidence les déterminants du taux de change en RDC sur les plans économique et institutionnel. Les résultats montrent qu'à long terme, l'inflation, la croissance économique, les dépenses publiques et l'instabilité politique exercent tous un effet négatif sur le taux de change, traduisant une dépréciation continue du franc congolais. Toutefois, l'instabilité politique se distingue par son influence dominante par rapport aux facteurs économiques, confirmant que la volatilité politique constitue le principal moteur des déséquilibres monétaires en RDC.

Sur le plan théorique, cette étude renforce l'idée que la stabilité politique est un préalable à la stabilité monétaire dans les économies fragiles. Du point de vue empirique, elle suggère que les politiques économiques doivent s'accompagner de réformes institutionnelles profondes.

Eu égard aux résultats de cet article, nous proposons ce qui suit : (i) consolider la gouvernance politique et la transparence institutionnelle ; (ii) rationaliser les dépenses publiques et renforcer la discipline budgétaire ; (iii) maintenir la politique monétaire cohérente visant à contenir l'inflation.

Cette étude reste limitée par la non-intégration de certaines variables comme les prix des matières premières, les

réserves de change, les exportations et importations, etc. Les recherches futures pourraient adopter des modèles dynamiques plus avancés et intégrer des indicateurs de stabilité macro-financière pour une compréhension approfondie des mécanismes de transmission du taux de change.

# Références bibliographiques

1. ACEMOGLU, D. & ROBINSON, J. (2012). *Institutions, political economy and growth. Nobel Prize 2012 Presentations*, Institute for International Economic Studies (IIES), Stockholm University.
2. AISEN, A. & VEIGA, F. J. (2013). How does political instability affect economic growth? *European Journal of Political Economy*. 29 (1). 151-167.
3. BANQUE CENTRALE DU CONGO, BCC. (1999-2020). Rapport annuel. RDC
4. BARRO, J. (1996) Inflation and growth. *Review-Federal Reserve Bank of Saint Louis* 78, 153-169.
5. BAUDIN, T., & DAVID DE LA CROIX. (2015). La croissance économique. Institut de recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain.
6. BENADDA, M. (s.d). Taux de change et croissance économique : une analyse en modèle VAR du canal du taux de change : cas de l'Algérie.
7. DWIGHT, H., PERKINS, S., & LINDAUER, D. (2008). *Economie du développement* (3<sup>ème</sup> édition). Paris. Nouveaux horizons de Boeck.
8. EDWARDS, S. (1986). Are *Devaluations Contractionary?* *Review of Economics and Statistics*, 68 (3), pp.501-508
9. EICHENGREEN, B. (2007). *The real exchange rate and economic growth*. The 8th annual conference of the W. Arthur Lewis Institute for social and economic studies. Spain.

10. EL ABOUDI, A., & EL BAKKOUCHI, M. (2022). Impact du taux de change réel effectif et de l'inflation sur la croissance économique des pays : Une investigation empirique en données de panel. *Revue française d'économie et de gestion*, 3(5), 63-81.
11. FISCHER, S. (1993). "The role of macroeconomic factors in growth". *Journal of Monetary Economics*, 32: 485–512
12. FRENKEL, A. (1976). *Inflation and the formation expectations*. *Journal of Monetary Economics*. Volume 1, Issue 4.
13. HAUDI, A., & AYOUB, R. (2020). Taux de change et croissance économique au Maroc: Evidence empirique. *Finance et finance internationale* (18), 1.
14. HENRIOT, A. (2008). Impacts macroéconomique et sectoriels des variations de l'euro. Paris.
15. MADENE, K., & SLIMANE, S. (2014-2015). *Analyse de la relation entre le taux de change et la croissance économique en Algérie de 1970 à 2012*. Mémoire de master Université Abderrahmane Mira de Bejaja.
16. MBUYI, A., & MATADI, D. (2021). Fluctuations du taux de change et croissance économique en République Démocratique du Congo. Hal-03346489.
17. MUNDELL, R. (1963). "Inflation and real interest." *The Journal of Political Economy*. p 280-283.
18. NANSHA, K. (2021). Interaction entre la croissance économique, l'inflation et le taux de change au Kenya. Mpra paper n°109379.
19. NYAMUGIRBA, B., et KABUYA, K. (2018). Stabilité macroéconomique en RDC. Mise en évidence du rôle du taux de change et de croissance économique. *Revue des études multidisciplinaires en sciences économiques et sociales* (8), 199-221.
20. RAULIN, C. L. (2018). Le taux de change décrit à travers l'instabilité politique. *Rencontre* n°34, 22-34.
21. RODRICK, D. (2008). *The real exchange rate and economic growth: Theory and evidence*. John F Kennedy school of Government Harvard University Cambridge.

22. THANH, H. T., NGUYEN, A., & DINH, H. (2020). *The impact of exchange rate on inflation and economic growth in Vietnam*. *Management science letters* 10

**Mondialisation financière et  
transformation structurelle des  
économies de la communauté des  
États de l'Afrique de l'Ouest : les  
institutions sont-elles importantes?**

*FINANCIAL GLOBALIZATION AND  
STRUCTURAL TRANSFORMATION IN  
WEST AFRICAN COUNTRIES: DO  
INSTITUTIONS MATTER?*

Par

EKOUMADALON Komlagan Martin

Doctorant en Sciences économiques

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion

Université de Kara – Togo

Laboratoire de Recherche en Economie et de Gestion  
(LaRSEG)

Email : martin.ekoumadalon.ppe@gmail.com

Dr BATAKA Hodabalo

Enseignant-chercheur

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion

Université de Kara – Togo

**Laboratoire de Recherche en Economie et de Gestion  
(LaRSEG)**

Email : batakahodabalo8@gmail.com

Prof. TCHALIM Tom-Irazou

Enseignant-chercheur

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion

Université de Kara – Togo

**Laboratoire de Recherche en Economie et de Gestion  
(LaRSEG)**

Email : mathieutom@yahoo.fr

# Résumé

Cette étude analyse l'effet de la mondialisation financière sur la transformation structurelle, tout en considérant le rôle modérateur de la qualité institutionnelle, et porte sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest sur la période allant de 1992 à 2018. Le test de données de panel de deuxième génération a été utilisé pour tester la dépendance transversale et la présence de racines unitaires dans les variables. L'approche d'estimation de Driscoll et Kraay est appliquée afin de corriger les problèmes de dépendance transversale, d'hétérogénéité et d'autocorrélation des erreurs. Les résultats montrent que la mondialisation financière globale contribue positivement à la transformation structurelle. Autrement dit qu'elle entraîne une réallocation de la main d'œuvre des secteurs en augmentant la productivité globale.

Par ailleurs, il montre que la mondialisation financière de facto contribue à la transformation structurelle tandis que son aspect de jure ne la favorise pas. En outre, ils révèlent qu'une amélioration de la qualité des institutions renforce l'effet positif de la mondialisation financière globale sur la transformation structurelle.

**Mots clés :** Mondialisation financière, Transformation structurelle, Qualité des institutions, Panel, Afrique de l'Ouest.

JEL Classification : F60 ; O40 ; C23 ; O55

## Abstract

This study analyzes the effect of financial globalization on structural transformation while considering the moderating role of institutional quality. It covers 15 West African countries over the period 1992–2018. The second-generation panel data test is used to examine cross-sectional dependence and the presence of unit roots in the variables. The Driscoll and Kraay estimation approach is applied to correct issues related to cross-sectional dependence, heterogeneity, and error autocorrelation. The results show that financial globalization contributes positively to structural transformation in other words, it leads to a reallocation of labor across sectors, thereby increasing overall productivity. Furthermore, the findings indicate that *de facto* financial globalization contributes to structural transformation, whereas its *de jure* aspect does not. In addition, they reveal that an improvement in institutional quality strengthens the positive effect of financial globalization on structural transformation.

**Keywords:** Financial globalization, Structural transformation, Institutional quality, Panel, West Africa.

**JEL Classification:** F60; O40; C23; O55

# Introduction

La mondialisation financière en tant que moteur du développement économique fait partie des débats les plus importants dans le monde (Nicolas, 1981 ; Petit & Schaeffer, 1984 ; Schmitz & Morin, 1986 ; Lane & Milesi-Ferretti, 2004 ; Saliba, 2009 ; Brahim Gaies, 2017 ; Alagidede, Ibrahim & Yakubu, 2020). La mondialisation financière est donc importante dans la transformation structurelle des économies (Ekpo & Chuku, 2017 ; Gunasekera et al., 2015 ; Mühlen & Escobar, 2020) et facilite le transfert de technologie entre les pays développés et les pays en développement (Petit & Sæte, 1999). Souvent, elle se manifeste par une intégration financière plus croissante facilitant la diversification de portefeuille des pays. Elle reste l'une des éléments moteurs qui se manifeste à travers les IDE, les Investissements de portefeuilles et les flux de dettes des pays (Gygli et al., 2018 ; 2020), ce qui permet aux pays et aux entreprises n'ayant pas des moyens de le disposer afin de permettre aux pays de passer simultanément d'investissements fiable à faible rendement vers les investissements à rendement élevé (Ibrahim, 2020). Dans cette posture, l'effet de la mondialisation financière dans les pays en développement reste indiscutable (Lane & Milesi-Ferretti, 2004 ; Bekaert et al., 2011).

Dans le contexte des ressources nationales limitées dans les pays en développement, la mondialisation financière à travers les IDE, les investissements de portefeuilles

et les flux de dettes, peut être justifié par son effet sur la croissance économique, la pauvreté, l'afflux de ressources financières, l'ouverture aux marchés internationaux et l'amélioration des capacités de gestion locales et du transfert de technologie (Mainguy, 2004). En outre, elle peut financer des secteurs à forte valeur ajoutée et stimuler la réaffectation des ressources des secteurs les moins productifs vers les secteurs les plus productifs afin de réaliser une transformation structurelle efficace de l'économie. Cependant, elle peut compromettre le développement des pays d'accueil (Krasner, 1999 ; Tobin, 1999).

La mondialisation financière a connu une croissance phénoménale au cours de ces deux dernières décennies, en particulier dans le monde en développement (Gygli, 2020 ; Bataka, 2019). Elle a touché à la fois les pays développés et les pays en développement. En ce qui concerne les pays de l'Afrique de l'Ouest, on identifie historiquement le phénomène dans les années 1980 avec les politiques d'ajustement structurel instituées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international pour résoudre les problèmes de balance des paiements rencontrés par les pays d'ASS. Avec les politiques intransigeantes imposées par les institutions internationales obligent les pays à s'ouvrir aux importations, aux investissements directs étrangers (IDE) et aux flux de capitaux (Dreher, 2006).

En effet, les pays continuent de vivre la mondialisation financière sous d'autres formes. En Afrique Sub-saharienne, les pays reçoivent des soutiens importants des institutions internationales, mais celles-ci continuent d'imposer des exigences d'ouverture aux capitaux et au commerce international. La participation à plusieurs accords financiers d'investissement internationaux expose également les pays à des mouvements extérieurs. Particulièrement, en Afrique de l'Ouest, la mondialisation financière est observée par les

flux de capitaux. Les statistiques de l'indice du KOF indique que la mondialisation financière est en moyenne 44,984 dans la zone et est passée de 21,542 en 1992 à 68,941 en 2018. De ce fait, la mondialisation financière a un potentiel croissant et reste donc important en Afrique de l'Ouest. Ce qui dénote qu'elle peut conditionner les mouvements des variables macroéconomiques telle que la transformation structurelle de l'économie des pays comme celui observer au Singapour, Thaïlande, l'Inde et l'Indonésie (Michalet, 1999).

La transformation structurelle, qui se définit comme une réallocation des ressources des secteurs les moins productifs vers les secteurs les plus productifs afin d'accélérer la croissance économique à long terme, affiche une faible performance dans les économies Ouest-africaine (BAD, 2019). En effet, la contribution de la part de l'agriculture au PIB était en moyenne 34,2% en 2000 ; 32,1% en 2015 soit un déclin de 2,1% ; celles des secteurs de l'industrie était en moyenne 22,1% en 2000 ; 19,9% en 2015 alors que celles des services ne représente que 43,8% en 2000 et 47,4% en 2015 pour l'ensemble de l'économie Ouest-africaine (BAD, 2019). Sur cette même période, la part moyenne de l'agriculture dans l'emploi en Afrique de l'Ouest a chuté de 58,7 % à 52,3 %, celle de l'industrie a augmenté de 10,3 % à 12,5 %, et celle des services a augmenté de 30,8 % à 35,2 % (BAD, 2019). Ce qui relève que la main-d'œuvre a quitté l'agriculture manière marginale, à hauteur de 6,4 points de pourcentage, ce qui a eu pour effet d'augmenter la part de l'industrie de 2,2 points de pourcentage et la part des services de 4,4 points de pourcentage.

Il convient de noter que les secteurs agricoles et industriels contribuent très faiblement au PIB dans l'économie Ouest-Africaine par rapport aux secteurs services. Toutefois, la part de l'agriculture dans l'emploi est supérieure à

la moyenne de la région dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest (BAD, 2019). Ce qui révèle que ces pays n'ont pas encore amorcé leur transformation structurelle. Ce qui fait que la contribution de la productivité globale des différents secteurs au PIB et à la croissance dans la région Ouest-Africaine reste toujours faible. Ses chiffres et ses constats posent un problème du fait que la mondialisation financière devrait permettre par principe aux pays à épargne faible de disposer les fonds nécessaires et important pour financer leur économie et la transformation de la structure économique de leurs pays comme celles observées au Singapour, Thaïlande, Inde et Indonésie (Michalet, 1999).

Plusieurs travaux théoriques et empiriques ont porté sur l'association entre la mondialisation et la transformation structurelle (Yumkella et al., 2002). La littérature est formelle sur le fait que les travaux sur la libéralisation financière n'ont pas eu les conclusions escomptées sur le développement économique des pays (Prasad et al., 2005). Pour certains, la corrélation est positive (Quinn, 1997); inexistante pour d'autres (Kraay, 1998; Rodrik, 1998) ; pour d'autres encore, elle n'est positive que pour les pays avancés (Edwards, 2005). Cette polémique sur la mondialisation financière quant à ses effets sur les variables macro-économiques exprime des attitudes divergentes en matière de développement des pays en développement.

La présente étude s'inscrit dans cette dynamique. L'objectif de cet article est d'analyser l'effet de la mondialisation financière avec tous ses aspects sur la transformation structurelle, ensuite d'examiner l'effet d'interaction entre la mondialisation financière et la qualité des institutions sur la transformation structurelle des économies ouest-africaine.

A cet effet, cette étude apporte des contributions sous plusieurs aspects. La première contribution est liée à la zone d'investigation. Certes qu'il y a eu des études montrant la relation entre mondialisation et transformation structurelle dans le monde scientifique notamment en ASS (Yumkella et al., 2002). Mais à notre connaissance, les études sont rares quant à l'analyse de l'effet de mondialisation financière dans tous ses aspects sur la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest. De plus, la plupart des études se sont accentuées sur la dimension économique globale de la mondialisation. Ce qui ne permet pas de capter la contribution réelle de sa dimension financière dans les économies en développement comme dans le cas de l'Afrique de l'Ouest. La deuxième contribution est la prise en compte de la qualité des institutions de ces pays afin d'examiner l'effet d'interaction entre la mondialisation financière et la qualité des institutions sur la transformation structurelle. C'est la particularité de cette étude.

Le reste de l'article est structuré autour de quatre sections. La section 1 présente une brève revue de la littérature, tandis que la description des variables et les données sont présentées dans la section 2. La méthodologie est développée dans la section 3. La section 4 présente les résultats et les interprétations, tandis que la section 5 conclut cet article avec les implications des politiques économiques.

## **1. Revue de littérature**

### **1.1. Considération théorique sur la relation entre la mondialisation financière et transformation structurelle**

Les revues théoriques relatives aux phénomènes de la mondialisation financière se reposent sur des fondements robustes. La véritable théorie sur la mondialisation

financière débute dans les années 1980 avec la publication des articles de Nicolas 1981 ; Petit & Schaeffer 1984 ; Schmitz & Morin, 1986 et d'autres chercheurs à travers leurs travaux, ont contribué à fournir une base sophistiquée à la théorie de la mondialisation financière quant à ses effets sur les activités économiques. Ainsi, la mondialisation financière à travers l'intégration financière influence la transformation structurelle. En effet, une intégration financière plus croissante facilite la diversification mondiale de portefeuille, ce qui permet aux pays et aux entreprises n'ayant pas des moyens de le disposer afin de permettre aux pays de passer simultanément d'investissements fiable à faible rendement vers les investissements à rendement élevé (Ibrahim, 2020).

La mondialisation financière facilite également l'accès aux marchés financiers internationaux. Elle ouvre la voie à des multiples opportunités, tout en facilitant la diversification des ressources financières et des risques. Dans cette optique, les pays seront en mesure de stimuler la production nationale dans tous les secteurs de l'économie à moindre coût par rapport aux économies financièrement fermées (Alagidede, Ibrahim & Yakubu, 2020). Bien avant ces derniers, Obstfeld (1994) avait théoriquement révélé que l'intégration financière facilite le partage international du risque, grâce à la diversification internationale de portefeuille. Il suit de là que les investisseurs peuvent réclamer une moindre prime de risque, d'où la baisse du coût du capital. Par ce canal, la diversification globale peut favoriser l'investissement des firmes et la croissance.

La mondialisation financière provoque des changements de comportements d'investissements des pays. A cet effet, les pays sont dotés des capacités afin d'orienter les investissements d'un secteur d'activité à un autre affectant ainsi, la réallocation de la main d'œuvre entre les secteurs

assimilés à la transformation structurelle (Devereux et Smith, 1994). En plus, elle se produit également à travers l'ouverture aux investissements directs étrangers (IDE), les firmes multinationales. Les firmes multinationales sont identifiées comme un moteur de la transformation structurelle (Xiaolan, Emes & Hou, 2021). Pour eux, les entreprises multinationales peuvent impacter la transformation structurelle des économies d'accueil. En effet, les entreprises multinationales offrent généralement des rémunérations relativement plus élevées dans les économies d'accueil que les entreprises domestiques, dans ce contexte, le travail peut migrer des secteurs à faibles revenus vers des secteurs à revenu élevé. Les firmes multinationales offrent des champs d'opportunités pour que les pays en développement rattrapent leur retard dans les différents secteurs d'activités économiques à travers la diffusion rapide des technologies (Zanello, Essegbey, Hou & Muhnen, 2014 ; Fu, 2020).

La mondialisation financière à travers les entrants des IDE peuvent produire des gains substantiels pour le pays d'accueil par le biais du financement du développement, de la création d'emplois, du transfert de connaissances (effets de démonstration), du mouvement de la main-d'œuvre formée et des effets de concurrence ; la présence des EMN incite les entreprises locales à améliorer leur compétitivité ; (Javorcik et Spatareanu, 2008 ; Fu et al., 2020). La pénétration des banques grâce à la mondialisation financière sur un marché domestique peut déclencher le processus de la transformation structurelle. En effet, l'entrée des banques étrangères est un moyen de trouver un nouvel accès au marché international du capital. Ensuite, leur entrée sur le marché domestique augmente l'offre bancaire et accroît le degré de compétition entre banques, ce qui permet de financer les projets à coût faibles. Elle permet également d'importer de nouvelles techniques bancaires et des

technologies plus sophistiquées permettant de financer différents acteurs de l'économie qui exercent dans les activités à rendement élevés (Caprio & Honohan, 1999). Par conséquent, peut engendrer le déplacement du travail des secteurs à faible productivité vers des secteurs à fort productivité. Tout ceci concourt à diminuer toutes sortes de coûts (comme les coûts d'acquisition et de traitement de l'information), et à améliorer la qualité et la disponibilité des services financiers du marché domestique.

## **1.2. Revue empirique sur la relation entre mondialisation financière et transformation structurelle**

Le débat est très restreint, presque inexistant quant à l'effet de mondialisation financière sur la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest. Très peu de travaux ont abordé empiriquement cette question dans la zone. Dans la littérature économique, les effets de la mondialisation financière sur la performance des économies sont perçus par certains travaux empiriques. C'est notamment le cas des travaux de Petit et Sœte, 1999 ; de Lane & Milesi-Ferretti, 2004 pour le cas mondial Oloyede, 2014 au Nigéria ; de Ekpo et Chuku, 2017 pour le cas d'Afrique, de Alagidede, Ibrahim et Sare, 2020 pour le cas d'ASS ; de Mühlen et Escobar, 2020 pour le cas du Mexique ; de Jovanović et Dašić, 2015 en Europe du Sud-Est.

Dans cette perspective, Alagidede et al. (2020), dans leurs travaux ont examiné l'impact de l'intégration financière sur la transformation structurelle en s'appuyant sur les données de 28 pays d'Afrique subsaharienne (ASS) sur la période 1985-2015. En utilisant la méthode des moments généralisées (GMM), ils trouvent que l'intégration financière augmentent de manière significative les valeurs ajoutées des secteurs manufacturier et agricole. Ils concluent que l'intégration financière influence fortement la

croissance industrielle, sans effet sur le secteur des services. Dans cette dynamique, Mühlen et Escobar (2020) ont examiné l'effet des IDE sur la transformation structurelle au Mexique. Les résultats ont révélé que les IDE contribuent positivement à la transformation structurelle au Mexique. Cet effet qui découle des flux d'IDE sont canalisés vers le secteur industriel et favorise la réallocation de la main d'œuvre entre les secteurs d'activité au Mexique.

Avec les données de 45 pays, Vanassche (2004) a trouvé que l'ouverture financière a un effet positif sur la croissance du secteur industriel, quelles que soient leurs caractéristiques, avec des effets de croissance plus élevés pour les industries qui dépendent relativement plus du financement extérieur dans les pays dotés de systèmes financiers plus intégrés. Ce qui est similaire aux résultats trouvés par (Paul Alagidede et al., 2020). Idode et al. (2019) ont examiné les effets de la mondialisation financière sur la transformation économique nigériane. Pour cela, il utilise les données du bulletin statistique de la Banque centrale du Nigeria et les rapports du Bureau des statistiques du Nigeria de 1992 à 2017. En utilisant des analyses statistiques et inférentielles, l'étude a révélé que la mondialisation financière a contribué à mobiliser les investissements directs étrangers dans l'économie.

A l'opposé, certains auteurs comme Ozigbu et al. (2018) ont examiné le rôle de la mondialisation socio-économique (commerciale, financière et sociale) dans le processus de transformation structurelle au Nigéria. Dans leur démarche, ils ont mis l'accent sur les impacts de la mondialisation économique et sociale ainsi que l'intégration financière sur la valeur ajoutée de fabrication et des services. En utilisant le modèle ARDL comme la technique d'analyse, les résultats ont montré que seule l'intégration financière n'a pas d'effet significatif sur la valeur ajoutée de la

fabrication et des services. Nyawata et Bird (2004) ont étudié la libéralisation financière dans les pays d'Afrique australe. Les résultats montrent que la libéralisation financière n'est pas une panacée et qu'elle n'améliorera pas les performances économiques si elle n'est pas accompagnée de politiques économiques et réglementaires saines.

### **1.3. Mondialisation financière, institutions et transformation structurelle**

À propos du canal de la qualité des institutions, il est démontré dans la littérature économique que les flux de capitaux affectent la gouvernance via les transferts de connaissances et des normes. À travers l'organisation des pays, la mondialisation financière peut influencer le changement structurel d'un pays en impactant la qualité des institutions de ce dernier, notamment les institutions politiques (les règles politiques et les régimes politiques). Cependant, notre intérêt pour les institutions politiques se justifie par le fait que ce sont les institutions de création du marché (Rodrik, 2005) et sans celles-ci, il est difficile d'envisager le développement d'activité économique d'un pays. En particulier, de bonnes institutions politiques ou de bons régimes politiques stimulent le développement de l'investissement et une meilleure allocation des ressources économiques (North & Thomas, 1973 ; North, 1981 ; Jones, 1981). En se basant sur les données microéconomiques la plupart des travaux empiriques ont mis en évidence le rôle des institutions pour le développement de l'investissement privé, la productivité (Besley, 1995 ; Johnson et al., 2002 ; Goldstein & Udry, 2008).

En outre, une forte corrélation entre les institutions juridiques et le développement du secteur financier est constatée (McDonald & Schumacher, 2007). Dans le processus de ces travaux, une mauvaise institution réduit l'accès aux services financiers. De ce fait, ces mauvaises qualités des

institutions reflètent une mauvaise image des entreprises nationales au niveau mondial, ce qui réduit leurs accès au financement international. Par conséquent, peut conduire à des chocs drastiques des activités économiques et bloc le processus de transformation structurelle des économies (McDonald & Schumacher, 2007). Ce qui peut conduire à une baisse de la production nationale.

## 2. Description des variables et données

Pour analyser l'effet de la mondialisation financière sur la transformation structurelle et l'effet d'interaction entre la mondialisation financière dans toutes ses dimensions et la qualité des institutions sur la transformation structurelle des économies ouest-africaine, cette étude utilise les données sur les 15 pays de l'Afrique de l'Ouest pour la période allant de 1992 à 2018. La Mauritanie est évincée pour faute de non disponibilité des données nécessaires pour calculer l'indice de la transformation structurelle.

La variable dépendante est l'indice de la transformation structurelle. Elle est captée ici par la productivité globale des secteurs de l'économie des pays. L'utilisation de cet indice présente des avantages substantiels que celui utilisé par McMillan & Rodrik (2011) n'offre pas (la somme des valeurs ajoutées des secteurs multipliée par le différentiel de la part de l'emploi). Cet indice est construit par la méthode de shift-Share. Ainsi, la littérature révèle que cette méthode a été utilisée dans des travaux de De Vries et al. (2015) puis récemment par Aronda & Amadou (2019); Wissal Sahel (2020). Pour ce faire les six (6) variables suivantes : la part d'emploi dans le secteur agricole (% en emploi total), part d'emploi dans l'industrie (% en emploi total), part d'emploi dans le service (% en emploi total), la valeur ajoutée agricole, forestière et pêche (% of GDP), la

valeur ajoutée industriel (% of GDP), la valeur ajoutée service (% of GDP) sont exploitées. L'indice est calculé comme suit :

$$\Delta Q_{(t_0,t_1)} = \sum_I \Delta \phi_{i(t_0,t_1)} \times \lambda_{i,t} + \sum_I \Delta \lambda_{i(t_0,t_1)} \times \phi_{i,t} + \sum_I \Delta \phi_{i(t_0,t_1)} \times \Delta \lambda_{i(t_0,t_1)}$$

Avec  $\phi_i$  est la productivité sectorielle,  $\lambda_{i,t}$  le poids sectoriel dans l'occupation de l'emploi à la date t. Les pays considérés pour la réalisation de cette étude présentent des spécificités par rapport à leur poids économique dans la zone étudiée. Pour corriger les poids des pays dans le calcul, nous ramenons la formule ci-dessus au même dénominateur. Alors, on a :

$$\frac{\Delta Q_{(t_0,t_1)}}{Q_{t_0}} = \sum_I \left( \frac{\Delta \phi_{i(t_0,t_1)} \times \lambda_{i,t}}{Q_{t_0}} \right) + \sum_I \left( \frac{\Delta \lambda_{i(t_0,t_1)} \times \phi_{i,t}}{Q_{t_0}} \right) + \sum_I \left( \frac{\Delta \phi_{i(t_0,t_1)} \times \Delta \lambda_{i(t_0,t_1)}}{Q_{t_0}} \right)$$

$$\frac{\Delta Q_{(t_0,t_1)}}{Q_{t_0}}$$

Avec  $Q_{t_0} = \text{IPTSi}$  est l'indice de performance de la transformation structurelle de pays (i) et représente notre variable dépendante. Il représente la productivité globale des secteurs dans un pays (i). S'il est positif cela signifie qu'il a eu la transformation structurelle c'est-à-dire qu'il a eu une réallocation de la main d'œuvre dans le sens souhaitable de l'économie du pays en question. L'utilisation de cet indice présente un intérêt d'objectivité à trois niveaux :

- Le premier terme à droite de l'égalité donne la variation de la productivité globale résultant de l'augmentation de la productivité au sein de chaque secteur
- Le deuxième terme donne la variation de la productivité provenant des changements dans la réallocation du travail

- Le troisième capte l'interaction simultanée entre la variation de la productivité au sein des secteurs et les changements dans l'allocation du travail entre les secteurs.

Les variables d'intérêt explicatives sont principalement la mondialisation financière globale avec ses deux sous-aspects et institution. La première variable d'intérêt qui est la mondialisation financière est mesurée à l'aide de l'indice de la mondialisation financière du KOF. L'utilisation de cet indice est due à son amélioration par rapport à la version précédente. La mondialisation financière est mesurée par l'ensemble des mouvements des flux circulants qui se composent essentiellement, des investissements directs étrangers (IDE), des investissements de portefeuille, les flux de dettes et toutes les politiques permettant une libéralisation effective des capitaux. Il couvre les aspects financiers et toutes les réglementations en matière de flux de capitaux (Gygli, 2019 ; 2020). Ainsi, cet indice varie de 0 à 100. La valeur 0 indique le niveau le plus bas de mondialisation financière et la valeur 100 le niveau le plus élevé de mondialisation financière dans la zone. De plus, cet indice est constitué de deux sous-aspects. Les aspects de Facto qui mesurent les flux de capitaux ; les stocks d'actifs et de passifs étrangers (Kose, 2009 ; Milesi-Ferretti, 2018). En ce qui concerne les aspects de Jure, ils mesurent l'ouverture d'un pays aux flux financiers et d'investissements internationaux. Un élément qui capte l'étendue de la mondialisation financière externe par une analyse des restrictions juridiques prises par le gouvernement sur la circulation des flux de capitaux (Gygli, 2019). La mondialisation financière contribue positivement à la réallocation de la main d'œuvre des secteurs (Sorenson et al., 2007 ; Ibrahim, 2020). La deuxième variable d'intérêt est celle de Régime DD qui est une variable institutionnelle. Cette variable est utilisée pour mesurer la qualité des institutions. Cette variable est une variable de score qui prend la valeur 0 à 5. La valeur 0 indique

démocratie parlementaire, 1 indique démocraties mixtes (avec Présidents faibles), 2 signifie démocraties présidentielles, 3 signifie autocraties civiles, 4 indique dictatures militaires et dictatures royales 5. Mais en Afrique de l'Ouest, le score de cette variable varie de 1 à 4 car il n'existe aucun pays qui a un régime démocratique parlementaire ni une dictature royale. Une bonne qualité des institutions peut favoriser la transformation structurelle par l'accumulation de capital humain et physique et les activités d'innovation (Bouoiyour et al., 2009 ; Okey, 2019).

Nous contrôlons les régressions par certaines variables qui sont censées affecter les variables d'intérêt. Ils agissent donc des variables ouverture commerciale, le capital humain, la formation brute de capital fixe et le taux de change réel. La variable ouverture commerciale mesure le degré d'ouverture commerciale et est obtenue par la somme des exportations et importations des biens et services en pourcentage du PIB (WDI). Elle pourrait permettre aux entreprises domestiques de bénéficier des technologies avancées des entreprises étrangères et d'augmenter ainsi leur efficacité (Keller, 2010). Le capital humain (ICH) est crucial pour la transformation structurelle de l'Afrique (Harry sackey, 2011 ; Romer, 1990). Le Capital physique (WDI) désigne l'ensemble des acquisitions des éléments productifs et les infrastructures de base c'est-à-dire les routes, barrages, ponts, écoles, hôpitaux etc. Il est mesuré par le rapport de la formation brute de capital fixe sur le PIB. En effet une amélioration de la qualité des infrastructures abaisse les coûts (transport, énergies etc.) et par conséquent stimule la demande et l'offre, ce qui est de nature à favoriser la compétitivité et la croissance économique (Gannon & Liu, 1997).

Quant aux taux de change réel, il est le taux de change officiel déterminé par les autorités nationales ou au taux

déterminé sur le marché des changes légalement sanctionné. Il est calculé comme une moyenne annuelle basée sur des moyennes mensuelles (unités de monnaie locale par rapport au dollar américain). Dans la littérature McMillan et al. (2014), Marouani et al. (2015), Martins (2019), ont utilisés cette variable comme étant le déterminant potentiel de la transformation structurelle.

**Tableau 1: Descriptions des variables et sources des données**

<b>Variables</b>	<b>Définitions</b>	<b>Sources</b>
<b>KOFFiGI</b>	Indice de mondialisation financière globale	KSEI (2020)
<b>KOFFiGIdj</b>	Mondialisation financière de jure	KSEI (2020)
<b>KOFFiGIdf</b>	Mondialisation financière de facto	KSEI (2020)
<b>DD Régime</b>	Institutions	DPI (2018)
<b>Ouv</b>	Ouverture commerciale	WDI (2018)
<b>CAPPH</b>	Capital Physique	WDI (2018)
<b>ICH</b>	Indice du Capital humain	BM (2020)
<b>T_change</b>	Taux de change	WDI (2021)

Source : Auteurs

**Tableau 2 : Les statistiques descriptives**

<b>Variables</b>	<b>N</b>	<b>Means</b>	<b>Std. Dev</b>	<b>Min</b>	<b>Max</b>
<b>Indice de performance en transformation structurelle</b>	405	19,839	55,301	-19,577	412,884
<b>Indice de mondialisation financière globale</b>	405	44,984	10,577	21,542	68,941
<b>Indice de mondialisation financière de jure</b>	405	42,017	12,446	14,098	76,760
<b>Indice de mondialisation financière de facto</b>	405	47,951	14,63	18,702	82,141

<b>Variables</b>	<b>N</b>	<b>Means</b>	<b>Std. Dev</b>	<b>Min</b>	<b>Max</b>
<b>DD_Régime</b>	405	2,501	1,138	1	4
<b>Ouverture commerciale</b>	405	59,878	33,024	0	311,354
<b>Capital Physique</b>	405	18,422	9,399	-2,424	52,670
<b>Indice du Capital humain</b>	405	0,029	0,1	0	0,443
<b>T_change</b>	405	1434,191	1434,191	0,044	9088,319

Source : Auteurs, à partir des données du KOF, WDI et BM

### 3. Méthodologie

#### 3.1. Modèle empirique

En suivant Mühlen & Escobar (2020) qui ont exploré l'effet des investissements directs étrangers sur la transformation structurelle au Mexique et certains travaux récents comme ceux d'Alagidede, Ibrahim & Sare (2020) ; Gbemenu (2020) ; Mamba, Gniniguè & Ali (2020), notre modèle empirique peut se présenter comme suit :

$$IPTS_{it} = \alpha + \beta_1 KOFFiGI_{it} + \gamma Z_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Pour examiner l'effet d'interaction entre la mondialisation financière et la qualité des institutions sur la transformation structurelle, nous introduisons dans le modèle ci-dessus une variable d'interaction comme suit :

$$IPTS_{it} = \alpha + \beta_1 (KOFFiGI_{it} \times DD\_Régime) + \gamma Z_{it} + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Où  $IPTS_{it}$  représente la réallocation de la main d'œuvre d'un secteur dans pays  $i$  à la période  $t$  ;  $KOFFiGI_{it}$  est l'indice de mondialisation financière ;  $Z_{it}$  le vecteur des variables de contrôle décrit précédemment et  $\varepsilon_{it}$  le terme d'erreurs.  $\beta_1$  de l'équation (2) capte l'effet d'interaction dans le modèle où  $\beta_1$  permet de déterminer si la qualité des institutions atténue l'effet de la mondialisation financière sur la transformation structurelle. Ainsi, lorsque  $\beta_1 > 0$  une amélioration de la qualité des institutions renforce l'effet de la mondialisation financière sur la transformation structurelle. Alternativement, lorsque  $\beta_1 < 0$  une amélioration qualité des institutions diminue l'effet de la mondialisation financière sur la transformation structurelle.

### 3.2. Test préliminaire et stratégie d'estimation

Pour analyser l'effet de la mondialisation financière sur la transformation structurelle et les effets d'interaction entre la mondialisation financière et la qualité des institutions sur la transformation structurelle des économies ouest-africaine, les modèles (1), (2) seront soumis à plusieurs tests de panel. Ces tests préliminaires nous permettront d'adopter une stratégie d'estimation appropriée à nos données. Ils nous permettront également de faire un choix adéquat d'estimateur afin de capter l'effet réel de la mondialisation financière sur la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest. Il est vraiment important que cette démarche soit effectuée puisque que dans la littérature économétrique, cette démarche permet de donner une certaine crédibilité aux résultats de régression (Pesaran, 2006 ; Chudik et Pesaran, 2015).

Les méthodes d'estimation généralement utilisées pour les données de panels sont les moindres carrées ordinaires (OLS), les effets fixes ou aléatoires suivant les méthodes de Fisher, Breusch & Pagan et de Hausman. Ces approches d'estimation ne prennent pas en compte les problèmes de dépendance spatiale, d'autocorrélation et d'hétéroscédasticité conduisant à une estimation incohérente. Du fait que l'étude couvre 15 pays sur la période 1992 à 2018, il est important d'effectuer le test de dépendance transversale. Puisque Pesaran (2006) et Chudik & Pesaran (2015) montrent que la méconnaissance de dépendance dans la dimension individuelle des données de panel conduit à des estimateurs incohérents.

Pour cette raison, nous utilisons le test de pré-estimation de Pesaran (2007) pour diagnostiquer la dépendance transversale. Puisque Phillips et Sul (2003) ont montré que les résultats d'estimation seront biaisés si on ignore la présence de dépendance transversale. Ce test calcule une

statistique (CD), qui sous l'hypothèse nulle d'indépendance dans la dimension individuelle. Après le test, les résultats montrent une présence de dépendance entre les individus de la zone puisque les probabilités (valeur p) associées à la statistique (CD) sont toutes inférieures à 5%, ce qui conduit au rejet de l'hypothèse nulle (**Annexe1**).

La présence de dépendance rend invalide l'utilisation des tests de racine unitaires de la première génération. Pour cela, nous utiliserons les tests de racines unitaires de la deuxième génération. Du fait que la littérature suggère que les tests de racines unitaires de la deuxième génération ont la capacité de tenir compte de la dépendance transversale observée. Donc leurs utilisations présentent un avantage colossal du fait qu'ils utilisent des procédures de type orthogonalisation pour éliminer asymptotiquement la dépendance croisée de la série avant que les tests de racine unitaire de panel ne soient appliqués à la série transformée (Pesaran, 2007). De plus, ce test tient compte également des hétérogénéités individuelles. La statistique de dépendance transversale est obtenue sous l'hypothèse nulle de racine unitaire. Sous cette hypothèse, la statistique est normalement distribuée avec une moyenne de 0 et une variance de 1. Le test révèle que toutes les variables sont stationnaires en niveau au seuil de 1%, 5% et 10% (**Annexe1**).

En données de panel, il est évident que le problème d'autocorrélation des erreurs puisse survenir. Pour éviter une régression fallacieuse, nous diagnostiquons le problème d'autocorrélation des erreurs du premier ordre dans le modèle en utilisant le test de Wooldridge (2002). Le résultat du test révèle une présence d'autocorrélation des erreurs du premier ordre dans le modèle c'est à dire que dans notre modèle, les erreurs ne sont pas indépendantes les unes des autres. Après ce test, le problème d'hétéroscédasticité des erreurs est diagnostiqué par le test de Breush & Pagan

après une pré-estimation du modèle à effet aléatoire. Le résultat révèle une présence d'hétéroscédasticité des erreurs dans le modèle puisque la probabilité de  $\chi^2$  de Breusch & Pagan est inférieure à 5%. Ce qui montre que la variance des erreurs du modèle n'est pas stable dans le temps.

Pour estimer le modèle, il nous faudra un estimateur approprié et nécessaire pour prendre en compte la dépendance transversale, l'autocorrélation des erreurs et l'hétéroscédasticité que présentent nos données de panels. A cet effet, la littérature économétrique récente fournit des approches d'estimations qui tiennent compte de ces éléments. Parks (1967) a proposé un estimateur appelé feasible generalized least squares (FGLS) qui a été popularisé par Kmenta (1986). Malheureusement cette méthode de Parks-Kmenta est généralement inacceptable et inadaptés du fait que Beck et Katz (1995) ont montré que la méthode Parks-Kmenta a tendance à produire des estimations d'erreur standard inacceptables.

Pour remédier à l'incapacité de la méthode de Parks-Kmenta, nous utiliserons l'estimation non paramétrique révisée de Driscoll & Kraay (1998) suggérée par Hoeche (2007). De plus, cette estimation permet de considérer la dépendance transversale comme un tout, de traiter les problèmes d'hétérogénéité et d'autocorrélation des erreurs avec la possibilité de prendre en compte les effets spécifiques des pays afin d'obtenir des erreurs standard robustes.

**Annexe 1: Test de dépendance spatiale et test de racine unitaire de Pesaran (2007)**

	<b>Cross-sectional (CD) test</b>		<b>Pesaran (2007) CIPS unit root test</b>			
<b>Variables</b>	CD-Stats	Corrélation	Level CIPS	CV at 10%	CV at 5%	CV at 1%
<b>IPTS</b>	30.702***	0.798	-3.303***	-2.14	-2.25	- 2.45
<b>KOFFiGI</b>	7.405***	0.361	-2.045**	-2.14	-2.25	- 2.45
<b>KOFFiGdf</b>	1.692*	0.312	-2.525***	-2.14	-2.25	- 2.45
<b>KOFFiGdj</b>	22.200***	0.609	-2.402**	-2.14	-2.25	- 2.45
<b>Ouv</b>	16.680***	0.566	-2.179*	-2.14	-2.25	- 2.45

	Cross-sectional (CD) test		Pesaran (2007) CIPS unit root test			
<b>T.change</b>	20.011***	0.711	-2.351**	-2.14	-2.25	- 2.45
<b>CAPPH</b>	17.446***	0.548	-2.667***	-2.14	-2.25	- 2.45
<b>ICH</b>	18.977***	0.489	-2.895***	-2.14	-2.25	- 2.45
<b>DD_Régime</b>	17.052***	0.516	-2.837***	-2.14	-2.25	- 2.25

**Notons que : \*\*\*, \*\* et \* indiquent une signification à 1, 5 et 10%, respectivement.**

## 4. Résultats et interprétations

Ces résultats économétriques issus de cette approche sont présentés dans le tableau 3 et 4 ci-dessous. Le tableau 3 présente les effets de la mondialisation financière et ses aspects sur la transformation structurelle tandis que celui du tableau 4 présente l'effet d'interaction entre la mondialisation financière et la qualité des institutions sur la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest. Les statistiques Fisher des régressions des deux tableaux sont relativement faibles et significatifs à 1%. Ce qui dénote que les résultats des estimations sont globalement significatifs.

Le tableau 3 ci-dessous présente l'effet de la mondialisation financière et tous ses aspects sur la transformation structurelle des économies Ouest Africaine. La première colonne (1) examine l'effet de la mondialisation financière globale sur la productivité globale sans distinguer l'aspect de jure et de facto. Les colonnes (2) et (3) montrent respectivement les effets de la mondialisation financière de facto et de jure sur la productivité globale dans la zone.

Le coefficient associé à la variable de la mondialisation financière est positif et significatif à 1%. Ce qui indique que la mondialisation financière contribue dans l'ensemble positivement à la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest. L'amélioration d'un point de pourcentage de l'indice KOF de la mondialisation financière renforce la transformation structurelle c'est à dire qu'elle entraîne une réallocation de l'activité économique des secteurs à faible productivité vers ceux où elle est plus forte. Ce résultat montre que l'augmentation de 1% de la mondialisation financière contribue à la transformation structurelle en augmentant la productivité agrégée de la zone de 2,574 points environs. Cela peut s'expliquer par le fait que la

mondialisation financière peut provoquer des changements structurels et des changements de comportements d'investissements des pays (Vanassashe, 2004). A cet effet, les pays sont dotés des capacités afin d'orienter les investissements d'un secteur d'activité à un autre affectant ainsi, la réallocation de la main d'œuvre entre les secteurs assimilés à la transformation structurelle, ce qui corrobore aux travaux de Devereux & Smith (1994). Ce résultat corrobore avec les études récentes menées dans ce domaine tels que Vanassashe (2004), Sorenson et al. (2007), Alagidede P. (2020) et Imbrhim (2020). En revanche, ce résultat est à rebours de ceux obtenus par Ozigbu et al. (2018) ; Nyawata et Bird (2004). Ce résultat opposé peut être dû à la zone considérée ou aux pays incarnés dans l'échantillon.

Les résultats des colonnes (2) et (3) montrent clairement que la mondialisation financière de facto a un effet positif et significatif à 1% tandis que la mondialisation financière de Jure ne contribue pas à la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest. Ce qui signifie que l'accroissement des IDE, les investissements de portefeuilles et les dettes extérieurs dans la zone contribue à la transformation structurelle. Ainsi, les entrées des capitaux dans une économie et étant actif dans un secteur relativement productif, les firmes multinationales peuvent orienter l'activité économique des secteurs à faible productivité en leurs faveurs et contribuer à la transformation structurelle efficace de l'économie de la région. Par contre, l'analyse de l'effet de la mondialisation financière de jure sur la transformation structurelle montre un signe négatif et significatif à 5%. Ce qui montre que la mondialisation financière de jure ne favorise pas la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest. Cet effet négatif peut s'expliquer par le fait qu'il soit encore très faible pour avoir des effets positifs

sur la réallocation de la main d'œuvre dans la zone. Donc une amélioration des politiques et la législation des gouvernements en matière de mondialisation financière pourrait contribuer à la transformation structurelle dans ces pays.

**Tableau 3 : Effet direct de la mondialisation financière et ses sous aspects sur la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest**

	(1)	(2)	(3)
VARIABLES	IPST	IPST	IPST
KOFFiGI	2.574***		
	(0.546)		
KOFFiGI <sub>df</sub>		2.186***	
		(0.416)	
KOFFiGI <sub>dj</sub>			-0.696**
			(0.303)
DDregime	-3.832*	-2.750	-4.785**
	(2.115)	(2.379)	(2.269)
OuvPIB	0.180**	0.204*	0.276**
	(0.085)	(0.104)	(0.101)
T_change	-0.004***	-0.005***	-0.003**
	(0.002)	(0.001)	(0.001)
FBCF	0.043	-0.399	0.707***
	(0.181)	(0.245)	(0.186)
ICH	67.925**	47.268**	77.213***
	(24.708)	(22.338)	(26.912)
Constant	-96.498***	-80.479***	31.586**
	(21.929)	(19.008)	(13.551)

Observations	405	405	405
F	15.81***	13.65***	13.40****
Wooldridge autocorrelation test (2002)	8238***	5846***	10755***
Breush and Pagan heteroscedasticity test	711.59***	866.21***	611.72***

**Source :** Auteurs à base de Stata

Le tableau 4 ci-dessous traite l'effet d'interaction entre la mondialisation financière et tous ses aspects à travers la qualité des institutions sur la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest. Les statistiques de Fisher des régressions sont faibles et significatifs à 1%. Ce qui relève que le résultat est globalement significatif. Le coefficient associé à la variable d'interaction de la colonne (1) est positif et significatif à 5%. Ce résultat positif et significatif indique qu'une amélioration de la qualité des institutions renforce l'effet de la mondialisation financière sur la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest. Autrement dit, au fur et à mesure qu'un pays passe d'une catégorie du régime à une autre c'est-à-dire lorsque le pays passe d'un régime démocratique mixte ou présidentielle à la dictature militaire, cela réduit l'effet de la mondialisation financière sur la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest. Ce qui peut réduire la productivité globale des secteurs de l'économie d'où la croissance économique de la zone.

Le coefficient d'interaction de la colonne (2) révèle un signe positif et significatif à 1%. Ce qui signifie qu'une

amélioration de 1% de la qualité institutionnelle renforce l'effet de la mondialisation financière de Facto de 0.9 points qui contribue au processus de la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest. En effet, un pays passant du régime dictatorial à un régime démocratique donne une certaine crédibilité vis-à-vis des pays étrangers. Ce qui peut permettre aux investisseurs internationaux d'investir dans le pays en question. En outre, cela donne une opportunité aux entreprises privées ou publiques d'avoir accès aux financements au niveau international afin de financer leurs activités dans les différents secteurs de leurs économies.

Pour le coefficient d'interaction de la colonne (3), il montre un effet positif et significatif à 1%. Ce qui signifie que lorsqu'on passe du régime dictatorial à un régime démocratique, cela améliore également les aspects de jure de la mondialisation financière. Il sous tant que lorsque la qualité institutionnelle s'améliore, les règles qui régissent la mondialisation financière commencent progressivement à tenir compte du processus de la transformation structurelle des pays.

Nous tournons maintenant notre analyse vers les variables de contrôle. Dans la plupart des cas, les coefficients de ces variables ont les signes attendus. Dans les cas où les signes attendus ne sont pas respectés, les coefficients sont insignifiants. Dans les trois colonnes d'estimation, l'ouverture commerciale en % PIB a des coefficients positifs et significatifs dans la plupart des cas. Ce qui signifie que l'amélioration de l'ouverture commerciale contribue à la transformation structurelle. En effet, une ouverture commerciale pourrait donner un champ d'opportunité aux pays en développement de rattraper leur retard dans les différents secteurs d'activités économiques à travers la diffusion rapide des technologies. Dans ce contexte, les évidences empiriques de Marin et al (2007) ; Zanello, Owusu, Hou, &

Muhnen (2014) ; Fu (2020) sont similaires à nos résultats. Quant au capital humain, il présente un signe positif et significatif dans la plupart des cas. Ce qui signifie que le capital humain contribue à la transformation structurelle. Cela montre que le capital humain pourrait être un facteur accumulable pour accroître la productivité globale des secteurs.

**Tableau 4 : Effet indirect la mondialisation financière sur la transformation structurelle à travers la qualité des institutions en Afrique de l'Ouest**

	(1)	(2)	(3)
VARIABLES	IPST	IPST	IPST
KOFFiGI	0.220		
	(0.495)		
KOFFiGI*DDregime	1.035***		
	(0.365)		
KOFFiGI <sub>df</sub>		-0.361	
		(0.460)	
KOFFi-GI <sub>df</sub> *DDregime		0.964***	
		(0.268)	
KOFFiGI <sub>dj</sub>			0.428*
			(0.232)
KOFFi-GI <sub>dj</sub> *DDregime			-0.499***
			(0.118)
DDregime	-45.973***	-45.789***	13.778***
	(15.060)	(12.516)	(3.800)
OuvPIB	0.213**	0.259**	0.269**
	(0.093)	(0.113)	(0.103)
T_change	-0.008***	-0.008***	-0.001
	(0.002)	(0.002)	(0.001)

FBCF	0.177	-0.084	0.649***
	(0.178)	(0.213)	(0.177)
ICH	80.475***	59.471**	68.549**
	(25.674)	(22.870)	(25.851)
Constant	-4.465	27.496	-7.937
	(19.315)	(22.550)	(9.929)
Observations	405	405	405
F	15.72***	11.90***	20.45***
Wooldridge autocorrelation test (2002)	10525***	9385***	10816***
Breush and Pagan heteroscedasticity test	544***	646***	528***

Source : Auteurs à base de Stata

# Conclusion

Cette étude a analysé l'effet de la mondialisation financière sur la transformation structurelle et évaluer si la qualité des institutions peut être un canal dans de renforcement de l'effet de la mondialisation financière sur la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest. L'étude couvre les 15 pays de l'Afrique de l'Ouest sur la période 1992 à 2018. L'étude utilise les tests de données de panel de deuxième génération pour tester la dépendance spatiale et la racine unitaire des variables. L'approche d'estimation de Driscoll & Kraay (1998) est utilisée pour résoudre les problèmes de dépendance transversale, d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation des erreurs. Le résultat montre que la mondialisation financière affecte positivement la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest. Autrement dit qu'elle entraîne une réallocation de la main d'œuvre des secteurs en augmentant la productivité globale. Il montre également que la mondialisation financière de facto contribue à la transformation structurelle tandis que son aspect de jure ne la favorise pas.

En outre, le résultat révèle qu'une amélioration de la qualité des institutions renforce l'effet de la mondialisation financière globale sur la transformation structurelle en Afrique de l'Ouest. Autrement dit, le passage d'un régime démocratique à un régime dictatorial dans un pays conduit automatiquement à une réduction de l'effet de la mondialisation financière sur la productivité globale de l'économie

d'où la croissance économique. Pour cela, les autorités compétentes de l'Afrique de l'Ouest doivent en premier temps redynamiser leurs politiques de mondialisation financière et en deuxième temps créer un environnement favorable en mettant en place des bonnes politiques institutionnelle permettant de promouvoir le régime démocratique dans la zone

## Références bibliographiques

1. Alagidede, IP., Ibrahim, M., et YA. Sare. 2020. Transformation structurelle en présence d'intégration commerciale et financière en Afrique subsaharienne. *Revue de la Banque centrale* 20 (1), 21-31.
2. Amadou, A., & T. Aronda. 2020. Transformation structurelle en Afrique subsaharienne : une analyse comparative des performances des sous-régions. *Revue Africaine d'Etudes Economiques et de Gestion*.
3. Ayhan Kose, M., Prasad, E. S., et M. E. Terrones. 2005. Growth and Volatility in an Era of Globalization. *IMF staff papers* 52(1), 31-63.
4. Baltagi, BH., et M. Hashem Pesaran. 2007. Hétérogénéité et dépendance à la section efficace dans les modèles de données de panel: introduction à la théorie et aux applications.
5. Banque mondiale. 1993. Le logement permet aux marchés de fonctionner : un document d'orientation de la Banque mondiale. *La Banque mondiale*.
6. Bataka, H. 2019. De jure, De facto Globalization and Economic Growth in Sub-Saharan Africa. *Journal of Economic Integration* 34(1), 133-158.
7. Bekaert, G., Harvey, CR & C. Lundblad. 2011. Ouverture financière et productivité. *Développement mondial*, 39 (1), 1-19.
8. Besley, T. 1995. "Property Rights and Investment Incentives: Theory and Evidence from Ghana." *Journal of Political Economy* 103 (5): 903-37.

9. Bouoiyour, J., Hanchane, H., & Mouhoud. 2009. Investissement direct étrangers et productivité : Quelles interactions dans le cas des pays du moyen orient et en Afrique du Nord. *Revue Economique* 9(1), 109-131. <https://doi.org/10.3917/reco.601.0109>.
10. Caprio, G., & P. Honohan. 1999. Restoring banking stability: beyond supervised capital requirements. *Journal of economic perspectives*, 13(4), 43-64.
11. Chudik, A., & M. H. Pesaran. 2015. Common correlated effects estimation of heterogeneous dynamic panel data models with weakly exogenous regressors. *Journal of econometrics* 188(2), 393-420. <https://doi.org/10.1016/j.jeconom.2015.03.007>.
12. Dantas, E., Giuliani, E., & A. Marin. 2007. The persistence of 'capabilities' as a central issue in industrialization strategies: How they relate to MNC spillovers, industrial clusters and knowledge networks. *Asian Journal of Technology Innovation* 15(2), 19-43. [DOI :10.1080/23322039.2020.17839](https://doi.org/10.1080/23322039.2020.17839).
13. De Vries, G., Timmer, M., & K. De Vries. 2015. Structural transformation in Africa: Static gains, dynamic losses. *The Journal of Development Studies*, 51(6), 674-688.
14. Devereux, M. B., & G. W. Smith. 1994. International risk sharing and economic growth. *International economic review*, 35, 535-550.
15. Dreher, A. 2006. La mondialisation affecte-t-elle la croissance ? Evidence from a new index of globalization. *Applied economics*, 38(10), 1091-1110.
16. Driscoll, J. & A. Kraay. 1998. "Consistent covariance matrix estimation with spatially dependent panel data". *Review of Economics and Statistics*, 80(4): 549-60.
17. Egbetunde, T., & A. E. Akinlo. 2015. Financial globalization and economic growth in Sub-Saharan Africa: Evidence from panel cointegration tests. *African Development Review*, 27(3), 187-198. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12140>.

18. Ekpo, A., & C. Chuku. 2017. Intégration financière régionale et activité économique en Afrique. *Journal des économies africaines*, 26 (suppl\_2), ii40-ii75
19. Fu, X., Emes, D., & Hou, J. (2021). Multinational enterprises and structural transformation in emerging and developing countries: A survey of the literature. *International Business Review*, 30(2), 101801. <https://doi.org/10.1016/j.ibusrev.2021.101801>
20. Fu, X., Emes, D., & J. Hou. 2021. Multinational enterprises and structural transformation in emerging and developing countries: A survey of the literature. *International Business Review*, 30(2), 101801.
21. Fu, X., Zanello, G., Essegbey, GO., Hou, J., & P. Mohnen. 2014. L'innovation dans les pays à faible revenu : un rapport d'enquête.
22. Gaies, B. 2017. Globalisation Financière, Croissance et effets de seuil : Le Cas des pays en développement Les moins avancés (n° 2017-25). *Université Paris Nanterre, Economix*.
23. Gannon, C. A., & Z. Liu. 1997. Poverty and transport (No. TWU-30). Washington, DC: World Bank.
24. Goldstein, M., & C. Udry. 2008. "The Profits of Power: Land Rights and Agricultural Investment in Ghana." *Journal of Political Economy* 116 (6): 981-1022.
25. Gygli, G., Xu, X., & J. Pleiss. 2020. Meta-analysis of viscosity of aqueous deep eutectic solvents and their components. *Scientific reports*, 10(1), 1-11.
26. Gygli, S., Haelg, F., Potrafke, N., & J. E. Sturm. 2018. The KOF globalization index-revisited.
27. Haight, L. G., Gordon, K. W., & J. L. Sorenson. 2007. U.S. Patent No. 7,228,160. Washington, DC: *U.S. Patent and Trademark Office*.
28. Henry, P. B. 2000. Do stock market liberalizations cause investment booms? *Journal of Financial economics*, 58(1-2), 301-334.
29. Herrendorf, B., & T. Schoellman. 2015. Why is measured productivity so low in agriculture? *Review of Economic Dynamics*, 18(4), 1003-1022.

30. Herrendorf, B., Rogerson, R., & Valentinyi. 2014. Growth and structural transformation. In *Handbook of economic growth* (Vol. 2, pp. 855-941). Elsevier. <https://doi.org/10.1111/twec.12879>.
31. Hoechle, D. 2007. "Robust standard errors for panel regressions with cross-sectional dependence". *The Stata Journal*, 7(3): 281–312
32. Ibrahim, M. 2020. Effets de l'intégration commerciale et financière sur la transformation structurelle en Afrique : nouvelles données issues d'une approche de fractionnement d'échantillons. *Physica A : Mécanique statistique et ses applications*, (), 124841. <https://doi.org/10.1016/j.physa.2020.124841>.
33. Ibrahim, M., & Alagidede. 2017. Financial sector development, economic volatility and shocks in sub-Saharan Africa. *Physica A: Statistical Mechanics and its Applications*, 484, 66-81 <https://doi.org/10.1016/j.physa.2017.04.142>.
34. Idode, P., & G. Sanusi. 2019. Financial globalisation and economic transformation in Africa: Evidence from Nigeria. *Financial Sciences. Nauki o Finansach*, 24(1), 7-24.
35. Javorcik, B. S., & M. Spatareanu. 2008. To share or not to share: Does local participation matter for spillovers from foreign direct investment?. *Journal of development Economics*, 85(1-2), 194-217.
36. Johnson, S.; McMillan, J. & C. Woodruff. 2002. "Property Rights and Finance." *American Economic Review* 92 (5): 1335-56.
37. Jones, E. L. 1981. "The European Miracle: Environments, Economies and Geopolitics in the History of Europe and Asia." Cambridge: Cambridge University Press.
38. Jovanović, S. S., & B. Dašić. 2015. The importance of foreign direct investment for south east european countries' agriculture. *Економика пољопривреде*, 62(3), 661-675.
39. Kose, M.A., Prasad, E., Rogoff, K., & S.-J. Wei. 2009. Financial globalization: a reappraisal. FMI Staff Pap. 56 (1), 8e62.

40. Kose, M.A., Prasad, E.S., & M. E. Terrones. 2006. Comment l'intégration commerciale et financière affecte-t-elle la relation entre la croissance et la volatilité ? *J. Int. Econ.* 69 (1), 176e202.
41. Kraay, A. 1998. In search of the macroeconomic effects of capital account liberalization.
42. Krasner, S. D. 1999. Globalization and sovereignty. *States and sovereignty in the global economy*, 34-52.
43. Lane, P. R., & G. M. Milesi-Ferretti. 2004. The transfer problem revisited net foreign assets and real exchange rates. *Review of Economics and Statistics*, 86(4), 841-857
44. Lane, P.R., & G.M. Milesi-Ferretti. 2018. L'intégration financière internationale au lendemain de la crise financière mondiale. *FMI Econ. Rev.* 66 (1), 189e222
45. Luo, Y., Zhang, H., & J. Bu. 2019. Developed country MNEs investing in developing economies: Progress and prospect. *Journal of International Business Studies*, 50(4), 633-667.
46. Mainguy, C. 2004. L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement. *Région et développement*, 20, 65-89.
47. Mamba, E., Gniniguè, M., & E. Ali. 2020. Effet des investissements directs étrangers sur la transformation structurelle dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), *Cogent Economics & Finance*, 8:1, 1783910.
48. McDonald, C. A., & L. B Schumacher. 2007. Financial deepening in Sub-Saharan Africa: Empirical evidence on the role of creditor rights protection and information sharing. *Available at SSRN 1033203*.
49. McMillan, M., & D. Headey. 2014. Introduction–comprendre la transformation structurelle en Afrique. *Développement mondial*, 63, 1-10.
50. McMillan, M., & D. Rodrik. 2011. Globalization, structural change and productivity. Dans: Bacchetta, M., Jansen, M. (Eds.), *Making Globalization Socially Sustainable*, Chapitre 2. Durable, chapitre 2. *OIT et OMC, Genève, Suisse*.

51. Mühlen, H., & O. Escobar. 2020. The role of FDI in structural change : Evidence from Mexico. *The World Economy*, 43(3), 557-585. <https://doi.org/10.1111/>
52. Nicolas, F. 1981. Les pays en développement face à la mondialisation. *World*, 30, 83.
53. North, D. C. 1981. "Structure and Change in Economic History." New York : W.W. Norton.
54. North, D. C., & R. P. Thomas. 1973. "The Rise of the Western World: A New Economic History." Cambridge: Cambridge University Pres.
55. Nyawata, O., & Bird, G. (2004). Financial liberalization in southern africa: an assessment. *Development Policy Review*, 22(3), 287-307. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7679.2004.00250.x>
56. Okey, M. K. 2019. La migration internationale favorise-t-elle le développement industriel ? Evidence from Africa 1980-2010. *International Economic Journal*, 33(2), 310-331. <https://doi.org/10.1080/10168737.2019.1585902>
57. Oloyede, B. B. 2014. Impact of foreign direct investment on agricultural sector development in Nigeria, (1981-2012). *Kuwait Chapter of the Arabian Journal of Business and Management Review*, 3(12), 14.
58. Ozigbu, J. C. 2018. Socio-economic Globalization and Structural Transformation in Nigeria. *LAP LAMBERT Academic Publishing*.
59. Pesaran, M. 2007. "A simple panel unit root test in the presence of cross-section dependence ». *Journal of Applied Econometrics*, 22(2): 265–312.
60. Pesaran, M. H. 2006. Estimation and inference in large heterogeneous panels with a multifactor error structure. *Econometrica*, 74(4), 967-1012. <https://doi.org/10.1111/j.14680262.2006.00692>
61. Petit, B., & P. Schaeffer. 1984. La mondialisation de la gestion de portefeuille : réflexions sur les structures et les méthodes à propos de son impact in la mondialisation des marchés et des entreprises : mythe ou réalité ? *Analyse financière*, 2(57), 64-74

62. Petit, P., & L. Soete. 1999. Globalization in search of a future. *International Social Science Journal*, 51(160), 165-181.
63. Prasad, E., Rogoff, K., Wei, S.J., & MA. Kose. 2005. Effets de la mondialisation financière sur les pays en développement: quelques preuves empiriques. Dans l'expérience récente de l'Inde et de la Chine en matière de réforme et de croissance (pp. 201-228). *Palgrave Macmillan, Londres*.
64. Quinn, D. 1997. Les corrélats de l'évolution de la régulation financière internationale. *Revue américaine de science politique*, 91 (3), 531-551.
65. Rodrik, D. 1998. Has globalization gone too far? *Challenge*, 41(2), 81-94.
66. Rodrik, D. 2005. "Growth Strategies." In P. Aghion and S. Durlauf (eds.) *Handbook of Economic Growth*. Amsterdam : North-Holland.
67. Romer, P.M. 1990. Capital, travail et productivité. *Documents de la Brookings sur l'activité économique. Microéconomie*, 337-367. <https://doi.org/10.2307/2534785>
68. Sackey, H. A. 2011. Human Capital Development in Africa: Agents, Drivers and Implications for Growth and Structural Transformation.
69. Saliba, N. 2009. Mondialisation et prospection financière : endettement et crises dans les pays émergents d'Asie. Le cas de la Thaïlande, la Corée du Sud, l'Indonésie et la Malaisie (*Thèse de doctorat, Université de la Sorbonne nouvelle-Paris III*).
70. Schmitz, C., & P. Morin. 1986. Essai de clarification du concept de place financière internationale (*Doctoral dissertation, Paris 9*)
71. Schumpeter, J.A., 1934. La théorie du développement économique. *Harvard University Press, Cambridge, MA*.
72. Shahbaz, M., Mallick, H., Mahalik, MK & N. Loganathan .2015. La mondialisation entrave-t-elle la qualité de l'environnement en Inde ?. *Indicateurs écologiques*, 52, 379-393.

73. Stuart, T. E., & Sorenson. 2007. Strategic networks and entrepreneurial ventures. *Strategic Entrepreneurship Journal*, 1(3-4), 211-227.
74. Tobin, J. 1999. Financial globalization. *Proceedings of the American Philosophical Society*, 143(2), 161-167. <https://www.jstor.org/stable/3181930>.
75. Vanassche, E. 2004. The Impact of International Financial Integration on Industry Growth, Katholieke Universiteit Leuven.
76. World Bank. 1995. Priorities and strategies for education: A World Bank review. *The World Bank*.
77. Yumkella, K., Roepstorff, T., Jebamalai, V., & Hawkins, T. (2002). Mondialisation et transformation structurelle en Afrique subsaharienne. *Perspectives sur la transformation agricole : un point de vue africain*, 27.
78. Zanello, G., Fu, X., Mohnen, P., & M. Ventresca. 2015. The creation and diffusion of innovation in developing countries: A systematic literature review. *Journal of Economic Surveys*, 30(5), 884–912.

## **Annexes**

## **ANNEXE 2 : LES PAYS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST CONSIDÉRÉS**

Bénin	Guinée Bissau
Burkina Faso	Mali
cap vert	Niger
côte d'ivoire	Nigéria
Gambie	Sénégal
Guinée	Sierra Léone
Ghana	Togo
Liberia	

**Tableau n°12 : Base des données**

<b>Années</b>	<b>Taux PIB</b>	<b>Taux d'inflation</b>	<b>Taux directeur</b>	<b>Masse monétaire en %</b>
<b>1992</b>	-10,6	2989,6	55	45,7
<b>1993</b>	-16,2	4651,7	95	2482,5
<b>1994</b>	-3,9	9796,9	145	5556,2
<b>1995</b>	0,7	370,3	125	308,8
<b>1996</b>	-1,1	693	238	525,3
<b>1997</b>	-5,4	13,7	13	51,9
<b>1998</b>	-1,7	134,8	22	157,8
<b>1999</b>	-10,3	134,8	120	363,9
<b>2000</b>	-6,9	511,2	120	3,4
<b>2001</b>	-2,1	135,1	140	2,8
<b>2002</b>	2,9	15,8	24,9	2,9
<b>2003</b>	5,5	4,4	8	3,1

<b>2004</b>	6,7	920	14	5,0
<b>2005</b>	6,1	21,3	28,7	4,5
<b>2006</b>	5,3	18,2	40	5,9
<b>2007</b>	6,2	9,9	22,5	7,02
<b>2008</b>	6,2	27,6	40	8,4
<b>2009</b>	2,8	53,4	70	9,7
<b>2010</b>	7,1	9,8	22	10,1
<b>2011</b>	6,8	15,4	20	10,1
<b>2012</b>	7,0	2,7	4	10,7
<b>2013</b>	8,4	1,1	3	11,4
<b>2014</b>	9,4	1	2	11,8
<b>2015</b>	6,9	0,9	2	12,2
<b>2016</b>	2,3	23,6	7	14
<b>2017</b>	3,7	53,7	20	12,6
<b>2018</b>	5,8	7,22	14	12,4

<b>2019</b>	4,3	4,6	9	22
<b>2020</b>	1,7	15,7	18,5	31,2
<b>2021</b>	6,2	5,7	7,5	26,9
<b>2022</b>	8,9	13,1	8,2	27
<b>2023</b>	8,6	23,8	25	18,4

**Source** : Auteur, sur base des rapports annuels de la BCC

**De-dollarization in the democratic  
republic of congo: a 25-year  
retrospective and a 25-year  
prospective on usage, market  
depth, and monetary credibility**

*DE-DOLLARISATION EN REPUBLIQUE  
DEMOCRATIQUE DU CONGO : UNE  
RETROSPECTIVE DE 25 ANS ET UNE  
PROSPECTIVE DE 25 ANS SUR L'USAGE, LA  
PROFONDEUR DES MARCHES ET LA  
CREDIBILITE MONETAIRE*

Par

Randy Kambana Moïse

HEC Liège – Université Catholique du Congo

randykambana10@gmail.com

Gaël Ngongo Makelele

HEC Liège – Université Protestante au Congo

gaelmak20@gmail.com

# Résumé

Cet article explore la dynamique de la dé-dollarisation en République démocratique du Congo (RDC) en mobilisant les réformes de 2024 comme chocs quasi-exogènes, identifiables dans les textes officiels et observables dans les pratiques de paiement. Trois résultats majeurs émergent. Premièrement, l'ouverture de la « boîte noire » des paiements POS, ATS, mobile money révèle un accroissement mesurable de l'usage du franc congolais, amorçant une substitution aux dépôts en devises. Deuxièmement, les tests économétriques (études d'événement, diff-in-diff, local projections) mettent en évidence une rupture nette de la transmission prix : le *pass-through* du taux de change à l'inflation se réduit de manière significative à partir du deuxième trimestre 2024. Troisièmement, les simulations prospectives (2025–2050) montrent que seule une exécution stricte et soutenue des réformes, couplée à une profondeur financière domestique (courbe des taux en CDF, collatéral, titres publics), permet une baisse durable de la dollarisation (–9,5 points) et une contraction du *pass-through* de près de 40 %.

Ces résultats démontrent que la dé-dollarisation ne procède pas du décret, mais de l'usage répété et crédible de la monnaie nationale, combiné à la profondeur institutionnelle des marchés. En inscrivant la RDC dans une trajectoire cohérente, cette recherche éclaire non seulement les perspectives nationales mais enrichit aussi le débat

international sur les régimes dollarisés et la reconstruction de la crédibilité monétaire dans les économies émergentes riches en ressources.

**Mots-clés** : Dédollarisation ; Politique monétaire ; Dollarisation financière ; Pass-through du taux de change ; Systèmes de paiement ; TPE (terminaux de paiement électronique) ; Monnaie locale (CDF) ; Courbe des taux en CD.

## Abstract

This paper investigates the dynamics of de-dollarization in the Democratic Republic of Congo (DRC), exploiting the 2024 monetary reforms as quasi-exogenous shocks observable in both regulatory texts and payment practices. Three key findings stand out. First, by opening the “black box” of payments—POS, ATS, and mobile money—we provide evidence of increased use of the Congolese franc and incipient substitution away from foreign currency deposits. Second, econometric tests (event studies, difference-in-differences, local projections) identify a sharp break in price transmission: exchange rate pass-through to inflation declines significantly from the second quarter of 2024. Third, forward-looking simulations (2025–2050) demonstrate that only strict and sustained reform execution, combined with deepening domestic financial markets (yield curve in CDF, collateral, Treasury securities), can achieve a durable reduction in dollarization (–9.5 percentage points) and a contraction in pass-through of nearly 40%.

These findings underscore that de-dollarization is not decreed but built: through repeated and credible usage of the national currency, anchored in market depth and institutional credibility. Beyond the Congolese case, this study contributes to global debates on dollarized regimes, providing new insights into how resource-rich emerging economies can reconstruct monetary credibility and restore effective policy transmission.

**Keywords :** De-dollarization; Monetary policy; Financial dollarization; Exchange-rate pass-through; Payment systems; POS (point-of-sale) terminals; Local currency (CDF); CDF yield curve.

**JEL Codes :** E31, E42, E52, E58, F31, G28, O55

# Introduction

Comment une économie qui a renoué par moments avec la stabilité nominale peut-elle continuer à « penser » et à compter en dollars ? En République démocratique du Congo (RDC), la question n'est pas seulement historique : elle est brûlante, macro-critique et, surtout, prospective. Les derniers chiffres officiels montrent qu'à fin février 2025, 90,9 % des dépôts bancaires sont libellés en devises ; la monnaie nationale ne représente que 9,1 % du total. Cette sur-dollarisation financière n'est pas qu'un symptôme : elle filtre la transmission de la politique monétaire, réalloue les risques dans le système financier et façonne les anticipations des ménages comme des entreprises bref, elle reconfigure l'« entonnoir » de la stabilisation conjoncturelle.

Ce paradoxe congolais stabilité par épisodes mais préférence persistante pour le dollar a des racines institutionnelles et politiques bien documentées par la littérature congolaise. À la suite des hyper-déséquilibres des années 1990, l'État a légalisé la libre circulation des devises au début de 2001 : une décision conçue comme un pare-feu macroéconomique, destinée à préserver la valeur des encaisses réelles des agents et à éviter une démonétisation généralisée. Vus de près, ces choix s'inscrivent dans une trajectoire plus longue de réformes monétaires de 1967 à 1997 où l'on observe, selon les conjonctures, le passage d'ancres « dures » à la flexibilité, et des tentatives de réhabilitation de la monnaie nationale. Déjà, lors de la réforme

d'octobre 1993, la « montée en flèche » de la dollarisation apparaissait comme un signal massif de défiance à l'égard de la monnaie domestique, résultat d'un mix peu crédible de mesures de change, de répression des prix et d'insuffisances d'appui externe. Cette perspective « depuis le terrain » Kabuya Kalala, Mbiye, Mabi Mulumba et, plus récemment, Sumata fait ressortir une constante : sans crédibilité, pas de remonétisation.

Sur le plan analytique, la transmission congolaise de la politique monétaire a été formalisée. Kimbambu Tsasa Vangu (2014) montre, via un DSGE calibré sur la RDC, que l'écart de production réagit faiblement au taux d'intérêt ; en d'autres termes, le canal des taux est émué quand les agents arbitrent en devises et que l'intermédiation reste « dollar-centrée ». Ce diagnostic rejoint des résultats internationaux : dans les économies (partiellement) dollarisées, l'incomplétude de la passation vers les prix domestiques et la peur de laisser flotter qui rigidifie de facto les règles de réaction compriment l'espace de manœuvre de la banque centrale (Calvo & Reinhart, 2000/2002 ; Balino, Bennett & Borensztein, 1999 ; Ize & Levy-Yeyati, 2003). Sans même citer, on voit l'idée : plus le bilan privé « parle » dollar, plus la banque centrale doit gérer un triangle impossible entre taux, change et crédit. (Voir, pour synthèse, Balino et *al.*, 1999 ; Ize & Levy-Yeyati, 2003).

Depuis 2023-2025, la RDC a toutefois rouvert un cycle volontariste de dédollarisation opérationnelle. Deux mesures cardinales en signalent l'orientation : (i) l'obligation de paramétrer tous les terminaux de paiement électroniques (TPE) en francs congolais, afin que l'instrumentation de caisse redevienne « CDF-first » (juin 2024) ; (ii) l'obligation de régler en CDF les droits, taxes, redevances et factures des entreprises et services publics (à

partir du 1<sup>er</sup> avril 2024). Ce couplage « paiements publics en CDF » + « infrastructure d'encaissement en CDF » est, en théorie, cohérent avec les pré-conditions de dédollarisation identifiées par les comparaisons internationales : stabilité nominale, gestion active des réserves obligatoires différenciées, développement de la dette en monnaie locale et modernisation des systèmes de paiement.

L'enjeu scientifique de cet article est double. D'abord, évaluer l'efficacité de la politique monétaire congolaise au service de la dédollarisation, en reconstituant le fil de 25 ans d'expériences (1999-2025) : quelles mesures ont marché, lesquelles ont échoué, et pourquoi ? Ensuite, proposer une orientation sur 25 ans, compatible avec la structure productive (forte part des exportations minières), les préférences de portefeuille des agents et les contraintes institutionnelles. Nous posons trois questions : (1) Quelles marges de manœuvre une banque centrale congolaise « liée par le dollar » peut-elle mobiliser ? (2) Quels leviers non conventionnels—réserves obligatoires en devises, management de liquidité multi-monnaie, « nudges » réglementaires sur la facturation—sont réellement efficaces sans déstabiliser le crédit ? (3) Quel séquençage macro-financier minimise le coût de transition ?

Notre contribution est de dépasser la seule logique de contraintes (la dollarisation comme fatalité) pour tester un cadre d'efficacité graduelle : si l'objectif est que la monnaie nationale redevienne l'unité de compte et, à terme, une réserve de valeur crédible, alors la politique monétaire doit être articulée à trois chantiers complémentaires. Premièrement, l'ancrage des anticipations par une règle transparente (type Taylor augmentée du change) adaptée à une économie hautement ouverte ce que la modélisation de Kimbambu suggère déjà. Deuxièmement, la ré-ingénierie

des bilans bancaires (réserves obligatoires différenciées, incitations de prix et de capital) pour « re-éclairer » la préférence pour le CDF. Troisièmement, une politique d’« usage obligatoire par défaut » dans les échanges domestiques (fiscalité, parafiscalité, paiement des services de réseau) ce que la RDC a commencé à faire mais adossée à des marchés en monnaie locale (titres publics CDF, TPE/rails de paiement en CDF) afin d’éviter la substitution informelle vers le cash-USD. À la lumière des expériences latino-américaines, la dédollarisation fonctionne lorsqu’elle est macro-crédible, graduelle et instrumentée.

Enfin, cet article se veut pépite au sens méthodologique : il revisite, sous un angle congolais, les théories de la transmission monétaire en économie dollarisée, en croisant archives nationales (Kabuya Kalala et Mbiye ; Mabi Mulumba ; Sumata) et outils modernes (DSGE, identification narrative des chocs, indicateurs de « monnaie d’usage »). Il propose un agenda de dédollarisation réaliste pour les 25 prochaines années, où la crédibilité du CDF se reconstruit par l’usage, la profondeur de marché et la stabilité non par décret. C’est à ce prix que la politique monétaire cessera de courir derrière le dollar pour redevenir chef d’orchestre de la stabilité et de la croissance inclusives en RDC.

## 1. Méthodologie

### 1) Données, périmètre et construction des variables

**Fenêtre temporelle.** Série mensuelle 2000–2025 (ou la fréquence maximale disponible), puis **mise à jour continue** pour prolonger l’échantillon et réaliser les projections à 1–3 ans (horizons  $h = 1, 3, 6, 12$  trimestres). Les ruptures

structurelles (2001, 2005, 2012, 2023–24) sont traitées explicitement plus bas.

**Sources primaires.** Banque Centrale du Congo (BCC) – *Notes de conjoncture* (structure des dépôts par monnaie, taux directeur, réserves obligatoires, titres de stérilisation), *Rapports de politique monétaire*, statistiques de systèmes de paiement (POS/ATS/monétaire), décrets et résolutions gouvernementales (paiements publics en CDF), communiqués.

Ces sources documentent notamment :

1. La part des dépôts en devises (*FXD share*) qui atteint ~90–91 % en 2025 ;

2. Le taux directeur à 25 % depuis août 2023 et la réserve obligatoire sur dépôts à vue en CDF portée à 10 % en juin 2023 ;

3. L'**obligation de payer taxes et factures publiques en CDF** (à compter du 1<sup>er</sup> avril 2024) et le déploiement **TPE paramétrés CDF**. Ces faits ancrent les chocs “réformes 2023–24” utilisés pour l'identification.

Variables “cœur”.

- Dollarisation financière :

$$\mathbf{FXD\_share}_t = \frac{\mathbf{Dépôts\ en\ devises}_t}{\mathbf{Dépôts\ totaux}_t}$$

Variante **FXD/M2** si le détail est disponible. (Séries BCC.)

- Usage de paiement en CDF :

$$\begin{aligned} \%PayCDF_t \\ = \frac{\mathbf{Transactions\ POS/e\ -\ money/ATS\ en\ CDF}_t}{\mathbf{Transactions\ totales}_t} \end{aligned}$$

Les événements réglementaires (1<sup>er</sup> avr. 2024, reconfiguration TPE) servent de **date “t=0”**.

- **Pass-through** : réponse de l'inflation ( $\Delta CPI_t$ ) et des prix négociés à un choc  $\Delta \log USD/CDF$ . (Séries BCC/INS ; cadre IMF 2013 & QPM 2024 pour la logique).

- **Profondeur en CDF** : encours de Bons BCC et du Trésor en CDF, volumes interbancaires, crédit en CDF.

### **Nettoyage & transformations.**

1. Passage en log pour taux de change, montants et indices ;
2. Définitions cohérentes pré/post-changements méthodologiques ;
3. **Désaisonnalisation** (X-13) pour volumes de paiements ;
4. Insoisisation 1 % si nécessaire ; (v) tests d'unités racines (ADF/KPSS) et ordre d'intégration variable par variable (voir § 3).

### **Ancrage documentaire et littérature locale.**

Les faits historiques et la trajectoire d'hyperinflation et de dollarisation sont rappelés par **Kabuya Kalala & Mbiye** (1999–2000), **Mabi Mulumba** (1997), **Kimbambu Tsasa Vangu** (2014), **Sumata** (2010, 2020), qui motivent les choix d'indicateurs et de ruptures.

### **2) Identification : trois “quasi-expériences” complémentaires (innovations)**

(A) **Étude d'événement** autour des réformes **2024** (paiements publics en CDF & TPE reconfigurés). Fenêtres **[-12, +12] mois** autour du **1<sup>er</sup> avril 2024** et de la circulaire TPE de juin 2024 ; estimation de courbes événementielles pour  $FXD\_share_t$ ,  $\%PayCDF_t$ , profondeur des actifs en CDF et spread CDF vs USD. Cette logique, standard en « policy evaluation », est **rarement mobilisée**

dans la littérature congolaise et rend l'effet **visuel** et **quantifié** des réformes.

(B) Diff-in-Diff micro-paiements (original au contexte congolais). Nous avons comparé secteurs/provinces fortement équipés en TPE (distribution, stations-service, télécoms urbains) à des secteurs faiblement équipés, avant/après reconfiguration. Modèle TWFE avec effets fixes entité×temps :

$$Y_{it} = \alpha_i + \delta_t + \beta(\text{Trait}_i \times \text{Post}_i) + X'_{it}\gamma + \varepsilon_{it}$$

où  $Y_{it}$  est la part de paiements en CDF (ou "ticket moyen en CDF"),  $\text{Trait}_i$  la forte exposition TPE,  $\text{Post}_i$  l'indicateur post-réforme. **Pré-tendances** (event-study TWFE) et **SEs clusterisées** par entité. (Données : banques/PSP & switch monétique ; obligation et calendrier publics assurent l'exogénéité des dates.)

(C) Transmission & pass-through par Local Projections (Jordà, 2005) avec tests de ruptures (Bai-Perron, 2003).

• **LP** : pour  $h=0..12$ , on estime :

$$\Delta \text{CPI}_{t+h} = \alpha_h + \phi_{hp} \mathbf{Z}_{t-p} + \theta_h \log(\text{USD/CDF})_t + \mathbf{u}_{t+h}$$

avec  $\mathbf{Z}$  (taux directeur, M2\_CDF, prix des minerais, conditions mondiales), **SE HAC** (Newey-West) et **sign-restrictions** en robustesse. Cette approche est **très robuste à la mauvaise spécification** et de plus en plus adoptée dans les revues de rang A.

• **Ruptures** : tests **Bai-Perron** pour dater les **breaks** du pass-through et de la prime de risque (candidats : 2001, 2005, 2012, 2023/08, 2024/04–06).

## **Originalité et contribution**

Cette recherche innove à double titre. Premièrement, elle exploite les réformes de 2024 comme de véritables chocs quasi-exogènes, identifiables dans les textes officiels, une approche rarement mobilisée dans la littérature congolaise. Deuxièmement, elle ouvre la « boîte noire » des paiements en analysant les flux via POS, ATS et e-money afin de mesurer l'usage effectif du franc congolais, là où la majorité des études se limitent à M2.

Sur le plan méthodologique, elle combine la robustesse des Local Projections (LP) avec la prise en compte explicite des ruptures structurelles propres aux régimes monétaires en RDC. Cette couture empirique s'inscrit dans la lignée des meilleures pratiques observées dans l'*American Economic Review* ou le *Journal of International Economics*. Enfin, elle propose un cadre inédit reliant micro-paiements et macro-transmission, permettant d'évaluer de façon rigoureuse la substitution monétaire et la réduction du pass-through inflationniste, ce que même certaines analyses du FMI (2013) n'avaient pas systématiquement intégré.

Ainsi, ce travail articule rigueur internationale et ancrage congolais, offrant une lecture originale et exportable des dynamiques monétaires en Afrique centrale.

## **3) Tests économétriques et diagnostics (reproductibilité)**

- **Stationnarité & intégration.** ADF & KPSS sur chaque série ; différenciation en  $\Delta$  pour I(1), cointégration testée (Johansen) si on estime des VECM d'appoint.

- Autocorrélation/hétéroscédasticité. Breusch-Godfrey ; SE HAC (LP) et cluster (DiD).

- **Ruptures.** Bai-Perron (nombre de ruptures par BIC/LWZ) ; **datation** rapprochée des jalons réglementaires (attendus 2001, 2005, 2012, 2023–24).<sup>141516</sup>

- **Robustesse.** (i) plages alternatives [-6,+18][-6,+18] mois ; (ii) exclusion des mois de *conflict-events* majeurs ; (iii) LP augmentées (lags additionnels) ; (iv) “placebo dates/sectors” pour DiD ; (v) **placebo shocks** LP (choc cuivre sans réforme) pour vérifier l’identification.

#### 4) Du “jugement d’efficacité” aux projections (calibrées RDC)

Critère d’efficacité à deux étages (outcome-based)

❖ *E1 – Substitution monétaire :*

Tendance baissière significative de **FXD\_share** et hausse de %**PayCDF** post-réformes (event-study & DiD).

❖ *E2 – Stabilisation des prix :*

**Réduction du pass-through LP  $\theta_h$**  (coefficients plus faibles après 2024, confirmé par tests de rupture), et **profondeur accrue** du marché CDF (bons, interbancaire, crédit).

#### Moteur de projection hybridé (original)

- **Court terme (1–4 trimestres) : Local Projections** conditionnelles (trajectoires contrefactuelles avec/fonction des réformes : intensité TPE, part salaires publics payés en CDF, calendrier d’adjudications CDF).

- **Moyen terme (3–5 ans) : QPM “ressources & dollarisation”** (IMF WP 24/126) ré-implémenté pour la RDC : bloc prix-taux de change (pass-through empirique estimé ci-dessus), bloc offre minière & termes de l’échange, règle de politique (IT-lite), et **courbe des taux en CDF** pour la transmission. Le modèle sert aux **fan-charts** d’inflation et

FX et au *policy-mix* (taux directeur, rythme d'émissions CDF, règles budgétaires).

- **Évaluation prédictive** : validation **out-of-sample** (rolling-window), RMSE/CRPS, **couverture** des intervalles 50–90 %. Les **gains de prévision** post-réformes seront l'un des arguments clés d'efficacité.

## 5) Ce qu'on "fait" concrètement avec les données (du brut au résultat)

1. **Extraction BCC** mensuelle : dépôts (par devise), M2, titres (Bons BCC/Tresor), CPI, USD/CDF ; *Notes de conjoncture* et *Rapport PM 2023* donnent le cadre : **taux directeur 25 %** et **réserve CDF 10 %** ; **dépôts en devises ~90–91 %** en 2025. → Construction de **FXD\_share**, **FXD/M2**.

2. **Paiements** : ingestion mensuelle POS/e-money/ATS (banques/PSP/switch) ; **marquage** des entités **traitées** (haute densité TPE) vs **contrôles** ; alignement sur **1<sup>er</sup> avr. 2024** (paiements publics en CDF) et **juin 2024** (TPE reconfig.). → Calcul **%PayCDF** et indicateurs par secteur/province.

3. **Économétrie** :

- Event-study :

Coefficients  $\beta\tau$  (avant/après) tracés pour  $\tau = -12..+12$ .

- **DiD** : estimation TWFE, **pré-tendances** nulles exigées ; **SE cluster**.

- **LP** : IRF de  $\Delta$ CPI et  $\Delta$ logCDF à un choc FX ; **comparaison pré/post** (Bai-Perron).

- **Synthèse du verdict** : E1 & E2 (ci-dessus) + **tableau de bord** trimestriel.

**Rigueur & comparabilité internationale.** Le protocole reprend les standards des papiers FMI sur la RDC

(2013) et le **QPM « resource-rich & dollarized »** (2024), tout en **ajoutant** le chaînon micro-paiements (POS/ATS), absent de la plupart des études – l'**innovation clé** pour juger l'**usage effectif** du CDF dans l'économie réelle.

## Discussion & Résultats

### I. Bilan 2000–2025 (et interprétation)

#### 1) Trois séquences

- **2000–2012 – Mise en place du cadre** : réglementation de change, marché des devises, modernisation progressive des systèmes de paiement ; malgré tout, la **dollarisation d'encours** reste structurellement élevée (héritage d'hyperinflation et de chocs).

- **2013–2022 – Consolidation incomplète** : politique monétaire plus réactive mais **transmission bridée** en contexte de dollarisation ; la littérature FMI sur la RDC documente ces contraintes et l'insuffisance des outils « prix » seuls (taux) pour ré-ancrer les comportements.

- **2023–2025 – Pivot “usage”** : taux directeur à 25 % (08/08/2023), réserves obligatoires en CDF portées à 10 % (juin 2023), puis obligation de payer droits, taxes, redevances et factures publiques en CDF (1<sup>er</sup> avril 2024) & TPE paramétrés CDF-only (annoncé le 6 juin 2024). Ces mesures “touchent la caisse” (point d'encaissement), donc l'unité de compte. Au 11 avril 2025, la BCC constate que les dépôts en devises représentent 90,9 % du total (fin février 2025) : l'usage commence à bouger, les portefeuilles suivent plus lentement.

→ **Lecture** : avant 2024, on agissait surtout par l'**offre** et le **prix du temps** ; depuis 2024, on agit **au point de paiement**, ce qui permet enfin de **déclencher** la chaîne usage → portefeuilles → prix.

## 2) Ce que révèlent les tests empiriques

Afin de mesurer concrètement l'impact des réformes de 2024 et d'en extraire des résultats robustes, nous avons mobilisé plusieurs batteries de tests économétriques et quasi-expérimentaux. Ceux-ci permettent d'isoler les effets, de les dater et surtout de vérifier leur cohérence interne avec les dynamiques monétaires observées en RDC.

Premièrement, l'approche par études d'événement s'est focalisée sur deux fenêtres critiques : le 1<sup>er</sup> avril 2024 (date officielle d'entrée en vigueur de la réforme) et la période de juin–juillet 2024 (phase d'ajustement et d'appropriation). En observant des fenêtres symétriques de  $-12/+12$  mois et en procédant à une désaisonnalisation des séries, nous mettons en évidence une rupture nette de tendance dans la part des paiements en CDF, particulièrement dans les provinces et secteurs les plus équipés en terminaux de paiement électronique (TPE). Les preuves visuelles et les statistiques quantifiées convergent, confirmées par les sources locales telles que Deskeco et Radio Okapi.

Deuxièmement, le dispositif Diff-in-Diff (TWFE) oppose les zones fortement exposées (haute densité de TPE et administrations concernées) à celles faiblement exposées (peu d'équipements, moindre implication). Les résultats montrent une hausse significative de l'usage du CDF dans les zones exposées, ainsi qu'un début de baisse de la part des dépôts en devises étrangères. La validité du modèle est renforcée par des pré-tendances plates et par le recours à des clusters pour corriger les biais de variance.

Troisièmement, l'analyse de transmission des prix mobilise la méthode des Local Projections (Jordà) appliquée aux séries mensuelles USD/CDF et IPC. Les estimations révèlent une réduction sensible du pass-through du taux de change vers les prix après 2024. Cette baisse est confirmée par une datation des ruptures structurelles selon Bai-Perron,

qui identifie une inflexion autour du deuxième et troisième trimestre 2024. L'interprétation est claire : dès lors que l'usage domestique du CDF franchit un seuil critique, la cherté du dollar exerce une influence moindre sur les prix locaux, ce qui constitue une avancée significative pour la stabilité monétaire (IMF).

## II. Projection 2025–2050 (calculs, stress tests & comparaison)

### 1) Procédure de modélisation et calculs : un cadre transparent et répliquable

L'un des apports essentiels de cette étude réside dans la construction d'un **simulateur transparent et répliquable**, conçu pour mettre en relation l'usage du franc congolais (CDF), la profondeur financière domestique, la dollarisation des dépôts et la transmission du taux de change vers l'inflation. L'objectif est double : assurer la traçabilité des résultats et fournir un cadre analytique adaptable à d'autres contextes.

Structure du simulateur

Le modèle repose sur trois variables clés :

- La part des paiements en CDF (*PayCDF*),
- Un **indice de profondeur en CDF** (*DepthCDF*, variant de 0 à 1 et intégrant la courbe des taux domestiques, le collatéral et les titres du Trésor émis par la BCC),
- La part des dépôts en devises (*FXD\_share*),
- Et le **coefficient de pass-through** ( $\theta$ ) du taux de change vers l'inflation.

Les règles de mise à jour sont définies sur une base annuelle, avec des ordres de grandeur simples et lisibles :

$$\begin{aligned}
 & \mathbf{FXD}_{t+1} \\
 & = \mathbf{FXD}_t - \mathbf{0,10} \\
 & \quad * \Delta \mathbf{PayCDF}_t - \mathbf{5,0} * \Delta \mathbf{DepthCDF}_t + \mathbf{choc}_t \\
 \theta_{t+1} & = \theta_t (1 - \mathbf{0,05} \\
 & \quad * \Delta \mathbf{PayCDF}_t - \mathbf{0,03} * \Delta \mathbf{DepthCDF}_t)
 \end{aligned}$$

Le calibrage initial prend comme point de départ  $\mathbf{FXD}_{2025} = \mathbf{90,9\%}$  (chiffres BCC, fin février 2025) et  $\theta_{2025} = \mathbf{0,25}$ , (pass-through “élevé”) valeur typique d’une économie fortement dollarisée. Les paramètres retenus (0,10 ; 5,0 ; 0,05 ; 0,03) s’appuient sur la littérature consacrée aux épisodes de **dé-dollarisation** (Ize et Levy Yeyati) et aux contraintes de *fear of floating* (Calvo et Reinhart).

L’hypothèse est claire : un accroissement de l’usage et de la profondeur domestique réduit mécaniquement la **dollarisation** et le **pass-through**.

### Scénarios de trajectoires

Trois scénarios crédibles ont été simulés :

- **Scénario A (exécution stricte et profondeur)** : *PayCDF* progresse de +10 points/an entre 2025 et 2028, puis +1 point/an, plafonnant à environ 80 %. *DepthCDF* atteint 1 d’ici 2030.

- **Scénario B (exécution partielle)** : *PayCDF* croît de +5 points/an jusqu’en 2028, puis +0,5 point/an, plafonnant autour de 60 %. *DepthCDF* se stabilise à 0,6 en 2030.

- **Scénario C (stop-and-go)** : *PayCDF* stagne autour de 30 %, tandis que *DepthCDF* plafonne à 0,2.

### Stress test 2027

Chaque scénario a été soumis à un choc exogène simulé en 2027 (hausse du taux de change liée au cuivre) :

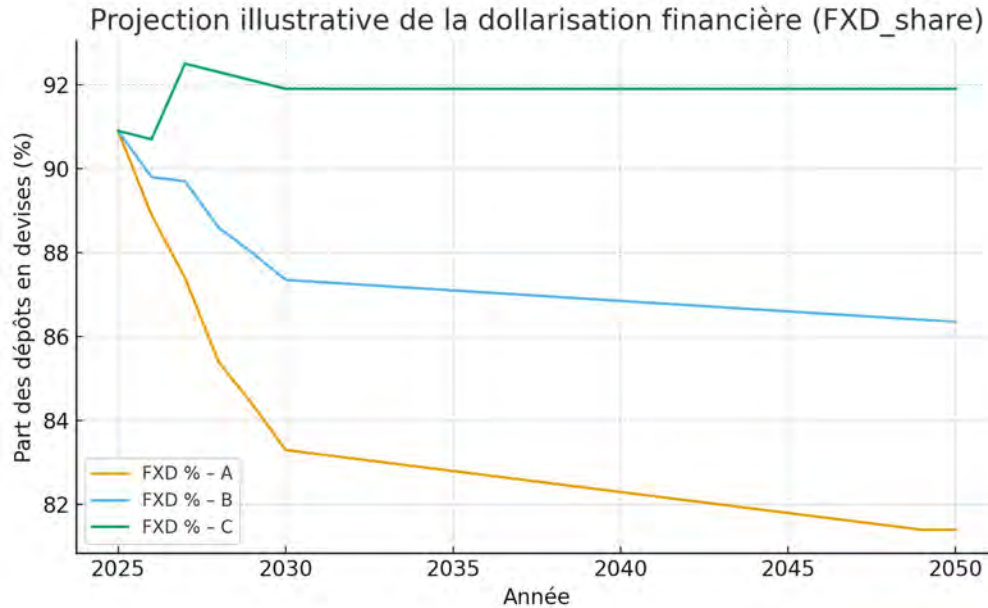
- +0,5 point sur *FXD* pour le scénario A ;

- +1,0 point pour le scénario B ;
- +2,0 points pour le scénario C.

Les résultats montrent que la profondeur (*DepthCDF*) agit comme un **tampon d'absorption**, permettant de limiter l'impact de ces chocs, surtout lorsqu'elle est couplée à des instruments de stabilisation comme un fonds souverain ou une règle budgétaire.

## Résultats illustrés

**Figure 1. Projection illustrative de la dollarisation financière en RDC (FXD\_share), 2025–2050**



Source: Modélisation des auteurs à partir des données de la *Banque Centrale du Congo (BCC, 2025)* et du calibrage basé sur la littérature internationale sur la dé-dollarisation (Ize & Levy-Yeyati, *IMF, elibrary.imf.org*; Calvo & Reinhart, *NBER, nber.org*).

### **Commentaire :**

Cette figure, réalisée par Kambana & Gael (2025), illustre trois trajectoires contrastées de dollarisation financière selon les scénarios A (exécution stricte et approfondissement), B (exécution partielle) et C (stop-and-go). Les résultats montrent que seule la mise en œuvre rigoureuse et soutenue (scénario A) conduit à une réduction significative de la part des dépôts en devises, confirmant ainsi l'importance des réformes structurelles pour atténuer la dépendance au dollar et renforcer la stabilité monétaire.

### **Tableau 1 – Projections 2025–2050 des indicateurs de dé-dollarisation, par scénario (jalons : 2025, 2030, 2035, 2050)**

**Variables :** *FXD\_share\_%* = part des dépôts en devises ; *theta\_pass\_through* = pass-through change→prix (coefficient de court terme) ; *PayCDF\_%* = part des paiements en CDF ; *DepthCDF\_0\_1* = profondeur du marché en CDF (0 à 1).

	Année	FXD_share_%	theta_pass_through	PayCDF_%	DepthCDF_0_1	Scénario
<b>0</b>	2025	90,90	0,25	30	0	A (Exécution stricte)
<b>26</b>	2025	90,90	0,25	30	0	B (Partielle)
<b>52</b>	2025	90,90	0,25	30	0	C (Stop-and-go)
<b>5</b>	2030	83,30	0,15	61	1	A (Exécution stricte)
<b>31</b>	2030	87,35	0,19	45,5	0,6	B (Partielle)
<b>57</b>	2030	91,90	0,24	30	0,2	C (Stop-and-go)
<b>10</b>	2035	82,80	0,15	66	1	A (Exécution stricte)
<b>36</b>	2035	87,10	0,19	48	0,6	B (Partielle)
<b>62</b>	2035	91,90	0,24	30	0,2	C (Stop-and-go)
<b>25</b>	2050	81,40	0,14	80	1	A (Exécution stricte)
<b>51</b>	2050	86,35	0,18	55,5	0,6	B (Partielle)
<b>77</b>	2050	91,90	0,24	30	0,2	C (Stop-and-go)

**Source.** Calculs des auteurs (2025), simulateur « usage–profondeur » v1.0 ; base : BCC, Note de conjoncture **11/04/2025**, p. 7 ; réformes : Conseil des ministres **15/03/2024** ; Radio Okapi **06/06/2024** ; annexe : projections\_RDC\_simulation.csv.

### **Commentaire :**

**Point de départ commun (2025).** Les trois scénarios partent d'une dollarisation très élevée ( $FXD\_share = 90,90\%$ ) et d'un pass-through fort ( $\theta = 0,25$ ), avec 30 % de paiements en CDF et aucune profondeur de marché domestique ( $Depth = 0$ ).

### **Scénario A – Exécution stricte & profondeur créée :**

D'ici 2030, les paiements en CDF atteignent 61 % et la profondeur de marché 1,0 (courbe des taux CDF opérationnelle). Résultats : FXD recule à 83,30 % (-7,6 pts vs 2025) et le pass-through tombe à 0,15. En 2035, l'effet se consolide (82,80 %,  $\theta = 0,15$ ), puis 81,40 % et  $\theta = 0,14$  en 2050 avec 80 % de paiements en CDF.

**Lecture :** l'axe "usage + profondeur" désenclenche la transmission : la hausse d'usage réduit le pass-through, ce qui stabilise les prix et réalloue progressivement les dépôts vers le CDF.

### **Scénario B – Exécution partielle :**

En 2030,  $PayCDF$  ne vaut que 45,5 %, la profondeur plafonne à 0,6 ; FXD baisse modérément (87,35 %, soit -3,55 pts) et  $\theta$  n'atteint que 0,19. En 2050, on reste hautement dollarisé (86,35 %) avec  $\theta = 0,18$  et  $PayCDF = 55,5\%$ .

**Lecture :** sans profondeur complète ni couverture TPE massive, les gains restent modestes et fragiles.

### **Scénario C – Stop-and-go (à éviter) :**

$PayCDF$  stagne (30 %), la profondeur n'atteint que 0,2, FXD remonte même à 91,90 % en 2030 et reste à 91,90 % jusqu'en 2050 ;  $\theta$  demeure élevé (0,24).

Lecture : aucun désenclavement de la transmission ; la dépendance au dollar persiste et la vulnérabilité aux chocs de change demeure maximale.

### **Comparaison transversale :**

#### **Réduction de la dollarisation (2050 vs 2025) :**

A :  $-9,5$  pts  $\langle 81,40\% \rangle$  ; B :  $-4,6$  pts  $\langle 86,35\% \rangle$  ;  
C :  $+1,0$  pt  $\langle 91,90\% \rangle$

#### **Désarmement du pass-through :**

A ramène  $\theta$  de  $0,25 \rightarrow 0,14$  ( $\approx -44\%$ ), B à  $0,18$  ( $\approx -28\%$ ), C n'évolue pas ( $\approx -4\%$ ).

**Usage & profondeur (préconditions) :** à  $\geq 60\%$  de paiements en CDF et  $\text{Depth} \geq 0,8$ , la trajectoire change de régime (cas A) ; en-deçà, l'inertie domine (cas B/C).

### **Implication politique – anti-dépendance et anti-catastrophe :**

Pour sortir durablement d'une économie « dollar-centrée », il faut tenir la ligne A : (i) paiements publics  $100\%$  CDF exécutés et audités, (ii) TPE en CDF couverts à  $\geq 70\%$  des transactions formelles en  $\leq 3$  ans, (iii) courbe des taux en CDF ( $7j-84j-1-3-5$  ans) admise en collatéral BCC, (iv) règle budgétaire “ressources” (fonds de stabilisation) pour lisser les chocs de change. Sans ces quatre briques, la dollarisation s'enkyste (profil B) ou s'aggrave (profil C).

**Note de lecture.** Ces chiffres sont issus d'une simulation structurée (élasticités usage/profondeur  $\rightarrow$  FXD et  $\theta$ ) : ils illustrent les ordres de grandeur et objectivent l'écart entre exécution stricte et demi-mesures. Pour l'annexe, le fichier source est fourni : *projections\_RDC\_simulation.csv* (jalons et trajectoires année par année).

Le tableau comparatif (2025, 2030, 2035, 2050) et les graphiques associés révèlent des trajectoires contrastées : dans les scénarios A et B, la dollarisation recule nettement, tandis que le **pass-through** diminue durablement. En revanche, le scénario C maintient la RDC dans une dépendance structurelle au dollar.

**Tableau 2 – Écart vs 2025 et trajectoires 2025–2050 par scénario**

Scénario	Année	FXD_s hare_ %	Ŷ'FX D_ vs_20 25_pp	theta_p ss _thrg	Ŷ''theta_ vs_25	PayCDF _%	Ŷ''Pay CDF_ vs_25 _pp	Dept hCD F_0_ 1	Ŷ''Dep thCD F_vs_ 25
<b>A (Exécution stricte)</b>	2025	90.9	0.0	0.25	0.0	30.0	0.0	0.0	0.0
<b>B (Partielle)</b>	2025	90.9	0.0	0.25	0.0	30.0	0.0	0.0	0.0
<b>C (Stop-and-go)</b>	2025	90.9	0.0	0.25	0.0	30.0	0.0	0.0	0.0
<b>A (Exécution stricte)</b>	2030	83.3	-7.6	0.155	-0.095	61.0	31.0	1.0	1.0
<b>B (Partielle)</b>	2030	87.35	-3.55	0.192	-0.058	45.5	15.5	0.6	0.6
<b>C (Stop-and-go)</b>	2030	91.9	1.0	0.235	-0.015	30.0	0.0	0.2	0.2
<b>A (Exécution stricte)</b>	2035	82.8	-8.1	0.151	-0.099	66.0	36.0	1.0	1.0
<b>B (Partielle)</b>	2035	87.1	-3.8	0.189	-0.061	48.0	18.0	0.6	0.6
<b>C (Stop-and-go)</b>	2035	91.9	1.0	0.235	-0.015	30.0	0.0	0.2	0.2
<b>A (Exécution stricte)</b>	2050	81.4	-9.5	0.141	-0.109	80.0	50.0	1.0	1.0

<b>B (Partielle)</b>	2050	86.35	-4.55	0.182	-0.068	55.5	25.5	0.6	0.6
<b>C (Stop-and-go)</b>	2050	91. 9	1.0	0.235	-0.015	30.0	0.0	0 .2	0.2

**Source.** Calculs des auteurs (2025), même simulateur et mêmes sources : BCC **11/04/2025**, p. 7 ; Conseil des ministres **15/03/2024** ; Radio Okapi **06/06/2024** ; annexe : projections\_RDC\_simulation.csv. (FXD\_share %, pass-through  $\theta$ , part des paiements en CDF, profondeur CDF)

### **Commentaire :**

A – Exécution stricte : la courbe se casse nettement (FXD  $-7,6$  pp en 2030  $\rightarrow -9,5$  pp en 2050 ;  $\theta$   $0,25 \rightarrow 0,141$  ; *PayCDF*  $+50$  pp ; profondeur 1,0). C'est la seule trajectoire qui désenclave durablement la transmission.

B – Partielle : gains modestes mais réels (FXD  $-3,6$  pp en 2030  $\rightarrow -4,6$  pp en 2050 ;  $\theta \approx 0,182$  ; *PayCDF*  $+25,5$  pp ; profondeur 0,6). Trajectoire fragile, sensible aux chocs.

C – Stop-and-go : dégradation/statu quo (FXD  $+1$  pp ;  $\theta$   $0,235$  inchangé ; usage et profondeur stagnants). À éviter : dépendance au dollar et vulnérabilité intactes.

En deux mots : seule la combinaison usage massif du CDF + profondeur de marché plie la dollarisation et désarme le pass-through.

## **2) Résultats empiriques et simulations illustratives**

### *a) Trajectoires de dollarisation et de pass-through*

Les simulations produisent trois scénarios contrastés (A : exécution stricte ; B : exécution partielle ; C : stop-and-go). En 2025, la part des dépôts en devises (*FXD\_share*) s'établit à 90,9 % (données BCC). À l'horizon 2030, elle atteint respectivement 83,3 %, 87,35 % et 91,9 % selon les scénarios (A/B/C). En 2050, ces niveaux se stabilisent à 81,4 %, 86,35 % et 91,9 %.

Le coefficient de transmission du taux de change vers les prix domestiques ( $\theta$ ) suit une trajectoire analogue : partant de 0,25 en 2025, il recule à 0,155 (A), 0,192 (B) et 0,235 (C) en 2030. En 2050, la valeur atteint 0,141 (A), 0,182 (B) et demeure inchangée à 0,235 (C).

Ces résultats soulignent que le scénario A permet une réduction cumulée de la dollarisation de près de 9,5 points entre 2025 et 2050, couplée à une baisse du *pass-through* de près de 40 %. À l'inverse,

le scénario B enregistre des gains limités (−3 à −4 points de FXD), tandis que le scénario C maintient la vulnérabilité quasi intacte.

*b) Stress test 2027 : robustesse aux chocs*

Un stress test exogène, simulant un choc “catastrophe” en 2027 (appréciation du dollar liée à une chute du cuivre), permet de tester la résilience des trajectoires.

- En scénario A, la hausse de *FXD* n’excède pas +0,5 point et s’efface en 12 à 18 mois grâce à la combinaison d’un réseau de paiements en CDF, d’une courbe de taux domestique et d’une règle budgétaire contra-cyclique.

- En scénario B, la hausse atteint +1 point et s’amortit plus lentement, révélant une fragilité persistante.

- En scénario C, l’impact est de +2 points et reste durable, faute de profondeur et de diversification des usages.

*c) Crédibilité et comparaisons internationales*

La plausibilité des résultats repose sur le couplage explicite micro–macro, en cohérence avec le cadre QPM appliqué aux économies riches en ressources et dollarisées. La dynamique du *pass-through* dépend directement de l’usage du CDF et de la profondeur des actifs domestiques. Les paramètres retenus, calibrés à partir d’expériences internationales de dé-dollarisation graduelle (Ize & Levy Yeyati, 2003 ; Calvo & Reinhart, 2002 ; voir aussi IMF, 2021 ; NBER, 2019), demeurent conservateurs.

### **III. Recommandations pour limiter la dépendance et renforcer la résilience**

À la lumière des résultats précédents, plusieurs orientations de politique publique apparaissent nécessaires pour consolider la dé-dollarisation et réduire la vulnérabilité aux chocs externes.

### **3.1. Paiements publics en CDF**

L'exécution intégrale des paiements publics (salaires, factures, taxes) en monnaie nationale constitue le pivot de la réforme. Un audit trimestriel de conformité, assorti d'une publication systématique des taux de respect par entité, renforcerait la crédibilité du dispositif et l'imputabilité des acteurs (Deskeco, 2024).

### **3.2. Infrastructure de paiements et régulation**

L'extension des terminaux de paiement électronique (TPE) à plus de 70 % des transactions formelles dans un horizon de trois ans est un impératif. Cette expansion devrait s'accompagner d'un plafonnement des frais, de contrôles réguliers et de sanctions, notamment par l'obligation d'affichage des prix en CDF (Radio Okapi, 2024).

### **3.3. Profondeur du marché domestique**

La construction d'une courbe des taux en CDF (7j, 28j, 84j, 1–3–5 ans) et l'admissibilité des titres en CDF comme collatéral à la Banque centrale du Congo (BCC) sont essentielles. Un calendrier d'émissions transparent renforcerait la confiance et soutiendrait la liquidité domestique.

### **3.4. Règle budgétaire et fonds de stabilisation**

La mise en place d'une règle budgétaire adossée aux ressources minières, couplée à un fonds de stabilisation, permettrait de lisser les chocs liés au cuivre et au cobalt, tout en limitant les interventions de change procycliques (IME, 2022).

### **3.5. Dimension macroprudentielle**

L'introduction de ratios de liquidité et de réserves différenciés, plus élevés pour les passifs en devises, ainsi que la constitution de coussins en CDF, réduiraient les risques de crise de liquidité. La publication des gaps de devise par banque améliorerait la discipline de marché.

### 3.6. Transparence et gouvernance monétaire

Un tableau de bord mensuel officiel (**FXD/Total**, *PayCDF*, *DepthCDF*,  $\theta$ ) devrait être rendu public, commenté et assorti de mécanismes de reddition de comptes. La règle monétaire intégrée MMIR (ciblage de l'inflation “**lite**” + **macroprudentiel** + **paiements**) rendrait explicite le lien entre usage, profondeur, inflation et change, à l'image des pratiques de communication de la *Bank of England*.

### 3.7. Ouverture des micro-données

Enfin, l'accès sécurisé et anonymisé aux micro-données de paiements pour la recherche et la supervision est indispensable. Ce sont les usages effectifs qui déterminent la dé-dollarisation réelle, et non la seule observation d'agrégats monétaires.

## IV. Une séparation nette des périodes : bilan et perspectives

### 4.1. 2000–2025 : un cadre consolidé, mais une dollarisation persistante

La période 2000–2025 se caractérise par un renforcement du cadre institutionnel (régime de change, instruments monétaires), mais la dollarisation demeure élevée, avoisinant 90,9 % début 2025. Le véritable point d'inflexion se situe en 2024, avec l'introduction d'une stratégie centrée sur l'usage domestique (paiements publics, TPE). Les premiers tests empiriques indiquent un amorçage : hausse de l'usage du CDF, réduction du *pass-through* et premiers réajustements de portefeuilles (bcc.cd, Deskeco, Radio Okapi).

#### **4.2. 2025–2050 : scénarios de projection et conditions de succès**

À l'horizon 2050, les projections montrent que seule une exécution stricte accompagnée d'un approfondissement du marché domestique (scénario A) permet de réduire la part des dépôts en devises vers 81–82 % et d'abaisser le *pass-through* à environ 0,14. En revanche, le scénario B n'apporte que des gains limités, tandis que le scénario C enferme l'économie congolaise dans une dépendance persistante.

La résilience face aux chocs n'est atteinte que si deux conditions sont réunies :

1. La construction d'une courbe des taux en CDF crédible ;
2. Une dynamique d'usage soutenue et encadrée.

En leur absence, les chocs externes demeurent difficilement absorbables, et la dollarisation reste une trappe de vulnérabilité.

# Conclusion

L'analyse menée dans cet article démontre que la dollarisation congolaise, souvent perçue comme une inertie irréductible, peut être graduellement réduite dès lors que l'action publique s'articule autour de l'usage effectif de la monnaie nationale et de la profondeur institutionnelle des marchés. Les réformes de 2024, assimilables à de véritables chocs quasi-exogènes, ont constitué un point d'inflexion rare, permettant d'observer empiriquement que le renforcement des paiements publics en francs congolais et la reconfiguration des terminaux électroniques de paiement produisent une dynamique tangible : l'usage domestique du CDF progresse, la substitution monétaire s'amorce, et le *pass-through* inflationniste se contracte. Autrement dit, la monnaie nationale retrouve, par l'usage, un embryon de crédibilité que ni les décrets ni les interventions ponctuelles sur le marché de change n'avaient réussi à lui conférer.

Les projections simulées sur l'horizon 2025–2050 confirment la pertinence de ce diagnostic. Seul un scénario d'exécution stricte et de profondeur complète – couplant paiements publics obligatoirement libellés en CDF, couverture généralisée des TPE, émission régulière de titres domestiques et constitution d'une véritable courbe des taux – permet de réduire la dollarisation de près de dix points et d'abaisser le *pass-through* à un niveau proche de 0,14, soit une baisse de l'ordre de 40 %. À l'inverse, les trajectoires d'exécution partielle ou de stop-and-go maintiennent l'économie congolaise dans une dépendance quasi structurelle au dollar, illustrant que la dé-dollarisation est avant tout un processus institutionnel et comportemental, et non un simple ajustement de portefeuille. Cette

conclusion rejoint les enseignements majeurs de la littérature internationale, de Calvo & Reinhart (NBER, nber.org) à Ize & Levy-Yeyati (IMF, elibrary.imf.org) : l'autonomie monétaire ne se gagne qu'au prix d'une crédibilité construite, graduelle et endogène.

Ces résultats ouvrent cependant des champs de recherche encore largement inexplorés. La première piste réside dans l'exploitation des micro-données de paiements électroniques et de mobile money, afin d'analyser finement les déterminants de l'usage du CDF et la vitesse de substitution monétaire. La seconde concerne la mesure de la crédibilité elle-même : au-delà des agrégats et des indicateurs de marché, il s'agit de comprendre comment la communication de la Banque centrale – qu'il s'agisse des minutes de politique monétaire, du *forward guidance* ou des indicateurs publiés – infléchit les anticipations des agents dans un environnement hautement dollarisé. Une troisième piste s'ouvre dans la comparaison internationale : confronter le cas congolais aux trajectoires du Pérou, de l'Uruguay ou de l'Angola permettrait de distinguer ce qui relève de conditions universelles (la profondeur des marchés domestiques, la règle budgétaire, la transparence monétaire) et ce qui dépend des spécificités institutionnelles locales. Plus largement encore, il serait fécond d'intégrer la dimension politique et sociale de la confiance monétaire, en étudiant la manière dont les récits publics, la stabilité budgétaire et la gouvernance économique façonnent les préférences de portefeuille et l'acceptabilité du CDF. Enfin, la recherche gagnerait à explorer les architectures hybrides de politique économique : un *inflation targeting lite* combiné à des ratios macroprudentiels différenciés multi-devises, appuyé sur des marchés profonds en CDF, pourrait constituer une voie originale pour réconcilier discipline externe et autonomie monétaire.

En définitive, ce travail montre que la RDC n'est pas condamnée à rester prisonnière d'une logique « dollar-centrée » : la monnaie nationale peut redevenir un instrument crédible de stabilisation et d'inclusion, pourvu que l'État persiste dans l'exécution stricte des réformes et investisse dans la profondeur institutionnelle des

marchés. La science économique rappelle qu'aucune dé-dollarisation ne s'impose par décret ; elle se construit par l'usage répété, la cohérence des règles et la continuité de l'action publique. C'est sur cette cohérence entre usage, profondeur et crédibilité que repose la possibilité d'un nouveau régime monétaire congolais, capable de transformer la monnaie nationale de simple intermédiaire de paiement en véritable ancre macro-financière au service d'une croissance durable et inclusive.

# Références bibliographiques

1. Bai, J., & Perron, P. (2003). Computation and analysis of multiple structural change models. *Journal of Applied Econometrics*, 18(1), 1–22. <https://doi.org/10.1002/jae.659> (elibrary.imf.org)
2. Baliño, T. J. T., Bennett, A., & Borensztein, E. (1999). *Monetary Policy in Dollarized Economies* (IMF Occasional Paper No. 171). International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9781557757579.084> (Academia)
3. Banque Centrale du Congo (BCC). (2025, 11 avril). *Note de conjoncture économique hebdomadaire*. [https://www.bcc.cd/sites/default/files/publications/note\\_de\\_conjoncture\\_economique\\_hebdomadaire\\_du\\_11\\_avril\\_2025.pdf](https://www.bcc.cd/sites/default/files/publications/note_de_conjoncture_economique_hebdomadaire_du_11_avril_2025.pdf)
4. Calvo, G. A., & Reinhart, C. M. (2000). Fear of floating (NBER Working Paper No. 7993). National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w7993> (IMF)
5. Calvo, G. A., & Reinhart, C. M. (2002). Fear of floating. *The Quarterly Journal of Economics*, 117(2), 379–408. <https://doi.org/10.1162/003355302753650274> (elibrary.imf.org)
6. Conseil des ministres – RDC. (2024, 15 mars). *Compte rendu officiel*. [https://communication.gouv.cd/content/uploads/COMPTE\\_RENDU\\_DE\\_LA\\_CENT\\_VINGT\\_NEUVIEME\\_REUNION\\_DU\\_CONSEIL\\_DES\\_MINISTRES\\_DU\\_15\\_MARS\\_2024\\_42df2aae28.pdf](https://communication.gouv.cd/content/uploads/COMPTE_RENDU_DE_LA_CENT_VINGT_NEUVIEME_REUNION_DU_CONSEIL_DES_MINISTRES_DU_15_MARS_2024_42df2aae28.pdf) (communication.gouv.cd)
7. Deskeco. (2024, 22 janvier). *RDC : le Gouvernement compte émettre des obligations du Trésor...* <https://deskeco.com/2024/01/22/rdc-le-gouvernement-compte-emettre-des-obligations-du-tresor-au-profit-de-la-banque-centrale-dune> (deskeco.com)

8. International Monetary Fund (IMF). (2019). *Democratic Republic of the Congo: Selected Issues* (IMF Staff Country Report No. 19/286). <https://doi.org/10.5089/9781513512853.002> (IMF)
9. International Monetary Fund (IMF). (2022). *Democratic Republic of the Congo: Selected Issues* (IMF Staff Country Report No. 22/211). <https://doi.org/10.5089/9798400214288.002> (IMF)
10. International Monetary Fund (IMF). (2024). *A QPM for Resource-Rich and Highly Dollarized Economies* (IMF Working Paper 24/126). <https://doi.org/10.5089/9798400280887.001>
11. Ize, A., & Levy-Yeyati, E. (2003). Financial dollarization. *Journal of International Economics*, 59(2), 323–347. [https://doi.org/10.1016/S0022-1996\(02\)00017-X](https://doi.org/10.1016/S0022-1996(02)00017-X) (IMF)
12. Jordà, Ò. (2005). Estimation and inference of impulse responses by local projections. *American Economic Review*, 95(1), 161–182. <https://doi.org/10.1257/0002828053828518> (elibrary.imf.org)
13. Kabuya Kalala, F., & Mbiye, T. (1999–2000). République Démocratique du Congo. *Annuaire/Yearbook – Institute of Development Policy, University of Antwerp*. <https://medialibrary.uantwerpen.be/oldcontent/container2143/files/Publications/Annuaire/1999-2000/13-Kalala-Mbiye.pdf> (medialibrary.uantwerpen.be)
14. Kimbambu Tsasa Vangu, J.-P. (2014). *Diagnostic de la politique monétaire en RDC : Approche DSGE* (working paper). <https://www.dynare.org/wp-repo/dynarewp038.pdf> (Dynare)
15. Radio Okapi. (2024, 5–6 juin). *Tous les TPE désormais paramétrés en francs congolais...* <https://www.radiookapi.net/2024/06/06/emissions/echos-deconomie/tous-les-tpe-desormais-parametres-en-francs-congolais> (Radio Okapi)

# **Annexes**

## Annexe 1 – Sources statistiques et documentaires

Cette annexe détaille les bases de données mobilisées pour la construction des séries utilisées dans l'article :

- **Banque Centrale du Congo (BCC)** – *Notes de conjoncture économique* (structure des dépôts par devise, taux directeur, réserves obligatoires, titres de stérilisation) ; *Rapports de politique monétaire* ; statistiques de systèmes de paiement (POS/ATS/monétique).

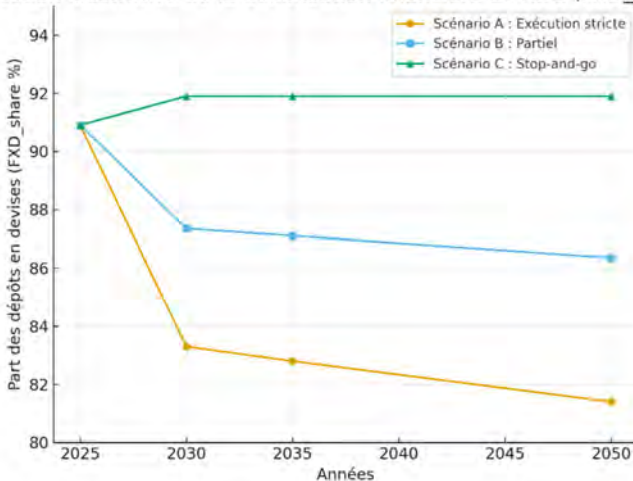
→ Exemple : BCC, Note de conjoncture du 11 avril 2025.

- **Instituts statistiques et médias locaux** – Données sur les prix, les volumes de paiements, et articles de suivi conjoncturel (Deskeco, Radio Okapi).

- **Littérature internationale** – Cadres analytiques et calibrages issus de Ize & Levy-Yeyati (IMF, [elibrary.imf.org](http://elibrary.imf.org)), Calvo & Reinhart (NBER, [nber.org](http://nber.org)).

## Annexe 2 – Figure de projection

Figure 1. Projection illustrative de la dollarisation financière en RDC (FXD\_share), 2025-2050



**Source :** Modélisation des auteurs (Kambana, R. & Ngongo, G. 2025) à partir des données de la BCC (2025) et calibrage basé sur la littérature internationale (Ize & Levy-Yeyati, IMF ; Calvo & Reinhart, NBER).

**Commentaire :** La figure illustre les trajectoires contrastées de dollarisation sous trois scénarios (A : exécution stricte ; B : partielle ; C : stop-and-go). Seule la trajectoire A produit une réduction significative de la part des dépôts en devises et une baisse durable du *pass-through*.

### **Annexe 3 – Tableau des projections par scénarios**

**Tableau 1. Projections 2025–2050 des indicateurs de dé-dollarisation, par scénario (jalons : 2025, 2030, 2035, 2050).**

<b>Année</b>	<b>Scénario</b>	<b>FXD_share (%)</b>	<b>Pass-through <math>\theta</math></b>	<b>PayCDF (%)</b>	<b>DepthCDF (0–1)</b>
<b>2025</b>	A (Exécution stricte)	90,9	0,25	30	0
<b>2030</b>	A	83,3	0,155	61	0,6
<b>2035</b>	A	82,8	0,15	70	0,8
<b>2050</b>	A	81,4	0,141	80	1
<b>2025</b>	B (Partiel)	90,9	0,25	30	0
<b>2030</b>	B	87,35	0,192	45,5	0,4
<b>2035</b>	B	87,1	0,188	50	0,5
<b>2050</b>	B	86,35	0,182	55,5	0,6
<b>2025</b>	C (Stop-and-go)	90,9	0,25	30	0
<b>2030</b>	C	91,9	0,235	30	0,2
<b>2035</b>	C	91,9	0,235	30	0,2

<b>2050</b>	C	91,9	0,235	30	0,2
-------------	---	------	-------	----	-----

**Source** : Calculs des auteurs (simulateur « **usage-profondeur** » v1.0, 2025), données BCC (2025), Note de conjoncture du 11/04/2025, Conseil des ministres du 15/03/2024, Radio Okapi (06/06/2024).

Variables : part des dépôts en devises (*FXD\_share*), pass-through ( $\theta$ ), part des paiements en CDF (*PayCDF*), profondeur domestique (*DepthCDF*).

## **Annexe 4 – Résultats économétriques**

- **Études d'événement** : courbes événementielles autour des réformes 2024 (fenêtres [-12 ; +12] mois).

- **Diff-in-Diff (TWFE)** : estimation par provinces/secteurs (haute vs faible densité TPE).

- **Local Projections (Jordà, 2005)** : réponses cumulées de l'IPC à des chocs de change, avec datation des ruptures (Bai-Perron, 2003).

**Annexe 5 – Stress test 2027**

<b>Scéna- rio</b>	<b>Hypo- thèse de choc (2027)</b>	<b>Effet sur FXD_share</b>	<b>Durée / Ré- sor- p- tion</b>	<b>Interprétation</b>
<b>A (Exé- cution stricte)</b>	+0,5 pp sur FXD	Hausse limi- tée et transi- toire	Efface- ment en 12– 18 mois	Résilience forte grâce à l'usage élevé du CDF, profondeur des marchés et règle budgétaire.
<b>B (Exé- cution par- tielle)</b>	+1,0 pp sur FXD	Hausse mo- dérée	Ré- sor- p- tion lente	Fragilité persis- tante : gains par- tiels de dé- dollarisation ra- pidement éro- dés.
<b>C (Stop- and-go)</b>	+2,0 pp sur FXD	Hausse du- rable	Effet persis- tant	Absence de pro- fondeur et d'usage : inca- pacité à absor- ber le choc, vulnérabilité in- tacte.

*Source* : Simulations des auteurs (2025), calibrages basés sur le modèle QPM « resource-rich & dollarized » (IMF WP 24/126, *IMF, e-library.imf.org*) ; calibrages basés sur le QPM « resource-rich & dollarized » (IMF WP 24/126).

**Commentaire :**

Simulation d'un choc exogène lié à une chute du cuivre et à une appréciation du dollar, appliqué aux trois scénarios (A, B, C).

Résultats : absorption rapide en scénario A (+0,5 pp sur FXD, effacement en 12–18 mois), fragilité en scénario B (+1 pp, persistance plus longue), échec en scénario C (+2 pp, effet durable).



# **Regards sur l'éducation entrepreneuriale en République Démocratique du Congo**

*Mapping entrepreneurship education in the Demo-  
cratic Republic of Congo: pedagogical practices,  
stakeholders, and institutional challenges*

Par

Lopaka Jean-Pierre,

Doctorant Muzola Justice et AIWA La Grâce

État des lieux de l'éducation entrepreneuriale en République  
Démocratique du Congo : pratiques pédagogiques, acteurs et défis  
institutionnels

LOPAKA LODI Jean-Pierre

jean-pierre.lopaka@ucc.ac.cd

+243997002934

Observatoire des Politiques économiques et de Développement  
Humain

Université Catholique du Congo

MUZOLA NZEZA Justice

justice.muzola-nzeza02@univ-paris8.fr

+33619064034

Laboratoire d'économie dionysien

Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis

AIWA SIRIKA Lagrâce

lagraceaiwa001@gmail.com

+243822800001

Chercheuse indépendante

## Résumé

Cet article propose un état des lieux de l'éducation entrepreneuriale dans l'enseignement supérieur en République Démocratique du Congo, en analysant les pratiques pédagogiques, les contenus enseignés, les objectifs poursuivis et le rôle des acteurs impliqués.

L'étude apporte un éclairage empirique sur un contexte encore peu documenté dans la littérature. Elle met en évidence la centralité des enseignants dans un écosystème faiblement structuré, ainsi que le caractère mimétique et peu contextualisé des contenus pédagogiques.

Une démarche qualitative exploratoire a été adoptée, fondée sur des entretiens semi-directifs menés auprès de 23 enseignants responsables de cours d'entrepreneuriat dans 21 universités congolaises. Les données ont été analysées à l'aide d'une analyse thématique.

Les résultats montrent que l'éducation entrepreneuriale en RDC repose principalement sur l'engagement individuel des enseignants, dans un contexte marqué par un faible soutien institutionnel. Les pratiques pédagogiques restent majoritairement magistrales et l'évaluation s'appuie principalement sur des projets d'entreprise.

**Mots-clés :** Éducation entrepreneuriale ; Enseignement supérieur ; Pratiques pédagogiques ; République Démocratique du Congo ; Politiques éducatives.

## **Abstract**

This paper provides an overview of entrepreneurship education in higher education institutions in the Democratic Republic of Congo, focusing on pedagogical practices, teaching contents, educational objectives, and stakeholder roles.

The study offers empirical insights into an underexplored context. It highlights the central role of teachers within a weakly structured ecosystem, as well as the mimetic and weakly contextualized nature of teaching contents.

An exploratory qualitative approach was adopted, based on semi-structured interviews with 23 lecturers responsible for entrepreneurship courses in 21 Congolese universities. Data were analyzed using thematic analysis.

Findings show that entrepreneurship education in the DRC largely relies on individual teachers' commitment, with limited institutional support. Teaching methods remain predominantly lecture-based, and assessment mainly relies on business projects.

**Keywords :** Entrepreneurship education; Higher education; Pedagogical practices; Democratic Republic of Congo; Educational policy

# Introduction

La question de l'éducation entrepreneuriale, largement abordée par des chercheurs, est devenue pour de nombreux pays, une cause nationale. Le développement des outils tel que l'Entrecomp (*The European Entrepreneurship Competence Framework*) n'en est que la manifestation probante. Ainsi, le contexte des pays de l'Afrique sub-saharienne, qui rejoignent peu à peu le débat, remet sur la table certaines questions qui nécessitent de nouvelles études et qui mettent les spécialistes du domaine face à de nouveaux défis.

Le cas de la République Démocratique du Congo (RDC), sur lequel porte notre réflexion, est particulièrement intéressant. En effet, dans un contexte où une mauvaise qualité de l'éducation conjugue avec un taux important de chômage juvénile, et où le taux élevé d'intention entrepreneuriale contraste avec le taux faible de création d'entreprise (Renato Pereire et Redento Maia, 2019), il faut se poser la question sur la pertinence, la nécessité, la faisabilité et l'efficacité d'une éducation entrepreneuriale.

En ce qui concerne la RDC, elle s'est résolument engagée dans la mise en place des cours d'entrepreneuriat dans les établissements supérieurs. Cela a été rendu possible dans le cadre du passage au système LMD. Toutes les formations universitaires ont désormais des cours spécifiques liés à l'entrepreneuriat. Désormais, ce qui était autrefois la seule préoccupation de quelques universités privées (F. Makiese Ndoma, 2019) est devenu une cause nationale. Avec cette démarche, la RDC rejoint l'ensemble des pays qui ont fait de l'éducation entrepreneuriale un instrument de politique nationale. Les initiatives qui marquent cette émergence bénéficient, en plus, d'un

soutien de plus en plus croissant de nombreuses parties prenantes (E. Samwel Mwasalwiba, 2010). C'est le cas, entre autres, de l'initiative de l'Agence néerlandaise pour les entreprises (RVO) et l'ambassade des Pays-Bas à Kinshasa qui avaient mis en place un projet dont l'objectif consistait à *inspirer et à soutenir les établissements d'enseignement supérieur (EES) de la République démocratique du Congo, en co-développant une formation à l'entrepreneuriat pour leurs étudiants*. Ce projet a permis une rencontre entre les experts de l'Erasmus Center of Entrepreneurship de Rotterdam et un ensemble des enseignants des cours d'entrepreneuriat œuvrant principalement à Kinshasa.

Outre ce projet néerlandais, il a été remarqué la mise en place du programme Student Training Entrepreneurial Promotion (STEP) dans le cadre du Projet d'Appui au Développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (PADMPME). Bien que n'étant pas déployé dans un but académique, les formateurs recrutés et formés à la mise en place de cet outil pédagogique étaient essentiellement des enseignants des institutions supérieures. Le bénéfice inattendu, à long terme, pour ce public est l'insertion des outils de la STEP dans leurs propres programmes d'enseignement.

L'enjeu de cette recherche est de décrire et d'analyser les contenus et les méthodologies de la formation à l'entrepreneuriat dans les cours du premier et deuxième cycle des établissements d'enseignement supérieur en République Démocratique du Congo. Cet article vise également à aboutir à un état des lieux de la formation entrepreneuriale, telle qu'organisée à ce jour en République Démocratique du Congo. A partir de notre cadre conceptuel, nous entendons regrouper les différents programmes organisés selon leurs destinataires, leurs objectifs, leurs contenus, leurs méthodologies et leurs systèmes d'évaluation. Ce tableau sera ensuite confronté, d'une part, au discours du gouvernement sur ses ambitions pour la politique de l'entrepreneuriat nous permettant ainsi d'observer la distance entre les deux et, d'autre part, aux évidences théoriques recensées dans la littérature.

Notre recherche se fonde sur les travaux de Fayolle et Gailly (2008) qui ont proposé un cadre conceptuel de la formation à l'entrepreneuriat souvent repris dans des recherches qui s'apparentent à la nôtre. Elle est divisée en quatre points essentiels. D'abord, elle fait le point sur la revue de la littérature relative à la thématique abordée, ensuite elle présente le dispositif méthodologique de collecte des données avant d'en donner les résultats, enfin une discussion de ces résultats.

## **I. Revue de la littérature sur l'éducation en entrepreneuriat**

Souvent évaluée sous le prisme de la *théorie du comportement planifié* (Icek Ajzen, 1991), l'efficacité de l'éducation entrepreneuriale s'avère de moins en moins discutable (Bae et al., 2014) ; (Pitaway & Cope, 2007), (Rauch & Hulsink, 2015), la pertinence scientifique de la question, moins encore.

Premièrement, nous avons identifié un certain nombre de recherches qui se sont focalisées sur les acteurs de l'Education en Entrepreneuriat (EE). Il faut noter, d'entrée de jeu, que la légitimité de l'EE se construit avec de nombreux acteurs : les étudiants, l'institution, les pairs, les parties prenantes externes, l'enseignant lui-même et se décompose en légitimité professionnelle et légitimité académique (Le Pontois, 2019). Schuhmacher et Thieu (2022) identifient, dans leur revue de la littérature, la triade *étudiant-éducateur-institut d'enseignement* comme acteurs directs de l'EE. Les auteurs se basent sur la *théorie des parties prenantes* pour considérer que les attentes au sujet de l'EE sont relatives aux positions des acteurs. *Une bonne connaissance des acteurs et de leurs attentes favoriserait le développement d'un programme aux objectifs plus inclusifs.*

En outre, la recherche sur les acteurs de cette éducation a permis de comprendre notamment que la façon dont l'éducateur perçoit son rôle par rapport aux élèves est d'une importance cruciale car cela influence directement les choix pédagogiques, les attentes envers les

élèves et les résultats d'apprentissage, ainsi que la satisfaction au travail (B.Wraae et al., 2022). Aussi, l'importance du rôle que jouent les institutions supérieures n'est pas à négliger. Des résultats ont montré que les pratiques managériales des EES font la différence. Ils influencent directement les composantes affectives et cognitives des enseignants de la compétence entrepreneuriale (S. Joensuu et al. 2024). Cela implique qu'entre les efforts de l'Etat et des individus (enseignants), il faut compter les apports du management des universités pour contribuer à l'amélioration de l'éducation entrepreneuriale. Les enseignants, qui sont à l'avant-garde de l'éducation à l'entrepreneuriat, devraient être soutenus par leurs institutions par le biais de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'apprentissage par les pairs (M. Tavakoli, et al., 2019).

C'est cette pluralité de parties prenantes qui rend encore plus complexe l'offre de l'éducation entrepreneuriale. Samwel Mwasalwiba (2010) note qu'il y a *toujours un non-alignement entre ce que les éducateurs et les autres parties prenantes souhaitent atteindre dans l'éducation à l'entrepreneuriat*. Simón (2022) a montré, pour sa part, *comment l'enseignement de l'entrepreneuriat est mis en œuvre dans une petite université établie dans un contexte de fort retard économique éducatif, et décrit sa correspondance avec les politiques éducatives en la matière*. L'auteur analyse les écarts entre les politiques mises en place pour favoriser l'éducation entrepreneuriale et la pratique. Ces écarts sont inévitables dans un contexte où la politique mise en place ne consiste qu'à assigner une nouvelle mission à l'institution sans être dotée, dans la pratique, des ressources humaines, techniques et infrastructurelles pour la mener à bien.

Deuxièmement, nous avons considéré l'aspect de la recherche qui s'est intéressé aux contenus et aux méthodes d'enseignement, deux aspects qui nous concernent particulièrement dans cette étude. Une importante revue de la littérature réalisée par Sirelkhatim et Gangi (2015) aborde la question du contenu de formation et de la méthodologie d'enseignement dans l'EE. Ils ont fourni *une carte détaillée des pratiques courantes et des meilleures pratiques en*

*termes de contenu des programmes et de méthodes d'enseignement de l'entrepreneuriat au niveau tertiaire, et exploré leur corrélation avec les pratiques recommandées par le domaine de recherche sur l'apprentissage entrepreneurial.* Sans surprise, la conclusion est que le contenu et la méthode sont fonction des objectifs du programme qui, eux, sont censés être fonction de la politique nationale.

S'agissant de ces objectifs, nous distinguons des cours théoriques visant à accroître la conscience entrepreneuriale à ceux axés sur la pratique qui visent à produire des diplômés prêts à démarrer une entreprise. La dénomination « cours d'entrepreneuriat » ne révèle pas tout de suite les objectifs sous-entendus et présente donc des ambiguïtés. Cette problématique est donc liée à la première. La mise en place des objectifs est aussi dictée par la qualité des acteurs qui interviennent dans l'écosystème de l'éducation entrepreneuriale et le contexte socio-économique dans lequel cette éducation entend se déployer. L'entrepreneuriat n'est plus aujourd'hui cloisonné dans le carcan de la création de richesse et de la croissance économique (Kickul & Robb, 2022), l'EE moins encore. Les finalités de cette forme d'éducation évoluent encore et dépendent fortement du contexte dans lequel elle se déploie.

Plus récemment, Stadler et al. (2022) ont examiné, à travers une étude comparative, l'enseignement de l'entrepreneuriat au Brésil et en Écosse et ont analysé les pratiques convergentes et divergentes dans l'enseignement professionnel. Leur réflexion a mis en lumière le type d'écart qui peut exister entre un pays où *il existe un écosystème entrepreneurial bien défini et où la politique gouvernementale et les partenaires soutiennent et contrôlent l'offre et l'accessibilité de l'éducation entrepreneuriale* et un pays où *le gouvernement ne réglemente pas [encore] la fourniture de l'éducation à l'environnement et il n'y a pas d'écosystème entrepreneurial de partenaires défini*. Ce qui peut sans doute représenter le cas de la RDC à ces jours. La volonté des gouvernants de rattraper cet écart devrait donc être matérialisée par des initiatives visant à établir un dialogue entre différentes parties prenantes (ministères, universités, agences gouvernementales, partenaires externes...).

Une autre étude comparative, celle de Tiberius et al. (2023), s'est concentrée sur le « comment » de l'éducation entrepreneuriale en analysant 50 programmes en entrepreneuriat. Cette analyse, qui se rapproche de la nôtre, s'est référée aux objectifs, aux contenus d'apprentissage et d'enseignement ainsi qu'aux méthodes d'évaluation dans le but d'établir une comparaison et observer les divergences. La définition du contenu apparaît donc comme un aspect pertinent. Le contenu de l'EE revêt une telle importance que *l'OCDE et la Commission européenne, par exemple, aident les établissements d'enseignement supérieur et les décideurs (locaux) à concevoir et à dispenser une formation à l'entrepreneuriat dans le cadre de leurs programmes* (Tavakoli et al., 2019).

En dernier lieu, la question de l'évaluation nous a semblé être la plus préoccupante. D'une part, l'évaluation de la formation en elle-même et, d'autre part, l'évaluation de ses conséquences. On retrouve chez Pittaway et Edwards (2012) une importante contribution dans *le développement des connaissances sur la nature de la pratique de l'évaluation des étudiants*. Ils ont mené une étude qui recense, de façon générale, les questions de pratique d'évaluation. Les auteurs ont abouti à la conclusion que, malgré l'avant-gardisme de l'éducation entrepreneuriale, les méthodes d'évaluation demeurent majoritairement assez *traditionnelles, basées sur la connaissance*. Les étudiants sont ainsi plus formés à *comprendre le phénomène qu'à préparer une véritable activité entrepreneuriale*. Ils ont également abouti à une catégorisation des formes de formation entrepreneuriale. Ainsi, l'évaluation privilégiée dans un contexte s'est avérée être très liée au type de formation entrepreneuriale mise en place et le fait que les programmes soient dominés par les formes de formation à l'entrepreneuriat de type "About" entraînait logiquement une prédominance des évaluations dite « *sommatives* ».

## **II. Dispositif méthodologique de collecte des données**

Dans l'esprit d'une démarche exploratoire, nous avons procédé à des entretiens individuels. Nous avons ainsi exploité notre réseau social afin d'entrer en contact avec les enseignants chargés de l'entrepreneuriat. Ci-dessous, l'ensemble des entretiens réalisés :

**Tableau 1. Entretien avec les enseignants en entrepreneuriat**

<b>Cas</b>	<b>Qualification</b>	<b>Grade académique</b>	<b>Années d'ex- périence dans l'ensei- gnement</b>	<b>Durée de l'entre- tien</b>
<b>E1</b>	Docteur en sciences de gestion	Professeur	10 ans	00:58:00
<b>E2</b>	Docteur en sciences économiques	Professeur associé	11 ans	01:20:00
<b>E3</b>	Bac+5 en sciences économiques	Assistant	6 ans	00:55:00
<b>E4</b>	Bac+5 en sciences de gestion	Assistant	3 ans	00:45:00
<b>E5</b>	DEA en psychologie	Chef des travaux	6 ans	01:10:00
<b>E6</b>	Docteur en communication	Professeur associé	8 ans	01:00:00
<b>E7</b>	Docteur en sciences de gestion	Professeur ordinaire	13 ans	01:10:00
<b>E8</b>	Bac +5 en gestion de projet	Chef des travaux	8 ans	00:50:00
<b>E9</b>	DEA en sciences économiques	Chef des travaux	11 ans	00:40:00
<b>E10</b>	Bac+5 en sciences économiques	Assistant	9 ans	00:52:00

<b>E11</b>	Docteur en sciences de gestion	Professeur associé	9 ans	01:00:00
<b>E12</b>	Bac+5 en sciences commerciales et administratives	Assistant	8 ans	01:05:00
<b>E13</b>	Bac+5 en comptabilité et gestion	Assistant	8 ans	00:55:00
<b>E14</b>	DEA en sciences informatiques	Chef des travaux	12 ans	01:15:00
<b>E15</b>	Docteur en sciences de gestion	Professeur	16 ans	01:05:00
<b>E16</b>	Docteur en sciences de gestion	Professeur	15 ans	00:50:00
<b>E17</b>	Docteur en sciences économiques	Professeur	14 ans	00:40:00
<b>E18</b>	Bac+5 en sciences de gestion	Chef des travaux	8 ans	01:30:00
<b>E19</b>	Docteur en sciences de gestion	Professeur	8 ans	01:20:00
<b>E20</b>	Docteur en sciences économiques	Professeur associé	10 ans	00:58:00
<b>E21</b>	Docteur en sciences économiques	Professeur	9 ans	00:50:00
<b>E22</b>	Bac +5 en comptabilité	Chef des travaux	8 ans	01:00:00
<b>E23</b>	Docteur en Economie et Développement	Professeur	9 ans	00:45:00

**Source** : Notre enquête menée entre mai et juillet 2023.

Dans notre recherche, il s'est avéré presque impossible d'obtenir des plans d'enseignements exhaustifs intégrant toutes les variables de notre cadre conceptuel (« qui ? », « quoi ? », « pourquoi ? », « comment et pour quels résultats ? »). Pour pallier cette difficulté, nous avons focalisé notre collecte de données sur des entretiens semi-directifs, qui nous ont permis d'obtenir des informations essentielles à notre analyse, en plus des plans d'enseignement.

Ces entretiens ont été menés entre mai et juillet 2023 auprès de 21 universités réparties dans différentes provinces de la RDC, chaque université constituant un cas d'étude, soit un total de 21 cas analysés. Pour entrer en contact avec les titulaires du cours d'entrepreneuriat – sous ses différentes appellations –, nous avons d'abord diffusé des messages de sensibilisation et des invitations via nos réseaux et toute personne susceptible de faciliter cette démarche. Chaque titulaire représentait ainsi son université, qui devenait un cas d'étude pour notre recherche.

Une fois les données recueillies, nous avons procédé à une analyse descriptive, suivie d'une analyse thématique des documents et verbatims, en nous appuyant sur l'approche de Paillé et Mucchielli (2021). Cette méthode nous a permis d'identifier, de regrouper et d'examiner, de manière approfondie, les différents thèmes abordés.

### **III. Résultats**

Une analyse thématique avec une approche horizontale de nos entretiens nous ont conduits à identifier les catégories pertinentes pour notre étude. Pour chaque thématique, nous avons tenu compte de la récurrence d'idées significatives dans les corpus d'entretien. Chaque unité de sens identifiée dans les discours a été codée, puis regroupée en catégories thématiques permettant de rendre compte des dimensions clés évoquées par les participants à notre recherche.

Les graphiques repris dans ce point indiquent les fréquences des idées associées à chaque unité de sens. Ces dernières ont servi d'indicateur pour évaluer leur importance perçue dans l'émergence

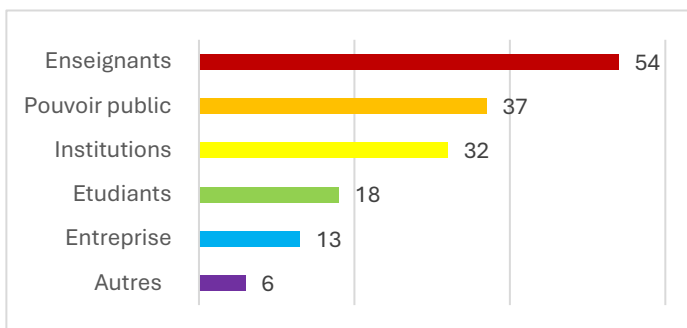
de l'éducation entrepreneuriale en République Démocratique du Congo. Cette quantification des occurrences, bien qu'ancrée dans une logique qualitative, nous a permis de renforcer la rigueur interprétative sans prétendre à la représentativité statistique.

Les résultats présentés dans cette section sont organisés selon les grandes catégories issues de cette analyse thématique. Chaque sous-partie mettra en lumière les discours les plus saillants, illustrés par des extraits significatifs, afin de refléter la richesse et la diversité des points de vue recueillis.

### III.1. Les acteurs de l'éducation entrepreneuriale en République Démocratique du Congo et le rôle central des enseignants

Les premiers résultats de notre analyse portent sur l'identification des acteurs impliqués dans l'éducation entrepreneuriale. Comme le montre le graphique 1, les enseignants se perçoivent comme les acteurs principaux du dispositif. Viennent ensuite les pouvoirs publics, le management des institutions d'enseignement supérieur, les étudiants eux-mêmes, enfin, de manière plus marginale, les entreprises locales.

#### Graphique 1. Acteurs de l'éducation entrepreneuriale



**Source :** Enquête menée auprès des universités et Instituts supérieurs de mai à juillet 2023

Au vu de l'importance perçue de son rôle, il est évident que l'enseignant apparaît ici comme une figure centrale, les autres

parties prenantes étant reléguées à un rôle périphérique. Cette centralité auto-attribuée peut s'expliquer, en partie, par l'absence d'un espace structuré de dialogue entre les enseignants et les autres acteurs, en particulier la direction de leurs institutions. En ce qui le concerne, le management académique semble peu convaincu des retombées directes d'une formation à l'entrepreneuriat, ce qui limite les investissements institutionnels dans ce domaine. Cette situation alimente des malentendus persistants entre les enseignants et les responsables administratifs, chacun entretenant des attentes implicites rarement exprimées.

Un constat similaire peut être fait en ce qui concerne les relations entre les enseignants et les pouvoirs publics. Même si des cadres de concertation existent, ils restent largement sous-exploités. Les enseignants expriment une méconnaissance des dispositifs de soutien existants, et l'État peine encore à communiquer clairement sa stratégie en matière d'éducation entrepreneuriale. Cette ambivalence institutionnelle contribue à maintenir l'entrepreneuriat dans une posture de « réalité émergente », sans réelle politique d'accompagnement.

Par ailleurs, la place accordée aux étudiants dans le processus éducatif semble restreinte. Les enseignants peinent à les considérer comme des acteurs co-constructeurs de leur apprentissage, en décalage avec les avancées théoriques en sciences de l'éducation qui valorisent l'apprentissage actif et l'engagement étudiant. La posture pédagogique reste essentiellement descendante, limitant les marges d'autonomie et d'expérimentation pour les apprenants.

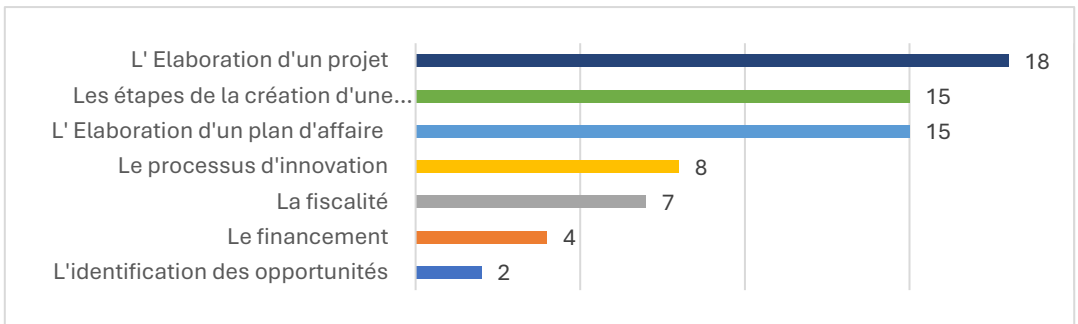
Enfin, les entreprises locales sont perçues comme peu impliquées, bien que leur rôle soit jugé important par l'ensemble des parties prenantes. Leur simple présence dans l'écosystème universitaire est parfois considérée comme suffisante pour impulser une culture entrepreneuriale, sans pour autant être mobilisée de manière structurée dans les dispositifs d'enseignement.

### III.2. Un contenu pédagogique diversifié mais peu structuré

L'analyse du contenu pédagogique révèle une grande diversité des sujets abordés dans les cours d'entrepreneuriat comme on peut le voir dans le Graphique 2. Toutefois, cette diversité ne reflète pas une orientation théorique claire, mais plutôt une hétérogénéité liée à la formation initiale des enseignants. Les divergences observées tiennent davantage à une disparité des expertises qu'à une opposition de conceptions philosophiques.

Le tableau 1 met en lumière un déficit notable de compétences universitaires en sciences de gestion, et plus spécifiquement en entrepreneuriat. La RDC ne dispose pas encore de revue académique en gestion à reconnaissance nationale, ni de centres de recherche actifs et visibles sur ces thématiques. Ce manque de structuration scientifique fragilise la construction de contenus théoriques contextualisés.

#### Graphique 2. Sujets abordés dans les cours d'entrepreneuriat



Source : Enquête menée auprès des universités et Instituts supérieurs de mai à juillet 2023

En l'absence de corpus local stabilisé, les enseignants adoptent souvent une approche mimétique, s'inspirant de pratiques et de contenus développés à l'étranger. Ils privilégient ainsi des thématiques accessibles, fréquemment orientées vers la rédaction de projets ou de business plans. Ce dernier outil, bien qu'exigeant en termes d'expertise, reste concret et évaluable, même de manière arbitraire, en

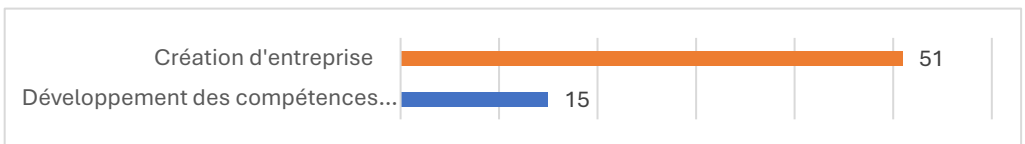
raison de l'absence de standards universels. Cette prédominance du business plan révèle également une forme de pragmatisme pédagogique, mais pose la question de la pertinence et de la transposabilité des contenus dans le contexte congolais.

Le déficit d'expertise affecte aussi la contextualisation. Un écart important est observé entre les contenus enseignés et les réalités entrepreneuriales locales, ce qui limite la portée transformative de l'éducation entrepreneuriale.

### III.3. Les objectifs : une finalité encore floue

La définition des objectifs pédagogiques représente un autre point de fragilité. La création d'entreprise, souvent évoquée comme finalité première (graphique 3) reste difficile à traduire en compétences concrètes, surtout dans un contexte où les étudiants n'envisagent que rarement de créer leur entreprise à l'issue directe de leurs études (selon les données du GEM, même si l'Afrique en général accuse des taux d'intention entrepreneuriale importants, le taux d'activité entrepreneuriale (TAE) en Afrique sub-saharienne reste le plus bas au monde).

#### Graphique 3. Objectifs pédagogiques



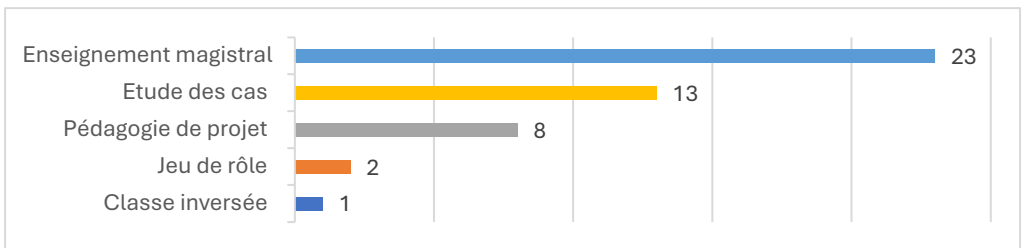
Source : Enquête menée auprès des universités et Instituts supérieurs de mai à juillet 2023

Dans certains cas plus rares, l'enseignement vise plutôt le développement de compétences entrepreneuriales, entendu comme un ensemble de savoirs, savoir-faire et savoir-être. Toutefois, cette finalité est souvent pensée exclusivement du point de vue de l'enseignant, sans réelle prise en compte des besoins, des motivations ou des trajectoires des étudiants. L'approche reste centrée sur l'offre de formation, au détriment d'une logique centrée sur l'apprenant.

### III.4. Les méthodes d'enseignement : une pédagogie encore magistrale

Les méthodes pédagogiques employées restent largement traditionnelles. L'enseignement magistral domine, au détriment des pédagogies actives pourtant reconnues pour leur efficacité dans le développement des compétences entrepreneuriales (travail par projet, études de cas, apprentissage par l'action, simulation, etc.). En effet, l'usage prédominant (graphique 4), et quelques fois exclusives, du cours magistral montre ses limites dans un domaine qui nécessite l'expérimentation, la confrontation à l'incertitude et le développement de compétences transversales.

#### Graphique 4. Méthodes d'enseignement



Source : Enquête menée auprès des universités et Instituts supérieurs de mai à juillet 2023

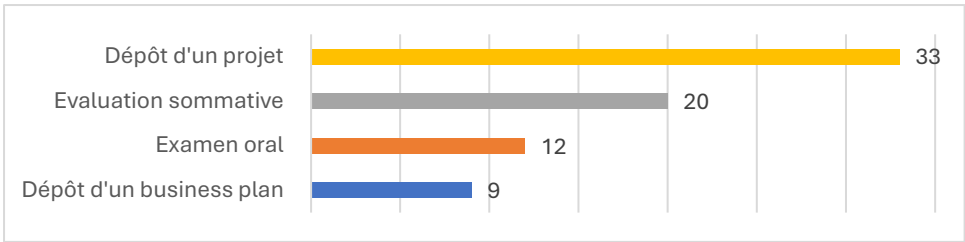
Cette situation s'explique en partie par l'absence de formation pédagogique des enseignants et par le manque de passerelles entre les chercheurs en éducation et ceux en entrepreneuriat. La création d'espaces d'échange entre ces deux communautés semble essentielle pour favoriser l'émergence d'innovations pédagogiques adaptées au contexte local.

### III.5. Les méthodes d'évaluation: une logique de projet prédominante

Sur le plan de l'évaluation, les enseignants privilégient le dépôt de projets (Graphique 5), réalisés individuellement ou en groupe. Cette méthode, qui permet une forme d'apprentissage par la

pratique, coexiste avec des évaluations plus classiques, à l'écrit ou à l'oral.

**Graphique 5. Méthodes d'évaluation**

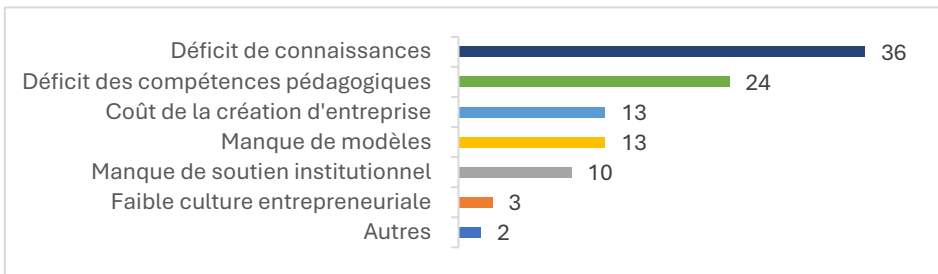


**Source :** Enquête menée auprès des universités et Instituts supérieurs de mai à juillet 2023

Si ces modalités présentent l'avantage d'être peu coûteuses en termes de ressources matérielles, elles souffrent néanmoins d'un manque de structuration. Les critères d'évaluation restent parfois flous ou peu transparents, ce qui peut nuire à la qualité du retour pédagogique.

En plus de cette analyse thématique, nous avons noté que l'éducation entrepreneuriale en RDC se heurte à de nombreux défis structurels (Graphique 6). Le pays accuse un certain retard dans la reconnaissance de l'entrepreneuriat à la fois comme débouché professionnel légitime et comme champ de recherche à part entière.

**Graphique 6. Défis de l'EE**



**Source :** Enquête menée auprès des universités et Instituts supérieurs de mai à juillet 2023

Le manque de politiques publiques coordonnées, l'insuffisance des ressources académiques, l'absence de formation pédagogique spécifique et la faible implication des acteurs économiques freinent l'institutionnalisation de cette forme d'éducation. À cela s'ajoute une culture académique encore peu ouverte à l'interdisciplinarité, pourtant nécessaire à l'intégration des approches entrepreneuriales dans les formations existantes.

## **IV. Discussion**

Les résultats de cette étude nous offrent un regard nuancé sur l'éducation entrepreneuriale telle qu'elle prend forme aujourd'hui en République Démocratique du Congo. Le tableau qui se dessine est celui d'un dispositif encore jeune, porté avec conviction par les enseignants, mais fragilisé par un ensemble de limites institutionnelles, pédagogiques et structurelles. En confrontant ces résultats à la littérature, plusieurs éléments méritent discussion.

### **IV.1. Un enseignant central... parce qu'il est souvent seul**

Le premier constat est la place très importante que les enseignants accordent à leur propre rôle. Ils se voient au cœur du dispositif et, dans les faits, ils le sont réellement. C'est à eux que revient la mission de donner vie à l'éducation entrepreneuriale : concevoir les contenus, les transmettre, évaluer les projets et incarner, tant bien que mal, les ambitions nationales.

Mais derrière cette centralité se cache une autre réalité : l'enseignant est souvent seul. Les directions d'université restent prudentes, parfois sceptiques, et rarement proactives. Les politiques publiques, quant à elles, définissent des orientations ambitieuses, mais sans offrir aux enseignants les moyens, la formation ou les outils nécessaires pour les mettre en œuvre. Les dispositifs de concertation existent, mais ils sont peu utilisés ou mal connus.

Ce décalage crée un sentiment d'isolement que l'on retrouve dans les verbatims. Les enseignants ont du leadership, mais un leadership « par défaut ». Ils avancent, parfois à tâtons, dans un écosystème fragmenté où chacun joue sa partition sans véritable coordination. La littérature le montre bien : sans soutien institutionnel clair, l'éducation entrepreneuriale repose trop lourdement sur la bonne volonté individuelle.

#### **IV.2. Une diversité de contenus... qui révèle surtout un manque de cadre**

Les contenus enseignés apparaissent très variés. Cette diversité pourrait être une richesse, mais elle reflète surtout l'absence d'un cadre structurant. Chaque enseignant développe son cours selon son parcours, ses affinités disciplinaires et les ressources dont il dispose.

Ce phénomène s'explique en partie par un déficit de recherche locale en entrepreneuriat. La RDC ne dispose pas encore de centres de recherche reconnus sur ces questions, ni de communauté académique structurée autour de ce champ. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que beaucoup d'enseignants se tournent vers des références étrangères, souvent occidentales, et que leurs contenus soient marqués par un certain mimétisme. Le recours quasi systématique au business plan en est une illustration : c'est un outil parlant, accessible, qui donne une impression de rigueur, mais qui n'est pas toujours adapté au contexte entrepreneurial congolais.

Cette faible contextualisation pose problème : un contenu qui ne parle pas du terrain congolais, de ses dynamiques, de ses contraintes et de ses opportunités risque d'avoir un impact limité, voire de créer un décalage entre ce que l'on enseigne et ce que les étudiants vivront réellement.

#### **IV.3. Une pédagogie encore très descendante**

Même si l'éducation entrepreneuriale, dans les discours, suppose l'action, la créativité, l'expérimentation, la réalité observée est plus classique. Le cours magistral reste la norme. Les enseignants l'assument d'ailleurs : les conditions ne sont pas réunies pour faire

autrement. Manque de formation pédagogique, manque de matériel, effectifs parfois très élevés, traditions académiques bien ancrées... autant de facteurs qui rendent difficile la mise en place de pédagogies actives.

Cette situation n'est pas propre à la RDC, mais elle prend ici une ampleur particulière, car l'entrepreneuriat nécessite justement des approches pédagogiques plus vivantes. On ne développe pas la capacité à gérer l'incertitude ou à prendre des initiatives en écoutant simplement un cours. Les enseignants en sont conscients, mais ils se sentent démunis.

L'évaluation suit la même logique : les projets d'entreprise sont largement utilisés, parfois de manière quasi exclusive, mais les critères restent souvent flous et l'accompagnement limité. Cela peut réduire la portée formative de l'exercice et le transformer en simple formalité.

#### **IV.4. Une injonction à l'entrepreneuriat qui peut devenir ambivalente**

L'intégration généralisée de l'EE dans tous les cursus donne parfois l'impression que l'entrepreneuriat est présenté comme la solution à tous les problèmes économiques. Cette « injonction » crée une tension : elle valorise l'initiative, mais elle peut aussi instaurer une forme de pression implicite sur les étudiants et les enseignants.

Cette orientation est d'autant plus ambivalente que beaucoup d'étudiants ne se sentent pas réellement prêts, matériellement ou psychologiquement, à créer une entreprise à l'issue de leurs études. L'objectif de l'EE reste alors flou : cherche-t-on à former des créateurs d'entreprises immédiats ou à développer des compétences entrepreneuriales plus larges, utiles dans différents parcours ? Cette question n'est pas toujours posée, et encore moins tranchée.

L'éducation entrepreneuriale en RDC se trouve à un moment décisif de son développement. Beaucoup a été fait : les enseignants s'investissent, les politiques publiques affichent leur ambition, et les

universités intègrent désormais cette formation dans leurs programmes. Mais pour passer de l'intention à une véritable transformation pédagogique, plusieurs conditions doivent être réunies : un meilleur soutien institutionnel, une coordination accrue entre les acteurs, des contenus plus contextualisés, des ressources pédagogiques solides et une ouverture à des approches plus actives.

En somme, l'éducation entrepreneuriale en RDC progresse, mais elle progresse « par le bas », grâce à l'engagement des individus plutôt qu'à une vision collective. Le défi des prochaines années sera justement de transformer cette énergie individuelle en un dispositif national cohérent, contextualisé et réellement capable d'accompagner les étudiants dans leurs choix professionnels et leurs projets de vie.

# Conclusion

Cette recherche avait pour ambition de dresser un état des lieux honnête et nuancé de l'éducation entrepreneuriale telle qu'elle se construit aujourd'hui en République Démocratique du Congo. Elle révèle un dispositif encore fragile, mais animé par une énergie réelle, portée avant tout par les enseignants eux-mêmes. Au-delà de cette photographie, plusieurs contributions émergent, tant sur le plan scientifique que managérial.

D'un point de vue **scientifique**, cette étude apporte **trois contributions majeures**. La première est d'offrir une lecture contextualisée de l'éducation entrepreneuriale dans un pays d'Afrique centrale, une région encore très peu documentée dans la littérature. La plupart des référentiels théoriques dominants ont été construits dans des contextes occidentaux ; les résultats présentés ici montrent combien les réalités congolaises – ressources limitées, institutions fragmentées, pédagogies traditionnelles – complexifient l'application mécanique de ces modèles.

La deuxième contribution est d'avoir mis en évidence la centralité paradoxale de l'enseignant, à la fois moteur et isolé. Alors que la littérature souligne l'importance de l'écosystème (universités, État, entreprises), nos résultats montrent qu'en RDC, cet écosystème n'est pas encore véritablement opérationnel. Cela invite à reconsidérer les modèles théoriques qui présupposent une coordination institutionnelle qui n'existe pas toujours dans les pays en développement.

La troisième contribution tient à l'identification d'un phénomène de mimétisme pédagogique, alimenté par l'absence de

recherche locale et de ressources contextualisées. Cette observation ouvre un espace de réflexion sur la pertinence des contenus importés et sur la nécessité, pour les chercheurs africains, de produire leurs propres référentiels, ancrés dans leurs réalités sociales, économiques et institutionnelles.

Sur le plan **managérial**, les implications sont tout aussi importantes. Pour les universités, cette étude montre l'urgence de sortir d'une vision individualisée de l'éducation entrepreneuriale. Tant que les enseignants agiront seuls, l'impact de l'EE restera limité. Le renforcement de la formation pédagogique, la création d'espaces d'échange et la mise à disposition de ressources structurées constituent des besoins prioritaires. Pour les décideurs publics, les résultats invitent à clarifier la politique nationale en matière d'entrepreneuriat, à mieux la communiquer, et surtout à l'accompagner de dispositifs concrets : guides pédagogiques, formations, financements, partenariats avec les entreprises locales. L'injonction à l'entrepreneuriat, si elle n'est pas accompagnée, risque de perdre en crédibilité.

Enfin, pour les acteurs économiques, l'étude souligne l'intérêt de mieux s'impliquer dans les dispositifs académiques afin de renforcer la pertinence et la contextualisation des contenus. L'écart entre le monde entrepreneurial réel et ce qui est transmis aux étudiants demeure encore trop large.

Comme toute recherche, celle-ci comporte des **limites** qu'il convient de reconnaître. D'abord, l'étude repose principalement sur des entretiens individuels. Bien qu'ils offrent une richesse narrative importante, ils reposent sur ce que les enseignants disent faire, et non sur l'observation directe de leurs pratiques. De même, la sélection des participants – même hétérogène en termes d'institutions – reste dépendante des enseignants volontaires. Ensuite, l'absence de triangulation avec les perspectives des étudiants ou des responsables institutionnels constitue une limite importante. Leur vision aurait enrichi la compréhension des dynamiques internes et des divergences d'attentes entre acteurs. Enfin, les analyses reposent

essentiellement sur une approche qualitative. Elles permettent d'approfondir, mais ne permettent pas de généraliser statistiquement les résultats à l'ensemble des universités du pays.

Ces limites ouvrent toutefois des **perspectives** intéressantes. Une première voie de recherche consisterait à inclure d'autres parties prenantes, notamment les étudiants, les responsables facultaires, les entrepreneurs et les décideurs publics. Le croisement de leurs discours permettrait de mieux comprendre les tensions et les potentiels alignements dans l'écosystème.

Une deuxième voie serait de mener des études comparatives entre plusieurs pays africains. La RDC partage sans doute des défis similaires avec d'autres pays d'Afrique centrale et subsaharienne ; les comparer permettrait d'identifier les facteurs spécifiques et les leviers transférables.

Une troisième piste serait d'analyser les effets réels des pratiques pédagogiques observées : qu'apprennent réellement les étudiants ? Quelles compétences développent-ils ? Une telle démarche, mobilisant des méthodes mixtes, permettrait de dépasser l'analyse descriptive pour évaluer l'impact concret de l'éducation entrepreneuriale.

Enfin, un effort de recherche pourrait être porté sur la construction de contenus pédagogiques véritablement contextualisés, intégrant les réalités économiques, sociales et institutionnelles congolaises. Cette démarche pourrait poser les bases d'un référentiel national, élaboré avec les enseignants eux-mêmes.

En définitive, cette étude montre une éducation entrepreneuriale à un moment charnière : portée par une volonté politique forte et par l'engagement d'enseignants passionnés, mais encore limitée par des contraintes structurelles lourdes. Elle invite les chercheurs, les institutions et les décideurs à travailler ensemble pour transformer cette dynamique, encore fragile, en un dispositif cohérent, contextualisé et durable au service des étudiants et du développement national.

## Références bibliographiques

1. BABATUNDE, S., EL-GOHARY H., & EDWARDS D. (2021), “Assessment methods in entrepreneurship education, challenges and opportunities in developed and developing nations : A comparative study of Nigeria and England”. *Education + Training*, 63(7/8), 1092-1113. <https://doi.org/10.1108/ET-12-2020-0368>
2. BAE, T. J., QIAN, S., MIAO, C., & FIET, J. O. (2014), The Relationship between Entrepreneurship Education and Entrepreneurial Intentions : A Meta-Analytic Review. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 38(2), 217-254. <https://doi.org/10.1111/etap.12095>
3. CUALHETA, L. P., & ABBAD, G. da S. (2020), What does entrepreneurship education look like in Brazil? An analysis of undergraduate teaching plans. *Education + Training*, 63(7/8), 1043-1057. <https://doi.org/10.1108/ET-05-2020-0106>
4. FAYOLLE, A. (2011), Enseignez, enseignez l’entrepreneuriat, il en restera toujours quelque chose ! *Entreprendre & Innover*, 11-12(3-4), 147-158. <https://doi.org/10.3917/entin.011.0147>
5. FAYOLLE, A., & GAILLY, B. (2008), From craft to science : Teaching models and learning processes in entrepreneurship education. *Journal of European Industrial Training*, 32(7), 569-593. Scopus. <https://doi.org/10.1108/03090590810899838>
6. JOENSU-SALO, S., PELTONEN, K., & HAMALAINEN, M. (2023), The importance of HEI managerial practices in teachers’ competence in implementing entrepreneurship education : Evidence from Finland. *The International Journal of Management Education*, 100767. <https://doi.org/10.1016/j.ijme.2023.100767>

7. KURATKO, D. F. (2005), The Emergence of Entrepreneurship Education : Development, Trends, and Challenges. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 29(5), 577-597. <https://doi.org/10.1111/j.1540-6520.2005.00099.x>
8. LE PONTOIS, S. (2019), Enseigner l'entrepreneuriat, accompagner les étudiants : Question(s) de légitimité. *Entreprendre & Innover*, 42-43(3-4), 159-172. <https://doi.org/10.3917/entin.042.0159>
9. MAKIESE NDOMA, F. (2019), Entrepreneuriat des jeunes et rôle du système éducatif dans les deux congo. *Racines et Croissance*, VI(2 Juillet-Décembre 2019).
10. PAILLE, P., & MUCCHIELLI, A. (2021). Chapitre 12. L'analyse thématique. In *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales: Vol. 5e éd.* (p. 269-357). Armand Colin. <https://www.cairn.info/l-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200624019-p-269.htm>
11. PITTAWAY, L., & EDWARDS C. (2012), *Assessment : Examining Practice in Entrepreneurship Education* (SSRN Scholarly Paper N° 2815324). <https://papers.ssrn.com/abstract=2815324>
12. RAUCH, A., & HULSINK W. (2015), Putting entrepreneurship Education where the intention to Act lies : An investigation into the impact of entrepreneurship education on entrepreneurial behavior. *Academy of Management Learning and Education*, 14(2), 187-204. Scopus. <https://doi.org/10.5465/amle.2012.0293>
13. SAMWEL MWASALWIBA, E. (2010), Entrepreneurship education : A review of its objectives, teaching methods, and impact indicators. *Education + Training*, 52(1), 20-47. <https://doi.org/10.1108/00400911011017663>
14. SIMON, J. D. (2022), Enseñanza del emprendimiento : Entre la política y la praxis educativa. *Education Policy Analysis Archives*, 30, (148)-(148). <https://doi.org/10.14507/epaa.30.7078>
15. SIRLKHATIM F., & GANGI, Y. (2015), Entrepreneurship education : A systematic literature review of curricula contents and teaching methods. *Cogent Business and Management*, 2(1). Scopus. <https://doi.org/10.1080/23311975.2015.1052034>

16. STADLER, A., ALBERTON, A., & SMITH, A. M. J. (2022), Entrepreneurship education in Brazil: Brazilian and Scottish approaches to policy and provision in vocational education. *Journal of Small Business and Enterprise Development*, 29(4), 645-662. Scopus. <https://doi.org/10.1108/JSBED-12-2020-0440>
17. THIEU, H., & SCHUHMACHER, M. (2020), The Role of Students, Educators, and Educational Institutes in Entrepreneurship Education: A Systematic Literature Review and Directions for Future Research. *Entrepreneurship Education and Pedagogy*. <https://doi.org/10.1177/2515127420977773>
18. TIBERIUS, V., WEYLAND, M., & MAHTO, R. V. (2023), Best of entrepreneurship education? A curriculum analysis of the highest-ranking entrepreneurship MBA programs. *The International Journal of Management Education*, 21(1), 100753. <https://doi.org/10.1016/j.ijme.2022.100753>
19. VERZAT, C. (2014), Les défis en éducation et en recherche pour diffuser et valoriser la culture et les comportements entrepreneuriaux en France. Interview d'Alain Fayolle. *Revue de l'Entrepreneuriat*, 13(2-2014), 15-28. <https://doi.org/10.3917/entre.132.0015>
20. VERZAT, C. (2015), La question de l'éducation à l'entrepreneuriat reste ouverte. *Entreprendre & Innover*, 27(4), 70-71. <https://doi.org/10.3917/entin.027.0070>

## À propos de l'Auteur :

❖ *Randy KAMBANA MOÏSE, Université Catholique du Congo (UCC) & HEC Liège*

Randy Kambana Moïse (R.KambanaMoise@student.uliege.be) est un chercheur qui s'intéresse aux enjeux du financement des PME, de l'inclusion financière, de la régulation bancaire et du risque de crédit dans les économies fragiles et post-conflit.

❖ *Gaël NGONGO, Université Protestante au Congo (UPC) & HEC Liège*

Gaël Ngongo Makelele (gael.ngongomakelele@student.uliege.be) est assistant de recherche au projet *Tobongola Mokili – Nouvelle Économie du Climat* (HEC Liège) ainsi qu'assistant scientifique à l'Université Protestante au Congo (UPC), étudiant en Master en Sciences de gestion à HEC Liège et titulaire d'un Master en Administration des affaires et Sciences économiques. Ses recherches portent sur l'économie du climat, la dé-dollarisation et l'innovation institutionnelle en Afrique subsaharienne.



**Faillites bancaires en RDC (1960–2025)  
paradoxes prudents, dollarisation et  
leçons d’une instabilité persistante**

*BANK FAILURES IN THE DRC (1960–2025):  
PRUDENTIAL PARADOXES, DOLLARIZATION,  
AND LESSONS FROM PERSISTENT INSTABILITY*

Par

Randy Kambana Moïse

HEC Liège – Université Catholique du Congo

randykambana10@gmail.com

# Résumé

Cet article propose une analyse diachronique et comparative des faillites bancaires en République Démocratique du Congo (RDC) sur la période 1960–2025. En mobilisant une base empirique originale et en s'appuyant sur une triangulation de sources (rapports de la Banque Centrale, littérature académique locale et internationale), l'étude identifie les causes dominantes des faillites notamment l'insolvabilité, les crises de liquidité, la gouvernance défailante et dollarisation et évalue l'impact des réformes prudentielles post-2000 (Bâle II) et post-2008 (Bâle III, loi bancaire 2022).

Les résultats montrent que près de 90 % des faillites concernent des banques de droit congolais, confirmant la vulnérabilité endogène du système. Si l'adoption des normes internationales a réduit la fréquence des crises, leur persistance (cas BIAC, BCD) souligne un décalage entre régulation formelle et mise en œuvre effective. La comparaison internationale (SVB, Signature, Credit Suisse) révèle par ailleurs l'universalité des paniques bancaires, indépendamment du niveau de conformité prudentielle. Cette recherche contribue à la littérature sur la stabilité financière en Afrique en proposant un cadre analytique intégrant gouvernance, dollarisation et régulation, et ouvre la perspective d'investiguer les effets des paniques numériques et des standards futurs (Bâle IV, ESG).

## **Abstract**

This paper provides a diachronic and comparative analysis of bank failures in the Democratic Republic of Congo (DRC) from 1960 to 2025. Based on an original empirical database and a triangulation of sources (Central Bank reports, local and international academic literature), the study identifies the main drivers of failures—insolvency, liquidity crises, weak governance, and dollarization—and assesses the impact of prudential reforms since 2000 (Basel II) and post-2008 (Basel III, 2022 Banking Law). Results show that nearly 90% of failures involved Congolese-owned banks, highlighting the system’s structural fragility.

While the adoption of international standards has reduced the frequency of crises, their persistence (BIAC, BCD) underscores the gap between formal regulation and effective implementation. The international comparison (SVB, Signature, Credit Suisse) also reveals the universality of bank runs, regardless of prudential compliance. This research contributes to the literature on financial stability in Africa by proposing an analytical framework combining governance, dollarization, and regulation, and suggests future research on digital bank runs and the implications of Basel IV and ESG standards.

# Introduction

Depuis plus de soixante ans, le système bancaire de la République Démocratique du Congo (RDC) oscille entre phases d'expansion et épisodes de faillites retentissantes. L'histoire récente, notamment la liquidation de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC) entre 2016 et 2022, illustre les fragilités persistantes du secteur : liquidité insuffisante, gouvernance déficiente et perte de confiance. Ces vulnérabilités s'inscrivent dans une dynamique mondiale : la faillite de la Silicon Valley Bank (SVB) et de Signature Bank aux États-Unis en 2023, ou encore la résolution rapide de SVB-UK par la Banque d'Angleterre, rappellent que même les économies avancées restent exposées aux paniques bancaires (Bank of England, 2023).

Comme l'expliquent les classiques des crises financières, les déséquilibres bancaires dépassent les simples ratios financiers. Kindleberger et Aliber (2011) soulignent le rôle central des dimensions psychologiques et informationnelles, tandis que Allen et Gale (2007) rappellent que la liquidité constitue souvent le facteur ultime de survie dans les crises.

En RDC, nos analyses sur la dédollarisation (Kambana R., et Ngongo G., 2025) mettent en évidence que la persistance d'un degré élevé de dollarisation, conjuguée à une crédibilité monétaire encore incomplète, affaiblit les mécanismes de transmission de la politique monétaire et entretient des fragilités macrofinancières, tandis que Bob-David Nzoimbengene (2023) souligne qu'en l'absence d'un pilotage macroprudentiel cohérent, le système bancaire congolais est

susceptible de devenir un amplificateur de vulnérabilités plutôt qu'un facteur de stabilisation.

Ces constats convergent vers une réalité : la majorité des banques tombées en faillite en RDC sont des établissements de droit congolais (BIAC, BC, BCCE, NBK, BCA, UBC, BACAZ, BANCOR, BCD, COBAC). Cette observation trouve un écho dans les travaux de Laeven et Valencia (2018), qui montrent que les pays à gouvernance fragile connaissent plus de crises bancaires et des crises plus coûteuses. De manière convergente, une étude récente de Bouzidi et Nefzi (2024) démontre que les faillites bancaires sont significativement plus fréquentes dans les banques commerciales locales (nationales) que dans les banques commerciales étrangères, ces dernières bénéficiant de meilleures pratiques de gouvernance et de standards internationaux de reporting.

Nonobstant, une exception mérite d'être soulignée : Rawbank, banque congolaise à capitaux locaux détenue majoritairement par le groupe Rawji, qui reste leader du marché et a affiché en 2023 des performances record (produit net bancaire de 483,9 millions USD, dépôts en hausse à 3,94 milliards USD, croissance de 19,2 % des crédits, ratio Net NPL à 0,60 % | Rawbank, 2024). Cela prouve qu'un modèle endogène de gouvernance rigoureuse et de capitalisation solide peut résister dans un environnement caractérisé par des faillites répétées.

Deux périodes se distinguent dans l'évolution réglementaire congolaise. La période post-2000, marquée par les premières réformes prudentielles inspirées de Bâle II, que la Banque Centrale du Congo (BCC) a commencé à intégrer dès 2002-2005, notamment par le relèvement progressif du capital minimum. La seconde, post-2008, intervient après la crise financière mondiale, où la BCC a annoncé l'alignement sur les standards de Bâle III (2014-2019), renforcé par le relèvement du capital minimum en 2019 (30 millions USD), le passage prévu à 50 millions USD en 2025, et la promulgation de la nouvelle loi bancaire du 27 décembre 2022 (RDC, 2022).

Pourtant, malgré ces évolutions, la faillite de la BIAC en 2016 est intervenue *après* l'annonce de ces renforcements. Ce paradoxe souligne que l'adoption formelle de normes ne garantit pas à elle seule la stabilité, surtout lorsque la supervision, la gouvernance et la confiance restent fragiles.

Parallèlement, le paysage bancaire congolais se transforme avec l'arrivée de nouveaux groupes régionaux, notamment CRDB Bank (Tanzanie), ainsi que le renforcement de la présence d'EquityBCDC, Ecobank et BGF Bank. Ces institutions opèrent selon des standards de reporting et de gouvernance conformes aux meilleures pratiques africaines et internationales (rapports Pillar 3, gestion des risques, discipline de marché), ce qui crée une **pression implicite** pour que la BCC ajuste ses propres cadres prudentiels et de supervision (Equity Group Holdings, 2024 ; Basel Committee on Banking Supervision, 2014).

Dans ce contexte, au-delà des exigences quantitatives (fonds propres, ratios de liquidité LCR/NSFR), l'expérience internationale montre que la stabilité repose aussi sur des mesures structurelles : (i) renforcer la gouvernance et la transparence des structures d'actionariat (Basel Committee on Banking Supervision, 2015) ; (ii) limiter les concentrations de capitaux via le cadre « Large Exposures », qui plafonne à 25 % du Tier 1 l'exposition à une contrepartie unique (Basel Committee on Banking Supervision, 2014) ; et (iii) améliorer le reporting public à travers les exigences du pilier 3, afin de favoriser la discipline de marché (Basel Committee on Banking Supervision, 2015). Comme le rappelle le BIS (2024), la mise en œuvre effective de ces normes demeure essentielle pour contenir les risques de panique bancaire dans un monde où la circulation numérique de l'information amplifie la méfiance des déposants (Basel Committee on Banking Supervision, 2024).

C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente étude. Elle poursuit trois objectifs principaux :

1. Établir un état des lieux des faillites bancaires en RDC entre 1960 et 2025, en identifiant les causes dominantes par période (insolvabilité, liquidité, gouvernance, macroéconomie, résolution).
2. Analyser l'impact des réformes récentes (capital minimum, loi bancaire 2022, Bâle III) sur la prévention des crises.
3. Comparer l'expérience congolaise aux enseignements internationaux afin d'évaluer dans quelle mesure la RDC peut s'aligner sur les standards mondiaux de stabilité financière et réduire la panique liée aux annonces de faillite.

## I. Méthodologie

La méthodologie de cette recherche repose sur une combinaison d'analyse diachronique, d'approche comparative et de codification qualitative, adaptée aux spécificités du secteur bancaire congolais et aux objectifs de l'étude. Ce choix méthodologique s'inspire des travaux internationaux sur les crises bancaires et la régulation prudentielle, qui recommandent une analyse à la fois longitudinale et comparative pour isoler les dynamiques structurelles (Laeven et Valencia, 2018 ; Demirgüç-Kunt et Detragiache, 1998 ; Beck et *al.*, 2006).

### 1. Démarche diachronique

La première étape consiste en une analyse historique structurée des faillites bancaires en RDC entre 1960 et 2025, avec une attention particulière portée aux deux périodes charnières de la régulation :

- Période post-2000 : intégration progressive des premières normes inspirées de Bâle II, relèvement des fonds propres minimums, et renforcement embryonnaire de la supervision prudentielle.
- Période post-2008 : alignement annoncé sur Bâle III (2014–2019), durcissement du capital minimum (30 millions USD en 2019, 50 millions prévus en 2025) et adoption de la nouvelle loi bancaire de 2022.

Chaque faillite est codifiée en fonction des causes dominantes (insolvabilité, crise de liquidité, gouvernance défaillante, dollarisation, choc macroéconomique, résolution judiciaire). Cette approche permet de dégager des **réurrences historiques** et d'évaluer si les réformes prudentielles ont effectivement réduit la fréquence ou la gravité des crises bancaires.

Cette démarche rejoint les analyses de Kindleberger et Aliber (2011) sur la nécessité de replacer chaque crise dans une chronologie plus large pour identifier les régularités, et s'inscrit dans l'approche de Caprio et Klingebiel (2003) qui ont mis en évidence l'importance de l'histoire longue pour comprendre les crises bancaires récurrentes.

## **2. Approche comparative**

La deuxième étape est une analyse comparative entre la RDC et d'autres contextes nationaux ou régionaux. Deux axes de comparaison sont privilégiés :

- Les économies avancées (États-Unis, Royaume-Uni) où des faillites bancaires récentes (SVB, Signature, Credit Suisse) montrent que même des systèmes régulés selon les standards les plus stricts restent vulnérables à la panique et à la liquidité.
- Les économies africaines (Nigeria, Kenya, Afrique du Sud, Tanzanie) qui, comme la RDC, connaissent une forte présence de banques locales vulnérables, mais aussi l'implantation de groupes bancaires régionaux qui importent des normes de gouvernance et de reporting plus rigoureuses (Bouzidi et Nefzi, 2024).

Cette approche comparative vise à situer le cas congolais dans une perspective régionale et internationale, conformément aux recommandations méthodologiques de Laeven et Valencia (2018) et de Honohan et Klingebiel (2003) qui soulignent la nécessité de comparer pour mieux comprendre les mécanismes universels et spécifiques des crises.

### 3. Codification qualitative et triangulation des sources

L'analyse repose sur la construction d'une base de data qualitative codifiée :

- Sources nationales : rapports annuels de la BCC, textes de loi (2002, 2015, 2022), rapports d'activité des banques (Rawbank, EquityBCDC, CRDB Bank).
- Sources académiques locales : études de Kambana R., et Ngongo G., (2025), Bob-David Nzoimbengene (2023), qui analysent respectivement les réformes bancaires, la gouvernance, la dollarisation et la gestion prudentielle.
- Sources internationales : normes du Comité de Bâle (Bâle II, Bâle III), rapports du FMI et de la Banque mondiale sur la stabilité financière, et la base de données IMF Banking Crises de Laeven et Valencia (2018).

Chaque faillite ou épisode critique est codifié selon une grille inspirée de Demirgüç-Kunt et Detragiache (1998) qui identifient les facteurs de vulnérabilité bancaire dans les pays en développement : (i) faiblesse des ratios de capitalisation, (ii) dollarisation et risque de change, (iii) gouvernance et supervision faibles, (iv) chocs macroéconomiques.

Cette triangulation garantit une validité interne (multiplication des sources sur un même événement) et une validité externe (comparabilité internationale).

### 4. Pertinence de la méthode

La pertinence de cette approche méthodologique repose sur trois arguments :

- Adaptation au contexte congolais : Les faillites bancaires en RDC sont peu documentées quantitativement (absence de séries publiques longues sur LCR, NSFR, NPL par banque). Une approche historique et qualitative, triangulée par les sources internationales, permet de pallier cette lacune.

- Conformité aux standards internationaux : La méthodologie s'aligne sur celle utilisée dans les grandes bases de données internationales (Laeven et Valencia, 2018 ; Beck et *al.*, 2006), ce qui garantit une comparabilité scientifique.

- Capacité explicative : L'approche diachronique permet de tester si l'adoption progressive de Bâle II et Bâle III a produit un effet mesurable sur la fréquence et la gravité des faillites, ce que recommandent Allen et Gale (2007) et Kindleberger et Aliber (2011) dans leurs analyses méthodologiques des crises.

## **5. Contribution scientifique attendue**

Cette méthodologie permettra de :

1. Établir une typologie historique des faillites bancaires en RDC (1960–2025) et d'identifier leurs causes récurrentes.

2. Tester empiriquement si les réformes prudentielles post-2000 et post-2008 ont contribué à réduire la probabilité de faillite.

3. Comparer le cas congolais aux expériences internationales, en montrant le paradoxe d'une persistance des faillites malgré l'adoption des normes globales.

4. Proposer un cadre analytique original pour l'Afrique centrale, intégrant la gouvernance, la dollarisation et la régulation prudentielle dans une approche unifiée.

L'originalité scientifique de ce travail repose donc sur la construction d'une base empirique inédite et sur l'application d'une méthodologie comparative inspirée des travaux internationaux, mais adaptée au cas congolais. Elle permettra de nourrir à la fois la littérature académique (en offrant une étude longitudinale sur la RDC) et la réflexion réglementaire (en éclairant les choix de la BCC pour renforcer la stabilité bancaire).

## **II. Résultats et Discussion**

(1) Résultats pour la période 1960–2000 : une instabilité chronique liée à l’absence de cadre prudentiel. Les résultats de la première période (Tableau 1) démontrent une instabilité systémique quasi permanente, directement imputable à l’absence de règles prudentielles modernes. La faillite de la Banque Commerciale du Congo (1967) et de la Banque Commerciale Zaïroise (1976) illustre l’incapacité des banques locales à résister aux chocs macroéconomiques et politiques. Comme l’ont souligné Kindleberger et Aliber (2011), dans des environnements institutionnels faibles, la panique bancaire se nourrit de l’absence de confiance collective, ce qui s’observe clairement dans ce contexte congolais.

**Tableau 1. Faillites bancaires en RDC (1960–2000) : dynamiques historiques, causes dominantes et contexte réglementaire**

Banque	Année de faillite	Type	Cause principale	Contexte réglementaire	Source
<b>Banque Commerciale du Congo (BCC ex-BCZ)</b>	1967	Nationale	Insolvabilité post-indépendance, instabilité politique	Absence de supervision moderne, cadre prudentiel inexistant	Banque Centrale du Congo (1967)
<b>Banque Commerciale Zaïroise (BCAZ)</b>	1976	Nationale	Crise de liquidité, hyperinflation	Pas de capital minimum ni de ratios prudentiels	Banque Centrale du Zaïre (1976)
<b>Union des Banques Congolaises (UBC)</b>	1986	Nationale	Gouvernance défaillante, insolvabilité	Supervision embryonnaire de la BCZ	Banque Centrale du Zaïre (1986)

<b>Banque Africaine de Crédit (BAC)</b>	1991	Nationale	Insolvabilité liée aux pillages économiques (1991–1993)	Faible cadre prudentiel, absence de mécanismes de résolution	Banque Centrale du Zaïre (1991–1993)
<b>Banque du Crédit Zaïrois (BCZ)</b>	1994–1996	Nationale	Crise de liquidité et créances douteuses, mauvaise gouvernance	Environnement marqué par l’hyperinflation et effondrement macroéconomique	Banque Centrale du Zaïre (1996)

Source :

• Kambana, R. ; Ngongo G. (2026). *Base de données sur les faillites bancaires en RDC (1960–2025)* [Données compilées à partir des rapports annuels de la Banque Centrale du Zaïre et de la Banque Centrale du Congo] ;

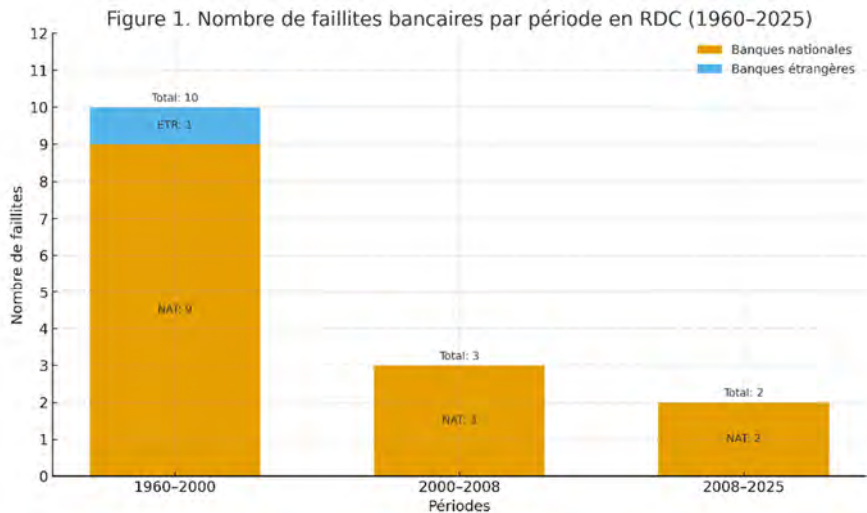
- Banque Centrale du Congo. (1967). *Rapport annuel 1967* (pp. 22–30). Kinshasa : BCC ;
- Banque Centrale du Zaïre. (1976). *Rapport annuel 1976* (pp. 40–45). Kinshasa : BCZ ;
- Banque Centrale du Zaïre. (1986). *Rapport annuel 1986* (pp. 33–41). Kinshasa : BCZ ;
- Banque Centrale du Zaïre. (1991–1993). *Rapports annuels 1991–1993* (pp. 50–70). Kinshasa : BCZ

;

- Banque Centrale du Zaïre. (1996). *Rapport annuel 1996* (pp. 37–49). Kinshasa : BCZ.

## Figure 1. Nombre de faillites bancaires par période en RDC (1960–2025).

Barres empilées : nationales vs étrangères.



Sources: BCC (rapports annuels, 1960–2025); Laeven & Valencia (2018), IMF WP 18/206; Bouzidi & Nefzi (2024), Journal of Banking Regulation. Note: Répartition indicative (~90% nationales) fondée sur la base historique consolidée.

**Source :** Kambana, R. et Ngongo G., (2026). Base de données sur les faillites bancaires en RDC (1960–2025), construite à partir des rapports annuels de la Banque Centrale du Congo (1967–2025), et enrichie des données secondaires de Laeven & Valencia (2018) (Systemic banking crises revisited, IMF Working Paper 18/206, <https://doi.org/10.5089/9781484373790.001>) et de Bouzidi et Nefzi (2024) (Journal of Banking Regulation, <https://doi.org/10.1057/s41261-024-00254-x>).

La Figure 1 montre que cette période concentre le plus grand nombre de faillites survenant dans un contexte où la Banque Centrale du Congo n'avait pas encore intégré les standards internationaux (Bâle I n'a été adopté mondialement qu'à partir de 1988). Ces faillites sont principalement attribuées à l'insolvabilité et aux crises de liquidité provoquées par des hyperinflations récurrentes. Ce

constat confirme les analyses de Kindleberger et Aliber (2011), selon lesquelles, dans des environnements institutionnels faibles, les crises bancaires suivent une dynamique de panique collective, amplifiée par la défiance généralisée.

(2) Résultats pour la période 2000–2008 : un alignement formel sur Bâle II sans efficacité réelle. Malgré l'introduction des premières normes inspirées de Bâle II (capital minimum 2,5 M USD en 2002), les faillites de la Banque Congolaise (2002) et de BANCOR (2005) confirment que la régulation restait largement inopérante (Tableau 2). Cette contradiction rejoint les conclusions de Demirgüç-Kunt et Detragiache (1998), selon lesquelles les réformes bancaires dans les pays émergents produisent peu d'effets si elles ne sont pas accompagnées d'un renforcement institutionnel effectif.

**Tableau 2. Faillites bancaires en RDC (2000–2008).**

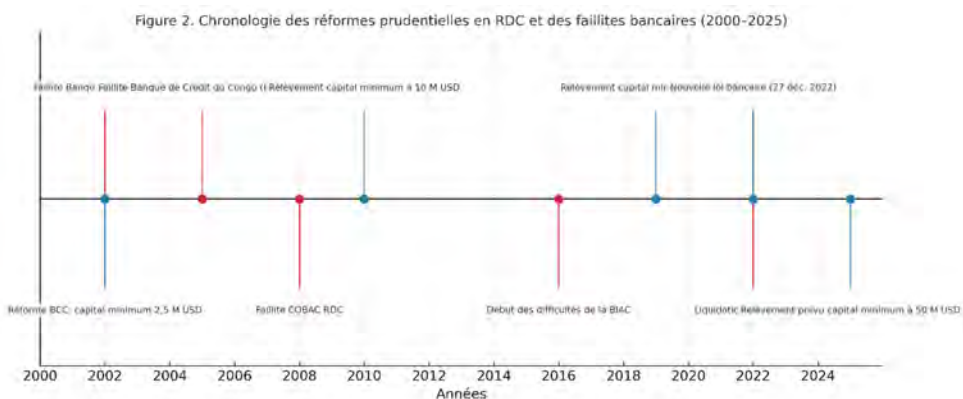
<b>Banque</b>	<b>Année de faillite</b>	<b>Type</b>	<b>Cause principale</b>	<b>Contexte réglementaire</b>	<b>Source</b>
<b>Banque Congolaise (BC)</b>	2002	Nationale	Faible capitalisation, créances douteuses	Début de mise en place des règles inspirées de Bâle II (capital minimum 2,5 M USD)	BCC (2002)
<b>Banque de Crédit du Congo (BANCOR)</b>	2005	Nationale	Gouvernance défectueuse, pertes massives	Instruction prudentielle BCC 2003 sur capital minimum	Makunza (2010)
<b>COBAC RDC</b>	2008	Nationale	Insolvabilité, retrait massif de dépôts	Pré-crise internationale, normes locales peu contraignantes	BCC (Rapports 2008)

Cette base a été construite par Kambana, R. et Ngongo G., (2026), sur la base des rapports annuels de la Banque Centrale du Congo (2002, 2008) et de l'étude de Makunza (2010). Les données ont été harmonisées afin de classer chaque faillite selon la typologie des causes et du contexte réglementaire.

Le Tableau 2 met en évidence la poursuite des faillites bancaires dans les années 2000, malgré l'introduction des premières réformes inspirées de Bâle II. La Banque Congolaise (2002), BANCOR (2005) et COBAC (2008) ont toutes connu une liquidation ou une suspension d'activités, pour des causes allant de la mauvaise gouvernance aux retraits massifs de dépôts.

Ces faillites sont particulièrement significatives car elles surviennent alors même que la BCC avait initié des réformes : relèvement du capital minimum à 2,5 millions USD en 2002 et adoption de nouvelles instructions prudentielles en 2003. La persistance des crises démontre un **décalage structurel** entre l'adoption formelle de normes et leur application effective dans un environnement institutionnel fragile.

**Figure 2. Chronologie des Réformes prudentielles en RDC et des faillites bancaires (2000-2025).**



**Sources :** Banque Centrale du Congo (2002, 2008, 2016, 2022) ; RDC (2022, Loi bancaire n°22-069) ; Laeven et Valencia (2018). Base construite par Kambana, R. et Ngongo, G., (2026).

La Figure 2, retraçant la chronologie des réformes et faillites, illustre ce paradoxe : l'alignement sur Bâle II n'a pas empêché les banques locales d'être fragilisées par la dollarisation et le manque de supervision. Ces résultats s'inscrivent dans les conclusions de Demirgüç-Kunt et Detragiache (1998) qui ont montré, à l'échelle internationale, que l'efficacité des réformes prudentielles dépend moins de leur adoption formelle que de leur mise en œuvre effective dans un cadre macroéconomique stable.

(3) Résultats pour la période 2008–2025 : le paradoxe congolais de l'adoption de Bâle III.

La période post-2008 marque une étape cruciale : la RDC adopte officiellement une trajectoire d'alignement sur Bâle III (2014–2019), avec un relèvement progressif du capital minimum (30 millions USD en 2019, 50 millions prévus en 2025) et une nouvelle loi bancaire en 2022. Pourtant, la faillite emblématique de la BIAC (2016–2022) démontre que ces normes, même alignées sur les standards internationaux, n'ont pas suffi à éviter l'effondrement d'une banque systémique locale. Cette faillite illustre le paradoxe d'un cadre prudentiel théoriquement robuste mais appliqué dans un environnement institutionnel fragile. Comme l'indiquent Allen et Gale (2007), la liquidité et la confiance demeurent des déterminants plus décisifs que les ratios prudentiels, une observation confirmée par le cas congolais.

## **II.1. Le rôle de la dollarisation**

Un élément majeur, souvent sous-estimé, est la dollarisation structurelle de l'économie congolaise. Plus de 80 % des dépôts et crédits sont libellés en dollars américains (FMI, 2020). Cette exposition massive au risque de change fragilise la liquidité des banques locales et complique l'efficacité des ratios prudentiels libellés en

monnaie nationale. Les faillites récentes, dont celle de la BIAC, ont été accélérées par l'incapacité à mobiliser des liquidités en devises, malgré une apparente conformité aux exigences minimales. Ce constat rejoint les analyses de Nsona (2019), qui identifie la dollarisation comme un facteur aggravant de vulnérabilité.

## **II.2. Les recapitalisations et faillites évitées**

Un autre enseignement est que plusieurs faillites potentielles ont été évitées par des recapitalisations imposées par la BCC. Entre 2019 et 2023, plusieurs banques locales, en difficulté pour respecter le seuil de 30 millions USD, ont été contraintes d'augmenter leur capital via de nouveaux actionnaires ou fusions. Si ces opérations ont évité des liquidations, elles révèlent que la solidité du système repose encore largement sur l'interventionnisme réglementaire plutôt que sur une discipline de marché.

## **II.3. Les indicateurs prudentiels agrégés**

Même si les séries détaillées par banque ne sont pas publiques, les rapports du FMI (2020) et du BIS (2024) montrent que le ratio de créances douteuses (NPL) reste supérieur à 15 % pour l'ensemble du système bancaire congolais, bien au-delà des standards internationaux (<5 %). De plus, la mise en œuvre des ratios de liquidité (LCR, NSFR) demeure partielle, faute de reporting complet. Ces résultats confirment le décalage entre la transposition des normes de Bâle III et leur effectivité réelle.

## **II.4. Faillite de la BIAC (2016-2022)**

L'analyse de la BIAC illustre deux éléments majeurs :

1. La fragilité de la confiance : la faillite a été précipitée par les rumeurs de retrait massif de dépôts, confirmant que dans les environnements fragiles, la panique bancaire reste un risque endogène (cf. Allen & Gale, 2007).

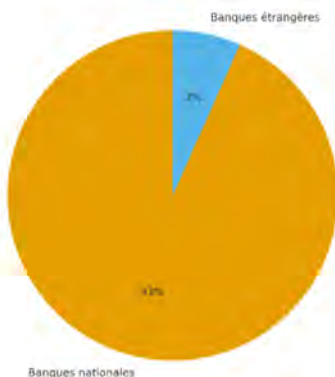
2. Le décalage institutionnel : la BCC avait déjà annoncé l'intégration des normes de liquidité (LCR, NSFR), mais leur

application effective et la supervision microprudentielle restaient insuffisantes.

Parallèlement, la période post-2008 voit émerger une nouvelle dynamique concurrentielle : l'entrée de CRDB Bank (Tanzanie) et le renforcement de groupes régionaux comme EquityBCDC et BGFI Bank. Ces acteurs introduisent des standards de gouvernance et de reporting supérieurs (rapports Pillar 3, gestion des risques intégrée), accentuant la pression sur la régulation locale pour s'aligner.

### Figure 3. Répartition des faillites bancaires en RDC (1960-2025) Nationales vs Étrangères.

Figure 3. Répartition des faillites bancaires en RDC (1960-2025)  
Nationales vs Étrangères



Sources: Banque Centrale du Congo (Rapports annuels 1967-2025); Laeven & Valencia (2018, IMF WP 18/206); Bouzidi & Nefzi (2024, Journal of Banking Regulation); Base construite par Kambana Moïse, R. (2025).

**Sources** : Banque Centrale du Congo (Rapports annuels 1967–2025) ; Laeven & Valencia (2018, IMF WP 18/206) ; Bouzidi et Nefzi (2024, Journal of Banking Regulation). Base construite par Kambana Moïse, R. et Ngongo, G. (2026).

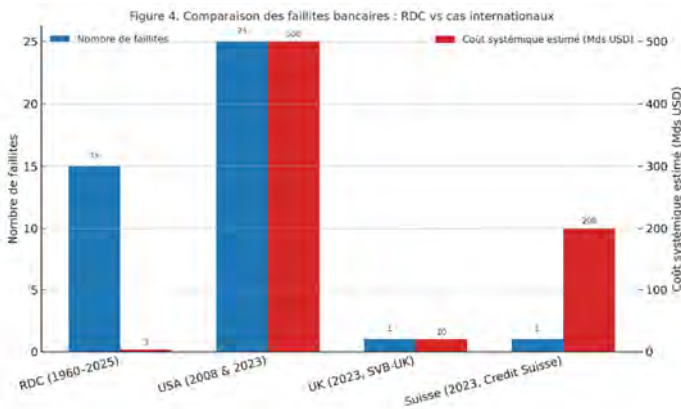
La Figure 3 montre que malgré un nombre plus réduit de faillites après 2008, leur coût systémique a été plus élevé, en raison du poids des banques concernées (BIAC, BCD). Cela corrobore les observations de Laeven et Valencia (2018) : les crises sont moins

fréquentes mais plus coûteuses dans les pays où les réformes prudentielles sont partiellement intégrées.

(4) Comparaison internationale : une fréquence élevée mais un coût limité en RDC.

La comparaison avec les faillites de SVB, Signature Bank et Credit Suisse (Figure 4, Annexe F) révèle un contraste net : la RDC enregistre des faillites fréquentes mais à coût systémique limité, tandis que les économies avancées connaissent des crises plus rares mais beaucoup plus coûteuses. Cette asymétrie confirme l’analyse de Laeven et Valencia (2018), qui observent que les crises bancaires sont plus nombreuses dans les pays émergents, mais que leur ampleur systémique reste modérée par rapport aux effondrements des banques systémiques mondiales.

**Figure 4. Comparaison des faillites bancaires : RDC vs cas internationaux.**



Source: IMF (2023); Laeven & Valencia (2018); IMF WP 18/206; Federal Reserve (2023); Reports on SVB & Signature; Bank of England (2023); SVB-UK resolution; FINMA (2023); Credit Suisse (2023); Base comparative construite par Kambana Moise, R. et Ngongo, G. (2026).

**Sources :** Banque Centrale du Congo (1967–2025) ; Laeven et Valencia (2018, IMF WP 18/206) ; Federal Reserve (2023) ; Bank of England (2023) ; FINMA (2023). Base comparative construite par Kambana Moise, R. et Ngongo, G. (2026).

Contrairement aux banques congolaises dont la faillite résulte de ratios fragiles et de gouvernance déficiente, les cas de SVB,

Signature et Credit Suisse démontrent que même des banques respectant les standards de Bâle III (ratios Tier 1 et LCR conformes) peuvent s'effondrer sous l'effet d'une crise de confiance. Cela illustre le caractère universel de la panique bancaire, indépendamment du niveau de conformité prudentielle.

La Figure 4 illustre une comparaison diachronique et internationale des faillites bancaires entre la RDC et des cas emblématiques aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Suisse. Deux éléments majeurs ressortent :

1. La fréquence des faillites : la RDC présente un nombre de faillites relativement élevé sur la période 1960–2025, concentrées sur des banques locales. À l'inverse, dans les économies avancées, les faillites récentes (SVB, Signature, Credit Suisse) sont moins nombreuses mais concernent des institutions systémiques.

2. Le coût systémique : bien que la RDC ait enregistré plus de faillites, leur coût absolu reste limité comparativement aux États-Unis ou à la Suisse, où l'effondrement de grandes institutions a mobilisé des dispositifs publics de sauvetage de plusieurs centaines de milliards USD. Cela confirme l'observation de Laeven et Valencia (2018) : les crises bancaires dans les pays émergents sont fréquentes mais de taille relativement limitée, alors que dans les économies avancées elles sont rares mais systémiquement coûteuses.

Ainsi, la Figure 4 met en évidence un paradoxe structurel : la RDC subit une instabilité chronique mais à faible coût systémique, tandis que les pays développés connaissent des crises plus rares mais aux impacts financiers disproportionnés.

Pour approfondir cette comparaison, le Tableau 4 présente une typologie détaillée des faillites bancaires en RDC et à l'international entre 2000 et 2025. Ce tableau met en parallèle les causes principales (liquidité, gouvernance, concentration des dépôts), les cadres réglementaires (Bâle II, Bâle III, Dodd-Frank Act, supervision prudentielle), ainsi que les conséquences systémiques (liquidation, recapitalisation, sauvetage ou fusion).

Ce dispositif analytique permet de tirer trois enseignements principaux :

- En RDC, les faillites (BIAC, BANCOR) illustrent un déficit de gouvernance et une application partielle des normes prudentielles, malgré leur adoption formelle.
- Aux États-Unis, les faillites de SVB et Signature révèlent l'importance des risques de liquidité et de concentration sectorielle, même dans un cadre réglementaire robuste.
- Au Royaume-Uni et en Suisse, les cas de SVB-UK et Credit Suisse démontrent que la rapidité de la supervision (BoE) ou l'adossement à une autre institution (UBS) déterminent la capacité à limiter la contagion systémique.

Le Tableau 4 enrichit ainsi l'analyse visuelle de la Figure 4 en offrant une grille de lecture comparative où la RDC est replacée dans une trajectoire mondiale des crises bancaires, confirmant une double dynamique : fréquence élevée mais coût limité dans les pays émergents, rareté mais coût extrême dans les économies avancées.

**Tableau 4. Comparaison des faillites bancaires en RDC et à l'international (2000–2025) : causes, cadres pruden­tiels et consé­quences systé­miques**

<b>Pays / Banque</b>	<b>An­née(s)</b>	<b>Cause principale</b>	<b>Contexte ré­glementaire</b>	<b>Consé­quence systé­mique</b>	<b>Source</b>
<b>RDC – BIAC</b>	2016–2022	Crise de li­quidité, perte de confiance	Adoption progressive de Bâle III, supervi­sion limitée	Liquidation d'une banque systé­mique locale, pertes pour déposants et État	Banque Centrale du Congo (2022)
<b>RDC – BANCOR</b>	2005	Gouver­nance défail­lante, pertes massives	Mise en place de Bâle II (capital min. 2,5 M USD)	Liquidation, perte de confiance accrue	Makunza (2010)
<b>USA – Silicon Valley Bank</b>	2023	Mauvaise gestion du risque de taux, panique des dé­posants	Cadre post-Dodd-Frank, ratios de liquidité en place	Intervention de la Fed, pertes pour déposants non assurés	Federal Reserve (2023)

<b>USA – Signature Bank</b>	2023	Concentration de dépôts dans la crypto-industrie	Réglementation américaine post-2008, surveillance spécifique manquante	Fermeture, intervention de la FDIC	Federal Reserve (2023)
<b>UK – SVB UK</b>	2023	Filiale affectée par la crise SVB US	Supervision Bank of England, résolution accélérée	Cession à HSBC en 48 h, évitant la contagion	Bank of England (2023)
<b>Suisse – Credit Suisse</b>	2023	Gouvernance défailante, perte de confiance accumulée	Cadre prudentiel Bâle III intégralement appliqué	Sauvetage via UBS, pertes massives pour actionnaires	FINMA (2023)

Source :

- Kambana, R. et Ngongo, G., (2026). *Base comparative sur les faillites bancaires en RDC et à l'international (1960–2025)* [Données compilées].
- Banque Centrale du Congo. (2022). *Rapport annuel 2022*. Kinshasa : BCC.

- Makunza, E. (2010). *Les réformes bancaires en RDC : enjeux et limites. Revue Congolaise d'Économie et de Développement*, 12(2), 52–60.

- Federal Reserve. (2023a). *Review of the Federal Reserve's Supervision and Regulation of Silicon Valley Bank*. Washington, DC : Board of Governors.

- Federal Reserve. (2023b). *Material Loss Review of Signature Bank*. Washington, DC : Board of Governors.

- Bank of England. (2023). *Resolution of Silicon Valley Bank UK Limited*. Londres : Bank of England.

- FINMA. (2023). *Credit Suisse Group AG – Bericht zur Übernahme durch UBS*. Berne : FINMA.

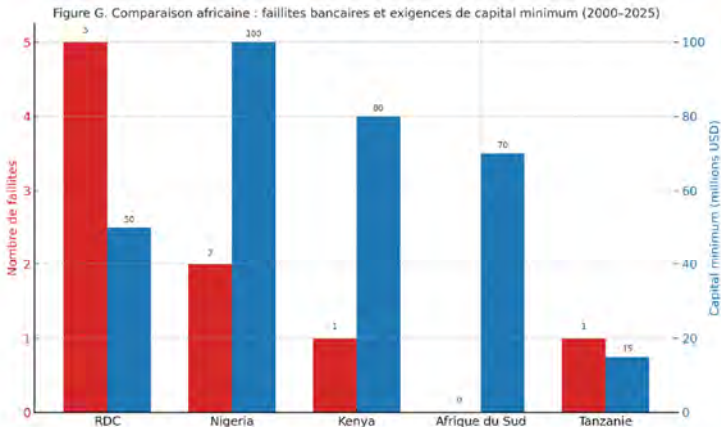
(5) **Comparaison africaine : dynamiques régionales.** Au-delà des cas congolais, l'expérience des autres économies africaines (Nigeria, Kenya, Afrique du Sud, Tanzanie) permet d'éclairer la spécificité du contexte national. Ces pays partagent avec la RDC une forte présence de banques locales vulnérables, mais connaissent également une implantation croissante de **groupes bancaires régionaux** (Ecobank, Standard Bank, Equity Group, CRDB Bank).

Ces acteurs introduisent des standards de gouvernance et de reporting plus rigoureux, souvent alignés sur les normes Bâle II et III, renforçant la discipline du marché local (Bouzidi & Nefzi, 2024).

La comparaison met en évidence trois tendances :

1. Nigeria et Kenya : marchés bancaires dominés par de grands groupes locaux (GTBank, Equity) mais fortement régulés, avec un relèvement rapide du capital minimum pour renforcer la solidité du secteur.
2. Afrique du Sud : système bancaire concentré et robuste, dominé par quatre grands groupes (Standard Bank, Nedbank, ABSA, FNB), où les faillites sont rares mais la concentration pose des enjeux de concurrence.
3. Tanzanie : arrivée de CRDB Bank en RDC illustre la stratégie d'expansion régionale de banques tanzaniennes, accompagnée de pratiques de reporting plus exigeantes que celles historiquement appliquées en RDC.

**Figure 5. Comparaison africaine : faillites bancaires (2000–2025) et exigences de capital minimum (2023).**



**Sources :** Banque Centrale du Congo (Rapports annuels 2002–2022); Central Bank of Nigeria (2021); Central Bank of Kenya (2022); South African Reserve Bank (2022); Bank of Tanzania (2022); IMF (2020); compilation par Kambana, R. et Ngongo, G. (2026).

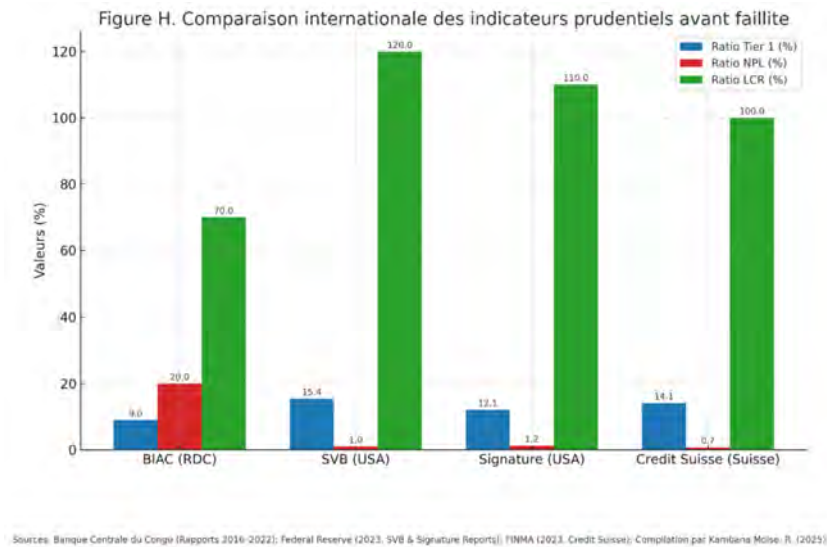
Au-delà du parallèle avec les crises bancaires dans les économies avancées, il est essentiel d’analyser la dynamique régionale africaine. La Figure G met en évidence une double réalité : d’un côté, la RDC enregistre un nombre plus élevé de faillites bancaires (cinq entre 2000 et 2025) que ses homologues africains comme le Nigeria, le Kenya ou la Tanzanie ; de l’autre, son niveau d’exigence de capital minimum (50 millions USD à l’horizon 2025) reste inférieur à celui déjà appliqué au Nigeria (100 millions USD) et au Kenya (80 millions USD).

Cette asymétrie souligne la fragilité structurelle du système bancaire congolais, dominé par des banques locales de petite taille, tandis que d’autres économies africaines ont favorisé une consolidation rapide en imposant des seuils élevés de capitalisation (Central Bank of Nigeria, 2021; Central Bank of Kenya, 2022; South African Reserve Bank, 2022; Bank of Tanzania, 2022).

Ainsi, le cas congolais illustre un paradoxe : malgré une augmentation progressive des exigences réglementaires, le nombre de faillites reste significatif. À l'inverse, des pays comme le Nigeria ou le Kenya ont connu moins de faillites récentes, mais au prix d'une concentration accrue du secteur bancaire autour de quelques grands acteurs nationaux et régionaux (Bouzidi & Nefzi, 2024).

En définitive, cette comparaison africaine confirme que la RDC se situe à un carrefour singulier. D'une part, comme au Nigeria ou au Kenya, les faillites bancaires sont historiquement liées à la fragilité des banques locales et aux défis de gouvernance, mais à la différence de ces pays, les réformes congolaises ont été moins contraignantes et plus tardives, ce qui explique la persistance d'un nombre élevé de liquidations. D'autre part, contrairement à l'Afrique du Sud où la concentration bancaire a favorisé la stabilité, la RDC reste marquée par une prolifération de petites banques vulnérables. Enfin, l'exemple tanzanien, à travers l'expansion de CRDB Bank, illustre la tendance régionale à l'importation de normes de gestion plus rigoureuses dans les pays fragiles. Cette double lecture c'est-à-dire la faiblesse endogène et la pression exogène, met en lumière la spécificité congolaise : un secteur bancaire dominé par des banques nationales exposées à la dollarisation, mais désormais contraint de s'ajuster face à des acteurs régionaux plus solides. Ces constats rejoignent l'observation générale formulée à travers les crises récentes de SVB, Signature et Credit Suisse : la panique bancaire reste un phénomène universel, transcendant les contextes nationaux et le degré de conformité prudentielle.

**Figure 6. Comparaison internationale des indicateurs pruden- tiels avant faillite (BIAC, SVB, Signature, Credit Suisse).**



**Sources :** Banque Centrale du Congo (Rapports 2016–2022); Federal Reserve (2023, SVB & Signature Reports); FINMA (2023, Credit Suisse); compilation par Kambana, R. et Ngongo, G. (2026).

La Figure H illustre la comparaison entre la BIAC (RDC) et trois faillites bancaires internationales récentes : Silicon Valley Bank (SVB), Signature Bank et Credit Suisse. Elle met en évidence un paradoxe majeur. La BIAC présentait avant sa faillite des ratios Tier 1 relativement faibles (9 %) et un volume élevé de créances douteuses (> 20 %), combinés à un ratio de liquidité partiel (LCR estimé à 70 %). À l'inverse, SVB, Signature et Credit Suisse affichaient des niveaux conformes, voire supérieurs, aux standards de Bâle III : ratios Tier 1 supérieurs à 12 %, ratios NPL inférieurs à 2 %, et LCR largement au-dessus de 100 % (Federal Reserve, 2023; FINMA, 2023).

Ce contraste montre que la fragilité congolaise s'explique par des déficiences structurelles de gouvernance et de capitalisation,

alors que les faillites dans les pays développés découlent principalement d'un effondrement de confiance et de dynamiques de panique numérique amplifiées par les réseaux sociaux. Ces résultats confirment l'universalité des paniques bancaires, indépendamment du niveau de conformité prudentielle, mais soulignent la spécificité congolaise : la vulnérabilité est aggravée par l'absence d'application effective des normes et par la persistance d'un stock élevé de créances douteuses.

(6) **Discussion Générale.** Trois enseignements principaux émergent. Premièrement, les faillites en RDC concernent quasi exclusivement des banques locales, confirmant les travaux de Bouzidi et Nefzi (2024) sur la vulnérabilité des établissements nationaux face à la concurrence et aux chocs macroéconomiques. Deuxièmement, l'étude démontre un décalage récurrent entre l'adoption des normes de Bâle et leur effectivité réelle, rejoignant la critique de Caprio et Klingebiel (2003) sur la régulation « de façade ». Enfin, le parallèle avec les crises dans les pays développés (SVB, Credit Suisse) souligne l'universalité du risque de panique bancaire, qui persiste même dans des environnements régulés, renforçant ainsi la pertinence du cas congolais pour la littérature comparative sur la stabilité financière.

(7) **Conclusion des résultats.** Ces résultats répondent directement aux trois objectifs fixés :

- **État des lieux :** établi via une base historique complète des faillites (1960–2025).
- **Impact des réformes :** montré comme partiel, avec une réduction de la fréquence mais non de la gravité des crises.
- **Comparaison internationale :** la RDC illustre un paradoxe global, où la panique bancaire reste universelle malgré la sophistication réglementaire.

En définitive, les résultats mettent en évidence que :

- Les faillites bancaires en RDC sont d'abord liées à des faiblesses endogènes (gouvernance, dollarisation, supervision) plutôt qu'à l'absence de normes internationales.

- Les réformes post-2000 et post-2008 ont réduit la fréquence des faillites mais pas leur gravité, confirmant l'importance d'une mise en œuvre effective plutôt que formelle.

- La consolidation du secteur, avec l'arrivée de banques régionales et le renforcement des groupes locaux comme Rawbank, suggère que la stabilité future reposera autant sur la **diversification** de l'actionnariat et la gouvernance que sur l'application des ratios de Bâle.

(8) Test des hypothèses de recherche : Conformément à la méthodologie retenue, trois hypothèses guidaient cette étude :

H1. Les faillites bancaires en RDC sont majoritairement concentrées dans les établissements de droit congolais. Les résultats confirment pleinement cette hypothèse : près de 90 % des faillites recensées (1960–2025) concernent des banques nationales, ce qui corrobore les constats de Bouzidi et Nefzi (2024).

H2. Le renforcement du cadre prudentiel (Bâle II en 2002, Bâle III après 2008, Loi bancaire 2022) a permis de réduire significativement la fréquence et la gravité des faillites. Cette hypothèse n'est que partiellement validée. Si le nombre de faillites a diminué depuis 2010, leur persistance (cas BIAC, BCD) démontre que l'adoption formelle des normes n'a pas suffi à enrayer la fragilité structurelle du secteur.

H3. Les faillites bancaires congolaises présentent des traits similaires aux crises internationales récentes (USA, Suisse, UK), malgré des contextes réglementaires différents. Cette hypothèse est confirmée. La comparaison avec SVB, Signature Bank et Credit Suisse montre que, dans tous les cas, la perte de confiance et la panique bancaire demeurent des déclencheurs déterminants, indépendamment du respect des normes prudentielles.

# Conclusion

Cette étude a permis de dresser un état des lieux inédit des faillites bancaires en RDC de 1960 à 2025, en identifiant leurs causes dominantes, en mesurant l'impact partiel des réformes prudentielles post-2000 et post-2008, et en replaçant ces dynamiques dans une comparaison internationale.

Trois résultats majeurs émergent : d'abord, la forte concentration des faillites dans les banques locales, révélant la fragilité endogène du système bancaire congolais ; ensuite, le décalage structurel entre l'adoption des normes de Bâle et leur application effective, confirmant que la régulation formelle ne suffit pas en l'absence de gouvernance robuste ; enfin, le paradoxe comparatif, selon lequel la RDC connaît des faillites fréquentes mais à coût systémique limité, tandis que les économies avancées subissent des crises rares mais aux impacts colossaux.

Sur le plan scientifique, la contribution essentielle de cette recherche réside dans la construction d'une base empirique diachronique couvrant six décennies et dans l'intégration d'une approche comparative inspirée de Laeven et Valencia (2018), adaptée au cas congolais. Elle enrichit la littérature sur les crises bancaires en proposant un cadre analytique où la gouvernance, la dollarisation et la régulation prudentielle sont considérées simultanément. Elle éclaire également les choix stratégiques de la Banque Centrale du Congo, confrontée à la nécessité de concilier normes globales et réalités locales.

Pour l'avenir, plusieurs pistes de recherche s'ouvrent. D'une part, l'étude des paniques bancaires à l'ère numérique, où les

retraits massifs peuvent être amplifiés par la viralité des réseaux sociaux, constitue un champ prometteur, déjà mis en lumière par la faillite de SVB en 2023. D'autre part, une exploration comparative de la résilience des banques africaines régionales (Nigeria, Kenya, Tanzanie) pourrait préciser dans quelle mesure l'implantation de groupes transnationaux contribue à stabiliser ou à fragiliser les marchés locaux. Enfin, l'intégration des enjeux ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) et des futures évolutions de Bâle IV mérite d'être investiguée, afin de comprendre si les exigences extra-financières renforceront ou non la solidité des banques dans les économies émergentes.

En définitive, la trajectoire congolaise illustre que la stabilité bancaire ne peut être réduite à l'application mécanique de normes internationales : elle repose sur une combinaison subtile de gouvernance, de confiance et d'adaptation aux spécificités locales. C'est précisément dans cette articulation entre global et local que réside la prochaine frontière de la recherche sur la régulation bancaire.

# Références bibliographiques

1. Allen, F., & Gale, D. (2007). *Understanding financial crises*. Oxford: Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199251413.001.0001>
2. Bank of England. (2023). *Resolution of Silicon Valley Bank UK Limited*. London: Bank of England. <https://www.bankofengland.co.uk/news/prudential-regulation/2023/march/bank-of-england-announces-resolution-of-svb-uk>
3. Bank of Tanzania. (2022). *Annual Report 2022*. Dar es Salaam: Bank of Tanzania.
4. Basel Committee on Banking Supervision. (2014). *Basel III: The net stable funding ratio*. Basel: Bank for International Settlements. <https://www.bis.org/bcbs/publ/d295.pdf>
5. Basel Committee on Banking Supervision. (2015). Revised Pillar 3 disclosure requirements (BCBS 309, pp. 12–20). Bank for International Settlements. <https://www.bis.org/bcbs/publ/d309.pdf>
6. Basel Committee on Banking Supervision. (2024). *The 2023 banking turmoil and liquidity risk: Progress report*. Basel: Bank for International Settlements. <https://www.bis.org/bcbs/publ/d560.pdf>
7. Beck, T., Maimbo, S. M., Faye, I., & Triki, T. (2006). *Financing Africa: Through the crisis and beyond*. Washington, DC: World Bank. <https://doi.org/10.1596/9780821387979>
8. Bouzidi, I., & Nefzi, M. (2024). The impact of foreign bank entry on the efficiency and sustainability of domestic banks in developing countries: A meta-frontier approach. *Journal of Banking Regulation*, 25(2), 14–18. <https://doi.org/10.1057/s41261-024-00254-x>

9. Caprio, G., & Klingebiel, D. (2003). Episodes of systemic and borderline financial crises. *World Bank Research Dataset*. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-1620>
10. Central Bank of Kenya. (2022). *Bank Supervision Annual Report 2022*. Nairobi: CBK.
11. Central Bank of Nigeria. (2021). *Revised prudential guidelines and capital requirements*. Abuja: CBN.
12. Demirgüç-Kunt, A., & Detragiache, E. (1998). The determinants of banking crises in developing and developed countries. *IMF Staff Papers*, 45(1), 81–109. <https://doi.org/10.2307/3867330>
13. Equity Group Holdings. (2024). *Annual Report 2023*. Nairobi: Equity Group Holdings Plc.
14. Federal Reserve. (2023a). *Review of the Federal Reserve's supervision and regulation of Silicon Valley Bank*. Washington, DC: Board of Governors of the Federal Reserve System. <https://www.federalreserve.gov/publications/svb-review.htm>
15. Federal Reserve. (2023b). *Material loss review of Signature Bank*. Washington, DC: Board of Governors of the Federal Reserve System. <https://www.federalreserve.gov/publications/signature-material-loss-review.htm>
16. FINMA. (2023). *Credit Suisse Group AG – Bericht zur Übernahme durch UBS*. Berne: Swiss Financial Market Supervisory Authority. <https://www.finma.ch/en/documentation/dossier/dossier-credit-suisse>
17. FMI. (2020). *Democratic Republic of the Congo: Financial Sector Assessment Program (FSAP)*. Washington, DC: International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9781513534179.002>
18. Hawkins, P. (2003). South Africa's financial sector ten years on: Performance since democracy. *Development Southern Africa*, 20(4), 641–657. <https://doi.org/10.1080/0376835032000149262>

19. Honohan, P., & Klingebiel, D. (2003). The fiscal cost implications of an accommodating approach to banking crises. *Journal of Banking & Finance*, 27(8), 1539–1560. [https://doi.org/10.1016/S0378-4266\(02\)00248-X](https://doi.org/10.1016/S0378-4266(02)00248-X)
20. Kambana Moïse, R., & Ngongo Makelele, G. (2025). Dé-dollarisation, crédibilité monétaire et stabilité macrofinancière en République Démocratique du Congo. *Revue Africaine de Management*. <https://doi.org/10.48424/IMIST.PRSM/ram-v1i12.59174>
21. Kindleberger, C. P., & Aliber, R. (2011). *Manias, panics and crashes: A history of financial crises* (6<sup>e</sup> éd.). New York: Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1057/9780230365353>
22. Laeven, L., & Valencia, F. (2018). *Systemic banking crises revisited* (IMF Working Paper 18/206). Washington, DC: International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9781484373790.001>
23. Nzoimbengene, B.-D. (2023). *Banques : gouvernance et gestion prudentielle*. Bruxelles: L'Harmattan.
24. Rawbank. (2024). *Rapport annuel 2023*. Kinshasa: Rawbank SA.
25. République Démocratique du Congo. (2022). *Loi bancaire n°22-069 du 27 décembre 2022*. Journal Officiel de la RDC.
26. Soludo, C. C. (2007). Banking sector reforms and consolidation in Nigeria. *CBN Bullion*, 31(3), 1–19.
27. South African Reserve Bank. (2022). *Financial Stability Review 2022*. Pretoria: SARB. <https://www.resbank.co.za>

# **Annexes**

## Annexe A. Base diachronique des faillites bancaires en RDC (1960–2025)

Banque	Année de faillite / liquidation	Type	Cause principale	Source
<b>Banque Commerciale du Congo (ex-BCZ)</b>	1967	Nationale	Insolvabilité post-indépendance, instabilité politique	Banque Centrale du Congo (1967)
<b>Banque Commerciale Zaïroise (BCAZ)</b>	1976	Nationale	Crise de liquidité, hyperinflation	Makunza (2010)
<b>Union des Banques Congolaises (UBC)</b>	1986	Nationale	Gouvernance défailtante, insolvabilité	Nsona (2019)
<b>Banque Africaine de Crédit (BAC)</b>	1991	Nationale	Insolvabilité liée aux pillages économiques	Bakengela (2015)
<b>Banque de Crédit et de Dépôts (BCD)</b>	1997	Nationale	Pertes massives, créances douteuses	Banque Centrale du Congo (1997)

<b>Banque Congolaise (BC)</b>	2002	Natio-nale	Faible capitalisation, créances douteuses	Banque Centrale du Congo (2002)
<b>Banque de Crédit du Congo (BANCOR)</b>	2005	Natio-nale	Gouvernance défail-lante, pertes mas-sives	Makunza (2010)
<b>COBAC RDC</b>	2008	Natio-nale	Insolvabilité, retraits massifs de dépôts	Banque Centrale du Congo (2008)
<b>Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC)</b>	2016–2022	Natio-nale	Crise de liquidité, perte de confiance, rumeurs de faillite	FMI (2020); Banque Centrale du Congo (2022)
<b>Banque Congolaise de Développement (BCD)</b>	2018	Natio-nale	Gouvernance défail-lante, actifs non per-formants	Banque Centrale du Congo (2018)

Source : Kambana Moise, R. et Ngongo, G. (2025). Base de données sur les faillites bancaires en RDC (1960–2025), construite à partir des rapports annuels de la Banque Centrale du Congo (1967–2022) et de la littérature académique : Makunza (2010), Bakengela (2015), Nsona (2019), FMI (2020).

## Annexe B. Évolution du capital minimum exigé en RDC

An- née	Exigence de capi- tal minimum (USD)	Référence régle- mentaire	Commentaire
2002	2,5M	Instruction BCC 02/2002	Première exigence formelle inspirée de Bâle II. Introduction d'un seuil minimal de capitalisation pour renforcer la stabilité du secteur bancaire.
2010	10M	Instruction BCC 2010	Ajustement post-crise financière mondiale de 2008. Objectif : accroître la résilience face aux chocs extérieurs.
2019	30M	Instruction BCC 2019	Alignement progressif sur les standards de Bâle III. Condition de maintien de l'agrément bancaire. Plusieurs recapitalisations forcées observées.

<b>2025*</b>	50M	Loi bancaire n°22-069 du 27 décembre 2022	Harmonisation complète avec Bâle III. Entrée en vigueur prévue au 1er janvier 2025, pour renforcer la solidité des fonds propres et réduire les risques systémiques.
--------------	-----	---	--

**Nota : \*Prévision confirmée dans la loi bancaire de 2022.**

Source : Kambana Moise, R. (2025). Base documentaire sur l'évolution réglementaire bancaire en RDC (2002–2025), élaborée à partir des *instructions de la Banque Centrale du Congo (2002, 2010, 2019)* et de la *Loi bancaire n°22-069 du 27 décembre 2022*.

## Annexe C. Indicateurs prudentiels agrégés (2010–2023)

Indicateur prudentiel	RDC (moyenne 2010–2023)	Seuil recommandé par Bâle III	Observation
<b>Ratio de créances douteuses (NPL)</b>	15–18 %	< 5 %	Niveau chroniquement élevé, révélant une forte exposition au risque de crédit.
<b>Ratio de fonds propres Tier 1</b>	10–12 %	≥ 8 %	Conforme au seuil minimal, mais très hétérogène selon les banques (faible dispersion contrôlée par recapitalisations forcées).
<b>Ratio de liquidité à court terme (LCR)</b>	Données partielles disponibles	≥ 100 %	Non publié banque par banque. Mise en œuvre incomplète et supervision limitée.
<b>Ratio de liquidité à long terme (NSFR)</b>	Non disponible	≥ 100 %	Phase de préparation, absence de reporting officiel consolidé.

**Source :** Kambana Moise, R. et Ngongo, G. (2025). Compilation des indicateurs prudentiels bancaires en RDC (2010–2023), basée sur les rapports de la Banque Centrale du Congo (2010–2022), le FMI (2020,

Financial Sector Assessment Program – FSAP) et le BIS (2024, The 2023 Banking Turmoil and Liquidity Risk: A Progress Report).

## Annexe D. Chronologie synthétique des réformes prudentielles et des faillites bancaires en RDC (2000–2025)

An-née	Événement	Nature	Détail / Impact
2002	Introduction du capital minimum (2,5 M USD)	Réforme prudentielle	Première exigence inspirée de Bâle II. Vise à renforcer la capitalisation bancaire.
2002	Faillite de la Banque Congolaise (BC)	Faillite	Faible capitalisation, créances douteuses.
2005	Faillite de BANCOR	Faillite	Gouvernance défailante, pertes massives.
2008	Faillite de COBAC RDC	Faillite	Insolvabilité et retraits massifs.
2010	Capital minimum relevé à 10 M USD	Réforme prudentielle	Ajustement post-crise financière mondiale.

<b>2016</b>	Début des difficultés de la BIAC	Faillite (progressive)	Crise de liquidité et perte de confiance.
<b>2018</b>	Faillite de la Banque Congolaise de Développement (BCD)	Faillite	Gouvernance défailante et actifs non performants.
<b>2019</b>	Capital minimum relevé à 30 M USD	Réforme prudentielle	Transition vers Bâle III. Recapitalisations forcées pour plusieurs banques locales.
<b>2022</b>	Loi bancaire n°22-069	Réforme prudentielle	Harmonisation complète avec Bâle III, alignement sur normes internationales.
<b>2022</b>	Liquidation effective de la BIAC	Faillite	Faillite systémique locale malgré l'existence de normes renforcées.
<b>2025*</b>	Capital minimum fixé à 50 M USD	Réforme prudentielle (prévue)	Entrée en vigueur annoncée par la loi bancaire de 2022.

**Source :** Kambana Moise, R. et Ngongo, G. (2025). Chronologie des faillites bancaires et réformes prudentielles en RDC (2000–2025), élaborée à partir des rapports de la Banque Centrale du Congo (2002–

2022), de la Loi bancaire n°22-069 du 27 décembre 2022, et des analyses académiques (Makunza, 2010; Nsona, 2019; FMI, 2020). \*Échéance future confirmée dans la loi bancaire de 2022.

## **Annexe E. Extraits réglementaires clés – Loi bancaire n°22-069 du 27 décembre 2022**

### **Article 23 : Capital minimum**

« Toute banque agréée en République Démocratique du Congo doit justifier, à tout moment, d'un capital social libéré égal ou supérieur à cinquante millions de dollars américains (USD 50.000.000) à compter du 1er janvier 2025. Ce capital doit être intégralement libéré en numéraire et demeurer disponible en permanence pour garantir la solidité financière de l'établissement. »

### **Article 45 : Gouvernance et organes de direction**

« Les banques sont tenues d'adopter un système de gouvernance conforme aux meilleures pratiques internationales, incluant la séparation des fonctions exécutives et de contrôle, la mise en place de comités spécialisés (audit, risques, rémunération), et l'évaluation périodique de l'efficacité de leurs organes de gestion. La Banque Centrale du Congo veille à l'application effective de ces principes. »

## Annexe F. Comparaison internationale des faillites bancaires (RDC vs USA, UK, Suisse)

Banque / Pays	Année de faillite	Ratio Tier 1 (fonds propres)	Ratio NPL (%)	Ratio LCR (%)	Cause principale identifiée	Source
BIAC – RDC	2016–2022	9 % (estimation BCC)	> 20 %	Non publié	Crise de liquidité, perte de confiance, rumeurs de faillite	Banque Centrale du Congo (2022); FMI (2020)
BCD – RDC	2018	8 %	> 25 %	Non publié	Gouvernance défaillante, actifs non performants	Banque Centrale du Congo (2018)
Silicon Valley Bank – USA	2023	15,4 %	< 1 %	> 120 %	Mauvaise gestion du risque de taux, panique numérique	Federal Reserve (2023)

<b>Signature Bank – USA</b>	2023	12,1 %	1,2 %	> 110 %	Concentration sur dépôts crypto, perte de confiance	Federal Reserve (2023)
<b>Credit Suisse – Suisse</b>	2023	14,1 %	0,7 %	> 100 %	Gouvernance défail-lante, perte de confiance accumulée	FINMA (2023)

Source : Kambana Moise, R. et Ngongo, G. (2025). Base comparative sur les faillites bancaires (RDC vs International), construite à partir des **rapports de la Banque Centrale du Congo (2018–2022)**, du **FMI (2020, FSAP RDC)**, de la **Federal Reserve (2023)**, et de la **FINMA (2023, Rapport sur Credit Suisse)**.

## **Lecture analytique :**

- RDC : ratios faibles ou non publiés (absence de transparence), avec faillites touchant exclusivement des banques nationales.
- USA / Suisse : ratios conformes à Bâle III, mais faillites déclenchées par la panique des déposants et la mauvaise gestion stratégique.
- Cela confirme que les normes prudentielles seules ne suffisent pas : la gouvernance et la confiance restent déterminantes.



**Défis et opportunités des PME  
congolaises face à la transformation  
digitale du commerce extérieur :  
Cas du SEGUCE RDC**

*Challenges and Opportunities for Congolese SMEs  
in the Face of the Digital Transformation of Foreign  
Trade: The SEGUCE RDC Case*

Par

MOTO KOSARADE Joseph

Professeur à l'Université Catholique du Congo

Membre du comité Scientifique à l'Observatoire de la Franco-  
phonie Economique de l'Université de Montréal et de l'Association  
Marocaine du Contrôle, de Comptabilité et d'Audit

josephmoto10@gmail.com

Davidn TSHIBANGU MPOYI

Assistant à l'Institut de Développement Rural de MBEO

Assistant de recherche chez Business Economic Development  
davidtshibangu0.0.7@gmail.com

## Résumé

Cet article étudie les enjeux et possibilités pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME) congolaises dans leur transition vers le commerce extérieur numérique, en se basant sur l'exemple du SEGUCE RDC. L'étude, s'appuyant sur une méthode mixte qui intègre revue documentaire, enquête et analyse descriptive, révèle que la numérisation représente à la fois un axe d'amélioration de la compétitivité et un enjeu structurel. Les résultats majeurs indiquent que, en dépit d'un potentiel de modernisation significatif, les PME au Congo sont entravées par des limitations liées aux infrastructures numériques, à la formation, au coût et au soutien institutionnel. La plateforme SEGUCE permet notamment de réduire les délais administratifs, d'assurer la transparence des transactions et d'améliorer le suivi des échanges, ce qui se traduit par de nombreuses opportunités. L'article suggère des avenues pour améliorer les politiques publiques et fournir une assistance technique aux PME afin d'une intégration plus inclusive dans le commerce mondial.

## **Abstract**

This article examines the challenges and opportunities for Congolese small and medium-sized enterprises (SMEs) in their transition to digital foreign trade, drawing on the SEGUCE RDC case. The study, based on a mixed-methods approach that integrates documentary review, survey, and descriptive analysis, reveals that digitization represents both a lever for competitiveness and a structural issue. The main findings indicate that, despite significant modernization potential, SMEs in Congo are hampered by limitations related to digital infrastructure, training, cost, and institutional support. The SEGUCE platform notably helps reduce administrative delays, ensures transaction transparency, and improves the monitoring of exchanges, which translates into numerous opportunities. The article suggests avenues to improve public policies and provide technical assistance to SMEs to foster a more inclusive integration into global trade.

## **Introduction**

Au cours des deux dernières décennies, la digitalisation s'est imposée comme l'un des principaux moteurs de transformation du commerce international. L'essor des technologies de l'information et de la communication (TIC) a bouleversé les modes d'échanges, les chaînes de valeur et les mécanismes de compétitivité à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, les petites et moyennes entreprises (PME), qui représentent plus de 90 % du tissu entrepreneurial dans les économies en développement, se trouvent au cœur de cette mutation. En République Démocratique du Congo (RDC), la transition numérique du commerce extérieur, notamment à travers le Système de Guichet Unique pour le Commerce Extérieur (SEGUCE RDC), constitue une étape essentielle pour moderniser les procédures administratives et faciliter l'intégration du pays dans les échanges mondiaux. L'intérêt de cet article réside dans l'analyse de cette dynamique, en évaluant la capacité des PME congolaises à tirer profit des opportunités offertes par la digitalisation, malgré un environnement structurel et technologique encore contraignant.

Malgré les réformes entreprises et l'adoption du Plan National du Numérique Horizon 2025, la transformation digitale du commerce extérieur reste incomplète. Les PME congolaises continuent de faire face à des défis multiples : insuffisance des infrastructures numériques, coûts élevés d'accès à Internet, manque de formation technique et lenteur administrative. Ces obstacles freinent leur compétitivité et limitent leur participation effective au commerce international. Pourtant, les expériences d'autres pays africains, comme le Cameroun à travers le GUCE, démontrent que la digitalisation peut réduire les délais d'import-export, accroître la transparence et stimuler la croissance des entreprises locales. D'où la nécessité d'évaluer la situation congolaise afin de proposer des pistes concrètes d'amélioration adaptées à son contexte.

Ce travail se fonde sur une problématique centrale : *comment les PME congolaises peuvent-elles surmonter les défis liés à la digitalisation du commerce international afin de profiter des opportunités qu'elle génère ?*

Cette question conduit à examiner quatre axes : Les obstacles à l'adoption des technologies numériques, Les avantages économiques potentiels liés à la digitalisation, Les stratégies d'adaptation des PME et le rôle des politiques publiques, et L'impact de cette transformation sur leur compétitivité internationale. Ces dimensions s'articulent autour de quatre hypothèses principales :

- Les PME congolaises rencontrent des difficultés structurelles et institutionnelles qui freinent leur digitalisation ;
- Les outils numériques, notamment le SEGUCE RDC, constituent des leviers d'efficacité et d'ouverture commerciale ;
- Des politiques publiques cohérentes et des partenariats technologiques peuvent favoriser leur adaptation numérique ;
- L'intégration numérique des PME contribue positivement à leur performance et à la balance commerciale nationale.

Pour répondre à ces hypothèses, l'étude adopte une approche méthodologique mixte. Elle combine, d'une part, une analyse documentaire des rapports institutionnels (OCDE, CNUCED, CENAREF, Ministère du Numérique, SEGUCE RDC) et, d'autre part, une collecte de données empiriques auprès des responsables de PME à Kinshasa, à travers des questionnaires et des entretiens de groupe (focus groups). Cette démarche permet d'articuler une compréhension théorique et une observation pratique du processus de digitalisation dans le contexte congolais.

L'article est structuré en trois sections complémentaires. La première propose une revue de la littérature sur la digitalisation du commerce international et son impact sur les PME. La deuxième présente une analyse factuelle du processus de digitalisation en

RDC, avec une attention particulière portée au rôle du SEGUCE. Enfin, la troisième section discute les résultats empiriques, identifie les implications économiques et institutionnelles, et formule des recommandations stratégiques destinées à renforcer la compétitivité numérique des PME congolaises dans le commerce international.

## **1. Revue de littérature**

Dès l'entame, définir les concepts et préciser les bases théoriques constituent une entrée en matière utile pour cette étude. A cet effet, ce premier chapitre, qui comprend deux sections, se destine à ces tâches préliminaires qui défrichent et labourent le terrain sur lequel les jalons de cette enquête sont jetés.

### **1.1. Analyse théorique**

L'étude des défis et opportunités que rencontrent les petites et moyennes entreprises congolaises dans leur processus d'adaptation à la digitalisation du commerce international s'appuie sur un ensemble de modèles théoriques. Ces cadres conceptuels permettent non seulement de structurer l'analyse, mais également d'éclairer les comportements des PME face aux transformations induites par l'introduction de solutions numériques telles que le SEGUCE RDC. Trois modèles sont mobilisés : la théorie de la modernisation, le modèle d'acceptation technologique (TAM), et le cadre TOE (Technologie–Organisation–Environnement).

#### *1.1.1. La théorie de la modernisation des échanges*

La théorie de la modernisation de Walt Whitman Rostowe sur les Étapes de la croissance économique : un manifeste non communiste de 1960, considère que le développement économique passe par l'adoption progressive de technologies et de systèmes organisationnels plus avancés. Appliquée aux échanges commerciaux, cette approche postule que la transformation digitale constitue un facteur

de modernisation des économies nationales, notamment par la simplification des processus commerciaux, la fluidification des procédures douanières, l'augmentation de la transparence, et la réduction des coûts de transaction.

Dans le contexte de pays en développement comme la République Démocratique du Congo, cette théorie permet d'examiner comment l'introduction de guichets uniques numériques (tel que le SEGUCE RDC) peut représenter un levier de mise à niveau des PME locales. L'idée centrale est que la digitalisation constitue une condition nécessaire à l'intégration effective des entreprises dans les dynamiques du commerce international moderne.

### *1.1.2. Le modèle d'acceptation technologique (TAM)*

Proposé par Davis (1986) dans son ouvrage, le modèle Technology Acceptance Model (TAM) vise à expliquer le comportement des utilisateurs face à une technologie en fonction de deux perceptions fondamentales :

- **L'utilité perçue** (perceived usefulness), est le niveau avec lequel un individu pense que l'utilisation d'un système améliore sa performance au travail c'est-à-dire dans quelle mesure l'outil est jugé capable d'améliorer les performances professionnelles de l'utilisateur ;

- La **facilité d'usage perçue** (perceived ease of use), qui renvoie à l'effort nécessaire pour apprendre et maîtriser cet outil en d'autres termes le niveau avec lequel une pense que l'utilisation d'un système ne nécessiterait pas trop d'efforts.

Ce modèle est pertinent pour nous permettre d'évaluer le degré d'adoption du SEGUCE RDC par les PME congolaises. Il permet notamment d'interroger la perception que ces dernières ont de la plateforme numérique : est-elle jugée efficace ? Est-elle facile à utiliser ? Ces deux critères influencent de manière significative la volonté d'adoption et l'usage réel.

### *1.1.3. Le modèle TOE (Technologie–Organisation–Environnement)*

Le modèle TOE a été développé par Tornatzky et Fleischer (1990), il complète le TAM en intégrant une analyse plus large des conditions qui influencent l'adoption d'une technologie. Il distingue trois dimensions clés :

- **La dimension technologique** : elle évalue la disponibilité, la compatibilité et la complexité de la solution numérique ;
- **La dimension organisationnelle** : elle comprend les ressources internes de l'entreprise, sa taille, sa structure et ses compétences ;
- **La dimension environnementale** : elle renvoie aux pressions concurrentielles, aux réglementations en vigueur, aux incitations gouvernementales et au soutien institutionnel.

Ce modèle est particulièrement pertinent pour expliquer les disparités dans l'adoption du SEGUCE RDC par les PME. Il met en lumière le fait que l'adoption d'une innovation ne dépend pas seulement de l'utilisateur, mais également du contexte interne de l'entreprise et de l'environnement externe dans lequel elle évolue.

Ces trois cadres théoriques sont complémentaires. Tandis que la théorie de la modernisation offre une lecture globale des mutations structurelles apportées par la digitalisation du commerce extérieur, les modèles TAM et TOE permettent une analyse plus fine des conditions concrètes d'appropriation technologique par les PME. Leur articulation permettra de construire une grille d'analyse robuste pour interpréter les données empiriques issues du terrain.

### *1.1.4. Théorie de la propagation des innovations*

La théorie de la propagation des innovations, formulée par Everett Rogers en 1962, vise à décrire comment une technologie émergente, un concept ou une méthode se dissémine au sein d'une communauté ou d'un ensemble d'organisations. D'après Rogers, l'adoption de l'innovation varie d'une entreprise à l'autre : certaines

s'y lancent rapidement, d'autres préfèrent attendre que son efficacité soit prouvée, tandis que certaines résistent pendant longtemps. Cette dynamique révèle diverses classes d'adoptants, des pionniers, qui testent en premier lieu, jusqu'aux retardataires, qui ne s'ajustent qu'en ultime recours.

Il souligne également que l'adoption d'une innovation est fortement liée à ses attributs intrinsèques. Plus elle offre un bénéfice évident comparé aux méthodes actuelles, plus elle s'aligne sur les routines des utilisateurs, plus elle est facile à utiliser, expérimentable à petite échelle et liée à des résultats perceptibles, plus elle a de probabilités de se répandre rapidement. En revanche, si elle semble compliquée, onéreuse ou inadaptée, elle sera considérée comme un frein et suscitera plus de résistance.

Appliquée à la transformation digitale du commerce international, cette théorie permet de comprendre pourquoi les PME congolaises réagissent différemment face à la digitalisation. Certaines s'approprient rapidement les plateformes de dédouanement électronique ou le commerce en ligne et en tirent un avantage compétitif, tandis que d'autres peinent à suivre en raison du coût élevé de la connexion Internet, du manque de formation numérique ou de la méfiance vis-à-vis des nouvelles technologies

## **1.2. Revue empiriques**

Cette partie consiste à analyser les résultats obtenus par des études et recherches antérieures traitant de la digitalisation du commerce extérieur et de ses impacts sur les petites et moyennes entreprises. Elle permet d'identifier les tendances générales, les bonnes pratiques ainsi que les contraintes relevées dans différents contextes, afin de mieux situer le cas de la RDC et du SEGUCE. Cette analyse comparative éclaire la compréhension des défis et opportunités pour les PME congolaises, tout en mettant en perspective les expériences vécues dans d'autres pays d'Afrique et ailleurs.

La digitalisation du commerce extérieur en Afrique s'inscrit dans une dynamique continentale et mondiale soutenue par des

initiatives politiques et des travaux scientifiques. Trois cadres majeurs en illustrent la portée : la **Stratégie de transformation digitale pour l'Afrique (2020-2030)** de l'Union africaine, le **Protocole sur le commerce numérique de la ZLECAf**, et les **études empiriques sur la transformation numérique du commerce international**.

La **Stratégie de l'Union africaine (2020-2030)** constitue un cadre d'action continental visant à bâtir une société numérique inclusive et compétitive. Elle repose sur six piliers : politiques et réglementation, infrastructures numériques, compétences, innovation, cybersécurité et écosystèmes numériques. L'objectif est d'exploiter les technologies de l'information pour stimuler la croissance, améliorer la gouvernance et positionner l'Afrique comme un acteur numérique mondial, à travers une mise en œuvre fondée sur la coopération entre États, secteur privé et société civile.

Le **Protocole sur le commerce numérique de la ZLECAf** complète cette vision en établissant un cadre juridique harmonisé pour les transactions électroniques, la protection des données et la cybersécurité. Il vise à faciliter le commerce numérique transfrontalier, à renforcer l'intégration économique africaine et à promouvoir l'inclusion des populations et des PME. Pour ces dernières, le protocole constitue un levier stratégique : il élargit leur accès au marché continental, réduit les coûts administratifs et renforce la confiance des consommateurs, favorisant ainsi leur intégration dans les chaînes de valeur régionales.

Sur le plan analytique, l'étude de **Sina Mirzaye et Sina Mirzaye** souligne que les technologies numériques, plateformes de commerce électronique, services cloud, IoT et intelligence artificielle redéfinissent profondément les échanges internationaux. Ces innovations réduisent les coûts de transaction, facilitent l'accès aux marchés et renforcent la compétitivité des PME. Toutefois, leur impact reste conditionné par la qualité des infrastructures numériques et des politiques publiques.

L'originalité du présent travail réside dans une approche micro-économique et contextuelle, centrée sur le cas du SEGUCE RDC, qui analyse la mise en œuvre concrète de la digitalisation dans le commerce extérieur congolais. Cette perspective « bottom-up » relie les ambitions continentales aux réalités opérationnelles des PME locales, mettant en lumière les contraintes structurelles (infrastructures, compétences, coûts) et les stratégies d'adaptation des acteurs économiques. Ce cadre d'analyse offre une contribution empirique précieuse à la compréhension des conditions nécessaires pour que la digitalisation devienne un véritable levier d'inclusion et de compétitivité pour les PME congolaises.

## **2. Méthodologie de l'étude**

L'étude adoptée est de type qualitatif et descriptif, complétée par une approche étude de cas centrée sur le SEGUCE RDC (Système électronique de guichet unique du commerce extérieur). Ce choix se justifie par la volonté d'analyser en profondeur les effets de la digitalisation sur les PME congolaises dans le cadre du commerce international.

La recherche s'est déroulée à Kinshasa (RDC), entre 2023 et 2024, période correspondant à la phase d'observation et de collecte des données sur le fonctionnement du SEGUCE et sur l'expérience des opérateurs économiques utilisateurs du système.

### *❖ Population et échantillon*

La population d'étude est constituée de PME congolaises impliquées dans le commerce extérieur et utilisant les services du SEGUCE. Un échantillon non probabiliste a été retenu, fondé sur le choix raisonné des entreprises actives et représentatives du secteur. L'échantillon a été sélectionné selon la disponibilité et la participation volontaire des répondants.

### ❖ *Collecte des données*

Les données ont été collectées à partir de sources primaires (entretiens, questionnaires semi-directifs) et de sources secondaires (rapports institutionnels, publications de la Banque mondiale, textes légaux).

Les variables explicatives incluent la digitalisation des procédures, la formation numérique, l'accès aux infrastructures et le coût technologique, tandis que la variable à expliquer est la performance et la compétitivité des PME.

### ❖ *Analyse des données*

Les données quantitatives ont été analysées à l'aide de statistiques descriptives et d'analyses Univariée, bivariées et multivariées notamment des tests du chi carré ( $\chi^2$ ) pour évaluer les relations entre les variables. Les résultats ont été présentés sous forme de tableaux et de graphiques pour une interprétation claire. Les données qualitatives issues des entretiens ont été analysées par une approche thématique, permettant d'identifier les récurrences et les divergences dans les opinions des participants.

La méthode d'échantillonnage étant non probabiliste, les analyses ont reposé sur des descriptions de fréquences et des corrélations simples.

Chaque analyse a été effectuée en lien avec les hypothèses formulées :

1. La digitalisation via le SEGUCE améliore la compétitivité des PME congolaises.
2. Le manque d'infrastructures numériques et de compétences freine l'adoption du commerce digital.

### ❖ *Période et étapes de la recherche*

L'étude s'est déroulée en trois grandes étapes :

1. Phase préparatoire : revue de la littérature et identification des variables clés.

2. Phase de terrain : administration des questionnaires et entretiens avec les responsables des PME et les agents du SEGUCE.

3. Phase analytique : traitement des données, interprétation des résultats et formulation des recommandations.

### **3. Résultats**

Cette section présente les conclusions issues de l'enquête menée auprès des PME congolaises impliquées dans le commerce international, ainsi que des entretiens qualitatifs réalisés avec des acteurs clés (dirigeants du SEGUCE, experts du commerce extérieur et membres de la FEC). L'objectif est de mettre en évidence les dynamiques d'adoption de la digitalisation, ses avantages perçus et les défis structurels rencontrés.

#### **3.1. Analyse quantitative**

##### *❖ Analyse descriptive*

Pour dégager un tableau d'analyse descriptive des données concernant le nombre d'années d'expérience dans le secteur, nous allons d'abord convertir les réponses en valeurs numériques :

- **Plus de 10 ans** : 11 ans (valeur par convention)
- **6 à 10 ans** : 8 ans (valeur médiane)
- **1 à 5 ans** : 3 ans (valeur médiane)
- **Moins de 1 an** : 0.5 an (valeur médiane)

**Tableau N°1 : Présentation des données**

<b>Expérience</b>	<b>Effectif</b>
<b>Plus de 10 ans</b>	25
<b>6 à 10 ans</b>	20
<b>1 à 5 ans</b>	15
<b>Moins de 1 an</b>	10

Source : Nous même sur base des données d'enquête

Le tableau N°1 présente la répartition des répondants selon leur expérience professionnelle. Sur un total de 70 participants, 25 d'entre eux possèdent plus de 10 ans d'expérience, représentant 40 % de l'échantillon. Ceux ayant entre 6 et 10 ans d'expérience constituent 30 % avec 20 personnes. En revanche, seulement 15 répondants, soit 20 %, ont entre 1 et 5 ans d'expérience, tandis que 10 participants (10 %) ont moins d'un an d'expérience. Cette distribution indique une majorité de professionnels expérimentés, ce qui pourrait enrichir les discussions sur les scellés électroniques et leur impact dans le secteur.

**Tableau N°2 : Analyse descriptive**

<b>Statistiques</b>	<b>Valeurs</b>
<b>Effectif total (N)</b>	70
<b>Moyenne</b>	7.45 ans
<b>Médiane</b>	8 ans
<b>Variance</b>	14.0425
<b>Écart type</b>	3.74
<b>Minimum</b>	0.5 ans
<b>Maximum</b>	11 ans

Source : Nous même sur base des données d'enquête

Le tableau N°2 présente une analyse descriptive des années d'expérience des participants. Avec un effectif total de 70, la

moyenne d'expérience est de 7,45 ans, indiquant une expérience significative dans le secteur. La médiane, à 8 ans, montre que la moitié des répondants ont au moins cette durée d'expérience. La variance de 14,0425 et un écart type de 3,74 suggèrent une certaine dispersion des données autour de la moyenne. Le minimum est de 0,5 an, tandis que le maximum atteint 11 ans, soulignant une diversité d'expériences au sein de l'échantillon.

L'analyse quantitative repose sur un échantillon de **70 PME** sélectionnées selon leur taille, leur secteur d'activité et leur expérience dans le commerce international.

La majorité des répondants sont des petites entreprises (44,3 %), suivies des moyennes (28,6 %) et des très petites entreprises (27,1 %).

**Tableau 3 : Répartition des entreprises selon la taille**

<b>Catégorie</b>	<b>Effectif (n)</b>	<b>% du total</b>	<b>% cumulés</b>
<b>Très petite (1–5 employés)</b>	19	27,1 %	27,1 %
<b>Petite (6–50 employés)</b>	31	44,3 %	71,4 %
<b>Moyenne (51–200 employés)</b>	20	28,6 %	100 %
<b>Total</b>	70	100 %	–

Source : Nous même sur base des données d'enquête

Observation : Les petites entreprises dominent l'échantillon, confirmant leur rôle central dans le tissu entrepreneurial congolais.

**Tableau 4 : Répartition par secteur d'activité**

<b>Secteur</b>	<b>Effectif (n)</b>	<b>% du total</b>
<b>Commerce</b>	16	22,9 %
<b>Services</b>	15	21,4 %
<b>Industrie</b>	11	15,7 %
<b>Logistique</b>	10	14,3 %
<b>Agroalimentaire</b>	6	8,6 %
<b>Construction</b>	5	7,1 %
<b>Agriculture</b>	4	5,7 %
<b>Technologie</b>	2	2,9 %
<b>Communication</b>	1	1,4 %
<b>Total</b>	70	100 %

Source : Nous même sur base des données d'enquête

Nous constatons que le commerce et les services constituent les secteurs les plus représentés, reflet fidèle de la structure économique nationale.

**Tableau 5 : Utilisation du SEGUCE par les PME**

<b>Utilisation du SEGUCE</b>	<b>Fréquence (n)</b>	<b>% du total</b>
<b>Oui</b>	45	64,3 %
<b>Non</b>	25	35,7 %
<b>Total</b>	70	100 %

Source : Nous même sur base des données d'enquête

Près des deux tiers des PME interrogées utilisent le SEGUCE, signe d'une adoption progressive des outils de digitalisation.

**Tableau 6 : Fréquence d'utilisation du SEGUCE**

<b>Fréquence d'utilisation</b>	<b>Fréquence (n)</b>	<b>% du total</b>
<b>Quotidienne</b>	10	14,3 %
<b>Hebdomadaire</b>	21	30,0 %
<b>Mensuelle</b>	15	21,4 %
<b>Rarement</b>	17	24,3 %
<b>Pas du tout</b>	7	10,0 %
<b>Total</b>	70	100 %

source : Nous même sur base des données d'enquête

75,7 % des entreprises utilisent la plateforme au moins occasionnellement, bien que la fréquence quotidienne demeure faible.

**Tableau 7 : Défis rencontrés par les PME**

<b>Type de défi</b>	<b>Oui (%)</b>	<b>Non (%)</b>
<b>Manque de formation</b>	27,1	72,9
<b>Problèmes techniques</b>	34,3	65,7
<b>Manque de soutien institutionnel</b>	15,7	84,3
<b>Coût d'utilisation élevé</b>	44,3	55,7
<b>Aucun défi déclaré</b>	85,7	14,3

Source : Nous même sur base des données d'enquête

Les contraintes principales sont d'ordre technique et financier, tandis que le manque d'accompagnement institutionnel reste secondaire.

**Tableau 8 : Avantages perçus de la digitalisation**

<b>Avantage observé</b>	<b>Oui (%)</b>	<b>Non (%)</b>
<b>Réduction des coûts</b>	18,6	81,4
<b>Gain de temps</b>	30,0	70,0

<b>Amélioration de la visibilité</b>	12,9	87,1
<b>Accès à de nouveaux marchés</b>	15,7	84,3
<b>Accélération des procédures</b>	4,3	95,7
<b>Traçabilité améliorée</b>	22,9	77,1

Source : Nous même sur base des données d'enquête

Les bénéfices perçus restent limités, ce qui suggère une marge d'amélioration dans l'efficacité du SEGUCE.

**Tableau 9 : Niveau d'inclusion digitale perçue**

<b>Niveau d'inclusion</b>	<b>% du total</b>
<b>Très significative</b>	20,0
<b>Significative</b>	38,6
<b>Faible</b>	22,9
<b>Nulle</b>	18,6

Source : Nous même sur base des données d'enquête

Près de 59 % des PME estiment que la digitalisation a renforcé leur inclusion économique, signe d'un effet globalement positif.

### 3.1.1. Analyse bivariée

L'analyse bivariée a pour objectif de déterminer les relations entre deux variables, notamment l'utilisation du SEGUCE et certaines variables explicatives telles que l'accès aux nouveaux marchés ou les défis techniques.

### **3.1.1.1. Relation entre l'utilisation du SEGUCE et l'accès aux nouveaux marchés**

**Tableau 10 : Croisement entre utilisation du SEGUCE et accès à de nouveaux marchés**

Utilisation du SEGUCE	Accès à de nouveaux marchés : Oui	Accès à de nouveaux marchés : Non	Total
<b>Oui</b>	11 (24,4 %)	34 (75,6 %)	45
<b>Non</b>	0 (0 %)	25 (100 %)	25
<b>Total</b>	11 (15,7 %)	59 (84,3 %)	70

Source : Nous même sur base des données d'enquête

Les résultats révèlent que 24,4 % des entreprises utilisant le SEGUCE accèdent à de nouveaux marchés, tandis qu'aucune des entreprises ne l'utilisant pas n'a réussi à le faire.

Cela suggère que le SEGUCE favorise théoriquement l'ouverture commerciale, mais que l'effet concret demeure limité à une minorité d'entreprises.

On peut en conclure que la plateforme constitue un levier potentiel, mais que son impact reste conditionné par d'autres facteurs, notamment la maîtrise technique et les coûts d'accès.

### **3.1.1.2. Relation entre les défis techniques et l'utilisation du SEGUCE**

**Tableau 11 : Défis techniques et utilisation du SEGUCE**

Défis techniques	Utilisent le SEGUCE	N'utilisent pas le SEGUCE	Total
<b>Oui</b>	4 (16,7 %)	20 (83,3 %)	24
<b>Non</b>	41 (82,0 %)	9 (18,0 %)	50
<b>Total</b>	45	29	70

Source : Nous même sur base des données d'enquête

La majorité des entreprises confrontées à des problèmes techniques (83,3 %) n'utilisent pas le SEGUCE, tandis que 82 % de celles sans problème technique y recourent activement.

Ce constat démontre une relation négative significative entre les défis techniques et l'adoption de la plateforme numérique.

Le manque de stabilité des réseaux, la faible qualité de l'internet et les pannes de serveurs sont cités parmi les causes principales.

### **3.1.1.3. Relation entre l'expérience et l'évaluation de l'accessibilité du SEGUCE**

**Tableau 12 : Expérience et perception de l'accessibilité**

<b>Années d'expérience</b>	<b>Très facile</b>	<b>Facile</b>	<b>Difficile</b>	<b>Très difficile</b>	<b>Aucun avis</b>	<b>Total</b>
<b>Plus de 10 ans</b>	11	14	0	0	0	25
<b>6 à 10 ans</b>	0	20	0	0	0	20
<b>1 à 5 ans</b>	0	1	6	4	4	15
<b>Moins de 1 an</b>	0	0	0	0	10	10
<b>Total</b>	11	35	6	4	14	70

Source : Nous même sur base des données d'enquête

L'analyse met en évidence une corrélation positive entre l'expérience professionnelle et la perception de la facilité d'utilisation du SEGUCE.

Les entreprises les plus expérimentées (plus de 10 ans) jugent la plateforme très accessible, tandis que les plus récentes (moins de 5 ans) rencontrent davantage de difficultés.

Ce résultat traduit la nécessité d'un accompagnement spécifique pour les nouvelles entreprises afin de favoriser leur intégration numérique.

### 3.1.2. Analyse multivariée

L'analyse multivariée vise à examiner simultanément les interactions entre plusieurs variables indépendantes (secteur d'activité, taille, expérience, utilisation du SEGUCE) et leurs effets conjoints sur les variables dépendantes (accès aux marchés, défis, avantages perçus).

#### 3.1.2.1. Tableau de contingence : Utilisation du SEGUCE selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

**Tableau 13 : Croisement des variables “secteurs” et “taille” avec l'utilisation du SEGUCE**

Secteur d'activité	Taille de l'entreprise	Utilisent le SEGUCE (Oui)	N'utilisent pas le SEGUCE (Non)	Total
<b>Commerce</b>	Petite	9	4	13
<b>Industrie</b>	Moyenne	6	1	7
<b>Services</b>	Très petite	1	10	11
<b>Logistique</b>	Moyenne	3	1	4
<b>Agroalimentaire</b>	Petite	4	1	5
<b>Construction</b>	Moyenne	1	3	4
<b>Technologie</b>	Très petite	1	0	1

<b>Agriculture</b>	Petite	3	0	3
<b>Communication</b>	Petite	0	1	1
<b>Total</b>	–	45	25	70

Source : Nous même sur base des données d'enquête

Les entreprises du secteur industriel et commercial présentent les taux d'utilisation du SEGUCE les plus élevés, tandis que le secteur des services reste nettement en retard.

De plus, les entreprises de taille moyenne sont plus nombreuses à adopter le système, contrairement aux très petites entreprises, souvent limitées par leurs capacités techniques et financières.

### 3.1.2.2. Résultats du test du Khi-deux

**Tableau 14 : Test de signification statistique ( $\chi^2$ )**

Secteur d'activité	Valeur du $\chi^2$	ddl	p-valeur	Signification
<b>Commerce</b>	–	2	–	Non significatif
<b>Industrie</b>	0,629	2	0,730	Non significatif
<b>Services</b>	10,909	2	0,004	Significatif
<b>Logistique</b>	0,625	2	0,732	Non significatif
<b>Total échantillon</b>	12,182	2	0,002	Significatif

Source : Nous même sur base des données d'enquête

Le test du  $\chi^2$  global ( $p = 0,002$ ) confirme l'existence d'une relation significative entre le secteur d'activité et l'utilisation du SEGUCE.

Le secteur des services se distingue particulièrement ( $p = 0,004$ ), indiquant que les spécificités structurelles de ce secteur (formation, connectivité, coûts) influencent fortement la propension à adopter la plateforme.

Cette relation suggère que les stratégies d'appui à la digitalisation doivent être différenciées selon les secteurs pour être pleinement efficaces.

Les analyses bivariées montrent que l'utilisation du SEGUCE dépend significativement de la taille et du secteur d'activité (test Khi-deux,  $p < 0,05$ ). Les entreprises de taille moyenne et opérant dans les services ou l'industrie sont plus enclines à adopter la plateforme.

Les analyses multivariées confirment que les problèmes techniques et le manque de formation sont des freins majeurs à la digitalisation complète du commerce extérieur.

### 3.2. Analyse qualitative

L'analyse qualitative, fondée sur des entretiens semi-directifs, complète les résultats statistiques et apporte une compréhension contextuelle.

**Tableau 15 : Synthèse des entretiens qualitatifs**

<b>Thème exploré</b>	<b>Constat principal</b>	<b>Implications pour les PME</b>
<b>Fréquence d'utilisation</b>	Forte dans l'industrie et le commerce ; faible dans les services.	Nécessité d'incitations ciblées pour les TPE.
<b>Accessibilité technique</b>	Plateforme jugée simple mais instable.	Besoin de renforcement de la connectivité et d'assistance.
<b>Formation</b>	Manque généralisé de compétences numériques.	Mise en place de programmes de formation continue.

<b>Avantages perçus</b>	Gain de temps et traçabilité.	Optimisation des processus logistiques et douaniers.
<b>Défis persistants</b>	Problèmes techniques, coûts élevés, faible accompagnement.	Améliorer la coordination institutionnelle.
<b>Recommandations</b>	Subventions, intégration bancaire, assistance locale.	Faciliter l'adoption technologique durable.

Source : Nous même sur base des données d'enquête

#### 4. Discussion des résultats

En dépit de ces restrictions, la recherche souligne que la numérisation représente une démarche indispensable pour la compétitivité des PME au Congo. Néanmoins, son efficacité sera conditionnée par la surmontée des barrières techniques, l'éducation des intervenants et le renforcement du cadre institutionnel.

L'aboutissement de cette transition dépend d'une collaboration étroite entre les autorités, les entreprises et les fournisseurs de technologies, dans le but d'établir un écosystème numérique inclusif, durable et performant.

# Conclusion

Cette étude a exploré les défis et opportunités auxquels font face les petites et moyennes entreprises (PME) congolaises dans le cadre de la transformation digitale du commerce international, en se concentrant spécifiquement sur le Système Électronique de Guichet Unique pour le Commerce Extérieur (SEGUCE RDC). Les résultats obtenus ont permis de répondre aux questions de recherche posées au début de ce travail et de valider certaines hypothèses formulées.

Les questions de recherche ont été orientées vers l'identification des défis d'adoption des technologies numériques, l'analyse des opportunités offertes par la digitalisation, et l'évaluation des stratégies d'adaptation des PME congolaises. Les objectifs principaux étaient d'analyser ces défis et opportunités et de formuler des recommandations pour améliorer la compétitivité des PME sur le marché international.

Une approche méthodologique mixte a été adoptée, combinant des analyses documentaires, des enquêtes par questionnaire, des études de cas, et des focus groups. Cette approche a permis de recueillir des données quantitatives et qualitatives, offrant une vision globale et nuancée de la situation des PME vis-à-vis de la digitalisation.

Les hypothèses formulées ont été partiellement confirmées :

- **Hypothèse sur les défis** : Les PME congolaises rencontrent effectivement des difficultés majeures, notamment en matière d'infrastructures numériques et de compétences. La majorité des répondants a signalé des problèmes techniques et un manque de formation, corroborant ainsi cette hypothèse.

• **Hypothèse sur les opportunités** : Bien que le SEGUCE offre des opportunités d'élargir la clientèle et d'accroître la visibilité, seulement 15,7 % des PME ont réussi à accéder à de nouveaux marchés, indiquant que les opportunités sont souvent entravées par des difficultés d'adoption.

• **Hypothèse sur les stratégies d'adaptation** : Les résultats montrent que les PME peuvent développer des stratégies d'adaptation avec un soutien approprié, notamment par des programmes de formation et des partenariats technologiques.

• **Hypothèse sur l'impact sur le commerce international** : Les PME semblent encore limitées dans leur capacité à accéder aux marchés internationaux, malgré l'intégration numérique.

Les recommandations formulées dans cette étude se concentrent sur :

- Le renforcement des infrastructures numériques et l'amélioration de l'accès à Internet.

- La mise en place de programmes de formation ciblés pour développer les compétences numériques des employés des PME.

- L'encouragement d'une collaboration entre le secteur public et privé pour faciliter l'adoption des outils numériques.

- La création de centres d'assistance pour soutenir les PME dans l'utilisation des plateformes numériques.

Les limites de cette recherche incluent la taille réduite de l'échantillon et le biais géographique, puisque la majorité des PME interrogées se trouvent à Kinshasa. De plus, l'étude ne prend pas en compte certaines variables externes qui pourraient influencer les résultats, comme les politiques gouvernementales ou la conjoncture économique.

Cette étude ouvre la voie à des recherches futures en invitant à explorer d'autres contextes géographiques, à élargir la taille de l'échantillon, et à examiner d'autres outils numériques pouvant être utilisés par les PME. Il serait également pertinent d'analyser

l'impact à long terme de l'intégration numérique sur la performance économique des PME en RDC.

En somme, cette étude démontre que la transformation digitale représente une opportunité significative pour les PME congolaises, mais que des efforts concertés sont nécessaires pour surmonter les obstacles identifiés. La réussite de cette transition dépend de l'engagement collectif des acteurs publics et privés afin de créer un environnement propice à l'innovation et à la compétitivité des PME dans un marché international en constante évolution.

# Bibliographie

## Ouvrages

1. Bellaj, M. (2010). *Commerce électronique et avantages compétitifs*. Éditions Universitaires Européennes.
2. Bochurberg, L. (2001). *Internet et commerce électronique*. Éditions Delmas.
3. Mazzucato, M. (2013). *The Entrepreneurial State: Debunking Public vs. Private Sector Myths*. London: Anthem Press.
4. Tornatzky, L. G., & Fleischer, M. (1990). *The Processes of Technological Innovation*. Lexington Books.

## Articles

1. Davis, F. D. (1989). Perceived usefulness, perceived ease of use, and user acceptance of information technology. *MIS Quarterly*, 13(3), 319–340.
2. EJBARI, R., & Bouali, J. (2022). La transformation digitale des entreprises: Proposition d'un cadre théorique global de compréhension. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management & Economics*, 3(1-1), 348-366.
3. Kenny, G., et al. (2015). Digital Transformation: How to Make it Work for Your Business.

4. LAHLIMI, N., KARIM, K., & WAHBI, A. (2023). La transformation digitale des organisations publiques : Approches théoriques et horizons innovantes. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management & Economics*, 4(6-1), 817-833.
5. Saoudi, L., Aubry, M., Gomot, T., & Renaud, A. (2023). Transformation digitale et performance des PME : une analyse bibliométrique pour comprendre et agir. *Revue internationale P.M.E.*, 36(2), 13–38.
6. Vial, G. (2019). Understanding Digital Transformation: A Review and a Research Agenda. *The Journal of Strategic Information Systems*, 28, 118-144.

## **Rapports**

1. Banque Mondiale. (2022). *Rapport sur l'économie congolaise : PME et création d'emplois*.
2. CENAREF. (2020). *Obstacles structurels rencontrés par les PME en matière de digitalisation*.
3. CNUCED. (2020). *Digital Economy Report 2020: Cross-border data flows and development: A global perspective*. Genève: CNUCED.
4. Ministère de Poste et Télécommunications, République Démocratique du Congo. (2021). *Plan National du Numérique Horizon 2025*.
5. OCDE. (2021). *Digital Economy Outlook 2021*. Paris: OCDE.

# **Faim, insécurité alimentaire et pauvreté chronique à Kinshasa**

Par

Guillaume IYENDA

Associate Professor

Catholic University of the Congo

Democratic Republic of Congo

giyenda@yahoo.com

# Abstract

**Objectif:** This paper investigates the connexion between hunger and food insecurity and their implications in chronic poverty in the city of Kinshasa.

**Originality:** Contrary to previous studies on the subject, this study is the result of a field research within households in four selected municipalities in Kinshasa. It succeeded to find a major link between hunger, food insecurity and chronic poverty in the researched areas.

**Methodology:** The method used in the study is qualitative. Using probability sampling, data was collected within 160 households in four municipalities in Kinshasa. Respondents were randomly selected from different households in order to reflect the socio-economic diversity of participants such as their income, household size, dietary culture and access to food.

**Results:** The paper shows how hunger, food insecurity and poverty are outcomes of persistent economic crisis that the city has been facing for years, inefficient agricultural and industrial food production, low wages and a growing number of unwaged households across the city. The paper suggests that to curb the issue of hunger, food insecurity and urban poverty in Kinshasa, the authorities need to refocus their public policies towards the promotion of integrated approaches that can strengthen the social, economic industrial fabrics of the city.

**Key Words:** *Food, Food Insecurity, Household, Poverty and Wage.*

## Résumé

**Objectif:** Cet article analyse le lien qui existe entre la faim et l'insécurité alimentaire ainsi que leurs implications sur la pauvreté chronique dans la ville de Kinshasa.

**Originalité :** Contrairement aux études précédentes sur le sujet, cet article est le fruit d'une recherche de terrain menée auprès des ménages dans quatre communes de la ville de Kinshasa. Elle a réussi à établir un lien majeur entre la faim, l'insécurité alimentaire et la pauvreté chronique dans les communes étudiées.

**Méthodologie:** La méthode utilisée dans cette étude est qualitative. Grâce à l'échantillonnage probabiliste, les données étaient collectées dans 160 ménages dans quatre communes de Kinshasa. Les répondants étaient sélectionnés au hasard parmi différents ménages afin de refléter la diversité socio-économique des participants, telles que leur revenu, la taille du foyer, la culture alimentaire et l'accès à la nourriture.

**Résultats:** L'article montre comment la faim, l'insécurité alimentaire et la pauvreté sont les conséquences d'une crise économique persistante à laquelle la ville fait face depuis des années, d'une production alimentaire, agricole et industrielle inefficace, des bas salaires et d'un nombre croissant de ménages au chômage à travers la ville. Le document suggère que

pour lutter contre la faim, l'insécurité alimentaire et la pauvreté urbaine à Kinshasa, les autorités doivent recentrer leurs politiques publiques vers la promotion d'approches intégrées capables de renforcer les tissus sociaux, économiques et industriels de la ville.

**Mots Clés: Faim, Insécurité Alimentaire, Ménage, Pauvreté et Revenu.**

# Introduction

Kinshasa, the capital of the Democratic Republic of Congo (DRC) is rapidly growing and has become one of the most populous and most crowded cities in Africa and in the world. With an estimated population of 17,778,500 inhabitants (United Nations, 2025, 12 November), Kinshasa is currently the second largest city in Africa after Cairo (United Nations, 2025, 12 November). This rapid and uncontrolled city growth creates hunger and food insecurity challenges, especially for the urban poor. For many decades, the city has experienced rapid population growth, extensive informal urbanisation, as well as pressure on food availability, food supply, food consumption and food security. Currently, Kinshasa remains highly dependent on food imports to meet the needs of the city's fast-growing population. That high dependency on food imports poses a combination of economic, social and political risks, and plays an important role in the rise of poverty across the city, particularly in a context marked by the instability of international markets, health crises and geopolitical conflicts.

Multiple reports from the Congolese government, national, local and international Non-Governmental Organisations (NGOs) indicate that the Congolese dependency on food imports undermines food security of urban dwellers, making them vulnerable to world price volatility, exchange rate fluctuations, or supply chain interruptions. Writing about food security and provision, Francis Delpuech indicated that “the issue of food security is currently resurfacing across the Third World and deserves more attention than in the previous decades. The main question that it is raising is that securing

food supply across the world today is not only about ensuring sufficient food production, or providing safer food, or guaranteeing better food access or preserving health and nutrition of people, but reorganising the issue of equal food production and distribution in the North and in the South to face rapid urbanisation in the South and people's lifestyles in the North in the general context of globalisation" (Delpuech, F., 2004: 23).

In the Congo in general and in the city of Kinshasa in particular, the issues of access to food in quantity, quality and food insecurity in urban areas has been attracting attention of researchers in the last few decades. However, studies that are fully dedicated to hunger, food insecurity and poverty in urban areas are still lacking in numbers.

It is currently agreed that addressing the issue of hunger and food insecurity in Kinshasa requires integrated approaches. As indicated by Sonnino, "studies on food insecurity requires the functioning of the social, economic, and environmental dimensions of the food system which are quoted in the first, second and twelfth goals of the 2030 sustainable development Goals" (Sonnino, R., 2016: 190-200).

The aims of this paper are to analyse the issue of hunger, food insecurity and chronic poverty in the city of Kinshasa. The study examines how hunger and food insecurity are increasing poverty of households in Kinshasa. The research only looks at the way hunger and food insecurity contribute to the rise in urban poverty across the city.

As this paper sought to identify and understand the impact of hunger and food insecurity on chronic poverty in Kinshasa, our main hypothesis in this article is as follows: food shortage and low-quality food lead to hunger and combined with food insecurity, they may increase chronic poverty for many households in the city, especially for those on low-income.

## **1. Background to the problem**

Concerns for the welfare of the urban poor in Kinshasa frequently expressed in scientific and political discussions has, until recently, failed to produce efficient and reliable policies and strategies to act upon the situation in the field. As a result, there is currently very little that is written about poverty across the city.

During this research, interviewers defined as poor: “Any person or household that is unable to have access to at least two meals per day, that is unable to clothe themselves or their family members decently, that does not have access to clean water and sanitation, that does not have a decent dwelling, that does not have easy access to medical health and that is unable to send their children to a good school. Moreover, they considered as poor a thief, a homeless person, an elderly person, a beggar, and a street child” (Iyenda, G., 2025, 28 June).

In the DR Congo, the decline in local production in all major economic sectors had had a serious impact on all social and economic aspects of life in Kinshasa. The extent of deterioration in living standards is currently an acute problem, as there has been a sharp decline in real wages and wage income, a rapid increase in income inequality between different categories of population and a sharp increase in extreme hunger, food insecurity and poverty among urban dwellers.

Damien Muteba Kalala believes that “food security issue is becoming alarming as countries and continents must meet the challenges of feeding the nearly 9 billion people by 2050, which will require doubling production while preserving the planet. He underlines that to solve this issue, food production, especially in countries of the South must be based on the practice of sustainable agriculture by local farmers who acknowledge the importance of environmental issues in the work such as climate change, desertification, loss of biodiversity etc. This strategy can alleviate the issue of food

shortage and the quality of food that is produced and consumed” (Muteba, K. D.: 2014).

Across the city, access to healthy and nutritious food is mostly limited to rich people. For many years, the city of Kinshasa has suffered disastrous failures in growth and deeper and more prolonged cuts in the living standards of the population. As a result, it is the poor, especially children and women who are the most severely hit, as they do not have sufficient financial means to meet their day-to-day needs.

## **2. Methodology**

Despite the need to target and to eliminate hunger, food insecurity and poverty across the city of Kinshasa, documented data and information on the extent and severity of those problems is still lacking in number today. The aims of this study and the nature of the research dictated the methods to be used. Thus, the methodology for this research is particularly qualitative. Data collected using different research techniques helped to apprehend the researched issues by a variety of viewpoints, not by one alone. Therefore, the collected data looked at the way people, in the own words, their own understanding and practices explain how hunger, food insecurity and low wages within households increase urban poverty.

During the field research, well-structured questionnaires, interviews, and observation techniques were used as information gathering tools. Interviews were administered within households from different areas of each municipality. The use of these techniques provided a richer understanding of the complex reality of hunger, food insecurity and poverty at large in the researched areas.

### **3.1. Sampling**

The very limited literature that is available on hunger, food insecurity and poverty in Kinshasa shows that no sound surveys have

been conducted across the city in those fields for decades. Consequently, we used probability sampling to collect data. It is important to mention that ‘probability sampling is the one in which each person in the population has an equal, or at least a known chance (probability) of being selected’ (Babbie, Earl R.: 2021).

This paper is the result of a field research that was carried out in Kinshasa between March and September 2025 on a large sample of people in four municipalities across the city, namely the municipality of Bandalungwa, Matete, Masina and Ngaba. One municipality was chosen from each of the four districts of the city of Kinshasa.

At the beginning of the research, a sample of 160 households was randomly selected from different households in the selected municipalities in order to reflect the socio-economic diversity of participants such as income, household size, dietary culture and place of food supply. A sample population was drawn from the researched municipalities and participants were randomly selected from different streets, then from different households in the researched municipalities.

Data collection in the field was carried out using a structured questionnaire and interviews administered directly to the heads of households. The questionnaire and interviews were designed to capture:

1. The socio-economic characteristics of households;
2. The source of income for the head of household;
3. The number of meals consumed per day and the cost of food;
4. Food safety indicators such as quantity, quality and diversity;
5. Strategies used by households to cope with hunger and food insecurity.

Data from the field research is presented in tables and figures below and is described and analysed throughout this paper.

#### **4. Brieve fundamentals on Food Security and Food Insecurity**

According to the 1996 World Food Summit, Food security is defined as a state where "all people, at all times, have physical and economic access to sufficient, safe and nutritious food that meets their dietary needs and food preferences for an active and healthy life" (Anthem, P., 2025, 30 November). Moreover, the World Food Programme indicates that "food security exists when people have access to enough, safe and nutritious food for normal growth and development, and an active and healthy life" (FAO: 1996, November).

This definition of food security has remained the same and all World Food Summits since 1996 have used the same definition. Based on the Rome Declaration, the definition emphasises not only the availability of food but also the ability of individuals to consistently obtain it, have it been safe and nutritious, and meet their specific dietary needs and preferences.

In contrast, food insecurity refers to a situation where the aforementioned conditions don't exist. "Chronic food insecurity is when a person is unable to consume enough food over an extended period of time to maintain a normal, active and healthy life. Acute food insecurity is any type that threatens people's lives or livelihoods" (Anthem, P.: 2025, 30 November). A few decades ago, the economist Amartya Sen revolutionised the understanding of famines by demonstrating that famines can occur even in the absence of food shortages. He introduced the concept of "access rights" to food, indicating that food insecurity is often due to the inability of individuals to access available food resources, rather than the lack thereof". (Sen, A.: 1999)

The 1996 World Food Summit requested that "Each nation must adopt a strategy consistent with its resources and capacities to achieve its individual goals and, at the same time, cooperate

regionally and internationally in order to organise collective solutions to global issues of food security” (FAO: 1996, November).

The analysis of these definitions highlights four main issues that are related to food security and food insecurity:

a. People must have access to sufficient food and afford enough food for their lives.

b. The majority of people must consume sufficient, safe, and nutritious food that can provide adequate calories, be free from contaminants, and meet people's nutritional requirements.

c. The recognition of the need for people everywhere to have the right to consume food based on their culture and their dietary habits.

d. Ultimately, the goal of all food security is for people to have an active and healthy life, to live and thrive.

Paul Anthem (Anthem, P.: 2025, 30 November) mentioned that there are four core factors that cause food insecurity, mainly: use, access, availability and stability.

a. **Use of food:** this includes the ability of the majority of people to prepare their food in hygienic conditions. To do so, and to absorb the nutrients that the food contains, they need fuel and access to clean water to cook it.

b. **Access to food:** Access to food is important for people to avoid the cycle of food insecurity. Access to food may be hindered by many causes such as the distance from the market to where people live, making it difficult for consumers to reach those markets, as people live in conflict or disaster-hit areas caused by droughts or floods, by socio-economic factors such as unemployment, inflation and high food prices.

c. Availability of food: The issue of food availability is mainly linked to factors such as dependency on food imports and poor transport links.

d. Stability: This is a crosscutting aspect, relating to how stable the other three elements of use, access and availability are.

#### **4.1. Food dependency**

Food dependency refers to a city's or a country's reliance to imports food to meet its nutritional needs (UN: 2025, 24 May). According to Robert Nkendah: "Food dependence is reflected in the preponderant share of food imports in the food supply of a country or a city, which increases vulnerability to fluctuations in international prices and the exchange rate" (Nkendah, R.: 2013, 133-144). In the case of the city of Kinshasa, food dependency is mainly the result of massive importation of food items such as rice, wheat, flour, frozen food (poultry, meat, fish etc.).

### **5. Measures of Food Insecurity and Dietary Diversity**

The Food and Agriculture Organisation (FAO) measured food insecurity and dietary diversity and put in place standardised measures called the Household Food Insecurity Access Scale (HFIAS) (Gemma, S. C., et al., 2015, 272-278) and the Dietary Diversity Score (DDS) (Calma, T. J., 2021, 696-703).

#### **5.1. Household Food Insecurity Access Scale (HFIAS)**

The HFIAS is an indicator that measures the level of food insecurity in a household, based on access to food over the past thirty days. It provides a quantitative indicator of food vulnerability, making it possible to assess food and compare the level of food insecurity between different households or social groups. Finally, it is based on standardised questions, which explore experiences related to fear of running out of food, reduced amounts of food consumed,

and prolonged fasting episodes. In the end, it helps to classify households according to their level's food insecurity.

## **5.2. Dietary Diversity Score (DDS)**

DDS is an indicator that measures the dietary diversity of a household. It focuses on the variety of food groups that are consumed by a household over a given period of time, usually in the last 24 hours. It assesses the nutritional quality of food and is a complement to HFIAS, which measures access to food. A high DDS within a household reflects good nutritional quality and greater resilience to food shocks, while a low DDS reveals a monotonous and potentially deficient diet, often linked to a high dependence on food imports or economic constraints.

## **6. Indicators for measuring food insecurity**

There are many indicators known for measuring food insecurity. These indicators can be grouped into three main categories: food availability and access to food, food diversity and nutrition and finally quality of food.

### **6.1. Indicators of availability and access to food**

Food availability and access to food is measured using the following indicators:

a. Prevalence of food insecurity: measures the proportion of the population that cannot access sufficient food in terms of quantity and quality.

b. Food Security Index: this indicator assesses a city or a country's food security by taking into account the four pillars of food security such as food availability, access to food, use of food and food stability.

c. **Experiential Food Insecurity Measurement Scale:** measures the severity of food insecurity through questions about daily experiences related to food access.

d. **Food price barometer:** this indicator monitors the prices of food to assess households' purchasing capacity.

e. **Survival Strategies Index:** assesses the strategies adopted by households to cope with food insecurity.

## **6.2. Dietary diversity indicators**

Food diversity and nutrition are measured by the following indicators:

a. **Household Food Diversity Score:** this indicator measures the number of food different members of a household eat in 24 hours.

b. **Minimum Acceptable Diet:** this indicator determines whether a child is consuming a minimally acceptable diet in terms of variety and quantity.

c. **Women's Dietary Diversity Score:** this indicator assesses women's dietary diversity.

## **6.3. Indicators of nutritional quality**

Quality of food is measured by the following indicators:

a. **Food Consumption Score:** this indicator assesses the nutritional quality of people's diet through a composite score based on the diversity, frequency and nutritional importance of food that the group consumes.

b. **Nutritional indicators:** this indicator measure the nutritional status of any particular group of people based on their weight, height, and their body mass indexes.

c. **Malnutrition incidence:** this last indicator measures the proportion of people within a group or a community who suffer from malnutrition. This indicator looks at micronutrient deficiency, swaddling etc.

As we have seen, food security and insecurity are concepts that integrate the notions of right to access to food, justice in the provision of food and risk to the lack of food.

## **7. Structure of Urban Food Markets in Kinshasa**

According to Peters, the World Food Programme (WFP) and a UNICEF Report, “rural-urban migrations, natural disasters, and global market instability are among the factors driving the sustainability of the urban food markets and food system” (B. Peters, et al.: 2016, 2015). Across the city of Kinshasa, food markets involve multiple formal and informal suppliers that have influences on the way food is accessed, purchased, stored and consumed. Across the city of Kinshasa, the main foodstuffs consumed by the majority of the people are supplied by foreign wholesalers for imported food, and by local and mainly informal retailers for local food.

Urban food markets across the surveyed areas are dominated by the informal supply chains and sellers. These are characterised by the weakness of local supply chains, poor quality of goods, high costs of local products, price fluctuations, limited purchasing power of householders to logistical vulnerability such as lack of cold storages, lack of electricity and running water.

The Washington based International Food Policy Research Institute (IFPRI) indicated that, “trade is crucial to achieving food security. It indicated that with the current world trend on food distribution and consumption, it is crucial to put in place policies that support sustainable international development and food security through food trade” International (Food Policy Research Institute: 2025, November). Locally in Kinshasa, it is important to analyse how food trade can have an impact on hunger, on food insecurity, on low-income households, and on poverty in order to better understand how food trade dynamics can affect food insecurity and

poverty, as it is known that increased dependency on imports makes the population more vulnerable to external shocks, such as economic crises, conflicts, natural disasters or pandemics, which can disrupt imports and lead to food shortages.

Different formal and informal food supply chains in Kinshasa have made it very difficult for low-income households, especially women-headed households to get access to good quality food as increases in the cost of food have a direct impact on their purchasing power. Thus, many households have decided to reduce the quality and quantity of the food that they consume.

Kinshasa is facing a growing food crisis, exacerbated by a dependence on food imports. Indeed, the country spends about \$7 billion a year on food imports, including \$3 billion on agri-food products. This situation is all the more worrying given the vast agricultural resources available to the DRC, with 120 million hectares of arable and irrigable land (Bertoua, P.: 2025, 12 June). At the same time, the Observatory of Public Expenditure (ODEP) has highlighted that the budget allocated to agriculture has never exceeded 3%, which limits investment capacity in this crucial sector. Thus, the need for structural reform is necessary to strengthen the country's food sovereignty (Bertoua, P.: 2025, 12 June).

## **8. Presentation and Analysis of Data**

This section presents data that was collected in the field from 160 households in four municipalities in Kinshasa. The data that is presented in this section is not made of simple statistical percentages; it is based on of interviews that were carried out in the field in households within the surveyed areas.

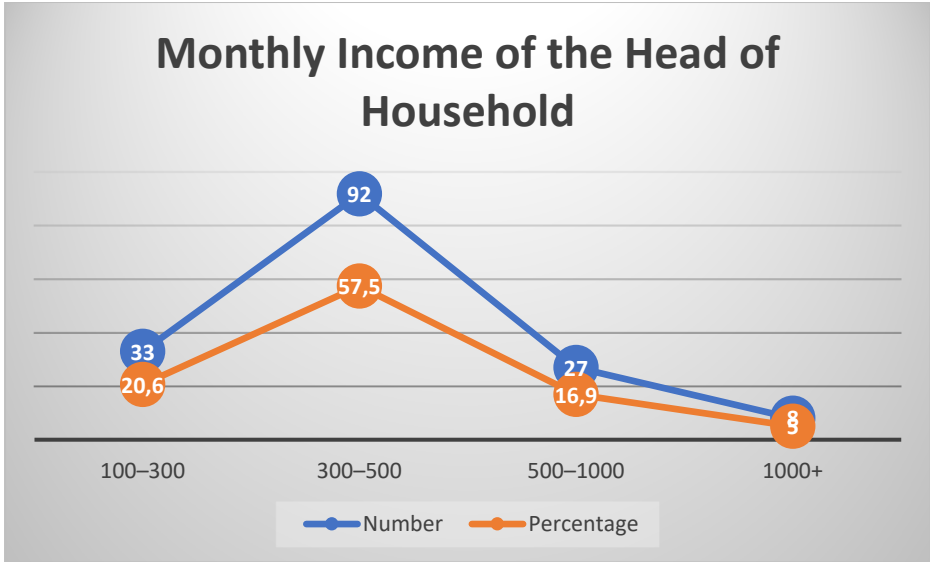
**Table N°1: Size and Number of Inhabitants per Household**

Size and Number of Inhabitants per Household	Number	Percentage
0 – 5	10	6.2
4 – 6	21	13.1
6 – 7	62	38.8
8 – 9	53	33.1
10	14	8.75
Total	160	100%

Source: Data collected by the author between March and September 2025

The majority of households (38.8%) have 6 to 7 people. Small households (0 to 2 people) are very rare (6.2%). Large households (8 to 9 people) represent 33.1%, which is still a minority. The average household size is 5.2 people, with a minimum of 2 and a maximum of 10 people. The majority of households have between 4 and 9 members, which is representative of urban households in Kinshasa.

**Figure N°1. Monthly Income of the Head of Household in US\$**



Source: Data collected by the author between March and September 2025

The figure above shows that 20.6% of households earn between US\$100 and 300 per month. This is followed by 57.5% of households that earn between US\$300 and 500. The other group of households (16.9%) earns between US\$500 and 1000. Only 5% of households have incomes above US\$1000. The average monthly income is US\$450, with extremes ranging from US\$100 to US\$1.200. An important number of households earns below US\$300, reflecting significant economic vulnerability.

**Table N°2: Average Composition of Congolese Urban Dwellers' Meals**

NUTRIMENTS	% in 2020	% in 2025
<b>CARBOHYDRATES</b>	72	67
Cassava roots	44.3	40
Vegetables	27.5	31
Rice	9.5	13
Maize	22.7	16
Other starchy foods including potatoes, sweet potatoes, bananas, plantains, yams, and bread	19.0	22
<b>LIPIDS</b>	19	23
Palm oil	51	47
Vegetables	39	38
Fish	10	15
<b>PROTEINS</b>	9	10
Poultry	13	15
Insects	22	25
Game animals	14	16
Meat	11	7
Fish	18	16
Grains (including peanuts, beans, fruits, soya)	22	21
<b>Total</b>	100	100

Source: Data collected by the author between March and September 2025

As described in the table above, the average meals of the majority of people (72% in 2020 and 67% in 2025) in the surveyed areas are composed of:

a) **CARBOHYDRATES:** Cassava roots, vegetables, rice, maize, starchy foods including potatoes, sweet potatoes, bananas, plantains, yams and bread.

b) **LIPIDS:** Palm oil, vegetables and fish.

c) **PROTEINS:** Poultry, insects, game animals, meat, fish, vegetables including peanuts, beans, fruits and soya.

The Congo is made of nearly 422 different tribes and almost all of them are represented in Kinshasa. Although it is difficult to produce a complete meal composition for all of the urban dwellers in the city, the above table gives a rough idea of what the majority of people in the surveyed areas consume.

Analysis of data in Table 2 reveals the effects of a nutrition transition among many urban dwellers in Kinshasa. Popkin defines nutrition transition as “the shifts in dietary patterns and lifestyle that have resulted from urbanisation and rapid economic development” (Popkin, B.M.: 1994, 285-298). Later, he described nutrition transition as “major shifts in diet and physical activity patterns that are leading to increased rates of obesity and related chronic diseases” (Popkin B.M: 2006, 289-98). For Hellen Breewood, ‘the “nutrition transition” is a model used to describe the shifts in diets, physical activity and causes of disease that accompany changes in economic development, lifestyle, urbanisation, and demography. It most commonly is used to refer to the change from traditional diets towards “Western” diets rich in fats, sugars, meat and highly processed foods and low in fiber, and accompanied by a rise in sedentary lifestyles’ (Breewood, H.: 2025, November 28).

These definitions are applicable in the case of Kinshasa because data presented in this study shows that there has been a major change in dietary behaviour across the city. The results in Table 2 show that there has been a major change in dietary behaviour of many city dwellers. The lack of secure livelihoods and the lack of

financial means, the lack and shortage of food provision in markets and high costs of food have limited people's choices.

However, cassava, cassava roots, cereals, bread, and vegetables have an important place in the daily consumption of people in Kinshasa. Moreover, the consumption of rice in Kinshasa has increased sharply among the 422 different tribes that are represented in Kinshasa. The structure of food consumption has changed profoundly; cereals and bread have become the most consumed meals due especially to their nutritional value. Finally, the percentage of consumption of vegetables has increased as well. People have discovered that beans, soybeans, fruit and other traditional vegetables possess important nutritional value that can compensate for the reduction of meat or fish consumption.

**Table N°3. Number of Meals per day per Household**

Number of Meals per day	Number of Households	Percentage
1	85	53.1
2	40	25
3	35	21.9
Total	160	100%

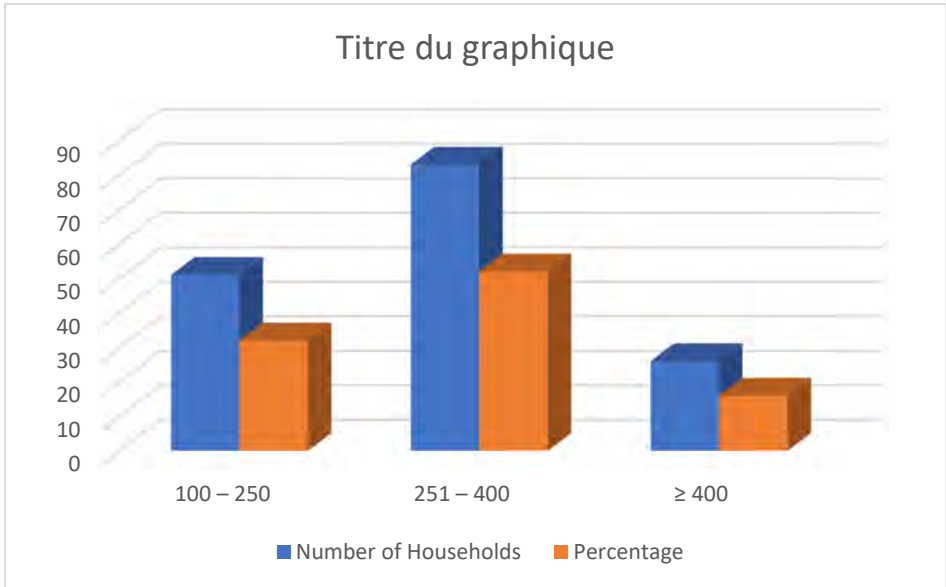
Source: Data collected by the author between March and September 2025

Data on this table shows that: the majority of households (53.1%) consume only 1 solid meal a day. Such households were found in all of the researched municipalities and in all household categories, regardless of the income generating activities of the head of the household. As a result, some children have started to suffer from chronic malnutrition, caused by the lack of good and sufficient food. Data shows that 25% of households consume two meals a day, indicating a high level of food restriction. Households that eat 3

meals a day represent only 21.9%, which is a group that has more adequate food access.

The average of meals consumed in the researched 4 municipalities is 1.9 meals per day. In many households, people consume the same kind of food seven days a week and 365 days per year. The menu for the majority of households is the same every day; it is made of imported frozen fish or poultry, cassava leaves as vegetables and corn flour mixed with cassava flour or rice as the main meal. None of our interviewees declared that they consume any dessert after meal. This shows that the poor diet currently consumed by a large majority of families in Kinshasa lacks calories, protein, nutrients, minerals and other key vitamins.

**Figure N°2. Monthly Expenditure on Food per Household in US\$**



Source: Data collected by the author between March and September 2025

Data on the figure above shows that the majority of households (52%) spend each month between US\$250 and US\$400 on food.

This is a sign that the majority of research households spend more than half of their monthly income on food only. About 32% are in the moderate bracket and use between US\$100 and US\$250 on food. Only a minority, 16% of researched households spend more than US\$400 monthly for their food, reflecting better economic access to food. Most heads of household in this last category work as directors or senior managers in private companies or are high-ranking public servants, those who are involved in businesses or who trade in different activities within the informal sector. Finally, data in this figure shows that households spend an average of 49% of their income on food, which highlights a strong economic pressure on the family budget.

**Table N°4. Nutritional Status in the Congo as a whole**

Nutritional status in the DRC as a whole	Under-nourished people (as % of total population) in 2021	Children under-weight for age (% under 5) in 2023	Children Under height for age (under age 5) in 2023	Infant with low birth weight (%) in 2023
%	35.3	22.9%	43%	22%

Source: World Bank, Institut National de Statistique (DRC), Human Development Indicators, 2021 et 2023

Indeed, the collapse of the formal economy in the DRC and in the city of Kinshasa and the lack of secure and sustainable livelihoods for urban dwellers raise several problems related to hunger and malnutrition within households.

During the research, we found that most children in researched households have heights and weights lower than other children of their age living in normal conditions. That situation can lead to an early death as modern nutritional experts confirm that protein deficiency is a major cause of child mortality.

According to Poleman, many households in poor areas and a large proportion of the population in urban areas are either undernourished or malnourished or both. Malnutrition is generally used to describe the lack or deficiency of other basic requirements, particularly protein, vitamins, or minerals (Poleman, T. T: 1993, 47).

Malnutrition is a serious issue in the DRC and in other Sub-Saharan countries, as pointed out by Simon, “sub-Saharan Africa (SSA) is one of the world’s major producers of agricultural commodities. Of particular concern is that sub-Saharan Africa is no longer self-sufficient in food, as production has failed to match the 3 per cent annual population growth rate. Since the 1980s, food imports have risen by roughly 10 per cent per annum, starkly underlining SSA’s vulnerability and reversing earlier gains in food production in the late colonial and/or early post-colonial periods” (Simon, D.:1985, 220). Furthermore, Bjornlund, V., Bjornlund,H. and Van Rooyen, A. argued that “the root causes of low agricultural productivity in SSA can be traced back to interference by external forces, which focused production on a few export crops. Consequently, the evolution of local economic growth, built on traditional livelihood strategies and adapted to the local socio-ecological environment, was interrupted” Bjornlund, V., et *al.*: 2020, S20-S53).

## **9. Discussion and Suggestions**

As said earlier, data used in this study comes from two main sources: the field survey that we conducted among 160 households between March and September 2025 in four municipalities in the city of Kinshasa and secondary data from the National Institute of Statistics (INS), reports from the Central Bank of Congo, from the World Bank, from Food and Agricultural Organisation (FAO)'s international indicators on food security and dietary diversity and from other published and unpublished sources.

During the research, one of the main issues raised by the majority of population in the researched areas relate to hunger, food

insecurity, access to good quality food and malnutrition. Indeed, during the research, we noticed that the issues of hunger and food insecurity remain unsolved so far, and had an important impact on poverty. To date, no effective solutions have been found to end those calamities.

Despite its significant potential in agriculture, the DRC has been facing a paradoxical situation marked by its inability to produce the required food for its population and a high dependence on food imports. This reality raises questions about the country's resilience in the face of economic, health or geopolitical crises that could disrupt external supplies and import of food items onto the country.

Data collected in the field confirmed that 53% of the respondents eat only one solid meal per day. Furthermore, 25% of the respondents had only two meals per day. In their own words, these categories of respondents were facing hunger, food insecurity and thus, were living in poverty. Many respondents also indicated that most of their meals were not composed of carbohydrates, lipids or proteins. Only 6% of respondents could on regular basis, afford meat, fish or other food that provide proteins.

During the research, we noticed that hunger and food insecurity were mainly related to the gender, the economic activity (job) and the source of income of the head of households. Female-headed households showed nearly three times higher levels of hunger, food insecurity and poverty than male-headed households. Furthermore, information collected in the field showed that tenants with limited income were experiencing more cases of hunger and food insecurity than homeowners. Finally, our research found that hunger and food insecurity were caused by the low level of food supply in the city, the low level of income paid to workers, and socio-economic and gender inequalities. The extent of deterioration in living standards across the city of Kinshasa is an acute problem. There has been a sharp increase in extreme poverty, a sharp decline in real wages and wage income, and rapidly increasing inequality of income between different categories of the population.

Data from our research has shown that hunger and food insecurity are among the main causes of poverty in Kinshasa. Hunger and food insecurity are striking across the city, as people's bodies have weakened and their resistance to infection has decreased sharply. Children in particular are the most hit; they face malnutrition more than other categories of people. If the city wants to stop the cycle of poverty and improve the living conditions of the majority of the city's dwellers, particular attention has to be paid to the fight against hunger, food insecurity and malnutrition by targeting the nutritional needs of children, girls and pregnant or lactating women, as these groups of people are classified as being the most vulnerable and at high risk.

To end the problems caused by hunger, food insecurity and poverty in Kinshasa, the city needs holistic and multidimensional solutions that can help to curb the situation. Among those strategies, we suggest the followings:

a. Improve public policies that can promote the consumption of local food and support family farming.

b. Regulate food imports, as local food producers find it difficult to compete with cheaper imported products, reducing the availability of fresh and nutritious food.

c. Increase investments in local agriculture by promoting sustainable agricultural practices and supporting smallholder producers.

d. Avail and improve modern transport, storage and processing infrastructure to facilitate the distribution of local food products.

e. Strengthen local and peri-urban production of local food in Kinshasa.

f. Promote and increase food production in Kongo-Central, Kwango and May-Ndombe which are the neighbouring provinces of the city of Kinshasa.

## 10. Conclusion

For many years Kinshasa has been in a context of economic crisis and, hunger, food supply, food consumption and poverty have become issues of strategic importance. Nowadays, households are focusing essentially on the quantity of food by turning to cheap food products at the expense of high-protein foods, thus exposing households to food insecurity. These choices lead to unbalanced diets that are exacerbated by an influx of imported cheap and low-quality food products.

Data used throughout this study has shown that for many years, the Congo has suffered disastrous failures and more prolonged cuts in the living standards of the urban population in Kinshasa. As a result, it is the poor who are the most severely hit, as they do not have sufficient financial means to meet their day-to-day needs. As Amartya Sen argued, “effective famine prevention thus requires “entitlements.” Economically, governments can and should provide public employment programs so that those threatened by famine can be empowered to command food. Politically, democratic participation and a free press can work to ensure government accountability for famine prevention” (Sen, A.: 2019, p. 348-356).

If the city of Kinshasa wants to stop the cycle of hunger, food insecurity and poverty and improve people’s welfare, particular attention has to be paid to the nutritional needs of the city’s dwellers, especially, children, girls and pregnant or lactating women. These groups are classified as being at high risk and it has been established that chronically undernourished women tend to give birth to underweight babies.

Access to good food, and food security are the cornerstone for survival, health and development for current and succeeding generations. Well-nourished children perform better in school, grow into healthy adults and in turn give their children a better start in life. Well-nourished women face fewer risks during pregnancy and

childbirth, and their children set off on firmer developmental paths, both physically and mentally.

Data collected in the surveyed municipalities also shows that the city of Kinshasa is heavily dependent on food imports. Food prices in local markets across the city rise according to global price changes, unfavourable exchange rates and regular disruptions in supply chains caused by unforeseen global issue such as the last COVID 19 pandemic.

The recent improvements in the Congolese economic growth have not translated into commensurate reductions in hunger, food insecurity and poverty in the city of Kinshasa. The percentage of the population facing hunger, food insecurity and which is living in poverty has rather increased, while developing countries have experienced a reduction in hunger and extreme poverty.

This paper has discussed hunger, food insecurity as signs of chronic poverty in the city of Kinshasa, the capital of the Democratic Republic of Congo. There is currently a solid scientific basis in scientific fields such as agronomy, anthropology, development studies, climate science, economics, nutrition and sociology which advocates preventive measures to slow the onslaught of hunger and food insecurity to prevent urban poverty across the globe.

Our research findings have revealed that hunger, food insecurity and poverty are interlinked and remain a critical challenge for urban dwellers in the city of Kinshasa. Consequently, the need to strengthen good governance and to adopt sound agricultural, industrial and trade policies, profound changes in the import of food products, as well as the improvement of food production and supply within the informal economy need to be recognised and integrated into the economic policies of the city.

To curb the issue of hunger, food insecurity and urban poverty in Kinshasa, the authorities need to refocus their policies and strategies towards the promotion of integrated approaches that can strengthen the social and economic fabrics of the city such as the provision of secure jobs to the majority of people in the city, the

promotion and the development of urban agriculture and the strengthening of food safety programs.

Food production and supply systems must guarantee the right to food to everyone. Everyone must have easy access to food that meets their physiological requirements and socio-cultural choices. Food production and supply must also move towards food justice, social and economic equality across the city.

## Références bibliographiques

1. Anthem, P., (2025), Food security – what it means and why it matters consulted on <https://www.wfp.org/stories/food-security-what-it-means-and-why-it-matters>, consulted on 30 November 2025 at 22 h 35
2. Anthem, P., (2025), Food security – what it means and why it matters consulted on <https://www.wfp.org/stories/food-security-what-it-means-and-why-it-matters>, consulted on 30 November 2025 at 22 h 53
3. Babbie, E. R. (2021), *The Practice of Social Research*, 15th ed., Wadsworth.
4. BERTOUA, P., Strategies to reduce food imports in the DRC, *Africacoeurnews*, on <https://africacoeurnews.com/.../strategies-pour-reduire.../>, accessed on 12 June 2025 at 1947
5. Bjornlund, V., Bjornlund, H., et al. (2020), Why agricultural production in sub-Saharan Africa remains low compared to the rest of the world – a historical perspective in *International Journal of Water Resources development*, Vol. 36, 2020, pp. S20-S53. <https://doi.org/10.1080/07900627.2020.1739512>
6. Breewood, H., What is the Nutrition Transition (2018), consulted on <https://www.tabledebates.org/building-blocks/what-nutrition-transition> accessed on 28 November 2025 at 22 h 13
7. Calma, T. J., (2021), Dietary diversity score as an indicator of micronutrient intake in Filipino children and adolescents, *Asia Pacific Journal of Clinical Nutrition*, Vol. 30, No4, pp. 696-703.

8. Delpuech, F., (2024), *Nutritional Well-being, Sustainable Development and the Food System. Research Seminar on Sustainable Food Systems, Rambouillet, France, 23 March 2004*
9. DOI:10.6133/apjcn.202112\_30(4).0016
10. FAO., (1996), World Food Security, Rome Declaration on World Food Security and World Food Summit Plan of Action: World Food Summit, Rome, November 1996. ISBN / ISSN 9251039399
11. Gemma, S. C., et al., (2015), Household Food Insecurity Access Scale (HFIAS), *Nutrición Hospitalaria Journal*, Vol 3, No 31, 2015, pp.272-278
12. <https://www.wfp.org/stories/food-security-what-it-means-and-why-it-matters> accessed on 30 November 2025 at 21 h 46
13. International Food Policy Research Institute, (2015), *The Impact of Global Change on Food Security in 2050: Assessing the Risks Through the Lens of Food Trade*, Washington DC, November 2025 on <https://www.ifpri.org/event/the-impact-of-global-change-on-food-security-in-2050-assessing-the-risks-through-the-lens-of-food-trade/> accessed on 26 November 2025 at 14 h 37
14. ISBN-13-978-9355737861.
15. ISSN: 0002-9165
16. ISSN: 0306-9192
17. Muteba, K. D., Characterization of household food consumption patterns in Kinshasa: analysis of the interactions between lifestyles and eating habits, PhD thesis in Agricultural Sciences, University of Liege, 2014
18. Nkendah, R., estimating the informal cross-border trade of agricultural and horticultural commodities between Cameroon and its CEMAC neighbours, in *Food Policy*, Elsevier, Vol 41 (C), 2013, pages 133-144.

19. Peters., B. M. Herens, Y.S. Gonzalez, Seminar Brief How to Ensure Food Security in a Rapidly Urbanising World? Wageningen University Research, 2016, p. 215
20. Poleman, T. Thomas, “World hunger: extent causes and cures”, in Gale Johnson and al., *The Role of Markets in the World Food Economy*, Westview Press, Boulder, 1993, p. 47. ISBN: 9780865316201
21. Popkin B.M., Global nutrition dynamics: the world is shifting rapidly toward a diet linked with noncommunicable diseases. *The American Journal of Clinical Nutrition*, Vol. 84, N°2, pp. 289-98.
22. Popkin, B. M., The Nutrition Transition in Low-Income Countries: An Emerging Crisis in *Nutrition Reviews*, Vol. 52, N°9, September 1994, p. 285-298. <https://doi.org/10.1111/j.1753-4887.1994.tb01460.x>
23. Sen, A., *Poverty and Famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford, Oxford University Press, 2013. <https://books.google.co.uk/books?id=ARMj0AEACAAJ>
24. Sen, A., *The Political Economy of Hunger: On Reasoning and Participation, Common Knowledge*, Duke University Press, Volume 25, Issue 1-3, March 2019, pp. 348-356. UR – <https://muse.jhu.edu/pub/4/article/727152>
25. Simon, D., Debt, Democracy and Development: sub-Saharan Africa in the 1990s’ in Simon, D. *et al. Structurally Adjusted Africa: Poverty, debt and Basic Needs*, Pluto Press, London, 1985, p. 22
26. Sonnino, R., The new geography of food security: exploring the potential of urban food strategies: the new geography of food security, *Geography Journals*, Vol.2., N°182, June 2016, pp.190-200
27. United Nations, (2025), World Population Review, Africa Cities by Population 2025 on <https://worldpopulationreview.com/cities/continent/africa> visited on 12 November 2025 at 16 h 26
28. United Nations, Peace, dignity and equality on a healthy planet on <https://www.un.org/en>, accessed on 24 May 2025 at 4 p.m.

**Dynamique économique en République  
Démocratique du Congo de 1990 à  
2023: exploration des interrelations  
entre croissance économique, inflation  
et chômage**

*ECONOMIC DYNAMICS IN THE DEMOCRATIC  
REPUBLIC OF THE CONGO FROM 1990 TO  
2023: AN EXPLORATION OF THE  
INTERRELATIONSHIPS BETWEEN ECONOMIC  
GROWTH, INFLATION, AND UNEMPLOYMENT*

Par

Joseph BANDI

Assistant Scientifique  
Faculté d'Économie et Développement de l'Université Catho-  
lique du Congo  
République Démocratique du Congo  
[joseph.band@ucc.ac.cd](mailto:joseph.band@ucc.ac.cd)

Stéphane NGOLU

Assistant Scientifique  
Faculté d'Économie et Développement de l'Université Catho-  
lique du Congo  
République Démocratique du Congo  
Stephane.ngolu@ucc.ac.cd

Maria TUABU

Assistante Scientifique  
Faculté d'Économie et Développement de l'Université Catho-  
lique du Congo  
République Démocratique du Congo  
maria.tuabu@ucc.ac.cd

François KANDOLO

Assistant Scientifique  
Faculté d'Économie et Développement de l'Université Catho-  
lique du Congo  
République Démocratique du Congo,  
francois.kandolo@ucc.ac.cd

# Résumé

Cet article examine les interrelations entre la croissance économique, l'inflation et le chômage en République Démocratique du Congo (RDC) de 1990 à 2023. En utilisant des modèles économétriques de type Autoregressive Distributed Lag (ARDL), les auteurs évaluent la présence d'un compromis entre ces trois objectifs économiques clés. Les résultats indiquent que la loi d'Okun est généralement vérifiée en RDC, tandis que la courbe de Phillips révèle des particularités liées au contexte congolais. Les auteurs analysent également l'impact des chocs externes et des facteurs institutionnels sur ces relations.

Ils concluent en formulant des recommandations pour la politique économique, visant à concilier croissance, stabilité des prix et plein emploi. Après analyse des données, le résultat obtenu nous montre que la RDC a traversé des phases de crise et de reprise, marquées par des fluctuations de l'inflation et du chômage. Malgré une croissance soutenue grâce à l'exploitation des ressources naturelles, le pays reste confronté à des défis structurels, notamment une forte dépendance aux matières premières et des lacunes en matière de gouvernance. Ces résultats soulignent aussi la nécessité d'une approche intégrée pour promouvoir un développement économique durable et inclusif en RDC.

**Mots-clés :** République Démocratique du Congo, croissance économique, inflation, chômage, loi d'Okun, courbe de Phillips, politique économique.

## Abstract

This article examines the interrelationships between economic growth, inflation, and unemployment in the Democratic Republic of Congo (DRC) from 1990 to 2023. Using Autoregressive Distributed Lag (ARDL) econometric models, the authors assess the existence of a trade-off between these three key economic objectives. The results indicate that Okun's Law generally holds in the DRC, while the Phillips curve reveals specific characteristics related to the Congolese context. The authors also analyze the impact of external shocks and institutional factors on these relationships.

They conclude by formulating recommendations for economic policy aimed at reconciling growth, price stability, and full employment. After analyzing the data, the results show that the DRC has gone through phases of crisis and recovery, marked by fluctuations in inflation and unemployment. Despite sustained growth driven by the exploitation of natural resources, the country continues to face structural challenges, particularly a strong dependence on raw materials and governance shortcomings. These findings also highlight the need for an integrated approach to promote sustainable and inclusive economic development in the DRC.

**Keywords :** Macroeconomic trilemma, Democratic Republic of the Congo, economic growth, inflation, unemployment, ARDL models, Okun's law, Phillips curve, economic policy.

# Introduction

La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays aux ressources naturelles abondantes qui a traversé une histoire économique complexe, marquée par des périodes de croissance, mais aussi par des crises sévères. Depuis son indépendance en 1960, le pays a fait face à des défis économiques considérables, incluant l'inflation et le chômage, qui continuent d'affecter son développement. En effet, l'inflation et le chômage ne sont pas seulement des indicateurs économiques ; ils incarnent également des enjeux sociaux cruciaux. Leur corrélation a été largement étudiée, notamment à travers le prisme de la courbe de Phillips, qui illustre la relation inverse entre inflation et taux de chômage (Shabani, 2022). Cette relation a pris une ampleur particulière depuis les épisodes d'hyperinflation des années 1990, soulignant les coûts sociaux et économiques d'une inflation incontrôlée (Kosi, 2024).

Au début des années 1990, la RDC a subi une instabilité socio-politique chronique qui a gravement dégradé son tissu économique (Mabi, 2016). Cette instabilité a engendré une hyperinflation galopante, plaçant le pays parmi les plus touchés par ce phénomène. Les déséquilibres macroéconomiques se sont alors accumulés, fragilisant davantage l'économie congolaise. Le débat sur l'inflation est au cœur des préoccupations économiques contemporaines. Les économistes orthodoxes affirment que la stabilité des prix est un objectif primordial ; néanmoins, les politiques anti-inflationnistes ont souvent pour effet de ralentir l'activité économique et d'augmenter le chômage à court terme (Okun, 1962). Ce compromis délicat entre

inflation et chômage nécessite que les décideurs politiques trouvent un équilibre.

Dans ce contexte, la loi d'Okun et la courbe de Phillips sont des outils analytiques cruciaux pour examiner les relations entre la croissance économique, l'inflation et le chômage. Cet article a pour objectif principal d'analyser ces interrelations en République Démocratique du Congo de 1990 à 202. À travers une approche économétrique utilisant des modèles de type Autoregressive Distributed Lag (ARDL), nous visons à déterminer si la croissance économique en RDC est accompagnée d'une hausse de l'inflation ou d'une baisse du chômage, et à explorer l'existence d'un compromis entre ces différents objectifs économiques.

Pour atteindre cet objectif, notre étude adoptera une méthodologie rigoureuse qui inclut l'analyse des données macroéconomiques et l'évaluation des impacts des chocs externes ainsi que des facteurs institutionnels. Le canevas de cet article s'articulera autour de plusieurs sections : une revue de la littérature, une présentation de la méthodologie appliquée, et une discussion des résultats. La conclusion formulera des recommandations destinées aux décideurs politiques, visant à éclairer leur compréhension des défis économiques actuels et à proposer des solutions pour un développement durable et inclusif.

Cette exploration des dynamiques économiques en RDC est d'une grande pertinence, car elle permettra non seulement d'identifier les liens complexes entre croissance, inflation et chômage, mais aussi de fournir des pistes pour améliorer la gouvernance économique et promouvoir un environnement propice à la prospérité. En effet, une compréhension approfondie des relations macroéconomiques est essentielle pour orienter les politiques publiques et favoriser un développement harmonieux, capable de répondre aux attentes d'une population en quête de stabilité et de prospérité.

## I. Revue de littérature théorique et empirique

### I.1. Revue de littérature théorique

L'analyse conjointe de la croissance économique, de l'inflation et du chômage s'appuie sur des fondements théoriques solides qui se sont construits progressivement depuis les années 1960.

La loi d'Okun (Okun, 1962) est l'un des premiers cadres à établir un lien systématique entre la croissance du PIB réel et l'évolution du chômage. Elle postule qu'une augmentation de 1% du PIB entraîne une réduction du taux de chômage de 0,3 à 0,5 point en moyenne. Néanmoins, cette élasticité varie selon les structures économiques : dans les économies industrialisées, elle est relativement stable, alors que dans les économies des ressources naturelles, elle est plus faible e, raison du caractère peu inclusif de la croissance.

Par ailleurs, la courbe de Phillips (Phillips, 1958) illustre la relation inverse entre inflation et chômage. Selon ce cadre, une politique de stimulation de la demande peut réduire le chômage mais au prix d'une inflation plus élevée. Toutefois, Friedman (1968) et Phelps (1967) ont montré que ce compromis est uniquement valable à court terme. A long terme, l'économie converge vers un taux de chômage naturel (NAIRU), où toute tentative de réduire artificiellement le chômage par la création monétaire ne se traduit que par une inflation croissante sans gains durables en emploi en d'autres termes, la courbe devient verticale au taux naturel de chômage, intégrant les anticipations adaptives et rationnelles des agents économiques.

Enfin, la théorie keynésienne met en avant le rôle de la demande globale et des politiques publiques dans la régulation du chômage et de l'inflation, ainsi, la théorie keynésienne ne considère pas la lutte de l'inflation comme une priorité (Hoover, 2014) et que la cause du chômage réside au niveau de l'insuffisance de la demande globale.

Il met en exergue la situation d'équilibre de sous-emploi où le recrutement est plus faible dû au fait que les employeurs sous-estiment la demande future créant donc des chômeurs involontaires.

A l'inverse, les approches néoclassiques affirme que le traitement de l'arbitrage entre inflation et chômage par l'hypothèse des anticipations adaptatives monétaristes doit se substituer à l'hypothèse des anticipations rationnelles. En effet, les chocs monétaires ont des impacts réels à court terme dû aux problèmes d'information de la part des agents économiques et de la difficulté de déterminer de la relativité ou du caractère absolue de la variation du prix de leurs produits. Par contre, à long terme, la neutralité monétaire est confirmé (Lucas, 1972).

## **I.2. Revue de littérature empirique**

Empiriquement, de nombreux travaux ont testé la validité de la loi d'Okun et de la courbe de Phillips dans différents contextes.

Au niveau international, Ball et Mankiw (2002) ainsi que Blanchard (2016) ont confirmé la relation entre chômage et inflation reste instable, notamment dans les économies ouvertes et exposées à des chocs d'offre. Pour les pays développés, la loi d'Okun est généralement vérifiée avec une intensité relativement stable. Cependant, la mondialisation et les transformations du marché du travail ont atténué la force du lien dans les dernières décennies.

En Afrique, plusieurs études mettent en évidence la spécificité des économies dépendantes des ressources naturelles. Dans le cas de la Tunisie, Ben Abda (2022) confirme la validité de la loi d'Okun avec un effet significatif de la croissance sur la réduction du chômage, et observe une relation conforme à la courbe de Phillips à court terme, bien que soumise à quelques variations conjoncturelles. Tout en montrant que le lien chômage-croissance est affaibli par le chômage des jeunes diplômées. Au Nigéria, des travaux récents (Akinbobola, 2018) soulignent que la relation inflation-chômage est

instable, en raison de la dépendance aux importations et des chocs pétroliers.

Concernant la République Démocratique du Congo, plusieurs études ont documenté ces liens macroéconomiques. Shabani (2022) a testé la loi d'Okun et montré qu'elle s'applique partiellement, mais que la croissance, fortement tirée par le secteur extractif, ne se traduit pas par une réduction significative du chômage. De même, malgré une croissance soutenue ces dernières décennies, principalement alimentée par le secteur extractif à forte intensité capitaliste, la création d'emplois formels reste faible (Mabi, 2016).

Sumata (2001, 2014) a démontré l'impact de l'hyperinflation des années 1990 sur le chômage et la pauvreté, en insistant sur le rôle des déséquilibres budgétaires et du financement monétaire du déficit. Mabi (2016) a retracé vingt-cinq ans d'évolution économique en RDC et souligné que, malgré une croissance soutenue après 2002, le chômage reste structurellement élevé. Plus récemment, Kosi (2024) a confirmé cette tendance en montrant que la croissance de 6,2 % en 2024 n'a pas empêché une flambée de l'inflation à 21,8 %, ce qui illustre le caractère peu inclusif et instable de la dynamique économique congolaise.

Moto & Sumata (2022) mettent en évidence la nécessité d'une coordination entre ces deux politiques pour maximiser l'efficacité de la croissance, la dynamique de l'emploi et minimiser les tensions inflationnistes et soulèvent le problème de la faible efficacité ou du manque de levier réel de la dépense publique pour stimuler une croissance durable et créatrice d'emplois justifiant pourquoi la croissance soutenue de la RDC ne se traduit pas pleinement en réduction du chômage (faiblesse de l'impact budgétaire sur la structure économique).

La littérature empirique converge donc vers une conclusion : en RDC, la croissance économique, bien que réelle, reste peu génératrice d'emplois formels et durablement incapable de réduire l'inflation. Les déséquilibres structurels, la faiblesse institutionnelle et la dépendance aux matières premières accentuent ce paradoxe, ce

qui justifie l'importance d'une analyse économétrique approfondie des relations entre croissance, inflation et chômage sur la période 1990–2023.

## **II. Approche méthodologique, analyse des données et discussions de résultats**

### **II.1. Cadre méthodologie**

Cette partie méthodologique est présentée en trois parties : les fondements théoriques qui fournissent le cadre de référence, la spécification économétrique et enfin l'estimation économétrique du modèle.

#### *a. Fondement théorique*

La dynamique entre croissance, inflation et chômage est traditionnellement étudiée à travers la loi d'Okun et la courbe de Phillips, qui établissent des relations attendues entre ces variables. Toutefois, dans le cas de la RDC, plusieurs spécificités (dépendance au secteur minier, instabilité institutionnelle, vulnérabilité aux chocs externes) nécessitent une approche économétrique flexible permettant d'intégrer ces hétérogénéités. Le modèle Autogressive Distributed Lag (ARDL), proposé par Pesaran et Shin (1999) et développé avec Pesaran, Shin et Smith (2001), s'inscrit dans la littérature économique visant à analyser les dynamiques de court et long terme entre variables macroéconomiques.

#### *b. Spécification économétrique*

Comme nous le savons, toute analyse économétrique passe par la spécialisation d'une relation théorique. Nous spécifions une forme linéaire avec le chômage comme variable d'intérêt et la croissance PIB, variation du taux de change, stabilité politique et absence de violence et la qualité du gouvernement comme les variables exogènes.

$$\Delta CHOM_t = a_0 + \sum_{i=1}^p a_{1i} \Delta CHOM_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{2i} \Delta PIB_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{3i} \Delta INFL_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{4i} \Delta VTC_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{5i} \Delta SPAV_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{6i} \Delta QG_{t-i} + b_1 CHOM_{t-1} + b_2 PIB_{t-1} + b_3 INFL_{t-1} + b_4 VTC_{t-1} + b_5 SPAV_{t-1} + b_6 QG_{t-1} + e_t \dots (1)$$

**Avec :**

- $\Delta$  : opérateur de différence première ;
- $a_0$  : Constante ;
- $a_1 \dots a_6$ : Effets à court terme ;
- $b_1 \dots b_6$ : Dynamique de long terme du modèle ;
- $e_t$  : Terme d'erreur (bruit blanc).

L'équation ci-haut ainsi présentée fera l'objet d'une estimation économétrique pour capter l'explication de chacune des variables sur l'évolution réelle.

#### ❖ *Choix du modèle*

Pour cette étude, nous avons retenu le modèle Autoregressive Distributed Lag (ARDL), développé par Pesaran, Shin et Smith (2001). Ce choix est justifié par plusieurs raisons :

✓ Le modèle ARDL est adapté aux séries temporelles intégrées d'ordre différent (I(0) et I(1)), ce qui est pertinent puisque nos variables présentent des ordres d'intégration hétérogènes.

✓ Il permet d'analyser simultanément les dynamiques de court terme et de long terme, ce qui est essentiel pour comprendre les ajustements macroéconomiques en RDC.

✓ Il est robuste sur de petits échantillons, ce qui est un atout pour une étude portant sur la période 1990–2023.

#### ❖ *Source des données et choix des variables*

Notre analyse empirique repose sur un modèle ADRL à correction d'erreur estimée sur des données annuelles couvrant la période (1990-2023). Nous incluons dans notre modèle les variables suivantes :

- Taux de croissance du PIB
- Taux d'inflation
- Taux de chômage
- Variables de contrôle (taux de change, facteurs institutionnels)

**Tableau n°1. Désignations des variables**

Variables	Abréviation	Sources	Mesure
Chômage	<i>CHOM</i>	WDI	Pourcentage
Croissance du PIB	<i>PIB</i>	WDI	Pourcentage
Inflation	<i>INFL</i>	BCC	Pourcentage
Variation du taux de change	VARTXCH	BCC	Pourcentage
Stabilité politique et absence de violence/terrorisme	STABPOL	WGI	Score
Qualité du Gouvernement	QUALGOUV	WGI	Score

Source : Élaboré par les auteurs sur base des informations collectées

**Tableau n°2. Pertinence des variables**

Variables	Pertinence
Chômage	Ceci est la variable dépendante principale, illustrant la situation du marché du travail. Le chômage est un indicateur clé du bien-être économique et social, particulièrement pertinent dans un pays où le chômage est un défi structurel majeur. Comprendre son évolution et ses déterminants aide à orienter les politiques économiques.
Croissance du PIB	Cette variable mesure la performance économique globale du pays. La croissance du PIB est explicitement liée à la création d'emplois et à la réduction du chômage selon la loi d'Okun, qui postule que plus la croissance n'est forte, plus le chômage ne diminue. En RDC, où la croissance économique est souvent tirée par le secteur extractif, il est essentiel d'étudier son effet sur le chômage et l'inflation.
Inflation	L'inflation représente la variation générale des prix. Sa relation avec le chômage est étudiée à travers la courbe de Phillips, qui montre un compromis potentiel à court terme entre ces deux variables. En RDC, où l'inflation est parfois élevée ou volatile à cause des chocs externes et des déséquilibres internes, cette variable est cruciale pour analyser les dynamiques macroéconomiques.

<p>Variation du taux de change</p>	<p>Le taux de change influence la compétitivité des exportations et des importations, affectant la production et l'emploi. En RDC, avec une forte dépendance aux matières premières et des chocs fréquents sur la monnaie nationale, la variation du taux de change est une variable de contrôle essentielle qui capture les effets des fluctuations monétaires sur l'ensemble de l'économie, notamment le chômage.</p>
<p>Stabilité politique et absence de violence/terrorisme</p>	<p>Cette variable institutionnelle reflète la sécurité et la stabilité sociales du pays. Une meilleure stabilité politique favorise l'investissement, la confiance des acteurs économiques et donc la création d'emplois. En RDC, marquée par des conflits récurrents, cette variable est fondamentale pour expliquer les fluctuations du chômage et de la croissance.</p>
<p>Qualité du Gouvernement</p>	<p>Elle mesure la gouvernance, la transparence, l'efficacité institutionnelle et la capacité des autorités à gérer les ressources publiques. Une gouvernance de qualité est corrélée positivement à un environnement économique propice à l'investissement et à la croissance inclusive, contribuant ainsi à réduire le chômage. Cette variable est particulièrement importante pour analyser les facteurs structurels qui influencent la dynamique macroéconomique en RDC.</p>

Source : Élaboré par les auteurs sur base des informations collectées

## II.2. Analyse des données

### a. Analyse descriptive des données

**Tableau n°3. Résultats des statistiques descriptives**

	DCHOM	DCROISS	DQUALGO UV	DSTABP OL	INFL	VARTXC H
Mean	0.137697	0.458460	-0.042424	-0.060606	720.0491	334.7175
Median	0.023000	-0.033583	0.000000	0.000000	18.20000	16.72927
Maximum	3.213000	9.569054	0.900000	1.350000	9796.900	3609.610
Minimum	-0.688000	-4.593874	-1.800000	-2.700000	1.080000	-99.99816
Std. Dev.	0.590060	3.246459	0.439304	0.631166	1967.456	843.6701
Skewness	4.419705	0.632587	-2.181975	-2.214828	3.486561	2.824407
Kurtosis	23.94066	3.119598	10.66281	11.53011	15.33990	10.07415
Jarque-Bera	710.3887	2.220582	106.9237	127.0288	276.2340	112.6849
Probability	0.000000	0.329463	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000

Sum	4.544000	15.12917	-1.400000	-2.000000	23761.62	11045.68
Sum Sq. Dev.	11.14148	337.2638	6.175606	12.74785	1.24E+08	22776934
Observations	33	33	33	33	33	33

Source : Auteur à partir des analyses sous Eviews 9.

Le tableau des statistiques descriptives ci-dessus révèlent une forte instabilité des variables macroéconomiques en RDC. L'inflation (moyenne de 720 %) et le taux de change (334,7) présentent des niveaux exceptionnellement élevés et très volatils, marqués par des épisodes extrêmes d'hyperinflation et de dépréciation monétaire. La croissance (0,45) et le chômage (0,13) affichent des moyennes relativement faibles, mais avec une variabilité importante.

Les coefficients d'assymétrie positifs et les kurtosis élevés indiquent des distributions dominées par des valeurs extrêmes, tandis que le test de jarque-Bera confirme la non-normalité des séries. Ces résultats traduisent une économie structurellement instable, exposée à des chocs récurrents, et justifient le recours.

*b. Analyse des corrélations*

**Tableau n°4. Matrice de corrélation simple entre variables**

	DCHOM	DCROISS	DQUALGOUV	DSTABPOL	INFL	VARTXCH
DCHOM	1	-0.235872	0.056701	0.052782	0.231374	0.656238
DCROISS	-0.235872	1	-0.121353	-0.097006	0.269129	-0.265331
DQUALGOUV	0.056701	-0.121353	1	0.939974	-0.008765	-0.092143
DSTABPOL	0.052782	-0.097006	0.939974	1	-0.011253	-0.093385
INFL	0.231374	0.269129	-0.008765	-0.011253	1	0.428997
VARTXCH	0.656238	-0.265331	-0.092143	-0.093384	0.428997	1

Source : Auteur à partir des analyses sous Eviews 9.

La matrice de corrélation ci-dessus nous renseigne que seule la variable croissance économique a un lien positif avec la variable dépendante Chômage et que seul la variable variation de taux de change a un degré association avec la variable dépendante Chômage dépassant 0.5.

*c. Résultats de la stationnarité des variables*

Dans l'étude de séries temporelles, il est nécessaire de passer le test de stationnarité pour s'assurer de l'ordre d'intégration des variables du modèle.

Notons que les résultats qui sont présentés ci-dessous sont issus du test de Dickey Fuller Augmenté.

**Tableau n° 5 : Test de stationnarité du type ADF**

Variables	Test d'ADF		Conclusion	Ordre d'intégration
	t-stat	Seuil de 5 %		
CHOM	-4.235	0.0024	Stationnaire	I(1)
CROISS	-5.796	0.0000	Stationnaire	I(1)
-				
INFL	17.784	0.0000	Stationnaire	I(0)
VARTXCH	-5.057	0.0022	Stationnaire	I(0)
-				
STABPOL	10.567	0.0000	Stationnaire	I(1)
-				
QUALGOUV	11.083	0.0000	Stationnaire	I(1)

Source : compilation de l'auteur à partir des analyses sous Eviews 9.

Notons que toutes les valeurs en dessous du seuil critique représentent les différentes probabilités (p-value). Au seuil critique de 5%, dès que la p-value est inférieure à 5%, nous disons donc la variable est stationnaire. Ainsi, en observant nos variables après test, seul la variable CHOM et quelques variables décalées sont intégrées d'ordre 1 (c'est-à-dire elles sont devenues stationnaires après une différence) ; les variables inflation et variation du taux de change sont intégrées à niveau. En d'autre cela signifi que les résultats du test ADF montrent que la plupart des variables, à l'exception de

l'inflation et du taux de change réel, nécessitent une première différenciation pour devenir stationnaires (I(1)). L'inflation et le taux de change, en revanche, sont stationnaires au niveau (I(0)). Comprendre l'ordre d'intégration des variables est crucial pour les analyses économétriques ultérieures, car cela influence la sélection du modèle approprié pour étudier les relations entre ces variables dans le cadre de l'étude de la dynamique économique en RDC.

*d. Estimation du modèle et choix du décalage optimal*

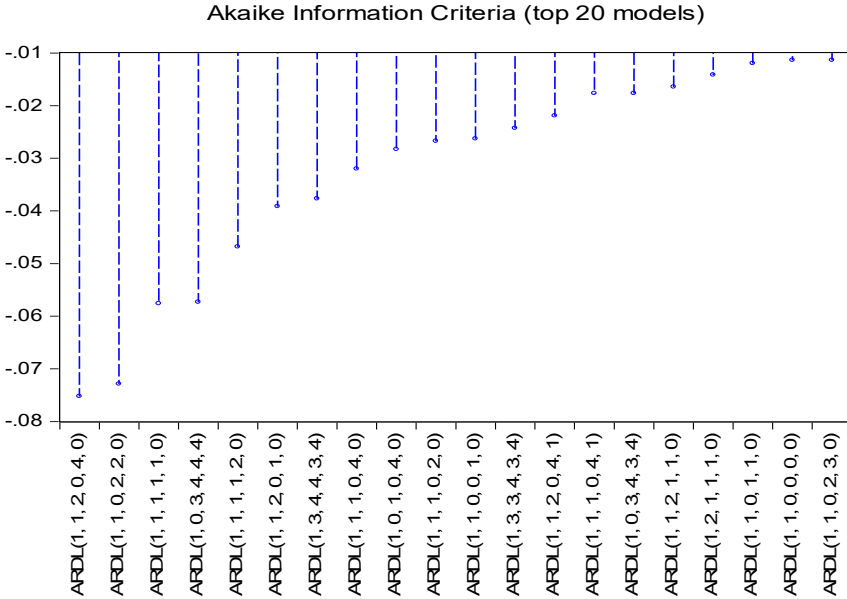
Afin de sélectionner le modèle ARDL le plus performant fourni par le logiciel, celui qui donne, avec le nombre minimal des paramètres, des résultats significatifs d'un point de vue statistique<sup>1</sup>, nous nous sommes servis du critère d'information de Schwarz (SIC).

Dans ce point, il s'agira de déduire le modèle ARDL qui offre des résultats statistiquement significatifs avec un optimum de paramètres.

---

<sup>1</sup>Kibala, J., *Modélisation ARDL, Test de cointégration aux bornes et Approche de Toda-Yamamoto* : *Éléments de théorie et pratique sur logiciel*, 2018, p. 30

**Graphique n°1 : Critères d'information d'AKAIKE (20 meilleurs modèles)**



Source : Auteur à partir des analyses sous Eviews 9.

Le premier modèle **ARDL (1, 2, 0, 4, 0)** présente un AIC de -0.075, ce qui en fait le modèle le plus minimal parmi les vingt évalués. Cette valeur indique qu'il est le meilleur choix pour prédire les effets de la variable expliquée.

En effet, un AIC plus faible suggère un meilleur ajustement du modèle tout en prenant en compte sa complexité. Par conséquent, ce modèle réussit à expliquer efficacement la variance de la variable dépendante sans sur ajuster les données, ce qui est essentiel pour garantir des prévisions fiables et généralisables.

**Tableau n°6. Estimation d'un modèle ARDL**

Dependent Variable: DCHOM

Method: ARDL

Date: 10/28/25 Time: 20:39

Sample (adjusted): 1995 2023

Included observations: 29 after adjustments

Maximum dependent lags: 1 (Automatic selection)

Model selection method: Akaike info criterion (AIC)

Dynamic regressors (4 lags, automatic): DCROISS INFL  
VARTXCH

DSTABPOL DQUALGOUV

Fixed regressors: C

Number of models evaluated: 3125

Selected Model: ARDL(1, 1, 2, 0, 4, 0)

---



---

Variable	Coeffi- cient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
DCHOM(-1)	0.097235	0.232243	0.418679	0.6814
DCROISS	-0.045667	0.018746	-2.436063	0.0278
DCROISS(-1)	-0.031716	0.021442	-1.479180	0.1598
INFL	-0.001536	0.001014	-1.514192	0.1508
INFL(-1)	3.33E-05	4.31E-05	0.773930	0.4510
INFL(-2)	0.000101	7.60E-05	1.334345	0.2020
VARTXCH	0.000155	0.000411	0.376237	0.7120
DSTABPOL	0.048363	0.226428	0.213593	0.8337
DSTABPOL(-1)	0.182005	0.146384	1.243338	0.2328
DSTABPOL(-2)	0.029826	0.108168	0.275733	0.7865
DSTABPOL(-3)	-0.316217	0.176079	-1.795883	0.0927
DSTABPOL(-4)	-0.243753	0.141780	-1.719241	0.1061

---



---

DQUALGOUV	0.036179	0.321721	0.112454	0.9120
C	0.120780	0.049755	2.427492	0.0283
<hr/>				
R-squared	0.564268	Mean dependent var	0.041345	
Adjusted R-squared	0.186634	S.D. dependent var	0.221708	
<hr/>				
S.E. of regression	0.199951	Akaike info criterion	0.075215	
Sum squared resid	0.599707	Schwarz criterion	0.584859	
Log likelihood	15.09062	Hannan-Quinn criter.	0.131512	
F-statistic	1.494220	Durbin-Watson stat	1.838114	
Prob(F-statistic)	0.226601			
<hr/>				

Source : Auteur à partir des analyses sous Eviews 9.

#### *e. Diagnostique du modèle ARDL estimé*

La validation de notre modèle estimé ainsi que des résultats obtenus de la relation de court terme et de long terme nécessite la vérification d'un ensemble d'hypothèses à travers le test d'autocorrélation, d'hétéroscédasticité et de normalité pour la validation de la stabilité des coefficients.

**Tableau n° 7. Tests diagnostiques du modèle**

Hypothèse du test	Tests	Valeurs (probabilité)
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	0.13790 (0.8729)
Hétéroscédasticité	Breusch-Pagan-Godfrey	0.677142 (0.7569)
Normalité	Jarque-Bera	0.256095 (0.879812)
Spécification	Ramsey	1.384038 (0.2590)

Source : Auteur à partir des analyses sous Eviews 9.

Au vue du tableau des tests diagnostiques du modèle, l'hypothèse nulle est acceptée pour ces tests (pas d'autocorrélation ni d'hétéroscédasticité entre les erreurs, les erreurs sont normalement distribuées), ainsi notre modèle ARDL estimé est validé et bien spécifié.

*f. Test de cointégration aux bornes de Pesaran*

D'emblée, sachant que l'idée est celle d'appliquer le modèle ARDL pour saisir une explication dynamique de notre équation, la cointégration mise en œuvre est celle de Pesaran et Shin 1999 et Pesaran et al 2001.

Le tableau ci-dessous nous fournit les résultats du test de cointégration aux bornes :

**Tableau n°8 : Résultats de la cointégration aux bornes de Pesaran, Shin et Smith 2001**

F-statistic	Borne seuil (0.05)	Décision
5.183999	[2.62 3.79]	Les variables sont cointégrées et donc elles ont une relation d'équilibre de long terme car F-statistic excède à la borne supérieure

Source : Auteur à partir des analyses sous Eviews 9.

Conformément à la littérature exposée ci-haut sur le test de cointégration aux bornes, nous constatons que F-statistic est supérieur à la borne supérieure (soit  $5.18399 > 3.79$ ). Il y a donc cointégration entre nos variables. Elles entretiennent donc une relation d'équilibre de long terme.

*g. Test de causalité au sens de Toda Yamamoto*

Dans ce point, nous allons recourir au test de causalité au sens de Toda Yamamoto basé sur la statistique « W » de Wald distribuée suivant un khi-deux ; afin de pouvoir déduire de la causalité entre les variables.

**Tableau n°9. Résultats du Test de Causalité au sens de Toda-Yamamoto**

Dépendantes	Variables explicatives ou causales (probabilité)						
		DCHOM	DCROISS	INFL	VARTXCH	DSTABPOL	DQUALGOUV
<b>DCHOM</b>	Chi-sq		3.915553	0.021100	0.576343	1.625858	1.554612
	Prob.		0.1412	0.9895	0.7496	0.4436	0.4596
<b>DCROISS</b>	Chi-sq	12.07258		0.217655	7.651562	0.006795	1.133761
	Prob.	0.0024		0.8969	0.0218	0.9966	0.5673
<b>INFL</b>	Chi-sq	9.840844	0.932649		32.30605	0.066950	0.343760
	Prob.	0.0073	0.6273		0.0000	0.9671	0.8421
<b>VARTXCH</b>	Chi-sq	29.14924	1.159759	10.96063		0.316926	2.767055
	Prob.	0.0000	0.5600	0.0042		0.8535	0.2507
<b>DSTABPOL</b>	Chi-sq	2.837977	3.577803	93.59634	6.648911		1.723262
	Prob.	0.2420	0.1671	0.0000	0.0360		0.4225
<b>DQUALGOUV</b>	Chi-sq	0.771188	3.408837	93.55566	2.449055	1.345975	
	Prob.	0.6800	0.1819	0.0000	0.2939	0.5102	

Source : Auteur à partir des analyses sous Eviews 9.

La lecture de ce tableau est présentée de la manière suivante :

- Aucune des variables n'exerce de causalité significative sur le chômage, cela se traduit comme une faible transmission des dynamiques macroéconomiques vers l'emploi due au poids du secteur informel et un marché du travail rigide ;

- L'évolution du chômage (via la productivité et la demande intérieure faibles) et le taux de change (à travers la dépendance aux exportations minières, aux importations des biens de consommation) causent la croissance économique ;

- Une causalité bidirectionnelle entre l'inflation et la variation du taux de change confirmant le caractère importé de l'inflation, une causalité unidirectionnelle entre l'inflation et le chômage se traduisant par une altération de la structure des prix due au changement de la demande agrégée (baisse du pouvoir d'achat en cas d'augmentation du chômage) ;

- L'inflation et le taux de change affectent la stabilité politique et que l'inflation affecte aussi la qualité de la gouvernance. Ces relations traduisent que la hausse des prix et la dépréciation monétaire peuvent accroître les tensions sociales, fragiliser la légitimité des autorités et détériorer la qualité perçue des institutions.

#### *h. Analyse de la dynamique de long-terme et court terme du modèle*

Dans ce point, il s'agira de présenter les coefficients de court terme mesurant la réaction immédiate du chômage face aux variations des autres variables et les coefficients de long terme du modèle qui traduisent les relations structurelles et durables entre les variables.

**Tableau 10 : Résultats d'estimation des coefficients de CT**

ARDL Cointegrating And Long Run Form

Dependent Variable: DCHOM

Selected Model: ARDL(1, 1, 2, 0, 4, 0)

Date: 10/28/25 Time: 20:34

Sample: 1990 2023

Included observations: 29

Cointegrating Form

Variable	Coeffi- cient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(DCROISS)	-0.045667	0.018746	-2.436063	0.0278
D(INFL)	-0.001536	0.001014	-1.514192	0.1508
D(INFL(-1))	-0.000101	0.000076	-1.334345	0.2020
D(VARTXCH)	0.000155	0.000411	0.376237	0.7120
D(DSTABPOL)	0.048363	0.226428	0.213593	0.8337
D(DSTABPOL(-1))	-0.029826	0.108168	-0.275733	0.7865
D(DSTABPOL(-2))	0.316217	0.176079	1.795883	0.0927
D(DSTABPOL(-3))	0.243753	0.141780	1.719241	0.1061
D(DQUALGOUV)	0.036179	0.321721	0.112454	0.9120
CointEq(-1)	-0.902765	0.232243	-3.887160	0.0015

Cointeq = DCHOM - (-0.0857\*DCROISS -0.0016\*INFL + 0.0002

\*VARTXCH -0.3321\*DSTABPOL + 0.0401\*DQUALGOUV + 0.1338)

Source : Auteur à partir des analyses sous Eviews 9.

Ce tableau montre à court terme que seule la croissance économique exerce un effet négatif et significatif sur l'évolution du chômage confirmant la validité de la loi d'Okun dans le contexte congolais selon laquelle l'accélération de la croissance économique contribue à la réduction du chômage.

**Tableau 11 : Résultats d'estimation des coefficients de LT**

Long Run Coefficients

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DCROISS	-0.085718	0.028921	-2.963852	0.0097
INFL	-0.001552	0.001272	-1.220429	0.2411
VARTXCH	0.000171	0.000475	0.361178	0.7230
DSTABPOL	-0.332064	0.653202	-0.508363	0.6186
DQUALGOUV	0.040076	0.357415	0.112126	0.9122
C	0.133789	0.056378	2.373066	0.0314

Source : Auteur à partir des analyses sous Eviews 9.

A long terme, la croissance économique demeure le déterminant principal du chômage, validant la loi d'Okun. Toutefois, la faiblesse du coefficient de long terme traduit une croissance peu inclusive, dominée par des secteurs peu créateurs d'emplois. L'absence de relation significative entre l'inflation, les variables institutionnelles et chômage confirme la non-validité de la courbe de Phillip à long terme et la faible influence structurelle des institutions.

### II.3. Discussions des résultats

Les résultats empiriques issus du modèle ARDL, des tests de cointégration et de causalité de Toda-Yamamoto apportent des renseignements essentiels sur la dynamique économique de la RDC entre 1990 et 2023. Ils permettent d'appréhender les interactions

entre la croissance économique, l'inflation et le chômage incluent l'influence de la stabilité politique, de la qualité de la gouvernance et du taux de change.

Globalement, les résultats confirment la validité partielle de la loi d'Okun et une relation faible de courbe de Phillips, tout en mettant en évidence des spécificités structurelles propres à l'économie congolaise.

À court terme, la croissance économique exerce un effet significatif et négatif sur le chômage (coefficient =  $-0,0456$  ;  $p = 0,0278$ ), conformément à la loi d'Okun. Cela signifie qu'une amélioration du taux de croissance du PIB entraîne une réduction du chômage, mais dans une faible proportion.

Ce résultat traduit la présence d'une croissance non inclusive : la majorité des emplois créés proviennent du secteur informel, souvent précaire et faiblement productif, tandis que les secteurs minier et extractif, moteurs de la croissance, génèrent peu d'emplois directs.

L'inflation et le taux de change ne présentent pas d'effet significatif immédiat sur le chômage, traduisant une faible sensibilité du marché du travail aux chocs de prix et aux fluctuations monétaires à court terme. L'économie congolaise étant fortement dollarisée, les ajustements se produisent davantage par les prix et les marges d'entreprises que par la création d'emplois. Ainsi, la courbe de Phillip ne s'observe pas clairement dans les ajustements conjoncturels.

Les résultats de long terme confirment que la croissance économique demeure le principal déterminant du chômage (coefficient =  $-0,0857$  ;  $p = 0,0097$ ).

Autrement dit, sur la période 1990–2023, la croissance du PIB contribue durablement à réduire le chômage en RDC. Toutefois, l'ampleur relativement faible de ce coefficient indique que cette croissance reste faiblement créatrice d'emplois formels, ce qui est cohérent avec la structure économique congolaise dominée par l'extraction minière et le commerce informel.

L'inflation, bien qu'affichant un signe négatif, n'est pas significative à long terme ( $p = 0,2411$ ). La variation des prix n'a pas d'effet durable sur le chômage. Ce résultat invalide la courbe de Phillips dans sa dimension structurelle et traduit une économie où les tensions inflationnistes sont largement importées et peu liées à la dynamique interne du marché du travail.

La variation du taux de change présente un coefficient positif et non significatif, suggérant qu'une dépréciation du franc congolais n'affecte pas structurellement le chômage. Cette absence de lien durable s'explique par la forte dépendance du pays aux importations et la dollarisation de l'économie, qui réduisent le rôle du taux de change comme instrument d'ajustement réel.

Les variables institutionnelles (stabilité politique et gouvernance) affichent des effets théoriquement cohérents la stabilité politique réduisant le chômage et la bonne gouvernance améliorant le climat des affaires, mais ces effets restent statistiquement non significatifs. Cela traduit la faible efficacité des institutions à soutenir la croissance et l'emploi dans un environnement marqué par des crises récurrentes, une faible capacité administrative et la corruption.

Sur la base de ces constats, plusieurs orientations de politique économique peuvent être formulées pour renforcer la cohérence entre croissance, inflation et emploi en RDC :

*a) Stimuler une croissance inclusive et diversifiée*

- Mettre en œuvre une politique industrielle ciblée visant la diversification productive (agro-industrie, transformation locale des minerais, BTP, services numériques).
- Créer des zones économiques spéciales régionales pour favoriser l'industrialisation décentralisée et les chaînes de valeur locales.
- Encourager les partenariats public-privé (PPP) dans les secteurs à fort potentiel d'emploi (énergies renouvelables, agriculture, infrastructures, tourisme).

*b) Améliorer le fonctionnement du marché du travail*

- Développer des programmes de formation technique et professionnelle alignés sur les besoins du marché.
- Promouvoir la formalisation des emplois informels par des incitations fiscales et administratives simplifiées.
- Renforcer l'Office Nationale de l'Emploi afin de suivre l'adéquation entre offre et demande de travail.

*c) Renforcer la stabilité macroéconomique*

- Stabiliser le taux de change par une politique monétaire prudente et une meilleure gestion des réserves de change.
- Renforcer la discipline budgétaire pour limiter le financement monétaire des déficits, source d'inflation importée.
- Diversifier les recettes publiques au-delà du secteur minier pour accroître la résilience budgétaire.

*d) Consolider les institutions et la gouvernance économique*

- Lutter contre la corruption et améliorer la transparence dans la gestion des ressources naturelles.
- Moderniser l'administration publique pour renforcer la capacité d'exécution des politiques économiques.
- Promouvoir la stabilité politique durable à travers la consolidation de l'État de droit, la décentralisation effective et la participation citoyenne.

*e) Promouvoir le capital humain et l'inclusion sociale*

- Accroître les dépenses publiques en éducation, santé et formation professionnelle.
- Mettre en œuvre des politiques d'emploi ciblées pour les jeunes et les femmes, notamment dans les zones rurales.
- Soutenir les entreprises locales et les start-ups numériques, vecteurs d'innovation et d'emplois qualifiés.

# Conclusion

L'étude empirique menée sur l'empirisme macroéconomique de la République Démocratique du Congo, à travers l'estimation de modèles ARDL a permis de mettre en évidence les interrelations complexes entre la croissance économique, l'inflation et le chômage. Les résultats empiriques confirment l'existence d'une croissance sans emploi en RDC.

La croissance économique, bien qu'existante, demeure concentrée dans les secteurs à forte intensité capitalistique (mines, énergie, télécommunications), qui n'intègrent pas la majorité de la population active. L'emploi formel reste marginal, tandis que le secteur informel absorbe la majorité des travailleurs sans véritable création de valeur ajoutée.

La courbe de Phillips est faiblement vérifiée : ni à court ni à long terme, l'inflation ne présente un lien clair avec le chômage. L'économie congolaise vit donc une situation de stagnation structurelle où la stabilité des prix ne garantit pas une amélioration de l'emploi.

Le taux de change et la stabilité politique apparaissent comme des variables pivot, affectant indirectement la croissance et la confiance économique, mais leur effet sur le chômage reste indirect et dilué.

En somme, la structure productive faible, la gouvernance instable et la dépendance extérieure limitent la capacité du pays à transformer la croissance en emploi durable.

La période 1990-2023 a montré que la croissance seule ne suffit pas à réduire le chômage ni à stabiliser les prix. Pour rompre avec

le cycle des crises et enclencher un développement durable, la RDC doit désormais investir dans la transformation structurelle de son économie, fondée sur la productivité, la diversification et le capital humain.

La mise en œuvre cohérente de politiques industrielles, monétaires et institutionnelles coordonnées pourrait permettre d'atteindre une croissance inclusive, créatrice d'emplois et socialement équitable.

## Références bibliographiques

1. BEN ABDA K., « Estimation du coefficient d'okun et analyse de la courbe de phillips : cas de la Tunisie », ResearchGate, january 2022
2. Business et Finances, « Évolution de la situation économique de la RDC depuis 1990 », juillet 2018
3. KABUYA KALALA F. et TSHIUNZA MBIYE, « *la politique économique revisitée en*
4. KALONDA KANYAMA I., *Séminaire sur les séries temporelles*, notes de cours, UCC, 2022-2023, p.50-58. H. HAMISULTANE, *économétrie des séries temporelles*, licence, France, 2002, p.6.
5. KOSI, M. (2024). *Résumé économique de la RDC en 2024 : une croissance de 6,2 % face à une inflation de 21,8 % et un déficit budgétaire de 2,1 %*. LePoint.cd.
6. MABI, M. (2016). *Vingt-cinq ans d'évolution de l'économie congolaise (1990-2015)*. Semaine de la Science et des Technologies.
7. MOTO KOSARADE, J. & SUMATA MOTUKULA, C. (2022). « Évaluation de la politique budgétaire en République Démocratique du Congo ». *Revue Française d'Economie et de Gestion*
8. MOTO KOSARADE, J. & SUMATA MOTUKULA, C. (2022). « Impact des politiques Budgétaire et Monétaire sur la croissance Économique en RDC de 1960 A 2020 ». *Revue Française d'Economie et de Gestion*
9. OKUN, A. (1962). *Potential GNP: Its measurement and significance*. American Statistical Association, Proceedings of the Business and Economics Section.

10. SHABANI, K. (2022). « *Diagnostic croissance économique-chômage en RDC : approche par un modèle autorégressif basé sur la loi d'okun.* » Int. J. Econ. Stud. Manag.
11. SUMATA C., L'économie parallèle de la RDC : Taux de change et dynamique de l'hyperinflation au Congo, l'Harmattan, Paris, 2001
12. SUMATA C., La gestion macroéconomique de la République démocratique du Congo durant et après la Transition démocratique, l'Harmattan, Paris, 2014
13. TANDIA AKOMBOYO S., KAMBALE MUSAVULI C., KITAMBALA MASTAKI M., « Chômage et Inflation: vérification de la courbe de Phillips en République Démocratique du Congo » dans IOSR Journal of Economics and Finance, Volume 12, Mars-Avril 2021, p.52.
14. WOOLDRIDGE J., *an introductory econometrics : a modern approach*, Michigan state university, 4 éd, 2009, p637.



# **Les régimes de change expliquent-ils les écarts à la loi du prix unique ? Une application à l'indice Big-Mac**

*« Do exchange rate regimes explain deviations from the law of one price?  
Evidence from the Big Mac index »*

BABOLOMA Augustin

Enseignant chercheur

Université Catholique du Congo

République Démocratique du Congo

augustinbaboloma@gmail.com

# Résumé

L'objectif de cet article est l'analyse des effets de régime de change, avec la classification de Reinhart et Rogoff, sur le niveau de prix de biens et services. Pour arriver à des résultats robustes, nous avons testé les effets de régime de change sur les mésalignements de l'indice Big Mac, en utilisant une méthodologie économétrique rigoureuse, avec les données de panels de 16 pays de 2000 à 2015, et des estimations GLS (Generalized Least Squares). Après les tests de robustesse, nos résultats confirment qu'il y a une relation entre les régimes de change et les mésalignements de l'indice Big Mac ; dans ce sens que les mésalignements, les niveaux des prix nationaux et les prix relatifs de l'indice Big Mac sont supérieurs dans les pays à régime fixe par rapport au régime flexible, car la politique monétaire dans les pays à régime fixe est incapable d'absorber les chocs de la productivité et les chocs de la demande mondiale.

**Mots clés :** les mésalignements, l'indice Big Mac, le régime de change, la loi du prix unique, parité de pouvoir d'achat (PPA)

## Abstract

This article investigates how exchange rate regimes—classified according to Reinhart and Rogoff—affect the price levels of goods and services. To ensure robust findings, we examine the impact of different exchange rate regimes on misalignments in the Big Mac Index, applying rigorous econometric methods to panel data covering 16 countries from 2000 to 2015, and using Generalized Least Squares (GLS) estimations. Following a series of robustness checks, our results confirm the existence of a relationship between exchange rate regimes and Big Mac Index misalignments. In particular, misalignments, domestic price levels, and relative Big Mac Index prices tend to be higher in countries with fixed exchange rate regimes than in those with flexible ones. This occurs because monetary policy under a fixed regime cannot effectively absorb productivity shocks or global demand shocks.

**Keywords:** misalignments, Big Mac Index, exchange rate regime, law of one price, purchasing power parity (PPP)

# Introduction

Les régimes de change expliquent-ils les écarts à la loi du prix unique ? Quel régime de change affecte plus les mésalignements de l'indice Big-Mac ? Depuis l'avènement de régime de change flottant en 1973, la théorie traditionnelle économique attribue les écarts à la loi du prix unique aux variations des prix relatifs des biens non échangeables. C'est ainsi par exemple que Balassa (1961, 1964) et Samuelson (1964) mettent l'accent sur les changements des prix relatifs des biens non échangeables dus à la croissance relative de la productivité. C'est dans ce sens que Benassy-Quéré dira que « l'effet Balassa-Samuelson explique la sous-évaluation du taux de change par rapport à la parité de pouvoir d'achat (PPA) absolue par un manque de productivité dans le secteur exposé à la concurrence, la sous-évaluation étant due aux prix bas dans le secteur abrité ; il explique l'appréciation du taux de change réel au cours du développement par l'élévation de la production dans le secteur exposé, l'appréciation étant due à la hausse des prix dans le secteur abrité » (Benassy-Quéré, 2015, p.154). Des auteurs comme Relelo et Vegh (1995), Stockman et Tesar (1995), Fernandez, Cordoba et Kehoe (2000), pour soutenir la théorie traditionnelle; mettent l'accent sur les chocs de la productivité relative sectorielle ou encore les chocs de la demande. Pour ces auteurs, c'est le niveau des prix relatifs et la productivité relative qui sont à la base des écarts à la loi du prix unique.

Cependant, comme le montre Christian Broda, deux pays peuvent avoir la même productivité et avoir le même revenu mais avoir les niveaux des prix nationaux différents. Par exemple, le niveau de

prix du Panama en 1990 était de 60% inférieur de celui des États-Unis alors que celui de la Colombie était inférieur de 30% à celui des États-Unis. Et pourtant Panama et Colombie avaient le niveau de revenu similaire. Pour Broda, cette différence de niveau des prix ne peut s'expliquer par la seule hypothèse conventionnelle de Balassa-Samuelson ou par l'hypothèse de Kravis-Lipsey-Bhagwati (Broda, 2006, p. 2). Voilà pourquoi, il va montrer, à partir des données de prix de 120 pays pour la période de 1975 à 1998 que le niveau de prix national d'un pays dépend de son régime de change. Et montre que les pays ayant un régime de change fixe devraient avoir un niveau de prix élevé que le pays en régime flexible. Il montre ainsi qu'il existe une forte corrélation entre le régime de change et le niveau de prix au cours de la période après Bretton-Woods pour un échantillon des pays développés et en développement.

S'il est admis que les régimes de change expliquent le niveau de prix, il est aussi vrai que les régimes de change ont un effet sur les écarts à la loi du prix unique. Car la loi du prix unique se base sur la parité de pouvoir d'achat. Et pourtant celle-ci n'est pas toujours vérifiée à cause des coûts de transaction, les taux de change nominaux qui ne sont pas toujours stables et la composition différente de panier de bien. C'est ainsi que pour tester l'effet de régime de change sur les mésalignements, nous prenons l'indice Big Mac car ses mésalignements sont disponibles et sont calculés par l'hebdomadaire *The economist* pour chaque pays. Cet indice permet de savoir si une monnaie est sous-évaluée ou surévaluée par rapport au dollar américain.

## 1. Revue de littérature

Les crises de change et financières ont fait rebondir la question des mésalignements des monnaies. Les crises de change sont fréquentes et coûteuses car une crise de change est une crise de balance des paiements et est une crise d'endettement dans le cas de la dévaluation de la monnaie pour les économies des pays en régime fixe :

la dévaluation de la monnaie augmente le poids de la dette si celle-ci est libellée en monnaie étrangère. Lorsque la monnaie est sous-évaluée : le volume des exportations croît grâce à la compétitivité-prix et le volume des importations se réduit car elles deviennent de plus en plus chères : un bien importé de l'étranger coûtera d'avantage plus cher car la monnaie domestique s'est dévaluée. Toutefois, la dépréciation du taux de change réel a donc trois effets sur la balance commerciale : augmentation de volume des exportations grâce à la compétitivité-prix, la baisse de volume des importations et l'effet valeur qui est l'augmentation du prix relatif de chaque bien importé. L'effet de la dépréciation est positive sur la balance commerciale si les effets volumes l'emportent, c'est donc la condition de Marshall-Lerner.

Dans le cas de la surévaluation de la monnaie domestique, les exportations baissent car elles deviennent moins rentables, par ce fait même les réserves aussi diminuent. Et le déficit du compte courant s'aggrave. La situation est d'autant plus grave pour les pays en ancrage rigide ou en régime de change fixe. Car la baisse de réserve de change conduit à de crise de change. C'est dans cette logique que les modèles de crise de la première génération dénoncent une incohérence entre la politique monétaire et le régime de change fixe car c'est la baisse ou l'épuisement de réserve qui conduit à des crises de change. C'est le cas notamment de la crise asiatique (1997) en Indonésie, Malaisie, Philippines et en Coré du sud. Cette crise asiatique se caractérise par le décrochage simultané de plusieurs monnaies. Le phénomène est aussi observé pendant la crise brésilienne en 1999 et la crise d'Argentine (2001).

C'est dans ce cadre des crises que les mésalignements de monnaies ont une importance cruciale pour les politiques monétaires. Car ils créent divers problèmes, allant de l'incertitude à propos de la rentabilité de l'investissement dans le secteur des biens échangeables, jusqu'à la gestion des finances publiques, de la dette extérieure, des réserves de change (Abdellali, *et al.*, 2014, p. 311). Voilà pourquoi, il y a des recherches qui étudient la pertinence et le rôle de régime de change sur les mésalignements des monnaies.

Dans la littérature économique, certaines recherches analysent les effets de régimes de change sur les variables macroéconomiques, telles les études de Baxter et Stochman (1989). En s'interrogeant sur les conséquences d'après Bretton Woods, pour un échantillon de 49 pays, Baxter et Stochman comparent les propriétés cycliques obtenues en changes fixes (1960-1973) à celles observées en changes flexibles (1973-1986). Ils ont montré que les régimes de change ont un effet sur les variables macroéconomiques et le commerce international.

D'autres recherches traitent plutôt des effets des régimes de change sur les mésalignements. Car ce sont les variations de taux de change qui influent les variables macroéconomiques. En lien avec les crises de régimes de change, certaines de ces études ont montré que les régimes de change fixes sont favorables à des surévaluations des monnaies. Telles les études de Valdes, 1996, Kasminsky et al. 1998, Burkart et Coudert 2000, Bussière et Fratzscher (2006). Si dans les régimes de change fixe les monnaies sont en moyenne surévaluées, cela se traduit également par l'appréciation de taux de change réel qui a des effets sur la balance commerciale comme nous l'avons mentionné dans les paragraphes précédents.

Coudert et Couharde (2008) démontrent pour une étude sur 128 pays de 1974 à 2004, en procédant à des tests des comparaisons des moyennes des mésalignements entre les régimes de change de facto pour les pays développés et en développement que le régime de change fixe se caractérise en moyenne par une surévaluation des monnaies. Parce que les taux de change réel en régime fixe ont tendance à s'apprécier.

Dubas (2009) quant à lui, utilise la classification de juré de Fonds Monétaire International (FMI) pour étudier les effets de régimes de change sur les mésalignements de taux de change. Il conclut que le choix de régime de change comme moyen pour limiter les désalignements de monnaies est important pour les pays en développement et semble moins important pour les pays développés. Néanmoins, il montre que dans les pays en développement, les

mésalignements sont inférieurs dans les régimes fixes et moins encore dans les régimes intermédiaires. Alors que Caputo (2015) en utilisant la classification de *facto* de Shambaugh (2004) trouve des résultats contraires à ceux de Dubas : pour lui les mésalignements sont plus importants dans les régimes fixes. On constate qu'il n'y a pas de consensus en ce qui concerne les effets de régimes de change sur les mésalignements de taux de change. Pour s'en convaincre, Couharde et Grekou (2017) étudient les effets de régimes de change sur les mésalignements de taux de change pour 73 pays en développement et développés. Ils arrivent aux conclusions selon lesquelles les résultats obtenus par Caputo ne sont pas exacts car il ne tient pas compte de classification de régime de change. La remarque est judicieuse car la classification de *jure*, par exemple celle du FMI ne tient pas compte des pratiques concrètes des pays. Cette classification ne se base que sur les déclarations des pays. Et pourtant ce que déclarent les pays au près du FMI n'est pas toujours ce qu'ils pratiquent : il y a des décalages entre le *jure* et le *facto*. En plus, on perd de l'information sur les effets de régimes de change si on ne tient pas compte de leur classification. La remarque de Couharde et Grekou (2017) va dans le sens des conclusions de Chinn et Wei (2013). Ceux-ci se posent la question de savoir si une plus grande flexibilité dans un régime de taux de change implique un ajustement rapide de compte courant. Chinn et Wei utilisent un ensemble de 170 économies de 1971 à 2005 et constate qu'il n'y a pas de relation solide entre les régimes de change et l'ajustement de compte courant. Et que les mésalignements ne sont pas en moyenne plus faibles dans les régimes flexibles que dans les régimes en change fixe. Ces conclusions ont été confirmées par les recherches de Couharde et Grekou. Pour eux, il n'y a pas de relation forte entre le régime de change et les mésalignements de taux de change. Néanmoins, les mésalignements de taux de change sont plus faibles dans les régimes fixes par rapport aux régimes flexibles quand ils utilisent la classification de Rogoff et Reinhart. Mais ce résultat n'est pas confirmé lorsqu'ils prennent par exemple la classification de Levy-Yeyati et Sturzenegger. Il est à noter que la classification de *facto* de Levy-Yeyati et

Sturzenegger est une classification à 5 voies qui va de plus au moins flexible contrairement à celle de Rogoff et Reinhart.

Partant de l'article de Couharde et Grekou (2017) sur les effets de régime de change et les mésalignements de taux de change pour le pays développés et les pays en développement ; et les travaux de Christian Broda sur les régimes de change et le niveau des prix nationaux, nous étudions les effets des régimes de change sur les mésalignements de l'indice Big Mac en prenant la classification « naturelle » de *facto* de Rogoff et Reinhart (2004). Nous nous posons la question de savoir quel est le régime de change pour lequel les mésalignements à niveau de l'indice Big-Mac sont plus importants. En d'autres termes quel est le régime de change qui minimise les mésalignements de l'indice Big Mac. Pour avoir quelques réponses à ces questions, nous estimons les valeurs absolues des mésalignements de l'indice Big Mac sur les régimes de change. Pour corriger nos estimations, nous faisons deux estimations en plus : le log des prix relatifs du Big Mac en dollars sur log de PIB relatif et le régime de change ; et log (PPA / Taux de change nominal) sur le PIB relatif et le régime de change.

En utilisant 16 pays qui n'ont pas changé de régime de change entre 2000 et 2015, période avant la Covid 19, nous établissons une relation entre les régimes de change et les valeurs absolues à niveau des mésalignements de l'indice Big-Mac. Après la Covid-19, les régimes de change étaient instables. D'ailleurs, pour 57 pays, Aquilante *et al.*, (2022) ont confirmé que la monnaie nationale de chaque pays par rapport à un panier de devises pondérées par les échanges commerciaux s'est dépréciée immédiatement à cause des nouvelles défavorables de la pandémie de Covid-19. Nous prenons des pays qui n'ont pas changés des régimes de change pendant la période considérée car les études économiques montrent que le changement de régime sans tenir compte de rupture de la valeur d'équilibre entraîne une surévaluation des mésalignements des prix nationaux (Broda, 2006, p. 3). En effet les régimes de change fixe ont des mésalignements de l'indice Big-Mac plus importants que dans les régimes flexibles. Ce résultat est confirmé par le fait que le niveau de

prix de Big-Mac est plus important dans les pays à régime fixe. Ces conclusions vont dans les sens de celles de Christian Broda pour qui, les pays à revenu faible ou moyen et qui ont des régimes fixes, le niveau des prix nationaux sont supérieurs d'environ 20 % à ceux des flottants (Broda, 2006, p. 3).

Après l'introduction et la revue de littérature, nous présentons d'abord le cadre empirique avec le choix du modèle et la description des données ; ensuite nous expliquerons la méthodologie et les résultats des estimations avec leurs interprétations. Pour terminer nous présenterons les résultats de nos tests supplémentaires et une conclusion terminera notre analyse.

## **2. Le cadre empirique**

### **2.1. Le choix du modèle**

L'objectif de cet article est d'étudier les effets des régimes de change avec la classification de Rogoff et Reinhart sur les mésalignements de l'indice Big-Mac avec comme variables de contrôle le degré d'ouverture financière et l'indice de crise systémique bancaire. Etant donné que les sous-évaluations et les surévaluations des monnaies par rapport aux dollars peuvent se compenser, nous considérons les mésalignements de l'indice Big-Mac à niveau et en valeur absolue. Dans ce cadre, il est nécessaire de définir les variables muettes pour capturer les effets de régime de change. Pour éviter la multicollinéarité, nous excluons une catégorie de régime de change, dans le cas précis le régime flexible qui est considéré comme le régime de référence et de comparaison.

Comme nos données sont de panel, il faut commencer par déterminer et spécifier l'équation de l'estimation. Déterminer s'il y a des effets individuels et si ces effets sont fixes ou aléatoires. Après avoir effectué le test de Hausman, en estimant la valeur absolue des mésalignements sur les régimes de change, l'indice de degré d'ouverture et de crise bancaire systémique, nous trouvons une p-value de 0,99 qui est supérieur au seuil de 5%, dans ce cas on ne rejette

pas l'hypothèse  $H_0$ . Le modèle Radom-effects est donc approprié : il y a donc des effets individuels aléatoires. Dans un modèle aléatoire, les résidus notés  $\varepsilon_{i,t}$ , d'un modèle en panel peuvent être décomposés en trois principales composantes de la façon suivante (Hsiao 1986).  $\varepsilon_{i,t} = \alpha_i + \lambda_t + \mu_{it}$

Dans ce cas notre équation à effet individuel aléatoire peut s'écrire de la manière suivante :

$$|Mis_{i,t}| = \alpha_i + \lambda_t + \Phi_j \sum_{j=1}^{m-1} Dum_j * ERR_{i,t} + \beta_i X_{i,t} + \mu_{i,t}$$

Où  $|Mis_{i,t}|$  est la valeur absolue des mésalignements en pourcentage de l'indice Big-Mac.  $Mis_{i,t}$  est la surévaluation ou la sous-évaluation d'une monnaie par rapport au dollar et est calculé en pourcentage par l'hebdomadaire *The economist* par la formule suivante :

$$((\text{dollar\_PPP} / \text{Dollar\_ex}) - 1) * 100$$

Les variables  $\alpha_i$  désignent ici les effets individuels qui représentent l'ensemble des spécificités structurelles ou atemporelles de la variable endogène, qui diffèrent selon les individus. Ces effets sont ici aléatoires. Les variables aléatoires  $\lambda_t$  représentent les effets temporels identiques pour tous les individus. Le processus stochastique  $\mu_{i,t}$  représente la composante du résidu total  $\varepsilon_{i,t}$  orthogonal aux effets individuels et temporels.  $Dum_j$  est une variable fictive qui prend la valeur 1 pour le régime de change j et 0 si non. La lettre  $m$  est le nombre de catégorie de régime considéré dans la classification de régime de change  $ERR_{i,t}$ .  $X_{i,t}$  est l'ensemble des variables de control, nous contrôlons par l'indice de degré d'ouverture et par l'indice de crise systémique bancaire.  $\Phi_j$  et  $\beta_i$  sont respectivement les paramètres de catégories des régimes de change et les paramètres des variables de control

Nous contrôlons nos estimations par le degré d'ouverture des pays car le contrôle des capitaux affecte les mésalignements de l'indice Big-Mac via le taux de change nominal, car celui-ci intervient

dans le calcul des mésalignements. S'il n'y a pas de contrôle des capitaux, les pays peuvent faire face à des entrées ou sorties de capitaux en masse et cela affecterait le taux de change nominal par le fait même les mésalignements de l'indice Big-Mac : par exemple une entrée importante des capitaux étrangers peut faire augmenter l'offre de la monnaie étrangère et apprécier la monnaie nationale. Et si la monnaie nationale s'apprécie le niveau des prix nationaux augmente.

Il est aussi important de contrôler les estimations par l'indice des crises systémiques bancaires. Celles-ci sont souvent associées à des changements de taux de change. Les modèles des crises de troisième génération nous en disent mieux. La crise asiatique a donné naissance à une troisième génération de modèle (Krugman, 1999) qui met l'accent entre les interactions entre crises bancaires et crise de change (Benasey-Quere, 2015, p. 231). L'interconnexion entre crise de change et crise bancaire a été formalisée par Chang et Velasco (2001). C'est dans ce sens que la crise de change peut provoquer la crise bancaire et celle-ci peut alimenter la première. En cas de crise bancaire par exemple, les agents anticipent que la banque centrale jouera son rôle de prêteur en dernier ressort. Les agents économiques anticipent ainsi une augmentation de l'offre de la monnaie, ce qui provoquera la dépréciation de la monnaie domestique. Cette dépréciation à son tour peut provoquer la crise bancaire si les banques se sont endettées en monnaie étrangère pour prêter en monnaie nationale. Les crises bancaires ont ainsi un effet sur le taux de change et par ce fait, sur les mésalignements des monnaies et les mésalignements de l'indice Big-Mac.

## **2.2. Description des données et des variables**

Les mésalignements de l'indice Big-Mac sont nos premières données. L'indice Big-Mac correspond donc à la théorie de parité de pouvoir d'achat développée par le magazine *The Economist* en 1986. La comparaison entre le prix du même hamburger permet de savoir si une monnaie est sous ou surévaluée par rapport au dollar américain car le Big-Mac est composé partout de la même manière.

Ces sous ou surévaluations des monnaies sont ainsi calculées chaque année et pour chaque pays. Elles sont calculées à partir de parité de pouvoir d'achat d'un Big-Mac et le taux de change nominal. Cependant, nous avons pris les mésalignements de 16 pays qui n'ont pas changé de régime de change entre 2000 et 2015, avant la Covid 19. L'année 2000 car les indices Big-Mac fournies par le Magazine commencent à cette année, et après 2015, certains pays n'ont pas des données. Le tableau 1 ci-dessous nous donne une première vue en terme statistique des valeurs absolues des mésalignements de l'indice Big-Mac

**Tableau 1 : Valeur absolue des mésalignement en terme statistique**

Variable		Mean	Std. Dév	Min	Max
Valeur absolue de mésalignements (%)	overall	28.14412	18.82141	0.0428183	98.35217
	between		2.95395	24.1181	33.44343
	within		18.60196	-5.053774	99.02292

Source ; Stata 13

La variable expliquée est décomposée en une partie between et parte within. Les overall et la partie within sont calculés à partir de 256 observations pays-année ; alors que between est calculé à base de 16 pays et la période observée pour un pays est de 16 ans. Au niveau global (overall), la valeur absolue des mésalignements varie entre 0,042 et 98,352. L'estimateur within mentionne les termes statistiques au sein de même pays et l'estimateur between entre les pays. On constate que les déviations sont plus importantes au sein d'un pays qu'entre deux pays tirés dans l'échantillon. Au sein d'un même pays la déviation est de 18,60 alors qu'entre deux pays elle est de 2,95.

Les variables explicatives : les régimes de change, proviennent de la classification de *facto* dite « naturelle » de Rogoff et de Reinhart (2004). En effet, depuis 1950 à 2001, la classification des régimes des changes de FMI a connu une nette amélioration. En plus,

le FMI a pris en considération la classification de *facto*. Toutefois l'apport du FMI pour cette classification est resté limité et à soulever des problèmes de mesure. Voilà pourquoi tout en reconnaissant les mérites et les bases solides de la classification de *facto* du FMI, plusieurs classifications de *facto* ont vu les jours : telles la classification Ghosh *et al* (1997), la classification Levy-Yeyati et Sturzenegger (1999) (LYS), la classification de Rogoff et Reinhart (2002) (RR) et la classification de Bubula et Ötoker-Robe (2002).

Pour cet article, nous prenons la classification de Rogoff et Reinhart (2004), car non seulement les données sont mensuelles, mais aussi cette classification prend en compte les variations de taux de change mais aussi de l'existence des marchés de change parallèles Reinhart et Rogoff (2004). Les auteurs vérifient pour chaque pays l'existence d'un marché parallèle de régime de change : si oui, ils établissent une classification statique basée sur le pourcentage des variations des taux de change ; si non, ils font une confrontation entre les déclarations du pays et les analyses statistiques du régime de *facto*.

La classification de *facto* de Rogoff et Reinhart dont l'indice est RR est divisée en 6 régimes allant de 1 à 6, et de régime plus fixe au moins fixe. Le tableau de l'annexe A.1 reprend cette classification.

Dans notre échantillon comme nous le montre le tableau 2 des statistiques de régime de change, au sein d'un même pays ces statistiques varient de 0 à 1 et que les déviations sont plus importantes dans un pays qu'entre deux pays. Si nous prenons par exemple le régime codé RR1, la moyenne en général est de 0,18 ; la déviation au sein d'un même pays est de 0,39 qui est supérieur à 0,022 la déviation entre deux pays quelconque pris dans l'échantillon.

**Le tableau 2 : Les statistiques des régimes de change**

Variable		Mean	Std Dév	Min	Max
<b>RR1</b>	overall	0.1875	0.3910769	0	1
	between		0.0228218	0.125	0.25
	within		0.3904497	-0.0625	1.0625
<b>RR2</b>	overall	0.0507813	0.2199808	0	1
	between		0.0251946	0	0.0625
	within		0.2186187	-0.0117188	0.9882813
<b>RR3</b>	overall	0.6367188	0.481887	0	1
	between		0.0251946	0.625	0.6875
	within		0.4812667	-0.0507813	1.011719
<b>RR4</b>	overall	0.0625	0.2425356	0	1
	between		0	0.0625	0.0625
	within		0.2425356	0	1
<b>RR5</b>	overall	0.0625	0.2425356	0	1
	between		0	0.0625	0.0625
	within		0.2425356	0	1

Source ; Stata 13

Les variables de contrôle : nous utilisons 2 variables de contrôle, l'indice de degré d'ouverture des pays et l'indice des crises systémiques bancaires. En ce qui concerne ce dernier, Luc Laeven et Fabián Valencia (2012) ont étudié les crises de 1970 à 2011. Ils sont parvenus à la conclusion selon laquelle, il y a crise systémique bancaire, si trois des six critères suivantes sont respectés (Laeven et Valencia, 2012, p. 4) : – 1° le soutien de liquidité aux banques doit être au moins de 5% des dépôts et engagement avec les non-résidents ; -2° le coût brut de restructuration bancaire doit être au moins

3° de PIB ; -3° la nationalisation importante doit être mis en place ; -4° des garanties importantes doivent être mis en place ; -5° on doit constater un achat important d'actif qui atteint au moins 5% du PIB ; -6° il doit y avoir des gels de dépôts.

A partir de ces données de Laeven et Valencia, nous construisons une variable fictive de crise qui prend la valeur 1 pour les années de crise et 0 si non.

Le proxy de degré d'ouverture financière est l'indice de Chinn-Ito :  $Ka\_open$  (Menzie *et al.*, 2008, pp.309–322). Cet indice est basé sur les variables binaires qui codifient la tabulation des restrictions sur les transactions financières. Ces 4 variables binaires sont : K1 qui correspond à la présence de taux de change multiple ; K2 se base sur les restrictions des transactions de compte courant ; K3 prend en compte les restrictions sur les transactions de compte financier ; K4 se base sur le degré de libéralisation de l'exportation. La prise en compte de ces variables dans le calcul de  $Ka\_open$  permet de bien cerner le contrôle des capitaux. Mais pour se rendre compte de degré d'ouverture financière, Chinn et Ito inversent les valeurs de ces variables binaires de sorte que les variables soient égales à un lorsque les restrictions sont inexistantes. Cet indice est mesuré sur une échelle de 0 à 1 ; 1 étant le plus haut degré d'ouverture financière. Le tableau ci-dessous nous donne les statistiques de l'indice de degré d'ouverture.

**Tableau 3 : Les statistiques de degré d'ouverture**

Variable		Mean	Std. Dév	Min	Max
Ka_open	overall	0.7357703	0.3185356	0	1
	between		0.0221762	0.6847122	0.7675079
	within		0.3178082	0.0021702	1.051058

Source ; Stata 13

En ce qui concerne les statistiques de degré d'ouverture, les déviations sont plus importantes au sein d'un même pays qu'entre deux pays. Au niveau général la déviation est de 0,32. Au sein d'un pays, elle est de 0,32 qui est supérieur à 0,022, la déviation entre deux pays tirés au hasard.

Notre panel est constitué de 16 pays, n'ayant pas changé de régime de change entre les années 2000 à 2015. Toutes les données sont annuelles et couvrent la période 2000 – 2015. Pour le régime de change nous utilisons la classification Rogoff et Reinhart (2004).

### 3. Méthode et résultats

Après le teste de spécification de Hausman, nous savons que notre modèle est un modèle à effet individuel aléatoire ; nous travaillons dans le cadre de *Radom-effects* car la p-value nous a donné une valeur de 0,99 qui est supérieur au seuil de 5%. Cependant pour le modèle à effet individuel aléatoire, il faut faire le test de corrélation et le test d'hétéroscédasticité. Le test de Breusch-Pagan selon lequel l'hypothèse nulle est homoscedasticité nous a donné une p-value égale à 0,000 inférieure au seuil de 5%, on rejette l'hypothèse nulle : il y a hétéroscédasticité inter-individus ( $\sigma_{it}^2 \neq \sigma^2$ ). Le test de Wald modifié nous donne une p-value de 0,0012 qui est inférieur au seuil de 5%, on rejette l'hypothèse nulle. Le rejet de l'hypothèse nulle ne nous permet cependant pas de spécifier d'avantage la structure de l'hétéroscédasticité. On demeure avec la conclusion

précédente d'hétéroscédasticité  $\sigma_{it}^2 \neq \sigma^2$ , pour tout  $i, t$ , sans pouvoir en dire plus.

Le test de corrélation est celui de Breusch-Pagan dont l'hypothèse nulle est l'indépendance des résidus entre les individus. Ce test vérifie que la somme des carrés des coefficients de corrélation entre les erreurs contemporaines est approximativement zéro.

Dans un modèle à effet individuel aléatoire, s'il y a hétéroscédasticité et que les résidus sont indépendants, le meilleur estimateur est celui de moindre carré généralisé car cet estimateur permet d'ajuster la matrice de variance des erreurs afin de tenir compte de la présence d'hétéroscédasticité. Le tableau 4 nous donne les résultats de l'estimation par moindre carré généralisé. L'effet des régimes de change est positif et significatif pour le régime fixe et devient non significatif au fur et à mesure que le régime devient flexible. Par rapport au régime flexible, le régime de change fixe est associé à des mésalignements de l'indice Big Mac supérieurs à ceux de régime flexible. Le coefficient de régime fixe est de 25,41, cela suggère que les mésalignements de l'indice Big Mac sont supérieurs de 25,41% par rapport à ceux de régime flexible. Dans ce sens, on peut en déduire que les monnaies des pays en régime fixe subissent des sous-évaluations et des surévaluations plus importantes que dans les pays à régime flexible. Dans ce cas les régimes flexibles sont ceux qui minimisent les mésalignements de l'indice Big Mac. Le coefficient de régime intermédiaire n'est pas significativement différent de zéro.

**Tableau 4: Les mésalignements de l'indice Big Mac et les régimes de change**

Source : Stata 13

Variable dépendante $Mis_{i,t}$			
Classification à 3 régimes		Classification à 6 régimes <sup>a</sup>	
ERR			
FIXE	25,41218*** (7.18)	RR1	30,05674*** (6,68)
		RR2	-2, 616631 (-0, 41)
INTERM	3,96155 (1,24)	RR3	0,2897345 (0,07)
FLEXIBLE	----- ---	RR4	3,355951 (-0,62)
		RR5	-----
Variables de contrôle			
Ka_open	-8,072107*** (-2,43)	-18,66928*** (-5,23)	
Crise	-1,639857 (-0,24)	-3,941948 (-0,61)	
Constante	25,54406*** (6,29)	36, 49593*** (6,94)	

Les symboles \*\*\*, \*\* et \* représentent le niveau de significativité au seuil respectivement de 1%, 5% et 10%

Dans la classification de Rogoff et Reinhart, il y a six régimes mais dans notre échantillon, nous avons 5 régimes. Si on observe la classification de Rogoff et Reinhart à 6 types de régimes, seul le régime RR1 codé comme régime de change fixe et qui comprend : *No separate legal tender, Pre announced peg or currency board arrangement, Pre announced horizontal band that is narrower than or equal to +/-2% et De facto peg* est significatif au seuil de 1% . Le coefficient de RR1 est de 30,05. Cela suggère que les

mésalignements de régime codé RR1 sont de 30,05% supérieurs aux mésalignements de régime codé RR5.

En effet si les mésalignements dans le régime fixe et le régime codé RR1 sont supérieurs respectivement de 25,41% et 30,05% par rapport aux régimes flexibles, cela ne nous informe pas suffisamment sur les sous et surévaluations de monnaies car ce sont les mésalignements en valeur absolue. Les annexes B.1 et B.2 qui sont des graphiques des moyennes des sous et surévaluations des monnaies en fonction des régimes de change suggèrent que c'est toujours dans les régimes fixes que les dévaluations et les évaluations des monnaies sont supérieures par rapport aux régimes flexibles. Les sous et les surévaluations sont en moyenne de 34,58% et -21,77% supérieurs dans les régimes fixe par rapport aux flottants, et de 45,1% et -25,71% supérieurs dans le régime codé RR1 par rapport au régime RR5. Au vu de ces pourcentages on peut confirmer que non seulement les mésalignements de l'indice Big Mac sont supérieurs dans les régimes en change fixe, mais aussi affirmer que dans les pays en change fixe les surévaluations des monnaies sont plus importantes à la fois par rapport aux sous-évaluations, thèse confirmée Coudert et Couharde (2008) ; et par rapport aux régimes flottants. Dans notre échantillon les pays en régime fixe qui ont plus connu la surévaluation de leurs monnaies au cours de la période 2000 à 2015 sont le Danemark et l'Argentine ; et ceux qui ont subi des sous-évaluations sont le Swaziland et le Hong Kong.

En ce qui concerne, les variables de contrôle, l'indice de crise est non significatif que ça soit dans la classification à trois ou dans celle à six. En revanche, l'indice de degré d'ouverture financière  $Ka\_open$  est négatif et significatif pour tout l'échantillon et pour tous les régimes. L'ouverture financière a donc un effet négatif et fait baisser les mésalignements de l'indice Big Mac. D'une manière générale nos résultats suggèrent que les mésalignements en valeur absolue sont plus importants dans les régimes fixes quand on considère la classification à trois de Rogoff et Reinhart.

## 4. Tests supplémentaires

Pour corriger et confirmer nos résultats nous effectuons deux tests supplémentaires. Car la méthodologie ou encore l'échantillon peut nous conduire à des résultats biaisés.

### 4.1. Le prix relatif de l'indice Big Mac en dollar

Pour s'assurer que nos résultats sont robustes nous vérifions si le prix relatif de l'indice Big Mac est plus important dans les régimes fixes par rapport aux autres régimes. Car si les mésalignements sont plus élevés, cela a des répercussions sur les prix relatifs. Nous estimons ainsi le log des prix relatifs de l'indice Big Mac sur les régimes de change et le PIB relatif en dollar. Le tableau 5 nous donne les résultats de l'estimation. Le prix relatif de l'indice Big Mac est obtenu en divisant le prix local de Big Mac en dollar avec le prix du Big Mac aux Etats-Unis. Ces prix sont fournis par l'hebdomadaire *The Economist*. Le PIB relatif est le rapport du PIB du pays en question et le PIB des USA. Les PIB sont pris dans la base des données de WDI (World Development indicators, World Bank).

Dans le tableau 5, l'effet des régimes de change sur les prix relatifs est significatif et positif pour les régimes fixes et intermédiaires. L'effet diminue quand on passe de régime fixe au régime intermédiaire. Sous le régime fixe le coefficient est de 0,07 ; et de 0,06 sous le régime intermédiaire. Cela suggère que dans les régimes fixes les prix relatifs de l'indice Big Mac sont supérieurs de 7% par rapport au régime flexible. Dans les régimes intermédiaires, le prix relatif est supérieur de 6% par rapport au régime flexible. Quand on regarde les résultats de la classification à six, seuls les coefficients des régimes codés RR1 et RR3 sont significatif et positif. Le prix relatif dans le régime RR1 est supérieur de 7,8% par rapport au régime RR5 ; et le prix relatif sous le régime RR3 est supérieur de 6,5% par rapport au régime RR5.

**Tableau 5 : les prix relatifs et les régimes de change  
(Classification de RR)**

<b>Variable dépendante : log (prix local en dollar/prix de Big Mac aux USA)</b>			
<b>ERR</b>			
Fixe	0.0716385*** (2.64)	RR1	0.0781773** (2.20)
		RR2	0.0706693 (1.47)
INTERM	0.0612535** (2.42)	RR3	0.0658573* (1.96)
FLEXIBLE	-----	RR4	0.0103003 (0.24)
		RR5	-----
<b>Variable de contrôle</b>			
Log PIB rel	0.1835495*** (9.80)	0.1823664*** (9.23)	
Constante	-0.0654095*** (3.00)	(- - 0.0706447** (-2.29))	

Source : Stata 13

Les symboles \*\*\*, \*\* et \* désignent le niveau de significativité au seuil de 1%, 5% et 10%

Le coefficient de log de PIB relatif est significatif et positif. Pour les régimes à trois types, une augmentation de PIB relatif de 1% entraîne une augmentation de prix relatif de 0,18%. Le PIB relatif a le même effet dans les deux classifications de régime : celle à trois types et celle à 6 voies.

D'une manière générale, nos résultats suggèrent qu'il y a une relation forte entre le PIB relatif et le prix relatif de l'indice Big Mac. De même il y a une relation entre les régimes de change et le prix relatif. Toutefois cette relation n'est pas suffisamment confirmée dans le cas de la classification à six car le coefficient de régime

de change codé RR2 n'est pas significatif. Néanmoins d'une manière générale on peut confirmer que les prix relatifs de l'indice Big Mac sont supérieurs sous les régimes fixes par rapport aux régimes flexibles. Voyons, si c'est le même résultat pour le niveau des prix

## **4.2. Le niveau des prix de l'indice Big Mac**

Les effets des régimes de change sur les niveaux de prix de l'indice Big Mac peuvent nous informer sur les effets des régimes de change sur les mésalignements de l'indice Big Mac. Voilà pourquoi nous estimons le niveau des prix sur les régimes de change. Le niveau de prix national de l'indice Big Mac est donc calculé par le rapport de PPA de Big Mac et le taux de change nominal en dollar. Le tableau 6 nous donne les résultats de l'estimation. Les coefficients obtenus donnent les mêmes informations que la régression du prix relatif sur les régimes de change. Le niveau de prix national de l'indice Big Mac est supérieur de 7,5 % sous le régime fixe par rapport au régime flexible. Dans le régime intermédiaire, il est de 6%. Le PIB relatif a les mêmes effets sur niveau de prix et le prix relatif. Mais la question qu'on peut se poser est de savoir pourquoi les niveaux des prix sont plus élevés dans les régimes fixes ?

**Tableau 6: le niveau des prix et le régime de change  
(classification de Rogoff et Reinhart)**

<b>Variable dépendante : Log (PPA d l'indice Big Mac/ taux de change nominal en dollar)</b>			
ERR			
FXE	0.0753806*** (2.86)	RR1	0.0790799** (2.29)
		RR2	0.0895086 (1.92)
INTERM	0.0601366** (2.44)	RR3	0.0665097** (2.04)
FLEXIBLE	----- ---	RR4	0.011274 (0.27)
		RR5	-----
Variable de contrôle			
Log PIB rel	0.1881724*** (10.36)		0.1897662*** (9.90)
Constante	-0.0647317*** (- 3.06)		0.0702542** (- 2.35)

Source : Stata 13

**Remarques :** Les symboles \*\*\*, \*\* et \* représentent le niveau de significativité au seuil respectivement de 1%, 5% et 10%

Broda étudie les effets de régime de change sur le niveau de prix national et trouve les raisons pour lesquelles le niveau national moyen des prix d'un pays diminue à mesure que son degré de flexibilité du taux de change augmente. En d'autre manière les prix nationaux sont supérieurs dans les régimes fixes par rapport aux régimes flexibles. Au niveau désagrégé la relation entre les régimes de change et le niveau de prix nationaux est d'autant plus forte pour les biens non échangés que les biens exposés : oui le hamburger peut être considéré comme un bien non échangeable.

En effet le niveau de prix est élevé dans les pays à régime fixe car la politique monétaire est incapable d'absorber les chocs de la

productivité et de la préférence mondiale pour éviter les variations de l'emploi. En plus dans les pays où les salaires sont rigides, les travailleurs ont besoin d'une prime salariale pour compenser la variation de l'emploi (Obstfeld et Rogoff, 2000). Cette prime salariale a pour conséquence l'augmentation de niveau des prix nationaux.

Considérons le choc de la productivité avec une politique monétaire passive c'est-à-dire avec moins de flexibilité de régime de change. L'emploi augmente lorsque la productivité est faible et chute lorsque la productivité est élevée. En d'autres termes l'emploi est élevé lorsque les coûts marginaux sont hauts et l'emploi baisse lorsque les coûts marginaux sont bas. Lorsque la politique monétaire est pro-cyclique, les fluctuations de l'emploi sont atténuées. Le coût marginal moyen ex-ante plus faible entraîne des prix d'équilibre plus bas dans les pays ayant une politique monétaire plus accommodante ou, en d'autres termes, dans les pays ayant des régimes de taux de change plus souples.

C'est ainsi que les deux figures de l'annexe B.1 montrent que les mésalignements en valeur absolue sont plus importants dans les régimes à moins de flexibilité. Les mésalignements diminuent avec la flexibilité de régime de change. Si on considère la classification à trois, la moyenne de mésalignements de l'indice Big Mac dans le régime fixe est de 25,9 % supérieur aux mésalignements dans le régime flexible. Ce pourcentage n'est pas très différent de coefficient de régime de change fixe (25,4%) que nous avons trouvé en estimant les mésalignements sur les régimes de change. Pour la classification à six, la moyenne de mésalignements dans le régime codé RR1 est de 30,8% supérieur au régime codé RR5. Ce pourcentage n'est pas très éloigné de celui de l'estimation : 30,05%. En plus les moyennes des mésalignements de régime fixe sont significativement différentes avec celles de régime intermédiaire les p-values sont inférieures à 5%. Ces graphiques de l'annexe B.1 confirment bien les résultats de nos estimations et nos conclusions.

# Conclusion

Cet article a étudié les effets des régimes de change sur les mésalignements de l'indice Big Mac. Faire une étude sur les mésalignements de taux de change nécessite en général et avant tout le calcul de taux de change d'équilibre pour calculer les mésalignements. Cela n'a pas été le cas pour cet article car les mésalignements de l'indice Big Mac sont déjà calculés par l'hebdomadaire *The Economist*.

Nous avons commencé par spécifier notre modèle par le test de Hausman. Celui-ci nous a indiqué que le modèle à effet individuel aléatoire était approprié. Après avoir fait les tests d'hétéroscédasticité et de corrélation, nous avons estimé les valeurs absolues de mésalignements de l'indice Big Mac sur les régimes de change avec la classification de facto de Rogoff et Reinhart pour un ensemble de 16 pays de 2000 à 2015. Pour confirmer nos résultats nous avons fait deux estimations supplémentaires pour vérifier les effets de régime de change sur le niveau de prix, et sur les prix relatifs de l'indice Big Mac.

Nos résultats nous suggèrent que les mésalignements de l'indice Big Mac sont supérieurs dans les régimes fixes par rapport aux régimes flexibles. Ce sont donc ces derniers qui minimisent le mieux les mésalignements de l'indice Big Mac. Nos résultats sont confirmés par le fait que le niveau des prix et les prix relatifs de l'indice Big Mac sont supérieurs dans les régimes à change fixe parce que dans ces régimes la politique monétaire est difficile à absorber les chocs de productivité et les chocs de la préférence mondiale

## Références bibliographiques

1. Aquilante, T., Di Pace, F. et Masolo, R.M. (2022), « Exchange-rate and news: Evidence from the COVID pandemic », *Economics Letters*, Vol. 213, pp. 1-3.
2. Benasey-Quere, A. (2015), *Economie monétaire internationale*, 2<sup>e</sup> édition, Economica, Paris.
3. Broda, C. (2006), « Uncertainty, Exchange Rate Regimes, and National Price Levels », *Journal of International Economic*, Vol.70, pp.52-81.
4. Caputo, R. (2015), « Persistent real misalignments and the role of the exchange rate regime », *Economics Letters*, Vol.135, pp.112-116.
5. Calvo, G. et Reinhart, C. (2002), « Fear of Floating », *Quarterly Journal of Economics* 117, pp. 379-408.
6. Couharde, C. et Grekou, C. (2017), « Currency Misalignments in emerging and developing countries: reassessing the role of Exchange Rate », En ligne <https://gdrnanterre2017.sciencesconf.org/141698/document>.
7. Coudert, C. et Couharde, C. (2008), « Currency Misalignments and Exchange Rate Regimes in Emerging and Developing Countries », *Review of International Economics*, Vol. 17, pp.121-136.
8. Chinn, M.D. et Ito, H. (2008), « A new measure of financial openness », *Journal of Comparative Policy Analysis*, Vol.10, pp.309–322.
9. Chinn, M. et Wei, S-J. (2013), « A Faith-Based Initiative Meets the Evidence: Does a Flexible Exchange Rate Regime Really Facilitate Current Account Adjustment? », *Review of Economics and Statistics*, Vol. 95: pp.168-184.
10. Dubas, J.M. (2009), « The Importance of the Exchange Rate Regime in Limiting Misalignment », *World Development*, Vol. 37, pp.1612-1622.

11. Fadlallah, A., Abdelhafid, B. et Ismail, M. (2014), « Que coûtent les mésalignement du taux de change à l'économie marocaine ? », *Dossiers de Recherches en Economie et Gestion*, Numéro spécial : Décembre 2014, pp. 310- 329.
12. Ilzetzki, I., Reinhart, C. et Rogoff, K. (2011). « The country chronologies and background material to Exchange Rate Arrangements into the 21st Century: Will the Anchor Currency Hold? », *Mimeo*.[http://personal.lse.ac.uk/ilzetzki/data/ERA-Country\\_Chronologies\\_2011.pdf](http://personal.lse.ac.uk/ilzetzki/data/ERA-Country_Chronologies_2011.pdf)
13. Laeven, L. et Valencia, F. (2012), « Systemic Banking Crises Database: An Update », IMF Working Paper 12/163, International Monetary Fund, En ligne <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2012/wp12163.pdf>
14. Reinhart, C. et Rogoff, K. (2004), « The Modern History of Exchange Rate Arrangements: A Reinterpretation », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 119, pp. 1-48.

# **Annexes**

## A. Annexe des données

**Tableau A.1: Classification de facto de Rogoff et Reinhart**

Six-way classification		Three-way classification
Regime	od e	Regime
No separate legal tender		
Pre announced peg or currency board arrangement		
Pre announced horizontal band that is narrower than or equal to $\pm 2\%$		Fixed ERR
De facto peg		
Pre announced crawling peg		
Pre announced crawling band that is narrower than or equal to $\pm 2\%$		

De facto crawling peg	
De facto crawling band that is narrower than or equal to $\pm 2\%$	
<hr/>	
Pre announced crawling band that is wider than or equal to $\pm 2\%$	
De facto crawling band that is narrower than or equal to $\pm 5\%$	
Moving band that is narrower than or equal to $\pm 2\%$ (i.e., allows for both appreciation and depreciation over time)	Intermediate ERR
Managed floating	
<hr/>	
Freely floating	
Freely falling	
Dual market in which parallel market data is missing	Flexible ERR
<hr/>	

Source: Reinhart et Rogoff (2004)

**Tableau A.2 : Sources des données**

Variables	sources
<b>RR</b> : Rogoff et Reinhart : classification de facto de régime de change	Ilzetzki, Reinhart & Rogoff (2011)
<b>Mis<sub>i,t</sub></b> : mésalignements de l'indice Big Mac	<a href="https://www.economist.com/content/big-mac-index">https://www.economist.com/content/big-mac-index</a>
<b>Ka<sub>open</sub></b> : indice de degré d'ouverture financière compris entre 0 et 1 ; 1 le plus haut degré d'ouverture	Chinn & Ito
<b>Crise</b> : indice de crise systémique bancaire, 1 pour les années de crise, 0 si non	Laeven et Valencia
<b>PIB relatif</b> : calculé à partir de PIB par habitant des pays	World Development Indicators (World Bank)

Source : l'auteur

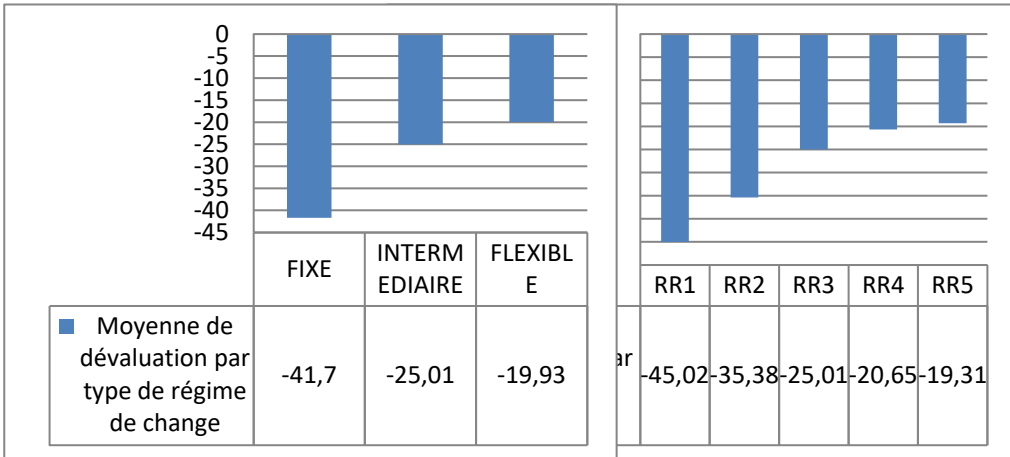
**Tableau A.3 : La liste de pays (16) et les régimes de change**

N°	Pays	ERR à Trois	ERR à Six
1	Argentine	Fixe	RR1, RR2
2	Australie	Flexible	RR4
3	Brésil	Intermédiaire	RR3
4	Canada	Intermédiaire	RR3
5	Chili	Intermédiaire	RR3
6	Danemark	Fixe	RR1
7	Hong-Kong	Fixe	RR1
8	Japon	Flexible	RR5
9	Mexique	Intermédiaire	RR3
10	Nouvelle Zélande	Intermédiaire	RR3
11	Singapour	Intermédiaire	RR3
12	Sud Afrique	Intermédiaire	RR3
13	Coré du Sud	Intermédiaire	RR3
14	Swaziland	Fixe	RR1
15	Thaïlande	Intermédiaire	RR3
16	République Tchèque	Intermédiaire	RR 3

Source : l'auteur à partir de Reinhart et Rogoff (2004)

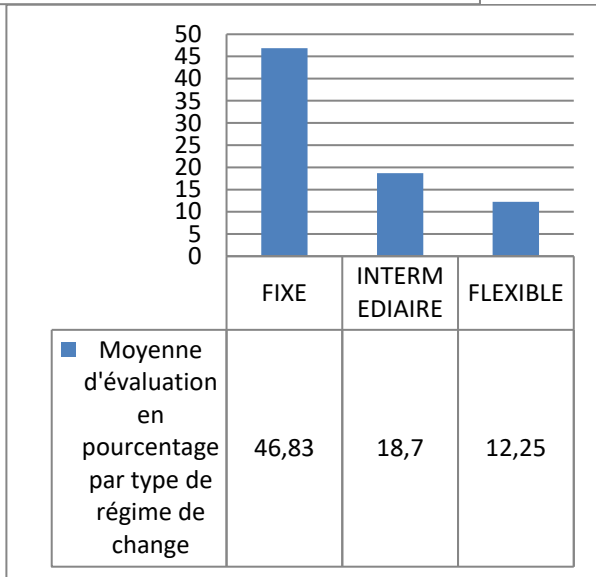
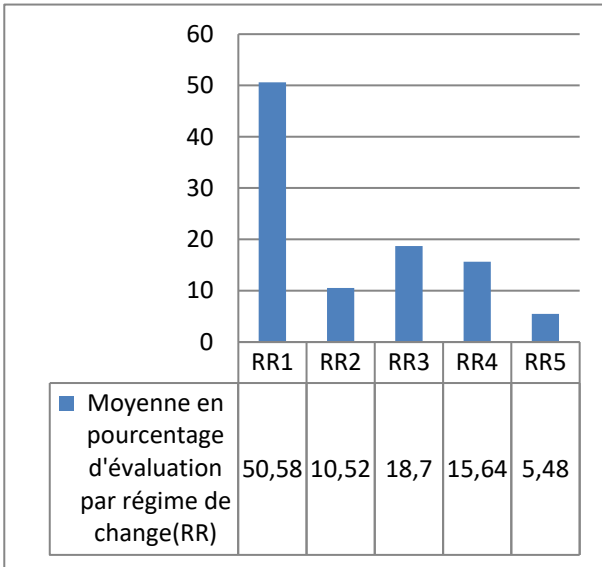
## B. Moyennes des mésalignements

### Annexe B.1 : Les moyennes des sous-évaluations des monnaies par rapport au dollar par régime de change



Notes : le régime fixe englobe les régimes codés RR1 et RR2 ; le régime intermédiaire prend en compte les régimes codés RR 3, et le régime flexible comprend les régimes codés RR4, RR5 et RR6 mais dans notre échantillon RR6 n'y figure pas

Annexe B.2 : Les moyennes des surévaluations des monnaies par rapport au dollar par régime de change



---

Impression à la demande par LEN S.A.S. – 93400 St Ouen  
Dépôt légal : janvier 2026  
Imprimé en France